

---

Établis par le  
Re

---

---

# Comptes publics du Canada

## Volume II

---

# VOLUME II (PARTIE I)

## TABLE DES MATIÈRES

### Section

- Introduction
- 1. Tableaux sommaires
- 2. Affaires étrangères et Commerce international
- 3. Affaires indiennes et du Nord canadien
- 4. Agence de promotion économique du Canada atlantique
- 5. Agriculture et Agroalimentaire
- 6. Anciens combattants
- 7. Citoyenneté et Immigration
- 8. Conseil du Trésor
- 9. Conseil privé
- 10. Défense nationale
- 11. Développement des ressources humaines
- 12. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
- 13. Environnement
- 14. Finances
- 15. Gouverneur général
- 16. Industrie
- 17. Justice
- 18. Parlement
- 19. Patrimoine canadien
- 20. Pêches et Océans
- 21. Ressources naturelles
- 22. Revenu national
- 23. Santé
- 24. Solliciteur général
- 25. Transports
- 26. Travaux publics et Services gouvernementaux
- 27. Index

## INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS DU CANADA

### Nature des Comptes publics du Canada

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les ministères et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le receveur général, et qui résume les opérations de tous les ministères et organismes. Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

### Présentation des Comptes publics du Canada

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en deux volumes. Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des informations et analyses supplémentaires.

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. Certains des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

#### ● Provenance des autorisations

##### ● Disponibles des exercices antérieurs

Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les recettes et les rentrées. Ces crédits sont généralement soit des fonds renouvelables ou des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.

##### ● Budgets des dépenses principal et supplémentaires

Comprennent :

- les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires;
- les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

##### ● Redressements et virements

Comprennent :

- les virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5 et 10 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
- les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire), ou entre paiements de transfert;
- les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État;
- les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice.

##### ● Total disponible pour emploi

Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des recettes et rentrées disponibles pour être dépensées).

##### ● Utilisation des autorisations

##### ● Employées au cours de l'exercice

Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées).

- *Annulées (écart positif)*  
Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice ultérieur.
- *Dépassées (écart négatif)*  
Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- *Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs*  
Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.
- *Employées au cours de l'exercice précédent*  
Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées). Pour les crédits ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul en ligne avec l'énoncé «Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours».

Le contenu de la **partie I** se résume comme suit :

#### a) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend les tableaux suivants lesquels présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles :

- Tableau 1 présente les recettes et les dépenses tant sur une base brute que sur une base nette
- Tableau 2 présente les dépenses par catégorie pour chaque portefeuille ministériel

- Tableau 2a concilie le tableau 2 avec le tableau 1
- Tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert
- Tableau 2c présente le détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels
- Tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel
- Tableau 3a concilie le tableau 3 avec le tableau 1
- Tableau 4 présente les recettes par catégorie principale pour chaque portefeuille ministériel
- Tableau 4a concilie le tableau 4 avec le tableau 1
- Tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel
- Tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel
- Tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives)

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits,

de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne.

#### b) Sections ministérielles (sections 2 à 26)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les programmes des ministères et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

- *Sommaire du portefeuille ministériel*

Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

- *Programmes par activité*

Cet état présente par programme le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).

- *Paiements de transfert*

Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

- *Détail des montants disponibles pour être dépensés*

Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

- *Recettes*

Cet état présente par programme la nature des recettes sous chaque catégorie principale de recettes.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1. De cette façon :

- les données de l'état des *paiements de transfert* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité*, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *sommaire du portefeuille minis-*

*tériel* (de la provenance et de l'utilisation des autorisations). Les données du *sommaire du portefeuille ministériel* peuvent être retracées aux *tableaux sommaires* (tableaux 5, 6 et 7) de la section 1.

- les données de l'état du *détail des montants disponibles pour être dépensés* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité* et également au *tableau sommaire 3* de la section 1.
- les données de l'état des *recettes* peuvent être retracées au *tableau sommaire 4* de la section 1.

# SECTION 1

## COMPTES PUBLICS DU CANADA

1995-1996

### Tableaux sommaires

#### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Tableaux sommaires —	
Tableau 1 — État des recettes et dépenses . . . . .	1.3
Tableau 2 — Dépenses ministérielles par catégorie . . . . .	1.4
Tableau 2a — Récapitulation des dépenses externes par catégorie . . . . .	1.10
Tableau 2b — Détail des autres paiements de transfert . . . . .	1.11
Tableau 2c — Détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels . . . . .	1.12
Tableau 3 — Dépenses ministérielles par article courant . . . . .	1.13
Tableau 3a — Récapitulation des dépenses externes par article courant . . . . .	1.20
Tableau 4 — Recettes ministérielles par catégorie principale . . . . .	1.21
Tableau 4a — Récapitulation des recettes externes par catégorie principale . . . . .	1.27
Tableau 5 — Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel . . . . .	1.29
Tableau 6 — Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel . . . . .	1.35
Tableau 7 — Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) . . . . .	1.38
Appendices —	
Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice . . . . .	1.44
Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits . . . . .	1.70
Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices antérieurs . . . . .	1.82
Appendice 4 — Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice . . . . .	1.92
Appendice 5 — Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne . . . . .	1.95

## TABLEAU 1

### État des recettes et dépenses

Le tableau 1 présente les recettes et les dépenses tant sur une base brute que sur une base nette. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I.

(en milliers de dollars)

RECETTES	Brutes	Nettes	DÉPENSES	Brutes	Nettes
<b>Recettes fiscales—</b>			<b>Paiements de transfert—</b>		
Impôt sur le revenu —			Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément		
Des particuliers	65 194 995	60 167 035	de revenu garanti et allocation au conjoint	20 429 847	21 033 847
Des sociétés	15 955 121	15 955 121	Prestations d'assurance-chômage	13 475 969	13 475 969
Autres recettes d'impôt sur le revenu	2 104 859	2 104 859	Accords fiscaux	8 626 805	8 209 751
	<i>83 254 975</i>	<i>78 227 015</i>	Assurance et soins médicaux	7 115 526	7 115 526
Cotisations d'assurance-chômage	18 509 540	18 509 540	Régime d'assistance publique du Canada	7 190 539	7 190 539
Taxes et droits d'accise —			Aide à l'éducation	2 365 270	2 365 270
Taxe sur les produits et services	19 173 660	16 374 719	Prestation fiscale pour enfants	5 214 906	...
Taxe sur l'énergie —			Autres paiements de transfert	22 546 228	19 747 287
Taxe d'accise—Essence	3 969 207	3 969 207			
Taxe d'accise—Essence d'aviation et			<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>86 965 090</b>	<b>79 138 189</b>
combustible diesel	434 736	434 736			
	<i>4 403 943</i>	<i>4 403 943</i>	<b>Dépenses des sociétés d'État</b>	<b>6 039 919</b>	<b>4 321 210</b>
Droits de douane à l'importation	2 969 353	2 969 353	<b>Autres dépenses de programmes—</b>		
Autres taxes et droits d'accise —			Patrimoine canadien	882 699	806 252
Droits d'accise	2 222 911	2 222 911	Finances	1 655 273	1 618 538
Diverses taxes et droits d'accise	1 315 933	633 210	Pêches et Océans	1 189 052	1 178 738
	<i>3 538 844</i>	<i>2 856 121</i>	Affaires étrangères et Commerce international	1 155 012	1 100 956
	<i>30 085 800</i>	<i>26 604 136</i>	Santé	1 083 293	1 054 207
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>131 850 315</b>	<b>123 340 691</b>	Industrie	1 603 327	1 665 995
<b>Recettes non fiscales—</b>			Défense nationale	10 293 009	9 934 539
Revenus de placements	4 567 727	4 475 534	Revenu national	2 054 970	2 054 970
Autres recettes non fiscales —			Travaux publics et Services gouvernementaux	1 837 419	1 672 535
Privilèges, licences et permis	658 737	535 294	Solliciteur général	3 255 983	2 580 208
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	811 147	811 061	Transports	1 503 010	341 974
Frais de services	1 621 217	270 911	Conseil du Trésor	1 229 655	1 229 655
Produits des ventes	245 282	73 176	Autres portefeuilles ministériels	3 473 686	3 314 653
Produits de la vente de biens					
excédentaires de la Couronne	25 315	25 315	<b>Total des autres dépenses de programmes</b>	<b>31 216 388</b>	<b>28 553 220</b>
Pièces de monnaie canadienne	229 718	228 094	<b>Total des dépenses de programmes</b>	<b>124 221 397</b>	<b>112 012 619</b>
Diverses recettes non fiscales	2 500 907	541 511	<b>Frais de la dette publique</b>	<b>46 905 395</b>	<b>46 905 395</b>
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>10 660 050</b>	<b>6 960 896</b>	<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>171 126 792</b>	<b>158 918 014</b>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>142 510 365</b>	<b>130 301 587</b>	<b>DÉFICIT</b>	<b>28 616 427</b>	<b>28 616 427</b>

## TABLEAU 2

## Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne "Total des dépenses" présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 1 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert							Total des paiements de transfert <sup>(3)</sup>	Autres dépenses de programmes <sup>(4)</sup>	Total des dépenses
		Prestations de sécurité de la vieillesse <sup>(1)</sup>	Prestations d'assurance-chômage <sup>(2)</sup>	Prestation fiscale pour enfants <sup>(2)</sup>	Accords fiscaux	Assurance et soins médicaux	Régime d'assistance publique du Canada	Aide à l'éducation			
<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>										
	Ministère	...	...	...	...	...	...	374 933	374 933	926 315	1 301 248
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	11 823	11 823
	Agence canadienne de développement international	...	...	...	...	...	...	1 706 196	1 706 196	122 697	1 828 893
	Société pour l'expansion des exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	71 701	71 701
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	96 100	96 100
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	...	...	...	...	4 412	4 412
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	1 713	1 713
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...	...	...	...	128	128
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	<b>2 081 129</b>	<b>2 081 129</b>	<b>1 234 889</b>	<b>3 316 018</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>										
	Ministère	...	...	...	...	...	...	4 860 435	4 860 435	362 032	5 222 467
	Commission canadienne des affaires polaires	...	...	...	...	...	...	20	20	1 034	1 054
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	<b>4 860 455</b>	<b>4 860 455</b>	<b>363 066</b>	<b>5 223 521</b>
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>										
	Ministère	...	...	...	...	...	...	323 768	323 768	44 570	368 338
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	15 038	15 038
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	<b>323 768</b>	<b>323 768</b>	<b>59 608</b>	<b>383 376</b>
<b>5</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>										
	Ministère	...	...	...	...	...	...	1 789 562	1 789 562	771 858	2 561 420
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	...	...	...	...	2 462	2 462
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	<b>1 789 562</b>	<b>1 789 562</b>	<b>774 320</b>	<b>2 563 882</b>



<b>6</b>	<b>Anciens combattants</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>1 391 496</b>	<b>1 391 496</b>	<b>545 754</b>	<b>1 937 250</b>
<b>7</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	245 466	245 466	351 790	597 256
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	75 468	75 468
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>245 466</b>	<b>245 466</b>	<b>427 258</b>	<b>672 724</b>
<b>8</b>	<b>Conseil du Trésor</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>586</b>	<b>586</b>	<b>1 230 231</b>	<b>1 230 817</b>
<b>9</b>	<b>Conseil privé</b>											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	1 776	1 776	82 810	84 586
	Centre canadien de gestion	...	...	...	...	...	...	...	149	149	9 959	10 108
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 868	2 868
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	...	...	...	...	23 831	23 831
	Directeur général des élections	...	...	...	...	...	...	...	109	109	25 752	25 861
	Commissaire aux langues officielles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11 531	11 531
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 999	2 999
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 550	5 550
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 211	1 211
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 034</b>	<b>2 034</b>	<b>166 511</b>	<b>168 545</b>
<b>10</b>	<b>Défense nationale</b>											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	214 103	214 103	11 159 703	11 373 806
	Protection civile Canada	...	...	...	...	...	...	...	56 085	56 085	10 513	66 598
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>270 188</b>	<b>270 188</b>	<b>11 170 216</b>	<b>11 440 404</b>
<b>11</b>	<b>Développement des ressources humaines</b>											
	Ministère (Emploi et Immigration)	21 033 847	...	...	...	...	7 184 539	2 365 270	2 521 284	33 104 940	609 921	33 714 861
	Conseil canadien des relations du travail	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8 791	8 791
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 435	1 435
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 926	1 926
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>21 033 847</b>	...	...	...	...	<b>7 184 539</b>	<b>2 365 270</b>	<b>2 521 284</b>	<b>33 104 940</b>	<b>622 073</b>	<b>33 727 013</b>
<b>12</b>	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>330 306</b>	<b>330 306</b>	<b>32 643</b>	<b>362 949</b>

<b>13</b>	<b>Environnement</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>54 483</b>	<b>54 483</b>	<b>606 267</b>	<b>660 750</b>
<hr/>												
<b>14</b>	<b>Finances</b>											
	Ministère	...	...	...	8 815 751	...	...	...	575 412	9 391 163	48 596 830	57 987 993
	Vérificateur général	...	...	...	...	...	...	...	398	398	50 519	50 917

<b>17</b>	<b>Justice</b>											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	261 390	261 390	198 085	459 475	
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	...	16 764	16 764	
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	36 550	36 550	172 286	208 836		
	Cour fédérale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	28 967	28 967		
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	...	...	...	...	6 517	6 517		
	Cour suprême du Canada	...	...	...	...	...	1 173	1 173	14 272	15 445		
	Cour canadienne de l'impôt	...	...	...	...	...	...	...	11 434	11 434		
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	<b>299 113</b>	<b>299 113</b>	<b>448 325</b>	<b>747 438</b>		
<b>18</b>	<b>Parlement</b>											
	Sénat	...	...	...	...	...	544	544	44 167	44 711		
	Chambre des communes	...	...	...	...	...	634	634	212 234	212 868		
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	...	...	...	15 464	15 464		
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	<b>1 178</b>	<b>1 178</b>	<b>271 865</b>	<b>273 043</b>		
<b>19</b>	<b>Patrimoine canadien</b>											
	Ministère (Communications)	...	...	...	...	...	475 901	475 901	549 507	1 025 408		
	Conseil consultatif sur la situation de la femme	...	...	...	...	...	...	...	1 750	1 750		
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	97 946	97 946		
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	1 170 669	1 170 669		
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...	...	...	108 987	108 987		
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	46 204	46 204		
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	26 821	26 821		
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	...	...	...	...	22 522	22 522		
	Archives nationales du Canada	...	...	...	...	...	2 148	2 148	57 529	59 677		
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	19 686	19 686		
	Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	...	...	4 803	4 803		
	Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	98 614	98 614		
	Office national du film	...	...	...	...	...	494	494	74 915	75 409		
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	33 575	33 575		
	Bibliothèque nationale	...	...	...	...	...	452	452	36 434	36 886		
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	...	20 773	20 773		
	Commission de la fonction publique	...	...	...	...	...	...	...	123 112	123 112		
	Condition féminine — Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	...	...	8 599	8 599	7 809	16 408		
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	<b>487 594</b>	<b>487 594</b>	<b>2 501 656</b>	<b>2 989 250</b>		
<b>20</b>	<b>Pêches et Océans</b>											
	Ministère	...	...	...	...	...	78 846	78 846	1 174 734	1 253 580		
	Office canadien du poisson salé	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	<b>78 846</b>	<b>78 846</b>	<b>1 174 734</b>	<b>1 253 580</b>		

TABLEAU 2

**Dépenses ministérielles par catégorie —Fin**  
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert							Autres	Total des paiements de transfert <sup>(3)</sup>	Autres dépenses de programmes <sup>(4)</sup>	Total des dépenses
		Prestations de sécurité de la vieillesse <sup>(1)</sup>	Prestations d'assurance-chômage <sup>(2)</sup>	Prestation fiscale pour enfants <sup>(2)</sup>	Accords fiscaux	Assurance et soins médicaux	Régime d'assistance publique du Canada	Aide à l'éducation				
<b>21</b>	<b>Resources naturelles</b>											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	279 050	279 050	547 095	826 145
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	...	...	...	...	...	639	639	41 860	42 499
	Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	174 594	174 594
	Office national de l'énergie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	25 911	25 911
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>279 689</b>	<b>279 689</b>	<b>789 460</b>	<b>1 069 149</b>
<b>22</b>	<b>Revenu national</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>131 898</b>	<b>131 898</b>	<b>2 090 000</b>	<b>2 221 898</b>
<b>23</b>	<b>Santé</b>											
	Ministère (Santé nationale et Bien-être social)	...	...	...	...	7 240 526	...	...	565 038	7 805 564	1 076 598	8 882 162
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 388	1 388
	Conseil de recherches médicales	...	...	...	...	...	...	...	243 187	243 187	8 062	251 249
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 154	3 154
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>7 240 526</b>	...	...	<b>808 225</b>	<b>8 048 751</b>	<b>1 089 202</b>	<b>9 137 953</b>
<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	41 447	41 447	31 706	73 153
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	...	184 252	184 252
	Service correctionnel	...	...	...	...	...	...	...	1 533	1 533	1 097 753	1 099 286
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	25 836	25 836
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 310	1 310
	Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	38 754	38 754	1 232 364	1 271 118
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	671	671
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 548	3 548
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>81 734</b>	<b>81 734</b>	<b>2 577 440</b>	<b>2 659 174</b>

<b>25</b>	<b>Transports</b>											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	395 930	395 930	1 853 300	2 249 230	
	Tribunal de l'aviation civile	...	...	...	...	...	...	...	...	839	839	
	Office national des transports	...	...	...	...	...	...	266 767	266 767	30 651	297 418	
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	<b>662 697</b>	<b>662 697</b>	<b>1 884 790</b>	<b>2 547 487</b>	
<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>											
	Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)	...	...	...	...	...	...	438 813	438 813	1 691 575	2 130 388	
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	1 939 524	1 939 524	
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	14 000	14 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	...	...	<b>438 813</b>	<b>438 813</b>	<b>3 645 099</b>	<b>4 083 912</b>	
	<b>Total des dépenses ministérielles</b>	<b>21 033 847</b>	...	...	<b>8 815 751</b>	<b>7 240 526</b>	<b>7 184 539</b>	<b>2 365 270</b>	<b>19 464 882</b>	<b>66 104 815</b>	<b>83 943 850</b>	<b>150 048 665</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été r a.16j378 Tw

**TABLEAU 2a**  
**Récapitulation des dépenses externes par catégorie**

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les dépenses externes rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 1 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les recettes affectées aux dépenses, la provision pour évaluation, les dépenses des sociétés d'État consolidées et l'élimination des dépenses internes. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes affectées aux dépenses, les crédits et remboursements fiscaux, et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Recettes affectées aux dépenses	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	Dépenses internes	DÉPENSES EXTERNES NETTES	Recettes affectées aux dépenses	Crédits et rembour- sements fiscaux	Sociétés d'État consolidées	DÉPENSES EXTERNES BRUTES
<b>Paiements de transfert—</b>											
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	21 033 847	...	...	...	...	...	21 033 847	...	(604 000)	...	20,429,847
Prestations d'assurance-chômage	...	13 508 969	...	(33 000)	...	...	13 475 969	...	...	...	13,475,969
Accords fiscaux	8 815 751	...	...	(606 000)	...	...	8 209 751	...	417 054	...	8,626,805
Assurance et soins médicaux	7 240 526	...	...	(125 000)	...	...	7 115 526	...	...	...	7,115,526
Régime d'assistance publique du Canada	7 184 539	...	...	6 000	...	...	7 190 539	...	...	...	7,190,539
Aide à l'éducation	2 365 270	...	...	...	...	...	2 365 270	...	...	...	2,365,270
Prestation fiscale pour enfants	...	...	...	...	...	...	...	...	5 214 906	...	5,214,906
Autres paiements de transfert <sup>(1)</sup>	19 464 882	23 405	...	259 000	...	...	19 747 287	...	2 798 941	...	22,546,228
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>66 104 815</b>	<b>13 532 374</b>	...	<b>(499 000)</b>	...	...	<b>79 138 189</b>	...	<b>7 826 901</b>	...	<b>86,965,090</b>
<b>Dépenses des sociétés d'État</b>	...	...	...	<b>(1 459 000)</b>	<b>5 780 210</b>	...	<b>4 321 210</b>	...	...	<b>1 718 709</b>	<b>6,039,919</b>
<b>Autres dépenses de programmes—</b>											
Patrimoine canadien	2 501 656	701	209	...	(1 692 553)	(3 761)	806 252	76 447	...	...	882,699
Finances	1 783 137	6	(352)	...	(154 687)	(9 566)	1 618 538	36 735	...	...	1,655,273
Pêches et Océans	1 174 734	3 527	19	...	...	458	1 178 738	10 314	...	...	1,189,052
Affaires étrangères et Commerce international	1 234 889	...	280	...	(124 603)	(9 610)	1 100 956	54 056	...	...	1,155,012
Santé	1 089 202	820	(30 488)	...	...	(5 327)	1 054 207	29 086	...	...	1,083,293
Industrie	1 568 565	221	121 797	...	(19 342)	(5 246)	1 665 995	(62 668)	...	...	1,603,327
Défense nationale	11 170 216	(140 784)	(9 880)	(1 081 000)	...	(4 013)	9 934 539	358 470	...	...	10,293,009
Revenu national	2 090 000	...	...	...	...	(35 030)	2 054 970	...	...	...	2,054,970
Travaux publics et Services gouvernementaux	3 645 099	1 159	14 726	...	(1 964 524)	(23 925)	1 672 535	164 884	...	...	1,837,419
Solliciteur général	2 577 440	...	9 445	...	...	(6 677)	2 580 208	675 775	...	...	3,255,983
Transports	1 884 790	3 085	1 315	...	(1 537 510)	(9 706)	341 974	1 161 036	...	...	1,503,010
Conseil du Trésor	1 230 231	...	...	...	...	(576)	1 229 655	...	...	...	1,229,655
Autres portefeuilles ministériels <sup>(2)</sup>	5 117 308	1 033 192	(14 435)	(2 628 000)	(192 093)	(1 319)	3 314 653	159 033	...	...	3,473,686
<b>Total des autres dépenses de programmes</b>	<b>37 067 267</b>	<b>901 927</b>	<b>92 636</b>	<b>(3 709 000)</b>	<b>(5 685 312)</b>	<b>(114 298)</b>	<b>28 553 220</b>	<b>2 663 168</b>	...	...	<b>31,216,388</b>
<b>Total des dépenses de programmes</b>	<b>103 172 082</b>	<b>14 434 301</b>	<b>92 636</b>	<b>(5 667 000)</b>	<b>94 898</b>	<b>(114 298)</b>	<b>112 012 619</b>	<b>2 663 168</b>	<b>7 826 901</b>	<b>1 718 709</b>	<b>124,221,397</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>46 876 583</b>	<b>(54 031)</b>	<b>82 843</b>	...	...	...	<b>46 905 395</b>	...	...	...	<b>46,905,395</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>150 048 665</b>	<b>14 380 270</b>	<b>175 479</b> <sup>(3)</sup>	<b>(5 667 000)</b>	<b>94 898</b>	<b>(114 298)</b>	<b>158 918 014</b>	<b>2 663 168</b> <sup>(4)</sup>	<b>7 826 901</b>	<b>1 718 709</b>	<b>171,126,792</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Le détail pour les autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

(2) Le détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels est présenté au tableau 2c.

(3) Représente des recettes reportées de 132 298 \$ plus des frais de financement reliés à la vente de placements de 82 843 \$ moins des recettes constatées par régularisation de 39 662 \$.

(4) Comprend 132 298 \$ de recettes reportées affectées aux dépenses.

**TABLEAU 2b**

**Détail des autres paiements de transfert**

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert rapportés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Comptes à fins déterminés consolidés	Recettes affectées aux dépenses	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	Dépenses internes	DÉPENSES EXTERNES NETTES	Recettes affectées aux dépenses	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État consolidées	DÉPENSES EXTERNES BRUTES
Affaires étrangères et Commerce international	2 081 129	...	...	...	...	...	2 081 129	...	...	...	2 081 129
Affaires indiennes et du Nord canadien	4 860 455	...	...	...	...	...	4 860 455	...	...	...	4 860 455
Agence de promotion économique du Canada atlantique	323 768	...	...	...	...	...	323 768	...	...	...	323 768
Agriculture et Agroalimentaire	1 789 562	23 405	...	...	...	...	1 812 967	...	...	...	1 812 967
Anciens combattants	1 391 496	...	...	...	...	...	1 391 496	...	...	...	1 391 496
Citoyenneté et Immigration	245 466	...	...	...	...	...	245 466	...	...	...	245 466
Conseil du Trésor	586	...	...	...	...	...	586	...	...	...	586
Conseil privé	2 034	...	...	...	...	...	2 034	...	...	...	2 034
Défense nationale	270 188	...	...	...	...	...	270 188	...	...	...	270 188
Développement des ressources humaines	2 521 284	...	...	...	...	...	2 521 284	...	...	...	2 521 284
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	330 306	...	...	...	...	...	330 306	...	...	...	330 306
Environnement	54 483	...	...	...	...	...	54 483	...	...	...	54 483
Finances	575 810	...	...	...	...	...	575 810	...	...	...	575 810
Gouverneur général	254	...	...	...	...	...	254	...	...	...	254
Industrie	1 748 274	...	...	...	...	...	1 748 274	...	...	...	1 748 274
Justice	299 113	...	...	...	...	...	299 113	...	...	...	299 113
Parlement	1 178	...	...	...	...	...	1 178	...	...	...	1 178
Patrimoine canadien	487 594	...	...	...	...	...	487 594	...	...	...	487 594
Pêches et Océans	78 846	...	...	...	...	...	78 846	...	...	...	78 846
Ressources naturelles	279 689	...	...	...	...	...	279 689	...	...	...	279 689
Revenu national	131 898	...	...	...	...	...	131 898	2 798 941	...	...	2 930 839
Santé	808 225	...	...	...	...	...	808 225	...	...	...	808 225
Solliciteur général	81 734	...	...	...	...	...	81 734	...	...	...	81 734
Transports	662 697	...	...	...	...	...	662 697	...	...	...	662 697
Travaux publics et Services gouvernementaux	438 813	...	...	...	...	...	438 813	...	...	...	438 813
Total partiel	19 464 882	23 405	...	...	...	...	19 488 287	...	2 798 941	...	22 287 228
Provision pour évaluation	...	...	...	259 000	...	...	259 000	...	...	...	259 000
Total des autres dépenses de programmes	19 464 882	23 405	...	259 000	...	...	19 747 287	...	2 798 941	...	22 546 228

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

**TABLEAU 2c**  
**Détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels**

Le tableau 2c présente le détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels rapportées au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Recettes affectées aux dépenses	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	Dépenses internes	DÉPENSES EXTERNNES NETTES	Recettes affectées aux dépenses	Crédits et rembour- sements fiscaux	Sociétés d'État consolidées	DÉPENSES EXTERNNES BRUTES
Affaires indiennes et du Nord canadien	363 066	50	...	...	...	(1 032)	362 084	...	...	...	362 084
Agence de promotion économique du Canada atlantique	59 608	...	...	...	(15 038)	(4 763)	39 807	...	...	...	39 807
Agriculture et Agroalimentaire	774 320	...	(5 698)	...	(2 461)	(7 400)	758 761	102 433	...	...	861 194
Anciens combattants	545 754	...	...	...	...	(59)	545 695	...	...	...	545 695
Citoyenneté et Immigration	427 258	...	...	...	...	(1 923)	425 335	...	...	...	425 335
Conseil privé	166 511	252	...	...	...	2 385	169 148	...	...	...	169 148
Développement des ressources humaines	622 073	1 032 579	(5 855)	...	...	(5 682)	1 643 115	32 571	...	...	1 675 686
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	32 643	...	...	...	...	(35)	32 608	...	...	...	32 608
Environnement	606 267	...	(195)	...	...	(2 618)	603 454	13 446	...	...	616 900
Gouverneur général	10 158	120	...	...	...	(1)	10 277	...	...	...	10 277
Justice	448 325	...	...	...	...	23 367	471 692	...	...	...	471 692
Ressources naturelles	789 460	191	(2 687)	...	(174 594)	(3 371)	608 999	9 443	...	...	618 442
Parlement	271 865	...	...	...	...	(187)	271 678	1 140	...	...	272 818
Autres	...	...	...	(2 628 000)	...	...	(2 628 000)	...	...	...	(2 628 000)
<b>Total</b>	<b>5 117 308</b>	<b>1 033 192</b>	<b>(14 435)</b>	<b>(2 628 000)</b>	<b>(192 093)</b>	<b>(1 319)</b>	<b>3 314 653</b>	<b>159 033</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>3 473 686</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.



**TABLEAU 3**
**Dépenses ministérielles par article courant**

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes affectées aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne «Total des dépenses brutes» représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne «Total des dépenses nettes» représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des recettes affectées aux dépenses. La colonne «Total des dépenses nettes» présente le total des dépenses rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 1 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Construction ou acquisition de matériel et d'outillage <sup>(1)</sup> (9)	Paiements de transfert (10)	Frais de la dette publique <sup>(2)</sup> (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : recettes affectées aux dépenses			Total des dépenses nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Recettes externes (13)	Recettes internes (16)		Total
<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>																	
	Ministère	463 797	113 217	8 189	113 271	111 790	47 093	47 086	26 308	38 846	374 933	...	11 700	1 356 230	54 475	507	54 982	1 301 248
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11 823	11 823	...	...	...	11 823
	Agence canadienne de développement international	79 003	9 032	883	16 121	641	1 935	1 193	...	1 947	1 706 196	...	11 942	1 828 893	...	...	...	1 828 893
	Société pour l'expansion des exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	71 701	71 701	...	...	...	71 701
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	96 100	96 100	...	...	...	96 100
	Commission mixte internationale	2 817	570	168	450	224	35	94	...	54	...	...	...	4 412	...	...	...	4 412
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	607	209	22	737	4	5	59	...	69	...	...	1	1 713	...	...	...	1 713
	Administration du pipe-line du Nord	63	2	3	34	20	1	2	...	...	...	...	3	128	...	...	...	128
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>546 287</b>	<b>123 030</b>	<b>9 265</b>	<b>130 613</b>	<b>112 679</b>	<b>49 069</b>	<b>48 434</b>	<b>26 308</b>	<b>40 916</b>	<b>2 081 129</b>	<b>...</b>	<b>203 270</b>	<b>3 371 000</b>	<b>54 475</b>	<b>507</b>	<b>54 982</b>	<b>3 316 018</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>																	
	Ministère	191 653	42 973	7 520	68 329	10 759	10 012	11 886	2 834	8 259	4 860 435	...	7 807	5 222 467	...	...	...	5 222 467
	Commission canadienne des affaires polaires	425	272	53	134	124	3	11	...	12	20	...	...	1 054	...	...	...	1 054
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>192 078</b>	<b>43 245</b>	<b>7 573</b>	<b>68 463</b>	<b>10 883</b>	<b>10 015</b>	<b>11 897</b>	<b>2 834</b>	<b>8 271</b>	<b>4 860 455</b>	<b>...</b>	<b>7 807</b>	<b>5 223 521</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>5 223 521</b>



Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	18 374	1 453	428	2 111	46	479	535	...	400	...	...	5	23 831	...	...	...	23 831
Directeur général des élections	9 995	818	5 511	6 019	1 155	206	1 094	58	898	110	...	(3)	25 861	...	...	...	25 861
Commissaire aux langues officielles	8 987	616	268	973	94	46	236	...	311	...	...	...	11 531	...	...	...	11 531
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	1 031	430	226	1 141	16	11	73	...	71	...	...	...	2 999	...	...	...	2 999
Commission des relations de travail dans la fonction publique	4 046	379	60	746	24	16	207	...	72	...	...	...	5 550	...	...	...	5 550
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	828	90	18	165	9	3	10	...	88	...	...	...	1 211	...	...	...	1 211
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>100 390</b>	<b>11 347</b>	<b>11 799</b>	<b>32 751</b>	<b>3 198</b>	<b>2 100</b>	<b>5 561</b>	<b>58</b>	<b>5 017</b>	<b>2 035</b>	<b>...</b>	<b>(4 444)</b>	<b>169 812</b>	<b>...</b>	<b>1 267</b>	<b>1 267</b>	<b>168 545</b>
<b>10 Défense nationale</b>																	
Ministère	5 440 689	484 156	32 456	793 585	135 452	784 407	1 294 950	188 973	2 339 420	214 103	...	33 369	11 741 560	358 470	9 284	367 754	11 373 806
Protection civile Canada	5 603	1 675	414	2 091	57	128	268	...	278	56 084	...	...	66 598	...	...	...	66 598
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>5 446 292</b>	<b>485 831</b>	<b>32 870</b>	<b>795 676</b>	<b>135 509</b>	<b>784 535</b>	<b>1 295 218</b>	<b>188 973</b>	<b>2 339 698</b>	<b>270 187</b>	<b>...</b>	<b>33 369</b>	<b>11 808 158</b>	<b>358 470</b>	<b>9 284</b>	<b>367 754</b>	<b>11 440 404</b>
<b>11 Développement des ressources humaines</b>																	
Ministère (Emploi et Immigration)	1 287 593	120 536	23 502	310 415	123 407	17 793	31 157	...	71 384	33 104 940	...	4 661	35 095 388	28 655	1 351 872	1 380 527	33 714 861
Conseil canadien des relations du travail	6 234	977	47	903	104	73	203	...	235	...	...	15	8 791	...	...	...	8 791
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	630	92	122	365	6	32	85	...	103	...	...	...	1 435	...	...	...	1 435
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	4 793	303	281	747	42	128	184	...	98	...	...	...	6 576	4 196	454	4 650	1 926
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 299 250</b>	<b>121 908</b>	<b>23 952</b>	<b>312 430</b>	<b>123 559</b>	<b>18 026</b>	<b>31 629</b>	<b>...</b>	<b>71 820</b>	<b>33 104 940</b>	<b>...</b>	<b>4 676</b>	<b>35 112 190</b>	<b>32 851</b>	<b>1 352 326</b>	<b>1 385 177</b>	<b>33 727 013</b>
<b>12 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>	<b>20 498</b>	<b>2 638</b>	<b>694</b>	<b>7 051</b>	<b>320</b>	<b>97</b>	<b>1 147</b>	<b>...</b>	<b>994</b>	<b>330 305</b>	<b>...</b>	<b>(795)</b>	<b>362 949</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>362 949</b>
<b>13 Environnement</b>	<b>359 197</b>	<b>46 012</b>	<b>9 245</b>	<b>114 370</b>	<b>18 764</b>	<b>17 783</b>	<b>39 698</b>	<b>2 828</b>	<b>38 956</b>	<b>54 483</b>	<b>...</b>	<b>6 662</b>	<b>707 998</b>	<b>13 446</b>	<b>33 802</b>	<b>47 248</b>	<b>660 750</b>
<b>14 Finances</b>																	
Ministère	45 570	4 649	2 723	10 385	389	943	51 638	...	2 806	9 391 163	46 876 583	1 606 412	57 993 261	254	5 014	5 268	57 987 993
Vérificateur général	38 735	2 930	733	5 898	240	440	646	...	804	398	...	93	50 917	...	...	...	50 917
Tribunal canadien du commerce extérieur	6 522	348	90	337	79	86	216	...	172	...	...	1	7 851	...	...	...	7 851

## TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant — Suite  
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et appro- visionne- ments (7)	Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Construction ou acquisition de matériel et d'outillage <sup>(1)</sup> (9)	Paiements de transfert (10)	Frais de la dette pu- blique <sup>(2)</sup> (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : recettes affectées aux dépenses			Total des dépenses nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Recettes externes (13)	Recettes internes (16)		Total
	Bureau du surintendant des institutions financières	28 241	1 763	572	5 934	2 314	339	760	...	1 058	...	...	20	41 001	36 481	...	36 481	4 520
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>119 068</b>	<b>9 690</b>	<b>4 118</b>	<b>22 554</b>	<b>3 022</b>	<b>1 808</b>	<b>53 260</b>	<b>...</b>	<b>4 840</b>	<b>9 391 561</b>	<b>46 876 583</b>	<b>1 606 526</b>	<b>58 093 030</b>	<b>36 735</b>	<b>5 014</b>	<b>41 749</b>	<b>58 051 281</b>
<b>15</b>	<b>Gouverneur général</b>	<b>6 389</b>	<b>962</b>	<b>222</b>	<b>1 197</b>	<b>114</b>	<b>24</b>	<b>1 128</b>	<b>...</b>	<b>123</b>	<b>253</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>10 412</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>10 412</b>
<b>16</b>	<b>Industrie</b>																	
	Ministère	323 211	33 862	62 554	147 048	3 095	8 918	19 932	692	39 848	689 388	...	13 325	1 341 873	50 999	6 740	57 739	1 284 134
	Banque de développement du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14 078	14 078	...	...	...	14 078
	Agence spatiale canadienne	25 247	5 516	1 296	88 351	569	3 119	3 750	160	123 856	32 643	...	13 112	297 619	...	...	...	297 619
	Tribunal de la concurrence	615	64	43	317	15	5	37	...	4	...	...	...	1 100	...	...	...	1 100
	Commission du droit d'auteur	680	36	22	44	9	3	53	...	14	...	...	...	861	...	...	...	861
	Bureau fédéral de dévelop- pement régional (Québec)	17 672	1 989	1 953	3 825	487	159	445	...	1 304	348 578	...	(192)	376 220	...	...	...	376 220
	Conseil national de recher- ches du Canada	196 593	14 821	5 867	22 608	4 382	14 848	37 946	12 859	27 012	126 963 <sup>(3)</sup>	...	(9 548)	454 351	...	...	...	454 351
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	9 819	2 091	800	2 885	114	151	614	...	598	451 856	...	57	468 985	...	...	...	468 985
	Conseil de recherches en sciences humaines	5 639	676	237	978	55	113	141	...	151	98 450 <sup>(4)</sup>	...	(6 871)	99 569	...	...	...	99 569
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 264	5 264	...	...	...	5 264
	Statistique Canada	263 789	19 732	8 749	28 669	7 923	4 211	17 626	...	14 997	396	...	19	366 111	16 369	35 084	51 453	314 658
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>843 265</b>	<b>78 787</b>	<b>81 521</b>	<b>294 725</b>	<b>16 649</b>	<b>31 527</b>	<b>80 544</b>	<b>13 711</b>	<b>207 784</b>	<b>1 748 274</b>	<b>...</b>	<b>29 244</b>	<b>3 426 031</b>	<b>67 368</b>	<b>41 824</b>	<b>109 192</b>	<b>3 316 839</b>
<b>17</b>	<b>Justice</b>																	
	Ministère	144 986	12 180	4 276	27 392	1 402	1 645	5 340	...	6 777	261 389	...	(5 912)	459 475	...	...	...	459 475
	Commission canadienne des droits de la personne	11 658	1 183	416	2 418	178	237	331	...	343	...	...	...	16 764	...	...	...	16 764
	Commissaire à la magistra- ture fédérale	154 815	12 850	224	1 683	53	58	113	...	153	36 551	...	2 336	208 836	...	...	...	208 836
	Cour fédérale du Canada	20 040	1 853	215	3 518	287	360	1 515	...	1 178	...	...	1	28 967	...	...	...	28 967
	Commissariats à l'informa- tion et à la protection de la vie privée du Canada	5 434	221	87	561	17	11	75	...	111	...	...	...	6 517	...	...	...	6 517

Cour suprême du Canada	9 076	657	391	1 841	116	725	1 172	...	294	1 173	...	...	15 445	...	...	...	15 445
Cour canadienne de l'impôt	6 503	488	48	3 387	121	159	367	...	361	...	...	...	11 434	...	...	...	11 434
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>352 512</b>	<b>29 432</b>	<b>5 657</b>	<b>40 800</b>	<b>2 174</b>	<b>3 195</b>	<b>8 913</b>	...	<b>9 217</b>	<b>299 113</b>	...	<b>(3 575)</b>	<b>747 438</b>	...	...	...	<b>747 438</b>
<b>18 Parlement</b>																	
Sénat	29 298	4 973	1 209	4 405	154	361	1 129	...	2 628	545	...	9	44 711	...	...	...	44 711
Chambre des communes	153 117	22 377	6 328	7 864	5 771	3 306	7 472	...	6 964	634	...	207	214 040	1 140	32	1 172	212 868
Bibliothèque du Parlement	13 433	171	2	195	208	32	1 384	...	39	...	...	...	15 464	...	...	...	15 464
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>195 848</b>	<b>27 521</b>	<b>7 539</b>	<b>12 464</b>	<b>6 133</b>	<b>3 699</b>	<b>9 985</b>	...	<b>9 631</b>	<b>1 179</b>	...	<b>216</b>	<b>274 215</b>	<b>1 140</b>	<b>32</b>	<b>1 172</b>	<b>273 043</b>
<b>19 Patrimoine canadien</b>																	
Ministère (Communications)	289 049	29 523	11 887	78 849	8 011	12 850	47 053	39 630	14 053	475 901 <sup>(5)</sup>	...	72 709	1 079 515	53 266	841	54 107	1 025 408
Conseil consultatif sur la situation de la femme	1 523	73	18	117	6	...	2	...	11	...	...	...	1 750	...	...	...	1 750
Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	97 946	97 946	...	...	...	97 946
Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 170 669	1 170 669	...	...	...	1 170 669
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	108 987	108 987	...	...	...	108 987
Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	46 204	46 204	...	...	...	46 204
Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	26 821	26 821	...	...	...	26 821
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	27 396	1 698	1 349	2 890	237	409	1 256	...	681	...	...	65	35 981	13 459	...	13 459	22 522
Archives nationales du Canada	36 363	1 621	309	6 651	188	1 390	2 188	...	7 941	2 148	...	878	59 677	...	...	...	59 677
Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	19 686	19 686	...	...	...	19 686
Commission des champs de bataille nationaux	1 250	36	60	411	12	241	193	42	134	...	...	2 424	4 803	...	...	...	4 803
Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	98 614	98 614	...	...	...	98 614
Office national du film	43 779	4 053	13 337	2 244	10 084	1 201	5 418	...	5 143	494 <sup>(6)</sup>	...	754	86 507	9 163	1 935	11 098	75 409
Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	33 575	33 575	...	...	...	33 575
Bibliothèque nationale	22 838	1 410	482	5 859	381	308	3 237	...	1 907	452	...	12	36 886	...	...	...	36 886
Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	20 773	20 773	...	...	...	20 773
Commission de la fonction publique	101 631	5 994	1 882	12 845	3 280	1 092	2 352	...	3 828	...	...	4 652	137 556	788	13 656	14 444	123 112
Condition féminine — Bureau de la coordonnatrice	5 160	440	410	957	12	212	111	...	172	8 599	...	335	16 408	...	...	...	16 408
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>528 989</b>	<b>44 848</b>	<b>29 734</b>	<b>110 823</b>	<b>22 211</b>	<b>17 703</b>	<b>61 810</b>	<b>39 672</b>	<b>33 870</b>	<b>487 594</b>	...	<b>1 705 104</b>	<b>3 082 358</b>	<b>76 676</b>	<b>16 432</b>	<b>93 108</b>	<b>2 989 250</b>
<b>20 Pêches et Océans</b>	<b>615 471</b>	<b>65 534</b>	<b>7 388</b>	<b>145 977</b>	<b>23 920</b>	<b>85 816</b>	<b>98 664</b>	<b>44 744</b>	<b>77 270</b>	<b>78 846</b>	...	<b>22 568</b>	<b>1 266 198</b>	<b>10 333</b>	<b>2 285</b>	<b>12 618</b>	<b>1 253 580</b>

## TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant —Fin  
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approu- visionne- ments (7)	Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Construction ou acquisition de matériel et d'outillage <sup>(1)</sup> (9)	Paiements de transfert (10)	Frais de la dette pu- blique <sup>(2)</sup> (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : recettes affectées aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Total des dépenses nettes	
														Recettes externes (13)	Recettes internes (16)	Total			
<b>21</b>	<b>Ressources naturelles</b>																		
	Ministère	336 740	25 538	15 532	101 784	9 318	10 472	30 300	13 412	28 853	279 050	...	(11 581)	839 418	9 443	3 830	13 273	826 145	
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	28 002	3 570	433	7 184	130	389	731	...	1 394	640	...	26	42 499	...	...	...	42 499	
	Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	174 594	174 594	...	...	...	174 594	
	Office national de l'énergie	17 883	1 614	137	4 235	398	230	621	...	771	...	...	22	25 911	...	...	...	25 911	
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>382 625</b>	<b>30 722</b>	<b>16 102</b>	<b>113 203</b>	<b>9 846</b>	<b>11 091</b>	<b>31 652</b>	<b>13 412</b>	<b>31 018</b>	<b>279 690</b>	<b>...</b>	<b>163 061</b>	<b>1 082 422</b>	<b>9 443</b>	<b>3 830</b>	<b>13 273</b>	<b>1 069 149</b>	
<b>22</b>	<b>Revenu national</b>	<b>1 763 813</b>	<b>148 159</b>	<b>39 860</b>	<b>103 137</b>	<b>8 826</b>	<b>46 574</b>	<b>33 034</b>	<b>8 898</b>	<b>52 559</b>	<b>131 898</b>	<b>...</b>	<b>276</b>	<b>2 337 034</b>	<b>...</b>	<b>115 136</b>	<b>115 136</b>	<b>2 221 898</b>	
<b>23</b>	<b>Santé</b>																		
	Ministère (Santé nationale et Bien-être social)	374 497	127 335	14 385	313 163	4 752	14 272	201 895	22 761	28 081	7 805 564	...	4 663	8 911 368	29 086	120	29 206	8 882 162	
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	927	52	30	98	4	13	39	...	2	...	...	223	1 388	...	...	...	1 388	
	Conseil de recherches médi- cales	4 348	1 900	400	837	91	146	221	...	105	243 187	...	14	251 249	...	...	...	251 249	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2 055	127	73	547	10	54	131	...	97	...	...	60	3 154	...	...	...	3 154	
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>381 827</b>	<b>129 414</b>	<b>14 888</b>	<b>314 645</b>	<b>4 857</b>	<b>14 485</b>	<b>202 286</b>	<b>22 761</b>	<b>28 285</b>	<b>8 048 751</b>	<b>...</b>	<b>4 960</b>	<b>9 167 159</b>	<b>29 086</b>	<b>120</b>	<b>29 206</b>	<b>9 137 953</b>	
<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>																		
	Ministère	15 806	2 105	668	15 815	236	382	636	...	901	41 447 <sup>(7)</sup>	...	(4 843)	73 153	...	...	...	73 153	
	Service canadien du rensei- gnement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	184 252	184 252	...	...	...	184 252	
	Service correctionnel	615 960	28 067	1 618	173 766	5 119	14 813	116 460	127 826	43 943	1 533	...	25 855	1 154 960	7 780	47 894	55 674	1 099 286	
	Commission nationale des libérations conditionnelles	20 422	2 315	168	1 066	106	174	699	...	850	...	...	36	25 836	...	...	...	25 836	
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	1 081	91	...	75	10	2	8	...	43	...	...	...	1 310	...	...	...	1 310	
	Gendarmerie royale du Canada	1 338 581	120 211	710	119 689	37 660	40 045	93 015	64 286	116 633	38 754	...	34 087	2 003 671	667 995	64 558	732 553	1 271 118	

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	366	42	3	223	8	...	32	...	...	...	...	(3)	671	...	...	...	671
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	2 125	269	88	851	30	23	73	...	89	...	...	...	3 548	...	...	...	3 548
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 994 341</b>	<b>153 100</b>	<b>3 255</b>	<b>311 485</b>	<b>43 169</b>	<b>55 439</b>	<b>210 923</b>	<b>192 112</b>	<b>162 459</b>	<b>81 734</b>	<b>...</b>	<b>239 384</b>	<b>3 447 401</b>	<b>675 775</b>	<b>112 452</b>	<b>788 227</b>	<b>2 659 174</b>
<b>25 Transports</b>																	
Ministère	840 735	82 727	6 801	270 558	8 522	47 428	91 642	76 194	73 265	395 930	...	1 553 916	3 447 718	1 162 351	36 137	1 198 488	2 249 230
Tribunal de l'aviation civile	443	78	7	253	2	14	41	...	...	...	...	1	839	...	...	...	839
Office national des transports	27 209	1 279	199	1 210	89	37	427	...	200	266 767	...	1	297 418	...	...	...	297 418
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>868 387</b>	<b>84 084</b>	<b>7 007</b>	<b>272 021</b>	<b>8 613</b>	<b>47 479</b>	<b>92 110</b>	<b>76 194</b>	<b>73 465</b>	<b>662 697</b>	<b>...</b>	<b>1 553 918</b>	<b>3 745 975</b>	<b>1 162 351</b>	<b>36 137</b>	<b>1 198 488</b>	<b>2 547 487</b>
<b>26 Travaux publics et Services gouvernementaux</b>																	
Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)	903 235	298 475	32 694	834 882	1 312 980	446 092	398 024	731 358	38 277	438 813	...	809 141	6 243 971	164 884	3 948 699	4 113 583	2 130 388
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 939 524	1 939 524	...	...	...	1 939 524
Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14 000	14 000	...	...	...	14 000
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>903 235</b>	<b>298 475</b>	<b>32 694</b>	<b>834 882</b>	<b>1 312 980</b>	<b>446 092</b>	<b>398 024</b>	<b>731 358</b>	<b>38 277</b>	<b>438 813</b>	<b>...</b>	<b>2 762 665</b>	<b>8 197 495</b>	<b>164 884</b>	<b>3 948 699</b>	<b>4 113 583</b>	<b>4 083 912</b>
<b>Total des dépenses ministérielles</b>	<b>19 268 819</b>	<b>2 032 065</b>	<b>362 292</b>	<b>4 412 744</b>	<b>1 889 105</b>	<b>1 669 530</b>	<b>2 917 242</b>	<b>1 403 651</b>	<b>3 299 111</b>	<b>66 104 815</b>	<b>(8) 46 876 583</b>	<b>8 362 151</b>	<b>158 598 108</b>	<b>2 795 466</b>	<b>5 753 977</b>	<b>8 549 443</b>	<b>150 048 665</b>

Notes — Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapporté e.  
Les montants présentés sont généralement conformes aux montants rapportés ailleurs dans les *Comptes publics du Canada*.  
Toute différence résulte de l'arrondissement des montants.  
Tous les montants présentés dans les notes suivantes sont en milliers de dollars.

(1) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume II (partie II).

(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 9 du volume II (partie II).

(3) Exclut un montant de 1 084 \$ qui a été imputé à l'article courant 12.

(4) Exclut un montant de 6 871 \$ qui a été crédité à l'article courant 12.

(5) Exclut un montant de 20 \$ qui a été imputé à l'article courant 03.

(6) Exclut un montant de 110 \$ qui a été crédité à l'article courant 12.

(7) Exclut un montant de 1 703 \$ qui a été crédité à l'article courant 12.

(8) Ce montant diffère du total des paiements de transfert présenté à la section 8 du volume II (partie II). La différence est expliquée dans les notes (3) à (7) ci-dessus.

TABLEAU 3a

## Récapitulation des dépenses externes par article courant

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec les dépenses externes rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 1 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les recettes affectées aux dépenses, la provision pour évaluation, les dépenses des sociétés d'État consolidées, les crédits et remboursements fiscaux, l'élimination des dépenses internes et recettes internes affectées aux dépenses.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Recettes affectées aux dépenses	Comptes à fins déterminées consolidés	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	TOTAL DES DÉPENSES	Moins :		TOTAL DES DÉPENSES EXTERNES
								Dépenses internes	Recettes internes affectées aux dépenses	
Personnel	19 268 819	...	(459 024)	(2 067 000)	...	...	16 742 795	...	(4 285)	16 747 080
Transports et communications	2 032 065	...	...	...	...	...	2 032 065	5 943	229 163	1 796 959
Information	362 292	...	...	...	...	...	362 292	3 042	117 302	241 948
Services professionnels et spéciaux	4 412 744	...	...	...	...	...	4 412 744	29 635	1 142 749	3 240 360
Location	1 889 105	...	...	...	...	...	1 889 105	22 039	849 854	1 017 212
Achat de services de réparation et d'entretien	1 669 530	...	...	...	...	...	1 669 530	8 701	335 536	1 325 293
Services publics, fournitures et approvisionnements	2 917 242	...	...	...	...	...	2 917 242	5 749	221 678	2 689 815
Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	1 403 651	...	...	...	...	...	1 403 651	15 860	611 584	776 207
Construction ou acquisition de matériel et d'outillage	3 299 111	...	...	...	...	...	3 299 111	848	32 697	3 265 566
Paiements de transfert	66 104 815	...	13 532 373	(499 000)	...	7 826 901	86 965 089	...	...	86 965 089
Frais de la dette publique	46 876 583	82 843	(54 031)	...	...	...	46 905 395	...	...	46 905 395
Autres subventions et paiements	8 362 151	(39 662)	10 131	(3 101 000)	1 813 607	...	7 045 227	22 481	866 878	6 155 868
<b>Total des dépenses brutes</b>	<b>158 598 108</b>	<b>43 181</b>	<b>13 029 449</b>	<b>(5 667 000)</b>	<b>1 813 607</b>	<b>7 826 901</b>	<b>175 644 246</b>	<b>114 298</b>	<b>4 403 156</b>	<b>171 126 792</b>
Plus :										
Compte d'assurance-chômage	...	...	1 350 821	...	...	...	1 350 821	...	1 350 821	...
Dépenses internes	...	...	...	...	...	...	...	114 298	...	(114 298)
Moins :										
Recettes affectées aux dépenses —										
Recettes externes	2 795 466	(132 298)	...	...	...	...	2 663 168	...	...	2 663 168
Recettes internes	5 753 977	...	...	...	...	...	5 753 977	114 298	5 753 977	(114 298)
Recettes des sociétés d'État consolidées	...	...	...	...	1 718 709	...	1 718 709	...	...	1 718 709
Crédits et remboursements fiscaux	...	...	...	...	...	7 826 901	7 826 901	...	...	7 826 901
	(8 549 443)	132 298	1 350 821	...	(1 718 709)	(7 826 901)	(16 611 934)	...	(4 403 156)	(12 208 778)
<b>Total des dépenses nettes</b>	<b>150 048 665</b>	<b>175 479<sup>(1)</sup></b>	<b>14 380 270<sup>(2)</sup></b>	<b>(5 667 000)</b>	<b>94 898</b>	<b>...</b>	<b>159 032 312</b>	<b>114 298</b>	<b>...</b>	<b>158 918 014</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Représente des recettes reportées de 132 298 \$ plus des frais de financement reliés à la vente de placements de 82 843 \$ moins des recettes constatées par régularisation de 39 662 \$.

(2) Comprend un redressement de 3 millions de dollars représentant la variation nette dans les recettes suite aux débiteurs de 1995 et de 1996 (recettes affectées aux dépenses).



**TABLEAU 4**

**Recettes ministérielles par catégorie principale**

Le tableau 4 présente les recettes par catégorie principale pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes affectées aux dépenses. Le tableau présente également les recettes internes.

Dans ce tableau, les recettes externes représentent les recettes ne faisant pas partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada alors que les recettes internes représentent les recettes découlant d'opérations entre les organismes faisant partie du périmètre comptable.

Les recettes affectées aux dépenses représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

La colonne «Total des recettes brutes» représente les recettes provenant de toutes sources, y compris les recettes affectées aux dépenses. La colonne «Recettes internes» représente les recettes fiscales et non fiscales internes. La colonne «Total des recettes nettes» représente les recettes fiscales et non fiscales de sources externes et internes, excluant les recettes affectées aux dépenses. Cette dernière présente le total des recettes ministérielles rapporté à l'état des «Recettes» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a concilie le total des recettes ministérielles nettes avec les recettes externes rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 1 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Recettes non fiscales										Recettes affectées aux dépenses			Total des recettes brutes	Recettes internes	
		Recettes fiscales	Revenus de placements <sup>(1)</sup>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Privilèges, licences et permis	Frais de services	Produits des ventes	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	Gain net de change et Pièces de monnaie canadienne	Diverses recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Recettes externes	Recettes internes			Total
<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>																
	Ministère	2	610	12 470	284 481	615	17 322	2 335	...	11 368	329 201	329 203	54 475	507	54 982	384 185	4 627
	Agence canadienne de développement international	...	3 653	13 630	...	231	...	18	...	238	17 770	17 770	...	...	...	17 770	511
	Société pour l'expansion des exportations	...	74 546	...	...	...	...	...	...	87 439	161 985	161 985	...	...	...	161 985	...
	Commission mixte internationale	...	...	395	...	...	...	1	...	197	593	593	...	...	...	593	1
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	323	323	323	...	...	...	323	...
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...	...	...	...	276	276	276	...	...	...	276	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2</b>	<b>78 809</b>	<b>26 495</b>	<b>284 481</b>	<b>846</b>	<b>17 322</b>	<b>2 354</b>	<b>...</b>	<b>99 841</b>	<b>510 148</b>	<b>510 150</b>	<b>54 475</b>	<b>507</b>	<b>54 982</b>	<b>565 132</b>	<b>5 139</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>																
	Ministère	303	111 942	13 245	21 514	3 009	661	126	...	20 879	171 376	171 679	...	...	...	171 679	487
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>303</b>	<b>111 942</b>	<b>13 245</b>	<b>21 514</b>	<b>3 009</b>	<b>661</b>	<b>126</b>	<b>...</b>	<b>20 879</b>	<b>171 376</b>	<b>171 679</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>171 679</b>	<b>487</b>

TABLEAU 4

**Recettes ministérielles par catégorie principale — Suite**  
 (en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Recettes non fiscales									Recettes affectées aux dépenses						
		Recettes fiscales	Revenus de placements <sup>(1)</sup>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Privilèges, licences et permis	Frais de services	Produits des ventes	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	Gain net de change et Pièces de monnaie canadienne	Diverses recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Recettes externes	Recettes internes	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>																
	Ministère	40	4 060	10 039	...	4 459	...	12	...	752	19 322	19 362	...	...	...	19 362	4 547
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>40</b>	<b>4 060</b>	<b>10 039</b>	<b>...</b>	<b>4 459</b>	<b>...</b>	<b>12</b>	<b>...</b>	<b>752</b>	<b>19 322</b>	<b>19 362</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>19 362</b>	<b>4 547</b>
<b>5</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>																
	Ministère	5 115	215 403	345 885	3 530	6 383	66	4 719	...	26 146	602 132	607 247	102 433	3	102 436	709 683	7 326
	Commission canadienne du lait	...	...	16	...	...	...	...	...	1	17	17	...	...	...	17	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>5 115</b>	<b>215 403</b>	<b>345 901</b>	<b>3 530</b>	<b>6 383</b>	<b>66</b>	<b>4 719</b>	<b>...</b>	<b>26 147</b>	<b>602 149</b>	<b>607 264</b>	<b>102 433</b>	<b>3</b>	<b>102 436</b>	<b>709 700</b>	<b>7 326</b>
<b>6</b>	<b>Anciens combattants</b>	<b>34</b>	<b>916</b>	<b>4 478</b>	<b>...</b>	<b>36 897</b>	<b>417</b>	<b>115</b>	<b>...</b>	<b>2 452</b>	<b>45 275</b>	<b>45 309</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>45 309</b>	<b>1</b>
<b>7</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>																
	Ministère	4	147	4 532	68 317	86 863	...	32	...	1 868	161 759	161 763	...	...	...	161 763	1 244
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	3	...	169	...	...	50	11	...	...	230	233	...	...	...	233	107
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>7</b>	<b>147</b>	<b>4 701</b>	<b>68 317</b>	<b>86 863</b>	<b>50</b>	<b>43</b>	<b>...</b>	<b>1 868</b>	<b>161 989</b>	<b>161 996</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>161 996</b>	<b>1 351</b>
<b>8</b>	<b>Conseil du Trésor</b>	<b>576</b>	<b>...</b>	<b>396</b>	<b>...</b>	<b>1</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>7 914</b>	<b>8 311</b>	<b>8 887</b>	<b>...</b>	<b>74 827</b>	<b>74 827</b>	<b>83 714</b>	<b>201</b>
<b>9</b>	<b>Conseil privé</b>																
	Ministère	32	...	1 049	...	...	...	19	...	33	1 101	1 133	...	...	...	1 133	392
	Centre canadien de gestion	6	...	86	...	1	...	1	...	...	88	94	...	1 267	1 267	1 361	5
	Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes	...	...	2	...	...	...	...	...	927	929	929	...	...	...	929	...
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	63	...	...	...	6	...	2	71	71	...	...	...	71	47
	Directeur général des élections	...	...	61	...	...	20	6	...	13	100	100	...	...	...	100	22
	Commissaire aux langues officielles	...	...	4	...	...	...	8	...	...	12	12	...	...	...	12	11

Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	16	...	...	...	9	...	...	25	25	...	...	...	25	24
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>38</b>	...	<b>1 281</b>	...	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>49</b>	...	<b>975</b>	<b>2 326</b>	<b>2 364</b>	...	<b>1 267</b>	<b>1 267</b>	<b>3 631</b>	<b>501</b>
<b>10 Défense nationale</b>																
Ministère	665	1 265	29 787	...	...	...	16 214	...	51 130	98 396	99 061	358 470	9 284	367 754	466 815	1 496
Protection civile Canada	...	...	350	...	...	...	4	...	25	379	379	...	...	...	379	28
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>665</b>	<b>1 265</b>	<b>30 137</b>	...	...	...	<b>16 218</b>	...	<b>51 155</b>	<b>98 775</b>	<b>99 440</b>	<b>358 470</b>	<b>9 284</b>	<b>367 754</b>	<b>467 194</b>	<b>1 524</b>
<b>11 Développement des ressources humaines</b>																
Ministère (Emploi et Immigration)	29	...	115 583	133	1 307	63	412	...	136 491	253 989	254 018	28 655	1 351 872	1 380 527	1 634 545	2 841
Conseil canadien des relations du travail	1	...	4	...	...	12	...	...	2	18	19	...	...	...	19	...
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	76	...	...	...	...	...	1	...	...	1	77	4 196	454	4 650	4 727	1
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>106</b>	...	<b>115 587</b>	<b>133</b>	<b>1 307</b>	<b>75</b>	<b>413</b>	...	<b>136 493</b>	<b>254 008</b>	<b>254 114</b>	<b>32 851</b>	<b>1 352 326</b>	<b>1 385 177</b>	<b>1 639 291</b>	<b>2 842</b>
<b>12 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>	...	<b>250</b>	<b>49 650</b>	...	<b>13 349</b>	...	<b>7</b>	...	<b>941</b>	<b>64 197</b>	<b>64 197</b>	...	...	...	<b>64 197</b>	<b>18</b>
<b>13 Environnement</b>	<b>609</b>	...	<b>4 870</b>	<b>3 146</b>	<b>1 394</b>	...	<b>310</b>	...	<b>895</b>	<b>10 615</b>	<b>11 224</b>	<b>13 446</b>	<b>33 802</b>	<b>47 248</b>	<b>58 472</b>	<b>1 880</b>
<b>14 Finances</b>																
Ministère	21	4 073 600	62 619	...	74	148	15	228 094	18 022	4 382 572	4 382 593	254	5 014	5 268	4 387 861	11 992
Vérificateur général	34	...	88	...	816	...	3	...	41	948	982	...	...	...	982	76
Bureau du surintendant des institu- tions financières	997	...	...	...	...	...	...	...	...	...	997	36 481	...	36 481	37 478	...
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 052</b>	<b>4 073 600</b>	<b>62 707</b>	...	<b>890</b>	<b>148</b>	<b>18</b>	<b>228 094</b>	<b>18 063</b>	<b>4 383 520</b>	<b>4 384 572</b>	<b>36 735</b>	<b>5 014</b>	<b>41 749</b>	<b>4 426 321</b>	<b>12 068</b>
<b>15 Gouverneur général</b>	<b>4</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>33</b>	...	...	...	<b>33</b>	<b>1</b>
<b>16 Industrie</b>																
Ministère	914	11 909	78 273	183 846	25 468	9	413	...	3 838	303 756	304 670	50 999	6 740	57 739	362 409	4 527
Agence spatiale canadienne	200	...	899	...	2 829	...	8	...	20	3 756	3 956	...	...	...	3 956	119
Bureau fédéral de développement régional (Québec)	...	2 680	7 206	...	17 554	...	14	...	20	27 474	27 474	...	...	...	27 474	5
Conseil national de recherches du Canada	1 418	...	652	...	33 576	11 604	324	...	7	46 163	47 581	...	...	...	47 581	2 250
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	2	...	282	...	...	...	1	...	112	395	397	...	...	...	397	41
Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	818	...	...	...	1	...	...	819	819	...	...	...	819	...
Statistique Canada	704	...	17	...	...	...	24	...	40	81	785	16 369	35 084	51 453	52 238	32
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 238</b>	<b>14 589</b>	<b>88 147</b>	<b>183 846</b>	<b>79 427</b>	<b>11 613</b>	<b>785</b>	...	<b>4 037</b>	<b>382 444</b>	<b>385 682</b>	<b>67 368</b>	<b>41 824</b>	<b>109 192</b>	<b>494 874</b>	<b>6 974</b>



<b>20 Pêches et Océans</b>																
Ministère	745	148	2 401	30 248	1 001	3 089	1 204	...	2 372	40 463	41 208	10 333	2 285	12 618	53 826	1 463
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>745</b>	<b>148</b>	<b>2 401</b>	<b>30 248</b>	<b>1 001</b>	<b>3 089</b>	<b>1 204</b>	<b>...</b>	<b>2 372</b>	<b>40 463</b>	<b>41 208</b>	<b>10 333</b>	<b>2 285</b>	<b>12 618</b>	<b>53 826</b>	<b>1 463</b>
<b>21 Ressources naturelles</b>																
Ministère	1 002	3 206	5 969	14 477	10 956	1 594	417	...	3 405	40 024	41 026	9 443	3 830	13 273	54 299	3 391
Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	164	4	30 864	...	18	...	11	31 061	31 061	...	...	...	31 061	99
Office national de l'énergie	...	...	99	1	...	7	14	...	23 455	23 576	23 576	...	...	...	23 576	78
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 002</b>	<b>3 206</b>	<b>6 232</b>	<b>14 482</b>	<b>41 820</b>	<b>1 601</b>	<b>449</b>	<b>...</b>	<b>26 871</b>	<b>94 661</b>	<b>95 663</b>	<b>9 443</b>	<b>3 830</b>	<b>13 273</b>	<b>108 936</b>	<b>3 568</b>
<b>22 Revenu national</b>	<b>103 557 818</b>	<b>339</b>	<b>2 689</b>	<b>408</b>	<b>5 051</b>	<b>804</b>	<b>320</b>	<b>...</b>	<b>205 735</b>	<b>215 346</b>	<b>103 773 164</b>	<b>...</b>	<b>115 136</b>	<b>115 136</b>	<b>103 888 300</b>	<b>27 609</b>
<b>23 Santé</b>																
Ministère (Santé nationale et Bien-être social)	32	...	12 283	11	5 933	324	569	...	3 761	22 881	22 913	29 086	120	29 206	52 119	1 414
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	380	...	...	...	...	380	380	...	...	...	380	...
Conseil de recherches médicales	...	...	585	...	...	...	...	...	...	585	585	...	...	...	585	7
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	1	...	...	...	...	...	87	88	88	...	...	...	88	...
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>32</b>	<b>...</b>	<b>12 869</b>	<b>11</b>	<b>6 313</b>	<b>324</b>	<b>569</b>	<b>...</b>	<b>3 848</b>	<b>23 934</b>	<b>23 966</b>	<b>29 086</b>	<b>120</b>	<b>29 206</b>	<b>53 172</b>	<b>1 421</b>
<b>24 Solliciteur général</b>																
Ministère	...	...	372	...	1	...	5	...	...	378	378	...	...	...	378	48
Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	859	...	...	...	120	...	37	1 016	1 016	...	...	...	1 016	364
Service correctionnel	785	...	5 752	623	1 105	8 906	392	...	375	17 153	17 938	7 780	47 894	55 674	73 612	1 296
Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	8	...	616	...	...	...	...	624	624	...	...	...	624	...
Gendarmerie royale du Canada	240	14	1 830	6 378	3	4 686	5 407	...	297	18 615	18 855	667 995	64 558	732 553	751 408	5 670
Commission externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	2	...	...	...	...	...	...	2	2	...	...	...	2	1
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 025</b>	<b>14</b>	<b>8 823</b>	<b>7 001</b>	<b>1 725</b>	<b>13 592</b>	<b>5 924</b>	<b>...</b>	<b>709</b>	<b>37 788</b>	<b>38 813</b>	<b>675 775</b>	<b>112 452</b>	<b>788 227</b>	<b>827 040</b>	<b>7 379</b>
<b>25 Transports</b>																
Ministère	29 062	23 083	16 273	20	...	174	2 616	...	9 518	51 684	80 746	1 162 351	36 137	1 198 488	1 279 234	11 698
Office national des transports	2	...	7 697	...	1	22	14	...	...	7 734	7 736	...	...	...	7 736	14
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>29 064</b>	<b>23 083</b>	<b>23 970</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	<b>196</b>	<b>2 630</b>	<b>...</b>	<b>9 518</b>	<b>59 418</b>	<b>88 482</b>	<b>1 162 351</b>	<b>36 137</b>	<b>1 198 488</b>	<b>1 286 970</b>	<b>11 712</b>

TABLEAU 4

**Recettes ministérielles par catégorie principale —Fin**  
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Recettes non fiscales										Recettes affectées aux dépenses			Total des recettes brutes	Recettes internes	
		Recettes fiscales	Revenus de placements <sup>(1)</sup>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Privilèges, licences et permis	Frais de services	Produits des ventes	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	Gain net de change et Pièces de monnaie canadienne	Diverses recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Recettes externes	Recettes internes			Total
<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>																
	Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)	11 446	8 847	11 058	2 097	22	23 587	1 557	...	38 641	85 809	97 255	164 884	3 948 699	4 113 583	4 210 838	10 619
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	680 107	188	...	...	...	...	...	16 166	696 461	696 461	...	...	...	696 461	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>11 446</b>	<b>688 954</b>	<b>11 246</b>	<b>2 097</b>	<b>22</b>	<b>23 587</b>	<b>1 557</b>	<b>...</b>	<b>54 807</b>	<b>782 270</b>	<b>793 716</b>	<b>164 884</b>	<b>3 948 699</b>	<b>4 113 583</b>	<b>4 907 299</b>	<b>10 619</b>
	<b>Total des recettes ministérielles</b>	<b>103 616 766</b>	<b>5 216 725</b>	<b>830 491</b>	<b>696 229</b>	<b>297 801</b>	<b>73 752</b>	<b>39 227</b>	<b>228 094<sup>(2)</sup></b>	<b>736 948</b>	<b>8 119 267</b>	<b>111 736 033</b>	<b>2 795 466</b>	<b>5 753 977</b>	<b>8 549 443</b>	<b>120 285 476</b>	<b>112 683</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune recette n'a été rapporté e.

<sup>(1)</sup> Des renseignements additionnels sont fournis à la section 12 du volume II (partie II).

<sup>(2)</sup> Le gain net de change totalise Néant \$ et les Pièces de monnaie canadienne 228 094 \$.

**TABEAU 4a**

**Récapitulation des recettes externes par catégorie principale**

Le tableau 4a concilie le total des recettes ministérielles nettes (tableau 4) avec les recettes extérieures rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 1 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les recettes des comptes à fins déterminées consolidés, le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les recettes non fiscales courues et reportées, et l'élimination des recettes internes. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes affectées aux dépenses, les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses, les postes de recettes fiscales liés aux dépenses et compris dans les recettes, et les recouvrements de recettes fiscales crédités aux dépenses.

(en milliers de dollars)

	Total des recettes ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Autres ajustements	Recettes reportées	Recettes internes	RECETTES EXTERNES NETTES	Recettes affectées aux dépenses	Recettes reportées affectées aux dépenses	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État consolidées	RECETTES EXTERNES BRUTES
<b>RECETTES FISCALES—</b>											
Impôt sur le revenu —											
Des particuliers	60 167 035	...	...	...	...	60 167 035	...	...	5 027 960	...	65 194 995
Des sociétés	14 739 121	...	1 216 000 <sup>(1)</sup>	...	...	15 955 121	...	...	...	...	15 955 121
Autres recettes d'impôt sur le revenu	2 104 859	...	...	...	...	2 104 859	...	...	...	...	2 104 859
	<i>77 011 015</i>	...	<i>1 216 000</i>	...	...	<i>78 227 015</i>	...	...	<i>5 027 960</i>	...	<i>83 254 975</i>
Cotisations d'assurance-chômage	...	18 509 540	...	...	...	18 509 540	...	...	...	...	18 509 540
Taxes et droits d'accise —											
Taxe sur les produits et services	16 374 719	...	...	...	...	16 374 719	...	...	2 798 941	...	19 173 660
Taxe sur l'énergie —											
Taxe d'accise—Essence	3 969 207	...	...	...	...	3 969 207	...	...	...	...	3 969 207
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	434 736	...	...	...	...	434 736	...	...	...	...	434 736
	<i>4 403 943</i>	...	...	...	...	<i>4 403 943</i>	...	...	...	...	<i>4 403 943</i>
Droits de douane à l'importation	2 970 965	...	...	...	(1 612)	2 969 353	...	...	...	...	2 969 353
Autres taxes et droits d'accise —											
Droits d'accise	2 222 911	...	...	...	...	2 222 911	...	...	...	...	2 222 911
Diverses taxes et droits d'accise	633 213	...	...	...	(3)	633 210	682 723	...	...	...	1 315 933
	<i>2 856 124</i>	...	...	...	(3)	<i>2 856 121</i>	<i>682 723</i>	...	...	...	<i>3 538 844</i>
	<i>26 605 751</i>	...	...	...	<i>(1 615)</i>	<i>26 604 136</i>	<i>682 723</i>	...	<i>2 798 941</i>	...	<i>30 085 800</i>
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES</b>	<b>103 616 766</b>	<b>18 509 540</b>	<b>1 216 000</b>	...	<b>(1 615)</b>	<b>123 340 691</b>	<b>682 723</b>	...	<b>7 826 901</b>	...	<b>131 850 315</b>

**RECETTES NON FISCALES—**

Revenus de placements

5 216 725      (227 859)      (501 380)<sup>(2)</sup>      ...      (11 952)



**TABLEAU 5**
**Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel**

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans						Employés au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées		
Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi								
<b>2 Affaires étrangères et Commerce international</b>											
27 296	1 303 575	111 827	(8 288)	1 434 410	Ministère	1 301 248	105 025	...	28 137	1 515 185	
...	...	...	11 859	11 859	Corporation commerciale canadienne	11 823	36	...	...	13 149	
7	1 715 054	120 500	8 148	1 843 709	Agence canadienne de développement international	1 828 893	14 798	...	18	2 155 609	
...	148 000	...	(76 299)	71 701	Société pour l'expansion des exportations	71 701	...	...	...	152 008	
...	96 100	...	...	96 100	Centre de recherches pour le développement international	96 100	...	...	...	111 908	
...	4 458	...	331	4 789	Commission mixte internationale	4 412	377	...	...	4 262	
...	2 194	...	...	2 194	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	1 713	481	...	...	1 986	
...	...	...	250	250	Administration du pipe-line du Nord	128	122	...	...	137	
<b>27 303</b>	<b>3 269 381</b>	<b>232 327</b>	<b>(63 999)</b>	<b>3 465 012</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 316 018</b>	<b>120 839</b>	...	<b>28 155</b>	<b>3 954 244</b>	
<b>3 Affaires indiennes et du Nord canadien</b>											
33 470	5 261 683	33 062	192	5 328 407	Ministère	5 222 467	72 871	...	33 069	4 980 845	
...	1 051	50	...	1 101	Commission canadienne des affaires polaires	1 054	47	...	...	1 053	
<b>33 470</b>	<b>5 262 734</b>	<b>33 112</b>	<b>192</b>	<b>5 329 508</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>5 223 521</b>	<b>72 918</b>	...	<b>33 069</b>	<b>4 981 898</b>	
<b>4 Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>											
12	371 223	...	6 866	378 101	Ministère	368 338	9 751	...	12	347 221	
...	17 538	...	...	17 538	Société d'expansion du Cap-Breton	15 038	2 500	...	...	15 562	
<b>12</b>	<b>388 761</b>	...	<b>6 866</b>	<b>395 639</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>383 376</b>	<b>12 251</b>	...	<b>12</b>	<b>362 783</b>	
<b>5 Agriculture et Agroalimentaire</b>											
25 409	1 762 933	1 358 053	(480 825)	2 665 570	Ministère	2 561 420	65 348	...	38 802	2 077 226	
...	2 468	...	...	2 468	Commission canadienne du lait	2 462	6	...	...	2 527	
<b>25 409</b>	<b>1 765 401</b>	<b>1 358 053</b>	<b>(480 825)</b>	<b>2 668 038</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 563 882</b>	<b>65 354</b>	...	<b>38 802</b>	<b>2 079 753</b>	

TABLEAU 5

**Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel** —*Suite*  
(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations						
	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse- ments et virements								
24	1 997 736	...	23 236	2 020 996	6	Anciens combattants	1 937 250	83 742	...	4	1 975 396
49	592 657	23 339	1 863	617 908	7	<b>Citoyenneté et Immigration</b>					
						Ministère	597 256	20 620	...	32	581 484
11	77 344	...	381	77 736		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	75 468	2 257	...	11	76 830
<b>60</b>	<b>670 001</b>	<b>23 339</b>	<b>2 244</b>	<b>695 644</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>672 724</b>	<b>22 877</b>	<b>...</b>	<b>43</b>	<b>658 314</b>
5	1 271 415	401 000	(26 077)	1 646 343	8	Conseil du Trésor	1 230 817	415 526	...	...	756 211
4	75 430	9 374	246	85 054	9	<b>Conseil privé</b>					
8 613	10 848	497	(1 001)	18 957		Ministère	84 586	450	...	18	118 449
...	3 133	...	...	3 133		Centre canadien de gestion	10 108	1 288	...	7 561	11 258
...	...	...	...	...		Secrétariat des conférences intergouverne- mentales canadiennes	2 868	265	...	...	2 611
8	24 609	...	117	24 734		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	23 831	898	...	5	26 077
4	22 684	4 470	(1 242)	25 916		Directeur général des élections	25 861	55	...	...	35 858
...	11 130	386	598	12 114		Commissaire aux langues officielles	11 531	583	...	...	11 811
...	3 279	163	...	3 442		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	2 999	443	...	...	2 574
1	5 953	...	9	5 963		Commission des relations de travail dans la fonction publique	5 550	404	...	9	5 619
...	1 415	...	...	1 415		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1 211	204	...	...	1 347
<b>8 630</b>	<b>158 481</b>	<b>14 890</b>	<b>(1 273)</b>	<b>180 728</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>168 545</b>	<b>4 590</b>	<b>...</b>	<b>7 593</b>	<b>215 604</b>
3 505	11 080 000	265 664	18 845	11 368 014	10	<b>Défense nationale</b>					
...	16 647	50 979	36	67 662		Ministère	11 373 806	33 322	(39 533)	419	11 773 710
...	...	...	...	...		Protection civile Canada	66 598	1 064	...	...	27 264
<b>3 505</b>	<b>11 096 647</b>	<b>316 643</b>	<b>18 881</b>	<b>11 435 676</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>11 440 404</b>	<b>34 386</b>	<b>(39 533)</b>	<b>419</b>	<b>11 800 974</b>



TABLEAU 5

## Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel — Suite

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements								
...	15 778	618	(321)	16 075		Cour suprême du Canada	15 445	630	...	...	14 975
1	10 276	1 143	37	11 457		Cour canadienne de l'impôt	11 434	22	...	1	10 135
<b>31</b>	<b>737 097</b>	<b>18 326</b>	<b>48</b>	<b>755 502</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>747 438</b>	<b>8 037</b>	<b>...</b>	<b>27</b>	<b>752 444</b>
<b>18 Parlement</b>											
...	42 015	3 265	538	45 818		Sénat	44 711	1 107	...	...	42 016
...	224 100	...	(2 206)	221 894		Chambre des communes	212 868	9 026	...	...	246 359
...	15 716	...	76	15 792		Bibliothèque du Parlement	15 464	328	...	...	16 964
...	<b>281 831</b>	<b>3 265</b>	<b>(1 592)</b>	<b>283 504</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>273 043</b>	<b>10 461</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>305 339</b>
<b>19 Patrimoine canadien</b>											
6 047	966 863	54 961	9 576	1 037 447		Ministère (Communications)	1 025 408	6 666	...	5 373	1 120 210
...	3 026	...	...	3 026		Conseil consultatif sur la situation de la femme	1 750	1 276	...	...	3 194
...	95 882	2 064	...	97 946		Conseil des Arts du Canada	97 946	...	...	...	98 421
...	1 064 644	106 025	...	1 170 669		Société Radio-Canada	1 170 669	...	...	...	1 093 852
...	109 784	550	...	110 334		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	108 987	1 347	...	...	122 342
...	46 204	...	...	46 204		Musée canadien des civilisations	46 204	...	...	...	50 078
...	24 988	1 489	344	26 821		Musée canadien de la nature	26 821	...	...	...	27 237
...	21 246	500	1 175	22 921		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	22 522	396	...	3	21 846
2	58 319	2 148	431	60 900		Archives nationales du Canada	59 677	1 221	...	2	57 546
...	19 308	378	...	19 686		Société du Centre national des Arts	19 686	...	...	...	21 626
...	4 802	...	2	4 804		Commission des champs de bataille nationaux	4 803	1	...	...	5 031
...	82 889	15 725	...	98 614		Commission de la Capitale nationale	98 614	...	...	...	100 987
1 336	75 864	143	2 417	79 760		Office national du film	75 409	79	...	4 272	84 974
...	33 411	...	164	33 575		Musée des beaux-arts du Canada	33 575	...	...	...	35 445
1	34 391	2 144	372	36 908		Bibliothèque nationale	36 886	17	...	5	37 335
...	20 559	...	214	20 773		Musée national des sciences et de la technologie	20 773	...	...	...	20 868
6 030	122 573	6 186	(213)	134 576		Commission de la fonction publique	123 112	5 178	...	6 286	124 384
...	15 216	1 155	42	16 413		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	16 408	5	...	...	4 676
<b>13 416</b>	<b>2 799 969</b>	<b>193 468</b>	<b>14 524</b>	<b>3 021 377</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 989 250</b>	<b>16 186</b>	<b>...</b>	<b>15 941</b>	<b>3 030 052</b>



TABLEAU 5

## Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel —Fin

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse- ments et virements								
					<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>					
834 445	2 187 197	77 631	64 839	3 164 112		Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)	2 130 388	126 450	...	907 274	2 222 036
...	2 025 649	...	...	2 025 649		Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 939 524	86 125	...	...	1 987 496
...	14 000	...	...	14 000		Société canadienne des postes	14 000	...	...	...	14 000
...	11 859	...	(11 859)	...		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...
<b>834 445</b>	<b>4 238 705</b>	<b>77 631</b>	<b>52 980</b>	<b>5 203 761</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>4 083 912</b>	<b>212 575</b>	<b>...</b>	<b>907 274</b>	<b>4 223 532</b>
<b>1 629 572</b>	<b>149 373 409</b>	<b>3 558 719</b>	<b>(288 486)</b>	<b>154 273 214</b>		<b>Total du gouvernement</b>	<b>150 048 665</b>	<b>2 614 384</b>	<b>(42 820)</b>	<b>1 652 985</b>	<b>144 748 027</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapporté e.

**TABLEAU 6**

**Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel**

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements								
48 118	...	...	...	48 118	<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>					
...	...	...	10 000	10 000		Ministère	(1 351)	...	...	49 469	8 091
7 396 942	14 691	...	1 410 070	8 821 703		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10 000	...
20 268 320	280 800	...	2 341 312	22 890 432		Agence canadienne de développement international	81 375	46 293	...	8 694 035	138 949
						Société pour l'expansion des exportations	363 180	...	...	22 527 252	23 610
<b>27 713 380</b>	<b>295 491</b>	...	<b>3 761 382</b>	<b>31 770 253</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>443 204</b>	<b>46 293</b>	...	<b>31 280 756</b>	<b>170 650</b>
77 716	75 503	...	(3 282)	149 937	<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>					
						Ministère	38 024	33 722	...	78 191	29 121
<b>77 716</b>	<b>75 503</b>	...	<b>(3 282)</b>	<b>149 937</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>38 024</b>	<b>33 722</b>	...	<b>78 191</b>	<b>29 121</b>
268 260	...	...	...	268 260	<b>5</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>					
9 918 641	...	...	(739 986)	9 178 655		Commission canadienne du lait	6 760	...	...	261 500	5 150
						Société du crédit agricole	(213 314)	...	...	9 391 969	36 952
<b>10 186 901</b>	...	...	<b>(739 986)</b>	<b>9 446 915</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>(206 554)</b>	...	...	<b>9 653 469</b>	<b>42 102</b>
<b>588 219</b>	...	...	...	<b>588 219</b>	<b>6</b>	<b>Anciens combattants</b>	<b>(5 241)</b>	...	...	<b>593 460</b>	<b>(7 480)</b>
59 276	...	(1 833)	1 833	59 276	<b>7</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>					
						Ministère	20	...	...	59 256	(4 420)
<b>59 276</b>	...	<b>(1 833)</b>	<b>1 833</b>	<b>59 276</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>20</b>	...	...	<b>59 256</b>	<b>(4 420)</b>
75 456	...	...	...	75 456	<b>10</b>	<b>Défense nationale</b>					
						Ministère	(7 539)	...	...	82 995	4 255
<b>75 456</b>	...	...	...	<b>75 456</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>(7 539)</b>	...	...	<b>82 995</b>	<b>4 255</b>

TABLEAU 6

**Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel —Fin**  
(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employés au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées		
Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires										
					<b>14</b>	<b>Finances</b>					
4 656 520	334 850	18 000	(2 277 657)	2 731 713		Ministère	569 525	6 916	...	2 155 272	520 791
3 840 000	...	...	...	3 840 000		Société d'assurance-dépôts du Canada	(533 000)	...	...	4 373 000	(991 000)
<b>8 496 520</b>	<b>334 850</b>	<b>18 000</b>	<b>(2 277 657)</b>	<b>6 571 713</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>36 525</b>	<b>6 916</b>	<b>...</b>	<b>6 528 272</b>	<b>(470 209)</b>
					<b>16</b>	<b>Industrie</b>					
1 950	800	...	...	2 750		Ministère	...	800	...	1 950	...
853 677	...	...	50 000	903 677		Banque de développement du Canada	50 000	...	...	853 677	...
45 000	...	...	(45 000)	...		Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...
<b>900 627</b>	<b>800</b>	<b>...</b>	<b>5 000</b>	<b>906 427</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>50 000</b>	<b>800</b>	<b>...</b>	<b>855 627</b>	<b>...</b>
					<b>19</b>	<b>Patrimoine canadien</b>					
...	10	8 480	...	8 490		Ministère (Communications)	2 480	6 010	...	...	3 500
...	...	...	...	...		Société Radio-Canada	...	...	...	...	33 000
...	<b>10</b>	<b>8 480</b>	<b>...</b>	<b>8 490</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 480</b>	<b>6 010</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>36 500</b>
					<b>20</b>	<b>Pêches et Océans</b>					
150	...	...	...	150		Ministère	...	...	...	150	...
...	...	...	...	...		Office canadien du poisson salé	...	...	...	...	(3 650)
27 200	...	...	...	27 200		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	2 200	...	...	25 000	(950)
<b>27 350</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>27 350</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 200</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>25 150</b>	<b>(4 600)</b>
					<b>21</b>	<b>Ressources naturelles</b>					
...	66 000	...	...	66 000		Ministère	66 000	...	...	...	2 593
...	...	...	45 000	45 000		Société de développement du Cap-Breton	10 000	...	...	35 000	...
...	<b>66 000</b>	<b>...</b>	<b>45 000</b>	<b>111 000</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>76 000</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>35 000</b>	<b>2 593</b>
					<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>					
26	...	...	...	26		Service correctionnel	(6)	...	...	32	(5)
<b>26</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>26</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>(6)</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>32</b>	<b>(5)</b>



20 000	...	900 000	99 785	1 019 785	<b>25 Transports</b>						
					Ministère	999 785	...	...	20 000	...	
<b>20 000</b>	...	<b>900 000</b>	<b>99 785</b>	<b>1 019 785</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>999 785</b>	...	...	<b>20 000</b>	...	
<hr/>											
					<b>26 Travaux publics et Services gouvernementaux</b>						
55 813	...	...	(1 724)	54 089	Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)	(3 024)	...	...	57 113	6 185	
3 510 269	(142 300)	...	142 300	3 510 269	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	3 510 269	...	...	...	
420 000	...	...	...	420 000	Société canadienne des postes	...	...	...	420 000	...	
10 000	...	...	(10 000)	...	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	
47 152	...	...	...	47 152	Monnaie royale canadienne	(2 673)	...	...	49 825	(22)	
<b>4 043 234</b>	<b>(142 300)</b>	...	<b>130 576</b>	<b>4 031 510</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>(5 697)</b>	<b>3 510 269</b>	...	<b>526 938</b>	<b>6 163</b>	
<hr/>											
<b>52 188 705</b>	<b>630 354</b>	<b>924 647</b>	<b>1 022 651</b>	<b>54 766 357</b>	<b>Total du gouvernement</b>	<b>1 423 201</b>	<b>3 604 010</b>	...	<b>49 739 146</b>	<b>(195 330)</b>	

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun prêt, placement ou avance n'a été rapporté.

**TABLEAU 7**

**Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)**

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le «Budget des dépenses principal», et les demandes additionnelles sont intitulées «Budget(s) des dépenses supplémentaire(s)». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations «annuelles» ou «votées». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations «législatives» pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui «ne s'annulent pas».

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements <sup>(1)</sup>								
					<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>					
...	2 918 119	222 327	12 424	3 152 870		Budgétaires—Votées	3 032 048	120 822	...	...	3 455 694
27 303	351 262	10 000	(76 423)	312 142		Législatives	283 970	17	...	28 155	498 550
<b>27 303</b>	<b>3 269 381</b>	<b>232 327</b>	<b>(63 999)</b>	<b>3 465 012</b>			<b>3 316 018</b>	<b>120 839</b>	...	<b>28 155</b>	<b>3 954 244</b>

48 118	41	...	127 627	175 786	Non budgétaires—Votées	80 024	46 293	...	49 469	147 039
27 665 262	295 450	...	3 633 755	31 594 467	Législatives	363 180	...	...	31 231 287	23 611
<b>27 713 380</b>	<b>295 491</b>	...	<b>3 761 382</b>	<b>31 770 253</b>		<b>443 204</b>	<b>46 293</b>	...	<b>31 280 756</b>	<b>170 650</b>
<b>3 Affaires indiennes et du Nord canadien</b>										
...	5 131 154	22 971	...	5 154 125	Budgétaires—Votées	5 081 544	72 918	...	(337)	4 904 439
33 470	131 580	10 141	192	175 383	Législatives	141 977	...	...	33 406	77 459
<b>33 470</b>	<b>5 262 734</b>	<b>33 112</b>	<b>192</b>	<b>5 329 508</b>		<b>5 223 521</b>	<b>72 918</b>	...	<b>33 069</b>	<b>4 981 898</b>
77 716	45 503	...	(3 282)	119 937	Non budgétaires—Votées	38 024	3 722	...	78 191	29 121
...	30 000	...	...	30 000	Législatives	...	30 000	...	...	...
<b>77 716</b>	<b>75 503</b>	...	<b>(3 282)</b>	<b>149 937</b>		<b>38 024</b>	<b>33 722</b>	...	<b>78 191</b>	<b>29 121</b>
<b>4 Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>										
...	371 267	...	...	371 267	Budgétaires—Votées	359 021	12 246	...	...	356 934
12	17 494	...	6 866	24 372	Législatives	24 355	5	...	12	5 849
<b>12</b>	<b>388 761</b>	...	<b>6 866</b>	<b>395 639</b>		<b>383 376</b>	<b>12 251</b>	...	<b>12</b>	<b>362 783</b>
<b>5 Agriculture et Agroalimentaire</b>										
...	1 081 823	137 003	508	1 219 334	Budgétaires—Votées	1 153 980	65 354	...	...	1 195 651
25 409	683 578	1 221 050	(481 333)	1 448 704	Législatives	1 409 902	...	...	38 802	884 102
<b>25 409</b>	<b>1 765 401</b>	<b>1 358 053</b>	<b>(480 825)</b>	<b>2 668 038</b>		<b>2 563 882</b>	<b>65 354</b>	...	<b>38 802</b>	<b>2 079 753</b>
<b>10 186 901</b>	...	...	<b>(739 986)</b>	<b>9 446 915</b>	Non budgétaires—Législatives	<b>(206 554)</b>	...	...	<b>9 653 469</b>	<b>42 102</b>
<b>6 Anciens combattants</b>										
...	1 978 550	...	22 525	2 001 075	Budgétaires—Votées	1 917 333	83 742	...	...	1 955 736
24	19 186	...	711	19 921	Législatives	19 917	...	...	4	19 660
<b>24</b>	<b>1 997 736</b>	...	<b>23 236</b>	<b>2 020 996</b>		<b>1 937 250</b>	<b>83 742</b>	...	<b>4</b>	<b>1 975 396</b>
<b>588 219</b>	...	...	...	<b>588 219</b>	Non budgétaires—Législatives	<b>(5 241)</b>	...	...	<b>593 460</b>	<b>(7 480)</b>
<b>7 Citoyenneté et Immigration</b>										
...	637 301	23 339	...	660 640	Budgétaires—Votées	637 773	22 867	...	...	625 471
60	32 700	...	2 244	35 004	Législatives	34 951	10	...	43	32 843
<b>60</b>	<b>670 001</b>	<b>23 339</b>	<b>2 244</b>	<b>695 644</b>		<b>672 724</b>	<b>22 877</b>	...	<b>43</b>	<b>658 314</b>
<b>59 276</b>	...	<b>(1 833)</b>	<b>1 833</b>	<b>59 276</b>	Non budgétaires—Législatives	<b>20</b>	...	...	<b>59 256</b>	<b>(4 420)</b>
<b>8 Conseil du Trésor</b>										
...	1 264 566	1 000	(128 592)	1 136 974	Budgétaires—Votées	721 453	415 521	...	...	758 540
5	6 849	400 000	102 515	509 369	Législatives	509 364	5	...	...	(2 329)
<b>5</b>	<b>1 271 415</b>	<b>401 000</b>	<b>(26 077)</b>	<b>1 646 343</b>		<b>1 230 817</b>	<b>415 526</b>	...	...	<b>756 211</b>

TABLEAU 7

**Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) — Suite**  
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse- ments et virements <sup>(1)</sup>								
					<b>9</b>	<b>Conseil privé</b>					
...	127 877	10 420	541	138 838		Budgétaires—Votées	134 249	4 589	...	...	171 557
8 630	30 604	4 470	(1 814)	41 890		Législatives	34 296	1	...	7 593	44 047
<b>8 630</b>	<b>158 481</b>	<b>14 890</b>	<b>(1 273)</b>	<b>180 728</b>			<b>168 545</b>	<b>4 590</b>	<b>...</b>	<b>7 593</b>	<b>215 604</b>
					<b>10</b>	<b>Défense nationale</b>					
...	10 348 826	316 643	...	10 665 469		Budgétaires—Votées	10 670 616	34 386	(39 533)	...	10 985 784
3 505	747 821	...	18 881	770 207		Législatives	769 788	...	...	419	815 190
<b>3 505</b>	<b>11 096 647</b>	<b>316 643</b>	<b>18 881</b>	<b>11 435 676</b>			<b>11 440 404</b>	<b>34 386</b>	<b>(39 533)</b>	<b>419</b>	<b>11 800 974</b>
<b>75 456</b>	...	...	...	<b>75 456</b>		Non budgétaires—Votées	<b>(7 539)</b>	...	...	<b>82 995</b>	<b>4 255</b>
					<b>11</b>	<b>Développement des ressources humaines</b>					
...	2 175 673	82 763	10 521	2 268 957		Budgétaires—Votées	2 071 089	197 868	...	...	2 184 452
177	31 385 423	459 011	(188 416)	31 656 195		Législatives	31 655 924	...	...	271	31 036 691
<b>177</b>	<b>33 561 096</b>	<b>541 774</b>	<b>(177 895)</b>	<b>33 925 152</b>			<b>33 727 013</b>	<b>197 868</b>	<b>...</b>	<b>271</b>	<b>33 221 143</b>
					<b>12</b>	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>					
...	465 934	...	...	465 934		Budgétaires—Votées	351 546	114 388	...	...	246 185
...	12 199	...	(796)	11 403		Législatives	11 403	...	...	...	5 703
...	<b>478 133</b>	...	<b>(796)</b>	<b>477 337</b>			<b>362 949</b>	<b>114 388</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>251 888</b>
					<b>13</b>	<b>Environnement</b>					
...	593 956	33 830	18 000	645 786		Budgétaires—Votées	622 713	23 073	...	...	675 848
122	35 926	...	2 104	38 152		Législatives	38 037	...	...	115	39 808
<b>122</b>	<b>629 882</b>	<b>33 830</b>	<b>20 104</b>	<b>683 938</b>			<b>660 750</b>	<b>23 073</b>	<b>...</b>	<b>115</b>	<b>715 656</b>
					<b>14</b>	<b>Finances</b>					
...	1 352 050	5 125	(421 406)	935 769		Budgétaires—Votées	439 880	495 889	...	...	640 488
566 832	58 581 851	(1 183 719)	145 165	58 110 129		Législatives	57 611 401	24	...	498 704	51 757 320
<b>566 832</b>	<b>59 933 901</b>	<b>(1 178 594)</b>	<b>(276 241)</b>	<b>59 045 898</b>			<b>58 051 281</b>	<b>495 913</b>	<b>...</b>	<b>498 704</b>	<b>52 397 808</b>

...	101 850	18 000	276 333	396 183	Non budgétaires—Votées	390 299	5 884	...	...	399 743
8 496 520	233 000	...	(2 553 990)	6 175 530	Législatives	(353 774)	1 032	...	6 528 272	(869 952)
<b>8 496 520</b>	<b>334 850</b>	<b>18 000</b>	<b>(2 277 657)</b>	<b>6 571 713</b>		<b>36 525</b>	<b>6 916</b>	...	<b>6 528 272</b>	<b>(470 209)</b>
<hr/>										
<b>15 Gouverneur général</b>										
...	9 033	...	325	9 358	Budgétaires—Votées	9 357	1	...	...	10 154
...	1 028	...	27	1 055	Législatives	1 055	...	...	...	955
...	<b>10 061</b>	...	<b>352</b>	<b>10 413</b>		<b>10 412</b>	<b>1</b>	...	...	<b>11 109</b>
<hr/>										
<b>16 Industrie</b>										
...	2 723 423	148 063	440 376	3 311 862	Budgétaires—Votées	3 130 729	184 420	(3 287)	...	3 033 904
33 318	129 197	...	74 361	236 876	Législatives	186 110	22	...	50 744	148 110
<b>33 318</b>	<b>2 852 620</b>	<b>148 063</b>	<b>514 737</b>	<b>3 548 738</b>		<b>3 316 839</b>	<b>184 442</b>	<b>(3 287)</b>	<b>50 744</b>	<b>3 182 014</b>
<hr/>										
46 950	800	...	(45 000)	2 750	Non budgétaires—Votées	...	800	...	1 950	...
853 677	...	...	50 000	903 677	Législatives	50 000	...	...	853 677	...
<b>900 627</b>	<b>800</b>	...	<b>5 000</b>	<b>906 427</b>		<b>50 000</b>	<b>800</b>	...	<b>855 627</b>	...
<hr/>										
<b>17 Justice</b>										
...	506 106	18 326	52	524 484	Budgétaires—Votées	516 462	8 022	...	...	532 504
31	230 991	...	(4)	231 018	Législatives	230 976	15	...	27	219 940
<b>31</b>	<b>737 097</b>	<b>18 326</b>	<b>48</b>	<b>755 502</b>		<b>747 438</b>	<b>8 037</b>	...	<b>27</b>	<b>752 444</b>
<hr/>										
<b>18 Parlement</b>										
...	196 507	3 265	797	200 569	Budgétaires—Votées	190 108	10 461	...	...	219 358
...	85 324	...	(2 389)	82 935	Législatives	82 935	...	...	...	85 981
...	<b>281 831</b>	<b>3 265</b>	<b>(1 592)</b>	<b>283 504</b>		<b>273 043</b>	<b>10 461</b>	...	...	<b>305 339</b>
<hr/>										
<b>19 Patrimoine canadien</b>										
...	2 742 376	193 468	11 346	2 947 190	Budgétaires—Votées	2 931 045	16 145	...	...	2 970 438
13 416	57 593	...	3 178	74 187	Législatives	58 205	41	...	15 941	59 614
<b>13 416</b>	<b>2 799 969</b>	<b>193 468</b>	<b>14 524</b>	<b>3 021 377</b>		<b>2 989 250</b>	<b>16 186</b>	...	<b>15 941</b>	<b>3 030 052</b>
<hr/>										
...	<b>10</b>	<b>8 480</b>	...	<b>8 490</b>	Non budgétaires—Votées	<b>2 480</b>	<b>6 010</b>	...	...	<b>36 500</b>
<hr/>										
<b>20 Pêches et Océans</b>										
...	859 334	...	509 990	1 369 324	Budgétaires—Votées	1 183 022	186 302	...	...	1 240 515
646	37 170	...	33 618	71 434	Législatives	70 558	...	...	876	75 966
<b>646</b>	<b>896 504</b>	...	<b>543 608</b>	<b>1 440 758</b>		<b>1 253 580</b>	<b>186 302</b>	...	<b>876</b>	<b>1 316 481</b>
<hr/>										
<b>27 350</b>	...	...	...	<b>27 350</b>	Non budgétaires—Votées	<b>2 200</b>	...	...	<b>25 150</b>	<b>(4 600)</b>
<hr/>										
<b>21 Ressources naturelles</b>										
...	999 665	39 030	(27 011)	1 011 684	Budgétaires—Votées	978 029	33 655	...	...	1 885 251
60 061	86 796	4 350	(12 176)	139 031	Législatives	91 120	69	...	47 842	75 073
<b>60 061</b>	<b>1 086 461</b>	<b>43 380</b>	<b>(39 187)</b>	<b>1 150 715</b>		<b>1 069 149</b>	<b>33 724</b>	...	<b>47 842</b>	<b>1 960 324</b>
<hr/>										
...	<b>66 000</b>	...	<b>45 000</b>	<b>111 000</b>	Non budgétaires—Votées	<b>76 000</b>	...	...	<b>35 000</b>	<b>2 593</b>
<hr/>										

TABLEAU 7

**Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) —Fin**  
 (en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse- ments et virements <sup>(1)</sup>								
...	1 937 353	74 358	...	2 011 711	<b>22</b>	<b>Revenu national</b>					
152	199 645	...	51 324	251 121		Budgétaires—Votées	1 970 972	40 739	...	...	2 081 802
						Législatives	250 926	43	...	152	243 000
<b>152</b>	<b>2 136 998</b>	<b>74 358</b>	<b>51 324</b>	<b>2 262 832</b>			<b>2 221 898</b>	<b>40 782</b>	...	<b>152</b>	<b>2 324 802</b>
...	1 822 453	46 014	...	1 868 467	<b>23</b>	<b>Santé</b>					
55	6 931 849	313 000	39 114	7 284 018		Budgétaires—Votées	1 853 981	14 486	...	...	1 777 256
						Législatives	7 283 972	1	...	45	7 607 027
<b>55</b>	<b>8 754 302</b>	<b>359 014</b>	<b>39 114</b>	<b>9 152 485</b>			<b>9 137 953</b>	<b>14 487</b>	...	<b>45</b>	<b>9 384 283</b>
...	2 272 336	124 462	30 321	2 427 119	<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>					
19 791	299 287	...	(6 099)	312 979		Budgétaires—Votées	2 366 989	60 130	...	...	2 323 405
						Législatives	292 185	19	...	20 775	299 380
<b>19 791</b>	<b>2 571 623</b>	<b>124 462</b>	<b>24 222</b>	<b>2 740 098</b>			<b>2 659 174</b>	<b>60 149</b>	...	<b>20 775</b>	<b>2 622 785</b>
<b>26</b>	...	...	...	<b>26</b>		Non budgétaires—Votées	<b>(6)</b>	...	...	<b>32</b>	<b>(5)</b>
...	1 709 703	51 570	(509 764)	1 251 509	<b>25</b>	<b>Transports</b>					
2 108	813 966	688 808	(23 269)	1 481 613		Budgétaires—Votées	1 068 013	183 496	...	...	1 376 035
						Législatives	1 479 474	17	...	2 122	887 155
<b>2 108</b>	<b>2 523 669</b>	<b>740 378</b>	<b>(533 033)</b>	<b>2 733 122</b>			<b>2 547 487</b>	<b>183 513</b>	...	<b>2 122</b>	<b>2 263 190</b>
<b>20 000</b>	...	<b>900 000</b>	<b>99 785</b>	<b>1 019 785</b>		Non budgétaires—Législatives	<b>999 785</b>	...	...	<b>20 000</b>	...
...	3 780 522	31 550	(11 859)	3 800 213	<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>					
834 445	458 183	46 081	64 839	1 403 548		Budgétaires—Votées	3 587 639	212 574	...	...	3 720 693
						Législatives	496 273	1	...	907 274	502 839
<b>834 445</b>	<b>4 238 705</b>	<b>77 631</b>	<b>52 980</b>	<b>5 203 761</b>			<b>4 083 912</b>	<b>212 575</b>	...	<b>907 274</b>	<b>4 223 532</b>
7 197	...	...	...	7 197		Non budgétaires—Votées	(610)	...	...	7 807	5 112
4 036 037	(142 300)	...	130 576	4 024 313		Législatives	(5 087)	3 510 269	...	519 131	1 051
<b>4 043 234</b>	<b>(142 300)</b>	...	<b>130 576</b>	<b>4 031 510</b>			<b>(5 697)</b>	<b>3 510 269</b>	...	<b>526 938</b>	<b>6 163</b>

...	48 005 907	1 585 527	(40 906)	49 550 528	<b>Total du gouvernement</b>					
1 629 572	101 367 502	1 973 192	(247 580)	104 722 686	Budgétaires—Votées	46 979 591	2 614 094	(42 820)	(337)	49 328 094
					Législatives	103 069 074	290	...	1 653 322	95 419 933
<b>1 629 572</b>	<b>149 373 409</b>	<b>3 558 719</b>	<b>(288 486)</b>	<b>154 273 214</b>		<b>150 048 665</b>	<b>2 614 384</b>	<b>(42 820)</b>	<b>1 652 985</b>	<b>144 748 027</b>
282 813	214 204	26 480	400 678	924 175	Non budgétaires—Votées	580 872	62 709	...	280 594	619 758
51 905 892	416 150	898 167	621 973	53 842 182	Législatives	842 329	3 541 301	...	49 458 552	(815 088)
<b>52 188 705</b>	<b>630 354</b>	<b>924 647</b>	<b>1 022 651</b>	<b>54 766 357</b>		<b>1 423 201</b>	<b>3 604 010</b>	...	<b>49 739 146</b>	<b>(195 330)</b>
282 813	48 220 111	1 612 007	359 772	50 474 703	Votées	47 560 463	2 676 803	(42 820)	280 257	49 947 852
53 535 464	101 783 652	2 871 359	374 393	158 564 868	Législatives	103 911 403	3 541 591	...	51 111 874	94 604 845
<b>53 818 277</b>	<b>150 003 763</b>	<b>4 483 366</b>	<b>734 165</b>	<b>209 039 571</b>	<b>Total du gouvernement</b>	<b>151 471 866</b>	<b>6 218 394</b>	<b>(42 820)</b>	<b>51 392 131</b>	<b>144 552 697</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

(1) Les redressements et virements comprennent des éléments tels que :

- montants suremployés des exercices antérieurs payés ou réglés dans l'exercice en cours;
- les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignement afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles; et,
- les redressements aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
2		<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et conformément à l'alinéa 29.1(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice et provenant de la prestation de services liés aux Centres canadiens des affaires qui sont situés à l'étranger	799 047 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		45 497 588
	1b	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément à l'alinéa 29.1(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'année provenant de la prestation de services liés aux Centres canadiens des affaires et aux Centres canadiens d'éducation qui sont situés à l'étranger		1
	5	Dépenses en capital	90 725 000	
	5a	Dépenses en capital		4 881 000
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 50 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1994 à	354 594 600	
	10a	Contributions		61 448 500
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 968 800 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 4 347 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1



<b>Agence canadienne de développement international</b>		
15	Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en voie de développement; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en voie de développement, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret CP 1986-993 du 24 avril 1986, y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne : i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en voie de développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, ii) le soutien de personnes des pays en voie de développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en voie de développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en voie de développement	94 515 000
16a	Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en voie de développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret CP 1986-993 du 24 avril 1986, y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne : i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, ii) le soutien de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en voie de développement et des pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition; c) pour autoriser le virement au présent crédit de \$94,515,000 du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> ; d) pour annuler le crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédit n° 2 pour 1995-1996</i> ; e) pour prévoir un montant supplémentaire de	12 124 610
20	Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1 476 872 000
20a	Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	98 375 000
20b	Subventions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international et de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1
21b	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce de certaines dettes et obligations dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à 11 910 000 \$, et représentant des ajustements au solde débiteur que lui doivent cinq pays : Colombie, 2 750 000 \$; El Salvador, 2 690 000 \$; Honduras, 3 300 000 \$; Nicaragua, 900 000 \$; Costa Rica, 2 270 000 \$ — Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 909 999 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>	1

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
	L25	Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 115 700 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1	
	L30	Paiement ne devant pas dépasser 28 620 \$ US à la Banque de développement des Caraïbes, attendu que l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, évalué à 41 000 \$ le 19 janvier 1995, peut varier à la hausse et que le capital exigible du Canada relié à ce paiement s'élève à 102 105 \$ US et la délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 11 826 000 \$ US conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales, attendu que le capital exigible du Canada relié à la délivrance de ces billets sur demande s'élève à 631 600 000 \$ US	41 000	
		<b>Centre de recherches pour le développement international</b>		
	35	Versements au Centre de recherches pour le développement international	96 100 000	
		<b>Commission mixte internationale</b>		
	40	Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	4 160 000	
		<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>		
	45	Dépenses du programme	2 105 000	
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 918 118 600</b>	<b>222 326 702</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>41 001</b>	<b>...</b>
<b>3</b>		<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>		
		<b>Ministère</b>		
		<i>Programme d'administration</i>		
	1	Dépenses du programme et contributions	39 128 000	
	1a	Dépenses du programme		2 065 350
	1b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 846 509 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
		<i>Programme des affaires indiennes et inuit</i>		
	5	Dépenses de fonctionnement et :		
		a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
		b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes;		
		c) autorisation au ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants;		
		d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, et pour l'achat des produits finis et la vente de ces derniers;		

	e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec	197 331 000	
5a	Dépenses de fonctionnement		4 651 940
5b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 437 451 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
6b	Conformément à l'article 25 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des comptes du Canada certaines créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de : a) 832 571 \$, soit le capital de 51 comptes dus par 42 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte de développement économique des Indiens établi par le crédit L53b (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> ; b) 56 100 \$, soit le capital de 9 comptes dus par 9 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds d'aide au logement des Indiens établi par le crédit L51a (Nord canadien et ressources nationales) de la <i>Loi des subsides n° 9 de 1966</i> ; c) 1 799 701 \$, représentant la différence entre la valeur comptable brute et la juste valeur marchande à la suite de 48 prêts directs provenant du Compte de développement économique des Indiens liés à la vente de prêts directs au Unlooweg Development Group Inc. (UNLOOWEG), au NWT Cooperative Business Development Fund (NWTCBDF), à la Indian Agri-Business Corporation (IABC), à la ALL Nations Trust Company (ANTCO) et à la Western Indian Lending Association (WILA) —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 688 371 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
7b	Pour faire passer de 53 442 443 \$ à 50 598 234 \$ le solde du Compte de développement économique des Indiens établi par le crédit L53b (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i>		1
10	Dépenses en capital et : a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	5 343 000	
10a	Dépenses en capital		3 000 000
15	Subventions inscrites au Budget et contributions	3 528 728 000	
15a	Subventions inscrites au Budget		5 131 095
15b	Subventions inscrites au Budget		1
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	25 226 000	
L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon	977 000	
L30	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	19 300 000	
	<i>Programme des affaires du Nord</i>		
35	Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest; y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; et l'autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	74 616 000	
35a	Dépenses de fonctionnement		4 072 410

## APPENDICE 1

### Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

36b	Conformément à l'article 25 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des comptes du Canada certaines créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de :		
	a) 146 747 \$, soit le capital de 10 comptes dus par 10 débiteurs découlant de prêts directs provenant de la Caisse de prêts aux Inuit établie par le crédit 546 (Ressources et développement économique) de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> ;		
	b) 438 303 \$, représentant la différence entre la valeur comptable brute et la juste valeur marchande à la suite de 6 prêts provenant de la Caisse de prêts aux Inuit liés à la vente de prêts directs au NWT Cooperative Business Development Fund (NWTCBDF) —Pour autoriser le virement au présent crédit de 585 049 \$ du crédit 35 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
37b	Pour faire passer de 7 072 000 \$ à 6 633 697 \$ le solde du Compte de développement économique des Inuit établi par le crédit 546 (Prêts et développement des ressources) de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i>		1
40	Subventions inscrites au Budget et contributions	55 503 150	
40b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 653 860 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 3 695 864 \$ du crédit 35 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
45	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord	13 105 000	
45a	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord		4 000 000
45b	Paiements à la Société canadienne des postes en accord avec l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord—Pour autoriser le virement au présent crédit de 399 999 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
46a	Pour modifier le crédit 546 (Ressources et développement économique) de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> afin que la Caisse de prêts aux Esquimaux soit rebaptisée Caisse de prêts aux Inuit		1
	<i>Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux</i>		
50	Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Territoire du Yukon calculés conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Territoire du Yukon avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours	1 216 397 000	
	<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>		
55	Dépenses du programme et contributions	1 003 000	
55a	Dépenses du programme		50 164
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>5 131 154 150</b>	<b>22 970 969</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>45 503 000</b>	<b>...</b>

<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>		
	<b>Ministère</b>		
1	Dépenses de fonctionnement	40 468 000	
1a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 194 999 \$ du crédit 5 ( Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 499 999 \$ du crédit 5 ( Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
5	Subventions inscrites au Budget et contributions	313 261 000	
5b	Subvention inscrite au Budget		1
	<b>Société d'expansion du Cap-Breton</b>		
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	17 538 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>371 267 000</b>	<b>3</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>5</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>		
	<b>Ministère</b>		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes de l'alinéa 29.1(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des services d'inspection et de classement et des activités de pâturage et de reproduction du programme de pâturages communautaires pour compenser les dépenses engagés durant l'exercice	569 216 000	
1a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 518 501 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		47 162 986
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes de l'alinéa 29.1(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des services d'inspection et de classement et des activités de pâturage et de reproduction du programme de pâturages communautaires pour compenser les dépenses engagés durant l'exercice —Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 732 000 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 272 000
5	Commission canadienne des grains —Dépenses de fonctionnement et contribution	41 694 000	
10	Dépenses en capital	103 731 000	
15	Subventions inscrites au Budget et contributions	364 714 000	
15a	Contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 962 999 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
15b	Subventions inscrites au Budget et contributions		85 568 200
	<b>Commission canadienne du lait</b>		
20	Dépenses du programme	2 468 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 081 823 000</b>	<b>137 003 187</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>6</b>	<b>Anciens combattants</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des anciens combattants</i>		
1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède	494 832 000	

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
	1a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 808 965 \$ du crédit 5 ( Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 822 999 \$ du crédit 5 ( Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1 470 369 000	
	5a	Subventions inscrites au Budget		1
		<i>Programme de la Commission canadienne des pensions</i>		
	10	Dépenses du programme	4 135 000	
	10a	Dépenses du programme —Pour autoriser le virement au présent crédit de 211 124 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
		<i>Programme du Bureau de services juridiques des pensions</i>		
	15	Dépenses du programme	6 447 000	
		<i>Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants</i>		
	20	Dépenses du programme	2 767 000	
		<i>Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>		
	21b	Dépenses du programme —Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 032 999 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 978 550 000</b>	<b>5</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>7</b>		<b>Citoyenneté et Immigration</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement	286 173 000	
	1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 764 879 \$ du crédit 10 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		23 339 038
	5	Dépenses en capital	24 834 000	
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 446 499 \$ du crédit 10 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	256 335 000	
		<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>		
	15	Dépenses du programme	69 959 000	
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>637 301 000</b>	<b>23 339 039</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>8</b>		<b>Conseil du Trésor</b>		
		<b>Secrétariat</b>		
		<i>Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique</i>		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	75 190 000	

	<i>Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale</i>		
5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	450 000 000	
10	Reprographie—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits pour les paiements conformément au contrat de licence de reproduction par reprographie des oeuvres publiées et protégées par le droit d'auteur	1 369 000	
10b	Reprographie—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits pour les paiements conformément au contrat de licence de reproduction par reprographie des oeuvres publiées et protégées par le droit d'auteur		1 000 000
	<i>Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance</i>		
15	Subventions inscrites au Budget et contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 6 de 1960</i> , au crédit 85a (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , et au crédit 20b (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 10 de 1964</i> , et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès et d'assurance-maladie et à d'autres régimes d'assurance et à des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 63(3) de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i>	738 007 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 264 566 000</b>	<b>1 000 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...

9

**Conseil privé**

**Ministère**

1	Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et subvention inscrite au Budget et contributions	70 748 000	
1a	Dépenses du programme		7 486 100
1b	Dépenses du programme		1 887 300
	<b>Centre canadien de gestion</b>		
5	Dépenses du programme et contributions	9 049 000	
5a	Dépenses du programme		497 046
	<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>		
10	Dépenses du programme	2 939 000	
	<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>		
15	Dépenses du programme	22 367 000	
	<b>Directeur général des élections</b>		
20	Dépenses du programme	2 702 000	
	<b>Commissaire aux langues officielles</b>		
25	Dépenses du programme	10 143 000	
25a	Dépenses du programme		386 571
	<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>		
30	Dépenses du programme	3 133 000	
30b	Dépenses du programme		163 178

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
		<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique</b>		
	35	Dépenses du programme	5 473 000	
		<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>		
	40	Dépenses du programme	1 323 000	
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>127 877 000</b>	<b>10 420 195</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>10</b>		<b>Défense nationale</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 17 886 735 000 \$ aux fins des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'exercice au cours duquel tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 7 106 648 000 \$ deviendra payable dans les exercices à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes de l'exercice aux fins de n'importe lequel de ces crédits	7 484 191 000	
	1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 186 100 du crédit 5 (Défense de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		239 967 368
	5	Dépenses en capital	2 673 951 002	
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	174 672 998	
	10a	Subvention inscrite au Budget		1
	10b	Contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense		25 696 000
		<b>Protection civile Canada</b>		
	15	Dépenses de fonctionnement	10 302 000	
	15a	Dépenses de fonctionnement		569 700
	20	Subventions inscrites au Budget et contributions	5 709 110	
	20a	Contributions		50 409 305
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>10 348 826 110</b>	<b>316 642 374</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...



<b>Développement des ressources humaines</b>			
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>			
	<i>Programme des services généraux</i>		
1	Dépenses du programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-chômage	62 763 000	
1a	Dépenses du programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-chômage		15 930 013
1b	Dépenses du programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-chômage —Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 850 999\$ du crédit 35 (Développement des ressources humaines) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	<i>Programme d'emploi et d'assurance</i>		
5	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte d'assurance-chômage	194 947 000	
5a	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte d'assurance-chômage		17 920 474
10	Subventions inscrites au Budget et contributions, et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers ou autres entités, en vertu d'accords conclus avec le ministre pour : «a) la réalisation par ces entités de projets destinés à procurer du travail ou de l'aide à l'emploi à des travailleurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité; b) les paiements versés à ces travailleurs, ou les frais engagés à l'égard de ceux-ci, par ces entités»	1 329 481 000	
10a	Subventions inscrites au Budget et contributions		31 359 688
10b	Subventions inscrites au Budget —Pour autoriser le virement au présent crédit de 467 363 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines) et de 7 326 416 \$ du crédit 25 (Développement des ressources humaines) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	<i>Programme du travail</i>		
15	Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	44 135 000	
15a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 775 000 \$ du crédit 20 (Développement des ressources humaines) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 265 224
15b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 360 000 \$ du crédit 20 (Développement des ressources humaines) et de 187 274 \$ du crédit 25 (Développement des ressources humaines) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
20	Subventions inscrites au Budget et contributions	7 429 000	
	<i>Programme de la sécurité du revenu</i>		
25	Dépenses du programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada	110 710 000	
25a	Dépenses du programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada		7 599 708
	<i>Programme du développement social et de l'éducation</i>		
30	Dépenses de fonctionnement	38 976 000	
30a	Dépenses de fonctionnement		2 563 300
30b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 788 310 \$ du crédit 25 (Développement des ressources humaines) et de 2 430 001 \$ du crédit 35 (Développement des ressources humaines) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
35	Subventions inscrites au Budget et contributions	375 339 000	
35a	Contributions		5 000 000
	<b>Conseil canadien des relations du travail</b>		
40	Dépenses du programme	8 287 000	
	<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>		
45	Dépenses du programme	1 580 000	

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
		<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>		
	50	Dépenses du programme	2 026 000	
	50a	Dépenses du programme		124 921
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 175 673 000</b>	<b>82 763 332</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>12</b>		<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement	30 058 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 143 528 \$ du crédit 5 ( Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 527 104 \$ du crédit 5 ( Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	435 876 000	
	5a	Contributions		1
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>465 934 000</b>	<b>3</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>13</b>		<b>Environnement</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;</li> <li>b) autorisation au ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;</li> <li>c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;</li> <li>d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;</li> <li>e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;</li> <li>f) en vertu de l'alinéa 29.1(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes produites pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice et provenant de la fourniture de services d'évaluation environnementale et de formation, d'information et de publications, par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale;</li> <li>g) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'année au cours de l'exercice des activités ou par suite de l'exercice des activités de la conservation de l'environnement, de la protection de l'environnement et de l'environnement atmosphérique</li> </ul>	488 833 000	

1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes de l'alinéa 29.1(2)a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de produits d'information et la prestation de services professionnels par l'activité Administration, y compris les services informatiques —Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 505 194 \$ du crédit 5 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		24 939 963
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et de s'organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	58 615 000	
10	Subventions inscrites au Budget et contributions	46 508 100	
10a	Subventions inscrites au Budget et contributions		8 889 700
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>593 956 100</b>	<b>33 829 663</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...

**14**

**Finances**

**Ministère**

*Programme des politiques financières et économiques*

1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	53 983 000	
1a	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice		5 000 000
5	Subventions inscrites au Budget et contributions	820 000 000	
L10	Paiement d'une somme maximale de 7 073 000 \$ US représentant le montant intégral des souscriptions que le Canada versera en 1995-1996 à la Société financière internationale (SFI) conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , cette somme pouvant excéder le montant équivalent en dollars canadiens, estimé à 9 850 000 \$ le 19 janvier 1995, et confirmation que la SFI ne dispose pas de capital exigible	9 850 000	
L15	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 276 333 333 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	
L20	Délivrance de billets sur demande d'un montant ne devant pas dépasser 11 903 502 \$ US, conformément à la <i>Loi sur l'Accord de création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> , aux fins des souscriptions de capital à la BERD, et confirmation que la valeur totale du capital exigible de la BERD s'élève à 277 748 380 \$ US le 31 mars 1995	1	
	<i>Programme spécial</i>		
25	Paiements à la Caisse des réclamations étrangères	10 000	
31b	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le ministre des Finances à garantir, de temps à autre, le paiement en devises américaines de tous les montants payables aux termes des prêts et d'autres accords financiers, montants qui ne doivent pas dépasser le capital maximal de 1 500 000 000 \$ en dollars canadiens au moment du décaissement; et ces prêts ou ces accords financiers doivent être conclus par la Banque de développement de la Chine aux fins de financer l'achat de réacteurs nucléaires d'Énergie atomique du Canada Limitée		1
L30	Paiements concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia	92 000 000	
L30a	Paiements concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia		18 000 000

**Vérificateur général**

30	Dépenses du programme et contributions	46 811 000	
	<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>		
40	Dépenses du programme	7 297 000	
	<b>Bureau fédéral de développement régional (Québec<sup>(j)</sup>)</b>		
45	Dépenses de fonctionnement	23 419 000	
45a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 538 275 \$ du crédit 50 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
50	Subventions inscrites au Budget et contributions	397 987 435	
50a	Contribution		1

		<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>		
55		Dépenses du programme	2 543 000	
55b		Dépenses du programme		125 250
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 352 050 435</b>	<b>5 125 253</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>101 850 002</b>	<b>18 000 000</b>
<b>15</b>		<b>Gouverneur général</b>		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	9 033 000	
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>9 033 000</b>	...
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>16</b>		<b>Industrie</b>		
		<b>Ministère</b>		
		<i>Programme du développement de l'industrie et des sciences</i>		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice et provenant de la recherche en communications	293 320 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice découlant de la recherche en communications		81 576 331
	5	Dépenses en capital	61 389 000	
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 471 279 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 5 529 103 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		703 654
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	712 276 000	
	10b	Contribution		11 759 257
	L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	
	L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	
		<i>Programme des services axés sur le marché</i>		
	25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice et provenant de la gestion du spectre	112 469 000	
	25a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice découlant de la gestion du spectre		7 135 750
	30	Dépenses en capital	16 640 000	
	30b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 395 530 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1

	<b>Tribunal de la concurrence</b>		
50	Dépenses du programme	1 204 000	
	<b>Commission du droit d'auteur</b>		
55	Dépenses du programme	865 000	
	<b>Banque de développement du Canada</b>		
60	Paiements à la Banque de développement du Canada aux termes des articles 21, 22 et 23 de la <i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i>	14 079 000	
	<b>Conseil national de recherches du Canada</b>		
65	Dépenses de fonctionnement	231 342 000	
65a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 518 363 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 471 353
65b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 710 308 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
70	Dépenses en capital	49 049 000	
75	Subventions inscrites au Budget et contributions	107 683 000	
75a	Contribution —Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 181 636 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
75b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 741 692 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 494 308
	<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>		
80	Dépenses de fonctionnement	16 052 000	
80a	Dépenses de fonctionnement		790 450
85	Subventions inscrites au Budget	448 364 000	
85a	Subventions inscrites au Budget		3 492 000
	<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>		
90	Dépenses de fonctionnement	7 160 000	
90a	Dépenses de fonctionnement		383 500
90b	Dépenses de fonctionnement		84 000
95	Subventions inscrites au Budget	89 188 000	
95a	Subventions inscrites au Budget		2 295 000
95b	Subventions inscrites au Budget		96 000
	<b>Conseil canadien des normes</b>		
100	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> devant servir aux fins générales prévues à l'article 5 de cette Loi	5 264 000	
	<b>Statistique Canada</b>		
105	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	258 195 000	
105b	Dépenses du programme		23 781 000
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 723 423 000</b>	<b>148 062 606</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>800 000</b>	<b>...</b>

17

**Justice****Ministère**

1	Dépenses de fonctionnement	158 611 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		9 300 422
1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 300 000 \$ du crédit 10 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 093 717
5	Dépenses en capital	7 560 000	
5a	Dépenses en capital		1 173 199
5b	Dépenses en capital		515 685

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	264 922 972	
		<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>		
	15	Dépenses du programme	15 061 000	
	15a	Dépenses du programme		776 900
		<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>		
	20	Dépenses de fonctionnement, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i>	4 311 000	
	20b	Dépenses de fonctionnement		299 845
	25	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement	524 000	
	25b	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement		75 019
		<b>Cour fédérale du Canada</b>		
	30	Dépenses du programme	28 435 000	
		<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>		
	35	Dépenses du programme	5 558 000	
	35b	Dépenses du programme		330 089
		<b>Cour suprême du Canada</b>		
	40	Dépenses du programme	11 567 000	
	40a	Dépenses du programme		617 950
		<b>Cour canadienne de l'impôt</b>		
	45	Dépenses du programme	9 556 000	
	45a	Dépenses du programme		1 045 696
	45b	Dépenses du programme		97 800
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>506 105 972</b>	<b>18 326 322</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>18</b>		<b>Parlement</b>		
		<b>Sénat</b>		
	1	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, versements à l'égard des bureaux des sénateurs et subventions inscrites au Budget	26 492 000	
	1b	Dépenses du programme		3 265 000
		<b>Chambre des communes</b>		
	5	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions et subventions inscrites au Budget, et le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	155 817 000	

	<b>Bibliothèque du Parlement</b>		
10	Dépenses du programme	14 198 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>196 507 000</b>	<b>3 265 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>19</b>	<b>Patrimoine canadien</b>		
	<b>Ministère (Communications)</b>		
	<i>Programme des services de gestion ministériels</i>		
1	Dépenses du programme	72 676 000	
1a	Dépenses du programme		2 794 700
1b	Dépenses du programme —Pour autoriser le virement au présent crédit de 187 202 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien), de 3 213 620 \$ du crédit 25 (Patrimoine canadien) et de 2 987 493 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	<i>Programme de l'identité canadienne</i>		
5	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes produites au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le service de transport des expositions	58 005 000	
5a	Dépenses de fonctionnement		3 683 254
10	Subventions inscrites au Budget et contributions	427 247 925	
10a	Contributions		6 430 000
10b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 091 737 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		19 737 688
15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	69 279 000	
L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10 000	
L21a	Prêts à des industries culturelles pour encourager la croissance des industries canadiennes de l'édition, du film et de la vidéo et de l'enregistrement sonore		8 480 000
	<i>Programme Parcs Canada</i>		
25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique; aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice et provenant des opérations de Parcs Canada	179 630 000	
25a	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contribution; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique; aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour les opérations de Parcs Canada		21 424 915
26b	Modifier le crédit 21b (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> en : a) supprimant le titre «Unité d'entreprise (Sources thermales) Fonds renouvelable» et en insérant le nouveau		

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
	30	Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	124 952 000	
	30a	Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique		890 000
		<b>Conseil consultatif sur la situation de la femme</b>		
	35	Dépenses du programme	3 026 000	
		<b>Conseil des Arts du Canada</b>		
	40	Paiements au Conseil des Arts du Canada, en vertu de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette Loi	95 882 000	
	40b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, en vertu de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette Loi		2 064 000
		<b>Société Radio-Canada</b>		
	45	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	918 229 000	
	45a	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion		56 000 000
	45b	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion — Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 000 000 \$ du crédit 55 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		50 025 000
	50	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	
	55	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	142 415 000	
		<b>Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</b>		
	60	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>	109 784 000	
	60b	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>		550 000
		<b>Musée canadien des civilisations</b>		
	65	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	46 204 000	
		<b>Musée canadien de la nature</b>		
	70	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	24 988 000	
	70b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		1 489 000
		<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>		
	75	Dépenses du programme et, en vertu de l'alinéa 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice et provenant de la fourniture de services de réglementation aux entreprises de télécommunications en vertu du Règlement sur les droits de télécommunications	18 178 000	
	75b	Dépenses du programme		500 000



	<b>Archives nationales du Canada</b>		
80	Dépenses de fonctionnement, subvention inscrite au Budget et contributions	45 106 000	
80a	Dépenses de fonctionnement		2 148 828
85	Dépenses en capital	9 187 000	
85b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 209 999 \$ du crédit 80 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	<b>Société du Centre national des Arts</b>		
90	Paiements à la Société du Centre national des Arts	19 308 000	
90b	Paiements à la Société du Centre national des Arts		377 600
	<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>		
95	Dépenses du programme	4 413 000	
	<b>Commission de la Capitale nationale</b>		
100	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement	52 636 000	
100b	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement		5 900 000
101b	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses faites au nom du gouvernement fédéral en ce qui a trait au transfert de certaines installations à la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton		8 020 000
105	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital	16 827 000	
110	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions	13 426 000	
110b	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions		1 805 000
	<b>Office national du film</b>		
115	Fonds renouvelable de l'Office national du film —Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions	75 489 000	
115b	Fonds renouvelable de l'Office national du Film —Dépenses de fonctionnement		142 671
	<b>Musée des beaux-arts du Canada</b>		
120	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	30 411 000	
125	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3 000 000	
	<b>Bibliothèque nationale</b>		
130	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	31 927 000	
130a	Dépenses du programme		2 144 228
	<b>Musée national des sciences et de la technologie</b>		
135	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	20 559 000	
	<b>Commission de la fonction publique</b>		
140	Dépenses du programme	110 961 000	
140a	Dépenses du programme		5 841 050
140b	Dépenses du programme		344 644
	<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>		
145	Dépenses de fonctionnement	6 031 000	
145a	Dépenses de fonctionnement		215 700
145b	Dépenses de fonctionnement		939 617
150	Subventions inscrites au Budget	8 599 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 742 375 925</b>	<b>193 467 899</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>10 000</b>	<b>8 480 000</b>

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
<b>20</b>		<b>Pêches et Océans</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés	508 437 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 658 300 \$ du crédit 5 ( Pêches et Océans) et de 21 443 799 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	1b	Dépenses de fonctionnement, et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne —Pour autoriser le virement au présent crédit de 33 971 436 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) et de 419 202 000 du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	84 783 000	
	5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale —Pour autoriser le virement au présent crédit de 90 787 999 \$ du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	266 113 700	
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>859 333 700</b>	<b>3</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>21</b>		<b>Ressources naturelles</b>		
		<b>Ministère</b>		
		<i>Programme de l'énergie, des mines et des ressources</i>		
	1	Dépenses de fonctionnement	340 973 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		23 439 459
	1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 791 486 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) et de 1 966 000 du crédit 10 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	5	Dépenses en capital	48 835 000	

10	Subventions inscrites au Budget et contributions	200 332 100	
L15	Prêts pour faciliter la mise en application du Projet de développement Hibernia conformément à l'article 14 de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	66 000 000	
	<i>Programme des forêts</i>		
20	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	89 493 000	
20a	Dépenses de fonctionnement		3 261 065
20b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 204 999 \$ du crédit 25 (Ressources naturelles) et de 3 368 000 \$ du crédit 30 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
25	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour les travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	10 591 000	
30	Subventions inscrites au Budget et contributions	70 261 000	
30a	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 60 000 \$ du crédit 25 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 761 000
	<b>Commission de contrôle de l'énergie atomique</b>		
35	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	38 726 000	
35a	Dépenses du programme		1 868 000
35b	Dépenses du programme		2 600 000
	<b>Énergie atomique du Canada, Limitée</b>		
40	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	172 494 000	
40b	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		2 100 000
	<b>Office national de l'énergie</b>		
45	Dépenses du programme	27 725 000	
	<b>Administration du pipe-line du Nord<sup>(2)</sup></b>		
50	Dépenses du programme	235 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>999 665 100</b>	<b>39 029 526</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>66 000 000</b>	<b>...</b>
<b>22</b>	<b>Revenu national</b>		
	<b>Douanes et Accise</b>		
1	Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i>	1 779 862 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		41 925 154
1b	Dépenses de fonctionnement		31 831 374
5	Dépenses en capital	63 074 000	
5b	Dépenses en capital		601 063
10	Contributions	94 417 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 937 353 000</b>	<b>74 357 591</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>23</b>	<b>Santé</b>		
	<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>		
	<i>Programme de santé</i>		
1	Dépenses de fonctionnement et, en vertu de l'alinéa 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice afin de fournir des services de dosimétrie ainsi que des services hospitaliers	986 179 000	

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
	1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice afin de fournir des services hospitaliers, des services de radioprotection, des services liés aux médicaments et à l'équipement médical et des services de délivrance de certificats d'exemption de dératisation et de réglementation de la lutte antiparasitaire		37 497 066
	5	Dépenses en capital	59 279 000	
	5a	Dépenses en capital		952 800
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	523 327 000	
	10a	Subventions inscrites au Budget et contributions		5 169 000
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 28 099 651 \$ du crédit 1 (Santé) et de 9 142 000 \$ du crédit 5 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		636 949
		<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>		
	15	Dépenses du programme	1 240 000	
	15b	Dépenses du programme		158 621
		<b>Conseil de recherches médicales</b>		
	20	Dépenses de fonctionnement	7 367 000	
	20a	Dépenses de fonctionnement		360 250
	25	Subventions inscrites au Budget	242 182 000	
	25a	Subventions inscrites au Budget		1 050 000
		<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>		
	30	Dépenses du programme	2 879 000	
	30b	Dépenses du programme		189 500
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 822 453 000</b>	<b>46 014 186</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>24</b>		<b>Solliciteur général</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement	21 426 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		1 268 910
	1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 999 999 \$ du crédit 5 (Solliciteur général) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	51 068 700	
		<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>		
	10	Dépenses du programme	182 753 000	
	10a	Dépenses du programme		4 216 456

<b>Service correctionnel</b>			
15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles —Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et :		
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette Caisse;		
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		
	d) autorisation au ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	831 819 000	
15a	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles —Dépenses de fonctionnement		22 815 000
15b	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles —Subventions inscrites au Budget		1
20	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles —Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	177 158 000	
20b	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles —Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 924 645 \$ du crédit 15 (Solliciteur général) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>			
25	Dépenses du programme	22 772 000	
25a	Dépenses du programme		941 398
25b	Dépenses du programme		41 352
<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel</b>			
30	Dépenses du programme	1 137 000	
30a	Dépenses du programme		57 400
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>			
35	Application de la Loi—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	839 647 000	
35b	Application de la Loi—Dépenses de fonctionnement		52 589 000
40	Application de la Loi—Dépenses en capital	140 504 000	
40b	Application de la Loi—Dépenses en capital		42 440 000
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>			
45	Dépenses du programme	753 000	
45a	Dépenses du programme		33 100
<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</b>			
50	Dépenses du programme	3 298 000	
50b	Dépenses du programme		60 000
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>2 272 335 700</b>	<b>124 462 619</b>
<b>Non budgétaire</b>		<b>...</b>	<b>...</b>

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
25		<b>Transports</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; d) sous réserve de l'alinéa e), autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; e) autorisation de dépenser un montant de recettes produites dans l'exercice au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'exercice, de l'impôt sur le transport par avion à payer en vertu de la partie II de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>	397 741 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 555 001 \$ du crédit 45 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		27 266 269
	5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	506 785 000	
	5a	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales, ou des entrepreneurs privés —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 040 999 \$ du crédit 45 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	329 139 000	
	10a	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 400 000 \$ du crédit 20 (Transports) et de 3 143 000 \$ du crédit 45 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		24 304 000
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 360 269 \$ du crédit 1 (Transports) et de 28 555 730 \$ du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain à Montréal	33 822 000	
	20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N-É) et les États de la Nouvelle-Angleterre, États-Unis; et traversiers entre Digby (N-É) et Saint John (N-B) et terminus;		

	b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service ;		
	c) à l'assistance financière à une filiale engagée dans la réparation et la maintenance des navires	111 910 000	
25	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> , et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire aux voyageurs, conformément au sous-alinéa c)(ii) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		287 977 000
25b	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> , et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire aux voyageurs, conformément au sous-alinéa c)(ii) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> —Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 489 999 \$ du crédit 5 (Transports) et de 4 000 000 \$ du crédit 15 (Transports) et de 5 510 000 \$ du crédit 20 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		
30	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un projet de réfection du pont de Valleyfield, y compris les dépenses d'immobilisations nécessaires	2 000 000	1
35	Paiements à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1995	4 340 000	
35b	Paiements à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1995 —Pour autoriser le virement au présent crédit de 993 999 \$ du crédit 20 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
36b	Paiements à la Société canadienne des ports pour les coûts de l'électricité au port de Churchill, Manitoba—		

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
		<i>Programme des biens immobiliers</i>		
	2b	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers —Conformément à l'alinéa 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le ministre des Approvisionnements et Services, à compter du 1 <sup>er</sup> avril 1995, à engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour l'aliénation des biens immobiliers, et autoriser le ministre à dépenser aux fins du Fonds les recettes produites à ces fins tel qu'approuvé par le Conseil du Trésor de temps à autre; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser de plus de 5 000 000 \$ les recettes produites en fonction des objectifs du Fonds		1
	10	Dépenses de fonctionnement, y compris la fourniture de locaux sur une base de recouvrement des frais, aux fins du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> , aide à l'Association récréative de la fonction publique d'Ottawa sous forme de services d'entretien relativement au Centre commémoratif W. Clifford Clark, contributions et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien des installations servant de logement	966 853 000	
	10b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 393 762 \$ du crédit 25 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		10 500 642
	15	Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le ministre	273 068 000	
	15b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 449 499 \$ du crédit 25 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
		<i>Programme des approvisionnements et services</i>		
	20	Dépenses de fonctionnement, y compris :		
		a) les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> , de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> et du Fonds renouvelable des services optionnels;		
		b) l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	458 681 000	
	20a	Dépenses de fonctionnement, y compris :		
		a) les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> , de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> et du Fonds renouvelable des services optionnels;		
		b) l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice —Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 10 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 26 894 000 \$ du crédit 15 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		197 742
	20b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 612 139 \$ du crédit 25 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i>		1
	21a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> faire grâce de certaines dettes et obligations dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à 1 724 007,46 \$ représentant des rajustements au solde principal dû par CAE INC. (anciennement CAE Industries Ltd.)		1 724 008
	22b	Bureau de la traduction —Autoriser le ministre à radier des comptes du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance		1



23b	Autoriser le ministre à radier des comptes du Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada un montant de 37 045 443 \$ représentant des postes extraordinaires en raison de la restructuration		1
25	Dépenses en capital	24 359 000	
25a	Dépenses en capital		16 628 000
	<i>Programme des sociétés d'État</i>		
30	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	3 000 000	
30b	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		500 000
31a	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et en capital— Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 500 000 \$ du crédit 10 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 1995-1996</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 000 000
	<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b>		
35	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en vertu du pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 025 649 000	
	<b>Société canadienne des postes</b>		
40	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	14 000 000	
41a	Conformément à l'article 28 de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, pour l'exercice 1996-1997 de la Société, les sommes empruntées ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de 300 millions de dollars et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances		1
	<b>Corporation commerciale canadienne<sup>(4)</sup></b>		
45	Dépenses du programme	11 859 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>3 780 522 000</b>	<b>31 550 398</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
	<b>Total du gouvernement—Budgétaire</b>	<b>48 005 906 792</b>	<b>1 585 527 149</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>214 204 003</b>	<b>26 480 000</b>

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau fédéral de développement régional (Québec) a été transféré au portefeuille ministériel de l'Industrie.

(2) En 1994-1995, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée au portefeuille ministériel des Affaires étrangères et du Commerce international.

(3) Au cours de l'exercice, l'Administrateur de l'Office du transport du grain a été transféré au ministère des Transports.

(4) Au cours de l'exercice, la Corporation commerciale canadienne a été transférée au portefeuille ministériel des Affaires étrangères et du Commerce international.

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>

L'appendice 2 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre des Affaires étrangères — Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Ministre du Commerce international — Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50 657 000	
	Fonds renouvelable des passeports ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	8 204 000	
	<b>Agence canadienne de développement international</b>		
	Paievements aux fonds d'institutions financières internationales ( <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> )	135 000 000	10 000 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 667 000	
	(L) Paievements aux institutions financières internationales — Souscriptions au capital	14 650 000	
	<b>Société pour l'expansion des exportations</b>		
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i>	148 000 000	
	(L) Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i>	280 800 000	
	<b>Commission mixte internationale</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	298 000	
	<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	89 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>351 262 290</b>	<b>10 000 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>295 450 000</b>	<b>...</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme d'administration</i>		
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien — Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 461 000	
	<i>Programme des affaires indiennes et inuit</i>		
	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington ( <i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i> )	15 000	
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique ( <i>Loi sur les Indiens</i> )	2 000 000	
	Rentes versées aux Indiens — Paievements en vertu de traités ( <i>Loi sur les Indiens</i> )	1 400 000	

	Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique</i>	20 000 000	
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	85 887 000	10 100 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 045 000	
	(L) Prêts à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique</i>	30 000 000	
	<i>Programme des affaires du Nord</i>		
	Palements d'indemnité aux bénéficiaires des revendications territoriales pour des redevances sur les ressources	1 395 000	40 800
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 281 000	
	<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>131 580 645</b>	<b>10 140 800</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>30 000 000</b>	<b>...</b>
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	5 000 000	
	Obligations contractées pour assurances-prêts ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	10 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 494 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>17 494 000</b>	<b>...</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>5</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Palements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme de la protection du revenu	4 000 000	(1 000 000)
	Palements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'assurance-récolte	180 000 000	(20 000 000)
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4 000 000	
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur le paiement anticipé des récoltes</i>	1 500 000	
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	
	Palements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Régime d'assurance-revenu brut	200 000 000	(98 000 000)
	Palements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programmes de transition pour les viandes rouges	6 000 000	(3 800 000)
	Palements relatifs à la <i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i>	35 000 000	
	Palements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net	188 000 000	88 750 000
	Palements relatifs à la <i>Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest</i>		1 200 000 000
	Palements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994		450 000
	Palements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme complémentaire pour le secteur des cultures		54 500 000
	Palements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'innovation en agroalimentaire		150 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 829 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>683 577 645</b>	<b>1 221 050 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
<b>6</b>	<b>Anciens combattants</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des anciens combattants</i>		
	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	12 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays ( <i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i> )	10 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants ( <i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i> )	539 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 080 000	
	<i>Programme de la Commission canadienne des pensions</i>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	444 000	
	<i>Programme du Bureau de services juridiques des pensions</i>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	766 000	
	<i>Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants</i>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	335 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>19 186 000</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>7</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 266 000	
	(L) Prêts aux termes de l'article 119 de la <i>Loi sur l'immigration</i>		(1 833 275)
	<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 385 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>32 699 645</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	<b>(1 833 275)</b>
<b>8</b>	<b>Conseil du Trésor</b>		
	<b>Secrétariat</b>		
	<i>Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique</i>		
	Président du Conseil du Trésor —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 679 000	
	<i>Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance</i>		
	Paiements au Compte des régimes compensatoires de retraite pour refléter le rajustement actuariel lié au programme d'encouragement à la retraite anticipée du gouvernement fédéral		400 000 000

	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	122 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>6 849 645</b>	<b>400 000 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>9</b>	<b>Conseil privé</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	71 920	
	Président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	16 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 497 000	
	<b>Centre canadien de gestion</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	759 000	
	Fonds renouvelable RADIAN ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	1 040 000	
	<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	194 000	
	<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 242 000	
	<b>Directeur général des élections</b>		
	Traitement du directeur général des élections	155 000	
	Dépenses d'élection ( <i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982</i> et la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i> )	19 500 000	4 470 069
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	327 000	
	<b>Commissaire aux langues officielles</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	987 000	
	<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	146 000	
	<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	480 000	
	<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	92 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>30 604 210</b>	<b>4 470 069</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>10</b>	<b>Défense nationale</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	48 685	
	Pensions et rentes versées à des civils ( <i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i> )	73 834	
	Pensions militaires	602 815 481	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	144 247 000	
	<b>Protection civile Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	636 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>747 821 000</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
<b>11</b>	<b>Développement des ressources humaines</b>		
	<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>		
	<i>Programme des services généraux</i>		
	Ministre du Développement des ressources humaines —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Paievements aux agences de recouvrement privées, selon l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 027 000	
	<i>Programme d'emploi et d'assurance</i>		
	Prestations de retraite supplémentaires —Pensions des agents des rentes sur l'État ( <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> )	35 000	
	Paievements de prestations d'adaptation pour les travailleurs ( <i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i> )	24 900 000	(900 000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	93 215 000	
	<i>Programme du travail</i>		
	Paievement d'indemnités à des agents de l'État ( <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ) et à des marins marchands ( <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i> )	47 560 000	11 684 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 564 000	
	<i>Programme de la sécurité du revenu</i>		
	Versements de sécurité de la vieillesse ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	16 024 000 000	53 000 000
	Versements du supplément de revenu garanti ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	4 694 000 000	(48 000 000)
	Versements d'allocations au conjoint ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	436 000 000	(22 000 000)
	Versements d'allocations spéciales pour enfants ( <i>Loi sur les prestations spéciales pour enfants</i> )	43 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 768 000	
	<i>Programme du développement social et de l'éducation</i>		
	Paievements aux provinces et aux territoires en vertu du <i>Régime d'assistance publique du Canada</i> et de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	7 275 000 000	
	Paievements de transfert versés aux provinces et territoires à l'égard de l'enseignement postsecondaire et aux termes de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	2 185 000 000	139 800 000
	Octroi de fonds pour les paievements d'intérêts aux institutions de crédit, obligations contractées sous forme de prêts garantis et paievements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	521 200 000	315 627 000
	Subventions aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>		9 800 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 229 000	
	<b>Conseil canadien des relations du travail</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	764 000	
	<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	112 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>31 385 422 645</b>	<b>459 011 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...

12	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	10 000 000	
		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 199 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>12 199 000</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>		...	...
13	<b>Environnement</b>	Ministre de l'Environnement — Traitement et allocation pour automobile	48 645	
		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 877 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>35 925 645</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>		...	...
14	<b>Finances</b>			
		<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des politiques financières et économiques</i>			
	Ministre des Finances — Traitement et allocation pour automobile	48 645		
	Paievements à l'Association internationale de développement ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> )	219 500 000		
	Paievements à la facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> )	30 000 000		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 906 000		
	Paievements à la facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> )	2 100 000		
	Achat de la monnaie canadienne ( <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> )	34 000 000		22 000 000
	(L) Paievements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ( <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> )	33 000 000		
	(L) Émission d'un prêt à la facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> )	200 000 000		
	<i>Programme du service de la dette publique</i>			
	Frais d'intérêt et autres coûts ( <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> )	49 500 000 000		(2 500 000 000)
	<i>Programme des paievements de transfert fiscal</i>			
	Subventions législatives (lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	38 000 000		
	Péréquation fiscale ( <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i> —Partie I)	8 870 000 000		(347 000 000)
	Stabilisation fiscale ( <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i> —Partie II)			312 000 000
	Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique ( <i>Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique</i> )	263 000 000		(166 000 000)
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ( <i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	(435 000 000)		13 000 000
	<i>Programme spécial</i>			
	Paievements afin de respecter des engagements qui ont été pris par le Canada en vertu de la <i>Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Eldorado Nucléaire Limitée</i>			154 687 500
	Ajustement des Comptes du Canada pour refléter la vente des actions de Petro-Canada aux termes de la <i>Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada</i>			1 327 593 352
	<b>Vérificateur général</b>			
	Traitement du vérificateur général ( <i>Loi sur le vérificateur général</i> )	175 000		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 364 000		
	<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>			
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	788 000		

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
	<b>Bureau fédéral de développement régional (Québec<sup>2</sup>)</b>		
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	48 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 969 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>58 581 850 645</b>	<b>(1 183 719 148)</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>233 000 000</b>	<b>...</b>
<b>15</b>	<b>Gouverneur général</b>		
	Traitement du gouverneur général ( <i>Loi sur le gouverneur général</i> )	92 000	
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	254 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	682 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 028 000</b>	<b>...</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>16</b>	<b>Industrie</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme du développement de l'industrie et des sciences</i>		
	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	26 700 000	
	Paiements d'assurance en vertu du programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du programme de développement industriel et régional ( <i>Loi sur le développement industriel et régional</i> )	10 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 837 000	
	<i>Programme des services axés sur le marché</i>		
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	11 491 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 207 000	
	<b>Agence spatiale canadienne</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 974 000	
	<b>Tribunal de la concurrence</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 000	
	<b>Commission du droit d'auteur</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 000	
	<b>Conseil national de recherches du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 094 000	
	<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 158 000	
	<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	612 000	



	<b>Statistique Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 922 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>129 196 645</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>17</b>	<b>Justice</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 789 000	
	<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 354 000	
	<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et gratifications versées aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat ( <i>Loi sur les juges</i> )	204 427 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	279 000	
	<b>Cour fédérale du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 534 000	
	<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	628 000	
	<b>Cour suprême du Canada</b>		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et gratifications versées aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat ( <i>Loi sur les juges</i> )	3 397 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	814 000	
	<b>Cour canadienne de l'impôt</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	720 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>230 990 645</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>18</b>	<b>Parlement</b>		
	<b>Sénat</b>		
	Dignitaires du Sénat et sénateurs —Traitements, allocations et autres paiements versés au Président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions de l'État au Compte d'allocations de retraite des parlementaires, au Compte de prestations de retraite supplémentaires et au Compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	13 223 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 300 000	
	<b>Chambre des communes</b>		
	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> , et contributions au Compte d'allocations de retraite des parlementaires et au Compte de convention de retraite des parlementaires	54 466 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 817 000	
	<b>Bibliothèque du Parlement</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 518 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>85 324 000</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
<b>19</b>	<b>Patrimoine canadien</b>		
	<b>Ministère (Communications)</b>		
	<i>Programme des services de gestion ministériels</i>		
	Ministre du Patrimoine canadien —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 863 000	
	<i>Programme de l'identité canadienne</i>		
	Traitements des lieutenants-gouverneurs ( <i>Loi sur les traitements</i> )	930 000	
	Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	315 000	
	Prestations de retraite supplémentaires —Lieutenants-gouverneurs précédents	121 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 698 000	
	<i>Programme Parcs Canada</i>		
	Fonds renouvelable des Unités d'entreprise de Parcs Canada ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	2 861 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 237 000	
	<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 068 000	
	<b>Archives nationales du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 026 000	
	<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	250 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	139 000	
	<b>Office national du film</b>		
	Fonds renouvelable de l'Office national du film ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	375 000	
	<b>Bibliothèque nationale</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 464 000	
	<b>Commission de la fonction publique</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 841 000	
	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	771 000	
	<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	586 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>57 593 645</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>20</b>	<b>Pêches et Océans</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre des Pêches et Océans —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i>	200 000	

	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 922 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>37 170 645</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>21</b>	<b>Ressources naturelles</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme de l'énergie, des mines et des ressources</i>		
	Ministre des Ressources naturelles —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 255 000	
	Paiements à Pipeline Interprovincial Incorporée à l'égard des déficits subis relativement au prolongement jusqu'à Montréal (crédit 5d, <i>Loi n° 1 de 1975 portant affectation de crédits</i> )	26 000 000	(20 000 000)
	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse ( <i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i> )	5 400 000	2 100 000
	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve ( <i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada —Terre-Neuve</i> )	8 250 000	(1 750 000)
	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers ( <i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada —Terre-Neuve</i> )	1 950 000	
	Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers ( <i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada —Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extra-côtiers</i> )	722 000	
	Paiements au compte des recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse	4 950 000	
	Fonds renouvelable de Géomatique Canada ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	402 000	
	Paiement au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures		24 000 000
	<i>Programme des forêts</i>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 010 000	
	<b>Commission de contrôle de l'énergie atomique</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 248 000	
	<b>Office national de l'énergie</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 546 000	
	<b>Administration du pipe-line du Nord<sup>(3)</sup></b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>86 796 645</b>	<b>4 350 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>22</b>	<b>Revenu national</b>		
	Ministre du Revenu national —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	199 596 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>199 644 645</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>23</b>	<b>Santé</b>		
	<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>		
	<i>Programme de santé</i>		
	Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Paiements aux provinces et aux territoires à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé, aux termes de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	6 891 000 000	313 000 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 943 000	
	<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 000	

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Fin

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
	<b>Conseil de recherches médicales</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	485 000	
	<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	259 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>6 931 848 645</b>	<b>313 000 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 757 000	
	<b>Service correctionnel</b>		
	Pensions et autres avantages sociaux des employés ( <i>Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada</i> , paragraphe 27(1))	201 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 392 000	
	Fonds renouvelable CORCAN ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	3 900 000	
	<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 391 000	
	<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 000	
	<b>Gendarmerie royale du Canada</b>		
	Pensions et autres prestations des employés —Membres de la Gendarmerie royale du Canada	213 234 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 971 000	
	<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 000	
	<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	229 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>299 287 645</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>25</b>	<b>Transports</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre des Transports —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Abolition des péages sur le pont Victoria (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> )	6 664 000	
	Ajustement aux Comptes du Canada conformément à la <i>Loi sur la commercialisation du CN</i>		1 100 927 774

	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	124 765 000	
	(L) Paiement aux termes d'une entente prise conformément à l'article 12 de la <i>Loi sur la commercialisation du CN</i>		900 000 000
	<b>Tribunal de l'aviation civile</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 000	
	<b>Administrateur de l'Office du transport du grain<sup>(4)</sup></b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	193 000	
	<b>Office national des transports</b>		
	Paiements aux compagnies de chemins de fer en vertu de la <i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i>	559 300 000	(349 300 000)
	Paiements aux compagnies de chemins de fer et de transport en vertu de la <i>Loi sur les chemins de fer</i>	7 472 000	
	Paiements aux compagnies de chemins de fer en vertu de la <i>Loi de 1987 sur les transports nationaux</i>	13 055 000	
	Paiements aux compagnies de chemins de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la <i>Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique</i>	90 433 000	(55 950 000)
	Paiements aux compagnies de chemins de fer en vertu de la <i>Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes</i>	9 100 000	(6 870 000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 873 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>813 965 645</b>	<b>688 807 774</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>900 000 000</b>
<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>		
	<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>		
	<i>Programme des services</i>		
	Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(2 125 000)	24 504 000
	<i>Programme des biens immobiliers</i>		
	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices ( <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i> )	426 257 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 416 000	
	<i>Programme des approvisionnements et services</i>		
	Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	37 507 000	
	Fonds renouvelable des services optionnels ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	67 000	12 700 000
	Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(1 004 000)	3 999 000
	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(2 196 000)	1 709 000
	Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(1 788 000)	3 169 000
	<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b>		
	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	(142 300 000)	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>458 182 645</b>	<b>46 081 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>(142 300 000)</b>	<b>...</b>
	<b>Total du gouvernement—Budgétaire</b>	<b>101 367 502 465</b>	<b>1 973 191 495</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>416 150 000</b>	<b>898 166 725</b>

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Le détail des autorisations législatives non présenté dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

(2) Au cours de l'exercice, le Bureau fédéral de développement régional (Québec) a été transféré du portefeuille ministériel des Finances au portefeuille ministériel de l'Industrie.

(3) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipeline du Nord a été transférée du portefeuille ministériel des Ressources naturelles au portefeuille ministériel des Affaires étrangères et du Commerce international.

(4) Au cours de l'exercice, l'Administrateur de l'Office du transport du grain a été transféré au ministère des Transports.

## APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs <sup>(1)</sup>

L'appendice 3 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
2		<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>	
		<b>Ministère</b>	
(S)		Fonds renouvelable du Bureau des passeports — <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobiliations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 000 000 \$ en aucun temps	26 500 389
L11		<i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> Pour porter de 14 500 000 \$ à 22 500 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	10 058 512
L12		<i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> Pour porter de 30 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	38 059 673
		<b>Agence canadienne de développement international</b>	
(S)		(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque de développement des Caraïbes Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	68 563 397
(S)		(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque africaine de développement Autorisation de souscrire pour 44 100 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	707 347 658
(S)		(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque asiatique de développement Autorisation de souscrire pour 81 433 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement (Brut)	1 211 431 528
(S)		<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque interaméricaine de développement (L) Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	5 409 599 186
(S)		(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11 Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 1 500 000 000 \$ (Brut) Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	648 800 000
		Autorité selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 13 000 000 000 \$ (Net)	9 665 985 086
			9 953 535 014

(Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la *Loi sur l'expansion des exportations*, l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport).

<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>26 500 389</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>27 713 380 054</b>

<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des affaires indiennes et inuit</i>		
(S)	<i>Loi de crédits n° 4 de 1987-1988 (crédit 5c)</i>		
	Paiement du Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de 60 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1994-1995 au montant de 26 948 960 \$		33 051 040
L15	<i>Loi des subsides n° 9 de 1966</i>		
	Pour autoriser, au cours du présent exercice financier et des exercices subséquents, des prêts afin d'aider financièrement les Indiens et les Esquimaux à construire des maisons ailleurs que dans les réserves indiennes en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens, établi par le crédit L51a de la <i>Loi des subsides n° 9 de 1966</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L15 de la <i>Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 20 000 000 \$ (Net)		19 683 864
L20	<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i>		
	Prêts consentis, au cours du présent exercice financier et des exercices subséquents, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir les prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 7d de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> , ne doit pas dépasser 53 442 443 \$ (Net)		46 560 368
	<i>Programme des affaires du Nord</i>		
35	<i>Loi des subsides n° 9 de 1966 (crédit 7a du Nord canadien et des ressources nationales)</i>		
	Pour autoriser, au cours du présent exercice financier et des exercices financiers subséquents selon les conditions et modalités prescrites par le gouverneur en conseil, des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord à des particuliers et à des sociétés afin d'aider à l'expansion des ressources minières et de l'économie dans le Nord canadien et autorisation de prendre, pour les subventions d'aide à l'expansion dans l'exercice courant et les exercices subséquents, des engagements ne dépassant pas en tout 9 000 000 \$. Le crédit 30b des Affaires indiennes et du Nord canadien de la <i>Loi n° 7 de 1967 portant affectation de crédits</i> porte à 18 000 000 \$ le montant des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord. Le crédit 30c de la <i>Loi n° 1 de 1968 portant affectation de crédits</i> ramène le total des engagements autorisés à un montant ne dépassant pas au total la somme de 18 000 000 \$		336 764
L40	<i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i>		
	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices subséquents, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> . Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut)		320 000
L55	<i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i>		
	Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 2 de 1978-1979 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 7 072 000 \$ (Net)		6 151 973

## APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
	L81a	<p><i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i></p> <p>Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices subséquents, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon;</p> <p>a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et</p> <p>b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net)</p>	5 000 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>33 387 804</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>77 716 205</b>
5		<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>	
		<b>Ministère</b>	
	15	<p><i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> (crédit 17b)</p> <p>Pour étendre la portée du crédit 15 (Agriculture) de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i>, afin d'inclure l'autorisation de contracter des engagements et de faire des paiements aux fermiers relativement aux jachères, y compris les paiements aux membres du Sénat et de la Chambre des communes, dans les régions désignées, telles qu'elles sont définies par la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i>, au cours de l'exercice financier 1971-1972 et des exercices subséquents, sur la réserve établie</p>	20 893 095
	(S)	<p><i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>, article 28</p> <p>Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la Loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1993-1994 au montant de 400 000 \$</p>	600 000
	(S)	<p>Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel —<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>, article 2</p> <p>Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps</p>	3 873 207
		<b>Commission canadienne du lait</b>	
	(S)	<p>(L) <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i>, article 16</p> <p>À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous les actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i>, ne doit pas dépasser 300 000 000 \$ (Net)</p>	268 260 000
		<b>Société du crédit agricole</b>	
	(S)	<p>(L) <i>Loi sur la Société du crédit agricole</i></p> <p>Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 1 125 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Brut)</p>	6 667 000



Article 12. La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement qui lui ont été consentis ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)

9 911 973 514

**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**  
**Non budgétaire**

**25 366 302**  
**10 186 900 514**

<b>6</b>	<b>Anciens combattants</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des anciens combattants</i>		
(S)	(L) <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net)	588 219 295
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		...
	<b>Non budgétaire</b>		<b>588 219 295</b>
<b>7</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>		
	<b>Ministère</b>		
(S)	(L) <i>Loi sur l'immigration</i> , article 119	Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 ne pourra à aucun moment dépasser 110 000 000 \$ (Net)	59 276 094
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		...
	<b>Non budgétaire</b>		<b>59 276 094</b>
<b>9</b>	<b>Conseil privé</b>		
	<b>Centre canadien de gestion</b>		
(S)	Fonds renouvelable RADIANT— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i>	Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 10 000 000 \$ en aucun temps	8 612 640
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>8 612 640</b>
	<b>Non budgétaire</b>		...
<b>10</b>	<b>Défense nationale</b>		
	<b>Ministère</b>		
L11c	<i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , établi par le crédit L20b	Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices subséquents, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, <i>Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits</i> , et le crédit L11c de 1991 ne devant pas dépasser 100 000 000 \$ (Net)	62 369 828

## APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
	L15	<i>Loi spéciale des subsides, 1963</i> Prêts effectués lors de l'exercice financier en cours et des exercices subséquents à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est 37 000 000 \$ (Brut)	13 086 217
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	...
		<b>Non budgétaire</b>	<b>75 456 045</b>
<b>14</b>		<b>Finances</b>	
		<b>Ministère</b>	
		<i>Programme des politiques financières et économiques</i>	
	(S)	<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2) Paiements à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international. Limite de 225 000 000 DTS	420 101 051
	(S)	(L) <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> , article 6 Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables en faveur de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Limite 60 000 000 \$ US (Brut)	16 790 400
	(S)	(L) <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> , article 6 Paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Limite 60 000 000 \$ US (Brut)	16 790 400
	(S)	(L) <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(1) Émission de prêts à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international. Limite de 500 000 000 DTS	763 211 301
	(S)	(L) <i>Loi sur Petro-Canada Limitée</i> , telle que modifiée. Article 22. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à consentir à la Corporation des avances a) sous forme d'emprunts aux conditions que le gouverneur en conseil peut déterminer, ou, b) sous forme d'achats d'actions privilégiées. Le montant non remboursé au titre des emprunts ou des actions privilégiées ne doit jamais dépasser la somme de 1 000 000 000 \$ (Net) Article 5. Le ministre souscrit les actions ordinaires de la Corporation. Le montant de chaque souscription est payé sur le Trésor aux dates qu'approuve le ministre des Finances à la demande de la Corporation, le montant global versé au titre de la souscription ne doit pas dépasser 4 900 000 000 \$ (Brut)	27 228 147 3 830 500 000
		<i>Programme spécial</i>	
	(S)	<i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i> , article 16 Indemnité aux déposants de la Banque commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente Loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins	71 151 936
	(S)	(L) <i>Loi sur l'aide financière à la Banque commerciale du Canada</i> , article 3 Sont affectés à l'explication de l'article 2 (aide financière à la Banque commerciale du Canada), des crédits de soixante-quinze millions de dollars à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins (Brut)	2 000 000
		<b>Société d'assurance-dépôts du Canada</b>	
	(S)	(L) <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , article 42 Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Trésor, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder 6 000 000 000 \$ (Net)	3 840 000 001

	<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>	
(S)	<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> , articles 16 et 17 Le ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et recettes reçues et autorisées de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor	75 548 947
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>566 801 934</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>8 496 520 249</b>
<b>16</b>	<b>Industrie</b>	
	<b>Ministère</b>	
	<i>Programme du développement de l'industrie et des sciences</i>	
L97b	<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net)	1 949 999
	<i>Programme des services axés sur le marché</i>	
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada — <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 25 000 000 \$ en aucun temps	33 023 003
	<b>Banque de développement du Canada<sup>(2)</sup></b>	
(S)	(L) <i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i> Prêts consentis à la Banque de développement du Canada provenant du Trésor en vertu de l'article 30. L'article 31 réduit la somme des montants suivants : a) le passif réel de la Corporation, y compris les titres de créances émis par la Corporation; et b) le passif éventuel de la Corporation constitué par les garanties qu'elle consent et les contrats de souscription à forfait qu'elle conclut, qui ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (ou jusqu'à 15 avec l'approbation du gouverneur en conseil) et ne peut jamais dépasser 3,2 milliards de dollars (Net)	853 677 000
	<b>Société de développement du Cap-Breton<sup>(3)</sup></b>	
L40a	<i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19(3) Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Trésor, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, ne doit pas excéder 50 000 000 \$ (Net)	45 000 000
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>33 023 003</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>900 626 999</b>
<b>19</b>	<b>Patrimoine canadien</b>	
	<b>Ministère (Communications)</b>	
	<i>Programme Parcs Canada</i>	
(S)	Fonds renouvelable —Unités d'entreprise de Parcs Canada — <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 6 000 000 \$ en aucun temps	5 801 750
	<b>Office national du film</b>	
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film — <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 25 000 000 \$ en aucun temps. Augmentation de l'autorisation en vertu du crédit 121d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>	1 336 625

## APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
		<b>Commission de la fonction publique</b>	
	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel — <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 7 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 500 000 \$ en aucun temps	6 020 778
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>13 159 153</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...
<b>20</b>		<b>Pêches et Océans</b>	
		<b>Ministère</b>	
	L38b	<i>Loi des subsides n° 5 de 1955</i> <i>Loi des subsides n° 5 de 1955</i> crédit 540, telle que modifiée par le crédit 527 de la <i>Loi des subsides n° 6 de 1956</i> et par le crédit L38b de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> , prévoit la création d'un ou de plusieurs comptes spéciaux en remplacement des comptes établis en vertu du crédit 536 de la <i>Loi des subsides n° 4 de 1954</i> aux fins d'un programme qui sera connu sous le nom de Régime d'assurance des bateaux de pêche et qui sera administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'aider les pêcheurs à faire face à des pertes anormales d'immobilisations et d'autoriser le paiement d'indemnités. Les comptes seront crédités de toutes les sommes encaissées sous forme de primes ou de recouvrements ainsi que des avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant jamais dépasser 150 000 \$; ces crédits autorisent en outre le paiement des remboursements de primes et le règlement des réclamations de dommages-intérêts lors de collision en mer, lorsque la collision met en cause un bâtiment assuré en vertu du Régime d'assurance des bateaux de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 du ministère des Pêches et Océans. Les programmes concernant le fonds d'indemnités relatif aux casiers à homard et les appareils fixes et installations portuaires ont été annulés à la fin de l'année 1968-1969 (Net)	150 000
	L30b	<b>Office de commercialisation du poisson d'eau douce</b> L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> , 1968-1969, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créant l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente Loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office. Le crédit L30b, <i>Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits</i> . L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne doit pas dépasser 30 000 000 \$ (Net)	27 200 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	...
		<b>Non budgétaire</b>	<b>27 350 000</b>

21	<b>Ressources naturelles</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme de l'énergie, des mines et des ressources</i>		
(S)	<i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i> , paragraphe 237(1) Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse — Paiements aux fins de la Loi. Autorisation maximale de 50 000 000 \$ à chacun des exercices 1984-1985 à 1987-1988 inclusivement moins le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices subséquents. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder 200 000 000 \$		19 317 520
(S)	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve</i> , paragraphe 233(1) Fonds de développement Canada/Terre-Neuve — Pour tout paiement prélevé sur le Trésor, le montant total d'au plus 225 000 000 \$		33 931 791
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada — <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 8 000 000 \$ en aucun temps		6 652 640
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>59 901 951</b>
	<b>Non budgétaire</b>		...
24	<b>Solliciteur général</b>		
	<b>Service correctionnel</b>		
(S)	Fonds renouvelable CORCAN — <i>Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992</i> (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 45 000 000 \$ en aucun temps		16 881 058
L14b	<i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> (Net)		25 474
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>16 881 058</b>
	<b>Non budgétaire</b>		<b>25 474</b>
25	<b>Transports</b>		
	<b>Ministère</b>		
(S)	(L) <i>Loi sur la Société canadienne des ports</i> , article 52, partie I et article 26, partie II, annexe I À la demande du ministre, le ministre des Finances peut consentir, sur le Trésor, un prêt à la Société ou à une société de port locale si celle-ci a besoin de fonds de roulement. Le montant global des prêts en cours selon les articles 52 et 26 ne doit, en aucun moment, dépasser 10 000 000 \$ (Net)		10 000 000
(S)	(L) <i>Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent</i> , article 28 Le ministre des Finances, à la demande du ministre et avec l'approbation du gouverneur en conseil, peut, de temps à autre, consentir à l'Administration, sur les deniers au Trésor, des prêts temporaires. Le montant global de ces prêts en cours ne doit, en aucun moment, dépasser 10 000 000 \$ (Net)		10 000 000
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		...
	<b>Non budgétaire</b>		<b>20 000 000</b>

## APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs <sup>(1)</sup>—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
26		<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>	
		<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>	
		<i>Programme des services</i>	
(S)		Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier — <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le total ne peut excéder 450 000 000 \$ en aucun temps	432 311 709
		<i>Programme des approvisionnements et services</i>	
(S)		Fonds renouvelable des services optionnels — <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 200 000 000 \$ en aucun temps tel que modifié par le crédit 21d de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>	156 047 714
(S)		Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada — <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 100 000 000 \$ en aucun temps	71 586 129
(S)		Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada — <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 30 000 000 \$ en aucun temps	8 180 947
(S)		Fonds renouvelable des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique — <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 3 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne peut excéder 64 000 000 \$ en aucun temps	67 297 487
(S)		Fonds renouvelable de la production de défense — <i>Loi sur la production de défense</i> , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du compte de prêts de la production de défense	98 275 993
L15b		<i>Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991</i> Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> : a) remplacer les mots «des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables» suivant immédiatement «ministères et organismes» par les mots suivants : «des caisses d'avances fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables»; et b) accroître de 17 000 000 \$ à 22 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe lequel moment aux fins du présent crédit (Net)	7 196 694
(S)		(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis de 1993</i> , article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	48 616 368
		<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b>	
(S)		(L) <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> L'article 21 autorise des avances du Trésor à la Société telles que prescrites par les autorités contenues dans la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> L'article 24 réduit le montant des prêts ou des garanties donnés par la Société à ces autorités en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> .	
		<i>Loi nationale sur l'habitation</i> Article 19. Autorisation d'un compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et d'hypothèques, aucune avance ne devant dépasser 100 000 000 \$ moins le solde du Fonds (Net) Paragraphe 26(3) réduit le montant total des avances, remboursements et paiements pour le réaménagement urbain, provincial et	100 000 000

municipal à 351 000 000 \$ (Brut)	286 000 000
Paragraphe 27.6(2) réduit le montant total des avances pour fins de programme d'amélioration des quartiers à 302 000 000 \$ (Brut)	249 500 000
Paragraphe 34 a). Avances pour prêts directs en vertu du paragraphe 8.2(1) et des parties II, IV-2, VI et VI-1 et de l'article 59, le montant total ne devant dépasser 14 500 000 000 \$ (Brut)	1 641 106 790
Paragraphe 42(4). Avances, en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix, ne devant dépasser 40 000 000 \$ (Brut)	38 500 000
Paragraphe 53(3) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable à 1 674 600 000 \$ (Brut)	354 200 000
Paragraphe 56(2) réduit le montant total des avances pour la remise en état des immeubles résidentiels existants à 500 000 000 \$ (Brut)	157 100 000
Paragraphe 77(2) réduit le montant total des avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement urbain à 75 000 000 \$ (Brut)	59 000 000
Paragraphe 79(6) réduit le montant total des avances et remboursements pour projets de logement public conjoints à 3 000 000 000 \$ (Brut)	344 925 663
Paragraphe 84(7) réduit le montant total des avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérales-provinciales à 100 000 000 \$ (Brut)	100 000 000
Paragraphe 89(2) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de prêts pour des projets d'habitation d'étudiants à 550 000 000 \$ (Brut)	111 000 000
Paragraphe 92(8) réduit le montant total des avances et des remboursements pour les projets d'habitation des Autochtones et pour les projets ruraux unilatéraux dans une région désignée à 400 000 000 \$ (Brut)	8 936 135
Paragraphe 92(8) réduit le montant total des avances et des remboursements pour les projets d'habitation des Autochtones et pour les projets ruraux unilatéraux n'étant pas dans une région désignée à 60 000 000 \$ (Brut)	60 000 000
Total des autorisations brutes des paragraphes 26(3) à 92(8) est de 21 552 600 000 \$.	

**Société canadienne des postes**

(S) (L) <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30	
Sur demande de la Société approuvée par le ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net)	420 000 000

**Corporation commerciale canadienne<sup>(4)</sup>**

(S) (L) <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11	
Le ministre des Finances doit, à la requête du ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000

**Monnaie royale canadienne**

(S) (L) <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> , paragraphe 17(1)	
Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources à des emprunts d'un montant global maximal de 50 000 000 \$ ou du montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)	47 152 439

**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire  
Non budgétaire**

**833 699 979  
4 043 234 089**

**Total du gouvernement—Budgétaire  
Non budgétaire**

**1 617 334 213  
52 188 705 018**

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne sont exclues de cet appendice. Se référer à l'appendice 5 pour le détail.

(2) Antérieurement Banque fédérale de développement.

(3) Au cours de l'exercice, la Société de développement du Cap-Breton a été transférée du portefeuille ministériel d'Industrie au portefeuille ministériel des Ressources naturelles.

(4) Au cours de l'exercice, la Corporation commerciale canadienne a été transférée du portefeuille ministériel des Travaux publics et Services gouvernementaux au portefeuille ministériel des Affaires étrangères et Commerce international.

## APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice <sup>(1)</sup>

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes lesquelles ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant <sup>(2)</sup>
			\$
<b>2</b>		<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>	
		<b>Ministère</b>	
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau des passeports Diminution de l'autorisation suite à la radiation d'une portion du surplus accumulé	(5 750 000)
		<b>Agence canadienne de développement international</b>	
	(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> Autorisation de souscrire pour 90 692 actions remboursables sur demande supplémentaires de la Banque asiatique de développement 1 094 062 942 \$ US	1 486 940 944 <sup>(3)</sup>
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>(5 750 000)</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>1 486 940 944</b>
<b>3</b>		<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>	
		<b>Ministère</b>	
		<i>Programme des affaires indiennes et inuit</i>	
	L20	Le montant des prêts et des garantis imputables en tout temps en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens a été diminué de 53 442 443 \$ à 50 598 234 \$	(2 844 209)
		<i>Programme des affaires du Nord</i>	
	40	L'autorisation d'effectuer des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord qui était non utilisée au début de l'exercice a été annulée au cours de l'exercice	(336 764)
	L55	Le montant de la réserve imputable pour les prêts aux Inuits relatif à la Caisse de prêts aux Inuits a été diminué de 7 072 000 \$ à 6 633 697 \$	(438 303)
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>(336 764)</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>(3 282 512)</b>
<b>5</b>		<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>	
		<b>Ministère</b>	
	(S)	Crédit 6d d'Agriculture et Agroalimentaire de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> —Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains La somme des dépenses qui peuvent être effectuées en sus des recettes perçues a été établie à 12 000 000 \$	12 000 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>12 000 000</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>



<b>14</b>	<b>Finances</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des politiques financières et économiques</i>		
(S)	(L) <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i>		
	La somme des billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables qui peuvent être émis ne doit pas dépasser 60 000 000 \$ US. L'autorisation non utilisée de 12 000 000 \$ US au début de l'exercice a été entièrement utilisée au cours de l'exercice		(4)
(S)	(L) <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i>		
	La somme des paiements qui peuvent être effectués ne doit pas dépasser 60 000 000 \$ US. L'autorisation non utilisée de 12 000 000 \$ US au début de l'exercice a été entièrement utilisée au cours de l'exercice		(4)
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		...
	<b>Non budgétaire</b>		...
<b>16</b>	<b>Industrie</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des services axés sur le marché</i>		
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada		
	Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)		1 500 000
	<b>Conseil national de recherches du Canada</b>		
(S)	Dépenses des recettes en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>		45 179 530
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>46 679 530</b>
	<b>Non budgétaire</b>		...
<b>19</b>	<b>Patrimoine canadien</b>		
	<b>Ministère (Communications)</b>		
	<i>Programme Parcs Canada</i>		
(S)	Crédit 26b de Patrimoine canadien de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> —Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada		
	La somme des dépenses qui peuvent être effectuées en sus des recettes perçues a été augmentée de 6 000 000 \$ à 8 000 000 \$		2 000 000
	<b>Office national du film</b>		
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film		
	Augmentation de l'autorisation suite à la diminution de la valeur nette comptable des immobilisations		1 087 754
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>3 087 754</b>
	<b>Non budgétaire</b>		...
	<b>Solliciteur général</b>		
	<b>Service correctionnel</b>		
(S)	Fonds renouvelable CORCAN		
	Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)		394 206
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>394 206</b>
	<b>Non budgétaire</b>		...
<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>		
	<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>		
	<i>Programme des biens immobiliers</i>		
(S)	Fonds renouvelable de l'aliénation des biens immobiliers		
	La somme des dépenses qui peuvent être effectuées en sus des recettes perçues a été établie à 5 000 000 \$ en vertu du crédit 2b (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>		5 000 000

## APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice <sup>(1)</sup>—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant <sup>(2)</sup>
			\$
		<i>Programme des approvisionnements et services</i>	
(S)		Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada	
		Augmentation de l'autorisation suite à la radiation d'éléments extraordinaires due à la restructuration au montant de 37 045 443 \$ en vertu du crédit 23b (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> ; et un virement de 935 714 \$ du crédit 5 (Conseil du Trésor)	37 981 157
(S)		Fonds renouvelable des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	
		Diminution de l'autorisation suite aux immobilisations assumées par le Fonds	(2 617 972)
(S)		Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	
		La somme des dépenses qui peuvent être effectuées en sus des recettes perçues a été établie à 75 000 000 \$ en vertu du crédit 23d (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>	
		Les modifications suivantes ont également été effectuées :	
		une diminution de l'autorisation de 2 066 000 \$ suite aux immobilisations assumées par le Fonds; et	
		une augmentation de l'autorisation de 13 606 000 \$ suite à l'autorisation de radier les pertes de fonctionnement durant une période de transition de trois ans en vertu du crédit 22b (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>	86 540 000
		<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b>	
(S)		(L) Annulation de diverses autorisations permanentes non utilisées au début de l'exercice liées aux prêts ou garantis effectués par la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> et de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	(3 510 268 588)
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>126 903 185</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>(3 510 268 588)</b>
		<b>Total du gouvernement—Budgétaire</b>	<b>182 977 911</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>(2 026 610 156)</b>

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne sont exclues de cet appendice. Se référer à l'appendice 5 pour le détail.<sup>(2)</sup> Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.<sup>(3)</sup> Convertis en \$ CAN à la fin de l'exercice.<sup>(4)</sup> Un montant de 515 932 \$ a été annulé au cours de l'exercice.

## APPENDICE 5

### Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat et la Bibliothèque du Parlement) sont autorisés d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de la Couronne. Les produits reçus dans un exercice qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur pour emploi dans cet exercice seulement. Le montant reporté est toutefois sujet à une limite maximale.

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>						
	Ministère	795 200	2 335 486	3 130 686	2 325 686	9 800	795 200
	Agence canadienne de développement international	7 394	18 085	25 479	...	7 394	18 085
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>802 594</b>	<b>2 353 571</b>	<b>3 156 165</b>	<b>2 325 686</b>	<b>17 194</b>	<b>813 285</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>	<b>81 730</b>	<b>125 589</b>	<b>207 319</b>	<b>160 443</b>	<b>...</b>	<b>46 876</b>
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>	<b>11 908</b>	<b>11 889</b>	<b>23 797</b>	<b>7 151</b>	<b>4 757</b>	<b>11 889</b>
<b>5</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>	<b>42 249</b>	<b>4 719 116</b>	<b>4 761 365</b>	<b>4 693 898</b>	<b>...</b>	<b>67 467</b>
<b>6</b>	<b>Anciens combattants</b>	<b>24 441</b>	<b>114 893</b>	<b>139 334</b>	<b>135 728</b>	<b>...</b>	<b>3 606</b>
<b>7</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>						
	Ministère	49 540	31 951	81 491	49 633	...	31 858
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10 318	11 408	21 726	...	10 318	11 408
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>59 858</b>	<b>43 359</b>	<b>103 217</b>	<b>49 633</b>	<b>10 318</b>	<b>43 266</b>
<b>8</b>	<b>Conseil du Trésor</b>	<b>4 677</b>	<b>...</b>	<b>4 677</b>	<b>...</b>	<b>4 677</b>	<b>...</b>
<b>9</b>	<b>Conseil privé</b>						
	Ministère	4 224	19 052	23 276	5 008	...	18 268
	Centre canadien de gestion	39	1 069	1 108	...	39	1 069
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	240	240	240	...	...
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	7 705	5 297	13 002	7 995	...	5 007
	Directeur général des élections	4 482	5 568	10 050	9 982	...	68

## APPENDICE 5

## Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne —Suite

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
	Commissaire aux langues officielles	146	8 235	8 381	8 235	146	...
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	51	51	51	...	...
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	360	9 076	9 436	...	360	9 076
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>16 956</b>	<b>48 588</b>	<b>65 544</b>	<b>31 511</b>	<b>545</b>	<b>33 488</b>
<b>10</b>	<b>Défense nationale</b>						
	Ministère	3 504 785	16 213 843	19 718 628	19 300 020	...	418 608
	Protection civile Canada	107	3 688	3 795	3 662	...	133
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 504 892</b>	<b>16 217 531</b>	<b>19 722 423</b>	<b>19 303 682</b>	<b>...</b>	<b>418 741</b>
<b>11</b>	<b>Développement des ressources humaines</b>						
	Ministère (Emploi et Immigration)	177 303	411 880	589 183	318 241	342	270 600
	Conseil canadien des relations du travail	103	456	559	395	...	164
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	24	949	973	973	...	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>177 430</b>	<b>413 285</b>	<b>590 715</b>	<b>319 609</b>	<b>342</b>	<b>270 764</b>
<b>12</b>	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>	<b>428</b>	<b>6 621</b>	<b>7 049</b>	<b>6 732</b>	<b>...</b>	<b>317</b>
<b>13</b>	<b>Environnement</b>	<b>122 217</b>	<b>309 510</b>	<b>431 727</b>	<b>316 555</b>	<b>...</b>	<b>115 172</b>
<b>14</b>	<b>Finances</b>						
	Ministère	25 000	14 906	39 906	816	24 184	14 906
	Vérificateur général	1 886	3 668	5 554	5 554	...	...
	Bureau fédéral de développement régional (Québec) <sup>(1)</sup>						
	Bureau du surintendant des institutions financières	129	...	129	129	...	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>27 015</b>	<b>18 574</b>	<b>45 589</b>	<b>6 499</b>	<b>24 184</b>	<b>14 906</b>
<b>15</b>	<b>Gouverneur général</b>	<b>217</b>	<b>309</b>	<b>526</b>	<b>179</b>	<b>38</b>	<b>309</b>
<b>16</b>	<b>Industrie</b>						
	Ministère	238 081	412 771	650 852	415 371	...	235 481
	Agence spatiale canadienne	10 657	7 662	18 319	...	10 657	7 662
	Bureau fédéral de développement régional (Québec)	3 120 <sup>(1)</sup>	14 365	17 485	...	3 120	14 365
	Conseil national de recherches du Canada	25 000	324 487	349 487	316 708	7 779	25 000
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 948	1 241	3 189	1 192	756	1 241

	Conseil de recherches en sciences humaines	...	655	655	610	...	45
	Statistique Canada	19 873	24 184	44 057	25 143	...	18 914
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>298 679</b>	<b>785 365</b>	<b>1 084 044</b>	<b>759 024</b>	<b>22 312</b>	<b>302 708</b>
<b>17</b>	<b>Justice</b>						
	Ministère	23 637	17 617	41 254	8 480	15 157	17 617
	Commission canadienne des droits de la personne	1 102	8 226	9 328	7 145	...	2 183
	Cour fédérale du Canada	5 443	6 026	11 469	5 443	...	6 026
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	447	643	1 090	441	6	643
	Cour suprême du Canada	...	10 957	10 957	10 957	...	...
	Cour canadienne de l'impôt	533	1 717	2 250	1 428	...	822
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>31 162</b>	<b>45 186</b>	<b>76 348</b>	<b>33 894</b>	<b>15 163</b>	<b>27 291</b>
<b>19</b>	<b>Patrimoine canadien</b>						
	Ministère (Communications)	244 842	1 077 712	1 322 554	1 007 072	40 482	275 000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	228	2 687	2 915	...	228	2 687
	Archives nationales du Canada	1 735	229 869	231 604	230 255	...	1 349
	Commission des champs de bataille nationaux	153	1 821	1 974	1 821	...	153
	Bibliothèque nationale	343	5 123	5 466	...	343	5 123
	Commission de la fonction publique	9 492	16 590	26 082	16 589	...	9 493
	Condition féminine — Bureau de la coordonnatrice	109	12 754	12 863	12 520	...	343
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>256 902</b>	<b>1 346 556</b>	<b>1 603 458</b>	<b>1 268 257</b>	<b>41 053</b>	<b>294 148</b>
<b>20</b>	<b>Pêches et Océans</b>	<b>645 600</b>	<b>1 204 213</b>	<b>1 849 813</b>	<b>974 139</b>	<b>393</b>	<b>875 281</b>
<b>21</b>	<b>Ressources naturelles</b>						
	Ministère	143 819	416 395	560 214	290 519	60 695	209 000
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	4 456	18 199	22 655	...	4 456	18 199
	Office national de l'énergie	10 662	14 168	24 830	5 894	4 768	14 168
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>158 937</b>	<b>448 762</b>	<b>607 699</b>	<b>296 413</b>	<b>69 919</b>	<b>241 367</b>
<b>22</b>	<b>Revenu national</b>	<b>152 200</b>	<b>320 226</b>	<b>472 426</b>	<b>277 414</b>	<b>42 812</b>	<b>152 200</b>
<b>23</b>	<b>Santé</b>						
	Ministère (Santé nationale et Bien-être social)	53 712	568 824	622 536	578 088	...	44 448
	Conseil de recherches médicales	1 209	391	1 600	...	1 209	391
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	44	81	125	81	...	44
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>54 965</b>	<b>569 296</b>	<b>624 261</b>	<b>578 169</b>	<b>1 209</b>	<b>44 883</b>
<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>						
	Ministère	2 890	4 621	7 511	7 511	...	...
	Service canadien du renseignement de sécurité	21 113	120 083	141 196	97 103	19 093	25 000
	Service correctionnel	131 218	391 804	523 022	347 744	...	175 278
	Gendarmerie royale du Canada	2 754 400	5 407 046	8 161 446	5 796 045	...	2 365 401
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 909 621</b>	<b>5 923 554</b>	<b>8 833 175</b>	<b>6 248 403</b>	<b>19 093</b>	<b>2 565 679</b>

## APPENDICE 5

## Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne —Fin

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>25</b>	<b>Transports</b>						
	Ministère	2 108 197	2 615 915	4 724 112	2 600 000	16 112	2 108 000
	Office national des transports	207	14 290	14 497	...	207	14 290
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 108 404</b>	<b>2 630 205</b>	<b>4 738 609</b>	<b>2 600 000</b>	<b>16 319</b>	<b>2 122 290</b>
<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>	<b>745 123</b>	<b>1 557 235</b>	<b>2 302 358</b>	<b>1 429 638</b>	<b>...</b>	<b>872 720</b>
	<b>Total du gouvernement</b>	<b>12 238 205</b>	<b>39 213 433</b>	<b>51 451 638</b>	<b>41 822 657</b>	<b>290 328</b>	<b>9 338 653</b>

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, le Bureau fédéral de développement régional (Québec) a été transféré au portefeuille ministériel de l'Industrie. Le montant de 3 120 \$ qui est une autorisation disponible de l'exercice précédent est rapporté sous le portefeuille ministériel de l'Industrie.

# SECTION 2

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**1995-1996**

## **Affaires étrangères et Commerce international**

**Ministère**

**Corporation commerciale canadienne**

**Agence canadienne de développement  
international**

**Société pour l'expansion des  
exportations**

**Centre de recherches pour le  
développement international**

**Commission mixte internationale**

**Secrétariat de l'ALÉNA, section  
canadienne**

**Administration du pipe-line du Nord**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités ..	2.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	2.5
Programmes par activité .....	2.12
Paievements de transfert .....	2.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés....	2.23
Recettes .....	2.23

**Ministère****Objectif**

Mener à bien la politique étrangère du Canada et, plus précisément, promouvoir au plan international les objectifs nationaux de croissance économique, l'expansion du commerce, la paix et la sécurité, la souveraineté canadienne, et l'identité nationale et la justice sociale, et protéger les intérêts des Canadiens voyageant ou vivant à l'étranger.

**Description des activités***Politique étrangère, priorités et coordination*

Formulation et coordination des recommandations et des initiatives en matière de politique étrangère et prestation des services de protocole pour l'ensemble du gouvernement du Canada.

*Expansion du commerce international*

Maintien et expansion des débouchés pour les biens et services canadiens sur les marchés extérieurs; formulation, élaboration et coordination des politiques et initiatives de commercialisation à l'échelle internationale, stimulation des investissements et d'acquisition de technologie à l'étranger; la coordination à l'étranger du programme de promotion du tourisme.

*Politiques économiques et commerciales et aide au développement*

Gestion des relations économiques internationales, y compris la participation du Canada à l'Organisation de coopération et de développement économiques, à l'Organisation mondiale du commerce, au système économique et social de l'Organisation des Nations Unies et aux relations économiques avec les pays en voie de développement; politique

sur les investissements et la coopération industrielle; l'administration de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

*Affaires politiques et de sécurité internationale*

Élaboration, coordination et mise en oeuvre de la politique étrangère du Canada en ce qui concerne la sécurité internationale, le contrôle des armes et le désarmement, les Nations Unies, le Commonwealth, la francophonie, les droits de la personne et les autres secteurs connexes.

*Affaires juridiques et consulaires*

Gestion des aspects juridiques des relations extérieures du Canada; formulation de la politique et gestion du programme des affaires consulaires; la coordination de la participation des provinces aux relations internationales.

*Communications et culture*

Gestion des communications du ministère au Canada et à l'étranger concernant le commerce international et la politique étrangère; développement et coordination des relations et des activités culturelles internationales; la prestation des services liés aux activités de communications.

*Relations et activités bilatérales*

Gestion des relations bilatérales du Canada avec des pays et régions déterminés; gestion de l'ensemble complexe des questions et des intérêts en jeu en ce qui concerne les relations politiques, commerciales, la promotion du commerce, la coopération industrielle et les investissements; mise en oeuvre à l'étranger des programmes canadiens de développement industriel, d'aide au développement, d'affaires culturelles, d'affaires publiques et de tourisme; appui aux programmes des ministères et organismes représentés à l'étran-

ger; prestation de services consulaires dans les missions à l'étranger; analyse et évaluation des développements à l'étranger en fonction de leur incidence sur les intérêts canadiens; formulation de recommandations sur les politiques touchant les intérêts du Canada dans des pays déterminés ou groupes de pays; la gestion et fourniture des installations, systèmes d'information et du matériel nécessaires aux missions à l'étranger.

*Passeports*

Délivrance de titres de voyage et prestation d'instructions et de directives aux missions à ce sujet.

*Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration*

Prestation de services de soutien administratif au ministère à l'administration centrale et aux missions à l'étranger, notamment en ce qui concerne les finances, et les services administratifs; les services informatiques et la gestion de l'information documentaire; élaboration et mise en oeuvre de politiques et de programmes visant à répondre aux besoins en matière de personnel du ministère et de ses employés tant à l'administration centrale qu'à l'étranger; la planification et la gestion des ressources; la vérification et l'évaluation.

**Corporation commerciale canadienne****Objectif**

Offrir en matière de contrats d'exportation un service intergouvernemental qui réponde efficacement aux besoins des secteurs privé et public au Canada au moindre coût possible pour le contribuable canadien; et offrir aux clients gouvernementaux étrangers un service efficace en matière de gestion des contrats.



## **Agence canadienne de développement international**

### **Objectif**

Encourager les efforts des peuples des pays en développement en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement et accorder une assistance humanitaire pour favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

### **Description des activités**

#### *Programme de partenariat*

Le programme de partenariat englobe l'aide au développement que l'ACDI fournit par l'entremise de partenaires nationaux et internationaux et comprend le secteur bénévole (organisations et institutions non gouvernementales nationales et internationales), la coopération industrielle (entreprises privées, canadiennes et internationales), la coopération technique multilatérale, les institutions financières internationales et l'aide alimentaire multilatérale.

#### *Initiatives nationales*

Les initiatives nationales englobent l'aide au développement que l'ACDI fournit directement à des pays admissibles à l'aide canadienne et à des institutions régionales. Elle comprend également l'aide alimentaire bilatérale, l'assistance humanitaire internationale, l'information sur le développement et les bourses d'études.

#### *Services généraux*

Cette activité englobe les fonctions de conseils et de services suivantes :

- les services généraux de l'Agence, y compris le cabinet de la présidente et du vice-président des affaires centrales, les relations parlementaires, l'examen du rendement;
- les services de formulation des politiques;
- les services de la gestion centrale;
- les services au personnel et les services administratifs;
- les services d'information au public.

#### *Pays en transition*

L'activité Pays en transition englobe l'aide bilatérale et multilatérale (technique, humanitaire et autre) aux pays de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique. Elle encourage et appuie la transition vers l'économie de marché et la démocratisation, et facilite les liens commerciaux et les investissements entre le Canada et la région.

## **Société pour l'expansion des exportations**

### **Objectif**

Soutenir et développer le commerce d'exportation du Canada et la capacité du pays de s'engager dans ce commerce.

## **Centre de recherches pour le développement international**

### **Objectif**

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions, et dans la poursuite de ces objets :

- s'assurer les services de scientifiques et techniciens des sciences naturelles et sociales au Canada et à l'étranger;
- aider les régions en développement à se constituer le potentiel et les institutions de recherche de même que les capacités d'innovation dont elles ont besoin pour résoudre leurs problèmes;
- encourager la coordination de la recherche en développement international;
- promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en développement, à leur avantage réciproque.

## **Commission mixte internationale**

### **Objectif**

Mise en application des responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite de traités et d'ententes internationales; à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends liés à la frontière

commune, et formuler les recommandations appropriées. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptible de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

#### Description des activités

##### *Opération et administration du bureau de la section canadienne*

Commissaires et personnel; dépenses connexes de fonctionnement; par des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu des demandes d'approbation et des renvois soumis aux termes du Traité relatif aux eaux limitrophes de 1909, y compris la coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail de comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement des dépenses résiduelles des enquêtes et des relevés.

##### *Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs*

Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements pour l'application de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs; personnel et fonctionnement du bureau régional selon les arrangements à frais partagés conclus avec les États-Unis; aide requise par le Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, le Conseil consultatif scientifique des Grands Lacs, le Conseil des gestionnaires de la recherche des Grands Lacs et les groupes de travail traitant des questions liées à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

#### Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

##### Objectif

Appliquer les dispositions de Règlement des différends de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) en fournissant un appui aux groupes spéciaux établis par l'ALÉNA et en maintenant un système de greffe en rapport avec les examens des groupes spéciaux et comités des chapitres 11, 14, 19 et 20 et avec les procédures judiciaires.

##### Description de l'activité

###### *Secrétariat de l'ALÉNA*

Afin de régler les différends résultant de décisions finales sur le dumping, la compensation et le préjudice, on peut substituer à l'examen judiciaire la procédure de révision par groupe spécial prévue au chapitre 19 de l'ALÉNA. Les différends sur l'interprétation et l'application de l'ALÉNA (chapitre 20) peuvent être renvoyés à un groupe spécial de cinq membres. Les différends concernant les dispositions de l'ALÉNA sur l'investissement (chapitre 11) et sur les services financiers (chapitre 14) peuvent être soumis au mécanisme de règlement prévu par l'Accord. Pour l'administration des dispositions sur le Règlement des différends, le Secrétariat de l'ALÉNA fournit des services juridiques, professionnels et consultatifs aux groupes spéciaux et aux comités, administre un greffe et coordonne tous les aspects financiers du processus.

Le Secrétariat fournit aussi au besoin une aide à la Commission et appuie les comités et groupes de travail non liés au Règlement des différends.

#### Administration du pipe-line du Nord

##### Objectif

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la *Loi sur le pipe-line du Nord*.

##### Description de l'activité

###### *Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel*

Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples Autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec les gouvernements des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires à cette fin.





...	1 476 872 000	...	...	1 476 872 000
...	...	98 375 000	...	98 375 000
...	...	1	...	1
...	...	...	(11 909 999)	(11 909 999)
...	1 476 872 000	98 375 001	(11 909 999)	1 563 337 002
...	...	1	...	1
...	...	...	11 909 999	11 909 999
...	...	1	11 909 999	11 910 000
...	...	...	9 023	9 023
...	135 000 000	10 000 000	7 702 453	152 702 453
...	8 667 000	...	418 717	9 085 717
7 394	...	...	18 085	25 479
7 394	1 715 054 000	120 499 612	8 148 278	1 843 709 284

20	Subventions et contributions			
20a	Subventions et contributions			
20b	Subventions			
	Virement au crédit 21b			
	Total—Crédit 20	1 553 493 088	9 843 914	... 1 666 852 196
21b	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> faire grâce de certaines dettes et obligations dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à 11 910 000 \$, et représentant des ajustements au solde débiteur que lui doivent cinq pays — Virement de 11 909 999 du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international)			
	Virement du crédit 20			
	Total—Crédit 21b	11 910 000	...	... 37 438 609
(S)	Ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de La Francophonie — Traitement et allocation pour automobile	9 023	...	...
(S)	Paiements (encaissement de billets) aux Fonds d'institutions financières internationales ( <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> et lois de crédits des exercices antérieurs)	152 702 453	...	... 336 494 911
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 085 717	...	... 9 353 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	7 394	18 085 21 224
	Total budgétaire	1 828 892 639	14 798 560	18 085 2 155 609 163

...	1	...	115 699 999	115 700 000
...	41 000	...	(41 000)	...

<b>Fonds d'institutions financières internationales</b>				
L25	Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 115 700 000 \$ conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> pour des contributions au Fonds d'institutions financières internationales (Brut)	69 408 119	46 291 881	... 131 292 263
<b>Comptes d'investissements d'institutions financières internationales</b>				
L30	Paiement ne devant pas dépasser 28 620 \$US à la Banque de développement des Caraïbes même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 41 000 \$ au 19 janvier 1995, et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à ce paiement est de 102 105 \$US et la délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 11 826 000 \$US conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> pour souscriptions au capital des institutions financières internationales et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à la délivrance de ces billets est de 631 600 000 \$US (Brut)	...	...	... ..

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$
...	14 650 000	...	(14 650 000)	...	(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales—Souscription au capital (Brut)	...	...	...	...
					<b>Banque de développement des Caraïbes</b>				
...	...	...	41 000	41 000	L30 Paiement ne devant pas dépasser 28 620 \$US à la Banque de développement des Caraïbes même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 41 000 \$ au 19 janvier 1995, et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à ce paiement est de 102 105 \$US (Brut)	39 317	1 683	...	550 000
...	...	...	1 816 867	1 816 867	L30 Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables d'un montant ne devant pas dépasser 1 400 000 \$US conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> pour souscriptions au capital de la Banque de développement des Caraïbes (Brut)	1 816 867	...	...	1 438 512
68 563 397	...	...	...	68 563 397	(S) (L) Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	(1 964 975)	(1 964 975)	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
68 563 397	...	...	(1 964 975)	66 598 422	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
					Total <sup>(3)</sup>	...	...	66 598 422	...
					<b>Banque africaine de développement</b>				
707 347 658	...	...	...	707 347 658	(S) (L) Autorisation de souscrire pour 44 100 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	(15 238 010)	(15 238 010)	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
707 347 658	...	...	(15 238 010)	692 109 648	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
					Total <sup>(3)</sup>	...	...	692 109 648	...

					<b>Banque asiatique de développement</b>					
					L30	Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables d'un montant ne devant pas dépasser 5 582 385 \$US conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> pour souscriptions au capital de la Banque asiatique de développement et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à la délivrance de ces billets est de 273 515 735 \$US (Brut)	4 616 520	...	...	...
...	...	...	4 616 520	4 616 520	(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
1 211 431 528	...	...	...	1 211 431 528		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	1 530 812 868	1 530 812 868		Autorisation accordée au cours de l'exercice (convertie en \$ CAN au moment où l'autorisation a été accordée)				
...	...	...	(61 481 742)	(61 481 742)		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
1 211 431 528	...	...	1 469 331 126	2 680 762 654		Total <sup>(3)</sup>	...	...	2 680 762 654	...
					<b>Banque interaméricaine de développement</b>					
					L30	Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables d'un montant ne devant pas dépasser 4 843 615 \$US conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> pour souscriptions au capital de la Banque interaméricaine de développement et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à la délivrance de ces billets est de 358 084 265 \$US (Brut)	5 494 152	...	...	5 668 178
...	...	...	5 494 152	5 494 152	(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
5 409 599 186	...	...	...	5 409 599 186		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	(155 034 969)	(155 034 969)		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
5 409 599 186	...	...	(155 034 969)	5 254 564 217		Total <sup>(3)</sup>	...	...	5 254 564 217	...
7 396 941 769	14 691 001	...	1 410 070 710	8 821 703 480		Total non budgétaire	81 374 975	46 293 564	8 694 034 941	138 948 953
					<b>Total du programme—</b>					
7 394 171 504 000	120 499 612	...	8 148 278	1 843 709 284		Budgétaire	1 828 892 639	14 798 560	18 085 215 609 163	
7 396 941 769	14 691 001	...	1 410 070 710	8 821 703 480		Non budgétaire	81 374 975	46 293 564	8 694 034 941	138 948 953

...	...	...	16 679 983	16 679 983	(S)	<b>Société pour l'expansion des exportations</b>				
...	148 000 000	...	(148 000 000)	...	(S)	Dépenses d'administration	16 679 983	...	...	18 243 299
...	...	...	55 021 278	55 021 278		Une partie de l'autorisation budgétaire autorisée en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> (voir ci-dessous) <sup>(4)</sup>				
...	148 000 000	...	(92 978 722)	55 021 278		Virement de l'autorisation non budgétaire <sup>(4)</sup>				
...	...	...	...	...		Total de l'autorisation budgétaire reliée à l'article 24 <sup>(4)</sup>	55 021 278	...	...	83 803 112
...	148 000 000	...	(76 298 739)	71 701 261		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	49 961 715
...	148 000 000	...	(76 298 739)	71 701 261		<b>Total budgétaire</b>	<b>71 701 261</b>	...	...	<b>152 008 126</b>
648 800 000	...	...	...	648 800 000	(S)	(L) Paiements pour souscription du capital-actions de la Société en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11. Limite 1 500 000 000 \$ (Brut)	132 000 000	...	516 800 000	38 000 000
9 665 985 086	...	...	2 421 888 082	12 087 873 168		(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	...	...	12 087 873 168	...
9 953 535 014	280 800 000	...	(25 554 803)	10 208 780 211	(S)	L'autorisation maximale de 13 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23 <sup>(4)</sup>				
...	...	...	(55 021 278)	(55 021 278)		Moins : partie budgétaire de l'autorisation (voir ci-dessus) <sup>(4)</sup>				
9 953 535 014	280 800 000	...	(80 576 081)	10 153 758 933		Total de l'autorisation non budgétaire reliée à l'article 24 (Net) <sup>(4)</sup>	231 179 769	...	9 922 579 164	(14 389 481)
20 268 320 100	280 800 000	...	2 341 312 001	22 890 432 101		<b>Total non budgétaire</b>	<b>363 179 769</b>	...	<b>22 527 252 332</b>	<b>23 610 519</b>
...	<b>148 000 000</b>	...	<b>(76 298 739)</b>	<b>71 701 261</b>		<b>Total du programme--</b>				
<b>20 268 320 100</b>	<b>280 800 000</b>	...	<b>2 341 312 001</b>	<b>22 890 432 101</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>71 701 261</b>	...	...	<b>152 008 126</b>
		...				<b>Non budgétaire</b>	<b>363 179 769</b>	...	<b>22 527 252 332</b>	<b>23 610 519</b>



					<b>Commission mixte internationale</b>					
...	4 160 000	...	...	4 160 000	40	Dépenses du programme				
...	...	...	330 443	330 443		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
<hr/>										
...	4 160 000	...	330 443	4 490 443		Total—Crédit 40	4 113 829	376 614	...	3 961 976
...	298 000	...	...	298 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	298 000	...	...	300 000
<hr/>						<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 411 829</b>	<b>376 614</b>	...	<b>4 261 976</b>
<hr/>					<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>					
...	2 105 000	...	...	2 105 000	45	Dépenses du programme	1 624 635	480 365	...	1 896 088
...	89 000	...	...	89 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	89 000	...	...	90 000
<hr/>						<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 713 635</b>	<b>480 365</b>	...	<b>1 986 088</b>
<hr/>					<b>Administration du pipe-line du Nord<sup>(5)</sup></b>					
...	...	...	235 000	235 000	50	Dépenses du programme	112 981	122 019	...	121 883
...	...	...	15 000	15 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 000	...	...	15 000
<hr/>						<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>127 981</b>	<b>122 019</b>	...	<b>136 883</b>
<hr/>					<b>Total du portefeuille ministériel—</b>					
27 302 983	3 269 380 890	232 326 702	(63 998 576)	3 465 011 999		<b>Budgétaire</b>	<b>3 316 018 373</b>	<b>120 839 065</b>	<b>28 154 561</b>	<b>3 954 243 658<sup>(2)</sup></b>
27 713 380 054	295 491 001	...	3 761 382 711	31 770 253 766		<b>Non budgétaire</b>	<b>443 203 423</b>	<b>46 293 564</b>	<b>31 280 756 779</b>	<b>170 650 132</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, la Corporation commerciale canadienne a été transféré du portefeuille ministériel des Travaux publics et Services gouvernementaux. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 13 148 286 \$.

<sup>(3)</sup> Comprend le montant équivalent en dollars canadiens du nombre total d'actions remboursables sur demande de toutes les ententes originales.

<sup>(4)</sup> Conformément aux articles 23 et 24 de la *Loi sur l'expansion des exportations*, l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.

<sup>(5)</sup> En 1994-1995, l'Administration du pipe-line du Nord a été transféré du portefeuille ministériel des Ressources naturelles.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Politique étrangère, priorités et coordination	22 387 490	22 163 573	76 552	66 216	1 546 028	1 532 073	...	...	...	...	24 010 070	23 761 862
Expansion du commerce inter- national	47 917 311	44 327 854	829 932	802 113	14 244 311	14 244 284	...	...	...	...	62 991 554	59 374 251
Politiques économiques et commer- ciales et aide au développement —												
Budgétaire	21 553 397	20 109 571	293 585	288 266	35 004 096	34 999 248	...	...	...	...	56 851 078	55 397 085
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Affaires politiques et de sécurité internationale	67 090 048	62 476 153	6 387 351	6 301 676	305 757 142	251 568 499	...	...	...	...	379 234 541	320 346 328
Affaires juridiques et consulaires	8 742 497	8 716 385	577 583	563 614	5 914 700	5 678 706	...	...	...	...	15 234 780	14 958 705
Communications et culture	11 852 862	11 644 490	103 531	102 818	27 088 900	27 073 973	...	...	...	...	39 045 293	38 821 281
Relations et activités bilatérales —												
Budgétaire	638 600 032	606 293 784	64 079 936	63 161 475	40 788 724	39 566 267	800 000	1 615 442	...	...	742 668 692	707 406 084
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	48 118 185	(1 351 321)	48 118 185	(1 351 321)
Passports	68 944 826	45 627 451	1 147 563	1 147 563	...	...	49 342 000	53 365 901	...	...	20 750 389	(6 590 887)
Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et admi- nistration	74 443 279	70 034 388	18 910 530	17 468 763	269 805	269 805	...	...	...	...	93 623 614	87 772 956
Sous-total—												
Budgétaire	961 531 742	891 393 649	92 406 563	89 902 504	430 613 706	374 932 855	50 142 000	54 981 343	...	...	1 434 410 011	1 301 247 665
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	48 118 185	(1 351 321)	48 118 185	(1 351 321)
Recettes affectées aux dépenses	(50 142 000)	(54 981 343)	...	...	...	...	(50 142 000)	(54 981 343)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>911 389 742</b>	<b>836 412 306</b>	<b>92 406 563</b>	<b>89 902 504</b>	<b>430 613 706</b>	<b>374 932 855</b>	...	...	...	...	<b>1 434 410 011</b>	<b>1 301 247 665</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>48 118 185</b>	<b>(1 351 321)</b>	<b>48 118 185</b>	<b>(1 351 321)</b>
<b>Corporation commerciale canadienne—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>11 859 000</b>	<b>11 823 363</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>11 859 000</b>	<b>11 823 363</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>10 000 000</b>	...	<b>10 000 000</b>	...
<b>Agence canadienne de dévelop- pement international</b>												
Programme de partenariat —												
Budgétaire	15 395 405	13 122 252	...	...	680 547 891	680 456 189	...	...	...	...	695 943 296	693 578 441
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	8 821 703 480	81 374 975	8 821 703 480	81 374 975

Initiatives nationales	54 069 671	50 188 212	...	...	945 671 963	936 478 683	...	...	...	...	999 741 634	986 666 895
Services généraux	50 160 506	51 860 172	1 513 000	1 947 274	...	...	...	...	...	...	51 673 506	53 807 446
Pays en transition	6 531 247	5 579 188	...	...	89 819 601	89 260 669	...	...	...	...	96 350 848	94 839 857
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>126 156 829</b>	<b>120 749 824</b>	<b>1 513 000</b>	<b>1 947 274</b>	<b>1 716 039 455</b>	<b>1 706 195 541</b>	...	...	...	...	<b>1 843 709 284</b>	<b>1 828 892 639</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>8 821 703 480</b>	<b>81 374 975</b>	<b>8 821 703 480</b>	<b>81 374 975</b>
<b>Société pour l'expansion des exportations—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>71 701 261</b>	<b>71 701 261</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>71 701 261</b>	<b>71 701 261</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>22 890 432 101</b>	<b>363 179 769</b>	<b>22 890 432 101</b>	<b>363 179 769</b>
<b>Centre de recherches pour le développement international—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>96 100 000</b>	<b>96 100 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>96 100 000</b>	<b>96 100 000</b>
<b>Commission mixte internationale</b>												
Opération et administration du bureau de la section canadienne	2 497 443	2 466 155	...	...	...	...	...	...	...	...	2 497 443	2 466 155
Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs	2 291 000	1 945 674	...	...	...	...	...	...	...	...	2 291 000	1 945 674
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 788 443</b>	<b>4 411 829</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>4 788 443</b>	<b>4 411 829</b>
<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>2 162 000</b>	<b>1 644 892</b>	<b>32 000</b>	<b>68 743</b>	...	...	...	...	...	...	<b>2 194 000</b>	<b>1 713 635</b>
<b>Administration du pipe-line du Nord</b>												
Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel	250 000	127 981	...	...	...	...	...	...	...	...	250 000	127 981
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>250 000</b>	<b>127 981</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>250 000</b>	<b>127 981</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 224 407 275</b>	<b>1 142 971 456</b>	<b>93 951 563</b>	<b>91 918 521</b>	<b>2 146 653 161</b>	<b>2 081 128 396</b>	...	...	...	...	<b>3 465 011 999</b>	<b>3 316 018 373</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>31 770 253 766</b>	<b>443 203 423</b>	<b>31 770 253 766</b>	<b>443 203 423</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
...	14 000	...	(14 000)	...	Politique étrangère, priorités et coordination				
					Groupe canadien de la Commission trilatérale	...	...	...	14 000
-----									
...	2 000 000	...	(900 000)	1 100 000	Expansion du commerce international				
					Subventions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	1 100 000	...	...	1 493 195
-----									
...	75 000	...	(75 000)	...	Affaires politiques et de sécurité internationale				
...	100	...	(100)	...	Centre canadien pour la sécurité mondiale	...	...	...	100 000
...	63 000	...	(63 000)	...	Académie mondiale pour la paix	...	...	...	...
...	25 000	...	...	25 000	Association canadienne des Nations Unies	...	...	...	526 200
...	95 000	...	(66 082)	28 918	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	24 300	700	...	24 300
...	258 100	...	(204 182)	53 918	Subventions destinées au Fonds d'action pour la Convention sur les armes chimiques	26 778	2 140	...	65 239
-----									
...	10 000	...	(10 000)	...	Affaires juridiques et consulaires				
...	4 842 000	...	1 000 000	5 842 000	Conseil canadien de droit international	...	...	...	11 000
...	16 000	...	(16 000)	...	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	5 609 991	232 009	...	4 776 000
...	4 868 000	...	974 000	5 842 000	Subventions en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	...	...	...	...
-----									
...	7 500	...	(7 500)	...	Communications et culture				
...	40 000	...	(40 000)	...	Conseil atlantique du Canada	...	...	...	7 500
...	25 000	...	(25 000)	...	Institut canadien des affaires internationales	...	...	...	38 500
...	14 612 000	...	(571 900)	14 040 100	Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval	...	...	...	27 500
...	4 694 000	...	...	4 694 000	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	14 037 032	3 068	...	15 645 159
...	4 000	...	...	4 000	Subventions dans le domaine des relations culturelles	4 682 141	11 859	...	4 818 439
...	171 000	...	(171 000)	...	Office du baccalauréat international	4 000	...	...	4 700
...	19 553 500	...	(815 400)	18 738 100	Subventions pour le Programme de bourses en matière de sécurité coopérative	...	...	...	171 000
-----									
						18 723 173	14 927	...	20 712 798

...	70 000	...	(70 000)	...	Relations et activités bilatérales				
					Centre d'échange législatif	...	...	...	80 000
...	408 000	...	(408 000)	...	Chambre de commerce du Canada à des fins de promotion commerciale dans la région de l'Asie et du Pacifique	...	...	...	470 000
...	1 215 000	...	(1 215 000)	...	Fondation Asie-Pacifique du Canada	...	...	...	1 215 000
...	2 200 000	...	(2 200 000)	...	Subventions pour l'apprentissage des langues et des réalités culturelles asiatiques	...	...	...	2 236 254
...	...	...	372 300	372 300	Subventions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	372 300	...	...	...
...	...	...	1 215 000	1 215 000	Subventions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	1 215 000	...	...	...
...	...	...	600 000	600 000	Fonds international pour l'Irlande	600 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	250 000
...	3 893 000	...	(1 705 700)	2 187 300		2 187 300	...	...	4 251 254
					Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration				
...	16 000	...	(1 000)	15 000	Association de la Communauté du service extérieur	15 000	...	...	17 100
...	250 000	...	4 805	254 805	(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	254 805	...	...	277 084
...	266 000	...	3 805	269 805		269 805	...	...	294 184
...	<b>30 852 600</b>	...	<b>(2 661 477)</b>	<b>28 191 123</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>27 941 347</b>	<b>249 776</b>	...	<b>32 268 170</b>
					<b>Contributions</b>				
...	219 000	...	281 000	500 000	Politique étrangère, priorités et coordination				
...	...	...	1 046 028	1 046 028	Contributions au soutien des intérêts du Canada à l'étranger	486 799	13 201	...	487 828
...	219 000	...	1 327 028	1 546 028	Contributions à l'appui de la consultation, de la recherche et de l'information sur la politique étrangère	1 045 274	754	...	...
...	9 520 000	...	3 624 311	13 144 311	Expansion du commerce international				
...	...	...	...	...	Contributions en vertu du programme de développement des marchés d'exportation	13 144 284	27	...	12 146 684
...	9 520 000	...	3 624 311	13 144 311	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	143 838
...	458 000	...	...	458 000	Contributions aux organisations internationales de produits de base (592 995 florins des Pays-Bas)	457 377	623	...	441 161
...	468 000	...	19 181	487 181	Organisation mondiale des douanes (10 800 000 francs belges)	487 181	...	...	467 050
...	9 648 000	...	1 532 277	11 180 277	Agence internationale de l'énergie atomique (7 015 230 \$ US)	11 180 276	1	...	10 786 263
...	1 189 000	...	(23 346)	1 165 654	Agence internationale de l'énergie (4 695 600 francs français)	1 165 654	...	...	1 171 405
...	5 131 000	...	...	5 131 000	Organisation mondiale du commerce (4 946 250 francs suisses)	5 128 753	2 247	...	4 486 540
...	572 000	...	(20 810)	551 190	Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (2 257 994 francs français)	551 189	1	...	556 542
...	9 940 000	...	(361 293)	9 578 707	Organisation de coopération et de développement économiques (39 263 314 francs français)	9 577 457	1 250	...	9 567 233
...	208 000	...	(3 261)	204 739	Organisation de coopération et de développement économiques—Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (820 975 francs français)	204 738	1	...	202 116
...	1 100 000	...	(175 000)	925 000	Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement	925 000	...	...	1 100 000
...	600 000	...	67 968	667 968	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (578 600 francs suisses)	667 967	1	...	618 204

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							\$
...	2 811 000	...	(77 364)	2 733 636	2 733 636	...	...	2 450 574	
...	1 445 000	...	201 008	1 646 008	1 646 007	1	...	1 812 579	
...	1 000 000	...	(910 000)	90 000	90 000	...	...	1 425 076	
...	...	...	184 736	184 736	184 013	723	...	...	
...	...	...	...	...	...	...	...	903 825	
...	34 570 000	...	434 096	35 004 096	34 999 248	4 848	...	35 988 568	
Affaires politiques et de sécurité internationale									
...	11 355 000	...	109 580	11 464 580	11 464 580	...	...	10 499 123	
...	20 000	...	(20 000)	...	...	...	...	...	
...	994 000	...	65 082	1 059 082	1 059 082	...	...	1 066 811	
...	313 000	...	...	313 000	294 847	18 153	...	308 175	
...	3 914 000	...	(43 617)	3 870 383	3 824 094	46 289	...	3 776 800	
...	1 234 000	...	43 617	1 277 617	1 277 617	...	...	1 242 399	
...	1 714 000	...	(1 569 000)	145 000	145 000	...	...	1 208 608	
...	16 695 000	...	(1 172 386)	15 522 614	14 744 535	778 079	...	15 370 276	
...	2 006 000	...	...	2 006 000	1 865 083	140 917	...	1 910 657	
...	100 000	...	(100 000)	...	...	...	...	...	
...	11 342 000	...	752 335	12 094 335	12 094 335	...	...	10 627 513	
...	372 000	...	...	372 000	303 673	68 327	...	353 260	
...	11 056 000	...	...	11 056 000	10 798 121	257 879	...	9 778 606	
...	2 595 000	...	99 308	2 694 308	2 694 307	1	...	2 356 961	
...	602 000	...	(60 000)	542 000	541 308	692	...	620 386	
...	50 000	...	5 521	55 521	55 521	...	...	70 183	
...	33 000	...	(18 000)	15 000	15 000	...	...	...	
...	15 711 000	...	1 080 623	16 791 623	16 791 623	...	...	15 584 700	

...	5 885 000	...	(1 635 000)	4 250 000	Force intérimaire des Nations Unies au Liban (4 279 360 \$ US)	4 065 054	184 946	...	7 664 257
...	49 229 000	...	(898 841)	48 330 159	Organisation des Nations Unies (35 796 100 \$ US)	47 599 773	730 386	...	47 420 492
...	1 334 000	...	31 000	1 365 000	Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement (970 320 \$ US)	1 287 776	77 224	...	1 602 249
...	18 222 000	...	(1 109 195)	17 112 805	Organisation mondiale de la santé (13 249 800 \$ US)	17 112 804	1	...	16 921 724
...	1 026 000	...	13 774 000	14 800 000	Mission de vérification des Nations Unies en Angola (746 400 \$ US)	14 672 529	127 471	...	2 992 271
...	7 200 000	...	(550 000)	6 650 000	Contributions aux projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	6 649 207	793	...	7 399 609
...	2 724 000	...	(1 848 000)	876 000	Mission d'observation des Nations Unies en Irak et au Koweït (1 981 070 \$ US)	875 580	420	...	692 662
...	530 000	...	100 000	630 000	Mission d'observation des Nations Unies au Salvador (385 640 \$ US)	593 644	36 356	...	502 632
...	73 000	...	(73 000)	...	Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (52 870 \$ US)	...	...	...	1 218 045
...	36 697 000	61 448 501	(3 446 501)	94 699 000	Force de protection des Nations Unies (Yougoslavie) (26 683 800 \$ US)	51 136 136	43 562 864	...	74 787 497
...	5 000 000	...	(5 000 000)	...	Opération des Nations Unies en Somalie (3 635 676 \$ US)	...	...	...	20 455 859
...	9 974 000	...	(9 974 000)	...	Opération des Nations Unies au Mozambique (7 252 520 \$ US)	...	...	...	8 486 283
...	8 045 000	...	...	8 045 000	Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (5 850 000 \$ US)	563 951	7 481 049	...	1 515 589
...	4 662 000	...	4 475 000	9 137 000	Opération des Nations Unies au Rwanda (3 389 900 \$ US)	9 057 657	79 343	...	7 676 905
...	3 279 000	...	555 197	3 834 197	Contributions pour la participation canadienne aux activités et organismes de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (26 432 500 ATS)	3 834 196	1	...	4 625 854
...	565 000	...	...	565 000	Contributions aux organismes de non-prolifération des armes nucléaires, de contrôle des armements et de désarmement (4 553 918 ATS)	338 498	226 502	...	481 741
...	984 000	...	(59 000)	925 000	Force des Nations Unies à Chypre (715 300 \$ US)	912 808	12 192	...	1 341 043
...	22 000	...	6 500 000	6 522 000	Mission des Nations Unies à Haïti (15 674 \$ US)	6 432 061	89 939	...	7 024 048
...	2 173 000	...	(743 000)	1 430 000	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (1 579 880 \$ US)	1 377 449	52 551	...	254 175
...	163 000	...	400 000	563 000	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (118 180 \$ US)	543 408	19 592	...	690 956
...	...	...	400 000	400 000	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan	391 400	8 600	...	...
...	...	...	3 710 000	3 710 000	Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental	3 560 764	149 236	...	...
...	500 000	...	...	500 000	Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	500 000	...	...	3 000 000
...	...	...	480 000	480 000	Secrétariat permanent de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies	474 000	6 000	...	...
...	...	...	1 400 000	1 400 000	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues	1 370 000	30 000	...	750 260
...	...	...	200 000	200 000	Contribution au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour l'assistance en matière de déminage	200 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	244 994
...	238 393 000	61 448 501	5 861 723	305 703 224		251 517 421	54 185 803	...	292 523 603
...	26 000	...	5 700	31 700	Affaires juridiques et consulaires				
...	...	...	41 000	41 000	Cour permanente d'arbitrage (33 120 FL)	31 697	3	...	24 001
...	26 000	...	46 700	72 700	Commission internationale d'enquête factuelle (CIEF)	37 018	3 982	...	...
...	...	...	...	...		68 715	3 985	...	24 001

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	8 350 800	8 350 800	Communications et culture				
					Paiements à la Société Radio-Canada pour l'exploitation de Radio-Canada International	8 350 800	...	...	15 210 400
-----									
					Relations et activités bilatérales				
...	4 622 000	...	68 113	4 690 113	Institut interaméricain pour la coopération en agriculture (3 360 586 \$ US)	4 690 112	1	...	4 781 584
...	935 000	...	...	935 000	Commission du parc international Roosevelt de Campobello (679 726 \$ US)	888 977	46 023	...	840 763
...	2 760 000	...	(2 760 000)	...	Contributions au Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon	...	...	...	2 488 405
...	135 000	...	(135 000)	...	Contributions pour promouvoir le commerce et l'investissement entre le Canada et la région de l'Asie-Pacifique	...	...	...	168 510
...	192 000	...	...	192 000	Contributions pour le développement de la technologie avec l'Europe	175 818	16 182	...	186 906
...	620 000	...	(620 000)	...	Fondation Asie-Pacifique du Canada pour l'administration du programme	...	...	...	620 000
...	157 000	...	(157 000)	...	Fondation du Canada pour les Amériques	...	...	...	180 000
...	13 591 000	...	(703 907)	12 887 093	Organisation des États américains (9 882 178 \$ US)	12 332 933	554 160	...	11 838 701
...	260 000	...	(219 862)	40 138	Contributions aux entreprises pour promouvoir le commerce dans la région de l'Asie-Pacifique	40 138	...	...	245 757
...	3 680 000	...	(3 680 000)	...	Contributions pour l'aide à l'Europe centrale et orientale ainsi qu'à l'ancienne Union soviétique	...	...	...	114 170 841
...	13 642 000	...	...	13 642 000	Organisation panaméricaine de la santé (9 919 273 \$ US)	13 094 542	547 458	...	12 952 652
...	150 000	...	(87 500)	62 500	Fondation Asie-Pacifique pour la coopération économique dans le Pacifique	62 500	...	...	250 000
...	315 000	...	102 525	417 525	Coopération économique avec l'Asie-Pacifique	417 520	5	...	346 920
...	205 000	...	...	205 000	Conférence internationale sur l'ancienne Yougoslavie (149 280 \$ US)	195 483	9 517	...	110 223
...	...	...	250 000	250 000	Conseil de mise en oeuvre de l'accord de paix (CMOAP)	250 000	...	...	...
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Korean Peninsula Energy Development Organization	1 000 000	...	...	1 500 000
...	...	...	1 525 476	1 525 476	Contributions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	1 516 269	9 207	...	...
...	...	...	1 464 579	1 464 579	Contributions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	1 424 675	39 904	...	...
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Contributions versées au gouvernement d'Israël et à l'autorité palestinienne	1 000 000	...	...	...
...	...	...	290 000	290 000	Commission interaméricaine pour la lutte contre l'abus des drogues	290 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 279 326
...	41 264 000	...	(2 662 576)	38 601 424		37 378 967	1 222 457	...	151 960 588
...	<b>323 992 000</b>	<b>61 448 501</b>	<b>16 982 082</b>	<b>402 422 583</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>346 991 508</b>	<b>55 431 075</b>	...	<b>508 485 510</b>



<b>Sommaire du ministère par activité</b>									
...	233 000	...	1 313 028	1 546 028	Politique étrangère, priorités et coordination	1 532 073	13 955	...	501 828
...	11 520 000	...	2 724 311	14 244 311	Expansion du commerce international	14 244 284	27	...	13 783 717
...	34 570 000	...	434 096	35 004 096	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	34 999 248	4 848	...	35 988 568
...	238 651 100	61 448 501	5 657 541	305 757 142	Affaires politiques et de sécurité internationale	251 568 499	54 188 643	...	293 239 342
...	4 894 000	...	1 020 700	5 914 700	Affaires juridiques et consulaires	5 678 706	235 994	...	4 811 001
...	19 553 500	...	7 535 400	27 088 900	Communications et culture	27 073 973	14 927	...	35 923 198
...	45 157 000	...	(4 368 276)	40 788 724	Relations et activités bilatérales	39 566 267	1 222 457	...	156 211 842
...	266 000	...	3 805	269 805	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration	269 805	...	...	294 184
...	<b>354 844 600</b>	<b>61 448 501</b>	<b>14 320 605</b>	<b>430 613 706</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>374 932 855</b>	<b>55 680 851</b>	...	<b>540 753 680</b>
<b>Agence canadienne de développement international</b>									
<b>Subventions</b>									
Programme de partenariat									
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subvention à l'Institut Nord-Sud	1 000 000	...	...	1 000 000
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	5 000 000	...	...	5 000 000
...	121 300 000	1	7 274 138	128 574 139	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	128 574 137	2	...	146 637 602
...	107 800 000	...	(8 077 926)	99 722 074	Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	99 722 074	...	...	130 779 444
...	155 000 000	...	(103 975 651)	51 024 349	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	51 019 389	4 960	...	57 845 587
...	9 400 000	...	(2 224 200)	7 175 800	Subventions à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	7 175 800	...	...	20 141 317
...	<b>399 500 000</b>	<b>1</b>	<b>(107 003 639)</b>	<b>292 496 362</b>		<b>292 491 400</b>	<b>4 962</b>	...	<b>361 403 950</b>
<b>Initiatives nationales</b>									
...	73 772 000	...	(416 150)	73 355 850	Assistance humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	73 355 850	...	...	102 096 984

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	8 900 000	...	(1 206 025)	7 693 975	Aide au développement pour l'éducation et la formation des individus et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	7 639 676	54 299	...	8 600 487
...	82 672 000	...	(1 622 175)	81 049 825		80 995 526	54 299	...	110 697 471
...	...	250 000	...	250 000	Pays en transition Subventions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et orientale et de l'ancienne Union soviétique	250 000	...	...	...
...	<b>482 172 000</b>	<b>250 001</b>	<b>(108 625 814)</b>	<b>373 796 187</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>373 736 926</b>	<b>59 261</b>	<b>...</b>	<b>472 101 421</b>
<b>Contributions</b>									
Programme de partenariat									
...	42 800 000	...	95 794 706	138 594 706	Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	138 512 341	82 365	...	184 472 070
...	500 000	...	(381 238)	118 762	Contributions à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	118 762	...	...	124 996
...	65 100 000	...	2 360 621	67 460 621	Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	67 456 658	3 963	...	70 631 056
...	100 000	...	65 000	165 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	165 000	...	...	188 140
...	100 000	...	26 518 063	26 618 063	Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	26 617 651	412	...	53 781 845
...	2 600 000	...	(208 076)	2 391 924	Contribution à la Banque interaméricaine de développement	2 391 924	...	...	2 512 648
...	111 200 000	...	124 149 076	235 349 076		235 262 336	86 740	...	311 710 755

Initiatives nationales									
...	730 700 000	...	(2 591 909)	728 108 091	Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à des pays en développement et à des organismes et institutions de ces pays, ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux et régionaux, à des gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes, et à des sociétés canadiennes du secteur privé, à l'appui de projets, de programmes et d'activités visant des pays ou des régions donnés, et à l'égard de dépenses spéciales liées aux programmes et aux projets qui s'y rattachent directement	719 024 949	9 083 142	...	746 409 117
...	148 800 000	...	(14 736 046)	134 063 954	Aide alimentaire à des pays en développement, à des organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organisations non gouvernementales canadiennes au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	134 047 799	16 155	...	128 286 087
...	100 000	...	...	100 000	Assistance humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	100 000	...	...	3 619 016
...	3 900 000	...	(1 549 907)	2 350 093	Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communications, à d'autres ministères fédéraux, ou des gouvernements provinciaux ou municipaux, à des radiodiffuseurs, des producteurs et d'autres institutions et gouvernements donateurs concernant la production et la diffusion d'information sur le développement, de matériel éducatif et d'activités connexes	2 310 409	39 684	...	4 725 800
...	883 500 000	...	(18 877 862)	864 622 138		855 483 157	9 138 981	...	883 040 020
Pays en transition									
...	...	98 125 000	(8 555 399)	89 569 601	Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et orientale et de l'ancienne Union soviétique	89 010 669	558 932	...	...
...	<b>994 700 000</b>	<b>98 125 000</b>	<b>96 715 815</b>	<b>1 189 540 815</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>1 179 756 162</b>	<b>9 784 653</b>	...	<b>1 194 750 775</b>
Autres paiements de transfert									
...	135 000 000	10 000 000	7 702 453	152 702 453	Programme de partenariat (S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)	152 702 453	...	...	336 494 911

**Paiements de transfert—Fin**

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					<b>Sommaire du programme par activité</b>				
...	645 700 000	10 000 001	24 847 890	680 547 891	Programme de partenariat	680 456 189	91 702	...	1 009 609 616
...	966 172 000	...	(20 500 037)	945 671 963	Initiatives nationales	936 478 683	9 193 280	...	993 737 491
...	...	98 375 000	(8 555 399)	89 819 601	Pays en transition	89 260 669	558 932	...	...
...	<b>1 611 872 000</b>	<b>108 375 001</b>	<b>(4 207 546)</b>	<b>1 716 039 455</b>	<b>Total du programme</b>	<b>1 706 195 541</b>	<b>9 843 914</b>	...	<b>2 003 347 107</b>
...	<b>1 966 716 600</b>	<b>169 823 502</b>	<b>10 113 059</b>	<b>2 146 653 161</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 081 128 396</b>	<b>65 524 765</b>	...	<b>2 544 100 787</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Relations et activités bilatérales			
Centres canadiens des affaires	800 000	1 615 442	72 291
Passeports			
Frais de passeports	49 342 000	53 336 400	49 279 060
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	29 501	253 768
<b>Total budgétaire</b>	<b>50 142 000</b>	<b>54 981 343</b>	<b>49 605 119</b>
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	...	9 943 321	9 553 857
Avances au financement des missions à l'étranger	...	702 600 382	846 109 356
<b>Total non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>712 543 703</b>	<b>855 663 213</b>
<b>Total du ministère—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>50 142 000</b>	<b>54 981 343</b>	<b>49 605 119</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>712 543 703</b>	<b>855 663 213</b>
<b>Société pour l'expansion des exportations</b>			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Remboursements de prêts	92 200	163 560 323	256 813 978
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>92 200</b>	<b>163 560 323</b>	<b>256 813 978</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>50 142 000</b>	<b>54 981 343</b>	<b>49 605 119</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>92 200</b>	<b>876 104 026</b>	<b>1 112 477 191</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	1 913	1 429
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>1 913</b>	<b>1 429</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances —		
Employés affectés à l'étranger	554 932	481 557
Autres comptes —		
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	55 091	15 919
	610 023	497 476
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Avances comptables	318 016	233 834
Quote-part du Canada des soldes non utilisés des contributions d'organismes internationaux évaluées au cours de l'exercice précédent	24 190	12 006
Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	3 853 813	4 250 480
Autres subventions et contributions	80 734	1 809 260
Divers	6 578 685	7 159 679
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 614 654	6 431 320
	12 470 092	19 896 579
Privilèges, licences et permis —		
Permis d'importation/exportation	9 253 994	6 542 947
Location de locaux à l'usage du personnel	16 608 850	16 842 796
Location d'automobiles de l'État et transport inter-changeant	50 334	73 461
Loyers perçus du programme de location	30 000	90 000
Recettes sur le transport fourni par l'État	69 249	45 832
Recouvrement des coûts de visas	242 529 448	96 875 511
Locaux et services mis à la disposition des gouvernements provinciaux	863 158	612 795
Recettes provenant du Programme de services récréatifs dans les missions difficiles	62 423	88 915
Droits consulaires—Achat de passeports	15 013 387	...
	284 480 843	121 172 257
Frais de services —		
Frais de services consulaires	611 373	522 760
Divers	3 047	4 299
	614 420	527 059

## Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits des ventes—					
Vente de propriétés	15 660 375	17 413 401			
Divers	1 661 922	4 077 030			
	17 322 297	21 490 431			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	2 335 486	2 954 504			
Diverses recettes non fiscales—					
Intérêt sur banque et investissement	119 380	149 583			
Services rendus au nom du Bureau des passeports	4 448 406	4 447 484			
Organisation de l'aviation internationale	2 264 128	...			
Sommet du G-7	3 282 237	...			
Divers	1 253 717	515 076			
	11 367 868	5 112 143			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>329 201 029</b>	<b>171 650 449</b>			
<b>Total du ministère</b>	<b>329 202 942</b>	<b>171 651 878</b>			
<b>Agence canadienne de développement international</b>					
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>					
Prêts, placements et avances—					
Aide au développement international—Prêts aux pays en développement	3 652 916	3 376 908			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 233 848	6 799 789			
Remboursement de prêts aux pays en développement	1 693 305	12 316 643			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	702 670	1 963 128			
	13 629 823	21 079 560			
Frais de services—					
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	230 948	126 288			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	18 085	17 310			
Diverses recettes non fiscales	238 128	924 463			
<b>Total du programme</b>	<b>17 769 900</b>	<b>25 524 529</b>			
<b>Société pour l'expansion des exportations</b>					
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>					
Prêts, placements et avances—					
Expansion du commerce d'exportation	74 545 853	59 589 830			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Redressements d'indemnités de l'exercice précédent	...	8 401 461			
Diverses recettes non fiscales—					
Divers	87 439 142	31 250 205			
<b>Total du programme</b>	<b>161 984 995</b>	<b>99 241 496</b>			
<b>Commission mixte internationale</b>					
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	394 545	435 721			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	324	...			
	394 869	435 721			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	865	2 632			
Diverses recettes non fiscales—					
Quote-part des États-Unis aux dépenses du bureau régional de Windsor	197 322	190 827			
Perception d'une autre dépense	...	5			
	197 322	190 832			
<b>Total du programme</b>	<b>593 056</b>	<b>629 185</b>			
<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>					
<b>Recettes fiscales—</b>					
Taxe sur les produits et services	225	437			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>225</b>	<b>437</b>			
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Diverses recettes non fiscales	323 290	6 249			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>323 290</b>	<b>6 249</b>			
<b>Total du programme</b>	<b>323 515</b>	<b>6 686</b>			

## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Administration du pipe-line du Nord</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	103
Diverses recettes non fiscales —		
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd	245 237	302 918
Droits de servitudes (pour le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien)	30 400	30 400
	275 637	333 318
<b>Total du programme</b>	<b>275 637</b>	<b>333 421</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	2 138	1 866
Total des recettes fiscales	2 138	1 866
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	78 808 792	63 464 214
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 494 784	49 813 424
Privilèges, licences et permis	284 480 843	121 172 257
Frais de services	845 368	653 347
Produits des ventes	17 322 297	21 490 431
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	2 354 436	2 974 446
Diverses recettes non fiscales	99 841 387	37 817 210
Total des recettes non fiscales	510 147 907	297 385 329
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>510 150 045</b>	<b>297 387 195</b>

(1) Intérêt sauf indication contraire.

# SECTION 3

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Affaires indiennes et du Nord canadien**

**Ministère**

**Commission canadienne des affaires  
polaires**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	3.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	3.4
Programmes par activité . . . . .	3.9
Paievements de transfert . . . . .	3.11
Déetail des montants disponibles pour être dépensés . . . .	3.18
Recettes . . . . .	3.18



**Ministère**

Programme d'administration

**Objectif**

Veiller à ce que le ministère et ses programmes soient gérés de façon efficace et efficiente et ce, en fonction du mandat du ministère, des priorités ministérielles et parlementaires, des lignes de conduite des organismes centraux et des besoins d'ensemble de la clientèle du ministère.

**Description des activités***Haute direction*

Veiller à ce que les directives données au ministère par la direction aillent de pair avec les priorités ministérielles et reflètent les besoins d'ensemble de la clientèle, du Parlement, du Cabinet, des organismes centraux et des gestionnaires ministériels pour ce qui a trait à la gestion des ressources humaines et financières, aux rapports avec le Parlement et les organismes centraux, à l'obligation de rendre compte des résultats et à la correspondance ministérielle.

*Services financiers et professionnels*

Renforcer l'obligation de rendre compte à l'interne et satisfaire aux exigences du Parlement et des organismes centraux en contrôlant et en améliorant la qualité des processus de gestion et d'examen des dépenses; fournir des services dans les domaines des finances, de l'administration et de la gestion, ainsi que des services techniques et contractuels afin que les programmes du ministère soient exécutés et gérés de façon efficace et efficiente.

*Gestion des ressources humaines*

Veiller à réaliser les objectifs du ministère et des effectifs en utilisant efficacement les ressources humaines.

*Communications*

Informar la clientèle du ministère des politiques, des programmes et des activités du ministère; renseigner les Canadiens sur les affaires touchant les Indiens, les Inuit et les habitants du Nord; faire part au gouvernement et au ministère des intérêts et des préoccupations des Canadiens relativement aux responsabilités du ministère; offrir une orientation fonctionnelle aux agents de communication de toutes les régions.

Programme des affaires indiennes et inuit

**Objectif**

Aider les Indiens et les Inuit à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à la culture, à l'éducation, aux affaires sociales et au développement communautaire; régler les revendications indiennes acceptées au moyen de la négociation; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuit.

**Description des activités***Revendications*

Régler les revendications globales acceptées; faire en sorte que le gouvernement respecte, en réglant des revendications données, les obligations expo-

sées dans la *Loi sur les Indiens* et les traités; financer la recherche pour le compte des bandes indiennes revendicatrices.

*Services fonciers et fiduciaires*

Respecter les obligations législatives du gouvernement du Canada à l'égard de toutes les questions touchant les Indiens et leurs réserves foncières.

*Financement des programmes*

Faire en sorte que les Indiens et les Inuit admissibles aient accès aux services publics (c.-à-d. les études primaires et secondaires, l'entretien social, les services sociaux de soutien, l'entretien adéquat des immobilisations communautaires et des équipements collectifs, le logement, les gouvernements locaux et les autres services définis); permettre aux Indiens et aux Inuit d'accroître leurs perspectives d'emploi, d'améliorer leur situation économique et d'effectuer des études postsecondaires.

*Financement communautaire*

Négocier, avec les premières nations, des ententes d'autonomie gouvernementale et veiller à ce que les obligations du Canada, qui découlent de ces ententes, soient respectées; verser des fonds aux communautés au moyen, par exemple, du mode optionnel de financement afin que les premières nations puissent offrir des services dans les réserves (c.-à-d. les études primaires et secondaires, l'entretien social, les services sociaux de soutien, l'entretien adéquat des immobilisations communautaires et des équipements collectifs, le logement, les gouvernements locaux et les autres services définis) et puissent permettre aux membres des communautés d'améliorer leur situation économique, d'accroître leurs perspectives d'emploi et d'effectuer des études postsecondaires.

### *Direction générale*

Donner une orientation générale au Programme des affaires indiennes et inuit, et en assurer une saine gestion; veiller à l'efficacité et à l'efficience de la planification, de la comptabilité, du personnel, des communications et d'autres services de soutien administratif.

Programme des affaires du Nord

#### **Objectif**

Promouvoir le développement politique, économique, scientifique et social du Nord du Canada; aider les résidents du Nord, y compris les groupes autochtones, à mettre sur pied les institutions politiques et économiques qui leur permettront d'assumer des responsabilités croissantes au sein de la fédération canadienne; gérer efficacement le développement durable des ressources naturelles du Nord en préparation du transfert des responsabilités; préserver, maintenir, protéger et restaurer l'environnement nordique et les ressources extracôtière et gérer les intérêts fédéraux, y compris la politique sur le Nord, le développement économique régional, les relations fédérales-territoriales, les paiements de transfert aux gouvernements territoriaux, le processus de mise en oeuvre des ententes relatives aux revendications territoriales et les activités circumpolaires.

#### **Description des activités**

##### *Affaires du Nord*

Cette activité élabore et met en application les politiques et les programmes relatifs au développement politique, économique, social et durable du Nord canadien; gère les volets constitutionnels des relations entre le ministère et les gouvernements du

Yukon et des Territoires du Nord-Ouest; négocie et met en oeuvre les ententes de transfert de ressources aux gouvernements nordiques; assure la coordination et l'orientation continues de la gestion des intérêts fédéraux dans le Nord; gère les ressources naturelles du Nord et favorise la protection et l'assainissement de l'environnement arctique à l'échelle nationale et internationale; coordonne la mise en oeuvre des ententes relatives aux revendications territoriales dans le Nord et met en valeur les intérêts des autochtones dans le développement du Nord et dans l'industrie de la fourrure partout au Canada; fait la promotion de l'élaboration et de la mise en oeuvre de programmes à caractère scientifique et technologique à l'échelle nationale et internationale.

Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux

#### **Objectif**

Transférer des fonds aux gouvernements territoriaux conformément aux ententes conclues par le ministre des Finances avec l'approbation du gouverneur en conseil de la part du gouvernement du Canada et des commissaires du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest de la part de leur gouvernement respectif.

#### **Description de l'activité**

*Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux*

Tenir un registre des fonds de fonctionnement et d'immobilisations transférés aux gouvernements territoriaux sous forme de subventions non conditionnelles pour la prestation de services publics par les gouvernements territoriaux à leurs habitants.

### **Commission canadienne des affaires polaires**

#### **Objectif**

Favoriser le développement et la diffusion des connaissances relatives aux régions polaires.

#### **Description de l'activité**

*Commission canadienne des affaires polaires*

Pour s'acquitter de son mandat, la Commission organisera, parrainera et financera des conférences, des ateliers et des réunions; mettra en place le Réseau canadien d'informations polaires qui sera le principal outil pour diffuser des informations concernant les régions polaires; appuiera et effectuera des études spéciales relatives aux questions polaires; décernera des distinctions pour des contributions dans les domaines liés à son mandat; et déposera un rapport annuel au Parlement.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>										
Programme d'administration										
...	39 128 000	...	...	39 128 000	1	Dépenses du programme				
...	...	2 065 350	...	2 065 350	1a	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	1b	Virement de 2 846 509 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	2 846 509	2 846 509		Virement du crédit 15				
...	39 128 000	2 065 351	2 846 509	44 039 860		Total—Crédit 1	43 281 667	758 193	...	40 985 067
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien — Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
2	...	...	4 330	4 332	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	3 402	...	930	638
...	3 461 000	...	173 000	3 634 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 634 000	...	...	3 855 000
<b>2</b>	<b>42 637 645</b>	<b>2 065 351</b>	<b>3 023 839</b>	<b>47 726 837</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>46 967 714</b>	<b>758 193</b>	<b>930</b>	<b>44 889 350</b>
Programme des affaires indiennes et inuit										
...	197 331 000	...	...	197 331 000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	4 651 940	...	4 651 940	5a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	5b	Virement de 7 437 451 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	7 437 451	7 437 451		Virement du crédit 15				
...	197 331 000	4 651 941	7 437 451	209 420 392		Total—Crédit 5	198 970 895	10 449 497	...	192 550 347
...	...	1	...	1	6b	Radier des comptes du Canada, certaines créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada —Virement de 2 688 371 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	2 688 371	2 688 371		Virement du crédit 15				
...	...	1	2 688 371	2 688 372		Total—Crédit 6b	2 668 371	20 001	...	...
...	...	1	...	1	7b	Réduire de 53 442 443 \$ à 50 598 234 \$ le solde du Compte de développement économique des Indiens	...	1	...	...
...	5 343 000	...	...	5 343 000	10	Dépenses en capital				
...	...	3 000 000	...	3 000 000	10a	Dépenses en capital				
...	5 343 000	3 000 000	...	8 343 000		Total—Crédit 10	7 828 356	514 644	...	13 969 180

...	3 528 728 000	...	...	3 528 728 000
...	...	5 131 095	...	5 131 095
...	...	1	...	1
...	...	...	(2 846 509)	(2 846 509)
...	...	...	(7 437 451)	(7 437 451)
...	...	...	(2 688 371)	(2 688 371)
...	...	...	(8 653 860)	(8 653 860)
...	...	...	(399 999)	(399 999)
...	3 528 728 000	5 131 096	(22 026 190)	3 511 832 906

...	15 000	...	(15 000)	...
...	2 000 000	...	(1 949 296)	50 704
...	1 400 000	...	200 368	1 600 368
...	20 000 000	...	...	20 000 000
...	85 887 000	10 100 000	(15 879 854)	80 107 146
33 051 040	...	...	...	33 051 040
...	...	...	5 780 911	5 780 911
...	...	...	10 016 006	10 016 006
...	...	...	50 993	50 993
...	13 045 000	...	653 000	13 698 000
...	...	...	103 013	103 013
...	...	...	70	70
70 534	...	...	88 859	159 393
...	...	...	...	...
33 121 574	3 853 749 000	22 883 039	(12 851 298)	3 896 902 315

15	Subventions et contributions			
15a	Subventions			
15b	Subventions			
	Virement au : crédit 1			
	crédit 5			
	crédit 6b			
	crédit 40			
	crédit 45			
	Total—Crédit 15	3 478 319 397	33 513 509	... 3 286 697 681
(S)	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington ( <i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i> )	...	...	...
(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique ( <i>Loi sur les Indiens</i> )	50 704	...	447 076
(S)	Rentes versées aux Indiens ( <i>Loi sur les Indiens</i> )	1 600 368	...	1 556 244
(S)	Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique</i>	20 000 000	...	20 000 000
(S)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	80 107 146	...	...
(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$)	28 935	33 022 105	205 144
(S)	Paiement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu ( <i>Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu</i> )	5 780 911	...	13 395 247
(S)	Paiement des revendications territoriales des premières nations du Yukon ( <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> )	10 016 006	...	16 993 389
(S)	Remise de prêts consentis sur le Compte d'aide domiciliaire aux Indiens	50 993	...	86 235
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 698 000	...	15 001 000
(S)	Montants adjugés par une cour	103 013	...	103 013
(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	70	...	123 231
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	127 319	32 074	63 641
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	9 731 904
	Total budgétaire	3 819 350 484	44 497 652	33 054 179 3 570 923 332
L15	Prêts pour la construction de maisons en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens. Tel que modifié par le crédit L15 de la <i>Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits</i> . Limite 20 000 000 \$ (Net)	(110 040)	...	19 793 904 (282 311)
L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 50 598 234 \$ (Net)	(2 851 999)	...	46 568 158 (10 866 563)

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	25 226 000	...	...	25 226 000	L20	24 596 935	629 065	...	25 033 939
...	977 000	...	...	977 000	L25	790 171	186 829	...	1 155 044
...	19 300 000	...	...	19 300 000	L30	16 393 731	2 906 269	...	...
...	30 000 000	...	...	30 000 000	(S)	...	30 000 000	...	...
...	...	...	...	...		...	...	...	14 866 299
66 244 232	75 503 000	...	(2 844 209)	138 903 023	Total non budgétaire	38 818 798	33 722 163	66 362 062	29 906 408
<b>33 121 574</b>	<b>3 853 749 000</b>	<b>22 883 039</b>	<b>(12 851 298)</b>	<b>3 896 902 315</b>	<b>Total du programme—</b>	<b>3 819 350 484</b>	<b>44 497 652</b>	<b>33 054 179</b>	<b>3 570 923 332</b>
<b>66 244 232</b>	<b>75 503 000</b>	...	<b>(2 844 209)</b>	<b>138 903 023</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>38 818 798</b>	<b>33 722 163</b>	<b>66 362 062</b>	<b>29 906 408</b>
					<b>Non budgétaire</b>				
...	74 616 000	...	...	74 616 000	Programme des affaires du Nord				
...	...	4 072 410	...	4 072 410	35				
...	...	...	(585 049)	(585 049)	35a				
...	...	...	(3 695 864)	(3 695 864)					
...	74 616 000	4 072 410	(4 280 913)	74 407 497	Total—Crédit 35	69 151 653	5 255 844	...	70 169 635
...	...	1	...	1	36b				
...	...	...	585 049	585 049	Radier des comptes du Canada, certaines créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada —Virement de 585 049 \$ du crédit 35 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	1	585 049	585 050	Virement du crédit 35				
...	...	1	585 049	585 050	Total—Crédit 36b	538 369	46 681	...	...
...	...	1	...	1	37b				
336 764	55 503 150	...	...	55 839 914	Réduire de 7 072 000 \$ à 6 633 697 \$ le solde du Compte de développement économique des Indiens	...	1	...	...
...	...	1	...	1	40				
...	...	...	8 653 860	8 653 860	Subventions et contributions				
...	...	...	3 695 864	3 695 864	40b				
336 764	55 503 150	1	12 349 724	68 189 639	Virement de 8 653 860 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 3 695 864 \$ du crédit 35 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
					Virement du : crédit 15				
					crédit 35				
					Total—Crédit 40	66 719 155	1 470 484	...	79 056 083

...	13 105 000	...	...	13 105 000	45	Paiements à la Société canadienne des postes				
...	...	4 000 000	...	4 000 000	45a	Paiements à la Société canadienne des postes				
...	...	1	...	1	45b	Virement de 399 999 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	399 999	399 999		Virement du crédit 15				
...	13 105 000	4 000 001	399 999	17 505 000		Total—Crédit 45	17 371 082	133 918	...	14 105 000
...	...	1	...	1	46a	Pour modifier le crédit 546 (Affaires du Nord) de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> afin que la Caisse de prêts aux Esquimaux soit rebaptisée Caisse de prêts aux Inuit	...	1	...	...
...	1 395 000	40 800	308 781	1 744 581	(S)	Paiements d'indemnité aux bénéficiaires des revendications territoriales pour des redevances sur les ressources	1 744 581	...	...	568 584
...	4 281 000	...	214 000	4 495 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 495 000	...	...	4 424 000
...	...	...	410 025	410 025	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	410 025	...	...	528 950
11 194	...	...	32 400	43 594	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	29 722	...	13 872	11 138
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	373 592
347 958	148 900 150	8 113 215	10 019 065	167 380 388		Total budgétaire	160 459 587	6 906 929	13 872	169 236 982
320 000	...	...	...	320 000	L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 320 000 \$ (Brut)	...	...	320 000	...
6 151 973	...	...	(438 303)	5 713 670	L55	Provision à la Caisse de prêts aux Inuit pour les prêts consentis aux Inuit afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> et telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 6 633 697 \$ (Net)	(794 412)	...	6 508 082	(696 382)
5 000 000	...	...	...	5 000 000	L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite 5 000 000 \$ ( <i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i> ) (Net)	...	...	5 000 000	(89 362)
11 471 973	...	...	(438 303)	11 033 670		Total non budgétaire	(794 412)	...	11 828 082	(785 744)
<b>347 958</b>	<b>148 900 150</b>	<b>8 113 215</b>	<b>10 019 065</b>	<b>167 380 388</b>	<b>Total du programme—</b>		<b>160 459 587</b>	<b>6 906 929</b>	<b>13 872</b>	<b>169 236 982</b>
<b>11 471 973</b>	...	...	<b>(438 303)</b>	<b>11 033 670</b>	<b>Budgétaire</b>		<b>(794 412)</b>	...	<b>11 828 082</b>	<b>(785 744)</b>
					<b>Non budgétaire</b>					



## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Programme d'administration												
Haute direction	5 358 315	4 885 175	96 547	96 547	...	...	...	...	...	...	5 454 862	4 981 722
Services financiers et professionnels	29 734 689	29 717 602	703 458	703 458	458 000	458 000	...	...	...	...	30 896 147	30 879 060
Gestion des ressources humaines	7 538 820	7 306 018	134 341	134 341	...	...	...	...	...	...	7 673 161	7 440 359
Communications	3 574 409	3 538 315	128 258	128 258	...	...	...	...	...	...	3 702 667	3 666 573
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>46 206 233</b>	<b>45 447 110</b>	<b>1 062 604</b>	<b>1 062 604</b>	<b>458 000</b>	<b>458 000</b>	...	...	...	...	<b>47 726 837</b>	<b>46 967 714</b>
Programme des affaires indiennes et inuit												
Revendications —												
Budgétaire	38 675 878	37 616 237	731 989	731 989	355 270 695	323 188 784	...	...	...	...	394 678 562	361 537 010
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	138 903 023	38 818 798	138 903 023	38 818 798
Services fonciers et fiduciaires	42 415 881	39 957 808	1 750 000	1 720 076	36 801 724	36 801 724	...	...	...	...	80 967 605	78 479 608
Financement des programmes	98 582 897	61 124 925	2 018 802	1 607 532	2 196 845 484	2 195 413 886	...	...	...	...	2 297 447 183	2 258 146 343
Financement communautaire	10 133 676	8 120 182	127 209	127 209	1 015 950 542	1 015 950 542	...	...	...	...	1 026 211 427	1 024 197 933
Direction générale	69 413 646	68 829 963	3 715 000	3 690 735	24 468 892	24 468 892	...	...	...	...	97 597 538	96 989 590
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>259 221 978</b>	<b>215 649 115</b>	<b>8 343 000</b>	<b>7 877 541</b>	<b>3 629 337 337</b>	<b>3 595 823 828</b>	...	...	...	...	<b>3 896 902 315</b>	<b>3 819 350 484</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>138 903 023</b>	<b>38 818 798</b>	<b>138 903 023</b>	<b>38 818 798</b>
Programme des affaires du Nord												
Affaires du Nord —												
Budgétaire	94 960 168	89 510 823	2 486 000	2 485 028	69 934 220	68 463 736	...	...	...	...	167 380 388	160 459 587
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	11 033 670	(794 412)	11 033 670	(794 412)
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>94 960 168</b>	<b>89 510 823</b>	<b>2 486 000</b>	<b>2 485 028</b>	<b>69 934 220</b>	<b>68 463 736</b>	...	...	...	...	<b>167 380 388</b>	<b>160 459 587</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>11 033 670</b>	<b>(794 412)</b>	<b>11 033 670</b>	<b>(794 412)</b>
Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux												
Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	...	...	...	...	1 216 397 000	1 195 689 398	...	...	...	...	1 216 397 000	1 195 689 398
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	...	...	...	<b>1 216 397 000</b>	<b>1 195 689 398</b>	...	...	...	...	<b>1 216 397 000</b>	<b>1 195 689 398</b>
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>400 388 379</b>	<b>350 607 048</b>	<b>11 891 604</b>	<b>11 425 173</b>	<b>4 916 126 557</b>	<b>4 860 434 962</b>	...	...	...	...	<b>5 328 406 540</b>	<b>5 222 467 183</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>149 936 693</b>	<b>38 024 386</b>	<b>149 936 693</b>	<b>38 024 386</b>



## Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Commission canadienne des affaires polaires—</b>												
<b>Budgétaire</b>	1 081 164	1 033 854	...	...	20 000	20 000	...	...	...	...	1 101 164	1 053 854
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	401 469 543	351 640 902	11 891 604	11 425 173	4 916 146 557	4 860 454 962	...	...	...	...	5 329 507 704	5 223 521 037
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	149 936 693	38 024 386	149 936 693	38 024 386

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
Programme d'administration									
<b>Contributions</b>									
Services financiers et professionnels									
...	458 000	...	...	458 000	Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nouveau-Québec et du Labrador à développer leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art				
...	<b>458 000</b>	...	...	<b>458 000</b>	<b>458 000</b>	...	...	<b>458 000</b>	
<b>Total du programme</b>									
Programme des affaires indiennes et inuit									
<b>Subventions</b>									
Revendications									
...	26 162 000	...	(120)	26 161 880	Subventions aux bandes cries de la Baie James et naskapiens du Québec				
...	20 000 000	...	...	20 000 000	(S) Subvention à la Société régionale inuvialuit relativement à l'indemnité prévue par la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique</i>				
...	14 267 000	...	(317 116)	13 949 884	Subventions en capital aux bandes cries et naskapiens du Québec				
...	265 000	...	...	265 000	Subvention à la Société Makivik dans le cadre de la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois				
...	2 274 000	...	(302 653)	1 971 347	Subventions aux Cris Oujé-Bougoumou du Québec				
...	...	5 131 095	4 159 329	9 290 424	Subventions aux Cris de la Baie James, aux Cris Oujé-Bougoumou et aux bandes naskapiens du Québec				
...	71 189 000	1	(10 412 054)	60 776 947	Subventions à des particuliers indiens ou à des bandes indiennes pour le règlement de revendications particulières				
...	500 000	...	2 686 558	3 186 558	Subventions aux bénéficiaires de règlements de revendications territoriales globales ou aux organismes chargés de leur mise en oeuvre				
...	85 887 000	10 100 000	(82 938)	95 904 062	(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales				
...	21 982 000	...	606 717	22 588 717	Subventions aux bandes visées par le règlement de revendications territoriales portant sur des droits fonciers issus des traités dans la province de la Saskatchewan				
...	10 962 000	...	(474 638)	10 487 362	Subvention à l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan pour le paiement aux municipalités rurales d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan				



					Financement communautaire			
...	2 797 000	...	...	2 797 000	Subventions à la bande indienne Sechelte en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte</i>	2 797 000	...	2 735 000
...	6 577 000	...	...	6 577 000	Subvention à la bande indienne Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	6 577 000	...	6 238 000
...	...	...	8 390 458	8 390 458	Subventions aux Premières Nations du Yukon en vertu des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	8 390 458	...	2 321 013
...	9 374 000	...	8 390 458	17 764 458		17 764 458	...	11 294 013
...	5 608 000	...	(465 600)	5 142 400	Direction générale Subventions à des organismes indiens représentatifs pour appuyer leur administration	5 142 400	...	5 178 700
...	<b>430 113 000</b>	<b>15 231 096</b>	<b>18 427 481</b>	<b>463 771 577</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>441 496 979</b>	<b>22 274 598</b>	<b>424 754 878</b>
					<b>Contributions</b>			
					Revendications			
...	4 529 000	...	5 303 913	9 832 913	Contributions aux requérants autochtones pour la préparation et la présentation de leurs revendications	9 832 913	...	10 051 482
...	570 000	...	85 000	655 000	Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour la surveillance de la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i>	655 000	...	480 000
...	25 646 000	...	2 423 721	28 069 721	Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en oeuvre des règlements de revendications territoriales globales	16 830 810	11 238 911	8 962 987
...	800 000	...	161 274	961 274	Contributions aux bandes visées par la Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba pour leur participation aux négociations sur la Convention	961 274	...	1 278 322
...	...	...	1 090 235	1 090 235	Contributions aux bandes détentrices de droits fonciers issus des traités en Saskatchewan pour les dépenses de ratification des ententes particulières à leur bande	1 090 235	...	297 822
...	3 700 000	...	(1 061 587)	2 638 413	Contributions aux Indiens, Inuit, bandes indiennes, conseils tribaux, conseils de district et autres associations autochtones pour la recherche, la consultation et la présentation de revendications autochtones	2 638 413	...	1 586 800
...	300 000	...	466 226	766 226	Contributions à des particuliers, des bandes et des associations indiennes pour le financement de causes types	766 226	...	578 404
...	200 000	...	(155 060)	44 940	Contributions à des particuliers (y compris des non-autochtones) ou à des groupes de particuliers, des organisations et des bandes au titre de causes types concernant le projet de loi C-31	44 940	...	105 593
...	2 100 000	...	(1 080 000)	1 020 000	Contribution fédérale à la Commission des traitées de la Colombie-Britannique pour les coûts de fonctionnement	1 020 000	...	1 000 000
...	4 780 000	...	(1 570 940)	3 209 060	Contribution aux commissaires de la Commission des traités de la Colombie-Britannique dans le but de favoriser la participation des Premières Nations au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	3 209 060	...	2 452 244
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	248 957
...	42 625 000	...	5 662 782	48 287 782		37 048 871	11 238 911	27 042 611
...	505 000	...	(279 400)	225 600	Services fonciers et fiduciaires			
...	2 564 000	...	1 394 450	3 958 450	Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	225 600	...	772 000
					Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	3 958 450	...	3 803 285

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employés au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	4 308 000	...	(1 764 627)	2 543 373	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	2 543 373	...	...	2 795 861
...	3 731 000	...	4 579 711	8 310 711	Contributions aux provinces, à des sociétés, à des administrations locales, à des Indiens, aux bandes indiennes et à d'autres organismes pour assurer des services de lutte contre les incendies de forêt sur les terres des réserves	8 310 711	...	...	3 144 462
...	5 100 000	...	6 663 170	11 763 170	Financement du programme des partenariats indiens pour l'environnement	11 763 170	...	...	3 095 627
...	2 879 000	...	5 221 052	8 100 052	Contributions destinées à la mise en valeur des ressources	8 100 052	...	...	5 145 727
...	19 087 000	...	15 814 356	34 901 356		34 901 356	...	...	18 756 962
Financement des programmes									
...	10 101 000	...	...	10 101 000	Contributions à la province de Terre-Neuve pour la prestation de programmes et de services aux Autochtones de Terre-Neuve et du Labrador	10 101 000	...	...	10 056 316
...	34 406 000	...	9 823 779	44 229 779	Contributions aux Indiens, Inuit et Innu devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique, de l'éducation, des services sociaux, des immobilisations et de l'entretien, et du soutien des administrations indiennes	44 229 779	...	...	37 823 194
...	805 530 000	...	(183 900 132)	621 629 868	Développement économique	621 629 868	...	...	658 639 960
...	910 099 000	...	(272 336 697)	637 762 303	Éducation	637 762 303	...	...	667 147 886
...	590 631 000	...	98 902 784	689 533 784	Aide sociale et services sociaux de soutien	689 533 784	...	...	611 448 256
...	103 787 000	...	(42 179 688)	61 607 312	Écoles et infrastructures	61 607 312	...	...	65 066 768
...	2 454 554 000	...	(389 689 954)	2 064 864 046	Soutien des gouvernements indiens	2 064 864 046	...	...	2 050 182 380
Financement communautaire									
...	1 200 000	...	(450 083)	749 917	Contributions aux bandes indiennes et aux collectivités inuit, aux conseils tribaux, conseils de district et autres organismes indiens et inuit, destinées à aider les collectivités à planifier l'autonomie gouvernementale, à se préparer aux négociations de fond en élaborant un mandat en vue des négociations et en élaborant des accords d'autonomie gouvernementale	749 917	...	...	429 810
...	7 700 000	...	(2 100 989)	5 599 011	Contributions aux bandes indiennes et inuit, aux collectivités, aux conseils tribaux, aux conseils de district et autres organismes indiens et inuit destinées à aider les collectivités à préparer leurs négociations sur l'autonomie gouvernementale	5 599 011	...	...	7 742 000
...	384 000	...	...	384 000	Contribution à la Commission indienne de l'Ontario	384 000	...	...	384 000
...	44 701 000	...	...	44 701 000	Contribution à la province de Québec, en matière d'éducation crie et inuit, selon les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	44 701 000	...	...	41 844 836

...	631 822 000	...	314 930 156	946 752 156	Paiements aux administrations indiennes pour soutenir les services publics aux collectivités	946 752 156	...	...	750 438 736
...	685 807 000	...	312 379 084	998 186 084		998 186 084	...	...	800 839 382
...	3 829 000	...	15 497 492	19 326 492	Direction générale Contributions aux titres des consultations et de l'élaboration des politiques	19 326 492	...	...	17 066 348
...	<b>3 205 902 000</b>	...	<b>(40 336 240)</b>	<b>3 165 565 760</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>3 154 326 849</b>	<b>11 238 911</b>	...	<b>2 913 887 683</b>

<b>Sommaire du programme par activité</b>									
...	307 482 000	15 231 096	32 557 599	355 270 695	Revendications	323 188 784	32 081 911	...	301 616 105
...	20 787 000	...	16 014 724	36 801 724	Services fonciers et fiduciaires	36 801 724	...	...	20 613 206
...	2 603 128 000	...	(406 282 516)	2 196 845 484	Financement des programmes	2 195 413 886	1 431 598	...	2 182 034 807
...	695 181 000	...	320 769 542	1 015 950 542	Financement communautaire	1 015 950 542	...	...	812 133 395
...	9 437 000	...	15 031 892	24 468 892	Direction générale	24 468 892	...	...	22 245 048
...	<b>3 636 015 000</b>	<b>15 231 096</b>	<b>(21 908 759)</b>	<b>3 629 337 337</b>	<b>Total du programme</b>	<b>3 595 823 828</b>	<b>33 513 509</b>	...	<b>3 338 642 561</b>

Programme des affaires du Nord									
<b>Subventions</b>									
Affaires du Nord									
...	711 000	...	...	711 000	Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	711 000	...	...	748 000
...	85 000	...	...	85 000	Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques aux fins de coordination des activités scientifiques sur le Nord entreprises par les universités canadiennes	85 000	...	...	90 000
...	5 000	...	(5 000)	...	Subventions aux particuliers et aux organisations au titre de la promotion du développement, de l'utilisation et de la conservation sécuritaires des ressources naturelles du Nord	...	...	...	...
...	4 500	...	...	4 500	Subvention sous forme de prix accordé à une personne considérée comme ayant apporté une contribution remarquable au domaine des sciences nordiques	4 500	...	...	4 500
...	...	40 800	1 703 781	1 744 581	(S) Paiements d'indemnité aux bénéficiaires des revendications territoriales pour des redevances sur les ressources	1 744 581	...	...	...
336 764	...	...	...	336 764	Subvention d'aide à l'exploitation minière du Nord	...	336 764	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	64 800
<b>336 764</b>	<b>805 500</b>	<b>40 800</b>	<b>1 698 781</b>	<b>2 881 845</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>2 545 081</b>	<b>336 764</b>	...	<b>907 300</b>

<b>Contributions</b>									
Affaires du Nord									
...	33 509 000	...	...	33 509 000	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuit	33 509 000	...	...	45 509 000
...	4 191 000	...	(374 301)	3 816 699	Contributions aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones aux fins de la mise en application de la convention finale des Inuvialuit	3 816 699	...	...	3 834 771
...	2 800 000	...	...	2 800 000	Contributions à la Commission de mise en oeuvre du Nunavut en vue de fournir des conseils sur la création du Nunavut	2 800 000	...	...	3 300 000
...	2 190 100	...	2 818 104	5 008 204	Contributions aux particuliers, aux organisations et autres niveaux de gouvernement au titre des initiatives de consultation, de recherche, de formation, de création d'emplois et autres, liées à la promotion des intérêts dans le développement politique, social, économique et culturel du Nord	5 008 204	...	...	...

...	80 000	...	...	80 000	Contributions au titre des services de consultation fournis aux Inuit dans le Sud	80 000	...	...	80 000
...	7 776 000	...	850 543	8 626 543	Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest au titre des ententes de développement économique Canada-Yukon et Canada/Territoires du Nord-Ouest sur le développement économique	7 492 823	1 133 720	...	9 685 986
...	3 900 000	1	7 294 379	11 194 380	Contributions aux gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon et à d'autres bénéficiaires en rapport avec la stratégie de l'environnement arctique	11 194 380	...	...	12 944 234
...	251 550	...	1 765 999	2 017 549	Contributions aux particuliers, organisations et autres niveaux de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	2 017 549	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 794 792
...	<b>54 697 650</b>	<b>1</b>	<b>12 354 724</b>	<b>67 052 375</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>65 918 655</b>	<b>1 133 720</b>	...	<b>78 148 783</b>
<b>336 764</b>	<b>55 503 150</b>	<b>40 801</b>	<b>14 053 505</b>	<b>69 934 220</b>	<b>Total du programme</b>	<b>68 463 736</b>	<b>1 470 484</b>	...	<b>79 056 083</b>

Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux

**Autres paiements de transfert**

Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux  
 Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et des ministres des Finances territoriaux de chaque territoire, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Y

**Commission canadienne des affaires polaires**

**Contributions**

Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires

...	20 000	...	...	20 000		20 000	...	...	21 000
...	<b>20 000</b>	...	...	<b>20 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>20 000</b>	...	...	<b>21 000</b>
<b>336 764</b>	<b>4 908 393 150</b>	<b>15 271 897</b>	<b>(7 855 254)</b>	<b>4 916 146 557</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>4 860 454 962</b>	<b>55 691 595</b>	...	<b>4 613 973 027</b>

(S) Paiement de transfert législatif.



## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
Programme des affaires indiennes et inuit			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Revendications			
Développement économique des Indiens	...	3 001 999	10 867 275
Fonds des habitations hors réserve des Indiens	...	110 040	282 311
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	...	<b>3 112 039</b>	<b>11 149 586</b>
Programme des affaires du Nord			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Affaires du Nord			
Caisse de prêts aux Inuit	...	794 412	696 382
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	...	...	89 362
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	...	<b>794 412</b>	<b>785 744</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Non budgétaire</b>	...	<b>3 906 451</b>	<b>11 935 330</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
Programme d'administration		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	55 249	27 611
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent —		
Fonctionnement et entretien	89 417	32 971
	<b>144 666</b>	<b>60 582</b>
Privilèges, licences et permis —		
Logement et services	17 176	...
Frais de services	2 710	24 173
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	4 330	2
Diverses recettes non fiscales	481	572
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>169 363</b>	<b>85 329</b>
<b>Total du programme</b>	<b>169 363</b>	<b>85 329</b>
Programme des affaires indiennes et inuit		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	260 064	260 759
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>260 064</b>	<b>260 759</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances —		
Fonds du développement économique des Indiens	905 143	1 197 982
Revendicateurs autochtones	6 756 111	4 918 407
Conseil des anciens Indiens du Yukon	384 213	...
Autres comptes —		
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens —		
Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	292 684	1 112 687
Société du crédit agricole	23 429	1 250
Prêt en perpétuité Stoney	23 377	...
Autre	20 952	...
	<b>8 405 909</b>	<b>7 230 326</b>
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	384 475	544 248
Frais de capital	103 272	49 119
Divers	4 539 392	5 560 502
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent —		
Fonctionnement et entretien	349 162	321 431
Frais de capital	124 411	8 183
Subventions et contributions	5 519 249	4 431 838
	<b>11 019 961</b>	<b>10 915 321</b>

## Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Privilèges, licences et permis —			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Logement et services	222 746	251 159	Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	1 688 332	121 409
Redevances	...	627	Frais de capital	...	108 741
Divers	17 345	11 167	Divers	291 843	3 971 039
	240 091	262 953	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent —		
			Fonctionnement et entretien	75 050	294 060
Frais de services	22 388	159	Subventions et contributions	25 151	435 590
				2 080 376	4 930 839
Produits des ventes —			Privilèges, licences et permis —		
Services publics	504 387	358 070	Exploitation minière du Canada —		
Autres	93	69 678	Frais	16	...
	504 480	427 748	Baux	810 606	746 100
			Permis	33 741	55 511
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	88 859	70 534	Redevances	6 290 971	227 810
			Charbon—Baux	4 410	39 357
Diverses recettes non fiscales —			Forêts	1 845 818	111 683
Diverses recettes non fiscales	557 700	101 991	Locations de terres, bâtiments et machine	353 310	334 738
Droits fonciers issus de traités en Saskatchewan	9 464 974	8 939 995	Frais d'usage de terre	53 003	65 434
Divers	...	2 268	Logements et services	574 649	629 155
	10 022 674	9 044 254	Métallique et non-métallique	64 220	52 533
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>30 304 362</b>	<b>27 951 295</b>	Concessions pétrolières et gazières	...	5 979
<b>Total du programme</b>	<b>30 564 426</b>	<b>28 212 054</b>	Redevances pétrolières et gazières	7 660 106	7 600 205
			Redevances—Carrières	151 597	97 672
Programme des affaires du Nord			Location de prises d'eau	4 337	7 026
<b>Recettes fiscales—</b>			Exploitation minière du quartz au Yukon —		
Taxe sur les produits et services	43 407	35 434	Droits et concessions	1 048 341	712 171
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>43 407</b>	<b>35 434</b>	Divers	2 784	982
			Redevances	2 359 032	...
<b>Recettes non fiscales—</b>				21 256 941	10 686 356
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>			Frais de services —		
Prêts, placements et avances —			Droits d'exploitation de placers	237 338	226 831
Gouvernement du Territoire du Yukon	116 501	182 502	Droits d'exploitation minière au Canada	2 551 470	2 033 618
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	1 499	2 729	Frais d'usage de terres	48 224	53 763
Caisse de prêts aux Inuit	75 703	149 083	Loyer de terrain inoccupé	133 858	120 758
Yukon Energy Corporation	3 484 472	1 671 456	Autres frais	12 992	15 472
Autres comptes —				2 983 882	2 450 442
Curragh Ressources	92 126	...	Produits des ventes —		
Esso Ltd—Surplus—Projet Norman Wells	99 765 623	30 204 727	Produits des ventes	...	66 901
	103 535 924	32 210 497	Publications	66 828	44 364
			Divers	90 109	5 024
				156 937	116 289
			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	32 400	11 194

**Recettes—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Diverses recettes non fiscales —		
Autres recettes non fiscales	6 688	11 631
Rétrocessions pétrolières et gazières	10 848 776	972 202
	10 855 464	983 833
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>140 901 924</b>	<b>51 389 450</b>
<b>Total du programme</b>	<b>140 945 331</b>	<b>51 424 884</b>
Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent —		
Fonctionnement et entretien	...	2 219 470
<b>Total du programme</b>	...	<b>2 219 470</b>
<b>Total du ministère</b>	<b>171 679 120</b>	<b>81 941 737</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	303 471	296 193
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>303 471</b>	<b>296 193</b>
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	111 941 833	39 440 823
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 245 003	18 126 212
Privilèges, licences et permis	21 514 208	10 949 309
Frais de services	3 008 980	2 474 774
Produits des ventes	661 417	544 037
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	125 589	81 730
Diverses recettes non fiscales	20 878 619	10 028 659
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>171 375 649</b>	<b>81 645 544</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>171 679 120</b>	<b>81 941 737</b>

(1) Intérêt sauf indication contraire.

# SECTION 4

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Agence de promotion économique du Canada atlantique**

**Ministère  
Société d'expansion du Cap-Breton**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	4.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	4.3
Programmes par activité . . . . .	4.4
Paievements de transfert . . . . .	4.5
Recettes . . . . .	4.6

**Ministère**

*Administration générale*

**Objectif**

Soutenir et favoriser les possibilités de développement économique du Canada atlantique, particulièrement dans le secteur des petites et moyennes entreprises, par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets et par la défense des intérêts du Canada atlantique au moment de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets économiques d'envergure nationale.

Veiller à la gestion efficace et efficiente des ressources de l'Agence, c'est-à-dire mettre en place les systèmes et services administratifs voulus pour appuyer la prise de décisions par la direction et pour rehausser la responsabilité de la gestion et le contrôle opérationnel.

**Description des activités**

*Développement*

Soutenir et favoriser les possibilités de développement économique du Canada atlantique, particulièrement dans le secteur des petites et moyennes entreprises, par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets et par la défense des intérêts du Canada atlantique au moment de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets économiques d'envergure nationale.

**Société d'expansion du Cap-Breton**

**Objectif**

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'Île du Cap-Breton et élargir la base économique de l'île.

...	40 468 000	...	...	40 468 000
...	...	1	...	1
...	...	1	...	1
...	...	...	3 694 998	3 694 998
...	40 468 000	2	3 694 998	44 163 000

**Ministère**

1	Dépenses de fonctionnement
1a	Virement de 2 194 999 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)
1b	Virement de 1 499 999 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)
	Virement du crédit 5
	Total—Crédit 1

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Développement	34 050 212	31 819 361	1 000 000	1 083 066	331 287 845	323 767 745	...	...	...	...	366 338 057	356 670 172
Administration générale	11 362 650	11 377 149	400 000	290 567	...	...	...	...	...	...	11 762 650	11 667 716
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>45 412 862</b>	<b>43 196 510</b>	<b>1 400 000</b>	<b>1 373 633</b>	<b>331 287 845</b>	<b>323 767 745</b>	...	...	...	...	<b>378 100 707</b>	<b>368 337 888</b>
<b>Société d'expansion du Cap-Breton— Budgétaire</b>	<b>17 538 000</b>	<b>15 038 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>17 538 000</b>	<b>15 038 000</b>
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>62 950 862</b>	<b>58 234 510</b>	<b>1 400 000</b>	<b>1 373 633</b>	<b>331 287 845</b>	<b>323 767 745</b>	...	...	...	...	<b>395 638 707</b>	<b>383 375 888</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Développement									
...	3 900 000	...	...	3 900 000	1 359 749	2 540 251	...	4 705 406	
...	100 000	...	...	100 000	...	100 000	...	151 228	
...	...	1	(1)	...	...	...	...	...	
...	<b>4 000 000</b>	<b>1</b>	<b>(1)</b>	<b>4 000 000</b>	<b>1 359 749</b>	<b>2 640 251</b>	...	<b>4 856 634</b>	
<b>Total—Subventions</b>									
<b>Contributions</b>									
Développement									
...	218 716 000	...	(3 694 997)	215 021 003	230 527 011	(15 506 008)	...	233 574 681	
...	90 545 000	...	...	90 545 000	70 159 143	20 385 857	...	58 268 365	
...	5 000 000	...	(2 394 966)	2 605 034	2 605 034	...	...	837 163	
...	10 000 000	...	9 116 808	19 116 808	19 116 808	...	...	2 324 436	
...	<b>324 261 000</b>	...	<b>3 026 845</b>	<b>327 287 845</b>	<b>322 407 996</b>	<b>4 879 849</b>	...	<b>295 004 645</b>	
<b>Total—Contributions</b>									
...	<b>328 261 000</b>	<b>1</b>	<b>3 026 844</b>	<b>331 287 845</b>	<b>323 767 745</b>	<b>7 520 100</b>	...	<b>299 861 279</b>	
<b>Total du ministère</b>									
...	<b>328 261 000</b>	<b>1</b>	<b>3 026 844</b>	<b>331 287 845</b>	<b>323 767 745</b>	<b>7 520 100</b>	...	<b>299 861 279</b>	
<b>Total du portefeuille ministériel</b>									

(S) Paiement de transfert législatif.



**Recettes**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	39 691	3 530
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>39 691</b>	<b>3 530</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances —		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	3 453 837	4 401 991
Entente-cadre sur le plan de développement	585 061	643 627
Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador	20 755	11 040
Prêts en vue d'aider l'industrie dans la région du Cap-Breton	...	3 264
	4 059 653	5 059 922
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 115 779	2 084 840
Recouvrements de contributions	6 262 671	3 957 173
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	661 200	607 807
	10 039 650	6 649 820
Frais de services	4 459 210	6 551 734
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	11 889	16 609
Autres recettes non fiscales	752 298	259 126
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>19 322 700</b>	<b>18 537 211</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>19 362 391</b>	<b>18 540 741</b>

<sup>(1)</sup> Intérêt sauf indication contraire.

# SECTION 5

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Agriculture et Agroalimentaire**

**Ministère**

**Commission canadienne du lait**

**Société du crédit agricole**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	5.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	5.4
Programmes par activité . . . . .	5.7
Paievements de transfert . . . . .	5.8
Déetail des montants disponibles pour être dépensés . . . .	5.13
Recettes . . . . .	5.13

**Ministère****Objectif**

Promouvoir le développement, l'adaptation et la compétitivité du secteur agroalimentaire afin d'assurer un rendement équitable aux producteurs et transformateurs et de maximiser la contribution du secteur à la réalisation des objectifs nationaux en matière d'économie et d'environnement.

**Description des activités***Recherche et développement agricoles*

La recherche, le développement et le transfert technologique ont pour objet d'aider le secteur agroalimentaire canadien à maintenir et à améliorer sa situation économique; l'activité soutient l'amélioration de la compétitivité à long terme et des qualités marchandes des produits agricoles canadiens en axant la recherche et le développement sur la réduction des coûts de production et de transformation des aliments, en améliorant la qualité et la salubrité des produits ainsi que les pratiques environnementales visant à assurer une agriculture durable, et en procédant au transfert technologique; la recherche et le développement agricoles sont menés aussi bien à l'interne, par l'intermédiaire du réseau national des centres de recherches, qu'à l'externe, cette fois en vertu d'ententes de coopération avec le secteur privé, les universités et les gouvernements provinciaux.

*Inspection et réglementation*

Empêche l'introduction au Canada d'agents pathogènes, d'insectes, de mauvaises herbes et autres dangers exotiques d'origine végétale ou animale; combat ou supprime les agents patho-

gènes, insectes, mauvaises herbes et autres dangers exotiques d'origine végétale ou animale qui réussissent à entrer au Canada; empêche que des dangers chimiques, bactériens, physiques ou l'étiquetage trompeur associés à des produits alimentaires et agricoles menacent la santé et la sécurité des gens; protège le consommateur et l'industrie contre les déclarations inexactes et les fraudes commerciales dans l'étiquetage, l'emballage et la publicité dans le secteur agroalimentaire; prévient, combat et élimine les maladies des plantes et des animaux domestiques d'importation économique ou dangereuses pour la santé humaine; réalise l'inspection et la certification des produits agroalimentaires nécessaires à l'exportation ou au commerce interprovincial; vérifie la certification des produits agricoles et alimentaires selon des facteurs de qualité (de classement) d'importance économique; protège le public parier en assurant l'intégrité du pari mutuel des courses à chevaux.

*Politiques et programmes d'économie agricole*

Faire la synthèse des points de vue des intervenants privés et publics du secteur agroalimentaire dans le contexte de l'ensemble des politiques économiques, environnementales et sociales du fédéral ainsi que des programmes d'adaptation et de stabilisation du revenu agricole; élaborer et gérer les programmes qui favorisent la compétitivité du secteur et le rendent réceptif aux besoins du marché; produire de l'information sur le secteur agroalimentaire en vue de faciliter la compréhension des dossiers de l'heure, l'élaboration d'options politiques et l'évaluation des progrès réalisés dans la poursuite des objectifs; favoriser la diversité régionale et le sens des responsabilités environnementales dans le secteur;

gérer le rôle de partenaire qu'assume le fédéral dans la prestation des programmes de stabilisation du revenu agricole qui forment un système national intégré de programmes dont les principes directeurs sont l'absence d'incidence sur les marchés, l'équité entre les secteurs et la prise en compte de la diversité régionale; contribuer à la viabilité sociale et économique à long terme des familles agricoles en accord avec nos obligations internationales; favoriser la protection à long terme de l'environnement; être le centre de coordination des activités liées aux coopératives.

*Services à l'industrie et aux marchés*

Offrir des programmes et des services qui aident le secteur agroalimentaire canadien à élargir sa part des marchés intérieurs et extérieurs. À cette fin, négocier des ententes internationales et interprovinciales sur le commerce des produits agroalimentaires qui permettent au secteur d'accéder aux marchés et de s'y maintenir, et contribuer à éliminer les sujets de discussion et de division et à régler les différends qui nuisent au commerce; aider le secteur à prospecter des débouchés et à en tirer profit, et le conseiller en la matière; aider les clients à élaborer des stratégies de développement des marchés; renseigner sur les marchés intérieurs et extérieurs et effectuer des analyses à leur sujet; voir à ce que l'on tienne compte des besoins et du point de vue du secteur dans l'élaboration des politiques et des règlements; encourager le secteur à adopter des technologies nouvelles et à perfectionner ses ressources humaines.

*Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales*

Toute une gamme de programmes sont mis en oeuvre en collaboration avec les gouvernements provinciaux, les municipalités et les producteurs

agricoles, en vertu de la *Loi sur le rétablissement agricole des Prairies*, qui portent sur la réhabilitation des régions dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta qui sont touchées par la sécheresse et l'érosion éolienne; ainsi que sur l'élaboration et la promotion de méthodes agricoles, de l'arboriculture, de l'utilisation des terres et de la colonisation agricole; ces programmes qui sont mis en oeuvre en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire* visent à répondre aux questions générales de stabilité économique touchant le secteur agroalimentaire.

#### *Gestion et services intégrés*

Assure la direction, la consultation et le soutien administratif aux gestionnaires du ministère pour la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et physiques lors de la réalisation des objectifs ministériels par l'intermédiaire des cabinets du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ainsi que des bureaux du sous-ministre et du secrétariat ministériel; voit à l'application des politiques ministérielles pour ce qui a trait à la vérification interne et à l'évaluation de programme; fournit des services de gestion des ressources humaines au ministère, y compris la dotation en personnel, la classification, les rela-

tions de travail, la formation, les langues officielles et les services connexes au personnel; offre au ministère des services de consultation et un soutien financier et administratif intégré dans les domaines de la planification et du contrôle financiers et opérationnels, de la gestion des biens, des bibliothèques, de l'information et de la gestion des crises; fournit des services de consultation, d'analyse environnementale publique et des services opérationnels dans le domaine des communications ministérielles.

#### *Commission canadienne des grains*

En vertu de la *Loi sur les grains du Canada*, la Commission réglemente la manutention des grains et fixe et maintient des normes de qualité pour les grains canadiens en vue de promouvoir leur valeur marchande; elle consulte l'industrie céréalière canadienne pour l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques; fournit des services réglementés d'assurance de la qualité aux points d'exportation et aux points stratégiques intérieurs où on prépare le grain aux fins d'exportation; et gère les activités d'un laboratoire de recherches d'envergure sur les grains qui étudie la qualité de la récolte courante et des exportations de grains et mène également des recherches pour déterminer si les grains canadiens conviennent bien à la transformation en produits finis des pays cibles.

#### **Commission canadienne du lait**

##### **Objectif**

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

#### **Société du crédit agricole**

##### **Objectif**

Fournir un crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs, prêter à des syndicats composés d'agriculteurs et remplir des fonctions opérationnelles et administratives qui ont trait à l'aménagement de l'agriculture canadienne en unités agricoles rentables sous la direction d'exploitants compétents.



...	200 000 000	(98 000 000)	(2 134 270)	99 865 730	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Régime d'assurance-revenu brut	99 865 730	...	...	399 617 481
...	6 000 000	(3 800 000)	(2 200 000)	...	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programmes de transition pour les viandes rouges	...	...	...	16 462 550
...	35 000 000	...	(34 674 945)	325 055	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i>	325 055	...	...	64 398 846
...	...	1 200 000 000	(310 953 125)	889 046 875	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest</i>	889 046 875	...	...	...
...	...	450 000	(336 420)	113 580	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	113 580	...	...	...
...	188 000 000	88 750 000	(150 731 680)	126 018 320	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net	126 018 320	...	...	162 725 696
...	...	54 500 000	...	54 500 000	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme complémentaire pour le secteur des cultures	54 500 000	...	...	...
...	...	150 000	...	150 000	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'innovation en agroalimentaire	150 000	...	...	...
...	64 829 000	...	(883 000)	63 946 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 946 000	...	...	69 073 000
3 873 207	...	...	...	3 873 207	(S) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	(745 219)	...	4 618 426	(990 977)
...	...	...	3 966	3 966	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	3 966	...	...	31 575
...	...	...	75 921	75 921	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	75 921	...	...	289 911
42 249	...	...	4 719 116	4 761 365	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	4 693 898	...	67 467	4 732 122
...	...	...	3 091 954	3 091 954	(S) Montants adjugés par une cour	3 091 954	...	...	550 390
<b>25 408 551</b>	<b>1 762 932 645</b>	<b>1 358 053 187</b>	<b>(480 824 688)</b>	<b>2 665 569 695</b>	<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>2 561 420 166</b>	<b>65 347 937</b>	<b>38 801 592</b>	<b>2 077 225 259</b>
<b>Commission canadienne du lait</b>									
...	2 468 000	...	...	2 468 000	20 Dépenses du programme	2 461 315	6 685	...	2 527 213
268 260 000	...	...	...	268 260 000	(S) (L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 300 000 000 \$ (Net)	6 760 000	...	261 500 000	5 150 000
...	<b>2 468 000</b>	...	...	<b>2 468 000</b>	<b>Total du programme—</b>	<b>2 461 315</b>	<b>6 685</b>	...	<b>2 527 213</b>
<b>268 260 000</b>	...	...	...	<b>268 260 000</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>6 760 000</b>	...	<b>261 500 000</b>	<b>5 150 000</b>
<b>Société du crédit agricole</b>									
6 667 000	...	...	...	6 667 000	(S) <i>Loi sur la Société du crédit agricole</i> (L) Paiements de capital en vertu de la <i>Loi sur la Société du crédit agricole</i> , paragraphe 11(1). Limite 1 125 000 000 \$ (Brut)	...	...	6 667 000	...

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
9 911 973 514	...	...	(739 986 502)	9 171 987 012	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société du crédit agricole</i> , paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	(213 314 631)	...	9 385 301 643	36 952 044
<b>9 918 640 514</b>	...	...	<b>(739 986 502)</b>	<b>9 178 654 012</b>	<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>(213 314 631)</b>	...	<b>9 391 968 643</b>	<b>36 952 044</b>
<b>25 408 551 1 765 400 645</b>	<b>1 358 053 187</b>	<b>(480 824 688)</b>	<b>2 668 037 695</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—</b>	<b>2 563 881 481</b>	<b>65 354 622</b>	<b>38 801 592</b>	<b>2 079 752 472</b>
<b>10 186 900 514</b>	...	...	<b>(739 986 502)</b>	<b>9 446 914 012</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>(206 554 631)</b>	...	<b>9 653 468 643</b>	<b>42 102 044</b>
					<b>Non budgétaire</b>				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section I de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Une autorisation permanente de 12 000 000 \$ en date du 1<sup>er</sup> avril 1995 a été approuvée en vertu du crédit 6d de Agriculture et Agroalimentaire, de la *Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Recherche et développement agricoles	236 854 864	236 737 110	37 719 000	36 588 129	2 247 000	2 241 707	...	...	...	...	276 820 864	275 566 946
Inspection et réglementation	280 535 950	261 756 522	28 337 000	27 462 705	974 500	856 908	52 817 000	41 931 804	...	...	257 030 450	248 144 331
Politiques et programmes d'économie agricole	68 338 414	63 580 828	1 210 000	1 151 218	795 350 733	795 318 333	...	...	...	...	864 899 147	860 050 379
Services à l'industrie et aux marchés	51 245 847	47 708 046	1 553 900	1 478 369	97 093 289	69 707 865	...	...	...	...	149 893 036	118 894 280
Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales	60 342 239	60 539 681	9 633 000	9 334 566	921 473 875	921 430 221	9 905 000	12 520 708	...	...	981 544 114	978 783 760
Gestion et services intégrés	75 578 484	73 837 424	6 064 600	5 391 276	8 000	7 000	...	...	...	...	81 651 084	79 235 700
Commission canadienne des grains	40 275 000	1 367 374	1 449 000	...	7 000	...	...	...	...	...	41 731 000	1 367 374
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	12 000 000	47 360 708	...	...	...	...	...	47 983 312	...	...	12 000 000	(622 604)
Sous-total	825 170 798	792 887 693	85 966 500	81 406 263	1 817 154 397	1 789 562 034	62 722 000	102 435 824	...	...	2 665 569 695	2 561 420 166
Recettes affectées aux dépenses	(62 722 000)	(102 435 824)	...	...	...	...	(62 722 000)	(102 435 824)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>762 448 798</b>	<b>690 451 869</b>	<b>85 966 500</b>	<b>81 406 263</b>	<b>1 817 154 397</b>	<b>1 789 562 034</b>	...	...	...	...	<b>2 665 569 695</b>	<b>2 561 420 166</b>
<b>Commission canadienne du lait—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>2 468 000</b>	<b>2 461 315</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 468 000</b>	<b>2 461 315</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>268 260 000</b>	<b>6 760 000</b>	<b>268 260 000</b>	<b>6 760 000</b>
<b>Société du crédit agricole—</b>												
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>9 178 654 012</b>	<b>(213 314 631)</b>	<b>9 178 654 012</b>	<b>(213 314 631)</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>764 916 798</b>	<b>692 913 184</b>	<b>85 966 500</b>	<b>81 406 263</b>	<b>1 817 154 397</b>	<b>1 789 562 034</b>	...	...	...	...	<b>2 668 037 695</b>	<b>2 563 881 481</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>9 446 914 012</b>	<b>(206 554 631)</b>	<b>9 446 914 012</b>	<b>(206 554 631)</b>



**Ministère**

**Subventions**

Recherche et développement agricoles

...	999 000	...	...	999 000	Subventions aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	995 850	3 150	...	991 611
<hr/>									
...	50 000	...	...	50 000	Politiques et programmes d'économie agricole				
...	1 211 000	...	(450 000)	761 000	Subventions aux organisations canadiennes d'agricultrices	50 000	...	...	128 250
...	238 000	...	(201 249)	36 751	Subventions dans le cadre du Programme canadien de réorientation des agriculteurs	750 465	10 535	...	1 420 000
...	...	85 075 200	(85 000 000)	75 200	Subventions dans le cadre des bureaux d'examen de l'endettement agricole	17 065	19 686	...	157 133
...	...	...	20 000 000	20 000 000	Subventions au programme d'aide de transition du grain du nord-ouest de l'Ontario	75 200	...	...	...
...	...	...	280 000	280 000	Subventions au programme de rajustement de l'aide au transport des céréales fourragères	20 000 000	...	...	...
...	...	...	45 000 000	45 000 000	Subvention au Conseil canadien de l'horticulture	280 000	...	...	...
...	...	...	3 333 000	3 333 000	Subventions au programme d'aide aux déshydrateurs de luzerne et aux fabricants de foin densifié	45 000 000	...	...	...
...	...	...	6 667 000	6 667 000	Subvention à la Coopérative fédérée de Québec	3 333 000	...	...	...
...	...	...	7 000 000	7 000 000	Subvention à l'Union des producteurs agricoles	6 667 000	...	...	...
...	...	...	20 000 000	20 000 000	Subvention au Conseil d'adaptation du secteur agricole	7 000 000	...	...	...
...	...	...	20 000 000	20 000 000	Subventions au programme d'aide pour la mise en commun des frais de transport	20 000 000	...	...	...
...	1 499 000	85 075 200	16 628 751	103 202 951		103 172 730	30 221	...	1 705 383

...	3 000	...	...	3 000	Gestion et services intégrés				
					Subventions à des particuliers pour leur participation à la diffusion nationale de l'information agricole fédérale	2 000	1 000	...	2 000
<b>600 000</b>	<b>2 742 000</b>	<b>1 285 568 200</b>	<b>(290 517 374)</b>	<b>998 392 826</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>997 752 056</b>	<b>40 770</b>	<b>600 000</b>	<b>2 728 794</b>
<b>Contributions</b>									
Recherche et développement agricoles									
...	885 000	...	2 930	887 930	Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	887 857	73	...	824 386
...	2 768 000	...	(2 407 930)	360 070	Contributions pour des initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	358 000	2 070	...	2 317 000
...	3 653 000	...	(2 405 000)	1 248 000		1 245 857	2 143	...	3 141 386
Inspection et réglementation									
...	411 000	...	(89 400)	321 600	Indemnités pour animaux abattus aux termes de la <i>Loi sur la santé des animaux</i>	314 082	7 518	...	696 476
...	119 000	...	...	119 000	Contributions aux provinces, conformément aux règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage	23 578	95 422	...	51 638
...	8 000	...	...	8 000	Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse	...	8 000	...	5 180
...	8 000	...	(8 000)	...	Indemnisation en conformité avec la <i>Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides</i> et la <i>Loi sur la protection des végétaux</i>	...	...	...	...
...	137 000	...	388 900	525 900	Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occupent de promouvoir les objectifs liés à la santé des végétaux et des animaux	519 248	6 652	...	331 939
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 773
...	683 000	...	291 500	974 500		856 908	117 592	...	1 093 006
Politiques et programmes d'économie agricole									
...	11 495 000	...	115 387	11 610 387	Contributions pour initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	11 610 387	...	...	12 002 642
...	119 000	1	8 251 405	8 370 406	Contributions en vertu du Programme national de la gestion d'entreprise agricole	8 370 406	...	...	9 264 621
...	207 500 000	...	...	207 500 000	Paiements versés aux agriculteurs pour des produits agricoles par le gouverneur en conseil en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>	207 499 144	856	...	226 599 999
...	1 805 000	...	695 000	2 500 000	Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	2 500 000	...	...	1 900 000
...	13 115 000	...	862 000	13 977 000	Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	13 976 614	386	...	19 395 323
...	4 000 000	(1 000 000)	(634 414)	2 365 586	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme de la protection du revenu	2 365 586	...	...	3 735 318
...	180 000 000	(20 000 000)	3 557 107	163 557 107	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'assurance-récolte	163 557 107	...	...	161 800 477
...	200 000 000	(98 000 000)	(2 134 270)	99 865 730	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Régime d'assurance-revenu brut	99 865 730	...	...	399 617 481

...	6 000 000	(3 800 000)	(2 200 000)	...	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programmes de transition pour les viandes rouges	...	...	...	16 462 550
...	...	450 000	(336 420)	113 580	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	113 580	...	...	...

...	2 261 000	...	(2 261 000)	...	Contributions dans le cadre du projet de développement du secteur agroalimentaire canadien	...	...	...	...
...	10 407 000	...	(68 000)	10 339 000	Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional	10 915 700	(576 700)	...	18 640 400
...	11 596 000	...	(11 596 000)	...	Contributions en vertu de la stratégie de conquête des marchés	...	...	...	...
...	37 600 000	...	(12 600 000)	25 000 000	Contributions au titre de Programme d'accroissement des liquidités pour les récoltes de 1994	20 893 600	4 106 400	...	14 497 200
...	1 654 000	...	403 300	2 057 300	Aide en vue de l'ajustement à long terme de l'industrie de l'horticulture	2 124 700	(67 400)	...	5 627 600
...	2 256 000	...	(2 256 000)	...	Contributions en vertu de la campagne pour le secteur des produits de la pêche	...	...	...	...
...	1 554 000	...	3 073 000	4 627 000	Contributions en vertu du Plan de diversification de l'industrie du tabac	4 676 700	(49 700)	...	1 630 700
...	323 000	...	(323 000)	...	Contributions à l'Institut du vin canadien	...	...	...	...
...	835 000	...	(835 000)	...	Contributions en vertu de l'initiative de la prospérité	...	...	...	...
...	...	...	785 000	785 000	Contributions en vertu du Programme de valorisation du secteur agroalimentaire	770 000	15 000	...	770 019
...	...	...	877 000	877 000	Contribution pour la privatisation des fonctions d'amélioration et d'évaluation génétiques des animaux d'élevage	684 000	193 000	...	18 750 000
20 893 095	...	...	...	20 893 095	Programme de développement des petites fermes	...	...	20 893 095	...
...	...	...	10 116 200	10 116 200	Contributions en vertu du programme Commerce agroalimentaire 2000	8 191 171	1 925 029	...	17 077 600
...	...	...	1 516 446	1 516 446	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> — Programme CSRN relais — Développement du secteur du boeuf	1 516 446	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8 910 300
20 893 095	141 721 000	...	(66 120 806)	96 493 289		69 707 865	5 892 329	20 893 095	181 363 639
...	3 206 000	...	5 174 000	8 380 000	Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales	8 379 918	82	...	2 746 274
...	5 510 000	...	(270 600)	5 239 400	Entente de partenariat Canada-Manitoba sur l'infrastructure hydraulique des municipalités pour la diversification de l'économie rurale	5 239 263	137	...	5 187 143
...	1 929 000	...	1 507 700	3 436 700	Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites communautés du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la région de la Rivière-de-la-Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	3 436 607	93	...	1 675 133
...	855 000	...	(96 000)	759 000	Contributions en vertu de l'entente de partenariat Canada-Saskatchewan sur l'expansion économique fondée sur la gestion des ressources hydrauliques	758 752	248	...	608 074
...	9 906 000	...	14 900	9 920 900	Contributions pour initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	9 884 205	36 695	...	9 449 438
...	...	150 000	...	150 000	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> — Programme d'innovation en agroalimentaire	150 000	...	...	...
...	21 406 000	150 000	6 330 000	27 886 000		27 848 745	37 255	...	19 666 062
...	5 000	...	...	5 000	Gestion et services intégrés	5 000	...	...	5 000
...	...	...	...	...	Contribution au Conseil canadien de la sécurité à l'appui de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	...	...	...	...

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	7 000	...	...	7 000	Commission canadienne des grains Frais d'adhésion à l'Association internationale de chimie céréalière	...	7 000	...	7 000
<b>20 893 095</b>	<b>980 679 000</b>	<b>21 050 001</b>	<b>(203 860 525)</b>	<b>818 761 571</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>791 809 978</b>	<b>6 058 498</b>	<b>20 893 095</b>	<b>1 227 764 981</b>
<b>Sommaire du programme par activité</b>									
...	4 652 000	...	(2 405 000)	2 247 000	Recherche et développement agricoles	2 241 707	5 293	...	4 132 997
...	683 000	...	291 500	974 500	Inspection et réglementation	856 908	117 592	...	1 093 006
...	814 703 000	105 975 201	(125 327 468)	795 350 733	Politiques et programmes d'économie agricole	795 318 333	32 400	...	1 024 194 271
21 493 095	141 921 000	...	(66 320 806)	97 093 289	Services à l'industrie et aux marchés	69 707 865	5 892 329	21 493 095	181 363 639
...	21 447 000	1 200 643 000	(300 616 125)	921 473 875	Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales	921 430 221	43 654	...	19 695 862
...	8 000	...	...	8 000	Gestion et services intégrés	7 000	1 000	...	7 000
...	7 000	...	...	7 000	Commission canadienne des grains	...	7 000	...	7 000
<b>21 493 095</b>	<b>983 421 000</b>	<b>1 306 618 201</b>	<b>(494 377 899)</b>	<b>1 817 154 397</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 789 562 034</b>	<b>6 099 268</b>	<b>21 493 095</b>	<b>1 230 493 775</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Inspection et réglementation			
Surveillance du pari-mutuel	14 105 000	14 663 118	14 389 177
Autre	38 712 000	27 268 686	13 293 508
Rétablissement, viabilité et développement des prairies rurales	9 905 000	12 520 708	11 639 487
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	...	47 983 312	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>62 722 000</b>	<b>102 435 824</b>	<b>39 322 172</b>
<b>Commission canadienne du lait</b>			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Commission canadienne du lait			
Remboursement de prêts	...	312 992 000	250 445 000
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>312 992 000</b>	<b>250 445 000</b>
<b>Société du crédit agricole</b>			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Société du crédit agricole			
Remboursement de prêts — Article 12	...	1 053 308 331	627 547 956
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>1 053 308 331</b>	<b>627 547 956</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>62 722 000</b>	<b>102 435 824</b>	<b>39 322 172</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>1 366 300 331</b>	<b>877 992 956</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	5 114 863	4 379 772
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>5 114 863</b>	<b>4 379 772</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances —		
Centres de services agricoles	262 513	320 182
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1 164 576	1 268 821
Commission canadienne du lait	2 994 428	2 154 967
Société du crédit agricole	207 751 516	198 473 553
Fonds d'aide aux groupements agricoles	671 609	817 646
Comptes consolidés —		
Comptes de stabilisation des produits agricoles	...	6 725 121
Autres comptes —		
Intérêt sur vente de terrain irrigué —Autres	4 332	1 304
Régime d'assurance-revenu brut —Intérêt sur prêts	2 554 224	5 042 686
	215 403 198	214 804 280
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	29 244 247	43 002 038
Autres	316 640 103	35 474 537
	345 884 350	78 476 575
Privilèges, licences et permis —		
Locations	980 163	870 707
Licences	5 889	231 671
Permis	16 006	15 795
Divers	2 527 624	1 549 750
	3 529 682	2 667 923
Frais de services —		
Services d'inspection	...	3 746
Grains—Frais	3 911 863	54 528 916
Services de vérification	229 040	160 289
Divers	2 242 477	3 502 609
	6 383 380	58 195 560
Produits des ventes	66 388	7 928 746

**Recettes—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne —		
Bétail et substances animales	1 009 123	880 327
Plantes et produits végétaux	1 491 436	1 685 115
Divers	2 218 557	2 194 660
	4 719 116	4 760 102
Diverses recettes non fiscales —		
Compte de stabilisation du revenu net	4 281 316	4 854 560
Recouvrement de paiements des provinces et municipalités	14 773 626	14 025 386
Divers	7 090 973	26 626 016
	26 145 915	45 505 962
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>602 132 029</b>	<b>412 339 148</b>
<b>Total du ministère</b>	<b>607 246 892</b>	<b>416 718 920</b>
<b>Commission canadienne du lait</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	16 214	250
Diverses recettes non fiscales —		
Divers	720	...
<b>Total du programme</b>	<b>16 934</b>	<b>250</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	5 114 863	4 379 772
Total des recettes fiscales	5 114 863	4 379 772
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	215 403 198	214 804 280
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	345 900 564	78 476 825
Privilèges, licences et permis	3 529 682	2 667 923
Frais de services	6 383 380	58 195 560
Produits des ventes	66 388	7 928 746
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	4 719 116	4 760 102
Diverses recettes non fiscales	26 146 635	45 505 962
Total des recettes non fiscales	602 148 963	412 339 398
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>607 263 826</b>	<b>416 719 170</b>

(1) Intérêt sauf indication contraire.

# SECTION 6

## *COMPTES PUBLICS DU CANADA* **1995-1996**

### **Anciens combattants**

#### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités ..	6.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	6.4
Programmes par activité .....	6.6
Paievements de transfert .....	6.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés....	6.10
Recettes .....	6.10



**Ministère**

Programme des anciens combattants

**Objectif**

Fournir l'appui nécessaire au bien-être physique, mental, social et financier des anciens combattants, des personnes à leur charge ainsi que des autres personnes admissibles.

**Description des activités***Soins de santé*

Fournir aux anciens combattants admissibles les soins hospitaliers, médicaux et d'hébergement; les services médicaux et dentaires dans les cliniques externes du ministère; les examens pour les soins de santé; la consultation en matière de bien-être social; les services de prothèses ainsi que la formation, les allocations et les prestations connexes.

*Pensions*

Administration et paiement des pensions et prestations d'invalidité ou de décès conformément à la *Loi sur les pensions*, à la *Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants*, à la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils*, au Règlement sur l'indemnisation en cas d'accident d'aviation, et aux lois et ordonnances connexes.

*Soutien financier*

Administration des questions relatives au soutien financier et aux autres programmes spéciaux pour les anciens combattants, les personnes à leur charge et certaines autres personnes désignées. Ces prestations comprennent les allocations men-

suelles versées en vertu de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants* conformément à la partie IX de la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils* et une aide financière supplémentaire fondée sur le besoin; l'aide à l'éducation pour les anciens combattants et les orphelins pensionnés d'anciens combattants; des services spécialisés de bien-être pour les anciens combattants aveugles, sourds ou paraplégiques; des mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants. Exploitation de deux ateliers en milieu protégé pour la production de coquelicots et de couronnes commémoratives vendus à l'occasion de la campagne annuelle du coquelicot de la Légion royale canadienne et de divers autres événements commémoratifs.

*Administration du ministère*

Fonctionnement du cabinet du secrétaire d'État (Anciens combattants), des bureaux du sous-ministre et de deux sous-ministres adjoints, et soutien administratif à l'appui des finances, du personnel, des services de gestion, des services organisationnels, des communications, de la vérification, des services de sécurité ainsi que la coordination de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les fonctions de gestion des biens immobiliers.

Programme de la Commission canadienne des pensions

**Objectif**

Octroyer des pensions d'invalidité et les prestations connexes conformément aux textes législatifs qui régissent ses activités, à titre de compensation pour une invalidité ou un décès liés au service militaire ou à tout autre service admissible.

**Description de l'activité***Pensions*

La Commission canadienne des pensions juge les demandes de pension et établit des politiques pour normaliser ses décisions, en vertu de la *Loi sur les pensions*, de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, des parties I à X de la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils* ainsi que d'autres lois, ordonnances et règlements. La Commission administre en outre le Fonds fiduciaire de secours aux anciens combattants et d'autres fonds en fiducie.

Programme du Bureau de services juridiques des pensions

**Objectif**

S'assurer que les personnes qui veulent faire des demandes en vertu de la *Loi sur les pensions* et des lois connexes ou présenter un appel en vertu de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants* ont accès à un service juridique professionnel indépendant qui fournit une relation d'avocat et de client.

**Description de l'activité***Pensions*

Ce Bureau fournit une aide juridique aux personnes qui veulent faire des demandes en vertu de la *Loi sur les pensions*, L.R. 1985, ch. P-6, et des lois et ordonnances connexes ou présenter un appel au Tribunal d'appel des anciens combattants. Ce service est fourni par des avocats-conseils professionnels et un personnel de soutien à 20 bureaux de district situés dans tout le Canada. Le Bureau

doit accepter toutes les demandes d'aide provenant de personnes admissibles, anciens combattants ou personnes à charge des anciens combattants décédés. Les services du Bureau sont gratuits, mais les requérants peuvent employer un avocat privé à leurs frais ou être représentés par l'agent des services d'une association reconnue d'anciens combattants.

Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants

### **Objectif**

Offrir un mécanisme d'appel aux anciens membres des forces armées et de la GRC, à certains civils et à leurs personnes à charge pour leur assurer les pleines prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la *Loi sur les pensions*, de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, de la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils* et des autres lois pertinentes.

### **Description de l'activité**

#### *Pensions*

Offre un mécanisme d'appel aux anciens membres des forces armées et de la GRC, à certains civils et à leurs personnes à charge en ce qui a trait aux décisions rendues par les comités d'examen ou d'évaluation de la Commission canadienne des pensions et des ordonnances rendues par le ministre des Anciens combattants en vertu de la *Loi sur*

*les pensions*, de la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils* et de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, ainsi que d'autres lois pertinentes. Le Tribunal interprète en outre cette législation et constitue le dernier palier d'appel au sein du portefeuille des Anciens combattants.

Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

### **Objectif**

Offrir un mécanisme de révision et d'appel aux anciens combattants, à certains civils et à leurs personnes à charge pour leur assurer les pleines prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la *Loi sur les pensions*, de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, de la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils* et des autres lois pertinentes.

### **Description de l'activité**

#### *Pensions*

Entend toutes les demandes de révision des anciens combattants et autres ayants droit qui sont mécontents des jugements rendus par le ministre des Anciens combattants, relatifs à leur pension d'invalidité, entend les appels des personnes qui sont mécontentes des décisions du Tribunal de révision, et entend les appels en dernière instance relatifs à l'allocation d'ancien combattant des personnes qui sont mécontentes des décisions rendues par le ministre. Le Tribunal, en plus, interprète la *Loi sur les pensions*, la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils*, et la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, ainsi que d'autres lois connexes.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	494 832 000	...	...	494 832 000	1				
...	...	1	...	1	1a				
...	...	1	...	1	1b				
...	...	...	10 631 964	10 631 964					
...	...	...	22 525 000	22 525 000					
...	494 832 000	2	33 156 964	527 988 966					
...	1 470 369 000	...	...	1 470 369 000	5				
...	...	1	...	1	5a				
...	...	...	(10 631 964)	(10 631 964)					
...	...	...	(211 124)	(211 124)					
...	...	...	(4 032 999)	(4 032 999)					
...	1 470 369 000	1	(14 876 087)	1 455 492 914					
...	12 000	...	(12 000)	...	(S)				495
...	10 000	...	(10 000)	...	(S)				...
...	539 000	...	(363 729)	175 271	(S)	175 271	...	...	309 693
...	17 080 000	...	855 000	17 935 000	(S)	17 935 000	...	...	17 438 000
24 441	...	...	114 893	139 334	(S)	135 728	...	3 606	93 083
...	...	...	88 271	88 271	(S)	88 271	...	...	239 548
...	...	...	...	...		...	...	...	5 500
24 441	1 982 842 000	3	18 953 312	2 001 819 756		1 925 222 596	76 593 554	3 606	1 960 048 012

## Ministère

## Programme des anciens combattants

## Dépenses de fonctionnement

1a Virement de 5 808 965 \$ du crédit 5 (Anciens combattants)

1b Virement de 4 822 999 \$ du crédit 5 (Anciens combattants)

Virement du : crédit 5  
CT, crédit 5<sup>(1)</sup>

## Total—Crédit 1

## 5 Subventions et contributions

## 5a Subventions

Virement au : crédit 1  
crédit 10  
crédit 21b

## Total—Crédit 5

(S) Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (*Loi de l'assurance des soldats de retour*)(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (*Loi sur l'assurance des anciens combattants*)

(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne

(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs

Crédits non requis pour l'exercice en cours

## Total budgétaire

588 219 296	...	...	...	588 219 296	(S) (L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 605 000 000 \$ (Net)	(5 240 879)	...	593 460 175	(7 479 712)
<b>24 441</b>	<b>1 982 842 000</b>	<b>3</b>	<b>18 953 312</b>	<b>2 001 819 756</b>	<b>Total du programme—</b>	<b>1 925 222 596</b>	<b>76 593 554</b>	<b>3 606</b>	<b>1 960 048 012</b>
<b>588 219 296</b>	...	...	...	<b>588 219 296</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>(5 240 879)</b>	...	<b>593 460 175</b>	<b>(7 479 712)</b>
					<b>Non budgétaire</b>				
...	4 135 000	...	...	4 135 000	Programme de la Commission canadienne des pensions				
...	...	1	...	1	10 Dépenses du programme				
...	...	...	211 124	211 124	10a Virement de 211 124 \$ du crédit 5 (Anciens combattants)				
...	4 135 000	1	211 124	4 346 125	Virement du crédit 5				
...	444 000	...	...	444 000	Total—Crédit 10	2 027 863	2 318 262	...	4 248 810
...	<b>4 579 000</b>	<b>1</b>	<b>211 124</b>	<b>4 790 125</b>	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	444 000	...	...	446 000
					<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>2 471 863</b>	<b>2 318 262</b>	...	<b>4 694 810</b>
...	6 447 000	...	...	6 447 000	Programme du Bureau de services juridiques des pensions				
...	766 000	...	38 000	804 000	15 Dépenses du programme	3 223 639	3 223 361	...	6 723 621
...	<b>7 213 000</b>	...	<b>38 000</b>	<b>7 251 000</b>	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	804 000	...	...	783 000
					<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 027 639</b>	<b>3 223 361</b>	...	<b>7 506 621</b>
...	2 767 000	...	...	2 767 000	Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants				
...	335 000	...	...	335 000	20 Dépenses du programme	1 326 427	1 440 573	...	2 802 100
...	<b>3 102 000</b>	...	...	<b>3 102 000</b>	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	335 000	...	...	344 000
					<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 661 427</b>	<b>1 440 573</b>	...	<b>3 146 100</b>
...	...	1	...	1	Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
...	...	...	4 032 999	4 032 999	21b Dépenses du programme —Virement de 4 032 999 \$ du crédit 5 (Anciens combattants)				
...	...	1	4 032 999	4 033 000	Virement du crédit 5				
...	...	<b>1</b>	<b>4 032 999</b>	<b>4 033 000</b>	Total—Crédit 21b	3 866 403	166 597	...	...
					<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 866 403</b>	<b>166 597</b>	...	...
<b>24 441</b>	<b>1 997 736 000</b>	<b>5</b>	<b>23 235 435</b>	<b>2 020 995 881</b>	<b>Total du portefeuille ministériel—</b>	<b>1 937 249 928</b>	<b>83 742 347</b>	<b>3 606</b>	<b>1 975 395 543</b>
<b>588 219 296</b>	...	...	...	<b>588 219 296</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>(5 240 879)</b>	...	<b>593 460 175</b>	<b>(7 479 712)</b>
					<b>Non budgétaire</b>				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5 —Éventualités du gouvernement.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Programme des anciens combattants												
Soins de santé	441 004 680	440 245 808	1 385 000	2 952 394	189 522 000	172 097 483	...	...	...	...	631 911 680	615 295 685
Pensions	26 480 023	25 196 043	1 074 000	555 515	1 133 290 001	1 113 981 154	...	...	...	...	1 160 844 024	1 139 732 712
Soutien financier	23 839 166	18 115 743	153 000	2 053 602	132 856 184	105 416 830	...	...	...	...	156 848 350	125 586 175
Administration du ministère —												
Budgétaire	52 105 702	43 035 271	110 000	1 572 753	...	...	...	...	...	...	52 215 702	44 608 024
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	588 219 296	(5 240 879)	588 219 296	(5 240 879)
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>543 429 571</b>	<b>526 592 865</b>	<b>2 722 000</b>	<b>7 134 264</b>	<b>1 455 668 185</b>	<b>1 391 495 467</b>	...	...	...	...	<b>2 001 819 756</b>	<b>1 925 222 596</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>588 219 296</b>	<b>(5 240 879)</b>	<b>588 219 296</b>	<b>(5 240 879)</b>
Programme de la Commission canadienne des pensions												
Pensions	4 761 125	2 469 663	29 000	2 200	...	...	...	...	...	...	4 790 125	2 471 863
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 761 125</b>	<b>2 469 663</b>	<b>29 000</b>	<b>2 200</b>	...	...	...	...	...	...	<b>4 790 125</b>	<b>2 471 863</b>
Programme du Bureau de services juridiques des pensions												
Pensions	7 196 000	3 992 504	55 000	35 135	...	...	...	...	...	...	7 251 000	4 027 639
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>7 196 000</b>	<b>3 992 504</b>	<b>55 000</b>	<b>35 135</b>	...	...	...	...	...	...	<b>7 251 000</b>	<b>4 027 639</b>
Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants												
Pensions	3 078 000	1 661 427	24 000	...	...	...	...	...	...	...	3 102 000	1 661 427
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 078 000</b>	<b>1 661 427</b>	<b>24 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>3 102 000</b>	<b>1 661 427</b>
Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)												
Pensions	3 982 000	3 650 454	51 000	215 949	...	...	...	...	...	...	4 033 000	3 866 403
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 982 000</b>	<b>3 650 454</b>	<b>51 000</b>	<b>215 949</b>	...	...	...	...	...	...	<b>4 033 000</b>	<b>3 866 403</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>562 446 696</b>	<b>538 366 913</b>	<b>2 881 000</b>	<b>7 387 548</b>	<b>1 455 668 185</b>	<b>1 391 495 467</b>	...	...	...	...	<b>2 020 995 881</b>	<b>1 937 249 928</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>588 219 296</b>	<b>(5 240 879)</b>	<b>588 219 296</b>	<b>(5 240 879)</b>

## Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
Programme des anciens combattants									
<b>Subventions</b>									
Soins de santé									
...	200 000	...	...	200 000					
...	1 500 000	...	...	1 500 000	44 454	155 546	...	53 204	
					958 445	541 555	...	1 053 995	
...	1 700 000	...	...	1 700 000	1 002 899	697 101	...	1 107 199	
<b>Pensions</b>									
...	1 151 596 000	...	(19 196 999)	1 132 399 001	1 113 348 601	19 050 400	...	1 112 435 179	
...	750 000	...	...	750 000	606 759	143 241	...	689 950	
...	71 000	...	...	71 000	15 604	55 396	...	21 945	
...	1 152 417 000	...	(19 196 999)	1 133 220 001	1 113 970 964	19 249 037	...	1 113 147 074	
<b>Soutien financier</b>									
...	103 000 000	1	(3 289 088)	99 710 913	79 924 818	19 786 095	...	107 413 810	
...	2 000 000	...	...	2 000 000	1 353 611	646 389	...	1 550 187	
...	18 000	...	...	18 000	18 000	...	...	18 000	
...	9 000	...	...	9 000	...	9 000	...	9 000	
...	1 000	...	...	1 000	1 000	...	...	1 000	
...	400 000	...	...	400 000	181 227	218 773	...	307 977	
...	700 000	...	...	700 000	478 123	221 877	...	751 502	
...	390 000	...	...	390 000	356 677	33 323	...	388 997	
...	2 000	...	...	2 000	...	2 000	...	...	
...	16 142 000	...	6 000 000	22 142 000	16 180 791	5 961 209	...	21 047 897	
...	5 648 000	...	1 000 000	6 648 000	6 094 075	553 925	...	5 356 660	

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	50 000	...	10 000	60 000	Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	53 237	6 763	...	51 115
...	10 000	...	(10 000)	...	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	...	...	...	...
...	539 000	...	(363 729)	175 271	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175 271	...	...	309 693
...	...	...	500 000	500 000	Subvention à la Fondation canadienne de la bataille de Normandie	500 000	...	...	...
...	...	...	100 000	100 000	Subvention à la société dite Halifax Aircraft Association	100 000	...	...	...
...	128 909 000	1	3 947 183	132 856 184		105 416 830	27 439 354	...	137 205 838
...	2 000	...	(2 000)	...	Administration du ministère Paiements en vertu de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> :	...	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	...	...	...	...
...	12 000	...	(12 000)	...	(S) Remboursements, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	...	...	...	495
...	<b>1 283 038 000</b>	<b>1</b>	<b>(15 261 816)</b>	<b>1 267 776 185</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>1 220 390 693</b>	<b>47 385 492</b>	...	<b>1 251 460 606</b>
...	167 000 000	...	...	167 000 000	<b>Contributions</b> Soins de santé Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	154 928 549	12 071 451	...	162 342 814
...	20 822 000	...	...	20 822 000	Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère	16 166 035	4 655 965	...	31 595 446
...	187 822 000	...	...	187 822 000		171 094 584	16 727 416	...	193 938 260
...	70 000	...	...	70 000	Pensions Indemnisation pour perte de salaire	10 190	59 810	...	37 239
...	<b>187 892 000</b>	...	...	<b>187 892 000</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>171 104 774</b>	<b>16 787 226</b>	...	<b>193 975 499</b>

**Sommaire du programme par activité**

...	189 522 000	...	...	189 522 000	Soins de santé	172 097 483	17 424 517	...	195 045 459
...	1 152 487 000	...	(19 196 999)	1 133 290 001	Pensions	1 113 981 154	19 308 847	...	1 113 184 313
...	128 909 000	1	3 947 183	132 856 184	Soutien financier	105 416 830	27 439 354	...	137 205 838
...	12 000	...	(12 000)	...	Administration du ministère	...	...	...	495
...	<b>1 470 930 000</b>	<b>1</b>	<b>(15 261 816)</b>	<b>1 455 668 185</b>	<b>Total du programme</b>	<b>1 391 495 467</b>	<b>64 172 718</b>	...	<b>1 445 436 105</b>
...	<b>1 470 930 000</b>	<b>1</b>	<b>(15 261 816)</b>	<b>1 455 668 185</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 391 495 467</b>	<b>64 172 718</b>	...	<b>1 445 436 105</b>

(S) Paiement de transfert législatif.



## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
Programme des anciens combattants			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances			
Remboursement de prêts	...	6 340 400	9 052 329
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	...	<b>6 340 400</b>	<b>9 052 329</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Non budgétaire</b>	...	<b>6 340 400</b>	<b>9 052 329</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
Programme des anciens combattants		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	34 096	36 775
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>34 096</b>	<b>36 775</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements —		
Prêts, placements et avances —		
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances	916 282	1 311 978
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements —		
Allocations aux anciens combattants	871 869	1 263 133
Pensions	2 404 109	2 081 431
Autres subventions et contributions	859 936	689 043
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	480 548
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	301 035	465 586
Recouvrement de pertes de deniers	40 991	10 721
Recouvrement des services offerts aux anciens combattants à l'étranger	...	369
	4 477 940	4 990 831
Frais de services —		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	23 364 846	24 053 101
Autres services aux malades hospitalisés	13 062 763	14 853 692
Services médicaux	132 111	177 460
Repas	337 057	363 402
	36 896 777	39 447 655
Produits des ventes —		
Confection des coquelicots du Jour du Souvenir (Vetcraft)	414 842	1 523 740
Divers	2 114	1 782
	416 956	1 525 522
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	114 893	117 524

## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Diverses recettes non fiscales —			<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recouvrement de pensions des gouvernements étrangers	1 074 089	3 431 510	Recettes fiscales —		
Location d'espace dans les hôpitaux	9 452	17 136	Taxe sur les produits et services	34 096	36 775
Recouvrement de services rendus à des vétérans étrangers	816 387	620 614	Total des recettes fiscales	34 096	36 775
Divers	551 881	133 501	Recettes non fiscales —		
	2 451 809	4 202 761	Revenus de placements	916 282	1 311 978
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>45 274 657</b>	<b>51 596 271</b>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 477 971	4 992 050
<b>Total du programme</b>	<b>45 308 753</b>	<b>51 633 046</b>	Frais de services	36 896 777	39 447 655
Programme du Bureau de services juridiques des pensions			Produits des ventes	416 956	1 525 522
<b>Recettes non fiscales—</b>			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	114 893	117 524
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Diverses recettes non fiscales	2 451 809	4 202 761
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	...	1 219	Total des recettes non fiscales	45 274 688	51 597 490
<b>Total du programme</b>	...	<b>1 219</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>45 308 784</b>	<b>51 634 265</b>
Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)					
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	31	...			
<b>Total du programme</b>	<b>31</b>	...			
<b>Total du ministère</b>	<b>45 308 784</b>	<b>51 634 265</b>			

# SECTION 7

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Citoyenneté et Immigration**

**Ministère**

**Commission de l'immigration et du  
statut de réfugié du Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	7.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	7.4
Programmes par activité . . . . .	7.6
Paievements de transfert . . . . .	7.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	7.8
Recettes . . . . .	7.8

**Ministère****Objectif**

L'objectif du programme est de faire en sorte que la santé et la sécurité des Canadiens et leurs intérêts sociaux et économiques soient pris en compte dans les processus d'admission au Canada et d'attribution de la citoyenneté et que les politiques et programmes concernant la citoyenneté, l'immigration, les réfugiés et les visiteurs soient gérés en tenant compte des besoins et des moyens du Canada ainsi que de ses responsabilités et engagements sur le plan international.

**Description des activités***Enregistrement et promotion de la citoyenneté*

L'activité enregistrement et promotion de la citoyenneté, donne des directives opérationnelles et une orientation générale sur toutes les questions relatives à la citoyenneté. Le personnel chargé de cette activité applique et interprète la législation sur la citoyenneté et offre des services à la collectivité afin de renseigner la clientèle et le public en la matière. Les bureaux locaux desservant les grands centres urbains et les régions périphériques sont responsables de la prestation de la majorité des services. Ces bureaux évaluent les demandes d'attribution, de preuve et de recherche de la citoyenneté et attribuent la citoyenneté aux immigrants admis au Canada, organisent les cérémonies d'assermentation des nouveaux Canadiens, présentent les certificats de citoyenneté et répondent aux demandes de renseignements du public.

*Service national*

Le service national procède au deuxième interrogatoire détaillé des personnes cherchant à entrer au pays, offre des services aux immigrants et aux visiteurs, s'occupe de questions relatives à la présentation des cas et aux litiges ainsi qu'aux gens d'affaires immigrants, en plus d'exploiter les Centres de traitement des demandes à Vegreville (Alberta) et à Mississauga (Ontario). Le service national joue un rôle majeur dans l'exécution de la Loi et l'interception, le contrôle de l'immigration illégale (par la tenue d'investigations, la détention et le renvoi), et la gestion des cas délicats.

*Établissement*

Dans le cadre de cette activité, sont offerts aux résidents permanents récemment arrivés (immigrants et réfugiés) des services d'adaptation, d'installation et d'intégration afin de favoriser leur participation rapide à la société canadienne.

*Service international*

Le service international a pour but d'exécuter les programmes d'immigration du Canada aux missions canadiennes à l'étranger. Cela comprend la sélection des immigrants, le traitement des demandes des visiteurs, la prestation des services de santé aux immigrants, l'établissement de rapports et la liaison ainsi que le contrôle et l'interception. Le service international joue un rôle prépondérant pour ce qui est de surveiller et de signaler les questions touchant l'immigration et les réfugiés au niveau international et de coordonner les activités internationales du ministère qui ont trait particulièrement aux relations avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, les autres pays et les organismes multilatéraux.

*Politique*

Les responsables de cette activité élaborent le programme d'action pour Citoyenneté et Immigration Canada; évaluent les contextes national et international; prévoient les nouveaux enjeux et offrent des conseils judicieux en plus de jouer un rôle de premier plan en matière de politiques; ils élaborent des énoncés de politique relativement aux grands enjeux et aux cadres juridiques et institutionnels, au Canada et à l'étranger; ils donnent au ministre, au sous-ministre et aux cadres supérieurs du ministère de précieux conseils en temps utile; ils aident l'équipe de gestion du ministère à établir un plan stratégique.

*Services ministériels*

Les services ministériels dispensent des services de gestion d'orientation, de coordination et d'administration centralisée pour que le ministère s'acquitte de son mandat.

**Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada****Objectif**

Satisfaire aux obligations légales dont le Canada doit s'acquitter en matière d'immigration et de détermination du statut de réfugié à titre de signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 s'y rapportant en statuant sur les demandes de statut de réfugié présentées par des personnes au Canada; en procédant à des enquêtes sur des personnes dont on présume qu'elles ne peuvent être admises au Canada, ou qu'elles doivent en être renvoyées; en révisant les motifs de garde de personnes retenues

pour des raisons liées à l'immigration; et en entendant les appels de personnes qui se sont vu refuser l'admission au Canada ou dont on a ordonné le renvoi, de citoyens canadiens et de résidents permanents dont des parents se sont vu refuser le droit d'établissement au Canada, et, les appels du ministre contre des décisions des arbitres d'accorder l'admission au Canada ou de ne pas ordonner le renvoi.

### **Description des activités**

#### *Appels de l'immigration*

Entendre les appels des rejets de demandes permanentes de résidence permanente, les appels de mesures d'expulsion prises contre des résidents permanents, les appels de personnes détenant des visas valides voulant être admises au Canada qui ont été détenues, signalées ou dont on a ordonné le renvoi à un point d'entrée au Canada et les appels par le ministre d'une décision d'un arbitre d'accorder l'admission ou de ne pas ordonner le renvoi.

#### *Détermination du statut de réfugié*

Entendre les revendications du statut de réfugié présentées au Canada et statuer sur celles-ci.

#### *Enquêtes et examens des motifs de garde (arbitrage)*

Procéder à des enquêtes sur les personnes demandant l'admission à un point d'entrée au Canada et que l'on présume ne pas être admissibles ou sur des personnes se trouvant au Canada quand on croit qu'elles devraient être renvoyées; et procéder à des examens des motifs de garde pour les personnes qui ont été détenues pendant les processus d'interrogatoire, d'enquête ou de renvoi.

#### *Gestion et services généraux*

Fournir à la Commission une gamme complète de processus de gestion et de services administratifs.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	286 173 000	...	...	286 173 000	1				
...	...	23 339 038	...	23 339 038	1b				
...	...	...	1 764 879	1 764 879					
...	286 173 000	23 339 038	1 764 879	311 276 917					
...	24 834 000	...	...	24 834 000	5				
...	...	1	...	1	5b				
...	...	...	1 446 499	1 446 499					
...	24 834 000	1	1 446 499	26 280 500					
...	256 335 000	...	...	256 335 000	10				
...	...	...	(1 764 879)	(1 764 879)					
...	...	...	(1 446 499)	(1 446 499)					
...	256 335 000	...	(3 211 378)	253 123 622					
...	48 645	...	...	48 645	(S)				
...	25 266 000	...	1 264 000	26 530 000	(S)	48 645	...	...	40 537
...	...	...	297 323	297 323	(S)	26 530 000	...	...	24 716 000
...	...	...	270 061	270 061	(S)	297 323	...	...	158 266
49 540	...	...	31 951	81 491	(S)	270 061	...	...	399 640
49 540	592 656 645	23 339 039	1 863 335	617 908 559	(S)	49 633	...	31 858	...
59 276 093	...	(1 833 275)	1 833 275	59 276 093	(S)	597 256 295	20 620 406	31 858	581 484 278
49 540	592 656 645	23 339 039	1 863 335	617 908 559	(S)	20 394	...	59 255 699	(4 420 410)
59 276 093	...	(1 833 275)	1 833 275	59 276 093					
49 540	592 656 645	23 339 039	1 863 335	617 908 559					
59 276 093	...	(1 833 275)	1 833 275	59 276 093					
					<b>Total du ministère—</b>				
					<b>Budgétaire</b>	<b>597 256 295</b>	<b>20 620 406</b>	<b>31 858</b>	<b>581 484 278</b>
					<b>Non budgétaire</b>	<b>20 394</b>	<b>...</b>	<b>59 255 699</b>	<b>(4 420 410)</b>

**Commission de l'immigration et du statut de réfugié  
du Canada**

...	69 959 000	...	...	69 959 000	15	Dépenses du programme	67 712 736	2 246 264	...	69 300 666
...	7 385 000	...	370 000	7 755 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 755 000	...	...	7 529 000
10 318	...	...	11 408	21 726	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	10 318	11 408	...
<b>10 318</b>	<b>77 344 000</b>	...	<b>381 408</b>	<b>77 735 726</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>75 467 736</b>	<b>2 256 582</b>	<b>11 408</b>	<b>76 829 666</b>
<b>59 858</b>	<b>670 000 645</b>	<b>23 339 039</b>	<b>2 244 743</b>	<b>695 644 285</b>		<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>672 724 031</b>	<b>22 876 988</b>	<b>43 266</b>	<b>658 313 944</b>
<b>59 276 093</b>	...	<b>(1 833 275)</b>	<b>1 833 275</b>	<b>59 276 093</b>		<b>Non budgétaire</b>	<b>20 394</b>	...	<b>59 255 699</b>	<b>(4 420 410)</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Enregistrement et promotion de la citoyenneté	27 026 931	26 940 411	214 786	196 698	...	...	...	...	...	...	27 241 717	27 137 109
Service national	153 163 887	150 695 561	1 414 595	1 062 939	...	...	...	...	...	...	154 578 482	151 758 500
Établissement—												
Budgétaire	11 207 403	10 353 358	77 089	10 599	253 123 622	245 465 865	...	...	...	...	264 408 114	255 829 822
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	59 276 093	20 394	59 276 093	20 394
Service international	48 068 369	48 567 733	403 892	403 889	...	...	...	...	...	...	48 472 261	48 971 622
Politique	8 581 584	8 567 801	250 160	260 547	...	...	...	...	...	...	8 831 744	8 828 348
Services ministériels	90 456 263	83 817 310	23 919 978	20 913 584	...	...	...	...	...	...	114 376 241	104 730 894
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>338 504 437</b>	<b>328 942 174</b>	<b>26 280 500</b>	<b>22 848 256</b>	<b>253 123 622</b>	<b>245 465 865</b>	...	...	...	...	<b>617 908 559</b>	<b>597 256 295</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>59 276 093</b>	<b>20 394</b>	<b>59 276 093</b>	<b>20 394</b>
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>												
Appels de l'immigration	2 414 509	2 414 508	...	...	...	...	...	...	...	...	2 414 509	2 414 508
Détermination du statut de réfugié	29 747 699	27 515 093	...	...	...	...	...	...	...	...	29 747 699	27 515 093
Enquêtes et examens des motifs de garde (arbitrage)	4 575 174	4 575 172	...	...	...	...	...	...	...	...	4 575 174	4 575 172
Gestion et services généraux	40 487 344	40 465 618	511 000	497 345	...	...	...	...	...	...	40 998 344	40 962 963
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>77 224 726</b>	<b>74 970 391</b>	<b>511 000</b>	<b>497 345</b>	...	...	...	...	...	...	<b>77 735 726</b>	<b>75 467 736</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>415 729 163</b>	<b>403 912 565</b>	<b>26 791 500</b>	<b>23 345 601</b>	<b>253 123 622</b>	<b>245 465 865</b>	...	...	...	...	<b>695 644 285</b>	<b>672 724 031</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>59 276 093</b>	<b>20 394</b>	<b>59 276 093</b>	<b>20 394</b>



## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Établissement									
...	90 000 000	...	...	90 000 000	Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	90 000 000	...	...	90 000 000
<b>Contributions</b>									
Établissement									
...	42 642 000	...	3 133 500	45 775 500	Aide à l'adaptation	43 084 168	2 691 332	...	45 829 728
...	14 300 000	...	(96 796)	14 203 204	Établissement et adaptation des immigrants	14 060 136	143 068	...	13 684 139
...	2 200 000	...	(161 016)	2 038 984	Programme d'accueil	2 028 813	10 171	...	1 933 781
...	1 000 000	...	800 000	1 800 000	Organisation internationale pour les migrations	1 707 934	92 066	...	1 762 959
...	106 193 000	...	(6 887 066)	99 305 934	Cours de langue pour les immigrants au Canada	94 584 814	4 721 120	...	91 388 050
...	166 335 000	...	(3 211 378)	163 123 622	<b>Total—Contributions</b>	<b>155 465 865</b>	<b>7 657 757</b>	...	<b>154 598 657</b>
...	256 335 000	...	(3 211 378)	253 123 622	<b>Total du ministère</b>	<b>245 465 865</b>	<b>7 657 757</b>	...	<b>244 598 657</b>
...	256 335 000	...	(3 211 378)	253 123 622	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>245 465 865</b>	<b>7 657 757</b>	...	<b>244 598 657</b>

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Établissement			
Remboursements de prêts — Article 119	...	12 116 454	13 747 081
<b>Total du ministère—Non budgétaire</b>	...	<b>12 116 454</b>	<b>13 747 081</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Non budgétaire</b>	...	<b>12 116 454</b>	<b>13 747 081</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	3 537	4 970
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>3 537</b>	<b>4 970</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements —		
Prêts, placements et avances —		
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	147 429	229 165
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrement de mauvaises créances	32 343	44 521
Paiements en trop de salaire	6 329	61 141
Prêts pour l'aide à l'adaptation recouvrable	1 248	5 909
Paiements en trop pour l'aide à l'adaptation — Immigration	36 850	55 463
Divers	598 225	1 024 313
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	639 712	11 880
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	3 218 162	97
	4 532 869	1 203 324
Privilèges, licences et permis —		
Droits d'établissement	57 793 993	555 960
Droit exigible pour l'octroi à la citoyenneté	10 522 914	187 600
	68 316 907	743 560
Frais de services —		
Attribution de citoyenneté	17 457 735	16 824 801
Preuve de citoyenneté	2 267 344	1 675 361
Recherche de documents	1 098 327	521 494
Autres frais de citoyenneté	437 643	357 064
Frais d'application —		
Résidence permanente	38 138 873	38 431 096
Permis de travail	9 458 217	10 612 867
Permis de travail — Artistes de spectacles	1 743 342	1 246 137
Prorogation du statut de visiteur (Visa)	2 446 329	2 167 921
Rapportage alternatif	128 049	62 359
Modification/vérification de débarquement	469 247	429 104
Taux de change différentiel	36 460	43 155
Étudiants	4 298 290	4 365 389
Permis de ministre	803 240	736 104
Permis de ministre — Prolongation	65 120	111 041
Entrée discrétionnaire	1 043 460	969 742
Remplacement de documents d'immigration	46 821	65 120
Retour de permis de résident	488 490	635 583
A55 consentement de ministre	41 171	125 289
Rétablissement du statut de visiteur	930 759	511 217
Réadaptation de criminels	141 015	37 805
Proposition de modifications d'investissement	132 000	90 743

## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent			
	\$	\$		\$	\$			
Transcription de demandes	...	250	<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>	<b>Recettes fiscales—</b>				
Annulation de surtemps	1 780	3 215						
Évaluation des modifications d'investissement	6 000	755 071						
Décret en conseil	29 225	21 120						
Affaires familiales	140 775	164 259						
Transfert de filières	36 297	63 684						
Vente de données	20 722	14 656						
Services spéciaux	730 675	7 720						
Télégrammes et câblogrammes payés d'avance	68	47						
Remboursement de frais d'expulsion	4 710	13 150						
Frais d'administration de l'immigration —Transporteur	4 220 650	2 192 828						
	<b>86 862 834</b>	<b>83 255 392</b>					<b>3 487</b>	<b>4 663</b>
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	31 951	49 540				<b>Total des recettes fiscales</b>		
Diverses recettes non fiscales —						<b>Recettes non fiscales—</b>		
Gains sur dépôt bancaire de monnaie étrangère	10	485				Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Logements de l'État	15 034	5 876	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	43 505	30 839			
Frais juridiques	...	4 943	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	124 919	115 232			
Loi sur l'immigration —Amendes—Compagnies de transport	2 600	22 200		168 424	146 071			
Loi sur l'immigration —Amendes	86 216	91 036	Produits des ventes	49 950	67 237			
Confiscations	1 188 480	1 156 880	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	11 408	10 318			
Frais d'expulsion et de détention	557 888	183 261	<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>229 782</b>	<b>223 626</b>			
Divers	17 140	15 879	<b>Total du programme</b>	<b>233 269</b>	<b>228 289</b>			
	<b>1 867 368</b>	<b>1 480 560</b>	<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>					
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>161 759 358</b>	<b>86 961 541</b>	Recettes fiscales—					
<b>Total du ministère</b>	<b>161 762 895</b>	<b>86 966 511</b>	Taxe sur les produits et services	7 024	9 633			
			<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>7 024</b>	<b>9 633</b>			
			Recettes non fiscales —					
			Revenus de placements	147 429	229 165			
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 701 293	1 349 395			
			Privilèges, licences et permis	68 316 907	743 560			
			Frais de services	86 862 834	83 255 392			
			Produits des ventes	49 950	67 237			
			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	43 359	59 858			
			Diverses recettes non fiscales	1 867 368	1 480 560			
			<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>161 989 140</b>	<b>87 185 167</b>			
			<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>161 996 164</b>	<b>87 194 800</b>			

# SECTION 8

## *COMPTES PUBLICS DU CANADA* **1995-1996**

### **Conseil du Trésor**

#### **Secrétariat**

#### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités ..	8.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	8.3
Programmes par activité .....	8.5
Paievements de transfert .....	8.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés....	8.8
Recettes .....	8.8

**Secrétariat**

Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique

**Objectif**

Aider le Conseil du Trésor dans l'exécution de ses responsabilités légales en ce qui touche la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'État.

**Description des activités***Gestion des dépenses*

Fournir du leadership, une orientation et des conseils aux ministères ainsi qu'aux organismes sur la gestion des dépenses, les affaires réglementaires, la gestion des biens et du matériel grâce à l'élaboration de politiques et de procédures appropriées pour appuyer l'exécution efficace et efficiente du programme. La gestion des dépenses examine aussi les plans et les programmes ministériels et fournit des conseils et des recommandations au gouvernement sur des propositions qui :

- tiennent compte des priorités que le gouvernement attribue aux objectifs;
- accroissent l'efficacité des programmes actuels et des programmes proposés;
- accroissent l'efficacité de l'utilisation des ressources financières, des installations, de l'équipement, du matériel et des approvisionnements destinés à l'exploitation des programmes;
- établissent le Budget des dépenses aux fins d'approbation par le Parlement.

*Gestion du personnel*

Élaborer, diffuser et évaluer les politiques, et les instruments concernant les ressources humaines, les langues officielles et l'équité en matière d'emploi permettant aux ministères de gérer les ressources humaines nécessaires et favorisant des rapports efficaces entre employeur et employés au sein de la fonction publique.

*Gestion des finances et de l'information*

Fournir une orientation aux ministères - par le biais de politiques, de normes, de cadres de responsabilisation, et la promotion de pratiques exemplaires - en ce qui a trait à l'utilisation de la technologie ainsi qu'à la gestion de l'information, le renouvellement des processus administratifs, l'examen efficace, les techniques financières sûres et la question des marchés afin que les ministères puissent dispenser des services novateurs et abordables à leurs clients.

*Administration*

Comprend les services de haute direction au Secrétariat et les services de l'information, des finances, du personnel et de l'administration.

Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

**Objectif**

Fournir des fonds pour les dépenses imprévues qui surviennent après le dépôt du Budget des dépenses principal et pour les programmes gérés par l'administration centrale.

**Description des activités***Éventualités du gouvernement*

Fournir des fonds pour l'augmentation des dépenses du personnel résultant des ententes négoc-

ciées et non négociées, pour les autres besoins de la liste de paye qui ne figurent pas au budget du ministère et pour d'autres dépenses diverses imprévisibles lors du dépôt du Budget des dépenses.

*Reprographie*

Fournir des fonds pour les coûts attribués aux contrats de licences négociés qui autorisent la reproduction d'œuvres publiées, protégées par le droit d'auteur, et ce, à l'échelle du gouvernement.

Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

**Objectif**

Fournir la contribution du gouvernement à titre d'employeur aux régimes d'assurance et d'avantages sociaux des employés et pour les paiements effectués en vertu de certains régimes de pensions résiduels.

**Description des activités***Assurances de la fonction publique*

Fournir les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux sur la liste de paye et à la réduction de la part des primes d'assurance-chômage versée par les employés.

*Pensions de la fonction publique*

Fournir les paiements en vertu de la *Loi sur la mise au point des pensions du service public* et les frais des régimes de pensions et de sécurité sociale des employés engagés sur place à l'étranger.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Secrétariat</b>										
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique										
...	75 190 000	...	...	75 190 000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	3 886 000	3 886 000		Virement du : crédit 5				
...	...	...	2 369 000	2 369 000		crédit 10				
...	75 190 000	...	6 255 000	81 445 000		Total—Crédit 1	81 444 828	172	...	80 686 490
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Président du Conseil du Trésor —Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
...	6 679 000	...	334 000	7 013 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 013 000	...	...	7 135 000
...	...	...	6 397	6 397	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	6 397	...	...	4 774
4 677	...	...	...	4 677	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	4 677	...	...
<b>4 677</b>	<b>81 917 645</b>	...	<b>6 595 397</b>	<b>88 517 719</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>88 512 870</b>	<b>4 849</b>	...	<b>87 874 909</b>
Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale										
...	450 000 000	...	...	450 000 000	5	Éventualités du gouvernement				
...	...	...	(132 478 286)	(132 478 286)		Virements à ce portefeuille ministériel et aux autres portefeuilles ministériels				
...	450 000 000	...	(132 478 286)	317 521 714		Total—Crédit 5	...	317 521 714	...	...
...	1 369 000	...	...	1 369 000	10	Reprographie				
...	...	1 000 000	...	1 000 000	10b	Reprographie				
...	...	...	(2 369 000)	(2 369 000)		Virements à ce portefeuille ministériel				
...	1 369 000	1 000 000	(2 369 000)	...		Total—Crédit 10	...	...	...	...
...	<b>451 369 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>(134 847 286)</b>	<b>317 521 714</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	<b>317 521 714</b>	...	...
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance										
...	738 007 000	...	...	738 007 000	15	Assurances de la fonction publique	640 007 907	97 999 093	...	677 853 773
...	122 000	...	(20 628)	101 372	(S)	Pensions de la fonction publique ( <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> )	101 372	...	...	119 571
...	...	...	(4 813 105)	(4 813 105)	(S)	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite de la fonction publique</i> et d'autres lois sur la pension de retraite et de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i>	(4 813 105)	...	...	(9 637 364)

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	400 000 000	107 008 265	507 008 265	(S) Paiements au Compte des régimes compensatoires de retraite pour refléter le rajustement actuariel lié au Programme d'encouragement à la retraite anticipée du gouvernement fédéral	507 008 265	...	...	...
...	<b>738 129 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>102 174 532</b>	<b>1 240 303 532</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 142 304 439</b>	<b>97 999 093</b>	...	<b>668 335 980</b>
<b>4 677</b>	<b>1 271 415 645</b>	<b>401 000 000</b>	<b>(26 077 357)</b>	<b>1 646 342 965</b>	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 230 817 309</b>	<b>415 525 656</b>	...	<b>756 210 889</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Secrétariat</b>												
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique												
Gestion des dépenses	18 235 401	17 807 212	140 000	568 189	...	...	...	...	...	...	18 375 401	18 375 401
Gestion du personnel	24 194 739	23 526 876	52 000	719 863	...	...	...	...	...	...	24 246 739	24 246 739
Gestion des finances et de l'information	24 404 475	24 338 277	193 000	258 158	133 160	134 160	...	...	...	...	24 730 635	24 730 595
Administration	21 040 944	20 733 072	...	303 063	124 000	124 000	...	...	...	...	21 164 944	21 160 135
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>87 875 559</b>	<b>86 405 437</b>	<b>385 000</b>	<b>1 849 273</b>	<b>257 160</b>	<b>258 160</b>	...	...	...	...	<b>88 517 719</b>	<b>88 512 870</b>
Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale												
Éventualités du gouvernement	317 521 714	...	...	...	...	...	...	...	...	...	317 521 714	...
Reprographie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>317 521 714</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>317 521 714</b>	...
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance												
Assurances de la fonction publique	784 232 000	692 001 965	...	...	208 000	227 150	69 933 000	74 827 123	...	...	714 507 000	617 401 992
Pensions de la fonction publique	525 695 160	524 801 075	...	...	101 372	101 372	...	...	...	...	525 796 532	524 902 447
Sous-total	1 309 927 160	1 216 803 040	...	...	309 372	328 522	69 933 000	74 827 123	...	...	1 240 303 532	1 142 304 439
Recettes affectées aux dépenses	(69 933 000)	(74 827 123)	...	...	...	...	(69 933 000)	(74 827 123)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 239 994 160</b>	<b>1 141 975 917</b>	...	...	<b>309 372</b>	<b>328 522</b>	...	...	...	...	<b>1 240 303 532</b>	<b>1 142 304 439</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 645 391 433</b>	<b>1 228 381 354</b>	<b>385 000</b>	<b>1 849 273</b>	<b>566 532</b>	<b>586 682</b>	...	...	...	...	<b>1 646 342 965</b>	<b>1 230 817 309</b>



## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Secrétariat</b>									
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique									
<b>Subventions</b>									
Administration									
...	124 000	...	...	124 000	124 000	...	...	142 000	
<b>Contributions</b>									
Gestion des finances et de l'information									
...	7 000	...	...	7 000	8 000	(1 000)	...	6 000	
...	...	...	126 160	126 160	126 160	...	...	...	
...	7 000	...	126 160	133 160	134 160	(1 000)	...	6 000	
...	...	...	...	...	...	...	...	20 000	
...	7 000	...	126 160	133 160	134 160	(1 000)	...	26 000	
<b>Total—Contributions</b>					<b>134 160</b>	<b>(1 000)</b>	...	<b>26 000</b>	
<b>Sommaire du programme par activité</b>									
...	7 000	...	126 160	133 160	134 160	(1 000)	...	6 000	
...	124 000	...	...	124 000	124 000	...	...	142 000	
...	...	...	...	...	...	...	...	20 000	
...	131 000	...	126 160	257 160	258 160	(1 000)	...	168 000	
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance									
<b>Subventions</b>									
Assurances de la fonction publique									
Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions					225 185	(19 185)	...	206 512	
...	206 000	...	...	206 000	1 965	35	...	1 949	
...	2 000	...	...	2 000	227 150	(19 150)	...	208 461	
...	208 000	...	...	208 000	101 372	...	...	119 571	
Pensions de la fonction publique									
...	122 000	...	(20 628)	101 372	(S) Loi sur la mise au point des pensions du service public	...	...	119 571	

<b>Sommaire du programme par activité</b>									
...	208 000	...	...	208 000	Assurances de la fonction publique	227 150	(19 150)	...	208 461
...	122 000	...	(20 628)	101 372	Pensions de la fonction publique	101 372	...	...	119 571
...	<b>330 000</b>	...	<b>(20 628)</b>	<b>309 372</b>	<b>Total du programme</b>	<b>328 522</b>	<b>(19 150)</b>	...	<b>328 032</b>
...	<b>461 000</b>	...	<b>105 532</b>	<b>566 532</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>586 682</b>	<b>(20 150)</b>	...	<b>496 032</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

**Détail des montants disponibles pour être dépensés**

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Secrétariat</b>			
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Assurances de la fonction publique			
Recettes des fonds renouvelables	69 933 000	74 827 123	64 353 073
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>69 933 000</b>	<b>74 827 123</b>	<b>64 353 073</b>

**Recettes**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Secrétariat</b>		
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	576 220	628 622
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>576 220</b>	<b>628 622</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de traitements, biens et services	205 456	87 167
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	190 240	31 501
	395 696	118 668
Frais de services —		
Demandes—Accès à l'information	1 212	175
Produits des ventes	5	150
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	4 677
Diverses recettes non fiscales —		
Frais de stationnement	7 717 939	8 179 197
Remboursements de bénéfices des employés	39 556	25 632
Recouvrements de coûts par retenues de rémunérations des employés	...	4 828
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Autres ministères de l'État et organismes	1 317	...
Pénalités disciplinaires	26 640	58 290
Recouvrement de dépenses	6 737	12 250
Divers	121 345	110 079
	7 913 534	8 390 276
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>8 310 447</b>	<b>8 513 946</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>8 886 667</b>	<b>9 142 568</b>

# SECTION 9

## *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

1995-1996

### **Conseil privé**

#### **Ministère**

**Centre canadien de gestion**

**Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes**

**Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports**

**Directeur général des élections**

**Commissaire aux langues officielles**

**Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie**

**Commission des relations de travail dans la fonction publique**

**Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité**

#### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	9.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	9.6
Programmes par activité . . . . .	9.9
Paiements de transfert . . . . .	9.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	9.12
Recettes . . . . .	9.12

**Ministère****Objectif**

Assurer le fonctionnement et le soutien du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement.

**Description des activités***Cabinet du Premier ministre*

Fonctionnement du cabinet du Premier ministre et de sa résidence.

*Cabinets de ministres*

Administration des cabinets qui s'acquittent des fonctions assignées par le Premier ministre.

*Bureau du Conseil privé*

Préparation et diffusion de documents et de rapports destinés au Cabinet et aux comités du Cabinet.

*Commissions d'enquête et groupes de travail*

Fonds pour les commissions d'enquête, les groupes de travail et les autres personnes ou groupes de personnes nommés en vue de formuler des recommandations sur des questions précises.

*Administration*

Services financiers, services du personnel et services de soutien administratif.

**Centre canadien de gestion****Objectif**

Aider les gestionnaires à parfaire leurs capacités de concevoir, d'analyser, de décider, de résoudre et de mettre en oeuvre, qui sont cruciales pour relever

les défis actuels et futurs de gestion au sein de l'administration fédérale, y compris l'adaptation aux changements qui touchent le caractère social, culturel, racial et linguistique de la société canadienne; les aider à comprendre les politiques, le fonctionnement, l'organisation, la dynamique et les traditions de l'administration fédérale, et à gérer de façon efficace et efficiente les programmes et services de l'État ainsi que son personnel, dans un contexte d'équité en matière d'emploi; accroître l'ensemble des connaissances sur la théorie et la pratique de la gestion dans le secteur public; et encourager les échanges entre hauts fonctionnaires, cadres supérieurs du secteur privé et universitaires à propos des matières de gestion.

**Description des activités***Orientation, perfectionnement et évaluation de la gestion*

Consiste notamment à donner les cours obligatoires de leadership pour les cadres de direction; à dispenser la partie enseignement du programme cours et affectations de perfectionnement et du programme de stagiaires en gestion; à offrir les cours facultatifs de perfectionnement en gestion et un cours avancé en gestion; à organiser des cours et des séminaires portant sur des questions précises; à élaborer des études de cas et à publier des dossiers sur les meilleures pratiques de gestion à l'appui de tous les cours; à mettre sur pied un programme volontaire d'évaluation, à mettre à la disposition de tous les gestionnaires supérieurs des services internes d'orientation et de lutte contre le stress; à assurer la liaison et la consultation avec le secteur privé, les universités et des organismes externes participant au perfectionnement en gestion; et à offrir des services opérationnels à l'appui du corps professoral pour les activités de conception et de prestation de cours.

*Recherche*

Comprend la réalisation de projets de recherche et la publication des rapports qui en résultent; l'exécution d'un programme de chargés d'études à l'intention des cadres supérieurs des secteurs public et privé ainsi que des universitaires; des contributions à divers organismes et associations de gestion; et la gestion des renseignements documentaires du Centre.

*Services de gestion*

Comprend le bureau du directeur du Centre qui établit la politique et l'orientation globales du Centre canadien de gestion; la planification stratégique; la prestation de services spécialisés en communication et en marketing, ainsi que ceux du personnel, des finances, de l'administration, de la technologie, des systèmes de gestion intégrée, d'évaluation et de vérification, et le plan d'acquisition des biens en capital.

*Formation à distance et communication d'affaires*

En partenariat avec Formation et Perfectionnement Canada et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, fournit au secteur public, à titre facultatif, des produits et des services de formation à distance et de communication d'affaires, selon la méthode de recouvrement intégral des coûts : évaluation des besoins; élaboration, prestation et évaluation des produits et services de formation à distance et de communication d'affaires à l'aide de technologies améliorées; gestion de projets; coordination et intégration des produits et services offerts par des fournisseurs tant des secteurs public que privé.

## Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

### Objectif

Fournir des services administratifs et des services de soutien pour les réunions des Premiers ministres ainsi que pour des réunions fédérales-provinciales et interprovinciales de ministres et de sous-ministres.

### Description de l'activité

*Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes*

Le Secrétariat fait fonction de secrétariat permanent de la Conférence des Premiers ministres, et dessert d'autres conférences réunissant des Premiers ministres ainsi que des réunions intergouvernementales de ministres et de sous-ministres. Cela inclut l'aménagement des locaux de la conférence; l'affectation d'une personne en qualité de secrétaire; l'interprétation; la traduction, l'impression, la distribution et le contrôle des documents; la rédaction d'un compte rendu des délibérations; les relations avec les médias; la sécurité; et la mise en place de matériel technique et de services de secrétariat. Outre ces services qui sont offerts partout au Canada, le Secrétariat conserve des archives pour le compte des gouvernements.

## Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

### Objectif

Promouvoir la sécurité des transports.

## Description de l'activité

*Promouvoir la sécurité des transports*

Exécution d'enquêtes indépendantes, d'analyses, d'études et de rapports publics portant sur des accidents de transport, des incidents ou des conditions et situations dangereuses liés au fonctionnement d'un aéronef, d'un navire, de matériel ferroviaire ou de productoducs dans le but d'en déterminer les causes et les facteurs contributifs, d'identifier les manquements à la sécurité et de formuler des recommandations visant à éliminer ou à réduire ces manquements à la sécurité des transports.

## Directeur général des élections

### Objectif

Assurer à l'électorat canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des membres de la Chambre des communes, en conformité avec la *Loi électorale du Canada*; assurer le respect et l'application de toutes les dispositions de la *Loi électorale du Canada*; calculer le nombre de membres de la Chambre des communes à attribuer à chacune des provinces, aux termes de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* et conformément aux dispositions des lois constitutionnelles, pour chaque exercice de révision des limites des circonscriptions électorales; et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 11 commissions de délimitation des circonscriptions électorales (dix commissions provinciales et une territoriale) établies en conformité avec la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*.

## Description des activités

*Élections*

- *Loi électorale du Canada*—Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions tant fédérales que territoriales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats et aux partis politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.
- *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*—Assigner par province le nombre de membres à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux 11 commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux 11 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 11 commissions afin d'être payés à même le Trésor.
- *Loi référendaire*—Direction et surveillance générales de la conduite administrative au référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel de référendum

à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

#### *Administration*

Fonctionnement de l'administration centrale à Ottawa, y compris l'examen et l'étude des procédures électorales et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de cahiers d'instructions à l'intention des officiers d'élection, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

#### **Commissaire aux langues officielles**

##### **Objectif**

Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit de la *Loi sur les langues officielles*.

##### **Description de l'activité**

#### *Commissaire aux langues officielles*

Instruit les plaintes reçues et formule des recommandations pour corriger les infractions et prévenir toute autre atteinte à la *Loi sur les langues officielles* de 1988. Présente des rapports au gouverneur en conseil ou forme un recours auprès de la Cour fédérale concernant certaines infractions à la Loi lorsque le Commissaire aux langues officielles a épuisé tous les autres recours à sa disposition. Entreprend des vérifications et des études

afin d'évaluer le rendement linguistique des institutions fédérales et leur recommander les mesures correctives qui s'imposent. Voit à l'exécution de l'engagement pris par le gouvernement afin de promouvoir le français et l'anglais dans la société canadienne et l'épanouissement des minorités linguistiques. Fait rapport régulièrement au Parlement à propos de l'application de la Loi. Compare régulièrement devant le Comité permanent sur les langues officielles et formule sur demande des observations sur les politiques et les programmes des langues officielles et sur le rendement des ministères, organismes et sociétés d'État. Conçoit et met sur pied des programmes d'information publique.

#### **Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie**

##### **Objectif**

Tenir le rôle de catalyseur pour déterminer, expliquer et promouvoir les principes et les pratiques du développement durable dans tous les secteurs de la société canadienne et dans toutes les régions du Canada.

##### **Description de l'activité**

#### *Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie*

Mener des études, organiser des rencontres multilatérales sur des enjeux précis et les secteurs économiques, mettre sur pied des activités d'éducation et de communication et fournir des conseils au gouvernement fédéral ainsi qu'à tous les secteurs de la société canadienne, sur l'intégration des préoccupations environnementales et économiques à la prise de décisions.

#### **Commission des relations de travail dans la fonction publique**

##### **Objectif**

Fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des parties à la négociation collective dans la fonction publique.

##### **Description de l'activité**

#### *Administration des relations de travail*

La Commission des relations de travail dans la fonction publique est un tribunal quasi judiciaire créé par la Loi et chargé d'appliquer les régimes de négociation collective et d'arbitrage des griefs établis en exécution de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et de la *Loi sur les relations de travail au Parlement*. En outre, elle est responsable de l'application de certaines dispositions de la partie II du *Code canadien du travail* (loi) qui portent sur la sécurité et la santé des fonctionnaires fédéraux. Les affaires dont la Commission est saisie comprennent les demandes d'accréditation et de révocation d'accréditation, les plaintes de pratique déloyale de travail, la désignation de fonctionnaires qui exercent des fonctions jugées nécessaires pour la sécurité du public, le renvoi de décisions d'agents de sécurité, ainsi que les plaintes déposées en vertu des dispositions «Sécurité et santé au travail» de la partie II du *Code canadien du travail* (loi). De plus, la Commission assure des services de médiation et de conciliation afin d'aider les parties à résoudre leurs différends. Ces services permettent que de nombreuses affaires soient résolues sans que la Commission n'ait à tenir d'audience officielle.

La Commission fournit également des locaux et assure des services administratifs au Conseil national mixte, organisme consultatif composé de représentants d'employeurs et d'employés dont le rôle consiste à négocier les conditions de travail qui ne se prêtent pas à la négociation par groupe.

### **Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité**

#### **Objectif**

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou à la sécurité nationale du Canada.

#### **Description de l'activité**

##### *Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité*

Le Comité de surveillance effectue des recherches, entreprend des études, procède à des vérifications de conformité et, une fois l'an, présente au Parlement un rapport sur les activités du Service canadien du renseignement de sécurité. En outre, il fait enquête sur des dossiers pertinents, tient des audiences, assigne des témoins et présente des rapports aux administrateurs généraux et aux ministres concernés, ou au gouverneur général en conseil.



## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
...	70 748 000	...	...	70 748 000	1	Dépenses du programme			
...	...	7 486 100	...	7 486 100	1a	Dépenses du programme			
...	...	1 887 300	...	1 887 300	1b	Dépenses du programme			
...	70 748 000	9 373 400	...	80 121 400		Total—Crédit 1	79 671 853	449 547	...
...	71 920	...	...	71 920	(S)	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	71 920	...	...
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...
...	16 000	...	2 000	18 000	(S)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État — Allocation pour automobile	18 000	...	...
4 224	...	...	19 052	23 276	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	5 008	...	18 268
...	4 497 000	...	225 000	4 722 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 722 000	...	...
<b>4 224</b>	<b>75 430 210</b>	<b>9 373 400</b>	<b>246 052</b>	<b>85 053 886</b>		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>84 586 071</b>	<b>449 547</b>	<b>18 268</b>
<b>Centre canadien de gestion</b>									
...	9 049 000	...	...	9 049 000	5	Dépenses du programme			
...	...	497 046	...	497 046	5a	Dépenses du programme			
...	9 049 000	497 046	...	9 546 046		Total—Crédit 5	8 258 529	1 287 517	...
8 612 640	1 040 000	...	(1 040 000)	8 612 640	(S)	Fonds renouvelable RADIAN	1 052 801	...	7 559 839
39	...	...	1 069	1 108	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	39	1 069
...	759 000	...	38 000	797 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	797 000	...	...
<b>8 612 679</b>	<b>10 848 000</b>	<b>497 046</b>	<b>(1 000 931)</b>	<b>18 956 794</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>10 108 330</b>	<b>1 287 556</b>	<b>7 560 908</b>
<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>									
...	2 939 000	...	...	2 939 000	10	Dépenses du programme	2 673 472	265 528	...
...	...	...	240	240	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	240	...	...
...	194 000	...	...	194 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	194 000	...	...
...	<b>3 133 000</b>	...	<b>240</b>	<b>3 133 240</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>2 867 712</b>	<b>265 528</b>	...

**Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports**

...	22 367 000	...	...	22 367 000	15	Dépenses du programme	21 468 719	898 281	...	23 790 078
7 705	...	...	5 297	13 002	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	7 995	...	5 007	17 457
...	2 242 000	...	112 000	2 354 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 354 000	...	...	2 270 000
<b>7 705</b>	<b>24 609 000</b>	...	<b>117 297</b>	<b>24 734 002</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>23 830 714</b>	<b>898 281</b>	<b>5 007</b>	<b>26 077 535</b>

**Directeur général des élections**

...	2 702 000	...	...	2 702 000	20	Dépenses du programme	2 647 225	54 775	...	2 654 571
...	155 000	...	274	155 274	(S)	Traitement du directeur général des élections	155 274	...	...	181 153
...	19 500 000	4 470 069	(1 248 548)	22 721 521	(S)	Dépenses d'élection ( <i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest</i> , et la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i> )	22 721 521	...	...	32 671 454
4 482	...	...	5 568	10 050	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	9 982	...	68	11 882
...	327 000	...	...	327 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	327 000	...	...	339 000
<b>4 482</b>	<b>22 684 000</b>	<b>4 470 069</b>	<b>(1 242 706)</b>	<b>25 915 845</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>25 861 002</b>	<b>54 775</b>	<b>68</b>	<b>35 858 060</b>

**Commissaire aux langues officielles**

...	10 143 000	...	...	10 143 000	25	Dépenses du programme				
...	...	386 571	...	386 571	25a	Dépenses du programme				
...	...	...	540 543	540 543		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	10 143 000	386 571	540 543	11 070 114		Total—Crédit 25	10 487 171	582 943	...	10 750 868
146	...	...	8 235	8 381	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	8 235	146	...	421
...	987 000	...	49 000	1 036 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 036 000	...	...	1 060 000
<b>146</b>	<b>11 130 000</b>	<b>386 571</b>	<b>597 778</b>	<b>12 114 495</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>11 531 406</b>	<b>583 089</b>	...	<b>11 811 289</b>

**Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie**

...	3 133 000	...	...	3 133 000	30	Dépenses du programme				
...	...	163 178	...	163 178	30b	Dépenses du programme				
...	3 133 000	163 178	...	3 296 178		Total—Crédit 30	2 853 136	443 042	...	2 573 756
...	...	...	51	51	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	51	...	...	...
...	146 000	...	...	146 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	146 000	...	...	...
...	<b>3 279 000</b>	<b>163 178</b>	<b>51</b>	<b>3 442 229</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>2 999 187</b>	<b>443 042</b>	...	<b>2 573 756</b>

**Commission des relations de travail dans la fonction publique**

...	5 473 000	...	...	5 473 000	35	Dépenses du programme	5 069 462	403 538	...	5 097 236
-----	-----------	-----	-----	-----------	----	-----------------------	-----------	---------	-----	-----------

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
360	...	...	9 076	9 436	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	360	9 076	1 368	
...	480 000	...	...	480 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	480 000	...	...	520 000	
<b>360</b>	<b>5 953 000</b>	...	<b>9 076</b>	<b>5 962 436</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>5 549 462</b>	<b>403 898</b>	<b>9 076</b>	<b>5 618 604</b>	
<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>										
...	1 323 000	...	...	1 323 000	40 Dépenses du programme	1 119 097	203 903	...	1 254 398	
...	92 000	...	...	92 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	92 000	...	...	93 000	
...	<b>1 415 000</b>	...	...	<b>1 415 000</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 211 097</b>	<b>203 903</b>	...	<b>1 347 398</b>	
<b>8 629 596</b>	<b>158 481 210</b>	<b>14 890 264</b>	<b>(1 273 143)</b>	<b>180 727 927</b>	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>168 544 981</b>	<b>4 589 619</b>	<b>7 593 327</b>	<b>215 604 410</b>	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.



## Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Commissaire aux langues officielles— Budgétaire</b>	<b>11 990 495</b>	<b>11 220 890</b>	<b>124 000</b>	<b>310 516</b>	...	...	...	...	...	...	<b>12 114 495</b>	<b>11 531 406</b>
<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie— Budgétaire</b>	<b>3 442 229</b>	<b>2 999 187</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>3 442 229</b>	<b>2 999 187</b>
<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique</b>												
Administration des relations de travail	5 871 436	5 478 967	91 000	70 495	...	...	...	...	...	...	5 962 436	5 549 462
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>5 871 436</b>	<b>5 478 967</b>	<b>91 000</b>	<b>70 495</b>	...	...	...	...	...	...	<b>5 962 436</b>	<b>5 549 462</b>
<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité— Budgétaire</b>	<b>1 406 000</b>	<b>1 122 604</b>	<b>9 000</b>	<b>88 493</b>	...	...	...	...	...	...	<b>1 415 000</b>	<b>1 211 097</b>
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>172 526 701</b>	<b>161 513 831</b>	<b>6 141 025</b>	<b>4 996 949</b>	<b>2 060 201</b>	<b>2 034 201</b>	...	...	...	...	<b>180 727 927</b>	<b>168 544 981</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
...	52 000	...	...	52 000	Bureau du Conseil privé				
...	...	...	...	...	Institut des relations intergouvernementales, Queen's University	52 000	...	...	55 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	34 557 684
...	<b>52 000</b>	...	...	<b>52 000</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>52 000</b>	...	...	<b>34 612 684</b>
<b>Contributions</b>									
...	2 309 000	...	(585 300)	1 723 700	Bureau du Conseil privé				
...	...	...	...	...	Négociations sur l'autonomie gouvernementale des autochtones	1 723 700	...	...	1 459 012
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	970 141
...	<b>2 309 000</b>	...	<b>(585 300)</b>	<b>1 723 700</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>1 723 700</b>	...	...	<b>2 429 153</b>
...	<b>2 361 000</b>	...	<b>(585 300)</b>	<b>1 775 700</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>1 775 700</b>	...	...	<b>37 041 837</b>
<b>Centre canadien de gestion</b>									
<b>Contributions</b>									
...	175 000	...	...	175 000	Recherche				
...	...	...	...	...	Recherche	149 000	26 000	...	176 000
...	<b>175 000</b>	...	...	<b>175 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>149 000</b>	<b>26 000</b>	...	<b>176 000</b>
<b>Directeur général des élections</b>									
<b>Contributions</b>									
...	...	...	104 240	104 240	Élections				
...	...	...	5 261	5 261	(S) Remboursement des dépenses d'élection des candidats	104 240	...	...	8 771 446
...	...	...	...	...	(S) Remboursement des dépenses des partis politiques	5 261	...	...	5 194 952
...	...	...	<b>109 501</b>	<b>109 501</b>	<b>Total du programme</b>	<b>109 501</b>	...	...	<b>13 966 398</b>
...	<b>2 536 000</b>	...	<b>(475 799)</b>	<b>2 060 201</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 034 201</b>	<b>26 000</b>	...	<b>51 184 235</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

### Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Centre canadien de gestion</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Formation à distance et communication d'affaires	6 925 000	1 267 667	802 114
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>6 925 000</b>	<b>1 267 667</b>	<b>802 114</b>

### Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	31 870	45 218
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>31 870</b>	<b>45 218</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	843 485	365 041
Divers	205 569	178 989
	1 049 054	544 030
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	19 052	16 094
Autres recettes non fiscales —		
Vente de textes réglementaires en vertu de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>	1 741	1 076
Recettes provenant de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	915	593
Divers	30 179	14 157
	32 835	15 826
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>1 100 941</b>	<b>575 950</b>
<b>Total du ministère</b>	<b>1 132 811</b>	<b>621 168</b>
<b>Centre canadien de gestion</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	5 600	13 316
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>5 600</b>	<b>13 316</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements des achats de biens ou de services	41 497	37 106
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	44 406	132
	85 903	37 238
Frais de services	1 287	846
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 069	936
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>88 259</b>	<b>39 020</b>
<b>Total du programme</b>	<b>93 859</b>	<b>52 336</b>





**Recettes—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Autres recettes non fiscales	30	...
<b>Total du programme</b>	<b>30</b>	<b>...</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	38 398	59 488
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>38 398</b>	<b>59 488</b>
Recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 281 048	855 125
Frais de services	1 287	846
Produits des ventes	19 490	44 038
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	48 588	46 278
Autres recettes non fiscales	975 378	1 224 016
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>2 325 791</b>	<b>2 170 303</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 364 189</b>	<b>2 229 791</b>

# SECTION 10

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Défense nationale**

**Ministère**

**Protection civile Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités .	<b>10.2</b>
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	<b>10.4</b>
Programmes par activité . . . . .	<b>10.6</b>
Paielements de transfert . . . . .	<b>10.7</b>
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	<b>10.10</b>
Recettes . . . . .	<b>10.11</b>

## Ministère

### Objectif

Protéger le Canada, contribuer à la paix dans le monde et promouvoir les intérêts canadiens à l'étranger.

### Description des activités

#### *Forces maritimes*

Cette activité englobe le maintien de forces maritimes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent protéger la souveraineté maritime du Canada et les intérêts de juridiction maritime; assurer la défense de voies d'accès maritimes du Canada, y compris les mers adjacentes, les eaux territoriales et les autres secteurs de juridiction maritime; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces maritimes prêtes au combat à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les Forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire; seconder les autres ministères et organismes de l'État dans l'application des lois et des règlements maritimes du Canada; aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre.

#### *Forces terrestres*

Cette activité englobe le maintien de forces terrestres prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent défendre le territoire et la souveraineté du Canada; faire régner l'ordre public en secondant les autorités civiles dans l'application des lois canadiennes; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique

du Nord; fournir des forces terrestres prêtes au combat à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire; seconder les autres ministères et organismes de l'État en cas d'urgence ou de catastrophe.

#### *Forces aériennes*

Cette activité englobe le maintien de forces aériennes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes, y compris des éléments aériens maritimes et d'aviation tactique à l'appui des forces maritimes et terrestres qui doivent protéger la souveraineté du Canada et les juridictions aéronautiques; seconder les autres ministères et organismes de l'État en cas d'urgence ou de catastrophe; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces aériennes prêtes au combat à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et aérienne; seconder les autres ministères et organismes de l'État dans l'application des lois canadiennes.

#### *Opérations interarmées*

Cette activité englobe le maintien d'éléments d'état-major qui, au nom du chef d'état-major de la Défense, doivent assurer, au besoin, le contrôle des opérations militaires au plan national; planifier, commander et diriger les opérations interarmées; fournir des ressources de planification d'état-major pour soutenir les opérations militaires; fournir des installations de planification et d'état-major aux unités des Forces canadiennes qui sont contrôlées par le quartier général de la Défense nationale.

#### *Gestion des communications et de l'information*

Cette activité englobe le maintien de forces qui doivent fournir des installations de communications stratégiques nationales aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion de l'information au ministère et aux Forces canadiennes à l'appui des fonctions de commandement et de contrôle, de soutien décisionnel, de gestion des ressources, d'administration et de renseignements; fournir des services de gestion des communications et de l'information pour appuyer les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les services à l'appui des opérations d'urgence mixtes, ainsi que des missions de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire.

#### *Appui à la fonction du personnel*

Cette activité englobe le maintien d'état-major et de forces qui doivent fournir des services de recrutement, d'instruction individuelle, de gestion du personnel ainsi que des services du personnel à tout le personnel des Forces canadiennes; fournir l'instruction spécialisée et les institutions d'éducation nécessaires au soutien des Forces canadiennes; fournir les services de gestion du personnel et les services du personnel civil du ministère de la Défense nationale (MDN); fournir les services médicaux et dentaires aux membres des Forces canadiennes et aux personnes à charge du personnel militaire et des employés civils du MDN désignés en poste à l'extérieur du Canada; surveiller les affectations du personnel nécessaires au soutien de l'instruction militaire et de la gestion des grands projets d'immobilisations.

#### *Soutien du matériel*

Cette activité englobe la prestation d'état-major et de forces qui doivent fournir des services d'approvisionnement, de génie et maintenance, de

transport et d'assurance de la qualité aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion des biens immobiliers et de gestion environnementale pour l'infrastructure du ministère; fournir du soutien logistique à l'ensemble des éléments des Forces canadiennes déployés à l'étranger; fournir du soutien en matière de recherches et de développement aux Forces canadiennes et aux activités du ministère.

#### *Orientation de la politique et services de gestion*

Cette activité englobe l'état-major et les installations qui doivent contrôler et diriger les Forces canadiennes et assumer la gestion globale du ministère; gérer le programme des services de défense; énoncer, gérer et divulguer la politique de défense; fournir des services ministériels spécialisés, y compris la vérification interne et l'évaluation du programme; fournir des installations et des services financiers et comptables au ministère; fournir des installations et des services de planification et de gestion centralisés au ministère, y compris des services juridiques et des postes de soutien au sous-ministre et au chef d'état-major de la Défense.

## **Protection civile Canada**

### **Objectif**

Assurer, partout au Canada, un niveau de protection civile approprié et raisonnablement uniforme, et y contribuer.

### **Description de l'activité**

#### *Protection civile Canada*

En collaboration avec d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres niveaux de gouvernement, et conformément aux accords internationaux, entreprendre un programme de planification, d'élaboration de politiques, d'application de politiques, de formation et de communications coordonnées dans le domaine de la protection et de la réaction civiles; fournir des services de soutien administratif et généraux à cette fin.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	7 484 191 000	...	...	7 484 191 000	1				
...	...	239 967 368	...	239 967 368	1b				
...	...	...	27 186 100	27 186 100					
...	7 484 191 000	239 967 368	27 186 100	7 751 344 468		7 723 426 107	27 918 361	...	7 997 532 936
...	2 673 951 002	...	...	2 673 951 002	5				
...	...	...	(27 186 100)	(27 186 100)					
...	2 673 951 002	...	(27 186 100)	2 646 764 902		2 686 297 377	(39 532 475)	...	2 769 261 416
...	174 672 998	...	...	174 672 998	10				
...	...	1	...	1	10a				
...	...	25 696 000	...	25 696 000	10b				
...	174 672 998	25 696 001	...	200 368 999		194 965 938	5 403 061	...	192 396 474
...	48 685	...	(40)	48 645	(S)	48 645	...	...	48 645
...	73 834	...	93 357	167 191	(S)	167 191	...	...	73 075
...	602 815 481	...	(4 892 370)	597 923 111	(S)	597 923 111	...	...	635 215 396
...	144 247 000	...	7 222 000	151 469 000	(S)	151 469 000	...	...	162 932 000
...	...	...	24 554	24 554	(S)	24 554	...	...	33 428
3 504 785	...	...	16 213 843	19 718 628	(S)	19 300 020	...	418 608	16 152 838
...	...	...	184 453	184 453	(S)	184 453	...	...	63 519
3 504 785	11 080 000 000	265 663 369	18 845 797	11 368 013 951		11 373 806 396	(6 211 053)	418 608	11 773 709 727
62 369 828	...	...	...	62 369 828	L11c	(7 538 430)	...	69 908 258	4 255 067
13 086 217	...	...	...	13 086 217	L15	...	...	13 086 217	...
75 456 045	...	...	...	75 456 045		(7 538 430)	...	82 994 475	4 255 067
<b>3 504 785</b>	<b>11 080 000 000</b>	<b>265 663 369</b>	<b>18 845 797</b>	<b>11 368 013 951</b>	<b>Total du ministère—</b>	<b>11 373 806 396</b>	<b>(6 211 053)</b>	<b>418 608</b>	<b>11 773 709 727</b>
<b>75 456 045</b>	...	...	...	<b>75 456 045</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>(7 538 430)</b>	...	<b>82 994 475</b>	<b>4 255 067</b>
					<b>Non budgétaire</b>				

**Protection civile Canada**

...	10 302 000	...	...	10 302 000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	569 700	...	569 700	15a	Dépenses de fonctionnement				
...	10 302 000	569 700	...	10 871 700		Total—Crédit 15	9 841 779	1 029 921	...	10 254 853
...	5 709 110	...	...	5 709 110	20	Subventions et contributions				
...	...	50 409 305	...	50 409 305	20a	Contributions				
...	5 709 110	50 409 305	...	56 118 415		Total—Crédit 20	56 084 153	34 262	...	16 338 497
107	...	...	3 688	3 795	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	3 662	...	133	...
...	636 000	...	32 000	668 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	668 000	...	...	671 000
<b>107</b>	<b>16 647 110</b>	<b>50 979 005</b>	<b>35 688</b>	<b>67 661 910</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>66 597 594</b>	<b>1 064 183</b>	<b>133</b>	<b>27 264 350</b>
<b>3 504 892</b>	<b>11 096 647 110</b>	<b>316 642 374</b>	<b>18 881 485</b>	<b>11 435 675 861</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
<b>75 456 045</b>	...	...	...	<b>75 456 045</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>11 440 403 990</b>	<b>(5 146 870)</b>	<b>418 741</b>	<b>11 800 974 077</b>
						<b>Non budgétaire</b>	<b>(7 538 430)</b>	<b>...</b>	<b>82 994 475</b>	<b>4 255 067</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Forces maritimes	1 520 888 051	1 499 283 045	826 540 902	808 406 378	...	...	24 889 000	20 633 517	...	...	2 322 539 953	2 287 055 906
Forces terrestres	2 340 005 000	2 352 097 000	838 090 000	933 878 075	...	...	181 183 000	152 601 000	...	...	2 996 912 000	3 133 374 075
Forces aériennes	2 491 144 000	2 288 430 000	533 026 000	535 372 407	...	...	187 682 000	147 731 000	...	...	2 836 488 000	2 676 071 407
Opérations interarmées	247 085 000	262 092 000	44 404 000	59 013 000	...	...	4 349 000	2 973 000	...	...	287 140 000	318 132 000
Gestion des communications et de l'information	311 124 000	333 047 000	99 263 000	109 729 650	...	...	3 769 000	2 881 000	...	...	406 618 000	439 895 650
Appui à la fonction du personnel	897 192 467	1 012 063 000	70 857 000	73 629 000	19 137 532	19 137 532	23 532 000	18 257 000	...	...	963 654 999	1 086 572 532
Soutien du matériel	887 244 000	760 306 000	145 205 000	174 382 888	...	...	6 733 000	4 758 000	...	...	1 025 716 000	929 930 888
Orientation de la politique et services de gestion —												
Budgétaire	254 332 000	314 542 000	89 379 000	11 186 000	200 368 999	194 965 938	15 135 000	17 920 000	...	...	528 944 999	502 773 938
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	75 456 045	(7 538 430)	75 456 045	(7 538 430)
Sous-total—												
Budgétaire	8 949 014 518	8 821 860 045	2 646 764 902	2 705 597 398	219 506 531	214 103 470	447 272 000	367 754 517	...	...	11 368 013 951	11 373 806 396
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	75 456 045	(7 538 430)	75 456 045	(7 538 430)
Recettes affectées aux dépenses	(447 272 000)	(367 754 517)	...	...	...	...	(447 272 000)	(367 754 517)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>8 501 742 518</b>	<b>8 454 105 528</b>	<b>2 646 764 902</b>	<b>2 705 597 398</b>	<b>219 506 531</b>	<b>214 103 470</b>	...	...	...	...	<b>11 368 013 951</b>	<b>11 373 806 396</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>75 456 045</b>	<b>(7 538 430)</b>	<b>75 456 045</b>	<b>(7 538 430)</b>
<b>Protection civile</b>												
<b>Canada—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>11 543 495</b>	<b>10 513 441</b>	...	...	<b>56 118 415</b>	<b>56 084 153</b>	...	...	...	...	<b>67 661 910</b>	<b>66 597 594</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>8 513 286 013</b>	<b>8 464 618 969</b>	<b>2 646 764 902</b>	<b>2 705 597 398</b>	<b>275 624 946</b>	<b>270 187 623</b>	...	...	...	...	<b>11 435 675 861</b>	<b>11 440 403 990</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>75 456 045</b>	<b>(7 538 430)</b>	<b>75 456 045</b>	<b>(7 538 430)</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Appui à la fonction du personnel									
(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique									
...	73 834	...	93 357	167 191	167 191	...	...	73 075	
-----									
Orientation de la politique et services de gestion									
Pensions et rentes versées à des civils :									
...	200	...	...	200	Mme Mary Whittington	200	...	200	
...	1 047	...	...	1 047	Mme Eleanor F Nixon	803	244	1 047	
...	12 306	...	...	12 306	M R P Thompson	12 280	26	12 179	
...	200 000	...	...	200 000	Conférence des associations de défense	200 000	...	252 000	
...	205 000	...	...	205 000	Ligue des cadets de l'armée du Canada	205 000	...	205 000	
...	205 000	...	...	205 000	Ligue des cadets de l'air du Canada	205 000	...	205 000	
...	205 000	...	...	205 000	Ligue navale du Canada	205 000	...	205 000	
...	6 830	...	...	6 830	Association de la Marine royale du Canada	6 830	...	8 540	
...	18 500	...	...	18 500	Association des officiers de marine	18 500	...	23 120	
...	24 670	...	...	24 670	Association de l'Aviation royale du Canada	24 670	...	30 830	
...	10 285	...	...	10 285	Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	10 285	...	10 285	
...	75 000	...	...	75 000	Sociétés de tir	75 000	...	100 000	
...	25 560	...	...	25 560	Instituts militaires et des services unis	25 560	...	27 065	
...	1 650 000	...	...	1 650 000	Universités canadiennes—Études de la science militaire	1 658 138	(8 138)	1 712 085	
...	94 500	...	...	94 500	Institut canadien d'études stratégiques	86 500	8 000	99 750	
...	63 750	...	...	63 750	Centre d'étude sur les conflits	63 750	...	67 500	
...	42 500	...	...	42 500	Institut canadien des affaires internationales	42 500	...	45 000	
...	1 930 000	...	(1 930 000)	...	Ville de Calgary	1 622 064	(1 622 064)	3 130 961	
...	...	1	5 999 999	6 000 000	Subvention à Cornwallis Park Development Agency	6 000 000	...	...	
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	75 000	
...	4 770 148	1	4 069 999	8 840 148		10 462 080	(1 621 932)	6 210 562	
...	<b>4 843 982</b>	<b>1</b>	<b>4 163 356</b>	<b>9 007 339</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>10 629 271</b>	<b>(1 621 932)</b>	<b>6 283 637</b>	
-----									
<b>Contributions</b>									
Appui à la fonction du personnel									
(S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>									
...	6 100 000	...	(2 126 392)	3 973 608		3 973 608	...	4 233 674	
(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>									
...	17 100 000	...	(2 103 267)	14 996 733		14 996 733	...	13 084 094	
...	23 200 000	...	(4 229 659)	18 970 341		18 970 341	...	17 317 768	
-----									



## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	87 800 000	25 696 000	(461 926)	113 034 074	Orientation de la politique et services de gestion				
...	70 000 000	...	(4 936 400)	65 063 600	Budgets militaires et organismes de l'OTAN	105 476 405	7 557 669	...	95 300 666
...	3 282 000	...	...	3 282 000	Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital	65 132 404	(68 804)	...	73 772 267
...	5 389 850	...	...	5 389 850	Aide mutuelle	2 797 095	484 905	...	12 411 395
...	236 000	...	...	236 000	Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'aide économique	6 691 390	(1 301 540)	...	3 203 686
...	800 000	...	223 327	1 023 327	Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite	200 094	35 906	...	221 175
...	395 000	...	1 105 000	1 500 000	Contribution à l'Association civile de recherches et de sauvetage aériens	1 017 832	5 495	...	795 009
...	2 000 000	...	...	2 000 000	Programme d'aide à l'entraînement militaire	1 173 537	326 463	...	381 714
...	...	...	...	...	Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	2 015 101	(15 101)	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	100 000
...	169 902 850	25 696 000	(4 069 999)	191 528 851		184 503 858	7 024 993	...	186 185 912
...	<b>193 102 850</b>	<b>25 696 000</b>	<b>(8 299 658)</b>	<b>210 499 192</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>203 474 199</b>	<b>7 024 993</b>	...	<b>203 503 680</b>
<b>Sommaire du ministère par activité</b>									
...	23 273 834	...	(4 136 302)	19 137 532	Appui à la fonction du personnel	19 137 532	...	...	17 390 843
...	174 672 998	25 696 001	...	200 368 999	Orientation de la politique et services de gestion	194 965 938	5 403 061	...	192 396 474
...	<b>197 946 832</b>	<b>25 696 001</b>	<b>(4 136 302)</b>	<b>219 506 531</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>214 103 470</b>	<b>5 403 061</b>	...	<b>209 787 317</b>
<b>Protection civile Canada</b>									
<b>Subventions</b>									
...	<b>54 000</b>	...	...	<b>54 000</b>	Bourses de recherches—Planification d'urgence	<b>20 000</b>	<b>34 000</b>	...	<b>45 000</b>
<b>Contributions</b>									
...	5 580 110	...	...	5 580 110	Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la Loi sur la protection civile	5 579 848	262	...	5 662 919
...	...	3 343 629	...	3 343 629	Contributions aux provinces pour aide financière en cas de catastrophe :				
...	...	236 790	...	236 790	Colombie-Britannique	3 343 629	...	...	1 955 578
...	...	318 222	...	318 222	Territoires du Nord-Ouest	236 790	...	...	...
...	...	1 200 000	...	1 200 000	Yukon	318 222	...	...	...
...	...	...	...	...	Nouveau-Brunswick	1 200 000	...	...	...
...	...	45 310 664	...	45 310 664	Contributions aux provinces pour aide financière en cas de désordre public :				
...	...	...	...	...	Québec	45 310 664	...	...	...
...	30 000	...	...	30 000	Contribution au Comité de coordination des accidents industriels majeurs	30 000	...	...	30 000

...	45 000	...	...	45 000	Contribution à la Société royale du Canada	45 000	...	...	45 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8 600 000
...	<b>5 655 110</b>	<b>50 409 305</b>	...	<b>56 064 415</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>56 064 153</b>	<b>262</b>	...	<b>16 293 497</b>
...	<b>5 709 110</b>	<b>50 409 305</b>	...	<b>56 118 415</b>	<b>Total du programme</b>	<b>56 084 153</b>	<b>34 262</b>	...	<b>16 338 497</b>
...	<b>203 655 942</b>	<b>76 105 306</b>	<b>(4 136 302)</b>	<b>275 624 946</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>270 187 623</b>	<b>5 437 323</b>	...	<b>226 125 814</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent		Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels		Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
<b>Ministère</b>							
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>							
<b>Forces maritimes</b>							
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	14 000 000	13 003 844	13 712 793				
Matériel et services fournis à d'autres ministères de l'État	3 000 000	3 008 577	2 978 205				
Services médicaux et dentaires	150 000	144 620	33 442				
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	6 000	5 917	44 100				
Autres recouvrements	7 733 000	4 470 559	6 290 711				
	<b>24 889 000</b>	<b>20 633 517</b>	<b>23 059 251</b>				
<b>Forces terrestres</b>							
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	65 000 000	52 022 000	50 106 000				
Matériel et services fournis à d'autres ministères de l'État	110 000 000	95 088 000	90 335 000				
Services médicaux et dentaires	200 000	177 773	27 032				
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	15 000	13 321	43 900				
Autres recouvrements	5 968 000	5 299 906	7 902 068				
	<b>181 183 000</b>	<b>152 601 000</b>	<b>148 414 000</b>				
<b>Forces aériennes</b>							
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	45 000 000	29 104 000	35 693 000				
Matériel et services fournis à d'autres ministères de l'État	125 000 000	107 400 000	104 214 000				
Services médicaux et dentaires	250 000	205 408	913 863				
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	15 000	12 637	45 200				
Autres recouvrements	17 417 000	11 008 955	15 118 937				
	<b>187 682 000</b>	<b>147 731 000</b>	<b>155 985 000</b>				
<b>Opérations interarmées</b>							
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	100 000	62 000	98 000				
				Matériel et services fournis à d'autres ministères de l'État	400 000	230 000	390 000
				Services médicaux et dentaires	50 000	43 462	2 529 988
				Autres recouvrements	3 799 000	2 637 538	1 152 012
					<b>4 349 000</b>	<b>2 973 000</b>	<b>4 170 000</b>
				Gestion des communications et de l'information			
				Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	1 400 000	1 297 000	1 352 000
				Matériel et services fournis à d'autres ministères de l'État	650 000	594 000	633 000
				Services médicaux et dentaires	75 000	68 584	384 823
				Autres recouvrements	1 644 000	921 416	1 110 177
					<b>3 769 000</b>	<b>2 881 000</b>	<b>3 480 000</b>
				Appui à la fonction du personnel			
				Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	8 000 000	6 470 000	11 241 000
				Matériel et services fournis à d'autres ministères de l'État	2 500 000	2 298 000	2 198 000
				Services médicaux et dentaires	5 200 000	4 481 803	5 782 226
				Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	10 000	8 670	43 600
				Autres recouvrements	7 822 000	4 998 527	7 930 174
					<b>23 532 000</b>	<b>18 257 000</b>	<b>27 195 000</b>
				Soutien du matériel			
				Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	400 000	298 000	370 000
				Matériel et services fournis à d'autres ministères de l'État	4 000 000	3 193 000	3 371 000
				Services médicaux et dentaires	5 000	3 616	4 476
				Autres recouvrements	2 328 000	1 263 384	2 139 524
					<b>6 733 000</b>	<b>4 758 000</b>	<b>5 885 000</b>
				Orientation de la politique et services de gestion			
				Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	5 000 000	6 033 000	588 000
				Matériel et services fournis à d'autres ministères de l'État	9 000 000	11 236 000	10 690 000

## Détail des montants disponibles pour être dépensés —Fin

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Services médicaux et dentaires	200 000	166 964	96 936
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	20 000	18 924	43 300
Autres recouvrements	915 000	465 112	715 764
	15 135 000	17 920 000	12 134 000
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>447 272 000</b>	<b>367 754 517</b>	<b>380 322 251</b>
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Avance de fonds de roulement	...	563 014 691	614 246 210
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>563 014 691</b>	<b>614 246 210</b>
<b>Total du ministère—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>447 272 000</b>	<b>367 754 517</b>	<b>380 322 251</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>563 014 691</b>	<b>614 246 210</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>447 272 000</b>	<b>367 754 517</b>	<b>380 322 251</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>563 014 691</b>	<b>614 246 210</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	664 646	766 213
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>664 646</b>	<b>766 213</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements —		
Prêts, placements et avances —		
Ensembles d'habitation des Forces canadiennes —Intérêt	416 790	340 613
Autres comptes —		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	816 575	625 391
Intérêt gagné sur les fonds en dépôts avec les fournisseurs	31 860	1 571 545
	1 265 225	2 537 549
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Remboursements reçus après vérification comptable ou ajustement de contrats et remboursements des paiements anticipés sur les contrats	29 786 802	27 395 526
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	16 213 843	16 864 641
Diverses recettes non fiscales —		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie	50 792 386	133 105 760
Vente de biens non excédentaires	337 637	189 633
	51 130 023	133 295 393
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>98 395 893</b>	<b>180 093 109</b>
<b>Total du ministère</b>	<b>99 060 539</b>	<b>180 859 322</b>
<b>Protection civile Canada</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	30 151	18 772
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	320 567	261 966
	350 718	280 738
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	3 688	107
Diverses recettes non fiscales	25 000	5
<b>Total du programme</b>	<b>379 406</b>	<b>280 850</b>

**Recettes—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	664 646	766 213
Total des recettes fiscales	664 646	766 213
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements	1 265 225	2 537 549
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	30 137 520	27 676 264
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	16 217 531	16 864 748
Diverses recettes non fiscales	51 155 023	133 295 398
Total des recettes non fiscales	98 775 299	180 373 959
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>99 439 945</b>	<b>181 140 172</b>

# SECTION 11

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Développement des ressources humaines**

**Ministère (Emploi et Immigration)**

**Conseil canadien des relations du travail**

**Tribunal canadien des relations  
professionnelles artistes-producteurs**

**Centre canadien d'hygiène et de sécurité  
au travail**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités .	11.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	11.7
Programmes par activité . . . . .	11.11
Paiements de transfert . . . . .	11.13
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	11.19
Recettes . . . . .	11.20

**Ministère (Emploi et Immigration)**

Programme des services généraux

**Objectif**

Fournir au ministère des services de direction administrative, d'élaboration de politiques et de soutien de la gestion.

**Description des activités***Gestion générale et services*

Fournir des services administratifs et financiers, des services de ressources humaines et des services de soutien aux clients du ministère ainsi que des directives en matière de gestion pour permettre au Développement des ressources humaines Canada de remplir sa mission.

*Systèmes*

Concevoir, mettre en oeuvre et garder à jour une gamme variée de systèmes automatisés pour appuyer la prestation des services au public et contribuer à l'administration interne de Développement des ressources humaines Canada.

*Politique, communications et renouveau*

Responsable de concevoir et de mettre en oeuvre des politiques et des programmes efficaces, et de fournir les services de communication et de soutien dont le ministère a besoin pour s'acquitter de son mandat ainsi que d'assurer le renouveau des activités et des initiatives du ministère du Développement des ressources humaines Canada.

Programme d'emploi et d'assurance

**Objectif**

Développer et appuyer, en collaboration avec les autres ministères de l'État, les provinces et territoires et le secteur privé, l'utilisation productive des ressources du marché du travail au Canada, sans surcharger les personnes, les groupes et les régions, tout en respectant les principes d'équité en matière d'emploi et en assurant la protection des fonds publics et ce, afin de promouvoir un fonctionnement efficace et efficient du marché du travail canadien.

**Description des activités***Emploi*

Le mandat relatif à l'activité Emploi est exercé en vertu des règlements sur le Service national de placement, de la *Loi nationale sur la formation* et de son règlement d'application, de la *Loi sur le ministère du Travail* ainsi que de la *Loi sur l'assurance-chômage* et de son règlement d'application (y compris les prestations pour la création d'emplois, le travail partagé et la formation).

Cette activité prévoit la mise en oeuvre intégrée et uniforme de programmes et de services axés sur les besoins du marché du travail en matière de formation et de perfectionnement professionnels de même que des initiatives à l'intention des sans-emploi. Ces services et programmes visent les clients les plus dans le besoin tout en favorisant la participation du secteur privé.

Les programmes et services d'emploi sont mis en oeuvre par l'intermédiaire d'un réseau de Centres d'emploi du Canada et au moyen de marchés de services passés avec des organisations commu-

nautaires. Tous respectent les principes des programmes d'emploi en ce qui concerne les partenariats, la participation communautaire, l'équité, le recours à une démarche axée sur les clients, l'accessibilité pour ceux-ci, leur autonomie et l'intégralité.

*Assurance-chômage*

La *Loi sur l'assurance-chômage* et le règlement qui s'y rattache, la *Loi relative aux rentes sur l'État* et la *Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs* régissent le paiement des prestations aux travailleurs qualifiés qui subissent une interruption de rémunération ou qui répondent aux exigences législatives de la Loi applicable.

La *Loi sur l'assurance-chômage* et son règlement d'application établissent également des paramètres rigides pour le programme en stipulant notamment ce qui constitue un emploi assurable, le nombre de semaines assurables nécessaires pour établir l'admissibilité, le taux des prestations, la durée de la période de prestations de même que les modalités initiales et continues relatives à l'admissibilité aux prestations. De plus, la Loi stipule que Revenu Canada détermine ce qui constitue un emploi assurable et est responsable de la perception des cotisations relatives à l'emploi.

*Gestion des Centres d'emploi du Canada (CEC) et services conjoints*

Cette activité regroupe un certain nombre d'activités liées à la gestion et à la prestation de services conjoints du programme qui n'entrent pas directement dans les sous-activités faisant partie des programmes particuliers (tels que l'amélioration de l'employabilité, l'ajustement du marché de l'emploi, etc.) ou des services particuliers (traite-

ment des demandes). Presque toutes les ressources en équivalents temps plein au titre de cette activité se trouvent dans les régions, où cette activité englobe les directeurs régionaux d'emploi et assurance, les directeurs de district et les directeurs de Centres d'emploi du Canada (CEC), ainsi que le personnel de soutien administratif rattaché à ces postes.

Programme du travail

### **Objectif**

Faciliter et maintenir des relations de travail stables, ainsi qu'un milieu de travail sûr, juste et équitable; recueillir et diffuser des données statistiques et des renseignements sur le travail; de façon générale, susciter des rapports constructifs entre les syndicats, les employeurs et le gouvernement.

### **Description des activités**

#### *Opérations du travail*

Cette activité est responsable de l'élaboration et de l'exécution des programmes légiférés en vue d'assurer un milieu de travail sûr et sain et des conditions d'emploi équitables; l'élaboration et l'administration de programmes obligatoires d'équité en matière d'emploi; l'établissement et la diffusion de données et d'information sur l'équité en matière d'emploi; la prestation de service de protection contre les incendies aux ministères fédéraux, aux sociétés d'État et aux Premières Nations; la promotion et la mise en oeuvre d'activités non régies par la Loi visant l'établissement de relations d'emploi constructives en milieu de travail et une plus grande sensibilisation de la population active aux affaires syndicales et socio-économiques.

#### *Relations industrielles et médiation et conciliation*

Cette activité offre des services de conciliation, de médiation et d'arbitrage en vue du règlement des conflits dans des entreprises oeuvrant dans un secteur de compétence fédérale, adopte des mesures préventives en vue de maintenir des relations patronales-syndicales stables; fournit des services de spécialistes en relations industrielles pour l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques ainsi que la formulation de lois, fournit et analyse des données statistiques relatives au travail ainsi que des renseignements sur les relations industrielles et le processus de négociation collective; enfin, elle appuie les initiatives qui visent à favoriser la productivité et l'innovation dans le milieu de travail de même que de meilleures relations patronales-syndicales.

#### *Gestion, politique, analyse et liaison*

Cette activité assure la gestion générale et donne une orientation au Programme du travail; élabore et analyse du point de vue du travail des politiques concernant des questions économiques et sociales, entretient des relations de travail efficaces avec d'autres ministères fédéraux, des organisations d'employeurs et d'employés, les provinces et territoires ainsi qu'avec les autres parties à l'ALÉNA (États-Unis et Mexique) et les organismes internationaux du travail; facilite les consultations et les initiatives connexes dans le but d'inciter les organismes syndicaux à participer à l'élaboration des politiques; donne des conseils stratégiques, effectue des recherches et fournit des renseignements en vue de favoriser la participation pleine et entière des femmes au marché du travail.

#### *Indemnisation des agents de l'État*

Dans le cadre de l'activité Indemnisation fédérale des accidentés, des indemnités sont versées aux employés fédéraux ou aux personnes à leur charge

pour les accidents subis en cours d'emploi, et des paiements sont effectués aux commissions provinciales des accidents du travail en remboursement des frais inhérents au traitement des demandes d'indemnité présentées par les employés fédéraux aux termes de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* (LIAÉ); le personnel chargé de l'activité s'occupe du versement d'indemnités supplémentaires à certaines veuves de marins marchands, de l'arbitrage des demandes d'indemnité présentées par les détenus victimes d'accidents dans les pénitenciers fédéraux et, enfin, de l'administration du Régime de prestations du revenu versées aux survivants des employés de la fonction publique tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Programme de la sécurité du revenu

### **Objectif**

Promouvoir et renforcer la sécurité du revenu des groupes cibles de Canadiens en élaborant, en administrant et en mettant en oeuvre des programmes pour les personnes âgées, les personnes handicapées, les survivants, les familles avec des enfants et les immigrants.

### **Description de l'activité**

#### *Sécurité du revenu*

Cette activité comprend trois programmes importants de sécurité du revenu. La gestion et l'exécution de ces programmes sont complètement intégrées.

Le programme de la sécurité de la vieillesse (SV) comporte trois genres d'aide différents. La pension de base de la Sécurité de la vieillesse permet aux Canadiens âgés de plus de 65 ans de bénéficier d'un revenu de base suffisant au moment de leur



retraite. Les prestations sont versées à quiconque répond aux critères de résidence. Le supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation fondée sur l'examen du revenu et destinée aux bénéficiaires de la SV dont le revenu est limité et modeste. L'allocation au conjoint est une prestation fondée sur le revenu et destinée aux couples retraités, mariés et à faible revenu, vivant de la prestation de la SV et du SRG, ainsi qu'aux veufs et veuves de 60 à 64 ans, qui répondent aux critères de résidence de la SV.

Le *Régime de pensions du Canada* (RPC) (loi) est un programme d'assurance sociale à cotisation obligatoire dont l'objectif est d'assurer la protection du revenu des travailleurs canadiens et leurs familles contre la perte de gains résultant du décès, de l'invalidité ou de la retraite. Les prestations entrent dans trois catégories : la pension de retraite, les prestations de survivant et les prestations d'invalidité. Le Régime est en vigueur dans tous les territoires et les provinces. Le Québec dispose également du Régime des rentes du Québec. En vertu des dispositions législatives régissant le RPC, les personnes chargées du Programme de la sécurité du revenu administrent les prestations, Revenu Canada recueille les cotisations et le ministère des Finances gère le fonds de placement.

Les allocations spéciales pour enfants (ASE) sont versées tous les mois à des organismes de bien-être, des ministères de l'État et des établissements, et parfois à des familles d'accueil qui assurent la garde d'un enfant de moins de 18 ans. La prestation fiscale pour enfants est versée aux familles ayant des enfants et qui répondent aux critères d'admissibilité. L'activité détermine l'admissibilité des familles et Revenu Canada établit le montant payable selon les revenus familiaux.

Dans le cadre de cette activité, on négocie et administre également les accords internationaux de sécurité sociale qui visent à assurer que les immigrants sont capables d'exercer dans toute la mesure du possible les droits à la sécurité sociale qu'ils ont acquis dans leur pays d'origine.

Programme du développement social et de l'éducation

### **Objectif**

L'objectif du Programme consiste à élaborer, à promouvoir et à mettre en oeuvre des politiques et des programmes sociaux qui facilitent le développement, la participation et le bien-être des membres de la société canadienne, en collaboration avec les provinces et les secteurs sans but lucratif et privé, en mettant en oeuvre des politiques et des programmes dans les secteurs de l'emploi, de la sécurité et de l'acquisition du savoir.

### **Description des activités**

#### *Bien-être social*

En vertu du *Régime d'assistance publique du Canada* (loi), l'activité du Bien-être social consis -

transfert aux provinces et territoires au titre d'enseignement postsecondaire. L'activité prévoit également la tenue d'activités conjointes avec les provinces dans des domaines d'intérêt communs liés à l'éducation, la coopération avec Affaires étrangères et Commerce international afin d'assurer une participation efficace du Canada à des activités et forum internationaux en matière d'éducation postsecondaire; et, la coordination et l'élaboration de politiques et de programmes fédéraux dans le domaine de l'éducation.

Prêts aux étudiants : La présente *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*, L.R.C. (1985) ch.S-23, et son règlement d'application prévoit la garantie de prêts, le paiement d'intérêts payé aux établissements prêteurs, le paiement aux établissements prêteurs de réclamations de prêts en défaut, le recouvrement de prêts, les versements de fonds aux provinces qui ne participent pas au programme canadien de prêts aux étudiants; l'administration des fonds versés aux provinces qui participent au programme et la coordination et l'élaboration de politiques et de programmes fédéraux dans le domaine de l'aide aux étudiants.

La *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* a reçu la sanction royale en juin 1994 mais n'a pas encore été promulguée (en date du 15 février 1995). La Loi prévoit le versement de subventions aux étudiants nécessiteux et de nouvelles modalités de financement pour les prêts aux étudiants. En vertu des nouvelles dispositions de cette Loi, la majeure partie des prêts aux étudiants ne sera pas garantie par le gouvernement. Au lieu, une prime de risque sera payée aux établissements prêteurs participants qui assumeront la pleine responsabilité de l'administration et du recouvrement des prêts étudiants. Enfin, la nouvelle Loi prévoit une

flexibilité dans l'harmonisation des programmes de prêts étudiants fédéral et provinciaux et la mise en oeuvre de projets pilotes de prêts aux étudiants remboursables en fonction du revenu avec les provinces intéressées.

#### *Développement social*

L'activité du développement social accorde des subventions et contributions afin de promouvoir l'intégration économique et la participation active des personnes handicapées; accroître la sensibilisation et la participation des Canadiens dans le domaine de l'alphabétisation; et rendre la recherche sociale appliquée plus pertinente. L'appui de projets est accordé à des organisations de service social et à des groupes communautaires; à des universités, à des conseils de planification sociale, à des organismes de recherche sociale et aux autres paliers de gouvernement, au secteur privé et aux syndicats pour la mise en oeuvre d'initiatives conjointes. On accorde également des subventions de soutien aux organisations nationales bénévoles de service social.

Le personnel du développement social offre un service d'information technique et de soutien au public, aux groupes clients et aux organisations, afin de mieux faire comprendre l'intérêt d'une action collective et de favoriser ce type d'action, en ce qui concerne les services sociaux, l'intégration des personnes handicapées et l'alphabétisation.

#### *Initiatives stratégiques*

Le programme des initiatives stratégiques qui a été annoncé dans le Budget de 1994 consiste à mettre en oeuvre de nouvelles initiatives qui contribuent au renouvellement et à la revitalisation du système canadien de sécurité sociale en permettant de dé-

terminer les futures orientations stratégiques et de mobiliser les efforts; à expérimenter de nouveaux moyens d'adapter les programmes sociaux aux emplois existants et aux besoins des clients; à rassembler de l'information qui sera utile pour l'élaboration des politiques préconisées.

### **Conseil canadien des relations du travail**

#### **Objectif**

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

#### **Description de l'activité**

##### *Conseil canadien des relations du travail*

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation et d'arbitrage, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du *Code canadien du travail* (loi); interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; et se pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

**Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs**

**Objectif**

Contribuer au mieux-être de la communauté culturelle canadienne en favorisant de bonnes relations professionnelles entre les artistes, comme entrepreneurs indépendants, et les producteurs fédéraux.

**Description de l'activité**

*Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs*

Mise en oeuvre des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste* afférentes aux relations professionnelles entre les entrepreneurs indépendants dans le milieu culturel et les producteurs relevant de la compétence fédérale. Ceci consiste notamment à définir les secteurs appropriés aux fins de la négociation d'accords-cadres dans le milieu culturel; accréditer les associations d'artistes pour

représenter ces secteurs; enquêter et statuer sur les plaintes alléguant une violation des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste*, et exercer des pouvoirs de redressement accessoires; aviser et faire des recommandations ayant trait à la compétence législative et aux pouvoirs du Tribunal; et fournir les services administratifs nécessaires.

**Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail**

**Objectif**

Fournir aux Canadiens des renseignements sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable. L'information facilite les prises de décisions, favorise les changements sur les lieux de travail, sensibilise le public à la nécessité de jouir d'un environnement de travail sain et sécuritaire et soutient l'éducation et la formation.

**Description des activités**

*Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif*

Représentant les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les travailleurs et les employeurs, le Conseil définit les objectifs d'hygiène et de sécurité au travail, et les politiques, et il établit les priorités et la direction d'ensemble pour le Centre.

*Président et personnel du Centre*

Mettre en oeuvre les politiques et programmes d'hygiène et de sécurité au travail établis par le Conseil des gouverneurs.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>										
Programme des services généraux										
...	62 763 000	...	...	62 763 000	1	Dépenses du programme				
...	...	15 930 013	...	15 930 013	1a	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	1b	Virement de 17 850 999 \$ du crédit 35 (Développement des ressources humaines)				
...	...	...	17 850 999	17 850 999		Virement du : crédit 35				
...	...	...	2 059 000	2 059 000		CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	62 763 000	15 930 014	19 909 999	98 603 013		Total—Crédit 1	71 772 793	26 830 220	...	
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre du Développement des ressources humaines — Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	
...	1 000 000	...	(1 000 000)	...	(S)	Paiements aux agences de recouvrement privées, selon l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	...	...	...	
...	17 027 000	...	833 828	17 860 828	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 860 828	...	...	
...	...	...	48 645	48 645	(S)	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	
177 303	...	...	411 880	589 183	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	318 241	342	270 600	
...	...	...	9 482	9 482	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	9 482	...	...	
<b>177 303</b>	<b>80 838 645</b>	<b>15 930 014</b>	<b>20 213 834</b>	<b>117 159 796</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>90 058 634</b>	<b>26 830 562</b>	<b>270 600</b>	<b>80 745 263</b>
Programme d'emploi et d'assurance										
...	194 947 000	...	...	194 947 000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	17 920 474	...	17 920 474	5a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	4 552 000	4 552 000		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	(467 363)	(467 363)		Virement au crédit 10				
...	194 947 000	17 920 474	4 084 637	216 952 111		Total—Crédit 5	140 562 404	76 389 707	...	
...	1 329 481 000	...	...	1 329 481 000	10	Subventions et contributions				
...	...	31 359 688	...	31 359 688	10a	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b	Virement de 467 363 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines) et 7 326 416 \$ du crédit 25 (Développement des ressources humaines)				
...	...	...	467 363	467 363		Virement du : crédit 5				
...	...	...	7 326 416	7 326 416		crédit 25				
...	1 329 481 000	31 359 689	7 793 779	1 368 634 468		Total—Crédit 10	1 298 839 863	69 794 605	...	

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements							
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$	
...	35 000	...	882	35 882	(S)	Prestations de retraite supplémentaires —Pensions des agents des rentes sur l'État	35 882	...	...	36 706
...	24 900 000	(900 000)	1 110 356	25 110 356	(S)	Paievements de prestations d'adaptation pour les travailleurs ( <i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i> )	25 110 356	...	...	37 204 914
...	93 215 000	...	4 586 843	97 801 843	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	97 801 843	...	...	94 168 898
...	...	...	3 953	3 953	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	3 953	...	...	49 461
...	<b>1 642 578 000</b>	<b>48 380 163</b>	<b>17 580 450</b>	<b>1 708 538 613</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 562 354 301</b>	<b>146 184 312</b>	...	<b>1 726 284 262</b>
Programme du travail										
...	44 135 000	...	...	44 135 000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2 265 224	...	2 265 224	15a	Virement de 775 000 \$ du crédit 20 (Développement des ressources humaines)				
...	...	...	...	...	15b	Virement de 360 000 \$ du crédit 20 (Développement des ressources humaines) et 187 274 \$ du crédit 25 (Développement des ressources humaines)				
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 20				
...	...	...	1 135 000	1 135 000		crédit 25				
...	...	...	187 274	187 274		CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	1 800 000	1 800 000						
...	44 135 000	2 265 225	3 122 274	49 522 499		Total—Crédit 15	47 536 798	1 985 701	...	46 326 108
...	7 429 000	...	...	7 429 000	20	Subventions et contributions				
...	...	...	(1 135 000)	(1 135 000)		Virement au crédit 15				
...	7 429 000	...	(1 135 000)	6 294 000		Total—Crédit 20	5 566 730	727 270	...	7 742 500
...	47 560 000	11 684 000	2 761 345	62 005 345	(S)	Paievement d'indemnités à des agents de l'État ( <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ) et à des marins marchands ( <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i> )	62 005 345	...	...	60 224 388
...	4 564 000	...	192 437	4 756 437	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 756 437	...	...	4 501 777
...	...	...	814	814	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	814	...	...	56 966
...	<b>103 688 000</b>	<b>13 949 225</b>	<b>4 941 870</b>	<b>122 579 095</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>119 866 124</b>	<b>2 712 971</b>	...	<b>118 851 739</b>
Programme de la sécurité du revenu										
...	110 710 000	...	...	110 710 000	25	Dépenses du programme				
...	...	7 599 708	...	7 599 708	25a	Dépenses du programme				
...	...	...	410 000	410 000		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	(7 326 416)	(7 326 416)		Virement au : crédit 10				

...	...	...	(187 274)	(187 274)		crédit 15				
...	...	...	(1 788 310)	(1 788 310)		crédit 30				
...	110 710 000	7 599 708	(8 892 000)	109 417 708		Total—Crédit 25	102 809 095	6 608 613	...	85 433 784
...	16 024 000 000	53 000 000	(78 432 700)	15 998 567 300	(S)	Versements de sécurité de la vieillesse ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	15 998 567 300 <sup>(2)</sup>	...	...	15 478 360 852 <sup>(2)</sup>
...	4 694 000 000	(48 000 000)	(18 235 526)	4 627 764 474	(S)	Versements du supplément de revenu garanti ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	4 627 764 474 <sup>(2)</sup>	...	...	4 604 118 404 <sup>(2)</sup>
...	436 000 000	(22 000 000)	(6 484 607)	407 515 393	(S)	Versements d'allocations au conjoint ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	407 515 393 <sup>(2)</sup>	...	...	428 925 797 <sup>(2)</sup>
...	43 000 000	...	(43 000 000)	...	(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants ( <i>Loi sur les prestations spéciales pour enfants</i> )	...	...	...	...
...	15 768 000	...	789 000	16 557 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 557 000	...	...	13 163 813
...	<b>21 323 478 000</b>	<b>(9 400 292)</b>	<b>(154 255 833)</b>	<b>21 159 821 875</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>21 153 213 262</b>	<b>6 608 613</b>	...	<b>20 610 002 650<sup>(3)</sup></b>
Programme du développement social et de l'éducation										
...	38 976 000	...	...	38 976 000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2 563 300	...	2 563 300	30a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	...	...	30b	Virement de 1 788 310 \$ du crédit 25 (Développement des ressources humaines), et 2 430 001 \$ du crédit 35 (Développement des ressources humaines)				
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 25				
...	...	...	1 788 310	1 788 310		crédit 35				
...	...	...	2 430 001	2 430 001		CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	1 700 000	1 700 000						
...	38 976 000	2 563 301	5 918 311	47 457 612		Total—Crédit 30	45 458 447	1 999 165	...	44 047 263
...	375 339 000	...	...	375 339 000	35	Subventions et contributions				
...	...	5 000 000	...	5 000 000	35a	Contributions				
...	...	...	(17 850 999)	(17 850 999)		Virement au : crédit 1				
...	...	...	(2 430 001)	(2 430 001)		crédit 30				
...	375 339 000	5 000 000	(20 281 000)	360 058 000		Total—Crédit 35	347 305 768	12 752 232	...	332 340 771
...	7 275 000 000	...	(90 461 037)	7 184 538 963	(S)	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada ( <i>Régime d'assistance publique du Canada</i> ) (Loi)	7 184 538 963	...	...	7 279 418 020
...	2 185 000 000	139 800 000	40 470 000	2 365 270 000	(S)	Paievements de transfert versés aux provinces et territoires à l'égard de l'enseignement postsecondaire et aux termes de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	2 365 270 000	...	...	2 485 710 697
...	521 200 000	315 627 000	(154 386)	836 672 614	(S)	Octroi de fonds pour les paievements d'intérêts aux institutions de crédit, obligations contractées sous forme de prêts garantis et paievements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	836 672 614	...	...	529 200 322
...	2 229 000	...	112 000	2 341 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 341 000	...	...	2 357 592
...	...	9 800 000	(2 018 518)	7 781 482	(S)	Subventions aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	7 781 482	...	...	...
...	<b>10 397 744 000</b>	<b>472 790 301</b>	<b>(66 414 630)</b>	<b>10 804 119 671</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>10 789 368 274</b>	<b>14 751 397</b>	...	<b>10 673 074 665</b>
<b>177 303</b>	<b>33 548 326 645</b>	<b>541 649 411</b>	<b>(177 934 309)</b>	<b>33 912 219 050</b>		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>33 714 860 595</b>	<b>197 087 855</b>	<b>270 600</b>	<b>33 208 958 579<sup>(3)</sup></b>

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Conseil canadien des relations du travail</b>										
...	8 287 000	...	...	8 287 000	40	Dépenses du programme	7 988 958	298 042	...	7 848 022
...	764 000	...	38 000	802 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	802 000	...	...	807 000
103	...	...	456	559	(S)	Dépenses des produits de la vente des biens excédentaires de la Couronne	395	...	164	735
<b>103</b>	<b>9 051 000</b>	...	<b>38 456</b>	<b>9 089 559</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>8 791 353</b>	<b>298 042</b>	<b>164</b>	<b>8 655 757</b>
<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>										
...	1 580 000	...	...	1 580 000	45	Dépenses du programme	1 323 337	256 663	...	978 421
...	112 000	...	...	112 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	112 000	...	...	...
...	<b>1 692 000</b>	...	...	<b>1 692 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 435 337</b>	<b>256 663</b>	...	<b>978 421</b>
<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>										
...	2 026 000	...	...	2 026 000	50	Dépenses du programme	1 925 176	225 745	...	2 547 649
...	...	124 921	...	124 921	50a	Dépenses du programme				
...	2 026 000	124 921	...	2 150 921	(S)	Total—Crédit 50				
24	...	...	949	973	(S)	Dépenses des produits de la vente des biens excédentaires de la Couronne	973	...	...	2 128
<b>24</b>	<b>2 026 000</b>	<b>124 921</b>	<b>949</b>	<b>2 151 894</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 926 149</b>	<b>225 745</b>	...	<b>2 549 777</b>
<b>177 430</b>	<b>33 561 095 645</b>	<b>541 774 332</b>	<b>(177 894 904)</b>	<b>33 925 152 503</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>33 727 013 434</b>	<b>197 868 305</b>	<b>270 764</b>	<b>33 221 142 534<sup>(3)</sup></b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5 —Éventualités du gouvernement.

<sup>(2)</sup> La répartition des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

<sup>(3)</sup> Les versements d'allocations spéciales pour enfants ont été transférés au portefeuille ministériel du Revenu national. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 38 569 203 \$.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>												
Programme des services généraux												
Gestion générale et services												
	297 646 796	272 335 255	7 100 000	7 002 206	...	...	219 039 889	219 039 889	...	...	85 706 907	60 297 572
Systèmes	45 500 000	44 732 779	7 000 000	6 968 321	...	...	35 253 240	35 253 240	...	...	17 246 760	16 447 860
Politique, communications et renouveau	36 200 000	35 309 974	900 000	897 099	...	...	22 893 871	22 893 871	...	...	14 206 129	13 313 202
Sous-total	379 346 796	352 378 008	15 000 000	14 867 626	...	...	277 187 000	277 187 000	...	...	117 159 796	90 058 634
Recettes affectées aux dépenses	(267 112 000)	(267 112 000)	(10 075 000)	(10 075 000)	...	...	(277 187 000)	(277 187 000)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>112 234 796</b>	<b>85 266 008</b>	<b>4 925 000</b>	<b>4 792 626</b>	...	...	...	...	...	...	<b>117 159 796</b>	<b>90 058 634</b>
Programme d'emploi et d'assurance												
Emploi	383 500 000	382 496 926	3 300 000	3 200 360	3 293 744 824	3 183 519 219	245 085 000	245 085 000	...	...	3 435 459 824	3 324 131 505
Assurance-chômage	528 000 000	527 607 270	30 300 000	30 271 545	...	...	510 711 000	510 711 000	...	...	47 589 000	47 167 815
Gestion des Centres d'emploi du Canada et services conjoints	306 551 789	231 776 589	17 800 000	17 709 392	...	...	198 862 000	198 862 000	...	...	125 489 789	50 623 981
Prestations payées en vertu des articles suivants de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> : articles 24, 25, 26 et 26.1 relatifs à l'activité Emploi	...	...	...	...	(1 900 000 000)	(1 859 569 000)	...	...	...	...	(1 900 000 000)	(1 859 569 000)
Sous-total	1 218 051 789	1 141 880 785	51 400 000	51 181 297	1 393 744 824	1 323 950 219	954 658 000	954 658 000	...	...	1 708 538 613	1 562 354 301
Recettes affectées aux dépenses	(907 208 000)	(907 208 000)	(47 450 000)	(47 450 000)	...	...	(954 658 000)	(954 658 000)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>310 843 789</b>	<b>234 672 785</b>	<b>3 950 000</b>	<b>3 731 297</b>	<b>1 393 744 824</b>	<b>1 323 950 219</b>	...	...	...	...	<b>1 708 538 613</b>	<b>1 562 354 301</b>
Programme du travail												
Opérations du travail	35 600 000	35 498 178	525 000	512 210	57 000	51 200	...	...	...	...	36 182 000	36 061 588
Relations industrielles et médiation et conciliation	9 800 000	9 105 189	125 000	110 669	5 237 000	4 526 760	...	...	...	...	15 162 000	13 742 618
Gestion, politique, analyse et liaison	6 600 000	5 823 945	125 000	111 137	1 000 000	988 770	...	...	...	...	7 725 000	6 923 852
Indemnisation des agents de l'État	100 352 933	99 980 904	...	...	6 900	6 900	36 849 738	36 849 738	...	...	63 510 095	63 138 066
Sous-total	152 352 933	150 408 216	775 000	734 016	6 300 900	5 573 630	36 849 738	36 849 738	...	...	122 579 095	119 866 124



## Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Recettes affectées aux dépenses	(36 849 738)	(36 849 738)	...	...	...	...	(36 849 738)	(36 849 738)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>115 503 195</b>	<b>113 558 478</b>	<b>775 000</b>	<b>734 016</b>	<b>6 300 900</b>	<b>5 573 630</b>	...	...	...	...	<b>122 579 095</b>	<b>119 866 124</b>
Programme de la sécurité du revenu												
Sécurité du revenu	242 093 861	228 699 527	2 500 000	2 498 786	21 033 847 167	21 033 847 167	118 619 153	111 832 218	...	...	21 159 821 875	21 153 213 262
Recettes affectées aux dépenses	(117 319 153)	(110 532 849)	(1 300 000)	(1 299 369)	...	...	(118 619 153)	(111 832 218)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>124 774 708</b>	<b>118 166 678</b>	<b>1 200 000</b>	<b>1 199 417</b>	<b>21 033 847 167</b>	<b>21 033 847 167</b>	...	...	...	...	<b>21 159 821 875</b>	<b>21 153 213 262</b>
Programme du développement social et de l'éducation												
Bien-être social	9 500 000	9 055 587	50 000	49 324	7 407 179 963	7 401 906 947	...	...	...	...	7 416 729 963	7 411 011 858
Aide à l'éducation	25 073 612	24 406 061	575 000	566 201	3 211 324 096	3 211 279 750	...	...	...	...	3 236 972 708	3 236 252 012
Développement social	10 750 000	9 957 295	150 000	143 726	46 598 000	42 965 704	...	...	...	...	57 498 000	53 066 725
Initiatives stratégiques	2 300 000	2 278 033	1 400 000	1 343 220	89 219 000	85 416 426	...	...	...	...	92 919 000	89 037 679
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>47 623 612</b>	<b>45 696 976</b>	<b>2 175 000</b>	<b>2 102 471</b>	<b>10 754 321 059</b>	<b>10 741 568 827</b>	...	...	...	...	<b>10 804 119 671</b>	<b>10 789 368 274</b>
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>710 980 100</b>	<b>597 360 925</b>	<b>13 025 000</b>	<b>12 559 827</b>	<b>33 188 213 950</b>	<b>33 104 939 843</b>	...	...	...	...	<b>33 912 219 050</b>	<b>33 714 860 595</b>
Conseil canadien des relations du travail—												
<b>Budgétaire</b>	<b>9 083 559</b>	<b>8 556 023</b>	<b>6 000</b>	<b>235 330</b>	...	...	...	...	...	...	<b>9 089 559</b>	<b>8 791 353</b>
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs—												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 692 000</b>	<b>1 435 337</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>1 692 000</b>	<b>1 435 337</b>
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail												
Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif												
	23 000	11 658	...	...	...	...	...	...	...	...	23 000	11 658
Président et personnel du Centre	6 969 894	6 564 008	...	...	...	...	4 841 000	4 649 517	...	...	2 128 894	1 914 491
Sous-total	6 992 894	6 575 666	...	...	...	...	4 841 000	4 649 517	...	...	2 151 894	1 926 149
Recettes affectées aux dépenses	(4 841 000)	(4 649 517)	...	...	...	...	(4 841 000)	(4 649 517)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>2 151 894</b>	<b>1 926 149</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 151 894</b>	<b>1 926 149</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>723 907 553</b>	<b>609 278 434</b>	<b>13 031 000</b>	<b>12 795 157</b>	<b>33 188 213 950</b>	<b>33 104 939 843</b>	...	...	...	...	<b>33 925 152 503</b>	<b>33 727 013 434</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>									
Programme d'emploi et d'assurance									
<b>Subventions</b>									
Emploi									
(S) Paiements de prestations d'adaptation pour les travailleurs, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région									
...	24 900 000	(900 000)	1 110 356	25 110 356	25 110 356	...	...	37 204 914	
Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale									
...	55 368 000	...	(23 100 000)	32 268 000	3 999 468	28 268 532	...	22 877 807	
Subventions destinées au Fonds sectoriel pour la formation de l'industrie de fabrication d'équipement électrique et électronique									
...	2 000 000	...	...	2 000 000	2 000 000	...	...	2 864 048	
Subventions aux particuliers dans le cadre de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique afin d'aider les particuliers touchés par l'effondrement de la pêche du poisson de fond sur la côte Est à participer aux programmes d'adaptation au marché du travail									
...	164 100 000	24 540 689	183 259 311	371 900 000	357 977 726	13 922 274	...	267 196 961	
...	...	...	...	...	...	...	...	51 452 979	
...	<b>246 368 000</b>	<b>23 640 689</b>	<b>161 269 667</b>	<b>431 278 356</b>	<b>389 087 550</b>	<b>42 190 806</b>	...	<b>381 596 709</b>	
<b>Contributions</b>									
Emploi									
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres corps publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation et/ou à l'expérience de travail, la mobilisation des ressources communautaires et les mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien									
...	1 049 905 000	...	(154 965 532)	894 939 468	877 355 408	17 584 060	...	1 115 259 141	
Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre du Développement des ressources humaines et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs									

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	11 656 000	...	...	11 656 000	des bureaux du service d'emploi agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs	7 154 801	4 501 199	...	11 647 774
...	46 452 000	...	...	46 452 000	Contributions aux gouvernements provinciaux, à des employeurs, des employés, des organisations patronales ou syndicales, des institutions financières ou toute personne ou collectivité, aux fins du versement périodique d'une allocation de complément de ressources à certains travailleurs âgés, conformément à l'article 5 de la <i>Loi sur le ministère du Travail</i> :	41 080 059	5 371 941	...	59 153 164
...	...	6 819 000	2 600 000	9 419 000	Programme d'adaptation des travailleurs âgés	9 272 401	146 599	...	...
...	...	...	...	...	Programme d'adaptation des travailleurs âgés d'usines de transformation du poisson	...	...	...	1 222 040
...	<b>1 108 013 000</b>	<b>6 819 000</b>	<b>(152 365 532)</b>	<b>962 466 468</b>	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...
...	<b>1 354 381 000</b>	<b>30 459 689</b>	<b>8 904 135</b>	<b>1 393 744 824</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>934 862 669</b>	<b>27 603 799</b>	...	<b>1 187 282 119</b>
...					<b>Total du programme</b>	<b>1 323 950 219</b>	<b>69 794 605</b>	...	<b>1 568 878 828</b>
					Programme du travail				
					<b>Subventions</b>				
					Opérations du travail				
...	16 000	...	...	16 000	Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du Programme de sécurité et de santé au travail	16 000	...	...	30 000
...	13 000	...	...	13 000	Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	7 200	5 800	...	7 200
...	8 000	...	...	8 000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	8 000	...	...	9 000
...	20 000	...	...	20 000	Appui aux organismes de sécurité en matière d'incendie	20 000	...	...	23 000
...	57 000	...	...	57 000		51 200	5 800	...	69 200
...	21 000	...	(21 000)	...	Gestion, politique, analyse et liaison				
					Subventions en mémoire de Marion V Royce afin d'appuyer financièrement des projets spéciaux destinés principalement aux femmes au travail	...	...	...	23 000
...	10 000	...	(3 100)	6 900	Indemnisation des agents de l'État				
...	<b>88 000</b>	...	<b>(24 100)</b>	<b>63 900</b>	(S) Indemnisation des marins marchands — Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands	6 900	...	...	6 900
...					<b>Total—Subventions</b>	<b>58 100</b>	<b>5 800</b>	...	<b>99 100</b>

					<b>Contributions</b>				
					Relations industrielles et médiation et conciliation				
...	4 364 000	...	(300 000)	4 064 000	Programme de formation syndicale	3 483 500	580 500	...	4 746 334
...	1 173 000	...	...	1 173 000	Programme de partenariat syndical-patronal	1 043 260	129 740	...	2 286 966
<hr/>					<hr/>				
...	5 537 000	...	(300 000)	5 237 000		4 526 760	710 240	...	7 033 300
<hr/>					<hr/>				
					Gestion, politique, analyse et liaison				
...	64 000	...	(64 000)	...	Fonds pour la promotion de l'égalité en milieu de travail	...	...	...	67 000
...	1 750 000	...	(750 000)	1 000 000	Commission du travail	988 770	11 230	...	550 000
<hr/>					<hr/>				
...	1 814 000	...	(814 000)	1 000 000		988 770	11 230	...	617 000
<hr/>					<hr/>				
...	<b>7 351 000</b>	...	<b>(1 114 000)</b>	<b>6 237 000</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>5 515 530</b>	<b>721 470</b>	...	<b>7 650 300</b>
<hr/>					<hr/>				
					<b>Sommaire du programme par activité</b>				
...	57 000	...	...	57 000	Opérations du travail	51 200	5 800	...	69 200
...	5 537 000	...	(300 000)	5 237 000	Relations industrielles et médiation et conciliation	4 526 760	710 240	...	7 033 300
...	1 835 000	...	(835 000)	1 000 000	Gestion, politique, analyse et liaison	988 770	11 230	...	640 000
...	10 000	...	(3 100)	6 900	Indemnisation des agents de l'État	6 900	...	...	6 900
<hr/>					<hr/>				
...	<b>7 439 000</b>	...	<b>(1 138 100)</b>	<b>6 300 900</b>	<b>Total du programme</b>	<b>5 573 630</b>	<b>727 270</b>	...	<b>7 749 400</b>
<hr/>					<hr/>				
					Programme de la sécurité du revenu				
					<b>Subventions</b>				
					Sécurité du revenu				
...	16 024 000 000	53 000 000	(78 432 700)	15 998 567 300	(S) Versements de sécurité de la vieillesse	15 998 567 300 <sup>(1)</sup>	...	...	15 478 360 852 <sup>(1)</sup>
...	4 694 000 000	(48 000 000)	(18 235 526)	4 627 764 474	(S) Versements du supplément de revenu garanti	4 627 764 474 <sup>(1)</sup>	...	...	4 604 118 404 <sup>(1)</sup>
...	436 000 000	(22 000 000)	(6 484 607)	407 515 393	(S) Versements d'allocations au conjoint	407 515 393 <sup>(1)</sup>	...	...	428 925 797 <sup>(1)</sup>
...	43 000 000	...	(43 000 000)	...	(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants	...	...	...	...
<hr/>					<hr/>				
...	<b>21 197 000 000</b>	<b>(17 000 000)</b>	<b>(146 152 833)</b>	<b>21 033 847 167</b>	<b>Total du programme</b>	<b>21 033 847 167</b>	...	...	<b>20 511 405 053<sup>(2)</sup></b>
<hr/>					<hr/>				
					Programme du développement social et de l'éducation				
					<b>Subventions</b>				
					Aide à l'éducation				
					(S) Subventions pour initiatives spéciales aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes du Règlement de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>				
...	...	...	7 781 482	7 781 482		7 781 482	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 200 000
<hr/>					<hr/>				
...	...	...	7 781 482	7 781 482	<b>Total du programme</b>	<b>7 781 482</b>	...	...	<b>1 200 000</b>
<hr/>					<hr/>				
					Développement social				
					Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts de fonctionnement des bureaux nationaux				
...	2 235 000	...	...	2 235 000		1 678 650	556 350	...	2 174 325
					Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation				
...	24 300 000	...	(4 000 000)	20 300 000		20 049 940	250 060	...	19 773 377

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	8 580 000	...	...	8 580 000	Subventions aux organismes bénévoles, gouvernements municipaux ou régionaux, organisations professionnelles et centre d'excellence dans le but d'appuyer la mise en oeuvre de projets novateurs pour faciliter l'intégration des personnes handicapées	6 012 192	2 567 808	...	16 527 757
...	177 000	...	...	177 000	Droits d'affiliation à des organismes internationaux	177 000	...	...	177 000
...	...	9 800 000	(9 800 000)	...	(S) Subventions pour initiatives spéciales aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes du Règlement de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	...	...	...	...
...	35 292 000	9 800 000	(13 800 000)	31 292 000		27 917 782	3 374 218	...	38 652 459
...	<b>35 292 000</b>	<b>9 800 000</b>	<b>(6 018 518)</b>	<b>39 073 482</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>35 699 264</b>	<b>3 374 218</b>	...	<b>39 852 459</b>
<b>Contributions</b>									
Bien-être social									
...	7 275 000 000	...	(90 461 037)	7 184 538 963	(S) <i>Régime d'assistance publique du Canada</i> (Loi)— Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du <i>Régime d'assistance publique du Canada</i> (Loi) et de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	7 184 538 963	...	...	7 279 418 020
...	188 800 000	...	...	188 800 000	Réadaptation professionnelle des invalides — Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la <i>Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées</i> et des accords conclus en vertu de cette Loi	188 800 000	...	...	200 900 000
...	15 500 000	...	...	15 500 000	Traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie—Paiements aux provinces et aux territoires conformément à des accords conclus en vertu de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i> et approuvés par le gouverneur en conseil	15 500 000	...	...	30 374 251
...	8 841 000	...	(500 000)	8 341 000	Nouveau-Brunswick au travail —Paiements (couvrant une période de six années de 1992-1993 à 1997-1998) à la province du Nouveau-Brunswick conformément à l'entente de partage de certains éléments de ce projet-pilote visant à améliorer l'employabilité des bénéficiaires de l'aide sociale	6 000 000	2 341 000	...	7 273 495
...	4 500 000	...	500 000	5 000 000	Contributions aux provinces et aux organismes de bien-être social, notamment les écoles de travail social et les particuliers, pour appuyer la réalisation de projet-pilotes visant à favoriser l'intégration communautaire des pensionnaires d'établissements pour personnes handicapées	4 951 217	48 783	...	...

...	...	5 000 000	...	5 000 000	Contributions aux organismes sans but lucratif, groupes communautaires, établissements d'enseignement, associations professionnelles, conseils de bande et de tribu et organismes municipaux pour les projets de recherche et de développement dans les domaines ayant le plus besoin de connaissances notamment les besoins particuliers des enfants	2 116 767	2 883 233	...	...
...	7 492 641 000	5 000 000	(90 461 037)	7 407 179 963		7 401 906 947	5 273 016	...	7 517 965 766
<b>Aide à l'éducation</b>									
...	2 185 000 000	139 800 000	40 470 000	2 365 270 000	(S) Paiements de transfert versés aux provinces et territoires à l'égard de l'enseignement postsecondaire et aux termes de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	2 365 270 000	...	...	2 485 710 697
...	521 200 000	315 627 000	(154 386)	836 672 614	(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit, obligations contractées sous forme de prêts garantis et paiements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	836 672 614	...	...	529 200 322
...	1 000 000	...	600 000	1 600 000	Contributions aux organisations, aux provinces, aux territoires aux municipalités, aux institutions postsecondaires et aux particuliers afin d'encourager et d'appuyer les initiatives qui contribueront à l'élaboration d'un système d'apprentissage plus axé sur les résultats, accessible, pertinent et responsable	1 555 654	44 346	...	1 214 605
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 255 910
...	2 707 200 000	455 427 000	40 915 614	3 203 542 614		3 203 498 268	44 346	...	3 018 381 534
<b>Développement social</b>									
...	5 906 000	...	(600 000)	5 306 000	Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social et à des particuliers, en vue d'appuyer des activités d'intérêt national visant l'amélioration des services de bien-être social; et les projets qui augmentent l'accès au marché du travail et les possibilités de formation qui favorisent la pleine intégration communautaire des personnes handicapées	5 123 701	182 299	...	17 891 222
...	...	...	6 000 000	6 000 000	Contributions à des organismes sans but lucratif, aux groupes communautaires, aux établissements d'enseignement, aux associations professionnelles, aux ministères provinciaux/territoriaux ainsi qu'aux organisations Inuit et Premières Nations sans but lucratif oeuvrant à l'échelle locale, régionale ou nationale à l'appui des initiatives de garde d'enfants	5 935 221	64 779	...	...
...	...	...	4 000 000	4 000 000	Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	3 989 000	11 000	...	3 736 310
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4 982 001
...	5 906 000	...	9 400 000	15 306 000		15 047 922	258 078	...	26 609 533

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
					<b>Initiatives stratégiques</b>				
...	115 500 000	...	(26 281 000)	89 219 000	Contributions aux ministères et aux organismes gouvernementaux provinciaux et territoriaux, les administrations municipales, les entreprises, les organismes, les établissements de santé publique et d'enseignement, les organismes autochtones, y compris les bandes indiennes et les conseils tribaux, ainsi que les particuliers pour appuyer les nouvelles orientations politiques découlant de la réforme de la sécurité sociale effectuée, et dans le cadre duquel on fera l'essai de méthodes innovatrices pour rendre les programmes sociaux plus efficaces et les adapter à nos moyens financiers				
...	<b>10 321 247 000</b>	<b>460 427 000</b>	<b>(66 426 423)</b>	<b>10 715 247 577</b>	<b>10 705 869 563</b>	<b>9 378 014</b>	...	<b>23 860 518</b>	
					<b>Total—Contributions</b>				
					<b>Sommaire du programme par activité</b>				
...	7 492 641 000	5 000 000	(90 461 037)	7 407 179 963	Bien-être social				
...	2 707 200 000	455 427 000	48 697 096	3 211 324 096	Aide à l'éducation				
...	41 198 000	9 800 000	(4 400 000)	46 598 000	Développement social				
...	115 500 000	...	(26 281 000)	89 219 000	Initiatives stratégiques				
...	<b>10 356 539 000</b>	<b>470 227 000</b>	<b>(72 444 941)</b>	<b>10 754 321 059</b>	<b>10 741 568 827</b>	<b>12 752 232</b>	...	<b>10 626 669 810</b>	
					<b>Total du programme</b>				
...	<b>32 915 359 000</b>	<b>483 686 689</b>	<b>(210 831 739)</b>	<b>33 188 213 950</b>	<b>33 104 939 843</b>	<b>83 274 107</b>	...	<b>32 714 703 091<sup>(2)</sup></b>	
					<b>Total du ministère</b>				
...	<b>32 915 359 000</b>	<b>483 686 689</b>	<b>(210 831 739)</b>	<b>33 188 213 950</b>	<b>33 104 939 843</b>	<b>83 274 107</b>	...	<b>32 714 703 091<sup>(2)</sup></b>	
					<b>Total du portefeuille ministériel</b>				

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) La répartition des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des p révisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

(2) Les versements d'allocations spéciales pour enfants ont été transférés au portefeuille ministériel d e Revenu national. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 38 569 203 \$.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>			
Programme des services généraux			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Gestion générale et services			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	191 059 000	212 010 000	279 274 000
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	1 370 000	7 029 889	1 665 600
	192 429 000	219 039 889	280 939 600
Systèmes			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	14 412 000	33 324 000	23 963 000
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	2 389 000	1 929 240	2 461 448
	16 801 000	35 253 240	26 424 448
Politique, communications et renouveau			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	13 412 000	22 587 000	21 580 000
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	77 000	306 871	85 000
	13 489 000	22 893 871	21 665 000
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>222 719 000<sup>(1)</sup></b>	<b>277 187 000</b>	<b>329 029 048</b>
Programme d'emploi et d'assurance			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Emploi			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	264 272 000	245 085 000	270 170 000
Assurance-chômage			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	456 327 000	510 711 000	487 490 000
Gestion des Centres d'emploi du Canada et services conjoints			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	123 990 000	198 862 000	209 766 000
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>844 589 000<sup>(2)</sup></b>	<b>954 658 000</b>	<b>967 426 000</b>

(1) Ce montant a été augmenté à 277 187 000 \$ au cours de l'exercice.

(2) Ce montant a été augmenté à 954 658 000 \$ au cours de l'exercice.

(3)



## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>					
Programme des services généraux					
<b>Recettes fiscales—</b>					
Taxe sur les produits et services	6 906	5 471			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>6 906</b>	<b>5 471</b>			
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrement de mauvaises créances	80	140			
Traitement—Paielements en trop	477	5 930			
Divers	79 657	259 447			
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	1 239 126	1 424 578			
Recouvrement des dépenses de l'exercice précédent —					
Affectations	15 576	36 647			
Affectations—Autres ministères de l'État	12 059	72 481			
	1 346 975	1 799 223			
Privilèges, licences et permis	58 852	89 457			
Frais de services —					
Services spéciaux	25	...			
Produits des ventes	...	200			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	411 880	406 123			
Diverses recettes non fiscales —					
Divers	88	1 709			
Bâtiments appartenant à l'État	142 822	159 588			
	142 910	161 297			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>1 960 642</b>	<b>2 456 300</b>			
<b>Total du programme</b>	<b>1 967 548</b>	<b>2 461 771</b>			
Programme d'emploi et d'assurance					
<b>Recettes fiscales—</b>					
Taxe sur les produits et services	13 532	49 975			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>13 532</b>	<b>49 975</b>			
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrement de mauvaises créances	2 802	5 339			
Traitement—Paielements en trop	84 691	88 093			
Recouvrement de perte de fonds de l'exercice précédent	10 187	615 099			
Ministère 36—Paielement en trop rapporté dans le SGCR	1 541 140	1 825 079			
Programme national de formation —Indemnités	450 772	276 931			
Programme national de formation —Industriel	9 499	81 933			
Intégration professionnelle —Planification de l'emploi	720 981	848 725			
Développement de l'emploi —Planification de l'emploi	976 808	1 027 735			
Acquisition de compétence —Planification de l'emploi	324 808	539 124			
Pénuries de main-d'oeuvre —Planification de l'emploi	11 476	125 901			
Exercice précédent —Planification de l'emploi —					
Avance réclamée	418 574	197 651			
Programme d'extension	41 695	15 291			
Mobilité de la main-d'oeuvre et subvention de voyage pour stagiaire	18 132	8 595			
Canada au travail et Jeunesse Canada au travail	52 693	29 735			
Option formation des jeunes	...	3 962			
Projets de développement communautaire au Canada	47 954	56 862			
Programme d'aide locale au développement économique	1 228	54 336			
Programme d'emploi communautaire	24 673	217 988			
Recouvrement de traitements —Affectations	80 025	35 917			
Divers	2 596 595	2 760 122			
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	6 402 609	3 509 271			
Recouvrement—Paielement en trop —Planification de l'emploi	846 731	800 719			
Recouvrement—Paielement en trop —Formation linguistique pour immigrant	8 280	2 866			
	14 672 353	13 127 274			
Privilèges, licences et permis	73 428	45 333			
Frais de services —					
Accès à l'information	2 285	2 016			
Services spéciaux	36 765	37 650			
Ressource humaine hongroise	199 423	189 976			
	238 473	229 642			
Diverses recettes non fiscales —					
Surplus actuariel/Compte des rentes sur l'État	334 100	1 892 616			
Frais juridiques	...	690			
Somme restituée au fisc par remords de conscience	1 339	60			
Recouvrement des coûts relativement aux avantages sociaux des employés	96 040 000	...			
Amendes d'assurance-chômage	1 167 406	1 219 518			



**Recettes—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Conseil canadien des relations du travail</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	691	472
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>691</b>	<b>472</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 711	2 162
Produits des ventes	11 600	8 103
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	456	838
Diverses recettes non fiscales	2 048	443
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>17 815</b>	<b>11 546</b>
<b>Total du programme</b>	<b>18 506</b>	<b>12 018</b>
<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	75 729	56 444
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>75 729</b>	<b>56 444</b>

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	949	1 676
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>949</b>	<b>1 676</b>
<b>Total du programme</b>	<b>76 678</b>	<b>58 120</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	105 778	116 014
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>105 778</b>	<b>116 014</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	115 587 155	107 919 125
Privilèges, licences et permis	132 280	134 790
Frais de services	1 306 806	1 478 499
Produits des ventes	75 083	54 196
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	413 285	408 637
Diverses recettes non fiscales	136 493 314	36 144 627
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>254 007 923</b>	<b>146 139 874</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>254 113 701</b>	<b>146 255 888</b>

# SECTION 12

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif du programme et description de l'activité . . .	12.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	12.3
Programme par activité . . . . .	12.4
Paiements de transfert . . . . .	12.5
Recettes . . . . .	12.6

**Objectif**

Promouvoir la diversification économique de l'Ouest du Canada de manière à permettre à cette région d'exercer une plus grande influence sur la politique nationale et la prise de décisions, d'améliorer les services à la clientèle dans l'Ouest et de favoriser la coordination fédérale-provinciale.

**Description de l'activité**

*Diversification de l'économie de l'Ouest canadien*

Orienter plus efficacement, en collaboration étroite avec les parties intéressées de l'Ouest, les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral afin d'en faire des mécanismes plus constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
...	30 058 000	...	...	30 058 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	1a	Virement de 3 143 528 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)			
...	...	1	...	1	1b	Virement de 2 527 104 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)			
...	...	...	5 670 632	5 670 632		Virement du crédit 5			
...	30 058 000	2	5 670 632	35 728 634		Total—Crédit 1	30 281 120	5 447 514	... 25 405 754
...	435 876 000	...	...	435 876 000	5	Subventions et contributions			
...	...	1	...	1	5a	Contributions			
...	...	...	(5 670 632)	(5 670 632)		Virement au crédit 1			
...	435 876 000	1	(5 670 632)	430 205 369		Total—Crédit 5	321 264 565	108 940 804	... 220 779 253
...	10 000 000	...	(958 878)	9 041 122	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	9 041 122	...	... 3 464 274
...	2 199 000	...	110 000	2 309 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 309 000	...	... 2 223 000
428	...	...	6 621	7 049	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	6 732	...	317 2 061
...	...	...	43 065	43 065	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	43 065	...	... 13 467
...	...	...	3 219	3 219	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	3 219	...	... ..
<b>428</b>	<b>478 133 000</b>	<b>3</b>	<b>(795 973)</b>	<b>477 337 458</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>362 948 823</b>	<b>114 388 318</b>	<b>317 251 887 809</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.  
(S) Autorisation législative.

## Programme par activité

	Fonctionnement		Capital		Paielements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	36 737 967	31 649 930	1 353 000	993 207	439 246 491	330 305 686	...	...	...	...	477 337 458	362 948 823
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>36 737 967</b>	<b>31 649 930</b>	<b>1 353 000</b>	<b>993 207</b>	<b>439 246 491</b>	<b>330 305 686</b>	...	...	...	...	<b>477 337 458</b>	<b>362 948 823</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
					<b>Subventions</b>				
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subventions pour le programme de la diversification de l'Ouest	...	5 000 000	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	38 200 000
...	<b>5 000 000</b>	...	...	<b>5 000 000</b>	<b>Total—Subventions</b>	...	<b>5 000 000</b>	...	<b>38 200 000</b>
					<b>Contributions</b>				
...	168 992 000	1	(12 504 918)	156 487 083	Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	111 230 835	45 256 248	...	85 292 072
...	261 884 000	...	...	261 884 000	Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada aux termes des ententes Travaux d'Infrastructure Canada	204 969 443	56 914 557	...	97 287 181
...	10 000 000	...	(958 878)	9 041 122	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	9 041 122	...	...	3 464 274
...	...	...	750 000	750 000	Contribution à la Banque royale du Canada afin d'établir un Fonds d'investissement en biotechnologie agricole et en biotechnologie	750 000	...	...	...
...	...	...	1 500 000	1 500 000	Contributions à la Banque canadienne impériale de commerce et à la Société du crédit agricole afin d'établir un Fonds d'emprunt pour l'agriculture à valeur ajoutée	1 000 000	500 000	...	...
...	...	...	1 670 000	1 670 000	Contribution à la Banque canadienne de développement afin d'établir un Fonds de prêt aux entreprises basées sur le savoir	400 000	1 270 000	...	...
...	...	...	2 914 286	2 914 286	Contribution aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest oeuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital-risque des secteurs privé et public	2 914 286	...	...	...
...	<b>440 876 000</b>	<b>1</b>	<b>(6 629 510)</b>	<b>434 246 491</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>330 305 686</b>	<b>103 940 805</b>	...	<b>186 043 527</b>
...	<b>445 876 000</b>	<b>1</b>	<b>(6 629 510)</b>	<b>439 246 491</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>330 305 686</b>	<b>108 940 805</b>	...	<b>224 243 527</b>

(S) Paiement de transfert législatif.



**Recettes**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	...	1 237
<b>Total des recettes fiscales</b>	...	<b>1 237</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements —		
Prêts, placements et avances —		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes —Intérêt	250 435	306 307
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements—Paiements de transfert —		
Aide en capital	49 077 496	43 352 919
Autre	350 488	5 534 980
Recouvrements—Fonctionnement	45 369	118 880
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	176 515	5 270 910
	49 649 868	54 277 689
Frais de services —		
<i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> —Frais de garantie de prêts	13 348 955	20 669 940
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	6 621	2 305
Diverses recettes non fiscales	940 998	996 564
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>64 196 877</b>	<b>76 252 805</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>64 196 877</b>	<b>76 254 042</b>

# SECTION 13

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Environnement**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif du programme et description des activités ...	13.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	13.3
Programme par activité .....	13.4
Paiements de transfert .....	13.5
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	13.9
Recettes .....	13.10

**Objectif**

Favoriser le développement durable au niveau national en collaboration avec d'autres gouvernements, d'autres ministères de l'État et le secteur privé, afin d'assurer un environnement sûr et sain, ainsi qu'une économie forte et prospère.

**Description des activités***Environnement atmosphérique*

Offre aux Canadiens des services dans les domaines de la météorologie, du climat, de la qualité de l'air, des glaces et de l'hydrologie; offre des services de prévisions et d'avertissements météorologiques et hydrologiques destinés à réduire l'incidence d'éventuels dangers sur la vie et les biens; fournit des renseignements qui permettent aux Canadiens d'obtenir des avantages sociaux et économiques durables tout en les encourageant à adapter leurs activités pour le bien global de l'environnement; et effectue des recherches en sciences atmosphériques pour améliorer les connaissances sur l'atmosphère et aider les Canadiens à comprendre l'effet de leurs activités sur l'environnement atmosphérique.

*Protection de l'environnement*

Dirige l'élaboration de stratégies d'intervention qui favorisent une prise de décision respectueuse de l'environnement; contrôle la pollution provenant de sources existantes et aide à l'assainissement des lieux pollués tout en supportant une stratégie à long terme concernant la prévention de la pollution; privilégie l'écocivisme et les démarches volontaires comme stratégies fondamentales pour stimuler la protection de l'environnement; établit des politiques, programmes et règlements selon des processus ouverts, multi-intervenants; et entretient un réseau de relations, de partenariats et d'ententes qui appuient la prise de décisions en faveur de stratégies d'intervention appropriées.

*Conservation de l'environnement*

Permet aux Canadiens de prendre des décisions plus judicieuses en matière d'environnement et d'économie en les aidant à mieux comprendre les liens qui existent entre leurs choix et la durabilité de l'environnement; fournit une information documentée sur les résultats des études de la qualité de l'environnement en fonction des décisions d'ordre économique grâce à l'élaboration d'indicateurs de durabilité et de rapports sur l'état de l'environnement; présente des données scientifiques et de l'information vulga-

risée afin d'appuyer les décisions; permet d'assumer des responsabilités particulières du ministère à l'égard de la conservation de la faune, des ressources en eau et des terres humides grâce à un fondement législatif solide; dirige les interventions canadiennes dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique et l'élaboration de la Stratégie canadienne sur la biodiversité; et assure pour l'administration centrale la liaison et le soutien scientifique dans l'exécution des programmes fleurons du ministère afin de garantir la santé des écosystèmes régionaux.

*Administration*

Assure au ministère la coordination et les services de soutien communs et établit pour l'ensemble du ministère des politiques, des méthodes et de l'information afin d'améliorer le processus décisionnel et la répartition des ressources et de permettre au sous-ministre de s'acquitter de ses responsabilités administratives et de gestion.

*Agence canadienne d'évaluation environnementale*

Consiste à mettre au point, gérer et promouvoir des processus fédéraux d'évaluation environnementale pour fournir un moyen systématique d'intégrer les facteurs environnementaux dans les décisions fédérales portant sur les projets, les politiques et les programmes.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements							\$
...	488 833 000	...	...	488 833 000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	24 939 963	...	24 939 963	1a	Virement de 5 505 194 \$ du crédit 5 (Environnement)				
...	...	...	5 505 194	5 505 194		Virement du : crédit 5				
...	...	...	18 000 000	18 000 000		CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	488 833 000	24 939 963	23 505 194	537 278 157		Total—Crédit 1	518 415 552	18 862 605	...	
...	58 615 000	...	...	58 615 000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(5 505 194)	(5 505 194)		Virement au crédit 1				
...	58 615 000	...	(5 505 194)	53 109 806		Total—Crédit 5	49 814 478	3 295 328	...	
...	46 508 100	...	...	46 508 100	10	Subventions et contributions				
...	...	8 889 700	...	8 889 700	10a	Subventions et contributions				
...	46 508 100	8 889 700	...	55 397 800		Total—Crédit 10	54 482 716	915 084	...	
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre de l'Environnement — Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	
122 217	...	...	309 510	431 727	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	316 555	...	115 172	
...	35 877 000	...	1 795 000	37 672 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	37 672 000	...	...	
<b>122 217</b>	<b>629 881 745</b>	<b>33 829 663</b>	<b>20 104 510</b>	<b>683 938 135</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>660 749 946</b>	<b>23 073 017</b>	<b>115 172</b>	<b>715 656 391</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

## Programme par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations	Autorisations employées	Total des	Autorisations	Total des	Autorisations	Total des	Autorisations	Total des	Autorisations	Total des	Autorisations
Environnement atmosphérique	247 936 625	246 192 213	31 517 000	31 365 243	6 641 441	6 632 180	40 368 000	42 395 585	...	...	245 727 066	241 794 051
Protection de l'environnement	142 889 826	131 004 748	10 284 871	9 949 986	19 495 650	19 322 858	684 000	1 651 945	...	...	171 986 347	158 625 647
Conservation de l'environnement	136 478 628	136 411 335	7 004 435	5 230 819	24 230 400	24 020 653	2 615 000	2 944 126	...	...	165 098 463	162 718 681
Administration	80 819 370	80 486 762	4 259 000	3 223 968	3 943 750	3 942 387	...	...	...	...	89 022 120	87 653 117
Agence canadienne d'évaluation environnementale	11 499 280	9 605 804	44 500	44 462	1 086 559	564 638	526 200	256 454	...	...	12 104 139	9 958 450
Sous-total	619 623 729	603 700 862	53 109 806	49 814 478	55 397 800	54 482 716	44 193 200	47 248 110	...	...	683 938 135	660 749 946
Recettes affectées aux dépenses	(44 193 200)	(47 248 110)	...	...	...	...	(44 193 200)	(47 248 110)	...	...	...	...
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>575 430 529</b>	<b>556 452 752</b>	<b>53 109 806</b>	<b>49 814 478</b>	<b>55 397 800</b>	<b>54 482 716</b>	...	...	...	...	<b>683 938 135</b>	<b>660 749 946</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Subventions</b>									
...	1 082 000	...	(2 000)	1 080 000					
...	17 000	...	...	17 000	1 080 000	...	...	1 045 000	
...	1 099 000	...	(2 000)	1 097 000	17 000	...	...	18 000	
...	1 099 000	...	(2 000)	1 097 000	1 097 000	...	...	1 063 000	
...	4 000	...	...	4 000					
...	1 849 000	...	...	1 849 000	4 000	...	...	4 000	
...	1 853 000	...	...	1 853 000	1 849 000	...	...	600 000	
...	1 853 000	...	...	1 853 000	1 853 000	...	...	604 000	
...	46 100	...	(46 100)	...					
...	17 000	...	...	17 000	...	...	...	89 866	
...	2 975 000	...	(627 495)	2 347 505	17 000	...	...	18 000	
...	6 330 000	...	...	6 330 000	2 347 505	...	...	1 966 553	
...	941 000	...	(256 000)	685 000	6 330 000	...	...	8 774 000	
...	...	...	30 000	30 000	685 000	...	...	937 000	
...	...	...	...	...	30 000	...	...	...	
...	10 309 100	...	(899 595)	9 409 505	...	...	...	2 299 000	
...	10 309 100	...	(899 595)	9 409 505	9 409 505	...	...	14 084 419	
...	...	2 175 000	...	2 175 000					
...	...	...	...	...	2 175 000	...	...	2 500 000	
...	...	2 175 000	...	2 175 000	...	...	...	6 000	
...	...	2 175 000	...	2 175 000	2 175 000	...	...	2 506 000	
...	<b>13 261 100</b>	<b>2 175 000</b>	<b>(901 595)</b>	<b>14 534 505</b>	<b>14 534 505</b>	...	...	<b>18 257 419</b>	
...	1 423 000	...	740 441	2 163 441					
...	634 000	...	...	634 000	2 163 440	1	...	1 915 459	
...	377 000	...	(330 000)	47 000	624 740	9 260	...	713 950	
...	377 000	...	(330 000)	47 000	47 000	...	...	711 000	

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	2 700 000	...	2 700 000	Contribution à l'Université de Victoria pour diriger et exploiter le réseau canadien de recherche climatologique	2 700 000	...	...	2 900 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	160 000
...	2 434 000	2 700 000	410 441	5 544 441		5 535 180	9 261	...	6 400 409
...	5 063 000	...	(837 800)	4 225 200	Protection de l'environnement				
...	270 000	...	...	270 000	Fonds des Partenaires de l'environnement	4 141 092	84 108	...	6 209 613
...	1 000 000	...	(150 000)	850 000	Contribution au Conseil canadien des accidents industriels majeurs (CCAIM)	270 000	...	...	270 000
...	50 000	...	362 450	412 450	Contribution au Centre de prévention de la pollution des Grands Lacs—Initiative de prévention de la pollution des Grands Lacs et du Saint-Laurent	850 000	...	...	1 000 000
...	125 000	...	31 589	156 589	Contributions aux organismes canadiens —Programme canadien d'écocivisme	353 750	58 700	...	1 498 492
...	300 000	...	...	300 000	Contribution à l'Organisation pour la coopération et le développement économiques —Programme de contrôle des produits chimiques	156 588	1	...	200 000
...	1 200 000	...	(135 000)	1 065 000	Contribution à la province de Québec aux termes de l'entente sur l'application au Québec de la réglementation fédérale sur les fabriques de pâtes et papiers	300 000	...	...	300 000
...	166 000	...	...	166 000	Contribution au programme de développement et de démonstration technologique (PDDT) — Fleuve St-Laurent	1 035 017	29 983	...	1 137 989
...	2 500 000	...	...	2 500 000	Contribution à la province de la Colombie-Britannique aux termes de l'entente sur l'application de la réglementation fédérale et provinciale sur les fabriques de pâtes et papiers dans la province de la Colombie-Britannique	166 000	...	...	107 072
...	...	1 123 000	...	1 123 000	Contribution à la province de Québec pour l'équipe d'intervention du Plan d'action Saint-Laurent	2 500 000	...	...	2 500 000
...	...	...	320 544	320 544	Contribution à Terrachoice Environmental Services Inc. pour assurer la gestion et l'exploitation du programme Choix environnemental	1 123 000	...	...	...
...	...	...	33 000	33 000	Contribution —Construire des partenariats internationaux	320 544	...	...	...
...	...	...	80 000	80 000	Contribution au centre de transportation durable	33 000	...	...	...
...	...	...	25 000	25 000	Contribution à la Fédération des municipalités canadiennes pour l'établissement d'un secrétariat du club de 20 pourcent des municipalités canadiennes	80 000	...	...	...
...	...	...	45 000	45 000	Contribution versée au Conseil International de Coopération et Développement de l'Hydrogène	25 000	...	...	...
...	...	2 891 700	1 201 567	4 093 267	Contribution versée à Inuit Tapirisat du Canada	45 000	...	...	...
...	...	...	1 797 000	1 797 000	Contribution à la Commission de coopération environnementale pour assurer la part du Canada des frais de fonctionnement du Secrétariat	4 093 267	...	...	1 133 369
...	...	...	...	...	Contribution à l'université de Guelph pour le réseau canadien des centres de toxicologie	1 797 000	...	...	742 753

...	...	...	180 600	180 600	Contributions—Fonds multilatéral du Protocole de Montréal	180 600	...	...	1 398 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15 000
...	10 674 000	4 014 700	2 953 950	17 642 650		17 469 858	172 792	...	16 512 288
<b>Conservation de l'environnement</b>									
...	1 392 000	...	(1 392 000)	...	Contributions aux provinces pour certains projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	...	...	...	726 000
...	641 000	...	(641 000)	...	Contributions aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques	...	...	...	609 000
...	675 000	...	357 000	1 032 000	Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables	1 030 117	1 883	...	1 495 007
...	144 000	...	56 496	200 496	Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CCIEE)	200 496	...	...	168 341
...	29 000	...	59 146	88 146	Contribution à la convention relative aux zones humides d'importance internationale (RAMSAR)	88 146	...	...	78 438
...	13 000	...	500	13 500	Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	13 500	...	...	13 000
...	8 000	...	(8 000)	...	Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	...	...	...	8 200
...	205 000	...	...	205 000	Contribution à l'Institut de la fourrure du Canada	205 000	...	...	105 000
...	2 981 000	...	227 759	3 208 759	Contributions en vertu du Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	3 208 658	101	...	5 073 000
...	200 000	...	...	200 000	Contribution au Fonds mondial de la nature —Fonds de rétablissement des espèces en péril	200 000	...	...	270 000
...	637 000	...	(173 000)	464 000	Entente sur le développement durable —Canada/Nouvelle-Écosse	262 000	202 000	...	2 436 379
...	...	...	789 000	789 000	Contribution aux provinces en vertu de l'Étude des rivières nordiques	789 000	...	...	1 260 000
...	...	...	25 000	25 000	Contributions—Construire des partenariats internationaux	25 000	...	...	...
...	2 082 000	...	(443 000)	1 639 000	Programme exhaustif de gestion durable pour le bassin hydrographique du fleuve Fraser	1 634 000	5 000	...	2 094 170
...	100 000	...	150 000	250 000	Contribution à l'université de la Saskatchewan pour établir un Centre canadien conjoint de pathologie faunique :	250 000	...	...	400 000
...	100 000	...	(100 000)	...	Volet maladies des espèces fauniques	...	...	...	...
...	325 000	...	15 000	340 000	Volet biotechnologie	...	...	...	...
...	762 000	...	16 000	778 000	Contribution à la province de la Colombie-Britannique et aux organismes environnementaux non gouvernementaux (OENG)—Stratégie nationale de la faune, Plan conjoint de la Côte du Pacifique	340 000	...	...	672 000
...	852 000	...	(452 000)	400 000	Contribution à la Société royale du Canada à l'appui du Secrétariat du Programme des changements à l'échelle du globe	778 000	...	...	763 000
...	1 797 000	...	(1 797 000)	...	Contribution afin d'établir un réseau de recherches coopératives en matière d'écologie faunique	400 000	...	...	400 000
...	1 021 000	...	278 800	1 299 800	Contribution à l'université de Guelph pour le réseau canadien des centres de toxicologie	...	...	...	2 228 247
...	478 000	...	281 100	759 100	Contributions en vertu du Plan d'Action Saint-Laurent II :	1 299 059	741	...	580 755
...	622 000	...	(22 000)	600 000	Programme d'interactions communautaires	759 088	12	...	799 754
...	2 250 000	...	...	2 250 000	Programme de mise en valeur des habitats	600 000	...	...	480 000
...	...	...	11 894	11 894	Contribution à la Fondation Asie-Pacifique pour les conférences GLOBE	2 250 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Contributions en vertu du programme de compensation des habitats fauniques —Fleuve Fraser	11 894	...	...	7 500
...	...	...	...	...	Laskeek Bay Conservation Society	...	...	...	...



## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	50 000	50 000	Contribution pour la Stratégie de communication du Conseil canadien de la fourrure et de l'Institut de la fourrure du Canada	50 000	...	...	...
...	...	...	32 000	32 000	Contribution à la province de Colombie-Britannique pour la gestion fédérale/provinciale intégrée	32 000	...	...	...
...	...	...	185 200	185 200	Contribution—Biosphère de Montréal	185 190	10	...	6 488 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	955 222
...	17 314 000	...	(2 493 105)	14 820 895		14 611 148	209 747	...	28 111 013
...	...	...	225 000	225 000	<b>Administration</b>	225 000	...	...	...
...	752 000	...	...	752 000	Contributions—Construire des partenariats internationaux	751 090	910	...	834 545
...	150 000	...	30 000	180 000	Contribution au Conseil canadien des ministres de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	179 547	453	...	267 413
...	600 000	...	...	600 000	Contributions en vertu de l'Initiative concernant les instruments économiques	600 000	...	...	600 000
...	...	...	500	500	Contributions aux réseaux d'organismes environnementaux — Initiative d'assistance à la collectivité	500	...	...	...
...	...	...	11 250	11 250	Contribution à la Fondation Science Jeunesse du Canada	11 250	...	...	...
...	1 502 000	...	266 750	1 768 750	Contribution—Prix nationaux d'excellence décernés aux Autochtones	1 767 387	1 363	...	1 701 958
...	1 242 000	...	(250 441)	991 559	<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>	469 638	521 921	...	809 294
...	81 000	...	14 000	95 000	Contributions dans le cadre du Programme d'aide financière aux participants afin d'aider la participation du public aux examens en matière de l'environnement	95 000	...	...	95 000
...	1 323 000	...	(236 441)	1 086 559	Contribution à la province de Québec — Accord de la Baie James	564 638	521 921	...	904 294
...	<b>33 247 000</b>	<b>6 714 700</b>	<b>901 595</b>	<b>40 863 295</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>39 948 211</b>	<b>915 084</b>	...	<b>53 629 962</b>
...	3 533 000	2 700 000	408 441	6 641 441	<b>Sommaire du portefeuille ministériel par activité</b>	6 632 180	9 261	...	7 463 409
...	12 527 000	4 014 700	2 953 950	19 495 650	Environnement atmosphérique	19 322 858	172 792	...	17 116 288
...	27 623 100	...	(3 392 700)	24 230 400	Protection de l'environnement	24 020 653	209 747	...	42 195 432
...	1 502 000	2 175 000	266 750	3 943 750	Conservation de l'environnement	3 942 387	1 363	...	4 207 958
...	1 323 000	...	(236 441)	1 086 559	Administration	564 638	521 921	...	904 294
...	<b>46 508 100</b>	<b>8 889 700</b>	...	<b>55 397 800</b>	Agence canadienne d'évaluation environnementale	<b>54 482 716</b>	<b>915 084</b>	...	<b>71 887 381</b>

**Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)**

## Environnement atmosphérique

Coûts récupérés du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour :			
Stations de jaugeage hydrométrique —			
Yukon	325 000	179 000	291 266
Territoires du Nord-Ouest	906 000	500 000	528 000
Autres services	220 000	447 979	371 491
Coûts récupérés du Patrimoine canadien pour :			
Services hydrométriques	152 000	91 430	261 701
Autres services	...	13 734	...
Coûts récupérés du ministère des Transports pour :			
Services météorologiques à l'aéronautique	9 188 000	9 858 166	10 170 803
Services des glaces	...	...	13 979 248
Services météorologiques automatisés	...	830 993	...
Autres services	65 000	1 172 834	...
Coûts récupérés du ministère des Pêches et Océans pour :			
Services des glaces	13 295 000	11 868 228	...
Autres services	...	84 861	...
Coûts récupérés du ministère de la Défense nationale pour :			
Service météorologique aux forces armées canadiennes	6 477 000	6 104 743	6 845 702
Services associés aux télécommunications	...	240 000	...
Programme national de recherche et de sauvetage	...	130 000	...
Autres services	40 000	264 909	...
Coûts récupérés d'autres ministères fédéraux pour divers services	385 000	592 653	1 677 775
Recettes reçues pour le module de formation	...	...	191 550
Recettes provenant des tiers pour :			
Accès aux données	413 000	404 030	391 858
Services spéciaux et adaptés	1 774 000	2 468 596	170 559
Vente de publicité/de produits spéciaux	330 000	269 425	276 983
Services aux médias	521 000	187 397	35 106
Services au secteur des soins de la santé	37 000	...	360
Secteur de l'aviation privée	127 000	190 085	...
Services météorologiques communautaires	124 000	119 385	...

**Détail des montants disponibles pour être dépensés —Fin**

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
Coûts récupérés d'autres ministères de l'État pour la :			
Formation, information et publications	40 000	63 487	109 138
Recettes provenant des tiers pour :			
Formation, information et publications	160 000	87 694	82 427
Recouvrements fédéraux-provinciaux	326 200	105 273	...
	526 200	256 454	191 565
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>44 193 200</b>	<b>47 248 110</b>	<b>37 703 938</b>

**Recettes**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	609 325	444 498
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>609 325</b>	<b>444 498</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de paiements de transfert	40 309	110 088
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	1 710 566	1 266 687
Remboursement de dépenses en capital	720	(35 294)
Divers	4 988	31 672
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	3 113 413	4 010 391
	4 869 996	5 383 544
Privilèges, licences et permis —		
Logements	...	228 249
Licences—Taxidermiste et aviculture	45 311	32 962
Permis de chasse d'oiseaux	2 937 710	2 803 497
Autres services	163 256	136 319
	3 146 277	3 201 027
Frais de services —		
Recouvrements —Relevés hydrométriques	607 815	3 162 277
Autres recouvrements relatifs à l'eau	786 619	98 135
Autres services	...	2 375 910
	1 394 434	5 636 322
Produits des ventes	...	32 976
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	309 510	273 821
Autres recettes non fiscales	894 511	1 110 161
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>10 614 728</b>	<b>15 637 851</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>11 224 053</b>	<b>16 082 349</b>

# SECTION 14

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Finances**

**Ministère**

**Vérificateur général**

**Société d'assurance-dépôts du Canada**

**Tribunal canadien du commerce  
extérieur**

**Bureau du surintendant des institutions  
financières**

**SOMMAIRE**

*Page*

**Ministère**

Programme des politiques financières et économiques

**Objectif**

Aider le gouvernement à arrêter et à appliquer des politiques et des programmes financiers et économiques.

**Description des activités**

*Politiques financières et économiques*

L'élaboration de politiques et la prestation de conseils concernant les points suivants :

- la conjoncture et les perspectives économiques et financières nationales et internationales;
- le cadre financier global du gouvernement, le plan de dépenses et l'affectation des ressources;
- les emprunts du gouvernement et la gestion de la dette;
- la Loi régissant les institutions financières sous réglementation fédérale;
- le régime fiscal canadien;
- les répercussions économiques et financières de tous les programmes gouvernementaux (y compris les prêts, les placements et les garanties de l'État);
- les relations financières et économiques entre le gouvernement fédéral et les provinces;
- les politiques sociales canadiennes et leurs programmes;
- les tarifs, le commerce international, l'aide au développement et les relations financières internationales;
- la privatisation de sociétés d'État et d'autres sociétés en coparticipation de l'État ainsi que la

commercialisation ou la privatisation des services gouvernementaux.

*Pièces de monnaie canadienne*

La prestation de fonds pour la production de pièces de monnaie canadiennes.

*Organismes financiers internationaux*

La prestation de fonds pour le paiement des souscriptions du Canada à divers organismes internationaux et pour permettre au Canada de s'acquitter de ses obligations envers ces organismes.

*Administration*

Comprend la direction du ministère, les services de consultation et de communications, et les services financiers, administratifs et du personnel.

Programme du service de la dette publique

**Objectif**

Fournir des fonds concernant les frais d'intérêt et de service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts.

**Description des activités***Frais d'intérêt*

La prestation de fonds concernant les frais d'intérêt sur la dette non échue payable en monnaie canadienne et étrangère, y compris l'escompte sur les bons du Trésor, les comptes de pension des employés et les autres comptes de pension, les comptes de rentes sur l'État et divers comptes de dépôt et de fiducie.

*Frais de service et d'émission*

La prestation de fonds concernant les frais du service de la dette publique et les frais d'émission de

nouveaux emprunts, y compris les escomptes, les primes et les commissions sur les obligations.

Programme des paiements de transfert fiscal

**Objectif**

Fournir des fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu de diverses autorisations législatives.

**Description de l'activité***Paiements de transfert fiscal*

La prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des lois constitutionnelles, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé*, de la *Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique* et autres autorisations législatives.

Programme spécial

**Objectif**

Fournir un paiement budgétaire à la Caisse des réclamations étrangères et un paiement non budgétaire concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia.

**Vérificateur général****Objectif**

Transmettre des données de vérification appropriées à la Chambre des communes qui s'en servira lors de son examen minutieux visant les programmes et les activités financières du gouvernement.

## Description de l'activité

### Vérification législative

La vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités, de façon à faire rapport selon les exigences de la Loi. Cette tâche consiste notamment à émettre des opinions de vérification sur les états financiers récapitulatifs du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités ainsi qu'à signaler à la Chambre des communes tout sujet qui, de l'avis du vérificateur général, est important.

## Société d'assurance-dépôts du Canada

### Objectif

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

## Tribunal canadien du commerce extérieur

### Objectif

Dans un contexte économique et juridique rationnel, faire des études, mener des enquêtes, rendre des conclusions, faire des recommandations tel qu'il est prescrit sur les questions touchant le commerce au Canada et le commerce extérieur, et rendre des décisions sur les appels des contribuables interjetés à l'égard de cotisations et de déterminations du gouvernement en matière de douanes et d'accise.

## Description de l'activité

### Tribunal canadien du commerce extérieur

Le Tribunal effectue des recherches et mène des enquêtes, reçoit des éléments de preuve et tient des audiences publiques afin de pouvoir rendre des décisions, des conclusions ou des déterminations ou faire des recommandations à la suite :

- d'enquêtes menées aux termes de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI), dans le but d'établir si le dumping ou le subventionnement constaté par le ministère du Revenu national cause un préjudice sensible à la production nationale;
- de saisines, aux termes de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur (Loi sur le TCCE)*, par le gouverneur en conseil, sur toute question économique ou commerciale, y compris la question de préjudice causé aux producteurs de biens et de services canadiens, ou par le ministre des Finances, sur toute question tarifaire;
- d'enquêtes menées en vertu de la *Loi sur le TCCE*, à la suite de plaintes, déposées par des producteurs de biens canadiens, au sujet d'un préjudice grave causé par les importations;
- d'appels de décisions rendues par le ministre ou le sous-ministre du Revenu national, aux termes de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la LMSI, y compris les nouveaux appels, aux termes de la *Loi sur les douanes*, découlant des nouvelles attributions conférées au Tribunal en vertu de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*;
- de plaintes reçues de fournisseurs potentiels portant sur n'importe quel aspect de la procédure d'adjudication des marchés publics, aux

termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA);

- de demandes présentées par des producteurs nationaux qui souhaitent obtenir des allègements tarifaires sur les intrants textiles importés aux fins de production;
- de questions soulevées aux termes d'autres lois du Parlement ou de règlements connexes, y compris les opinions sur la question de l'intérêt public, les réexamens et les décisions portant sur l'identité de l'importateur aux termes de la LMSI.

## Bureau du surintendant des institutions financières

### Objectif

Maintenir la confiance du public dans le système des services financiers canadiens, grâce à l'élaboration et à l'application d'un cadre de réglementation qui vise à assurer que les institutions financières et les régimes de pension réglementés aux termes de lois fédérales puissent faire face à leurs engagements au fur et à mesure qu'ils deviennent échus; et fournir au gouvernement des services et des avis de nature actuarielle relative aux programmes en cours ou en élaboration.

## Description de l'activité

### Surveillance des institutions financières et services actuariels

La réglementation des institutions financières et des régimes de pension d'employeurs qui relèvent de la compétence fédérale ainsi que la prestation de services actuariels aux autres ministères de l'État.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>										
Programme des politiques financières et économiques										
...	53 983 000	...	...	53 983 000	1	Dépenses du programme				
...	...	5 000 000	...	5 000 000	1a	Dépenses du programme				
...	53 983 000	5 000 000	...	58 983 000		Total—Crédit 1	58 322 422	660 578	...	57 162 199
...	820 000 000	...	...	820 000 000	5	Subventions et contributions	325 774 689	494 225 311	...	521 263 252
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre des Finances — Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
...	219 500 000	...	(1 521 300)	217 978 700	(S)	Paiements (encaissement de billets) à l'Association internationale de développement ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> et les lois de crédits des exercices antérieurs)	217 978 700	...	...	461 177 000
...	30 000 000	...	(30 000 000)	...	(S)	Paiements à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2). Limite de 225 000 000 DTS				
420 101 051	...	...	...	420 101 051		Autorisation non employée de 192 402 414 DTS au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	(36 445 995)	(36 445 995)		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
420 101 051	30 000 000	...	(66 445 995)	383 655 056		Total	29 558 943	...	354 096 113	25 000 000
...	4 906 000	...	245 000	5 151 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 151 000	...	...	5 231 000
...	2 100 000	...	...	2 100 000	(S)	Paiements (encaissement de billets) à la Facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> et les lois de crédits des exercices antérieurs)	2 100 000	...	...	3 100 000
...	34 000 000	22 000 000	(6 085 299)	49 914 701	(S)	Achat de pièces de monnaie canadienne	49 914 701	...	...	48 224 227
...	...	...	213 322	213 322	(S)	Paiement d'éléments de passif virés aux recettes	213 322	...	...	703 037
...	...	...	123 754 309	123 754 309	(S)	Perte nette de change	123 754 309	...	...	...
...	...	...	55 090	55 090	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	55 090	...	...	4 132
25 000	...	...	14 906	39 906	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	816	24 184	14 906	26 780
420 126 051	1 164 537 645	27 000 000	50 230 033	1 661 893 729		Total budgétaire	812 872 637	494 910 073	354 111 019	1 121 940 272

**Société financière internationale**

L10	Paiements d'un montant ne devant pas dépasser 7 073 000 \$US conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , pour souscriptions au capital de la Société financière internationale (SFI), même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 9 850 000 \$ au 19 janvier 1995 et confirmation qu'il n'y a pas de capital remboursable à la SFI (Brut)	9 778 423	71 577	...	10 024 370
...	9 850 000	...	...	9 850 000	

**Association internationale de développement**

L15	Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 276 333 333 \$ en faveur de l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> (Brut)	276 333 333	...	...	276 333 333
...	1	...	276 333 332	276 333 333	

**Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)**

L20	Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 11 903 502 \$US conformément à la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> , pour souscriptions en capital de la BERD et confirmation que le montant du capital remboursable canadien pour la BERD est de 277 748 380 \$US au 31 mars 1995. Limite de 60 000 000 \$US (Brut)				
(S)	Autorisation non employée de 12 000 000 \$US au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	1	...	(1)	...	
16 790 400	...	...	...	16 790 400	
16 790 400	1	...	(1)	16 790 400	
Total		16 274 468	515 932	...	16 467 305

(S)	(L) Paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement conformément à la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> . Limite de 60 000 000 \$US (Brut)				
(S)	Autorisation non employée de 12 000 000 \$US au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	33 000 000	...	(33 000 000)	...	
16 790 400	...	...	...	16 790 400	
16 790 400	33 000 000	...	(33 000 000)	16 790 400	
Total		16 274 468	515 932	...	16 467 305

**Fonds monétaire international—Facilité d'ajustement structurel renforcée**

(S)	(L) Émission de prêts à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(1). Limite de 500 000 000 DTS (Brut)				
(S)	Autorisation non employée de 349 543 750 DTS au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
(S)	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
...	200 000 000	...	(200 000 000)	...	
763 211 301	...	...	...	763 211 301	
...	...	...	(64 136 503)	(64 136 503)	
763 211 301	200 000 000	...	(264 136 503)	699 074 798	
Total		146 675 956	...	552 398 842	88 113 933



## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Petro-Canada Limitée</b>										
					(S)	(L) Avances pour emprunts ou achats d'actions privilégiées à Petro-Canada Limitée, en vertu de la <i>Loi sur Petro-Canada Limitée</i> , article 22. Limite 1 000 000 000 \$ (Brut)	...	...	27 228 147	...
27 228 147	...	...	...	27 228 147	(S)	(L) Souscriptions d'actions ordinaires de Petro-Canada Limitée en vertu de la <i>Loi sur Petro-Canada Limitée</i> , article 5. Limite 4 900 000 000 \$ (Brut)	...	...	1 573 645 679	...
3 830 500 000	...	...	(2 256 854 321)	1 573 645 679			...	...	1 573 645 679	...
4 654 520 248	242 850 002	...	(2 277 657 493)	2 619 712 757		Total non budgétaire	465 336 648	1 103 441	2 153 272 668	407 406 246
<b>420 126 051</b>	<b>1 164 537 645</b>	<b>27 000 000</b>	<b>50 230 033</b>	<b>1 661 893 729</b>		<b>Total du programme—</b>	<b>812 872 637</b>	<b>494 910 073</b>	<b>354 111 019</b>	<b>1 121 940 272</b>
<b>4 654 520 248</b>	<b>242 850 002</b>	...	(2 277 657 493)	<b>2 619 712 757</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>465 336 648</b>	<b>1 103 441</b>	<b>2 153 272 668</b>	<b>407 406 246</b>
						<b>Non budgétaire</b>				
Programme du service de la dette publique										
...	49 500 000 000	(2 500 000 000)	(123 417 100)	46 876 582 900	(S)	Frais d'intérêt et autres coûts ( <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> )	46 876 582 900	...	...	42 088 481 693
...	<b>49 500 000 000</b>	<b>(2 500 000 000)</b>	<b>(123 417 100)</b>	<b>46 876 582 900</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>46 876 582 900</b>	...	...	<b>42 088 481 693</b>
Programme des paiements de transfert fiscal										
...	38 000 000	...	130 870	38 130 870	(S)	Subventions législatives (lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	38 130 870	...	...	38 134 550
...	8 870 000 000	(347 000 000)	277 587 000	8 800 587 000	(S)	Péréquation fiscale ( <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i> —Partie I)	8 800 587 000	...	...	8 543 415 000
...	...	312 000 000	452 000	312 452 000	(S)	Stabilisation fiscale ( <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i> —Partie II)	312 452 000	...	...	378 439 000
...	263 000 000	(166 000 000)	(15 364 796)	81 635 204	(S)	Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique ( <i>Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique</i> )	81 635 204	...	...	254 110 874
...	(435 000 000)	13 000 000	4 945 643	(417 054 357)	(S)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ( <i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	(417 054 357)	...	...	(393 020 445)
...	<b>8 736 000 000</b>	<b>(188 000 000)</b>	<b>267 750 717</b>	<b>8 815 750 717</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>8 815 750 717</b>	...	...	<b>8 821 078 979</b>



## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi ans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>										
...	7 297 000	...	...	7 297 000	40	Dépenses du programme	7 023 688	273 312	...	7 014 185
...	788 000	...	39 000	827 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	827 000	...	...	806 000
...	<b>8 085 000</b>	...	<b>39 000</b>	<b>8 124 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>7 850 688</b>	<b>273 312</b>	...	<b>7 820 185</b>
<b>Bureau fédéral de développement régional (Québec)<sup>(f)</sup></b>										
...	23 419 000	...	...	23 419 000	45	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	45a	Virement de 3 538 275 \$ du crédit 50 (Finances)				
...	...	...	3 538 275	3 538 275		Virement du crédit 50				
...	23 419 000	1	3 538 275	26 957 276		Sous-total				
...	...	...	(26 957 276)	(26 957 276)		Virement au portefeuille ministériel d'Industrie				
...	23 419 000	1	(23 419 001)	...		Total—Crédit 45	...	...	...	...
...	397 987 435	...	...	397 987 435	50	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	50a	Contribution				
...	...	...	(3 538 275)	(3 538 275)		Virement au crédit 45				
...	397 987 435	1	(3 538 275)	394 449 161		Sous-total				
...	...	...	(394 449 161)	(394 449 161)		Virement au portefeuille ministériel d'Industrie				
...	397 987 435	1	(397 987 436)	...		Total—Crédit 50	...	...	...	...
...	48 000 000	...	(48 000 000)	...	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	...	...	...	...
...	1 969 000	...	(1 969 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
3 120	...	...	(3 120)	...	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	...	...	...
<b>3 120</b>	<b>471 375 435</b>	<b>2</b>	<b>(471 378 557)</b>	...		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	...	...	...
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>										
...	2 543 000	...	...	2 543 000	55	Dépenses du programme				
...	...	125 250	...	125 250	55b	Dépenses du programme				
...	2 543 000	125 250	...	2 668 250		Total—Crédit 55	2 604 832	63 418	...	2 494 929
...	...	...	313 266	313 266	(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	313 266	...	...	333 525

(1)

					(S) Paiements des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>					
					Autorisation maximale dont le montant ne peut, sans l'approbation du Conseil du Trésor, dépasser de plus de 40 000 000 \$ le total des cotisations et recettes reçues et autorisées de dépenser par la Loi					
75 548 947	...	...	...	75 548 947	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 601 554	...	73 947 393	(2 241 656)	
129	...	...	...	129		129	...	...	2 143	
<b>75 549 076</b>	<b>2 543 000</b>	<b>125 250</b>	<b>313 266</b>	<b>78 530 592</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 519 781</b>	<b>63 418</b>	<b>73 947 393</b>	<b>588 941</b>	
<b>566 832 069</b>	<b>59 933 901 080</b>	<b>(1 178 593 895)</b>	<b>(276 240 965)</b>	<b>59 045 898 289</b>	<b>Total du portefeuille ministériel—</b>	<b>58 051 281 375</b>	<b>495 912 837</b>	<b>498 704 077</b>	<b>52 397 807 887</b>	<sup>(1)</sup>
<b>8 496 520 248</b>	<b>334 850 002</b>	<b>18 000 000</b>	<b>(2 277 657 493)</b>	<b>6 571 712 757</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>36 524 370</b>	<b>6 915 719</b>	<b>6 528 272 668</b>	<b>(470 208 671)</b>	
					<b>Non budgétaire</b>					

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, le Bureau fédéral de développement régional (Québec) a été transféré au portefeuille ministériel de l'Industrie. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 267 401 403 \$.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Programme des politiques financières et économiques												
Politiques financières et économiques	43 377 600	37 976 569	304 000	1 037 429	...	...	...	...	...	...	43 681 600	39 013 998
Pièces de monnaie canadienne	49 914 701	49 914 701	...	...	...	...	...	...	...	...	49 914 701	49 914 701
Organismes financiers internatio- naux—												
Budgétaire	...	...	...	...	1 423 733 756	575 412 332	...	...	...	...	1 423 733 756	575 412 332
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 619 712 757	465 336 648	2 619 712 757	465 336 648
Administration	148 432 672	152 030 803	560 000	1 768 507	...	...	4 429 000	5 267 704	...	...	144 563 672	148 531 606
Sous-total—												
Budgétaire	241 724 973	239 922 073	864 000	2 805 936	1 423 733 756	575 412 332	4 429 000	5 267 704	...	...	1 661 893 729	812 872 637
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 619 712 757	465 336 648	2 619 712 757	465 336 648
Recettes affectées aux dépenses	(4 429 000)	(5 267 704)	...	...	...	...	(4 429 000)	(5 267 704)	...	...	...	...
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>237 295 973</b>	<b>234 654 369</b>	<b>864 000</b>	<b>2 805 936</b>	<b>1 423 733 756</b>	<b>575 412 332</b>	...	...	...	...	<b>1 661 893 729</b>	<b>812 872 637</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 619 712 757</b>	<b>465 336 648</b>	<b>2 619 712 757</b>	<b>465 336 648</b>
Programme du service de la dette publique												
Frais d'intérêt	46 433 945 237	46 433 945 237	...	...	...	...	...	...	...	...	46 433 945 237	46 433 945 237
Frais de service et d'émission	442 637 663	442 637 663	...	...	...	...	...	...	...	...	442 637 663	442 637 663
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>46 876 582 900</b>	<b>46 876 582 900</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>46 876 582 900</b>	<b>46 876 582 900</b>
Programme des paiements de transfert fiscal—												
<b>Budgétaire</b>	...	...	...	...	<b>8 815 750 717</b>	<b>8 815 750 717</b>	...	...	...	...	<b>8 815 750 717</b>	<b>8 815 750 717</b>
Programme spécial—												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 553 442 789</b>	<b>1 482 787 123</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>1 553 442 789</b>	<b>1 482 787 123</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>112 000 000</b>	<b>104 187 722</b>	<b>112 000 000</b>	<b>104 187 722</b>
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>48 667 321 662</b>	<b>48 594 024 392</b>	<b>864 000</b>	<b>2 805 936</b>	<b>10 239 484 473</b>	<b>9 391 163 049</b>	...	...	...	...	<b>58 907 670 135</b>	<b>57 987 993 377</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 731 712 757</b>	<b>569 524 370</b>	<b>2 731 712 757</b>	<b>569 524 370</b>
Vérificateur général												
Vérification législative	50 169 562	49 715 958	1 000 000	803 571	404 000	398 000	...	...	...	...	51 573 562	50 917 529
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>50 169 562</b>	<b>49 715 958</b>	<b>1 000 000</b>	<b>803 571</b>	<b>404 000</b>	<b>398 000</b>	...	...	...	...	<b>51 573 562</b>	<b>50 917 529</b>

Société d'assurance-dépôts du  
Canada—

Non budgétaire ... .. 3 840 000 000 (533 000 000) 3 840 000 000 (533 000 000)

Tribunal canadien du commerce  
extérieur—

Budgétaire 8 102 000 7 678 703 22 000 171 985 ... .. 8 124 000 7 850 688

Bureau du surintendant des  
institutions financières

Surveillance des institutions finan-  
cières et services actuariels 116 856 326 39 629 772 459 000 1 057 800 ... .. 39 098 000 36 481 057 ... .. 78 217 326 4 206 515

Redressement du passif actuariel de  
l'Assurance de la fonction publique 313 266 313 266 ... .. 313 266 313 266

Sous-total 117 169 592 39 943 038 459 000 1 057 800 ... .. 39 098 000 36 481 057 ... .. 78 530 592 4 519 781

Recettes affectées aux dépenses (39 098 000) (36 481 057) ... .. (39 098 000) (36 481 057) ... ..

**Total du programme—Budgétaire 78 071 592 3 461 981 459 000 1 057 800 ... .. 78 530 592 4 519 781**

Total du portefeuille ministériel—

Budgétaire 48 803 664 816 48 654 881 034 2 345 000 4 839 292 10 239 888 473 9 391 561 049 ... .. 59 045 898 289 58 051 281 375

Non budgétaire ... .. 6 571 712 757 36 524 370 6 571 712 757 36 524 370

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
Programme des politiques financières et économiques									
<b>Subventions</b>									
Organismes financiers internationaux									
...	520 000 000	...	...	520 000 000	Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction de la dette	325 774 689	194 225 311	...	521 263 252
<b>Contributions</b>									
Organismes financiers internationaux									
...	300 000 000	...	...	300 000 000	Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction du service de la dette	...	300 000 000	...	...
<b>Autres paiements de transfert</b>									
Organismes financiers internationaux									
...	219 500 000	...	(1 521 300)	217 978 700	(S) Encaissement de billets sur demande par l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	217 978 700	...	...	461 177 000
420 101 051	30 000 000	...	(66 445 995)	383 655 056	(S) Paiements à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	29 558 943	...	354 096 113	25 000 000
...	2 100 000	...	...	2 100 000	(S) Paiements à la Facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	2 100 000	...	...	3 100 000
<b>420 101 051</b>	<b>251 600 000</b>	...	<b>(67 967 295)</b>	<b>603 733 756</b>	<b>Total—Autres paiements de transfert</b>	<b>249 637 643</b>	...	<b>354 096 113</b>	<b>489 277 000</b>
<b>420 101 051<sup>(1)</sup></b>	<b>1 071 600 000</b>	...	<b>(67 967 295)</b>	<b>1 423 733 756</b>	<b>Total du programme</b>	<b>575 412 332</b>	<b>494 225 311</b>	<b>354 096 113</b>	<b>1 010 540 252</b>
Programme des paiements de transfert fiscal									
<b>Autres paiements de transfert</b>									
...	38 000 000	...	130 870	38 130 870	(S) Subventions législatives	38 130 870	...	...	38 134 550
...	8 870 000 000	(347 000 000)	277 587 000	8 800 587 000	(S) Péréquation fiscale	8 800 587 000	...	...	8 543 415 000
...	...	312 000 000	452 000	312 452 000	(S) Stabilisation fiscale	312 452 000	...	...	378 439 000
...	263 000 000	(166 000 000)	(15 364 796)	81 635 204	(S) Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité	81 635 204	...	...	254 110 874
...	(435 000 000)	13 000 000	4 945 643	(417 054 357)	(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	(417 054 357)	...	...	(393 020 445)
...	<b>8 736 000 000</b>	<b>(188 000 000)</b>	<b>267 750 717</b>	<b>8 815 750 717</b>	<b>Total du programme</b>	<b>8 815 750 717</b>	...	...	<b>8 821 078 979</b>
<b>420 101 051</b>	<b>9 807 600 000</b>	<b>(188 000 000)</b>	<b>199 783 422</b>	<b>10 239 484 473</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>9 391 163 049</b>	<b>494 225 311</b>	<b>354 096 113</b>	<b>9 831 619 231</b>





## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	12 815 000	...	(12 815 000)	...	Contributions au Fonds de développement de Montréal	...	...	...	...
...	3 410 399	...	(3 410 399)	...	Contributions au programme de relance pour le sud-ouest de Montréal	...	...	...	...
...	291 423	...	(291 423)	...	Contributions au programme d'aide visant le développement de la région de Montréal	...	...	...	...
...	87 902	...	(87 902)	...	Contributions au programme d'appui au design de la mode	...	...	...	...
...	1 143 000	...	(1 143 000)	...	Contributions en vertu du programme spécial de la région Laprade	...	...	...	...
...	174 873	...	(174 873)	...	Contributions en vertu du programme de développement du Bas St-Laurent et de la Gaspésie	...	...	...	...
...	604 534	...	(604 534)	...	Contributions à la Corporation de développement économique du Saguenay-Lac St-Jean	...	...	...	...
...	300 000	...	(300 000)	...	Contributions au programme Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine	...	...	...	...
...	320 281	...	(320 281)	...	Contributions au programme spécial d'aide aux fins du parc technologique du Québec métropolitain	...	...	...	...
...	3 700 275	...	(3 700 275)	...	Contributions à l'appui des équipements régionaux majeurs	...	...	...	...
...	5 499 753	...	(5 499 753)	...	Programme de développement régional pour le Québec	...	...	...	...
...	48 000 000	...	(48 000 000)	...	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	...	...	...	...
...	3 300 000	...	(3 300 000)	...	Entente Canada/Québec portant sur le désenclavement du territoire du sud-ouest de Montréal	...	...	...	...
...	6 475 000	...	(6 475 000)	...	Contributions à l'élaboration de l'infrastructure culturelle	...	...	...	...
...	100 000	...	(100 000)	...	Contributions au programme d'habitation pour le sud-ouest de Montréal	...	...	...	...
...	...	1	(1)	...	Contribution à la Banque canadienne de développement pour l'établissement du Fonds d'investissement du programme d'innovation, de développement, d'entrepreneurship et des exportations (IDÉE)	...	...	...	...
...	<b>443 769 435</b>	<b>1</b>	<b>(443 769 436)</b>	...	<b>Total—Contributions</b>	...	...	...	...
...	<b>445 987 435</b>	<b>1</b>	<b>(445 987 436)</b>	...	<b>Total du programme</b>	...	...	...	...
<b>420 101 051<sup>(1)</sup></b>	<b>10 253 991 435</b>	<b>(187 999 999)</b>	<b>(246 204 014)</b>	<b>10 239 888 473</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>9 391 561 049</b>	<b>494 231 311</b>	<b>354 096 113</b>	<b>9 832 046 469<sup>(2)</sup></b>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, le Bureau fédéral de développement régional (Québec) a été transféré au portefeuille ministériel de l'Industrie. Donc, les paiements de transferts de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 242 774 715 \$.



## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère</b>			Fonds renouvelable des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	28 422	554 881
Programme des politiques financières et économiques			Patrimoine canadien	50 247	...
<b>Recettes fiscales—</b>			Groupe Communication Canada	7 972 304	...
Taxe sur les produits et services	21 111	15 304	Traduction	24 596	...
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>21 111</b>	<b>15 304</b>	Agriculture	50 040	...
<b>Recettes non fiscales—</b>			Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	24 414	1 115 425
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>			Fonds renouvelable RADIANT	176 798	47 419
Prêts, placements et avances —			Fonds renouvelable CORCAN	3 570 948	...
Société d'assurance-dépôts du Canada	123 199 316	186 166 875		4 073 599 618	4 340 194 758
Banque du Canada—Virement des bénéfices	1 841 162 874	1 570 691 552	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Corporation de développement des investissements du Canada—Dividendes	10 000 000	10 020 000	Recouvrement de rémunérations, biens et services	62 041 450	112 352
Petro-Canada—Dividendes	28 463 021	22 960 939	Recouvrement de paiements de transfert des provinces et territoires	1 925	...
Société coopérative de l'énergie—Virement des bénéfices	...	1 123 991	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	576 117	1 172 556
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	...	107 579		62 619 492	1 284 908
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944	Frais de services —		
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1 810 764	2 100 142	Amendes, peines et confiscation	70 257	17 335
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2 263 747	2 815 679	Frais—Accès à l'information	3 279	3 405
Jamaïque	2 607 463	3 064 986		73 536	20 740
Royaume-Uni—Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	4 225 001	4 881 575	Pièces de monnaie canadienne	228 094 579	105 888 043
Intérêt différé	4 215 862	4 215 862	Produits des ventes —		
Fonds monétaire international—Facilité d'ajustement structurel renforcée	22 229 917	17 276 149	Vente des sociétés d'État	...	241 675
Association récréative de la fonction publique d'Ottawa	2 680	8 633	Vente d'autres publications	148 286	...
Comptes d'opérations de change —				148 286	241 675
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes—Virement des bénéfices	1 383 292 160	1 905 572 883	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	14 906	41 371
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéfices	40 328 319	26 709 034	Gain net de change	...	36 281 746
Actif à court terme—Caisse—			Diverses recettes non fiscales —		
Intérêts—Banques à charte	39 379 101	33 252 601	Soldes non réclamés—Banque du Canada	2 174 937	2 477 137
Intérêts—Dépôts à court terme	330 571 287	113 125 023	Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation —		
Intérêts sur dépôts bancaires	...	1 941 478	Chèques	844 982	825 445
Intérêts sur placements re : achats militaires	...	6 642 771	Chèques non réclamés	9 207 562	9 594 055
Comptes consolidés —			Recouvrements des retenues de rémunérations des employés	9 805	350
Compte d'assurance-chômage	227 859 339	423 849 466	Recouvrement des prestations des employés	(41)	62
Autres comptes —			Diverses autres recettes	3 074 122	1 513 439
Remboursement de la dette non échue	...	72 687	Lettres de crédit virées au Compte des rentes sur l'État	...	395 484
Fonds renouvelable des services optionnels	32 054	1 818 184			

## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Bénéfices—Intérêts sur hypothèques	363 012	411 637			
Bénéfice de change	2	19			
	15 674 381	15 217 628			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>4 380 224 798</b>	<b>4 499 170 869</b>			
<b>Total du programme</b>	<b>4 380 245 909</b>	<b>4 499 186 173</b>			
Programme du service de la dette publique					
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Diverses recettes non fiscales —					
Virement de dette échue en circulation	2 347 391	1 309 492			
<b>Total du programme</b>	<b>2 347 391</b>	<b>1 309 492</b>			
<b>Total du ministère</b>	<b>4 382 593 300</b>	<b>4 500 495 665</b>			
<b>Vérificateur général</b>					
<b>Recettes fiscales—</b>					
Taxe sur les produits et services	33 822	11 010			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>33 822</b>	<b>11 010</b>			
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	63 647	29 281			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	23 764	68 274			
	87 411	97 555			
Frais de services —					
Services de vérification fournis à des organismes	816 113	817 677			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	3 668	7 045			
Diverses recettes non fiscales	40 769	39 792			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>947 961</b>	<b>962 069</b>			
<b>Total du programme</b>	<b>981 783</b>	<b>973 079</b>			
<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>					
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	1 156			
Diverses recettes non fiscales —					
Divers	5	10			
<b>Total du programme</b>	<b>5</b>	<b>1 166</b>			
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>					
<b>Recettes fiscales—</b>					
Taxe sur les produits et services	15 562	32 733			
Taxe sur les primes d'assurance : <sup>(3)</sup>					
Sur les assurances placées dans des compagnies non autorisées	855 755	220 965			
Sur les assurances placées dans des compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers	125 892	252 076			
	981 647	473 041			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>997 209</b>	<b>505 774</b>			
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	1 261			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>...</b>	<b>1 261</b>			
<b>Total du programme</b>	<b>997 209</b>	<b>507 035</b>			
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>					
<b>Recettes fiscales —</b>					
Taxe sur les primes d'assurance	981 647	473 041			
Taxe sur les produits et services	70 495	59 047			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>1 052 142</b>	<b>532 088</b>			
<b>Recettes non fiscales —</b>					
Revenus de placements	4 073 599 618	4 340 194 758			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	62 706 903	1 383 619			
Frais de services	889 649	838 417			
Pièces de monnaie canadienne	228 094 579	105 888 043			
Produits des ventes	148 286	241 675			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	18 574	49 677			
Gain net de change	...	36 281 746			
Diverses recettes non fiscales	18 062 546	16 566 922			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>4 383 520 155</b>	<b>4 501 444 857</b>			
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>4 384 572 297</b>	<b>4 501 976 945<sup>(2)</sup></b>			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, le Bureau fédéral de développement régional (Québec) a été transféré au portefeuille ministériel de l'Industrie. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 42 104 443 \$.

(3) La partie 1 de la *Loi sur la taxe d'accise* établit une taxe de 10 pour cent sur le montant net des primes d'assurance payées par tout résident du Canada pour l'assurance de ses biens auprès de compagnies non autorisées par des lois du Canada ou d'une province canadienne à faire des opérations d'assurances. Une taxe de 10 pour cent sur les primes est également perçue sur les assurances placées auprès de compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers.

# SECTION 15

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Gouverneur général**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif du programme et description des activités ...	<b>15.2</b>
Sommaire du portefeuille ministériel .....	<b>15.3</b>
Programme par activité .....	<b>15.4</b>
Paievements de transfert .....	<b>15.5</b>
Recettes .....	<b>15.6</b>

**Objectif**

Permettre au gouverneur général du Canada d'exercer ses fonctions constitutionnelles et traditionnelles, et assurer la remise des distinctions honorifiques.

**Description des activités**

*Gouverneur général*

Traitement du gouverneur général et dépenses de fonctionnement du cabinet et des résidences du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de voyage et de représentation à l'étranger.

*Distinctions honorifiques*

Administre le régime national de distinctions honorifiques, notamment l'Ordre du Canada, l'Ordre du Mérite militaire, les décorations canadiennes pour actes de bravoure, les médailles pour services distingués, la Croix du Service méritoire, les médailles du Service spécial et les autres médailles; assure le financement des médailles académiques. Administre également l'autorité héraldique du Canada.

*Anciens gouverneurs généraux*

Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	9 033 000	...	...	9 033 000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	325 000	325 000		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	9 033 000	...	325 000	9 358 000		Total—Crédit 1	9 356 743	1 257	...	10 153 680
...	92 000	...	5 400	97 400	(S)	Traitement du gouverneur général ( <i>Loi sur le gouverneur général</i> )	97 400	...	...	97 400
...	254 000	...	(12 502)	241 498	(S)	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	241 498	...	...	157 713
...	682 000	...	34 000	716 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	716 000	...	...	700 000
217	...	...	309	526	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	179	38	309	335
<b>217</b>	<b>10 061 000</b>	...	<b>352 207</b>	<b>10 413 424</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>10 411 820</b>	<b>1 295</b>	<b>309</b>	<b>11 109 128</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5 —Éventualités du gouvernement.

## Programme par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Gouverneur général	8 348 591	8 225 034	...	121 953	...	...	...	...	...	...	8 348 591	8 346 987
Distinctions honorifiques	1 453 458	1 453 458	...	...	...	...	...	...	...	...	1 453 458	1 453 458
Anciens gouverneurs généraux	357 877	357 877	...	...	253 498	253 498	...	...	...	...	611 375	611 375
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>10 159 926</b>	<b>10 036 369</b>	...	<b>121 953</b>	<b>253 498</b>	<b>253 498</b>	...	...	...	...	<b>10 413 424</b>	<b>10 411 820</b>



## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Subventions</b>									
Anciens gouverneurs généraux									
Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles									
...	13 000	...	(1 000)	12 000	12 000	...	...	12 000	
(S) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>									
...	254 000	...	(12 502)	241 498	241 498	...	...	157 713	
...	<b>267 000</b>	...	<b>(13 502)</b>	<b>253 498</b>	<b>253 498</b>	...	...	<b>169 713</b>	
<b>Total du portefeuille ministériel</b>					<b>253 498</b>	...	...	<b>169 713</b>	

(S) Paiement de transfert législatif.

**Recettes**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	4 116	4 361
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>4 116</b>	<b>4 361</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	309	217
Autres recettes non fiscales	28 710	31 553
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>29 019</b>	<b>31 770</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>33 135</b>	<b>36 131</b>

# SECTION 16

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
1995-1996

## **Industrie**

### **Ministère**

**Banque de développement du Canada**

**Agence spatiale canadienne**

**Tribunal de la concurrence**

**Commission du droit d'auteur**

**Bureau fédéral de développement  
régional (Québec)**

**Conseil national de recherches du  
Canada**

**Conseil de recherches en sciences  
naturelles et en génie**

**Conseil de recherches en sciences  
humaines**

**Conseil canadien des normes**

**Statistique Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités .	16.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	16.7
Programmes par activité . . . . .	16.13
Paievements de transfert . . . . .	16.16
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	16.25
Recettes . . . . .	16.26

**Ministère**

Programme du développement de l'industrie et des sciences

**Objectif**

Encourager la compétitivité internationale et l'excellence dans l'industrie, les sciences et la technologie dans toutes les régions du Canada, favoriser le développement économique régional en Ontario, faciliter l'essor des entreprises autochtones et encourager l'accroissement d'investissements dont bénéficie le Canada.

**Description des activités***Programmes de l'industrie et des Autochtones*

Favoriser la compétitivité des secteurs canadiens de la fabrication, de la transformation, des télécommunications et du tourisme, au pays et à l'étranger, et aider les Autochtones du Canada à bâtir une solide infrastructure d'affaires et d'investissement.

*Politique industrielle et scientifique*

Jouer le rôle de chef de file à l'échelle nationale, élaborer une politique et des programmes pour accroître les capacités scientifiques et industrielles ainsi que les investissements au Canada en favorisant notamment les liens entre les sciences, la technologie et l'industrie.

*Opérations régionales*

Jouer un rôle de chef de file et défendre les intérêts de l'industrie, administrer des programmes afin d'améliorer le rendement des entreprises et des organismes clients au niveau régional, établir un cadre pour réglementer la création et l'exploitation

de sociétés fédérales chargées de maintenir le bon fonctionnement et l'équité ainsi que faire en sorte que les ressources résultant des faillites de sociétés servent à des fins plus productives.

*Recherche en communications*

Favoriser une innovation continue dans les technologies, les systèmes et les services ainsi que leur exploitation et leur utilisation rapides par tous les Canadiens et encourager le développement économique.

*Services généraux et consultatifs*

Appuyer les composantes d'Industrie Canada en assurant des services financiers, administratifs et consultatifs ainsi que remplir les fonctions du registraire général du Canada.

Programme des services axés sur le marché

**Objectif**

Veiller au fonctionnement équitable et efficace du marché au Canada et s'assurer que des services de radiocommunications fiables et efficaces soient offerts de manière à ce que les Canadiens en retirent le plus d'avantages possibles.

**Description des activités***Consommation*

Formuler des règles puis les mettre à exécution et établir des politiques en vue de protéger, d'informer, d'aider et de représenter les consommateurs ainsi que de maintenir l'équité dans les transactions du marché fondées sur la mesure.

*Droit et politique de concurrence*

Maintenir et favoriser la concurrence au sein de l'économie canadienne.

*Propriété intellectuelle*

Coûts de mise au point d'informatisation des brevets de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

*Gestion du spectre*

Veiller à ce que des services de radiocommunications fiables et efficaces soient offerts au plus grand nombre d'utilisateurs et causent le moins de brouillage possible.

*Soutien au programme et services consultatifs*

Offrir des services de soutien au Programme des services axés sur le marché et remplir les fonctions du conseiller en éthique.

*Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada*

Favoriser la productivité, l'innovation et la compétitivité de l'industrie canadienne aux niveaux national et international et, pour ce faire, administrer les régimes de propriété intellectuelle (PI) au Canada de telle manière qu'il existe une forte présomption de validité concernant les droits de PI accordés et que les renseignements relatifs à ces droits soient accessibles partout au Canada.

**Banque de développement du Canada****Objectif**

Favoriser et faciliter la création et l'expansion d'entreprises au Canada en fournissant un concours financier, des services de conseils en gestion et des programmes de formation en gestion, en accordant une attention particulière aux besoins des petites entreprises.

## Agence spatiale canadienne

### Objectif

Promouvoir l'exploitation et l'usage pacifiques de l'espace, faire progresser la connaissance de l'espace au moyen de la science et faire en sorte que les Canadiens tirent profit des sciences et des techniques spatiales sur les plans tant social qu'économique.

### Description de l'activité

#### *Coordination du programme spatial canadien*

Assure la direction général de l'Agence spatiale canadienne; élabore, implante, coordonne et supervise des stratégies et plans visant à assurer la mise en oeuvre efficace de l'ensemble du programme spatial canadien (ainsi que le cadre opérationnel des politiques spatiales), de concert avec tous les intervenants du domaine spatial, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'administration fédérale; élabore un cadre stratégique, fournit aide et soutien au programme en matière de coopération internationale, de relations fédérales-provinciales, de politiques industrielles, de développement régional, d'activités de communications, et de programmes de sensibilisation à l'espace.

#### *Développement des infrastructures spatiales et terrestres*

Développer des infrastructures spatiales et terrestres à l'appui des phases opérationnelles des activités spatiales de l'ASC et, plus particulièrement, à l'appui des sous-activités de l'observation de la Terre et de la station spatiale; assurer la prééminence du Canada dans le domaine de l'ob-

servation de la Terre et permettre à l'industrie canadienne de s'accaparer une large part de ce nouveau marché mondial grâce à la mise en oeuvre de Radarsat I - le satellite à radar à synthèse d'ouverture perfectionné, des satellites subséquents et d'autres infrastructures d'observation de la Terre; augmenter la capacité du Canada à faire de l'exploitation dans l'espace en mettant en oeuvre le programme de la station spatiale (système d'entretien mobile), qui comprend également la conception du manipulateur agile spécialisé et le développement de technologies stratégiques en automatisation et en robotique; entreprendre d'autres projets de développement des infrastructures spatiales et terrestres.

#### *Exploitation des infrastructures spatiales et terrestres*

Porte sur l'exploitation des infrastructures spatiales et terrestres du programme spatial; par le biais du programme des astronautes canadiens, appuie les missions spatiales habitées, les activités scientifiques et technologiques du Canada dans l'espace, notamment à bord de navettes et de stations spatiales, contribue également à la conception, à l'entretien et à la modernisation de l'infrastructure spatiale, effectue en outre des travaux sur l'adaptation de l'être humain aux conditions spatiales et sur sa capacité de travailler dans l'espace, participe aux programmes d'éducation spatiale et de sensibilisation du public aux activités spatiales; par le biais du Laboratoire David Florida, opère et maintient un centre national d'intégration et d'essai où des systèmes et sous-systèmes spatiaux sont éprouvés; par le biais du Centre de contrôle du satellite Radarsat, contrôlera tous les aspects de la mission du satellite.

#### *Recherche et applications*

Appuie les travaux de recherche-développement pour l'ensemble du programme spatial canadien; apporte un soutien de mise en oeuvre aux chercheurs en sciences spatiales et, en collaboration avec d'autres pays, conçoit et envoie dans l'espace des charges utiles; assure une utilisation efficace des données scientifiques recueillies lors de missions spatiales (navettes, stations spatiales, petits satellites scientifiques); offre des possibilités de développer des technologies en proposant à l'industrie des travaux de conception et de construction de matériel de mission et en invitant celle-ci à participer à divers projets de technologie spatiale; facilite le transfert des connaissances d'un secteur à un autre de l'industrie spatiale et favorise les retombées commerciales à l'extérieur du domaine spatial; favorise l'échange de technologies et d'informations ainsi que la collaboration avec d'autres pays et aide le Canada à mieux s'implanter sur les marchés internationaux, notamment en participant à divers programmes techniques de l'Agence spatiale européenne.

#### *Administration*

Fournit des services de soutien dans les domaines suivants : services juridiques, finances, ressources humaines, gestion de l'information, administration, administration des marchés et entretien du Centre spatial de Saint-Hubert, au Québec.

## Tribunal de la concurrence

### Objectif

Maintenir et favoriser la concurrence au sein de l'économie canadienne en établissant une cour d'archives chargée d'entendre toutes les demandes

qui lui sont présentées en vertu de la partie VIII de la *Loi sur la concurrence* à l'égard de pratiques déloyales de certains particuliers et sociétés.

### Description de l'activité

#### *Tribunal de la concurrence*

Le Tribunal de la concurrence est une cour d'archives qui entend toutes les demandes qui lui sont présentées à l'égard de questions visées par la partie VIII de la *Loi sur la concurrence*. Le greffe du Tribunal de la concurrence assure des services d'enregistrement, de recherche et d'administration au Tribunal afin de lui permettre de tenir ses audiences de façon opportune et expéditive n'importe où au Canada, selon ce que le Tribunal juge nécessaire ou souhaitable pour la bonne conduite de ses affaires.

### Commission du droit d'auteur

#### Objectif

Fixer des droits qui soient justes et raisonnables tant pour les titulaires de droits que les utilisateurs des oeuvres protégées par le droit d'auteur; et permettre l'utilisation d'oeuvres pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur est introuvable.

### Description de l'activité

#### *Commission du droit d'auteur*

Le mandat de la Commission comprend quatre fonctions principales :

- approuver des tarifs pour la retransmission de signaux éloignés de radio et de télévision;

- approuver des tarifs pour l'exécution publique de la musique et pour la communication de la musique au public par télécommunication;
- régler les litiges sur le montant des droits d'auteur à verser par les utilisateurs d'oeuvres aux sociétés de gestion;
- si un titulaire du droit d'auteur est introuvable, examiner les demandes pour des licences non exclusives présentées par des particuliers voulant se servir d'oeuvres publiées qui sont protégées par le droit d'auteur.

### Bureau fédéral de développement régional (Québec)

#### Objectif

Promouvoir le développement économique des régions du Québec à faibles revenus et croissance économique lente ou n'ayant pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs, en mettant l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables, tout en concentrant les efforts sur les petites et moyennes entreprises et sur la valorisation de l'entrepreneuriat.

### Description de l'activité

#### *Promotion du développement économique des régions du Québec*

Coordonner, appuyer et promouvoir le développement économique dans les régions du Québec, surtout par le biais d'ententes fédérales-provinciales avec la province de Québec pour les régions centrales et de ressources, mais aussi par des programmes fédéraux conçus pour répondre à des besoins spécifiques.

### Conseil national de recherches du Canada

#### Objectif

Accentuer les compétences nationales et promouvoir l'investissement dans la recherche et le développement, dans l'intérêt économique et social du Canada, par :

- le soutien de l'infrastructure scientifique et technologique canadienne;
- l'exécution d'activités de recherche et de développement entreprises dans l'intérêt national;
- l'exécution d'activités de recherche et de développement entreprises en collaboration avec l'industrie;
- une alimentation soutenue du réservoir national de main-d'oeuvre hautement qualifiée.

### Description des activités

#### *Recherche et développement dans l'intérêt national*

Entreprendre et promouvoir la recherche et le développement en vue d'accroître la capacité et les investissements scientifiques et techniques nationaux.

#### *Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale*

Appuyer et promouvoir l'utilisation de la technologie et des connaissances par l'industrie et par la communauté scientifique canadienne pour favoriser la compétitivité industrielle et l'application des connaissances scientifiques.

#### *Administration du programme*

Assurer la gestion efficace du programme et des ressources du Conseil national de recherches.

**Conseil de recherches en sciences naturelles et  
en génie**

**Objectif**

*Statistique des institutions*

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des renseignements et des analyses sur la nature et le fonctionnement du secteur public et du secteur des institutions, élaborer des notions, des définitions et des systèmes de classification communs et en promouvoir l'utilisation, et coordonner les activités de collecte et de données relatives aux questions sociales avec les provinces, les territoires et les autres ministères fédéraux.

*Infrastructure technique*

Activité dont le principal objectif est de fournir une infrastructure de services centralisés et spécialisés, dans des domaines comme la recherche et l'analyse, la commercialisation et l'information, les systèmes de classification, les méthodes statistiques, les opérations et les services régionaux et l'informatique, afin d'étayer les différents programmes statistiques du Bureau et de les mener à bien.

*Services de gestion centrale*

Activité dont le principal objectif est de fournir des services de direction et de gestion centraux dans des domaines comme les pratiques de gestion, les finances, le personnel et les services administratifs, en vue d'aider à atteindre les objectifs du programme du Bureau.



## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
Programme du développement de l'industrie et des sciences									
...	293 320 000	...	...	293 320 000	1				
...	...	81 576 331	...	81 576 331	1a				
...	...	...	12 496 190	12 496 190					
...	...	...	(1 471 279)	(1 471 279)					
...	293 320 000	81 576 331	11 024 911	385 921 242					
...	61 389 000	...	...	61 389 000	5				
...	...	703 654	...	703 654	5b				
...	...	...	1 471 279	1 471 279					
...	...	...	5 529 103	5 529 103					
...	61 389 000	703 654	7 000 382	69 093 036					
...	712 276 000	...	...	712 276 000	10				
...	...	11 759 257	...	11 759 257	10b				
...	712 276 000	11 759 257	...	724 035 257					
...	48 645	...	...	48 645	(S)				
...	26 700 000	...	(2 566 048)	24 133 952	(S)	48 645	...	...	48 645
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	(S)	24 133 952	...	...	9 290 164
...	15 837 000	...	792 000	16 629 000	(S)	...	...	...	38 210 902
147 984	...	...	221 070	369 054	(S)	16 629 000	...	...	21 684 000
...	...	...	499 003	499 003	(S)	233 927	...	135 127	60 354
...	...	...	...	...	(S)	499 003	...	...	418 386
147 984	1 119 570 645	94 039 242	6 971 318	1 220 729 189		1 150 541 287	70 052 775	135 127	1 113 457 233

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	300 000	...	...	300 000	L15 Paiement pour l'achat d'actions (Brut)	...	300 000	...	...
...	500 000	...	...	500 000	L20 Prêts en vue d'aider des industries de fabrication, de transformation et de services (Brut)	...	500 000	...	...
1 950 000	...	...	...	1 950 000	L97b Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Limite 1 950 000 \$ (Net)	...	...	1 950 000	...
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Total non budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
<b>147 984</b>	<b>1 119 570 645</b>	<b>94 039 242</b>	<b>6 971 318</b>	<b>1 220 729 189</b>	<b>Total du programme—</b>	<b>1 150 541 287</b>	<b>70 052 775</b>	<b>135 127</b>	<b>1 113 457 233</b>
<b>1 950 000</b>	<b>800 000</b>	...	...	<b>2 750 000</b>	<b>Budgétaire</b>	...	<b>800 000</b>	<b>1 950 000</b>	...
					<b>Non budgétaire</b>				
...	112 469 000	...	...	112 469 000	Programme des services axés sur le marché				
...	...	7 135 750	...	7 135 750	25 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3 716 342	3 716 342	25a Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(5 529 103)	(5 529 103)	Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	(3 395 530)	(3 395 530)	Virement au : crédit 5				
...	112 469 000	7 135 750	(5 208 291)	114 396 459	crédit 30				
...	16 640 000	...	...	16 640 000	Total—Crédit 25	104 930 033	9 466 426	...	104 183 347
...	...	1	...	1	30 Dépenses en capital				
...	...	...	3 395 530	3 395 530	30b Virement de 3 395 530 \$ du crédit 25 (Industrie)				
...	16 640 000	1	3 395 530	20 035 531	Virement du crédit 25				
...	9 207 000	...	461 000	9 668 000	Total—Crédit 30	19 352 361	683 170	...	36 575 596
90 097	...	...	191 701	281 798	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 668 000	...	...	11 668 000
33 023 003	11 491 000	...	(11 491 000)	33 023 003	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	181 444	...	100 354	154 296
...	...	...	1 500 000	1 500 000	(S) Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada				
33 023 003	11 491 000	...	(9 991 000)	34 523 003	Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	204	204	Total—Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	(538 904)	...	35 061 907	(8 023 003)
...	...	...	204	204	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	204	...	...	1 186
<b>33 113 100</b>	<b>149 807 000</b>	<b>7 135 751</b>	<b>(11 150 856)</b>	<b>178 904 995</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>133 593 138</b>	<b>10 149 596</b>	<b>35 162 261</b>	<b>144 559 422</b>
<b>33 261 084</b>	<b>1 269 377 645</b>	<b>101 174 993</b>	<b>(4 179 538)</b>	<b>1 399 634 184</b>	<b>Total du ministère—</b>	<b>1 284 134 425</b>	<b>80 202 371</b>	<b>35 297 388</b>	<b>1 258 016 655</b>
<b>1 950 000</b>	<b>800 000</b>	...	...	<b>2 750 000</b>	<b>Budgétaire</b>	...	<b>800 000</b>	<b>1 950 000</b>	...
					<b>Non budgétaire</b>				

						<b>Banque de développement du Canada<sup>(2)</sup></b>				
...	14 079 000	...	...	14 079 000	60	Paiements à la Banque de développement du Canada	14 078 439	561	...	14 169 692
853 677 000	...	...	...	853 677 000	(S)	(L) Le montant global des prêts, passif réel et passif éventuel de la Banque de développement du Canada ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (quinze fois avec l'approbation du gouverneur en conseil), et ne peut jamais excéder 3,2 milliards de dollars (Net)	...	...	853 677 000	...
...	...	...	50 000 000	50 000 000	(S)	(L) Souscription d'actions privilégiées de la Banque de développement du Canada en vertu du paragraphe 23(4) de la <i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i> (Brut)	50 000 000	...	...	...
...	<b>14 079 000</b>	...	...	<b>14 079 000</b>		<b>Total du programme—</b>	<b>14 078 439</b>	<b>561</b>	...	<b>14 169 692</b>
<b>853 677 000</b>	...	...	<b>50 000 000</b>	<b>903 677 000</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>50 000 000</b>	...	<b>853 677 000</b>	...
						<b>Non budgétaire</b>				
						<b>Agence spatiale canadienne</b>				
...	53 245 000	...	...	53 245 000	35	Dépenses de fonctionnement	50 878 669	2 366 331	...	39 876 760
...	207 687 000	...	...	207 687 000	40	Dépenses en capital	210 974 439	(3 287 439)	...	241 214 866
...	37 952 000	...	...	37 952 000	45	Subventions et contributions	32 643 255	5 308 745	...	33 502 300
...	2 974 000	...	149 000	3 123 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 123 000	...	...	2 969 606
10 657	...	...	7 662	18 319	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	10 657	7 662	23 454
<b>10 657</b>	<b>301 858 000</b>	...	<b>156 662</b>	<b>302 025 319</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>297 619 363</b>	<b>4 398 294</b>	<b>7 662</b>	<b>317 586 986</b>
						<b>Société de développement du Cap-Breton<sup>(3)</sup></b>				
45 000 000	...	...	(45 000 000)	...	L40a	Avances à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19(3). Limite 50 000 000 \$ (Net)	...	...	...	...
<b>45 000 000</b>	...	...	<b>(45 000 000)</b>	...		<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	...	...	...	...
						<b>Tribunal de la concurrence</b>				
...	1 204 000	...	...	1 204 000	50	Dépenses du programme	1 024 488	179 512	...	944 425
...	75 000	...	...	75 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 000	...	...	80 000
...	<b>1 279 000</b>	...	...	<b>1 279 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 099 488</b>	<b>179 512</b>	...	<b>1 024 425</b>
						<b>Commission du droit d'auteur</b>				
...	865 000	...	...	865 000	55	Dépenses du programme	782 886	82 114	...	905 711
...	78 000	...	...	78 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 000	...	...	78 000
...	<b>943 000</b>	...	...	<b>943 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>860 886</b>	<b>82 114</b>	...	<b>983 711</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	...	...	23 419 000	23 419 000	45				
...	...	...	1	1	45a				
...	...	...	3 538 275	3 538 275					
...	...	...	26 957 276	26 957 276					
...	...	...	397 987 435	397 987 435	50				
...	...	...	1	1	50a				
...	...	...	(3 538 275)	(3 538 275)					
...	...	...	394 449 161	394 449 161					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
<b>Bureau fédéral de développement régional (Québec)<sup>(3)</sup></b>									
...	...	...	23 419 000	23 419 000	45				
...	...	...	1	1	45a				
...	...	...	3 538 275	3 538 275					
...	...	...	26 957 276	26 957 276					
...	...	...	397 987 435	397 987 435	50				
...	...	...	1	1	50a				
...	...	...	(3 538 275)	(3 538 275)					
...	...	...	394 449 161	394 449 161					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874	(S)				
...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>467 723 029</b>					
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S)				
...	...	...	2 068 000	2 068 000	(S)				
...	...	...	51 270	51 270	(S)				
...	...	...	3 120	3 120	(S)				
...	...	...	14 365	14 365					
...	...	...	17 485	17 485					
...	...	...	201 874	201 874					



## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	672	672	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	672	...	...	6
...	...	...	655	655	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	610	...	45	404
...	612 000	...	31 000	643 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	643 000	...	...	627 000
...	<b>96 960 000</b>	<b>2 858 500</b>	<b>32 327</b>	<b>99 850 827</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>99 568 551</b>	<b>282 231</b>	<b>45</b>	<b>101 199 030</b>
<b>Conseil canadien des normes</b>									
...	5 264 000	...	...	5 264 000	100 Paiements au Conseil canadien des normes	5 264 000	...	...	5 423 000
...	<b>5 264 000</b>	...	...	<b>5 264 000</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>5 264 000</b>	...	...	<b>5 423 000</b>
<b>Statistique Canada</b>									
...	258 195 000	...	...	258 195 000	105 Dépenses du programme	...	...	...	...
...	...	23 781 000	...	23 781 000	105b Dépenses du programme	...	...	...	...
...	...	...	2 756 700	2 756 700	Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>	...	...	...	...
...	258 195 000	23 781 000	2 756 700	284 732 700	Total—Crédit 105	283 214 110	1 518 590	...	246 356 564
...	29 922 000	...	1 497 000	31 419 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 419 000	...	...	28 933 000
19 873	...	...	24 184	44 057	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	25 143	...	18 914	4 541
<b>19 873</b>	<b>288 117 000</b>	<b>23 781 000</b>	<b>4 277 884</b>	<b>316 195 757</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>314 658 253</b>	<b>1 518 590</b>	<b>18 914</b>	<b>275 294 105</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>									
<b>33 318 562</b>	<b>2 852 619 645</b>	<b>148 062 606</b>	<b>514 737 353</b>	<b>3 548 738 166</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>3 316 839 435</b>	<b>181 154 131</b>	<b>50 744 600</b>	<b>3 182 014 268<sup>(3)</sup></b>
<b>900 627 000</b>	<b>800 000</b>	...	<b>5 000 000</b>	<b>906 427 000</b>	<b>Non budgétaire</b>	<b>50 000 000</b>	<b>800 000</b>	<b>855 627 000</b>	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

<sup>(2)</sup> Antérieurement Banque fédérale de développement.

<sup>(3)</sup> Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées pour refléter des transferts de responsabilités au portefeuille ministériel des Ressources naturelles pour la Société de développement du Cap-Breton d'un montant de 25 430 000 \$ et du portefeuille ministériel des Finances pour le Bureau fédéral de développement régional (Québec) d'un montant de 267 401 403 \$.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Programme du développement de l'industrie et des sciences												
Programmes de l'industrie et des Autochtones —												
Budgétaire	152 879 770	160 871 880	3 848 559	3 574 578	234 777 340	221 349 073	...	...	...	...	391 505 669	385 795 531
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Politique industrielle et scientifique	51 316 038	48 640 368	4 679 455	4 037 455	29 479 800	27 086 223	...	...	...	...	85 475 293	79 764 046
Opérations régionales	112 220 505	105 579 971	10 866 033	10 728 943	479 408 069	435 841 076	...	...	...	...	602 494 607	552 149 990
Recherche en communications	46 852 904	43 910 758	47 193 345	46 961 289	4 504 000	4 064 832	8 169 000	6 918 715	...	...	90 381 249	88 018 164
Services généraux et consultatifs	48 245 167	42 729 779	2 627 204	2 083 777	...	...	...	...	...	...	50 872 371	44 813 556
-----												
Sous-total —												
Budgétaire	411 514 384	401 732 756	69 214 596	67 386 042	748 169 209	688 341 204	8 169 000	6 918 715	...	...	1 220 729 189	1 150 541 287
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Recettes affectées aux dépenses	(8 169 000)	(6 918 715)	...	...	...	...	(8 169 000)	(6 918 715)	...	...	...	...
-----												
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>403 345 384</b>	<b>394 814 041</b>	<b>69 214 596</b>	<b>67 386 042</b>	<b>748 169 209</b>	<b>688 341 204</b>	...	...	...	...	<b>1 220 729 189</b>	<b>1 150 541 287</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 750 000</b>	...	<b>2 750 000</b>	...
-----												
Programme des services axés sur le marché												
Consommation	44 493 267	42 720 305	5 160 546	5 032 466	1 027 000	1 000 000	...	...	...	...	50 680 813	48 752 771
Droit et politique de concurrence	22 614 057	22 160 164	1 662 400	1 472 166	...	...	...	...	...	...	24 276 457	23 632 330
Propriété intellectuelle	...	...	3 915 000	3 915 000	...	...	...	...	...	...	3 915 000	3 915 000
Gestion du spectre	50 383 336	47 270 814	9 115 006	9 021 954	47 000	47 000	714 000	713 999	...	...	58 831 342	55 625 769
Soutien au programme et services consultatifs	6 306 066	2 151 122	372 314	55 050	...	...	...	...	...	...	6 678 380	2 206 172
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	62 600 003	32 068 710	22 975 000	17 498 424	...	...	51 052 000	50 106 038	...	...	34 523 003	(538 904)
-----												
Sous-total	186 396 729	146 371 115	43 200 266	36 995 060	1 074 000	1 047 000	51 766 000	50 820 037	...	...	178 904 995	133 593 138
Recettes affectées aux dépenses	(51 766 000)	(50 820 037)	...	...	...	...	(51 766 000)	(50 820 037)	...	...	...	...
-----												
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>134 630 729</b>	<b>95 551 078</b>	<b>43 200 266</b>	<b>36 995 060</b>	<b>1 074 000</b>	<b>1 047 000</b>	...	...	...	...	<b>178 904 995</b>	<b>133 593 138</b>
-----												
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>537 976 113</b>	<b>490 365 119</b>	<b>112 414 862</b>	<b>104 381 102</b>	<b>749 243 209</b>	<b>689 388 204</b>	...	...	...	...	<b>1 399 634 184</b>	<b>1 284 134 425</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 750 000</b>	...	<b>2 750 000</b>	...

## Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Banque de développement du Canada—<sup>(1)</sup></b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>14 079 000</b>	<b>14 078 439</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>14 079 000</b>	<b>14 078 439</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>903 677 000</b>	<b>50 000 000</b>	<b>903 677 000</b>	<b>50 000 000</b>
<b>Agence spatiale canadienne</b>												
Coordination du programme spatial canadien	5 873 000	4 253 447	...	...	1 009 253	744 508	...	...	...	...	6 882 253	4 997 955
Développement des infrastructures spatiales et terrestres	3 483 000	4 359 253	156 789 000	157 803 534	...	...	9 300 000	...	...	...	150 972 000	162 162 787
Exploitation des infrastructures spatiales et terrestres	15 352 000	13 541 090	25 407 000	19 794 923	...	...	...	...	...	...	40 759 000	33 336 013
Recherche et applications	19 197 000	18 988 197	32 400 000	31 059 475	36 942 747	31 898 747	...	...	...	...	88 539 747	81 946 419
Administration	11 508 319	11 995 372	3 364 000	3 180 817	...	...	...	...	...	...	14 872 319	15 176 189
Sous-total	55 413 319	53 137 359	217 960 000	211 838 749	37 952 000	32 643 255	9 300 000	...	...	...	302 025 319	297 619 363
Recettes affectées aux dépenses	...	...	(9 300 000)	...	...	...	(9 300 000)	...	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>55 413 319</b>	<b>53 137 359</b>	<b>208 660 000</b>	<b>211 838 749</b>	<b>37 952 000</b>	<b>32 643 255</b>	...	...	...	...	<b>302 025 319</b>	<b>297 619 363</b>
<b>Tribunal de la concurrence— Budgétaire</b>	<b>1 254 000</b>	<b>1 095 970</b>	<b>25 000</b>	<b>3 518</b>	...	...	...	...	...	...	<b>1 279 000</b>	<b>1 099 488</b>
<b>Commission du droit d'auteur— Budgétaire</b>	<b>943 000</b>	<b>860 886</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>943 000</b>	<b>860 886</b>
<b>Bureau fédéral de développement régional (Québec)</b>												
Promotion du développement économique des régions du Québec	29 094 031	27 641 639	...	...	438 628 998	348 577 924	...	...	...	...	467 723 029	376 219 563
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>29 094 031</b>	<b>27 641 639</b>	...	...	<b>438 628 998</b>	<b>348 577 924</b>	...	...	...	...	<b>467 723 029</b>	<b>376 219 563</b>



**Conseil national de recherches  
du Canada**

Recherche et développement dans l'intérêt national	223 698 475	187 833 775	33 728 419	26 289 258	41 349 000	43 598 310	21 302 000	...	...	...	277 473 894	257 721 343
Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale	65 217 081	44 479 988	467 640	1 584 493	81 525 637	79 243 082	16 096 000	...	...	...	131 114 358	125 307 563
Administration du programme	51 329 600	52 523 822	9 369 828	13 593 473	5 226 000	5 205 279	2 796 000	...	...	...	63 129 428	71 322 574
Sous-total	340 245 156	284 837 585	43 565 887	41 467 224	128 100 637	128 046 671	40 194 000	...	...	...	471 717 680	454 351 480
Recettes affectées aux dépenses	(38 103 000)	...	(2 091 000)	...	...	...	(40 194 000)	...	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>302 142 156</b>	<b>284 837 585</b>	<b>41 474 887</b>	<b>41 467 224</b>	<b>128 100 637</b>	<b>128 046 671</b>	...	...	...	...	<b>471 717 680</b>	<b>454 351 480</b>

**Conseil de recherches en sciences  
naturelles et en génie**

Subventions et bourses	...	...	...	...	451 856 000	451 856 000	...	...	...	...	451 856 000	451 856 000
Administration	17 160 370	16 530 552	1 010 000	598 435	...	...	...	...	...	...	18 170 370	17 128 987
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>17 160 370</b>	<b>16 530 552</b>	<b>1 010 000</b>	<b>598 435</b>	<b>451 856 000</b>	<b>451 856 000</b>	...	...	...	...	<b>470 026 370</b>	<b>468 984 987</b>

**Conseil de recherches en sciences  
humaines**

Subventions et bourses	...	...	...	...	91 579 000	91 579 000	...	...	...	...	91 579 000	91 579 000
Administration	8 070 827	7 788 551	201 000	201 000	...	...	...	...	...	...	8 271 827	7 989 551
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>8 070 827</b>	<b>7 788 551</b>	<b>201 000</b>	<b>201 000</b>	<b>91 579 000</b>	<b>91 579 000</b>	...	...	...	...	<b>99 850 827</b>	<b>99 568 551</b>

**Conseil canadien des normes—  
Budgétaire**

	<b>5 264 000</b>	<b>5 264 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>5 264 000</b>	<b>5 264 000</b>
--	------------------	------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------------------	------------------

**Statistique Canada**

Statistique économique internationale et nationale	81 538 225	81 224 112	...	...	...	...	...	...	...	...	81 538 225	81 224 112
Statistique socio-économique	36 496 447	36 859 920	...	...	...	...	...	...	...	...	36 496 447	36 859 920
Recensement et statistique sociale	86 788 957	85 659 280	...	...	...	...	7 918 000	7 635 510	...	...	78 870 957	78 023 770
Statistique des institutions	28 168 215	27 319 412	...	...	...	...	...	...	...	...	28 168 215	27 319 412
Infrastructure technique	105 242 391	104 971 258	...	...	...	...	43 535 287	43 817 777	...	...	61 707 104	61 153 481
Services de gestion centrale	29 018 414	29 681 163	...	...	396 395	396 395	...	...	...	...	29 414 809	30 077 558
Sous-total	367 252 649	365 715 145	...	...	396 395	396 395	51 453 287	51 453 287	...	...	316 195 757	314 658 253
Recettes affectées aux dépenses	(51 453 287)	(51 453 287)	...	...	...	...	(51 453 287)	(51 453 287)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>315 799 362</b>	<b>314 261 858</b>	...	...	<b>396 395</b>	<b>396 395</b>	...	...	...	...	<b>316 195 757</b>	<b>314 658 253</b>

**Total du portefeuille ministériel—  
Budgétaire  
Non budgétaire**

	<b>1 287 196 178</b>	<b>1 215 861 958</b>	<b>363 785 749</b>	<b>358 490 028</b>	<b>1 897 756 239</b>	<b>1 742 487 449</b>	...	...	...	...	<b>3 548 738 166</b>	<b>3 316 839 435</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>906 427 000</b>	<b>50 000 000</b>	<b>906 427 000</b>	<b>50 000 000</b>

(1) Antérieurement Banque fédérale de développement.

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
Programme du développement de l'industrie et des sciences									
<b>Subventions</b>									
Programmes de l'industrie et des Autochtones									
...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 188 375
-----									
Politique industrielle et scientifique									
...	23 080 000	...	(9 960 000)	13 120 000	13 012 500	107 500	...	21 377 750	
...	2 850 000	...	...	2 850 000	988 416	1 861 584	...	...	
...	723 000	...	(1 000)	722 000	722 000	...	...	765 000	
...	574 000	...	(289 000)	285 000	252 000	33 000	...	187 000	
...	1 000 000	...	...	1 000 000	1 000 000	...	...	1 000 000	
...	28 227 000	...	(10 250 000)	17 977 000	15 974 916	2 002 084	...	23 329 750	
-----									
Opérations régionales									
...	...	...	...	...	...	...	...	76 635	
...	<b>28 227 000</b>	...	<b>(10 250 000)</b>	<b>17 977 000</b>	<b>15 974 916</b>	<b>2 002 084</b>	...	<b>25 594 760</b>	
-----									
<b>Contributions</b>									
Programmes de l'industrie et des Autochtones									
...	1 529 000	...	385 063	1 914 063	1 366 983	547 080	...	4 523 587	
...	102 400 000	...	(8 697 566)	93 702 434	85 893 431	7 809 003	...	140 974 571	
...	16 500 000	...	(8 946 000)	7 554 000	7 124 441	429 559	...	73 107 835	
...	21 000 000	...	(781 030)	20 218 970	18 594 120	1 624 850	...	30 115 299	
...	21 600 000	...	(4 944 001)	16 655 999	15 360 683	1 295 316	...	18 849 571	
...	200 000	...	331 000	531 000	221 995	309 005	...	814 405	
...	3 325 000	11 759 257	4 268 338	19 352 595	19 351 013	1 582	...	19 022 013	
...	1 500 000	...	(260 191)	1 239 809	714 917	524 892	...	4 465 726	
...	400 000	...	(144 000)	256 000	219 986	36 014	...	...	

...	6 200 000	...	(6 200 000)	...	Contribution au projet Trenton Works	...	...	...	13 658 606
...	212 000	...	(176 840)	35 160	Contributions à l'industrie de la construction navale sur la côte ouest	35 158	2	...	804 915
...	51 000	...	(1 000)	50 000	Contribution à l'Association des manufacturiers de chaussures du Canada	17 547	32 453	...	19 577
...	42 205 000	...	(1 405 000)	40 800 000	Contributions en vertu du programme de développement économique des Autochtones	40 140 588	659 412	...	56 206 932
...	5 308 000	...	1 749 358	7 057 358	Contribution à l'Union internationale des télécommunications, Genève, Suisse	7 057 357	1	...	6 273 709
...	148 000	...	...	148 000	Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications	148 000	...	...	160 000
...	26 700 000	...	(2 566 048)	24 133 952	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	24 133 952	...	...	9 290 164
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	(S) Paiements d'assurance en vertu du programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du programme de développement industriel et régional	...	...	...	38 210 902
...	...	...	38 000	38 000	Contribution au Québec pour l'achèvement des projets relatifs à la Frégate canadienne de patrouille (FCP) de même qu'à la révision et à la modernisation de la classe Tribal	37 672	328	...	14 479 266
...	...	...	800 000	800 000	Contribution aux systèmes intelligents de fabrication	641 230	158 770	...	211 553
...	...	...	290 000	290 000	Contribution au Bureau de promotion des industries du bois (BPIB)	290 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 479 162
...	259 278 000	11 759 257	(36 259 917)	234 777 340		221 349 073	13 428 267	...	433 667 793
-----									
Politique industrielle et scientifique									
...	2 118 000	...	...	2 118 000	Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers pour des projets visant à éduquer le grand public et le sensibiliser à la science et à la technologie	2 118 000	...	...	2 245 000
...	1 487 000	...	2 001 000	3 488 000	Contribution à l'Institut canadien des recherches avancées	3 361 342	126 658	...	3 497 500
...	2 350 000	...	(1 177 040)	1 172 960	Contributions en vertu du programme national de démonstration des réseaux d'entreprises	974 499	198 461	...	350 000
...	3 320 000	...	...	3 320 000	Contribution à l'Observatoire de Neutrino de Sudbury	3 320 000	...	...	4 176 000
...	...	...	200 000	200 000	Contributions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques	200 000	...	...	1 193 161
...	400 000	...	553 840	953 840	Contributions en vertu de la stratégie provisoire pour les jeunes et l'acquisition du savoir	953 839	1	...	837 637
...	...	...	250 000	250 000	Contribution au Secrétariat du commerce intérieur	183 627	66 373	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	340 000
...	9 675 000	...	1 827 800	11 502 800		11 111 307	391 493	...	12 639 298
-----									
Opérations régionales									
...	14 500 000	...	140 148	14 640 148	Contributions en vertu du programme de mise en valeur de la technologie	12 610 716	2 029 432	...	16 728 753
...	3 700 000	...	(2 000 000)	1 700 000	Contributions en vertu du programme d'adaptation aux fermures de bases de l'Ontario	317 926	1 382 074	...	319 550
...	761 000	...	(761 000)	...	Contributions en vertu de la <i>Loi sur le développement industriel et régional</i> et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis	...	...	...	1 133 199
...	53 874 000	...	(43 350 100)	10 523 900	Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces	6 904 621	3 619 279	...	9 966 665
...	1 445 000	...	...	1 445 000	Contributions en vertu du programme entreprise Atlantique	1 427 993	17 007	...	1 129 629

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	1 375 000	...	(565 000)	810 000	Contributions aux centres culturels et aux centres des congrès de l'Ontario	317 712	492 288	...	180 993
...	1 275 000	...	(428 600)	846 400	Contribution à la Palladium Corporation	600 000	246 400	...	5 400 000
...	1 305 000	...	(305 000)	1 000 000	Contributions en vue de la réalisation d'une initiative collective de commercialisation du tourisme dans le nord de l'Ontario	952 017	47 983	...	1 281 935
...	3 300 000	...	2 326 000	5 626 000	Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario	4 550 210	1 075 790	...	6 001 920
...	4 250 000	...	(866 000)	3 384 000	Contributions en vertu d'ententes auxiliaires avec les provinces de l'Ouest pour le développement des technologies de communications	3 141 337	242 663	...	2 698 924
...	361 185 000	...	14 300 000	375 485 000	Contributions à la province d'Ontario aux termes de l'Entente de Travaux d'Infrastructure Canada	341 500 000	33 985 000	...	167 420 464
...	...	...	58 517 634	58 517 634	Ententes auxiliaires Canada/Québec sur le développement industriel	58 517 600	34	...	19 716 001
...	...	...	5 429 987	5 429 987	Contributions en vertu du programme de développement des collectivités de l'Ontario	5 000 944	429 043	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	11 908 849
...	446 970 000	...	32 438 069	479 408 069		435 841 076	43 566 993	...	243 886 882
...	3 200 000	...	144 847	3 344 847	Recherche en communications				
...	1 626 000	...	(486 847)	1 139 153	Contribution au programme d'incitation à la recherche et développement en technologie des communications	2 905 935	438 912	...	5 960 089
...	...	...	20 000	20 000	Contributions à des organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail	1 138 897	256	...	1 131 277
...	4 826 000	...	(322 000)	4 504 000	Contribution à l'Association PHD en informatisation du travail/recherche	20 000	...	...	...
...	720 749 000	11 759 257	(2 316 048)	730 192 209	<b>Total—Contributions</b>	<b>672 366 288</b>	<b>57 825 921</b>	...	<b>697 285 339</b>
...	259 278 000	11 759 257	(36 259 917)	234 777 340	<b>Sommaire du programme par activité</b>				
...	37 902 000	...	(8 422 200)	29 479 800	Programmes de l'industrie et des Autochtones	221 349 073	13 428 267	...	435 856 168
...	446 970 000	...	32 438 069	479 408 069	Politique industrielle et scientifique	27 086 223	2 393 577	...	35 969 048
...	4 826 000	...	(322 000)	4 504 000	Opérations régionales	435 841 076	43 566 993	...	243 963 517
...	748 976 000	11 759 257	(12 566 048)	748 169 209	Recherche en communications	4 064 832	439 168	...	7 091 366
...	748 976 000	11 759 257	(12 566 048)	748 169 209	<b>Total du programme</b>	<b>688 341 204</b>	<b>59 828 005</b>	...	<b>722 880 099</b>

## Programme des services axés sur le marché

**Subventions**

## Consommation

Subventions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt  
du consommateur

...	303 000	...	(107 000)	196 000	196 000	...	...	295 000
-----	---------	-----	-----------	---------	---------	-----	-----	---------

## Gestion du spectre

Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio

...	47 000	...	...	47 000	47 000	...	...	50 000
-----	--------	-----	-----	--------	--------	-----	-----	--------

...	<b>350 000</b>	...	<b>(107 000)</b>	<b>243 000</b>	<b>243 000</b>	...	...	<b>345 000</b>
-----	----------------	-----	------------------	----------------	----------------	-----	-----	----------------

**Contributions**

## Consommation

Contributions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt  
du consommateur

...	<b>724 000</b>	...	<b>107 000</b>	<b>831 000</b>	<b>804 000</b>	<b>27 000</b>	...	<b>1 258 000</b>
-----	----------------	-----	----------------	----------------	----------------	---------------	-----	------------------

**Sommaire du programme par activité**

## Consommation

Gestion du spectre

...	1 027 000	...	...	1 027 000	1 000 000	27 000	...	1 553 000
-----	-----------	-----	-----	-----------	-----------	--------	-----	-----------

...	47 000	...	...	47 000	47 000	...	...	50 000
-----	--------	-----	-----	--------	--------	-----	-----	--------

...	<b>1 074 000</b>	...	...	<b>1 074 000</b>	<b>1 047 000</b>	<b>27 000</b>	...	<b>1 603 000</b>
-----	------------------	-----	-----	------------------	------------------	---------------	-----	------------------

...	<b>750 050 000</b>	<b>11 759 257</b>	<b>(12 566 048)</b>	<b>749 243 209</b>	<b>689 388 204</b>	<b>59 855 005</b>	...	<b>724 483 099</b>
-----	--------------------	-------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-----	--------------------

**Agence spatiale canadienne****Subventions**

## Coordination du programme spatial canadien

Programme d'activités de reconnaissance et attribution de prix

...	100 000	...	(100 000)	...	...	...	...	...
-----	---------	-----	-----------	-----	-----	-----	-----	-----

Université internationale de l'espace

...	185 000	...	4 850	189 850	189 850	...	...	100 000
-----	---------	-----	-------	---------	---------	-----	-----	---------

Subventions pour les bourses d'études postdoctorales

...	75 000	...	...	75 000	...	75 000	...	...
-----	--------	-----	-----	--------	-----	--------	-----	-----

Subventions pour la promotion du programme spatial canadien  
et de l'exploitation commerciale de la technologie spatiale

...	80 000	...	(2 769)	77 231	77 231	...	...	51 548
-----	--------	-----	---------	--------	--------	-----	-----	--------

Subventions pour les bourses d'études en recherche spatiale

...	125 000	...	(26 600)	98 400	98 400	...	...	44 600
-----	---------	-----	----------	--------	--------	-----	-----	--------

Subventions dans le cadre du programme de sensibilisation  
des jeunes à l'espace

...	35 000	...	(30 862)	4 138	4 138	...	...	...
-----	--------	-----	----------	-------	-------	-----	-----	-----

...	600 000	...	(155 381)	444 619	369 619	75 000	...	196 148
-----	---------	-----	-----------	---------	---------	--------	-----	---------

## Recherche et applications

Subventions pour les partenariats en recherche spatiale

...	350 000	...	(131 300)	218 700	218 700	...	...	133 700
-----	---------	-----	-----------	---------	---------	-----	-----	---------

Subvention à l'Université polytechnique Ryerson

...	150 000	...	...	150 000	150 000	...	...	300 000
-----	---------	-----	-----	---------	---------	-----	-----	---------

...	500 000	...	(131 300)	368 700	368 700	...	...	433 700
-----	---------	-----	-----------	---------	---------	-----	-----	---------

...	<b>1 100 000</b>	...	<b>(286 681)</b>	<b>813 319</b>	<b>738 319</b>	<b>75 000</b>	...	<b>629 848</b>
-----	------------------	-----	------------------	----------------	----------------	---------------	-----	----------------

**Contributions**

## Coordination du programme spatial canadien

Contributions à la promotion du programme spatial canadien  
et de l'exploitation commerciale de la technologie  
spatiale

...	270 000	...	294 634	564 634	374 889	189 745	...	344 349
-----	---------	-----	---------	---------	---------	---------	-----	---------

Contributions dans le cadre du programme de sensibilisation  
des jeunes à l'espace

...	25 000	...	(25 000)	...	...	...	...	...
-----	--------	-----	----------	-----	-----	-----	-----	-----

...	295 000	...	269 634	564 634	374 889	189 745	...	344 349
-----	---------	-----	---------	---------	---------	---------	-----	---------

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Recherche et applications				
...	8 001 000	...	45 668	8 046 668	Contribution au budget général de l'Agence spatiale européenne (ASE)	8 046 668	...	...	7 870 056
...	1 386 000	...	(6 693)	1 379 307	Contribution au programme préparatoire d'observation de la terre de l'ASE	1 379 307	...	...	1 081 713
...	3 326 000	...	(118 536)	3 207 464	Contribution au programme européen du satellite de télé-détection I de l'ASE	3 207 464	...	...	3 958 474
...	530 000	...	(481 091)	48 909	Contribution au programme de développement et d'expérimentation de charges utiles et de véhicules spatiaux de l'ASE	48 909	...	...	2 757 869
...	4 307 000	...	(12 342)	4 294 658	Contribution au programme européen de satellite de télé-détection II de l'ASE	3 353 058	941 600	...	4 044 538
...	483 000	...	352 140	835 140	Contribution au programme de systèmes et de technologies de pointe de l'ASE	835 140	...	...	705 281
...	1 457 000	...	(72 604)	1 384 396	Contribution au programme de mission de technologie et de relais de données de l'ASE	1 384 396	...	...	1 689 520
...	8 003 000	...	256 045	8 259 045	Contribution au programme préparatoire de la première mission d'observation de la terre sur orbite polaire de l'ASE	8 259 045	...	...	6 356 967
...	8 315 000	...	(931 444)	7 383 556	Contribution au programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications de l'ASE	3 281 156	4 102 400	...	3 061 038
...	749 000	...	27 581	776 581	Contribution au programme européen de moyens de transport spatial habités de l'ASE	776 581	...	...	...
...	...	...	958 323	958 323	Contribution au programme général de technologie de soutien de l'ASE (GSTP)	958 323	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 002 647
...	36 557 000	...	17 047	36 574 047		31 530 047	5 044 000	...	32 528 103
...	<b>36 852 000</b>	...	<b>286 681</b>	<b>37 138 681</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>31 904 936</b>	<b>5 233 745</b>	...	<b>32 872 452</b>
					<b>Sommaire du programme par activité</b>				
...	895 000	...	114 253	1 009 253	Coordination du programme spatial canadien	744 508	264 745	...	540 497
...	37 057 000	...	(114 253)	36 942 747	Recherche et applications	31 898 747	5 044 000	...	32 961 803
...	<b>37 952 000</b>	...	...	<b>37 952 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>32 643 255</b>	<b>5 308 745</b>	...	<b>33 502 300</b>

**Bureau fédéral de développement régional (Québec)<sup>(1)</sup>**

**Subventions**

Promotion du développement économique des régions du Québec

...	...	...	750 000	750 000	Subventions à la Société de développement économique de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	...	750 000	...	500 000
...	...	...	107 000	107 000	Subventions au Fonds de développement de Montréal	46 720	60 280	...	90 000
...	...	...	1 358 000	1 358 000	Subventions au Fonds de développement régional (Québec)	1 143 000	215 000	...	1 022 000
...	...	...	3 000	3 000	Subventions au programme innovation, développement de l'entrepreneurs et exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	3 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50 000
...	...	...	<b>2 218 000</b>	<b>2 218 000</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>1 192 720</b>	<b>1 025 280</b>	...	<b>1 662 000</b>

**Contributions**

Promotion du développement économique des régions du Québec

...	...	...	263 376 500	263 376 500	Contributions à la province de Québec aux termes de l'Entente Travaux d'Infrastructure Canada	197 367 904	66 008 596	...	92 362 340
...	...	...	13 467 032	13 467 032	Contributions au programme de renforcement de la productivité manufacturière	9 073 079	4 393 953	...	18 767 373
...	...	...	272 714	272 714	Contributions en vertu de la <i>Loi sur le développement industriel et régional</i> et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis	17 241	255 473	...	2 485 561
...	...	...	8 700 000	8 700 000	Contributions au programme de développement des entreprises	8 515 162	184 838	...	16 386 763
...	...	...	10 807 772	10 807 772	Contributions au programme d'aide aux établissements de recherches	9 828 516	979 256	...	17 941 533
...	...	...	5 829 634	5 829 634	Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada/Québec sur le développement de l'industrie touristique	2 164 765	3 664 869	...	7 590 308
...	...	...	3 959 278	3 959 278	Contributions au programme d'aide à l'innovation	3 648 356	310 922	...	6 484 350
...	...	...	3 580 866	3 580 866	Contributions au programme de développement économique du saumon	3 580 866	...	...	2 298 715
...	...	...	6 324 598	6 324 598	Contributions au programme d'aide aux zones défavorisées	2 499 721	3 824 877	...	5 571 447
...	...	...	2 454 527	2 454 527	Contributions au programme d'appui à des activités soutenant le développement régional	801 286	1 653 241	...	2 881 273
...	...	...	3 668 619	3 668 619	Contributions au programme d'aide aux projets d'infrastructures et d'attractions touristiques	3 668 619	...	...	4 878 302
...	...	...	610 834	610 834	Contributions au programme Canada/Québec de soutien aux infrastructures d'accueil des entreprises	592 622	18 212	...	162 029
...	...	...	224 479	224 479	Contributions en vertu du programme entreprise Atlantique	46	224 433	...	62 182
...	...	...	1 388 091	1 388 091	Contributions aux centres d'aide au développement technologique	860 703	527 388	...	852 483
...	...	...	6 300 000	6 300 000	Contributions au programme de relance économique de l'est de Montréal	4 239 399	2 060 601	...	7 081 425
...	...	...	550 000	550 000	Contribution au Centre national du transport en commun Inc.	396 591	153 409	...	783 409
...	...	...	248 890	248 890	Contributions visant à inciter la participation des entreprises québécoises aux marchés publics fédéraux	86 008	162 882	...	276 524
...	...	...	291 700	291 700	Contributions pour venir en aide à la «Maison des régions»	152 530	139 170	...	300 000
...	...	...	9 785 426	9 785 426	Contributions au Fonds de développement de Montréal	8 000 416	1 785 010	...	7 008 705
...	...	...	3 410 399	3 410 399	Contributions au programme de relance pour le sud-ouest de Montréal	3 323 794	86 605	...	2 967 272
...	...	...	291 423	291 423	Contributions au programme d'aide visant le développement de la région de Montréal	51 627	239 796	...	69 572
...	...	...	87 902	87 902	Contributions au programme d'appui au design de la mode	2 443	85 459	...	277 039
...	...	...	1 143 000	1 143 000	Contributions en vertu du programme spécial de la région Laprade	425 390	717 610	...	4 357 294

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	174 873	174 873	Contributions en vertu du programme de développement du Bas St-Laurent et de la Gaspésie	...	174 873	...	...
...	...	...	604 535	604 535	Contributions à la Corporation de développement économique du Saguenay-Lac St-Jean	604 535	...	...	600 000
...	...	...	300 000	300 000	Contributions au programme Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine	296 434	3 566	...	317 907
...	...	...	320 281	320 281	Contributions au programme spécial d'aide aux fins du parc technologique du Québec métropolitain	284 198	36 083	...	293 686
...	...	...	2 200 275	2 200 275	Contributions à l'appui des équipements régionaux majeurs	1 787 540	412 735	...	6 289 641
...	...	...	3 499 753	3 499 753	Programme de développement régional pour le Québec	3 019 119	480 634	...	4 223 557
...	...	...	43 977 963	43 977 963	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	43 977 963	...	...	16 398 540
...	...	...	3 738 056	3 738 056	Entente Canada/Québec portant sur le désenclavement du territoire du sud-ouest de Montréal	3 738 056	...	...	4 372 904
...	...	...	6 475 000	6 475 000	Contributions à l'élaboration de l'infrastructure culturelle	6 133 697	341 303	...	3 761 790
...	...	...	100 000	100 000	Contributions au programme d'habitation pour le sud-ouest de Montréal	...	100 000	...	65 235
...	...	...	11 714 698	11 714 698	Contribution à la Banque canadienne de développement pour l'établissement du Fonds d'investissement du programme d'innovation, de développement, d'entrepreneurs et des exportations (IDÉE)	11 714 698	...	...	...
...	...	...	616 182	616 182	Contributions au Centre international des congrès de Montréal	616 182	...	...	782 779
...	...	...	201 874	201 874	(S) Paiements d'assurance—Programme des entreprises Atlantique	201 874	...	...	587 844
...	...	...	15 713 824	15 713 824	Contributions au programme de développement des collectivités	15 713 824	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 572 933
...	...	...	<b>436 410 998</b>	<b>436 410 998</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>347 385 204</b>	<b>89 025 794</b>	...	<b>241 112 715</b>
...	...	...	<b>438 628 998</b>	<b>438 628 998</b>	<b>Total du programme</b>	<b>348 577 924</b>	<b>90 051 074</b>	...	<b>242 774 715<sup>(1)</sup></b>
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>									
<b>Subventions</b>									
...	956 000	1	29 999	986 000	Administration du programme Affiliations internationales	965 281	20 719	...	914 781
...	4 240 000	...	...	4 240 000	Subventions aux municipalités prévues par la <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i>	4 239 998	2	...	4 240 000
...	<b>5 196 000</b>	<b>1</b>	<b>29 999</b>	<b>5 226 000</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>5 205 279</b>	<b>20 721</b>	...	<b>5 154 781</b>



					<b>Contributions</b>				
					Recherche et développement dans l'intérêt national				
...	2 819 000	...	...	2 819 000	Contributions à des exécutants extra-muros dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie	1 900 466	918 534	...	2 817 897
...	3 253 000	...	...	3 253 000	Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaï	5 813 638	(2 560 638)	...	3 722 543
...	19 482 000	12 494 307	711 693	32 688 000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	33 318 000	(630 000)	...	33 250 000
...	2 589 000	...	...	2 589 000	Particle Physics and Astronomy Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	2 566 206	22 794	...	3 915 613
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 499 999
...	28 143 000	12 494 307	711 693	41 349 000		43 598 310	(2 249 310)	...	50 206 052
					Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale				
...	56 354 000	1	7 181 636	63 535 637	Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques	60 268 410	3 267 227	...	58 367 844
...	17 990 000	...	...	17 990 000	Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et la technologie	18 974 672	(984 672)	...	17 748 553
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	78 000
...	74 344 000	1	7 181 636	81 525 637		79 243 082	2 282 555	...	76 194 397
...	<b>102 487 000</b>	<b>12 494 308</b>	<b>7 893 329</b>	<b>122 874 637</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>122 841 392</b>	<b>33 245</b>	...	<b>126 400 449</b>
					<b>Sommaire du programme par activité</b>				
...	28 143 000	12 494 307	711 693	41 349 000	Recherche et développement dans l'intérêt national	43 598 310	(2 249 310)	...	50 206 052
...	74 344 000	1	7 181 636	81 525 637	Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale	79 243 082	2 282 555	...	76 194 397
...	5 196 000	1	29 999	5 226 000	Administration du programme	5 205 279	20 721	...	5 154 781
...	<b>107 683 000</b>	<b>12 494 309</b>	<b>7 923 328</b>	<b>128 100 637</b>	<b>Total du programme</b>	<b>128 046 671</b>	<b>53 966</b>	...	<b>131 555 230</b>
					<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>				
					<b>Subventions</b>				
					Subventions et bourses				
...	448 364 000	...	...	448 364 000	Subventions et bourses	427 131 000	21 233 000	...	443 618 769
...	...	3 492 000	...	3 492 000	Subventions pour la deuxième phase du programme de réseaux de centres d'excellence	24 725 000	(21 233 000)	...	31 376 231
...	<b>448 364 000</b>	<b>3 492 000</b>	...	<b>451 856 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>451 856 000</b>	...	...	<b>474 995 000</b>

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
					<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>				
					<b>Subventions</b>				
					Subventions et bourses				
...	89 188 000	...	...	89 188 000	Subventions et bourses	89 188 000	...	...	92 822 000
...	...	2 295 000	...	2 295 000	Subventions pour la deuxième phase du programme de réseaux de centres d'excellence	2 295 000	...	...	...
...	...	96 000	...	96 000	Subventions sous l'immigration et les métropoles	96 000	...	...	...
...	<b>89 188 000</b>	<b>2 391 000</b>	...	<b>91 579 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>91 579 000</b>	...	...	<b>92 822 000</b>
					<b>Statistique Canada</b>				
					<b>Subventions</b>				
					Services de gestion centrale				
...	6 300	...	7 948	14 248	Droits d'affiliation du Canada à l'Institut interaméricain de statistique (4 500 \$ US)	14 248	...	...	6 285
...	4 085	...	(57)	4 028	Conférence des statisticiens du Commonwealth (1 900 GBP)	4 028	...	...	5 200
...	...	...	378 119	378 119	Institut canadien d'information en matière de santé	378 119	...	...	60 000
...	<b>10 385</b>	...	<b>386 010</b>	<b>396 395</b>	<b>Total du programme</b>	<b>396 395</b>	...	...	<b>71 485</b>
...	<b>1 433 247 385</b>	<b>30 136 566</b>	<b>434 372 288</b>	<b>1 897 756 239</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 742 487 449</b>	<b>155 268 790</b>	...	<b>1 700 203 829<sup>(1)</sup></b>

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau fédéral de développement régional (Québec) a été transféré du portefeuille ministériel des Finances. Donc, les paiements de transfert de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 242 774 715 \$.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
Programme du développement de l'industrie et des sciences			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Recherche en communications	8 169 000	6 918 715	4 328 773
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>8 169 000</b>	<b>6 918 715</b>	<b>4 328 773</b>
Programme des services axés sur le marché			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Gestion du spectre	714 000	713 999	714 000
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	51 052 000	50 106 038	47 388 258
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>51 766 000</b>	<b>50 820 037</b>	<b>48 102 258</b>
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>59 935 000</b>	<b>57 738 752</b>	<b>52 431 031</b>
<b>Agence spatiale canadienne</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Développement des infrastructures spatiales et terrestres			
RADARSAT			
Recouvrement d'un autre gouvernement selon l'accord des frais partagés	9 300 000	...	1 116 220
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>9 300 000</b>	<b>...</b>	<b>1 116 220</b>
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Recherche et développement dans l'intérêt national	21 302 000	...	21 071 588
Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale	16 096 000	...	11 197 885
Administration du programme	2 796 000	...	2 798 749
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>40 194 000</b>	<b>...<sup>(2)</sup></b>	<b>35 068 222</b>

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Statistique Canada</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Recensement et statistique sociale	818 000	7 635 510	2 581 000
Statistique des institutions	...	...	100 000
Infrastructure technique	24 025 000	43 817 777	41 311 749
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>24 843 000<sup>(3)</sup></b>	<b>51 453 287</b>	<b>43 992 749</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>134 272 000</b>	<b>109 192 039</b>	<b>132 608 222<sup>(1)</sup></b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

(1) Au cours de l'exercice la Société de développement du Cap-Breton a été transférée au portefeuille ministériel des Ressources naturelles. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 10 000 000 \$.

(2) Débutant en 1995-1996, les montants reçus sont crédités aux recettes non fiscales plutôt que d'être affectés aux dépenses comme par le passé.

(3) Ce montant a été augmenté à 51 453 287 \$ au cours de l'exercice.

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère</b>					
Programme du développement de l'industrie et des sciences			Diverses recettes non fiscales —		
<b>Recettes fiscales—</b>			Copies conformes	13 660	13 216
Taxe sur les produits et services	914 799	759 127	Accords sur les hypothèques de chemins de fer et de vente	46 457	50 006
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>914 799</b>	<b>759 127</b>	Faillites : transcriptions	1 410	12 735
			Divers	1 822 606	2 288 810
<b>Recettes non fiscales—</b>			Remises de biens en vertu de la <i>Loi sur les biens en</i>		
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>			<i>déshérence</i> et remises de biens confisqués	1 897 910	1 279 854
Prêts, placements et avances —				3 782 043	3 644 621
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de			<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>142 229 965</b>	<b>153 985 772</b>
l'Atlantique	223 659	292 866	<b>Total du programme</b>	<b>143 144 764</b>	<b>154 744 899</b>
<i>Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces</i>					
<i>de l'Atlantique</i>	9 530 306	8 161 597	Programme des services axés sur le marché		
Autres comptes —			<b>Recettes non fiscales—</b>		
Hyundai Auto Canada Inc.	1 897 211	1 465 362	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Bombardier Inc., groupe Canadair	28 058	39 318	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	29 798	64 329
Intérêt sur une entente générale d'expansion —			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	223 023	...
Province de la Colombie-Britannique	229 242	297 363		252 821	64 329
	11 908 476	10 256 506			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Privilèges, licences et permis —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	75 280 322	74 096 237	Enregistrement des étiquettes des produits textiles	155 159	184 202
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 739 633	12 031 034	Frais de laboratoire, d'électricité et de gaz, et de poids		
	78 019 955	86 127 271	et mesures	501 289	331 272
			Droits d'inspection du gaz et de l'électricité	5 551 696	5 532 558
Privilèges, licences et permis —			Droits d'inspection des poids et des mesures	3 510 721	2 487 332
Opérations du bureau des sociétés	11 561 927	11 891 347	Opérations d'enregistrement des lobbyistes	32 048	5 005
Redevances de Nuans Software	829 221	249 731	Service non général de radio	140 177 296	176 373 983
Faillites : licences de syndicats	397 315	376 373	Lois sur les amendes, sur l'électricité et le gaz, et sur		
Saisies en vertu de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>	9 314 603	8 809 681	les poids et mesures	87 061	41 713
Faillites : frais d'enregistrement	4 837 567	4 669 274	Amendes, produits pour consommateur (diverses lois)	49 840	110 128
Faillites : recherche	719 246	...	Amendes —		
Amendes —			<i>Loi sur la concurrence</i>	5 923 180	2 039 777
<i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>	...	29 270	<i>Loi sur la radio</i>	18 646	27 173
<i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>	50 092	25 172	Divers	128 530	53 947
Divers	1 000	...		156 135 466	187 187 090
	27 710 971	26 050 848			
Frais de services	20 587 450	27 720 465	Frais de services —		
			Authentification, analyse et étiquetage	4 880 900	4 433 668
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	221 070	186 061			
			Produits des ventes	8 948	10 316
			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	191 701	132 528

## Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Diverses recettes non fiscales	55 808	5 974
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>161 525 644</b>	<b>191 833 905</b>
<b>Total du programme</b>	<b>161 525 644</b>	<b>191 833 905</b>
<b>Total du ministère</b>	<b>304 670 408</b>	<b>346 578 804<sup>(2)</sup></b>
<b>Banque de développement du Canada<sup>(3)</sup></b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	3 126
<b>Total du programme</b>	<b>...</b>	<b>3 126</b>
<b>Agence spatiale canadienne</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	199 943	74 466
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>199 943</b>	<b>74 466</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	793 891	2 037 662
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	105 392	717 646
	899 283	2 755 308
Frais de services	2 828 690	1 066 790
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	7 662	10 657
Diverses recettes non fiscales	20 471	6 858
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>3 756 106</b>	<b>3 839 613</b>
<b>Total du programme</b>	<b>3 956 049</b>	<b>3 914 079</b>
<b>Commission du droit d'auteur</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Frais de services	...	10
<b>Total du programme</b>	<b>...</b>	<b>10</b>

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Bureau fédéral de développement régional (Québec)<sup>(2)</sup></b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2 680 325	5 803 483
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 118 926	9 249 127
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	86 529	1 014 032
	7 205 455	10 263 159
Frais de services —		
Frais de services—Garantie de prêts	17 554 062	26 016 546
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	14 365	3 120
Diverses recettes non fiscales —		
Autres remboursements	19 495	18 135
<b>Total du programme</b>	<b>27 473 702</b>	<b>42 104 443<sup>(2)</sup></b>
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	1 417 600	1 280 110
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>1 417 600</b>	<b>1 280 110</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	651 972	793 721
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	3 350 619
	651 972	4 144 340
Frais de services	33 575 888	...
Produits des ventes	11 603 642	...
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	324 487	484 473
Diverses recettes non fiscales	6 917	8 926
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>46 162 906</b>	<b>4 637 739</b>
<b>Total du programme</b>	<b>47 580 506<sup>(4)</sup></b>	<b>5 917 849</b>

## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>					
<b>Recettes fiscales—</b>					
Taxe sur les produits et services	2 115	...			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>2 115</b>	<b>...</b>			
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Remboursement de subventions et de bourses d'études	199 247	118 385			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	82 447	41 409			
	281 694	159 794			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 241	3 416			
Diverses recettes non fiscales	112 539	293			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>395 474</b>	<b>163 503</b>			
<b>Total du programme</b>	<b>397 589</b>	<b>163 503</b>			
<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>					
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrements—Paiements de transfert	811 118	686 338			
Recouvrements—Produits et services	3	279			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 420	2 436			
	818 541	689 053			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	655	404			
<b>Total du programme</b>	<b>819 196</b>	<b>689 457</b>			
<b>Statistique Canada</b>					
<b>Recettes fiscales—</b>					
Taxe sur les produits et services	703 471	766 814			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>703 471</b>	<b>766 814</b>			
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 111	40 946			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	17 089			
	17 111	58 035			
			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	24 184	20 156
			Diverses recettes non fiscales	40 030	4 436 141
			<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>81 325</b>	<b>4 514 332</b>
			<b>Total du programme</b>	<b>784 796</b>	<b>5 281 146</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>					
<b>Recettes fiscales—</b>					
Taxe sur les produits et services	3 237 928	2 880 517			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>3 237 928</b>	<b>2 880 517</b>			
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Revenus de placements	14 588 801	16 059 989			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	88 146 832	104 264 415			
Privilèges, licences et permis	183 846 437	213 237 938			
Frais de services	79 426 990	59 237 479			
Produits des ventes	11 612 590	10 316			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	785 365	840 815			
Diverses recettes non fiscales	4 037 303	8 120 948			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>382 444 318</b>	<b>401 771 900</b>			
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>385 682 246</b>	<b>404 652 417<sup>(2)</sup></b>			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Les recettes de l'exercice précédent ont été redressées pour refléter des transferts de responsabilités au portefeuille ministériel des Ressources naturelles pour la Société de développement du Cap-Breton d'un montant de 164 312 \$ et du portefeuille ministériel des Finances pour le Bureau fédéral de développement régional (Québec) d'un montant de 42 104 443 \$.

(3) Antérieurement Banque fédérale de développement.

(4) Tous les montants rapportés à l'encontre des dépenses dans les exercices antérieurs sont désormais crédités aux recettes non fiscales.

# SECTION 17

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**1995-1996**

## **Justice**

### **Ministère**

**Commission canadienne des droits de  
la personne**

**Commissaire à la magistrature  
fédérale**

**Cour fédérale du Canada**

**Commissariats à l'information et à la  
protection de la vie privée du Canada**

**Cour suprême du Canada**

**Cour canadienne de l'impôt**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . . . . .	17.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	17.5
Programmes par activité . . . . .	17.8
Paiements de transfert . . . . .	17.10
Recettes . . . . .	17.12

**Ministère****Objectif**

Conseiller le gouvernement du Canada, ses ministères de l'État et ses organismes sur les questions juridiques; surveiller l'administration de la justice au Canada dans tous les domaines qui ne relèvent pas de la compétence des provinces; proposer de nouvelles mesures et de nouveaux programmes dans ce contexte.

**Description des activités***Services juridiques*

Fournir, en temps opportun et compte tenu des besoins exprimés, une gamme de services juridiques au gouvernement du Canada, à l'exclusion des services fournis par le secteur des contentieux et les services législatifs.

*Services des contentieux*

Superviser ou mener les litiges auxquels Sa Majesté, un ministère ou un organisme fédéral sont parties, dans les affaires de compétence fédérale.

*Services législatifs*

Fournir, dans les formes et délais prévus, des services législatifs au gouvernement par la rédaction et l'examen des projets de loi et des règlements, et par la révision et la codification des lois et des règlements fédéraux d'intérêt public.

*Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique*

S'assurer que les objectifs, les programmes, les politiques et les plans du programme d'administration de la justice sont conformes à l'évolution des

besoins de la population canadienne, dans la mesure où ces besoins concernent les lois fédérales, le système judiciaire ainsi que les activités, les pratiques et les politiques juridiques du gouvernement canadien.

*Administration*

Diriger et coordonner les politiques et la gestion pour le ministère de la Justice; fournir des services administratifs centraux au ministère de la Justice; diriger le Bureau d'enregistrement des actions en divorce.

**Commission canadienne des droits de la personne****Objectif**

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure compatible avec ses devoirs et obligations au sein de la société.

**Description de l'activité***Commission canadienne des droits de la personne*

Statuer judicieusement sur toutes les plaintes de discrimination fondées sur les motifs prohibés spécifiés dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne* qui sont déposées à l'égard des ministères et organismes fédéraux et dans la partie du secteur privé qui est réglementée par le pouvoir fédéral; dans le domaine des droits de la personne, instituer des programmes d'information, donner des avis et conseils, émettre des lignes directrices, effectuer des recherches, réviser les règlements et

autres textes, entretenir des relations étroites avec les provinces et promouvoir l'abandon et la réduction des pratiques discriminatoires.

**Commissaire à la magistrature fédérale****Objectif**

Fournir des services administratifs centraux à l'attention du Conseil canadien de la magistrature et des juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et des juges des cours supérieures des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral.

**Description des activités***Administration*

Bureau du Commissaire et prestation de services de personnel, de services financiers et d'autres services administratifs centraux.

*Conseil canadien de la magistrature*

Administration du Conseil canadien de la magistrature sous le régime de la *Loi sur les juges*.

*Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges*

Païement, en vertu de la *Loi sur les juges*, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et aux autres juges des cours supérieures des provinces et des territoires, qui sont nommés par le gouvernement fédéral; païement de pensions aux conjoints et enfants des juges. Gratifications versées aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat.



## Cour fédérale du Canada

### Objectif

Fournir un tribunal de common law, d'équité et d'amirauté pour la bonne application du droit du Canada.

### Description de l'activité

*Le greffe de la Cour fédérale du Canada*

Cette activité fournit les services administratifs à la Cour fédérale du Canada.

## Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

### Objectif

Commissaire à l'information :

- faire en sorte que les droits que la *Loi sur l'accès à l'information* accorde aux plaignants soient respectés; et que les plaignants, les responsables des institutions fédérales ainsi que les tiers touchés par les plaintes aient des possibilités raisonnables de faire valoir leurs points de vue auprès du Commissaire à l'information;
- convaincre les institutions fédérales d'adopter, en matière d'information, des méthodes conformes à la *Loi sur l'accès à l'information*; et
- soumettre à la Cour fédérale les problèmes d'interprétation de la *Loi sur l'accès à l'information* qui demandent son attention.

Commissaire à la protection de la vie privée :

- faire en sorte que les droits que la *Loi sur la protection des renseignements personnels* confère aux plaignants soient respectés et que les renseignements sur les particuliers que détient les institutions fédérales soient bien protégés;
- inciter les institutions fédérales à pratiquer de plus en plus les méthodes de traitement équitable de l'information.

### Description des activités

*Commissaire à l'information*

Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables des institutions fédérales, sur la foi de plaintes déposées par des particuliers qui soutiennent que des infractions à la *Loi sur l'accès à l'information* ont été commises. Le Commissaire peut comparaître au nom des plaignants, avec leur consentement ou en tant que partie, lors des recours en révision déposés devant la Cour fédérale à propos des institutions fédérales qui refusent la communication de certains renseignements en vertu de la Loi. Le Commissaire peut aussi prendre l'initiative d'une plainte. Il rend compte de ses activités au Parlement chaque année et peut présenter des rapports spéciaux.

*Commissaire à la protection de la vie privée*

Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables des institutions fédérales et, dans le cas de plaintes, fait part de ses conclusions aux plaignants. Le Commissaire examine les renseigne-

ments personnels conservés dans les fichiers de renseignements du gouvernement et enquête sur les méthodes de collecte, d'utilisation, de conservation et d'élimination des renseignements personnels. Il peut comparaître devant la Cour fédérale au nom d'un plaignant, moyennant consentement de celui-ci, pour faire réviser une décision de refuser l'accès prise par une institution fédérale. Le Commissaire fait rapport au Parlement tous les ans et il peut présenter des rapports spéciaux lorsqu'il le juge utile. Il peut également effectuer des enquêtes spéciales à la demande du ministre de la Justice.

*Administration*

Fournir des services de soutien administratif au bureau du Commissaire à l'information et au bureau du Commissaire à la protection de la vie privée.

## Cour suprême du Canada

### Objectif

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

### Description des activités

*Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges, et gratifications versées aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat*

Paiement, en vertu de la *Loi sur les juges*, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour suprême du Canada; paiement de pensions aux conjoints et enfants des juges. Gratifications versées aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.

*Administration*

Comprend le bureau du registraire les directeurs des affaires juridiques, de la bibliothèque, du recueil des arrêts, des services administratifs et de l'informatique.

**Description de l'activité**

*Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt*

Cette activité fournit les services administratifs à la Cour canadienne de l'impôt.

**Cour canadienne de l'impôt**

**Objectif**

Fournir un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide des différends entre les justiciables et le gouvernement du Canada sur des questions soulevées par la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* ou toute autre disposition législative en vertu de laquelle la Cour a compétence exclusive.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	158 611 000	...	...	158 611 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	9 300 422	...	9 300 422	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	4 093 717	...	4 093 717	1b	Virement de 3 300 000 \$ du crédit 10 (Justice)			
...	...	...	3 300 000	3 300 000		Virement du crédit 10			
...	158 611 000	13 394 139	3 300 000	175 305 139		Total—Crédit 1	173 097 250	2 207 889	...
...	7 560 000	...	...	7 560 000	5	Dépenses en capital			
...	...	1 173 199	...	1 173 199	5a	Dépenses en capital			
...	...	515 685	...	515 685	5b	Dépenses en capital			
...	7 560 000	1 688 884	...	9 248 884		Total—Crédit 5	7 301 966	1 946 918	...
...	264 922 972	...	...	264 922 972	10	Subventions et contributions			
...	...	...	(3 300 000)	(3 300 000)		Virement au crédit 1			
...	264 922 972	...	(3 300 000)	261 622 972		Total—Crédit 10	261 389 453	233 519	...
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...
23 637	...	...	17 617	41 254	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	8 480	15 157	17 617
...	16 789 000	...	840 000	17 629 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 629 000	...	...
<b>23 637</b>	<b>447 931 617</b>	<b>15 083 023</b>	<b>857 617</b>	<b>463 895 894</b>		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>459 474 794</b>	<b>4 403 483</b>	<b>17 617</b>
<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>									
...	15 061 000	...	...	15 061 000	15	Dépenses du programme			
...	...	776 900	...	776 900	15a	Dépenses du programme			
...	15 061 000	776 900	...	15 837 900		Total—Crédit 15	15 335 172	502 728	...
1 102	...	...	8 226	9 328	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	7 145	...	2 183
...	1 354 000	...	68 000	1 422 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 422 000	...	...
<b>1 102</b>	<b>16 415 000</b>	<b>776 900</b>	<b>76 226</b>	<b>17 269 228</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>16 764 317</b>	<b>502 728</b>	<b>2 183</b>
									<b>16 465 818</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	4 311 000	...	...	4 311 000	20	Dépenses de fonctionnement			
...	...	299 845	...	299 845	20b	Dépenses de fonctionnement			
...	4 311 000	299 845	...	4 610 845		Total—Crédit 20	4 382 608	228 237	...
...	524 000	...	...	524 000	25	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement			
...	...	75 019	...	75 019	25b	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement			
...	524 000	75 019	...	599 019		Total—Crédit 25	566 204	32 815	...
...	204 427 000	...	(818 742)	203 608 258	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et gratifications	203 608 258	...	...
...	279 000	...	...	279 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	279 000	...	...
...	<b>209 541 000</b>	<b>374 864</b>	<b>(818 742)</b>	<b>209 097 122</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>208 836 070</b>	<b>261 052</b>	<b>...</b>
...	28 435 000	...	...	28 435 000	30	Dépenses du programme	26 299 957	2 135 043	...
5 443	...	...	6 026	11 469	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	5 443	...	6 026
...	2 534 000	...	127 000	2 661 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 661 000	...	...
<b>5 443</b>	<b>30 969 000</b>	<b>...</b>	<b>133 026</b>	<b>31 107 469</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>28 966 400</b>	<b>2 135 043</b>	<b>6 026</b>
...	5 558 000	...	...	5 558 000	35	Dépenses du programme			
...	...	330 089	...	330 089	35b	Dépenses du programme			
...	...	...	52 056	52 056		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>			
...	5 558 000	330 089	52 056	5 940 145		Total—Crédit 35	5 857 825	82 320	...
447	...	...	643	1 090	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	441	6	643
...	628 000	...	31 000	659 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	659 000	...	...
<b>447</b>	<b>6 186 000</b>	<b>330 089</b>	<b>83 699</b>	<b>6 600 235</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>6 517 266</b>	<b>82 326</b>	<b>643</b>

**Cour suprême du Canada**

...	11 567 000	...	...	11 567 000	40	Dépenses du programme				
...	...	617 950	...	617 950	40a	Dépenses du programme				
...	11 567 000	617 950	...	12 184 950		Total—Crédit 40	11 554 828	630 122	...	11 020 459
...	3 397 000	...	(373 201)	3 023 799	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et gratifications versées aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	3 023 799	...	...	3 051 465
...	...	...	10 957	10 957	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	10 957	...	...	13 216
...	814 000	...	41 000	855 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	855 000	...	...	890 000
...	<b>15 778 000</b>	<b>617 950</b>	<b>(321 244)</b>	<b>16 074 706</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>15 444 584</b>	<b>630 122</b>	...	<b>14 975 140</b>
<b>Cour canadienne de l'impôt</b>										
...	9 556 000	...	...	9 556 000	45	Dépenses du programme				
...	...	1 045 696	...	1 045 696	45a	Dépenses du programme				
...	...	97 800	...	97 800	45b	Dépenses du programme				
...	9 556 000	1 143 496	...	10 699 496		Total—Crédit 45	10 676 956	22 540	...	9 388 034
533	...	...	1 717	2 250	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 428	...	822	2 271
...	720 000	...	36 000	756 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	756 000	...	...	745 000
<b>533</b>	<b>10 276 000</b>	<b>1 143 496</b>	<b>37 717</b>	<b>11 457 746</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>11 434 384</b>	<b>22 540</b>	<b>822</b>	<b>10 135 305</b>
<b>31 162</b>	<b>737 096 617</b>	<b>18 326 322</b>	<b>48 299</b>	<b>755 502 400</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>747 437 815</b>	<b>8 037 294</b>	<b>27 291</b>	<b>752 444 471</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5 — Éventualités du gouvernement.



**Cour suprême du Canada**Traitements, indemnités et pensions  
des juges, pensions aux conjoints  
et enfants des juges, et gratifications  
versées aux conjoints des juges qui  
décèdent pendant leur mandat

	1 851 280	1 851 280	...	...	1 172 520	1 172 520	...	...	...	...	3 023 800	3 023 800
Administration	12 888 906	12 127 740	162 000	293 044	...	...	...	...	...	...	13 050 906	12 420 784

---

**Total du programme—Budgétaire**    **14 740 186**    **13 979 020**    **162 000**    **293 044**    **1 172 520**    **1 172 520**    ...    ...    ...    ...    **16 074 706**    **15 444 584**

---

**Cour canadienne de l'impôt**Le greffe de la Cour canadienne de  
l'impôt

	11 148 746	11 073 017	309 000	361 367	...	...	...	...	...	...	11 457 746	11 434 384
--	------------	------------	---------	---------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------------	------------

---

**Total du programme—Budgétaire**    **11 148 746**    **11 073 017**    **309 000**    **361 367**    ...    ...    ...    ...    ...    ...    **11 457 746**    **11 434 384**

---

**Total du portefeuille ministériel—****Budgétaire**    **444 937 241**    **438 738 981**    **11 219 107**    **9 586 301**    **299 346 052**    **299 112 533**    ...    ...    ...    ...    **755 502 400**    **747 437 815**

---

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique									
...	4 830	...	...	4 830	4 830	...	...	5 400	
...	14 543	...	...	14 543	14 543	...	...	15 165	
...	14 189	...	...	14 189	...	14 189	...	15 028	
...	1 500	...	...	1 500	1 500	...	...	1 350	
...	375 925	...	...	375 925	270 137	105 788	...	454 196	
...	13 028	...	...	13 028	13 028	...	...	13 810	
...	13 000	...	...	13 000	13 000	...	...	8 100	
...	9 190	...	...	9 190	9 190	...	...	9 760	
...	28 250	...	...	28 250	28 250	...	...	29 925	
...	268 750	...	...	268 750	268 750	...	...	277 500	
...	...	...	...	...	...	...	...	50 550	
...	<b>743 205</b>	...	...	<b>743 205</b>	<b>623 228</b>	<b>119 977</b>	...	<b>880 784</b>	
<b>Contributions</b>									
Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique									
...	88 212 255	...	97 960	88 310 215	88 310 215	...	...	90 114 196	
...	155 685 000	...	331 135	156 016 135	156 016 135	...	...	155 520 660	
...	13 342	...	(311)	13 031	13 031	...	...	85 956	
...	185 615	...	(10 916)	174 699	169 109	5 590	...	190 720	
...	53 700	...	...	53 700	53 700	...	...	56 820	
...	1 164 348	...	(154 885)	1 009 463	919 811	89 652	...	1 396 006	
...	4 769 048	...	...	4 769 048	4 769 048	...	...	4 779 235	
...	70 746	...	(22 113)	48 633	45 933	2 700	...	134 524	
...	28 231	...	1 417	29 648	29 648	...	...	35 404	
...	151 766	...	1 413	153 179	153 179	...	...	117 911	
...	1 344 705	...	29 820	1 374 525	1 374 525	...	...	1 627 050	
...	9 710 330	...	(3 600 000)	6 110 330	6 110 330	...	...	17 380 659	
...	1 038 581	...	26 480	1 065 061	1 065 061	...	...	1 624 245	



...	1 752 100	...	...	1 752 100	Fonds pour l'initiative de la justice applicable aux Autochtones	1 736 500	15 600	...	2 071 139
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	72 160
...	<b>264 179 767</b>	...	<b>(3 300 000)</b>	<b>260 879 767</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>260 766 225</b>	<b>113 542</b>	...	<b>275 206 685</b>
...	<b>264 922 972</b>	...	<b>(3 300 000)</b>	<b>261 622 972</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>261 389 453</b>	<b>233 519</b>	...	<b>276 087 469</b>
<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>									
<b>Subventions</b>									
Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges									
(S) Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède pendant son mandat, d'une somme équivalent au sixième du traitement du juge au moment de son décès									
...	146 000	...	35 767	181 767		181 767	...	...	103 867
...	37 204 000	...	(835 207)	36 368 793	(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur les juges</i>	36 368 793	...	...	33 616 707
...	<b>37 350 000</b>	...	<b>(799 440)</b>	<b>36 550 560</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>36 550 560</b>	...	...	<b>33 720 574</b>
...	<b>37 350 000</b>	...	<b>(799 440)</b>	<b>36 550 560</b>	<b>Total du programme</b>	<b>36 550 560</b>	...	...	<b>33 720 574</b>
<b>Cour suprême du Canada</b>									
<b>Subventions</b>									
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges, et gratifications versées aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat									
(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur les juges</i>									
...	1 346 000	...	(173 480)	1 172 520		1 172 520	...	...	1 199 774
...	<b>1 346 000</b>	...	<b>(173 480)</b>	<b>1 172 520</b>	<b>Total du programme</b>	<b>1 172 520</b>	...	...	<b>1 199 774</b>
...	<b>303 618 972</b>	...	<b>(4 272 920)</b>	<b>299 346 052</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>299 112 533</b>	<b>233 519</b>	...	<b>311 007 817</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

**Recettes**

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère</b>			<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>			<b>Recettes non fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	52 756	8 352	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>52 756</b>	<b>8 352</b>	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	3 727	11 566
<b>Recettes non fiscales—</b>			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	8 226	8 447
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			<b>Total du programme</b>	<b>11 953</b>	<b>20 013</b>
Recouvrement de paiements de transfert aux provinces	135 741	48 156	<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>		
Recouvrement de paiements de transfert —Autres	3 286	2 240	<b>Recettes non fiscales—</b>		
Autres ministères de l'État	127 236	48 643	Diverses recettes non fiscales —		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	484 653	477 267	Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction		
Divers	418 589	167 367	publique—Juges	8 343 649	7 968 986
	1 169 505	743 673	<b>Total du programme</b>	<b>8 343 649</b>	<b>7 968 986</b>
Privilèges, licences et permis	2 752 651	10 225 431	<b>Cour fédérale du Canada</b>		
Frais de services —			<b>Recettes non fiscales—</b>		
Enregistrement de divorces	717 831	772 808	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	45 810	41 882
familiales	2 396 876	1 591 122	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	(10 923)	103 021
Autres	72 281	60 172		34 887	144 903
	3 186 988	2 424 102	Frais de services —		
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	17 617	23 637	Frais de la Cour fédérale	834 057	946 086
Diverses recettes non fiscales —			Dépenses de la Cour	24 917	48 780
Amendes —				858 974	994 866
Territoires du Nord-Ouest	104 986	132 280	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	6 026	5 443
Yukon	550	12 287	Diverses recettes non fiscales —		
Amendes et confiscations	278 657	258 632	Amendes de la Cour	103 750	2 200 000
Location de résidences et services publics	110 046	162 024	Divers	59	12
Divers	47 261	8 475		103 809	2 200 012
Société d'État facturé	55 940	55 672	<b>Total du programme</b>	<b>1 003 696</b>	<b>3 345 224</b>
	597 440	629 370			
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>7 724 201</b>	<b>14 046 213</b>			
<b>Total du ministère</b>	<b>7 776 957</b>	<b>14 054 565</b>			

## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>					
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	25	33			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	510	...			
	535	33			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	643	447			
<b>Total du programme</b>	<b>1 178</b>	<b>480</b>			
<b>Cour suprême du Canada</b>					
<b>Recettes fiscales—</b>					
Taxe sur les produits et services	3 144	1 585			
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>3 144</b>	<b>1 585</b>			
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 670	11 624			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	19 300	70 131			
	29 970	81 755			
Frais de services —					
Photocopies	16 291	9 049			
Frais d'enregistrement	51 485	17 730			
Bulletin	1 200	...			
Ventes de vidéos	15	1 060			
	68 991	27 839			
Produits des ventes —					
Vente de communiqués de la Cour suprême	23 899	15 060			
Ventes de raisons d'arrêt	126 952	56 974			
Divers	4 302	3 462			
	155 153	75 496			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	10 957	13 216			
			Diverses recettes non fiscales —		
			Contributions des juges envers des rentes	74 609	66 892
			Divers	6 221	4 955
				80 830	71 847
			<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>345 901</b>	<b>270 153</b>
			<b>Total du programme</b>	<b>349 045</b>	<b>271 738</b>
			<b>Cour canadienne de l'impôt</b>		
			<b>Recettes non fiscales—</b>		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	167	3 884
			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	6 864	25 501
				7 031	29 385
			Frais de services	461 020	452 200
			Produits des ventes	32 147	26 342
			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 717	942
			<b>Total du programme</b>	<b>501 915</b>	<b>508 869</b>
			<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
			Recettes fiscales—		
			Taxe sur les produits et services	55 900	9 937
			<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>55 900</b>	<b>9 937</b>
			Recettes non fiscales —		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 245 655	1 011 315
			Privilèges, licences et permis	2 752 651	10 225 431
			Frais de services	4 575 973	3 899 007
			Produits des ventes	187 300	101 838
			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	45 186	52 132
			Diverses recettes non fiscales	9 125 728	10 870 215
			<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>17 932 493</b>	<b>26 159 938</b>
			<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>17 988 393</b>	<b>26 169 875</b>

# SECTION 18

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Parlement**

**Sénat**

**Chambre des communes**

**Bibliothèque du Parlement**

## **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . . . . .	18.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	18.4
Programmes par activité . . . . .	18.6
Paievements de transfert . . . . .	18.7
Déetail des montants disponibles pour être dépensés . . . . .	18.8
Recettes . . . . .	18.8

## Sénat

### Objectif

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer le fonctionnement du Sénat.

### Description des activités

#### *Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs*

Prestation de services législatifs aux dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs, notamment l'administration de leurs traitements et indemnités, des frais relatifs à leurs déplacements et communications et de leur pension de retraite, comme l'autorise la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*.

#### *Hauts fonctionnaires au service du Sénat*

Traitements et autres dépenses relatifs au greffier du Sénat, au conseiller parlementaire, à la direction des services d'information, au programme de guides, et au personnel de soutien.

#### *Administration*

Les secteurs suivants assurent les fonctions administratives nécessaires au rendement efficace et efficient du Sénat :

- **Finances**—L'administration des fonctions de gestion financière et de gestion matérielle du Sénat, y compris la rémunération et les avantages sociaux des sénateurs, les services professionnels, la vérification interne ainsi que les services, les rapports et le contrôle financiers; l'achat du matériel, l'aide aux sénateurs en matière de recherche ainsi que la participation du Sénat aux activités des associations parlementaires et aux échanges interparlementaires officiels.

- **Ressources humaines**—L'administration des fonctions du personnel du Sénat, y compris la dotation en personnel, les relations de travail, la rémunération et les avantages sociaux, la classification et le bilinguisme officiel.
- **Services**—L'administration des services de télécommunications et d'informatique; la prestation des services de messagers et des services postaux; la prestation de services d'imprimerie internes, l'entretien des locaux; la réparation de meubles, l'encadrement et la prestation des services auxiliaires.

#### *Services législatifs et comités*

Compte rendu, transcription, révision, mise au point et publication des délibérations du Sénat et de ses comités dans les deux langues officielles. Administration et fourniture de services de secrétariat et autres services à tous les comités permanents et spéciaux du Sénat. Examen entrepris par les comités, de textes législatifs et d'études spéciales.

#### *Gentilhomme huissier de la Verge noire*

Le Gentilhomme huissier de la Verge noire est le serviteur personnel du représentant de Sa Majesté au Sénat. Il administre les questions de protocole; les services de protection et de sécurité des sénateurs, le personnel et les locaux; ainsi que les services de pages dans la Chambre du Sénat.

## Chambre des communes

### Objectif

L'administration de la Chambre offre des services de soutien aux députés, individuellement et collectivement, pour les aider à remplir leurs fonctions de législateurs et de représentants des intérêts de

leurs électeurs, ainsi que pour un large éventail d'autres fonctions.

### Description des activités

#### *Députés et agents supérieurs de la Chambre*

Sont inclus dans cette activité les sommes versées annuellement aux députés à titre de traitements et d'indemnités, la contribution de la Chambre à leur régime de pensions et les dépenses de fonctionnement des députés. Il y a cinq sous-activités :

- traitements et indemnités des députés;
- budgets de bureau des députés;
- communications avec les commettants;
- biens et services fournis par la Chambre;
- budgets des agents supérieurs de la Chambre.

#### *Services de la procédure*

Sous la direction du greffier et du greffier adjoint, cette activité assure la prestation d'information, de conseils, de recherches et de services de soutien en matière de procédure, de législation et de droit au Président et aux députés, aux greffiers du bureau, aux comités et à d'autres assemblées législatives; la préparation de l'ordre du jour officiel et des procès-verbaux de la Chambre des communes et des comités; le maintien des documents officiels de la Chambre, y compris la production des journaux; et la prestation de services de secrétariat aux comités et la participation du Parlement canadien aux activités des associations parlementaires internationales et des échanges officiels.

#### *Services de l'administration*

Sous la direction du sous-greffier, cette activité assure la prestation des services suivants. La gestion financière gère la tenue des comptes et leur

règlement ainsi que la rémunération, la planification financière, le développement de politiques financières et budgétaires et les systèmes comptables. Elle s'occupe également des achats et de la gestion du matériel, et gère les livraisons de nourriture pour la Chambre des communes. Les ressources humaines s'occupent de la dotation et des politiques, de planification du personnel, des relations de travail, des négociations collectives, de santé au travail, du programme de sécurité et de mieux-être, de l'environnement, du programme d'aide aux employés, de la classification et de la rémunération, de la formation et du programme des langues officielles. L'évaluation et la revue de programmes mesure l'efficacité et l'efficience des programmes ainsi que les contrôles de gestion, y compris les politiques, méthodes et systèmes financiers, administratifs et opérationnels. Les technologies de l'information élaborent les politiques et les normes relatives à l'équipement informatique, appuient les principaux systèmes automatisés d'information, y compris les services de télécommunications, fournissent formation et aide technique portant sur l'équipement informatique, gèrent le réseau local, entretiennent les systèmes d'enregistrement électronique pour la Chambre et le Sénat et sont chargés de la préparation technique, de la production et de l'impression de toutes les publications parlementaires, documents de procédure, autres documents et publications, et de la télédiffusion des délibérations de la Chambre et des comités. Les services juridiques fournissent des avis juridiques aux députés, au bureau de régie interne, aux comités et à l'administration de la Chambre.

#### *Services de la cité parlementaire*

Sous la direction du Sergent d'armes, cette activité assure la protection et la sécurité des députés, des employés, des visiteurs ainsi que des biens de la Chambre des communes, maintient la paix et l'ordre, fait la promotion de la sécurité et de la prévention des incendies dans tous les édifices de la Chambre; contrôle la circulation sur la Colline ainsi que l'application du règlement sur le stationnement; et veille à la protection du Premier ministre et des dignitaires en visite dans l'enceinte du Parlement. Les services des immeubles fournissent tous les locaux, les services de planification architecturale à long terme, les services aux locaux, les services de conservation, les services d'entretien et de nettoyage, les services de métiers et de transport, les services postaux, de distribution et de messagers.

### **Bibliothèque du Parlement**

#### **Objectif**

Fournir des services de recherche, de documentation et d'autres services de bibliothèque aux parlementaires dans les deux langues officielles.

#### **Description des activités**

##### *Documentation imprimée et autre*

Prévoir les besoins d'information et répondre aux demandes des parlementaires et de leur personnel, en mettant en place des outils de recherche documentaire et de consultation. Acquérir, conserver,

maintenir, accroître et rendre accessibles les collections de la bibliothèque, tant celles de la bibliothèque principale et de la salle de lecture parlementaire que celles des succursales et des salles de lecture. Signaler aux clients les ouvrages nouveaux ou récemment acquis, notamment les livres, les périodiques, les rapports, les mémoires, les documents parlementaires, les publications officielles, les banques de données, les coupures de journaux, les agences de presse, les microformes, les bandes magnétoscopiques et audio, les cartes, etc.

##### *Travaux de recherches et personnel*

Fournir du personnel professionnel pour venir en aide aux membres des deux chambres du Parlement, aux comités, aux associations et aux délégations parlementaires; rédiger des documents de recherche et fournir des explications techniques sur demande; entreprendre et rédiger des études générales et des bulletins d'actualité. Les services assurés aux comités parlementaires comprennent l'affectation de spécialistes, la présentation de recommandations concernant la sélection de témoins, la préparation de documents explicatifs, d'études analytiques et d'exposés oraux ainsi que le collationnement et l'analyse de témoignages; enfin, une aide est aussi apportée à la rédaction des rapports.

##### *Administration*

Le bibliothécaire parlementaire, le bibliothécaire parlementaire associé et le personnel administratif.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
...	26 492 000	...	...	26 492 000	1	Dépenses du programme				
...	...	3 265 000	...	3 265 000	1b	Dépenses du programme				
...	...	...	797 000	797 000		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	26 492 000	3 265 000	797 000	30 554 000		Total—Crédit 1	29 447 655	1 106 345	...	27 508 195
...	13 223 000	...	(374 533)	12 848 467	(S)	Dignitaires du Sénat et sénateurs —Traitements, allocations et autres paiements versés au Président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires, au compte de prestations de retraite supplémentaires; et au compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	12 848 467	...	...	12 667 971
...	2 300 000	...	115 000	2 415 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 415 000	...	...	1 840 000
...	<b>42 015 000</b>	<b>3 265 000</b>	<b>537 467</b>	<b>45 817 467</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>44 711 122</b>	<b>1 106 345</b>	...	<b>42 016 166</b>
...	155 817 000	...	...	155 817 000	5	<b>Chambre des communes</b> Dépenses du programme	146 791 338	9 025 662	...	176 436 368
...	54 466 000	...	(2 858 630)	51 607 370	(S)	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> , et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	51 607 370	...	...	54 677 188
...	13 817 000	...	652 757	14 469 757	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 469 757	...	...	15 245 045
...	<b>224 100 000</b>	...	<b>(2 205 873)</b>	<b>221 894 127</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>212 868 465</b>	<b>9 025 662</b>	...	<b>246 358 601</b>

**Bibliothèque du Parlement**

...	14 198 000	...	...	14 198 000	10	Dépenses du programme	13 869 389	328 611	...	15 413 338
...	1 518 000	...	76 000	1 594 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 594 000	...	...	1 551 000
...	<b>15 716 000</b>	...	<b>76 000</b>	<b>15 792 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>15 463 389</b>	<b>328 611</b>	...	<b>16 964 338</b>
...	<b>281 831 000</b>	<b>3 265 000</b>	<b>(1 592 406)</b>	<b>283 503 594</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>273 042 976</b>	<b>10 460 618</b>	...	<b>305 339 105</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.



## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Sénat</b>												
Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	12 607 252	12 607 252	...	...	241 215	241 215	...	...	...	...	12 848 467	12 848 467
Hauts fonctionnaires au service du Sénat	2 051 500	1 846 882	...	...	...	...	...	...	...	...	2 051 500	1 846 882
Administration	18 216 818	12 779 379	330 004	330 004	324 182	303 336	...	...	...	...	18 871 004	13 412 719
Services législatifs et comités	5 887 000	5 317 362	...	...	...	...	...	...	...	...	5 887 000	5 317 362
Gentilhomme huissier de la Verge noire	3 615 500	8 987 810	2 543 996	2 297 882	...	...	...	...	...	...	6 159 496	11 285 692
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>42 378 070</b>	<b>41 538 685</b>	<b>2 874 000</b>	<b>2 627 886</b>	<b>565 397</b>	<b>544 551</b>	...	...	...	...	<b>45 817 467</b>	<b>44 711 122</b>
<b>Chambre des communes</b>												
Députés et agents supérieurs de la Chambre	122 983 972	119 799 535	2 317 600	1 693 684	...	...	...	333	...	...	125 301 572	121 492 886
Services de la procédure	13 441 759	11 603 577	167 300	130 326	656 100	634 061	14 000	10 149	...	...	14 251 159	12 357 815
Services de l'administration	49 916 086	46 403 829	4 034 273	4 180 334	...	...	1 249 000	1 040 481	...	...	52 701 359	49 543 682
Services de la cité parlementaire	28 576 937	28 635 491	1 090 100	959 261	...	...	27 000	120 670	...	...	29 640 037	29 474 082
Sous-total	214 918 754	206 442 432	7 609 273	6 963 605	656 100	634 061	1 290 000	1 171 633	...	...	221 894 127	212 868 465
Recettes affectées aux dépenses	(1 290 000)	(1 140 606)	...	(31 027)	...	...	(1 290 000)	(1 171 633)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>213 628 754</b>	<b>205 301 826</b>	<b>7 609 273</b>	<b>6 932 578</b>	<b>656 100</b>	<b>634 061</b>	...	...	...	...	<b>221 894 127</b>	<b>212 868 465</b>
<b>Bibliothèque du Parlement</b>												
Documentation imprimée et autre	7 912 000	7 186 515	...	...	...	...	...	...	...	...	7 912 000	7 186 515
Travaux de recherches et personnel	5 255 000	4 704 382	...	...	...	...	...	...	...	...	5 255 000	4 704 382
Administration	2 520 000	3 535 099	105 000	37 393	...	...	...	...	...	...	2 625 000	3 572 492
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>15 687 000</b>	<b>15 425 996</b>	<b>105 000</b>	<b>37 393</b>	...	...	...	...	...	...	<b>15 792 000</b>	<b>15 463 389</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>271 693 824</b>	<b>262 266 507</b>	<b>10 588 273</b>	<b>9 597 857</b>	<b>1 221 497</b>	<b>1 178 612</b>	...	...	...	...	<b>283 503 594</b>	<b>273 042 976</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
					<b>Sénat</b>				
					<b>Subventions</b>				
					Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs				
...	349 000	...	(107 785)	241 215	(S) Pensions aux sénateurs à la retraite	241 215	...	...	250 659
...	350 000	...	(25 818)	324 182	Administration				
...	<b>699 000</b>	...	<b>(133 603)</b>	<b>565 397</b>	Subventions aux associations parlementaires	303 336	20 846	...	307 660
					<b>Total—Subventions</b>	<b>544 551</b>	<b>20 846</b>	...	<b>558 319</b>
					<b>Contributions</b>				
					Administration				
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	<b>68 880</b>
					<b>Sommaire du programme par activité</b>				
...	349 000	...	(107 785)	241 215	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	241 215	...	...	250 659
...	350 000	...	(25 818)	324 182	Administration	303 336	20 846	...	376 540
...	<b>699 000</b>	...	<b>(133 603)</b>	<b>565 397</b>	<b>Total du programme</b>	<b>544 551</b>	<b>20 846</b>	...	<b>627 199</b>
					<b>Chambre des communes</b>				
					<b>Subventions</b>				
					Services de la procédure				
...	656 100	...	...	656 100	Subventions aux associations parlementaires et de procédure	634 061	22 039	...	956 680
...	<b>656 100</b>	...	...	<b>656 100</b>	<b>Total du programme</b>	<b>634 061</b>	<b>22 039</b>	...	<b>956 680</b>
...	<b>1 355 100</b>	...	<b>(133 603)</b>	<b>1 221 497</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 178 612</b>	<b>42 885</b>	...	<b>1 583 879</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Chambre des communes</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Autres recouvrements	...	333	...
Services de la procédure			
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	14 000	9 740	28 015
Autres recouvrements	...	409	...
	14 000	10 149	28 015
Services de l'administration			
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	...	2 705	295
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	31 027	26 838
Virements provenant du restaurant parlementaire	1 243 000	991 831	...
Dons reçus volontairement lors de tours guidés	...	10 633	...
Autres recouvrements	6 000	4 285	...
	1 249 000	1 040 481	27 133
Services de la cité parlementaire			
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	...	50 548	12 865
Revenus provenant du salon de coiffure et barbier	10 000	9 797	...
Droits d'affiliation au Gymnasium	5 000	8 900	...
Produits provenant de papier recyclé	10 000	49 422	...
Autres recouvrements	2 000	2 003	...
	27 000	120 670	12 865
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 290 000</b>	<b>1 171 633</b>	<b>68 013</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Sénat</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	16	1 475
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>16</b>	<b>1 475</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	24 558	34 557
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	22 224	9 598
	46 782	44 155
Frais de services—		
Salon de barbier	...	7 047
Textes législatifs authentiques du Parlement	4 101	878
	4 101	7 925
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	12 692	7 078
Diverses recettes non fiscales —		
Cotisation des sénateurs au Trésor en vertu de l'article 25 de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	38 200	120
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>101 775</b>	<b>59 278</b>
<b>Total du programme</b>	<b>101 791</b>	<b>60 753</b>
<b>Chambre des communes</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	12 144	12 816
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>12 144</b>	<b>12 816</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	90 554	117 420
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	558 497	573 670
	649 051	691 090

**Recettes—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Diverses recettes non fiscales —		
Virements provenant du restaurant parlementaire	...	2 500 000
Autre	7 035	98 343
	7 035	2 598 343
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>656 086</b>	<b>3 289 433</b>
<b>Total du programme</b>	<b>668 230</b>	<b>3 302 249</b>
<b>Bibliothèque du Parlement</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	502	11 818
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	974
	502	12 792
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	406
Diverses recettes non fiscales	436	719
<b>Total du programme</b>	<b>938</b>	<b>13 917</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	12 160	14 291
Total des recettes fiscales	12 160	14 291
Recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	696 335	748 037
Frais de services	4 101	7 925
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	12 692	7 484
Diverses recettes non fiscales	45 671	2 599 182
Total des recettes non fiscales	758 799	3 362 628
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>770 959</b>	<b>3 376 919</b>

# SECTION 19

## COMPTES PUBLICS DU CANADA

1995-1996

### Patrimoine canadien

Ministère (Communications)

Conseil consultatif sur la situation de la femme

Conseil des Arts du Canada

Société Radio-Canada

Société de développement de l'industrie  
cinématographique canadienne

Musée canadien des civilisations

Musée canadien de la nature

Conseil de la radiodiffusion et des  
télécommunications canadiennes

Archives nationales du Canada

Société du Centre national des Arts

Commission des champs de bataille nationaux

Commission de la Capitale nationale

Office national du film

Musée des beaux-arts du Canada

Bibliothèque nationale

Musée national des sciences et de la technologie

Commission de la fonction publique

Condition féminine —Bureau de la coordonnatrice

#### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . . . . .	19.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	19.8
Programmes par activité . . . . .	19.16
Païements de transfert . . . . .	19.19
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . . .	19.26
Recettes . . . . .	19.27

**Ministère (Communications)**

Programme des services de gestion ministériels

**Objectif**

Assurer le leadership et un appui aux activités ministérielles dans la mise en oeuvre des programmes pour permettre au ministère de réaliser son mandat et son imputabilité.

**Description des activités***Coordination*

Orientation stratégique, coordination des politiques, recherche et communication, services dans le domaine des ressources humaines, de l'administration, des finances, de la gestion de l'information; services juridiques, évaluation de programmes et vérification interne offerts au siège social.

*Soutien dans les régions*

Prestation de services dans les domaines des ressources humaines, de l'administration, des finances, des communications, de la gestion de l'information; services juridiques, évaluation de programmes et vérification interne, au niveau régional, nécessaires à la mise en oeuvre des programmes.

Programme de l'identité canadienne

**Objectif**

Favoriser l'épanouissement d'un sens profond de l'identité canadienne, basé sur des valeurs et des buts communs, en vue de renforcer les fondations sur lesquelles le Canada peut grandir et prospérer.

**Description des activités***Participation*

L'activité est responsable de la mise en oeuvre des programmes de participation des citoyens, du multiculturalisme et du sport amateur.

*Appui aux langues officielles*

L'activité met en oeuvre les programmes des langues officielles dans l'enseignement et les programmes de promotion des langues officielles et fournit la concertation et la coordination interministérielles fédérales en matière de langues officielles.

*Développement culturel et patrimoine*

L'activité comprend la conception de politiques et de programmes liés à la radiodiffusion, au film, à la vidéo et à l'enregistrement sonore, à l'édition et au droit d'auteur, au patrimoine culturel, aux arts de la scène, aux arts visuels et à la littérature. Les programmes ministériels regroupés sous cette activité appuient les industries culturelles et les organismes du patrimoine ayant un rayonnement international, national et interprovincial. Font également partie de cette activité les responsabilités en matière de politique pour les agences culturelles incluses dans le portefeuille du ministre.

Programme Parcs Canada

**Objectif**

Commémorer, protéger et présenter les hauts lieux du patrimoine naturel et culturel du Canada, afin de permettre aux Canadiens de les comprendre, d'en jouir et d'en profiter, de façon à assurer l'intégrité écologique et à préserver la valeur commémorative de ce patrimoine pour les générations actuelles et à venir.

**Description des activités***Exploitation*

Protection et gestion des ressources naturelles et culturelles à l'intérieur des parcs nationaux, des parcs et lieux historiques, des canaux et autres aires du patrimoine; présentation au public de programmes d'éducation et d'interprétation pour lui donner la chance de comprendre et d'apprécier ces ressources; prestation de l'information aux visiteurs et de services permettant au public d'apprécier les ressources; exploitation et entretien des installations qui soutiennent ces activités.

*Aménagement*

Établissement et aménagement de nouveaux lieux et ressources du patrimoine protégés, parachèvement ou mise en valeur des lieux et ressources du patrimoine existants; élaboration et mise en place de la législation, de politiques, de la recherche et de la planification qui permettent la mise en oeuvre de ces activités.

*Gestion du programme et services techniques*

Orientation et administration du Programme Parcs Canada et prestation de divers services spécialisés et techniques en matière d'architecture et de génie, d'immobilisations, de mise en marché et d'analyses socio-économiques et de gestion.

**Conseil consultatif sur la situation de la femme****Objectif**

Porter à l'attention du gouvernement et du public des questions qui intéressent et préoccupent les femmes.

### **Description de l'activité**

#### *Conseil consultatif sur la situation de la femme*

Formuler des recommandations au gouvernement sur les lois et les programmes qui sont de nature à améliorer la situation de la femme; entreprendre des recherches sur la situation de la femme au Canada; fournir des renseignements au public sur des secteurs d'intérêt particulier pour la femme et publier un rapport annuel sur les progrès réalisés relativement à l'amélioration de la situation de la femme.

### **Conseil des Arts du Canada**

#### **Objectif**

Encourager et promouvoir l'étude et la production d'oeuvres d'art et leur appréciation et coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger, sauf en ce qui concerne les questions politiques et les programmes d'aide aux pays en développement.

### **Société Radio-Canada**

#### **Objectif**

Mettre au point et offrir à tous les Canadiens un service national de radiodiffusion, dans les deux langues officielles, de teneur et de nature essentiellement canadiennes.

### **Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne**

#### **Objectif**

Favoriser et encourager le développement des industries du long métrage et de la télévision au Canada.

### **Musée canadien des civilisations**

#### **Objectif**

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent.

### **Musée canadien de la nature**

#### **Objectif**

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

### **Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**

#### **Objectif**

Réglementer et surveiller tous les aspects du système canadien de la radiodiffusion en vue de mettre en oeuvre la politique en matière de radiodiffusion établie dans la *Loi sur la radiodiffusion*; et réglementer les tarifs et les autres aspects des services offerts par les entreprises de télécommunications qui relèvent de la compétence fédérale.

#### **Description des activités**

##### *Radiodiffusion*

Donner des conseils et faire des recommandations au Conseil sur l'élaboration des politiques, de la réglementation et des questions opérationnelles; analyser et évaluer les propositions et les demandes soumises au Conseil en tenant compte des objectifs des politiques de radiodiffusion pour le Canada et des politiques et règlements du Conseil; surveiller le système de radiodiffusion national afin d'évaluer la qualité des services dispensés et les besoins futurs, et afin d'assurer le respect des lois, des conditions de licences et des règlements.

##### *Télécommunications*

Conseiller le CRTC en ce qui a trait à la réglementation des entreprises de télécommunications en vertu de la *Loi sur les télécommunications* et d'autres lois, et ce faisant, analyser et évaluer les données connexes et tenir compte de la portée socio-économique, politique et technologique des innovations dans le domaine des télécommunications.

*Haute direction*

Comprend les membres du Conseil, les bureaux de la direction, le contentieux, les services d'information et d'administration pour soutenir le Conseil et les activités de six bureaux régionaux.

*Soutien de l'organisation*

Offrir des services consultatifs et de soutien, y compris les finances, les ressources humaines, la vérification et l'évaluation, l'informatique, la planification, l'administration et la bibliothèque.

**Archives nationales du Canada****Objectif**

Préserver la mémoire collective de la nation et du gouvernement canadiens et collaborer à la protection des droits et contribuer à l'enrichissement du sentiment d'identité nationale :

- en acquérant et en conservant les documents privés et publics d'importance nationale, en favorisant l'accès à ceux-ci et en étant le dépositaire permanent des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en facilitant la gestion des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en appuyant des activités archivistiques et les milieux des archives.

**Description des activités***Développement et gestion des fonds d'archives*

Englobe l'acquisition, le contrôle et la conservation des documents fédéraux ayant une valeur historique à long terme, et des documents privés qui illustrent le développement du Canada et ont une valeur nationale durable.

*Gestion de l'information gouvernementale*

Englobe le contrôle de l'élimination des documents des institutions fédérales et des documents ministériels, les services relatifs à la gestion de l'information consignée offerts à ces institutions et les opérations des centres fédéraux de documents.

*Services, sensibilisation et appui*

Comprend les services de références offerts aux utilisateurs des fonds des Archives nationales, l'appui apporté à la communauté archivistique et à celle de la gestion des documents et la sensibilisation du public aux services et aux fonds des Archives nationales.

*Administration*

Appuie la gestion et l'administration efficaces des ressources matérielles, financières et humaines des Archives nationales ainsi que la gestion de l'information. Cette activité appuie aussi la Bibliothèque nationale du Canada au niveau de la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et des locaux.

**Société du Centre national des Arts****Objectif**

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

**Commission des champs de bataille nationaux****Objectif**

Conserver et mettre en valeur les parcs historiques et urbains que constituent les champs de bataille nationaux de Québec et ses environs.

**Description de l'activité***Conservation et mise en valeur*

Les actions de la Commission sont regroupées en une seule activité désignée «conservation et mise en valeur» qui se subdivise en trois sous-activités :

- l'administration;
- la conservation : préservation, entretien et surveillance pour assurer un environnement sûr et stable, atténuer l'usure et la détérioration et retarder ou prévenir les dommages;
- la mise en valeur (des ressources historiques, culturelles, récréatives et naturelles du territoire) : l'accueil des visiteurs, les installations et services, l'interprétation, la sensibilisation du public, la diffusion d'information, les expositions, l'offre d'activités et moyens de participation du public et l'aménagement paysager.

**Commission de la Capitale nationale****Objectif**

Promouvoir la fierté et l'unité canadiennes par le biais de la Capitale nationale. Cet objectif est atteint en utilisant la capitale pour faire connaître le Canada aux Canadiens; en faisant de la capitale un lieu de rencontre unique au Canada; et en sauvegardant et préservant la capitale pour les générations à venir.

**Office national du film****Objectif**

Produire et distribuer des films pour les auditoires canadiens et les marchés étrangers afin d'accroître la connaissance des réalités sociales et culturelles



canadiennes et ce faisant, contribuer au développement d'une industrie du film florissante.

### **Description de l'activité**

#### *Opérations de l'Office national du film*

L'activité principale par laquelle l'Office veut atteindre son objectif se divise en cinq secteurs de base :

- La programmation, qui comprend la création, la production et la mise en marché de films et d'autre matériel visuel à l'intention des auditoires canadiens et étrangers.
- La distribution, dont le rôle est de favoriser l'accès aux films de l'ONF, à un choix de films réalisés par d'autres organismes canadiens et aux films commandités par les ministères du gouvernement. Cette diffusion est réalisée par l'intermédiaire du réseau national de cinémathèques de l'ONF et d'ententes conclues avec des institutions publiques.
- La recherche technique, qui comprend l'instauration et la réalisation de projets visant à faire progresser l'art et la technique cinématographiques.
- La formation, qui s'applique à des projets de formation et de perfectionnement dans les métiers du cinéma à l'intention de cinéastes et de techniciens de l'extérieur de l'Office national du film; elle comporte des périodes de formation ou un appui à des programmes ou à des organisations de formation cinématographiques.
- L'administration, dont la haute direction et les services liés au personnel, aux finances et à l'administration générale.

### **Musée des beaux-arts du Canada**

#### **Objectif**

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'oeuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

### **Bibliothèque nationale**

#### **Objectif**

Faciliter l'utilisation des ressources des bibliothèques du pays par le public et le gouvernement fédéral.

#### **Description de l'activité**

##### *Bibliothèque nationale*

La Bibliothèque est divisée en trois secteurs de base pour faciliter la réalisation de son objectif :

- La gestion des collections comprend toutes les activités relatives au développement des collections de la Bibliothèque, au catalogage de ces collections, ainsi qu'à la normalisation et à la diffusion des données bibliographiques. Ces fonctions sont assumées par les acquisitions et services bibliographiques.
- Les services de bibliothèque comprennent les activités ayant trait à la prestation directe aux clients de la Bibliothèque de services consultatifs, d'information, de référence, de renvoi, de livraison de documents et de systèmes. Ces services sont fournis par les services au public et les services de la technologie de l'information.

- Le secteur planification des politiques et liaison comprend les activités se rapportant à la gestion, la planification et l'élaboration des politiques pour l'ensemble de la Bibliothèque, la coordination des services des bibliothèques fédérales et la préparation des publications et expositions liées au mandat de la Bibliothèque. Ces activités sont la responsabilité du personnel des bureaux du directeur général, du directeur général adjoint et des relations externes.

### **Musée national des sciences et de la technologie**

#### **Objectif**

Promouvoir la culture scientifique et technique des Canadiens par la conservation et la mise en valeur du patrimoine scientifique et technique du Canada.

### **Commission de la fonction publique**

#### **Objectif**

Aider au maintien d'une fonction publique compétente en s'assurant que les personnes les mieux qualifiées sont recrutées à la fonction publique ou y obtiennent des promotions, que des employés qualifiés sont déployés pour satisfaire aux besoins du service et que certains services de formation sont fournis au nom du Conseil du Trésor.

#### **Description des activités**

##### *Programmes de dotation*

L'activité programmes de dotation englobe les activités de soutien à la dotation par délégation et sans délégation, y compris l'élaboration de politiques et de programmes, la surveillance, la présentation de conseils, l'administration de la délégation

des pouvoirs de dotation, la création de tests et la détermination de normes de sélection, l'administration des priorités en dotation, et la prestation de services de soutien au recrutement et aux promotions. Cette activité comprend aussi l'exécution du programme des initiatives de mesures spéciales, ainsi que l'élaboration de politiques, de programmes spéciaux et de techniques d'évaluation aux fins des programmes des cadres de direction.

#### *Programmes des cadres de direction*

L'activité programmes des cadres de direction comprend le recrutement, la sélection, l'évaluation et l'orientation des membres du groupe de la direction; l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, plans et programmes d'avancement professionnel pour les cadres de direction et les employés des groupes de relève; l'administration de programmes de perfectionnement des cadres au nom du Conseil du Trésor; la gestion d'affectations et d'échanges internationaux; ainsi que la mise en oeuvre d'initiatives visant à accroître la représentation des groupes visés par l'équité en matière d'emploi dans le groupe de la direction.

#### *Vérification et revue*

L'activité vérification et revue comprend l'évaluation des pratiques et procédures de dotation dans les ministères et à la CFP de façon à déterminer si les nominations sont conformes à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* et au Règlement ainsi qu'aux politiques de la Commission. Elle comprend aussi l'examen des méthodes d'administration des ministères pour certains aspects de leurs services de personnel dont le Conseil du Trésor est responsable en matière de politiques. Cette dernière activité est régie par un accord entre le Secrétariat du Conseil du Trésor et la Commission

de la fonction publique. Elle comprend aussi les fonctions de la vérification interne et de l'évaluation des programmes, servant à la fois à répondre aux besoins opérationnels ministériels envers le Cabinet et le Parlement et à satisfaire aux obligations.

#### *Appels et enquêtes*

L'activité appels et enquêtes, grâce à la mise sur pied de comités indépendants, comprend l'audition d'appels interjetés par les fonctionnaires à propos de présumées infractions à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* et au Règlement en ce qui concerne les nominations. Elle comprend aussi la tenue d'enquêtes sur des plaintes de présumées irrégularités dans les processus de dotation et de harcèlement en milieu de travail. Elle vise enfin à dispenser la formation, les conseils et l'aide nécessaires aux ministères, aux syndicats et aux autres personnes intéressées.

#### *Programmes de formation*

L'activité programmes de formation comprend deux sous-activités :

- Formation linguistique : Cette sous-activité évalue les possibilités de réussite des employés admissibles à la formation linguistique; assure la formation linguistique obligatoire et facultative dans les deux langues officielles ainsi que des services connexes de formation linguistique et d'orientation, conformément à la politique gouvernementale, pour répondre aux besoins des ministères et organismes fédéraux. Elle assure la prestation de cours de langue seconde conçus en fonction des besoins linguistiques liés au travail des ministères, ainsi qu'un éventail de services de consultation, d'information et de coordination relatifs à la formation linguistique.

- Formation et perfectionnement du personnel : Cette sous-activité assure la formation professionnelle et technique, la formation en matière de politiques, la formation en gestion intermédiaire et en supervision, la formation connexe spécialisée ainsi que des services de formation dans les deux langues officielles à l'ensemble des fonctionnaires fédéraux du pays, conformément aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères. Elle offre des cours adaptés aux besoins professionnels et de perfectionnement des ministères ainsi qu'une gamme de services ayant trait à la formation, notamment les services de consultation, d'information et de coordination.

#### *Administration*

L'activité administration englobe les activités du président et des commissaires, la planification politique et stratégique de l'organisme, la coordination de certaines parties du programme de langues officielles dont la responsabilité incombe à la CFP, les systèmes et politiques de gestion, ainsi que les services financiers, la gestion des ressources humaines, les communications et les autres services administratifs et de soutien de la Commission.

### **Condition féminine—Bureau de la coordinatrice**

#### **Objectif**

Favoriser l'égalité des femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

## **Description de l'activité**

### *Bureau de la coordonnatrice*

Veiller à ce que l'objectif que constitue l'égalité des femmes soit intégré à l'ensemble des lois, politiques, programmes et initiatives du gouvernement fédéral; promouvoir le progrès de la femme en collaboration avec les ministères et organismes fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les administrations municipales, les organismes non gouvernementaux, l'industrie, et les responsables de l'éducation et de

la santé; fournir des subventions pour appuyer les principales activités des organisations féminines et autres organisations bénévoles, et fournir des contributions à des organisations féminines et bénévoles pour mener des projets dans le secteur de l'égalité des femmes; et, fournir des renseignements et un appui technique au grand public, aux groupes clients et aux organisations pour accroître la sensibilisation à des questions liées à l'égalité des femmes, et faciliter des mesures collectives à ces égards.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère (Communications)</b>										
Programme des services de gestion ministériels										
...	72 676 000	...	...	72 676 000	1	Dépenses du programme				
...	...	2 794 700	...	2 794 700	1a	Dépenses du programme				
...	...	...	1	1	1b	Virement de 187 202 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien), de 3 213 620 \$ du crédit 25 (Patrimoine canadien) et de 2 987 493 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	...	187 202		Virement du : crédit 5				
...	...	...	...	3 213 620		crédit 25				
...	...	...	...	2 987 493		crédit 30				
...	...	...	...	2 284 502		CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	72 676 000	2 794 701	8 672 817	84 143 518		Total—Crédit 1	83 681 726	461 792	...	84 802 328
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre du Patrimoine canadien — Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
...	6 863 000	...	343 000	7 206 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 206 000	...	...	6 038 000
244 842	...	...	1 077 712	1 322 554	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 007 072	40 482	275 000	664 898
...	...	...	914	914	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	914	...	...	76
<b>244 842</b>	<b>79 587 645</b>	<b>2 794 701</b>	<b>10 094 443</b>	<b>92 721 631</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>91 944 357</b>	<b>502 274</b>	<b>275 000</b>	<b>91 553 947</b>
Programme de l'identité canadienne										
...	58 005 000	...	...	58 005 000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3 683 254	...	3 683 254	5a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	931 011	931 011		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	(187 202)	(187 202)		Virement au : crédit 1				
...	...	...	(1 091 737)	(1 091 737)		crédit 10				
...	58 005 000	3 683 254	(347 928)	61 340 326		Total—Crédit 5	60 366 679	973 647	...	76 509 155
...	427 247 925	...	...	427 247 925	10	Subventions et contributions				
...	...	6 430 000	...	6 430 000	10a	Contributions				
...	...	19 737 688	...	19 737 688	10b	Virement de 1 091 737 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	1 091 737	1 091 737		Virement du crédit 5				
...	427 247 925	26 167 688	1 091 737	454 507 350		Total—Crédit 10	454 394 158	113 192	...	524 778 131

...	69 279 000	...	...	69 279 000	15	Versements à la Société canadienne des postes	69 279 000	...	...	77 950 000
...	930 000	...	(8 000)	922 000	(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs ( <i>Loi sur les traitements</i> )	922 000	...	...	922 000
...	315 000	...	91 760	406 760	(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	406 760	...	...	385 658
...	121 000	...	12 723	133 723	(S)	Prestations de retraite supplémentaires — Anciens lieutenants-gouverneurs	133 723	...	...	134 167
...	4 698 000	...	235 000	4 933 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 933 000	...	...	5 403 000
...	560 595 925	29 850 942	1 075 292	591 522 159		Total budgétaire	590 435 320	1 086 839	...	686 082 111
...	10 000	...	...	10 000	L20	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> , article 35 (Brut)	450	9 550	...	...
...	...	8 480 000	...	8 480 000	L21a	Prêts à des industries culturelles pour encourager la croissance des industries canadiennes de l'édition, du film et de la vidéo et de l'enregistrement sonore (Brut)	2 480 000	6 000 000	...	3 500 000
...	10 000	8 480 000	...	8 490 000		Total non budgétaire	2 480 450	6 009 550	...	3 500 000
...	<b>560 595 925</b>	<b>29 850 942</b>	<b>1 075 292</b>	<b>591 522 159</b>		<b>Total du programme—</b>				
...	<b>10 000</b>	<b>8 480 000</b>	...	<b>8 490 000</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>590 435 320</b>	<b>1 086 839</b>	...	<b>686 082 111</b>
						<b>Non budgétaire</b>	<b>2 480 450</b>	<b>6 009 550</b>	...	<b>3 500 000</b>
...	179 630 000	...	...	179 630 000	25	Programme Parcs Canada				
...	...	21 424 915	...	21 424 915	25a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	4 505 287	4 505 287		Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(3 213 620)	(3 213 620)		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	179 630 000	21 424 915	1 291 667	202 346 582		Virement au crédit 1				
						Total—Crédit 25	197 664 895	4 681 687	...	193 554 846
...	...	1	...	1	26b	Modifier le crédit 21b (Environnement) de la <i>Loi de crédits n<sup>o</sup> 3 pour 1993-1994</i> en a) changeant le titre du fonds renouvelable à "Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada"; et b) en faisant passer de 6 000 000 \$ à 8 000 000 \$ le montant par lequel les dépenses peuvent dépasser les recettes générées aux fins du fonds	...	1	...	...
...	...	1	...	1	27b	Fonds renouvelable pour les périmètres urbains de Parcs Canada (en vigueur le 1 <sup>er</sup> avril 1996)	...	1	...	...
...	124 952 000	...	...	124 952 000	30	Dépenses en capital				
...	...	890 000	...	890 000	30a	Dépenses en capital				
...	...	...	(2 987 493)	(2 987 493)		Virement au crédit 1				
...	124 952 000	890 000	(2 987 493)	122 854 507		Total—Crédit 30	122 459 730	394 777	...	128 067 581
5 801 750	2 861 000	...	(2 861 000)	5 801 750	(S)	Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada				

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	2 000 000	2 000 000						
5 801 750	2 861 000	...	(861 000)	7 801 750		2 703 863	...	5 097 887	198 250	
...	19 237 000	...	963 000	20 200 000	(S)	20 200 000	...	...	20 753 000	
<b>5 801 750</b>	<b>326 680 000</b>	<b>22 314 917</b>	<b>(1 593 826)</b>	<b>353 202 841</b>		<b>343 028 488</b>	<b>5 076 466</b>	<b>5 097 887</b>	<b>342 573 677</b>	
<b>6 046 592</b>	<b>966 863 570</b>	<b>54 960 560</b>	<b>9 575 909</b>	<b>1 037 446 631</b>		<b>1 025 408 165</b>	<b>6 665 579</b>	<b>5 372 887</b>	<b>1 120 209 735</b>	
...	<b>10 000</b>	<b>8 480 000</b>	...	<b>8 490 000</b>		<b>2 480 450</b>	<b>6 009 550</b>	...	<b>3 500 000</b>	
						<b>Conseil consultatif sur la situation de la femme</b>				
...	3 026 000	...	...	3 026 000	35	Dépenses du programme	1 750 341	1 275 659	...	3 194 247
...	<b>3 026 000</b>	...	...	<b>3 026 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 750 341</b>	<b>1 275 659</b>	...	<b>3 194 247</b>
						<b>Conseil des Arts du Canada</b>				
...	95 882 000	...	...	95 882 000	40	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
...	...	2 064 000	...	2 064 000	40b	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
...	95 882 000	2 064 000	...	97 946 000		Total—Crédit 40	97 946 000	...	...	98 421 000
...	<b>95 882 000</b>	<b>2 064 000</b>	...	<b>97 946 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>97 946 000</b>	...	...	<b>98 421 000</b>
						<b>Société Radio-Canada</b>				
...	918 229 000	...	...	918 229 000	45	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	56 000 000	...	56 000 000	45a	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	50 025 000	...	50 025 000	45b	Virement de 45 000 000 \$ du crédit 55 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	45 000 000	45 000 000		Virement du crédit 55				
...	918 229 000	106 025 000	45 000 000	1 069 254 000		Total—Crédit 45	1 069 254 000	...	...	951 358 000
...	4 000 000	...	...	4 000 000	50	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	...	...	4 000 000

...	142 415 000	...	...	142 415 000	55	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital				
...	...	...	(45 000 000)	(45 000 000)		Virement au crédit 45				
...	142 415 000	...	(45 000 000)	97 415 000		Total—Crédit 55	97 415 000	...	...	138 494 000
...	1 064 644 000	106 025 000	...	1 170 669 000		Total budgétaire	1 170 669 000	...	...	1 093 852 000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	33 000 000
...	<b>1 064 644 000</b>	<b>106 025 000</b>	...	<b>1 170 669 000</b>		<b>Total du programme—</b>				
...	...	...	...	...		<b>Budgétaire</b>	<b>1 170 669 000</b>	...	...	<b>1 093 852 000</b>
...	...	...	...	...		<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	<b>33 000 000</b>
<b>Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</b>										
...	109 784 000	...	...	109 784 000	60	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	...	550 000	...	550 000	60b	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	109 784 000	550 000	...	110 334 000		Total—Crédit 60	108 986 777	1 347 223	...	122 342 000
...	<b>109 784 000</b>	<b>550 000</b>	...	<b>110 334 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>108 986 777</b>	<b>1 347 223</b>	...	<b>122 342 000</b>
<b>Musée canadien des civilisations</b>										
...	46 204 000	...	...	46 204 000	65	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	46 204 000	...	...	50 077 579
...	<b>46 204 000</b>	...	...	<b>46 204 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>46 204 000</b>	...	...	<b>50 077 579</b>
<b>Musée canadien de la nature</b>										
...	24 988 000	...	...	24 988 000	70	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	1 489 000	...	1 489 000	70b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	344 000	344 000		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	24 988 000	1 489 000	344 000	26 821 000		Total—Crédit 70	26 821 000	...	...	27 237 002
...	<b>24 988 000</b>	<b>1 489 000</b>	<b>344 000</b>	<b>26 821 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>26 821 000</b>	...	...	<b>27 237 002</b>
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>										
...	18 178 000	...	...	18 178 000	75	Dépenses du programme				
...	...	500 000	...	500 000	75b	Dépenses du programme				
...	...	...	955 180	955 180						

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)		\$	\$	\$	\$
228	...	...	2 687	2 915	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	228	2 687	18 763
...	...	...	62 804	62 804	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	62 804	...	...	70 816
<b>228</b>	<b>21 246 000</b>	<b>500 000</b>	<b>1 174 671</b>	<b>22 920 899</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>22 521 776</b>	<b>396 436</b>	<b>2 687</b>	<b>21 845 972</b>
<b>Archives nationales du Canada</b>										
...	45 106 000	...	...	45 106 000	80	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2 148 828	...	2 148 828	80a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(209 999)	(209 999)		Virement au crédit 85				
...	45 106 000	2 148 828	(209 999)	47 044 829		Total—Crédit 80	46 092 452	952 377	...	48 118 685
...	9 187 000	...	...	9 187 000	85	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	85b	Virement de 209 999 \$ du crédit 80 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	209 999	209 999		Virement du crédit 80				
...	9 187 000	1	209 999	9 397 000		Total—Crédit 85	9 127 672	269 328	...	5 021 511
...	4 026 000	...	201 000	4 227 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 227 000	...	...	4 293 000
1 735	...	...	229 869	231 604	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	230 255	...	1 349	112 278
<b>1 735</b>	<b>58 319 000</b>	<b>2 148 829</b>	<b>430 869</b>	<b>60 900 433</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>59 677 379</b>	<b>1 221 705</b>	<b>1 349</b>	<b>57 545 474</b>
<b>Société du Centre national des Arts</b>										
...	19 308 000	...	...	19 308 000	90	Paiements à la Société du Centre national des Arts				
...	...	377 600	...	377 600	90b	Paiements à la Société du Centre national des Arts				
...	19 308 000	377 600	...	19 685 600		Total—Crédit 90	19 685 600	...	...	21 626 000
...	<b>19 308 000</b>	<b>377 600</b>	...	<b>19 685 600</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>19 685 600</b>	...	...	<b>21 626 000</b>
<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>										
...	4 413 000	...	...	4 413 000	95	Dépenses du programme	4 411 775	1 225	...	4 750 594
...	250 000	...	(2)	249 998	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	249 998	...	...	114 495
...	139 000	...	...	139 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	139 000	...	...	161 000



153	...	...	1 821	1 974	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 821	...	153	5 322
<b>153</b>	<b>4 802 000</b>	...	<b>1 819</b>	<b>4 803 972</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 802 594</b>	<b>1 225</b>	<b>153</b>	<b>5 031 411</b>
<b>Commission de la Capitale nationale</b>									
...	52 636 000	...	...	52 636 000	100 Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	5 900 000	...	5 900 000	100b Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	52 636 000	5 900 000	...	58 536 000	Total—Crédit 100	58 536 000	...	...	59 030 000
...	...	8 020 000	...	8 020 000	101b Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses faites au nom du gouvernement fédéral	8 020 000	...	...	...
...	16 827 000	...	...	16 827 000	105 Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses en capital	16 827 000	...	...	15 397 000
...	13 426 000	...	...	13 426 000	110 Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les subventions et contributions				
...	...	1 805 000	...	1 805 000	110b Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les subventions et contributions				
...	13 426 000	1 805 000	...	15 231 000	Total—Crédit 110	15 231 000	...	...	26 560 000
...	<b>82 889 000</b>	<b>15 725 000</b>	...	<b>98 614 000</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>98 614 000</b>	...	...	<b>100 987 000</b>
<b>Office national du film</b>									
...	75 489 000	...	...	75 489 000	115 Fonds renouvelable de l'Office national du film — Déficit de fonctionnement				
...	...	142 671	...	142 671	115b Fonds renouvelable de l'Office national du film — Déficit de fonctionnement				
...	...	...	1 704 293	1 704 293	Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	75 489 000	142 671	1 704 293	77 335 964	Total—Crédit 115	77 257 388	78 576	...	82 072 842
1 336 625	375 000	...	(375 000)	1 336 625	(S) Fonds renouvelable de l'Office national du film				
...	...	...	1 087 754	1 087 754	Diminution de la valeur nette comptable des immobilisations				
1 336 625	375 000	...	712 754	2 424 379	Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film	(1 847 804)	...	4 272 183	2 901 187
<b>1 336 625</b>	<b>75 864 000</b>	<b>142 671</b>	<b>2 417 047</b>	<b>79 760 343</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>75 409 584</b>	<b>78 576</b>	<b>4 272 183</b>	<b>84 974 029</b>
<b>Musée des beaux-arts du Canada</b>									
...	30 411 000	...	...	30 411 000	120 Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	163 596	163 596	Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	30 411 000	...	163 596	30 574 596	Total—Crédit 120	30 574 596	...	...	32 445 081
...	3 000 000	...	...	3 000 000	125 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3 000 000	...	...	3 000 000
...	<b>33 411 000</b>	...	<b>163 596</b>	<b>33 574 596</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>33 574 596</b>	...	...	<b>35 445 081</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Bibliothèque nationale</b>									
...	31 927 000	...	...	31 927 000	130	Dépenses du programme			
...	...	2 144 228	...	2 144 228	130a	Dépenses du programme			
...	...	...	244 000	244 000		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>			
...	31 927 000	2 144 228	244 000	34 315 228		Total—Crédit 130	34 298 974	16 254	...
...	2 464 000	...	123 000	2 587 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 587 000	...	...
343	...	...	5 123	5 466	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	343	5 123
<b>343</b>	<b>34 391 000</b>	<b>2 144 228</b>	<b>372 123</b>	<b>36 907 694</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>36 885 974</b>	<b>16 597</b>	<b>5 123</b>
<b>Musée national des sciences et de la technologie</b>									
...	20 559 000	...	...	20 559 000	135	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital			
...	...	...	214 408	214 408		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>			
...	20 559 000	...	214 408	20 773 408		Total—Crédit 135	20 773 208	200	...
...	<b>20 559 000</b>	...	<b>214 408</b>	<b>20 773 408</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>20 773 208</b>	<b>200</b>	...
<b>Commission de la fonction publique</b>									
...	110 961 000	...	...	110 961 000	140	Dépenses du programme			
...	...	5 841 050	...	5 841 050	140a	Dépenses du programme			
...	...	344 644	...	344 644	140b	Dépenses du programme			
...	110 961 000	6 185 694	...	117 146 694		Total—Crédit 140	111 968 480	5 178 214	...
...	10 841 000	...	542 000	11 383 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 383 000	...	...
6 020 778	771 000	...	(771 000)	6 020 778	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	(255 684)	...	6 276 462
9 492	...	...	16 590	26 082	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	16 589	...	9 493
<b>6 030 270</b>	<b>122 573 000</b>	<b>6 185 694</b>	<b>(212 410)</b>	<b>134 576 554</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>123 112 385</b>	<b>5 178 214</b>	<b>6 285 955</b>
<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>									
...	6 031 000	...	...	6 031 000	145	Dépenses de fonctionnement			
...	...	215 700	...	215 700	145a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	939 617	...	939 617	145b	Dépenses de fonctionnement			
...	6 031 000	1 155 317	...	7 186 317		Total—Crédit 145	7 181 378	4 939	...

...	8 599 000	...	...	8 599 000	150	Subventions	8 599 000	...	...	...
...	586 000	...	29 000	615 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	615 000	...	...	357 000
109	...	...	12 754	12 863	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	12 520	...	343	4 588
<b>109</b>	<b>15 216 000</b>	<b>1 155 317</b>	<b>41 754</b>	<b>16 413 180</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>16 407 898</b>	<b>4 939</b>	<b>343</b>	<b>4 676 203</b>
						<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
<b>13 416 055</b>	<b>2 799 969 570</b>	<b>193 467 899</b>	<b>14 523 786</b>	<b>3 021 377 310</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>2 989 250 277</b>	<b>16 186 353</b>	<b>15 940 680</b>	<b>3 030 051 857</b>
...	<b>10 000</b>	<b>8 480 000</b>	...	<b>8 490 000</b>		<b>Non budgétaire</b>	<b>2 480 450</b>	<b>6 009 550</b>	...	<b>36 500 000</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(<sup>1</sup>) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.



<b>Conseil des Arts du Canada— Budgétaire</b>	<b>97 946 000</b>	<b>97 946 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>97 946 000</b>	<b>97 946 000</b>
<b>Société Radio- Canada— Budgétaire</b>	<b>1 170 669 000</b>	<b>1 170 669 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>1 170 669 000</b>	<b>1 170 669 000</b>
<b>Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne— Budgétaire</b>	<b>110 334 000</b>	<b>108 986 777</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>110 334 000</b>	<b>108 986 777</b>
<b>Musée canadien des civilisations— Budgétaire</b>	<b>46 204 000</b>	<b>46 204 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>46 204 000</b>	<b>46 204 000</b>
<b>Musée canadien de la nature— Budgétaire</b>	<b>26 821 000</b>	<b>26 821 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>26 821 000</b>	<b>26 821 000</b>
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>													
Radiodiffusion	11 733 553	11 572 065	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11 733 553	11 572 065
Télécommunications	8 673 000	8 082 469	...	...	...	...	7 813 000	7 813 000	...	...	...	860 000	269 469
Haute direction	8 404 874	7 929 336	...	...	...	...	2 992 000	2 992 000	...	...	...	5 412 874	4 937 336
Soutien de l'organisation	6 641 472	7 716 215	927 000	680 691	...	...	2 654 000	2 654 000	...	...	...	4 914 472	5 742 906
Sous-total	35 452 899	35 300 085	927 000	680 691	...	...	13 459 000	13 459 000	...	...	...	22 920 899	22 521 776
Recettes affectées aux dépenses	(13 459 000)	(13 459 000)	...	...	...	...	(13 459 000)	(13 459 000)	...	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>21 993 899</b>	<b>21 841 085</b>	<b>927 000</b>	<b>680 691</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>22 920 899</b>	<b>22 521 776</b>
<b>Archives nationales du Canada</b>													
Développement et gestion des fonds d'archives	17 058 942	17 365 314	491 000	296 177	...	...	...	...	...	...	...	17 549 942	17 661 491
Gestion de l'information gouver- nementale	8 953 826	8 548 752	1 641 000	1 363 634	...	...	...	...	...	...	...	10 594 826	9 912 386
Services, sensibilisation et appui	8 687 138	7 999 658	211 000	257 612	2 148 000	2 147 941	...	...	...	...	...	11 046 138	10 405 211
Administration	14 655 527	14 488 042	7 054 000	7 210 249	...	...	...	...	...	...	...	21 709 527	21 698 291
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>49 355 433</b>	<b>48 401 766</b>	<b>9 397 000</b>	<b>9 127 672</b>	<b>2 148 000</b>	<b>2 147 941</b>	...	...	...	...	...	<b>60 900 433</b>	<b>59 677 379</b>
<b>Société du Centre national des Arts— Budgétaire</b>	<b>19 685 600</b>	<b>19 685 600</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>19 685 600</b>	<b>19 685 600</b>
<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>													
Conservation et mise en valeur	4 698 972	4 660 671	105 000	141 923	...	...	...	...	...	...	...	4 803 972	4 802 594
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 698 972</b>	<b>4 660 671</b>	<b>105 000</b>	<b>141 923</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>4 803 972</b>	<b>4 802 594</b>
<b>Commission de la Capitale nationale— Budgétaire</b>	<b>98 614 000</b>	<b>98 614 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>98 614 000</b>	<b>98 614 000</b>

## Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Office national du film</b>												
Opérations de l'Office national du film	82 859 493	80 979 898	5 313 000	5 143 314	387 850	384 278	8 800 000	11 097 906	...	...	79 760 343	75 409 584
Recettes affectées aux dépenses	(8 800 000)	(11 097 906)	...	...	...	...	(8 800 000)	(11 097 906)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>74 059 493</b>	<b>69 881 992</b>	<b>5 313 000</b>	<b>5 143 314</b>	<b>387 850</b>	<b>384 278</b>	...	...	...	...	<b>79 760 343</b>	<b>75 409 584</b>
<b>Musée des beaux-arts du Canada—Budgétaire</b>												
	<b>33 574 596</b>	<b>33 574 596</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>33 574 596</b>	<b>33 574 596</b>
<b>Bibliothèque nationale—Budgétaire</b>												
	<b>35 365 694</b>	<b>35 343 974</b>	<b>1 090 000</b>	<b>1 090 000</b>	<b>452 000</b>	<b>452 000</b>	...	...	...	...	<b>36 907 694</b>	<b>36 885 974</b>
<b>Musée national des sciences et de la technologie—Budgétaire</b>												
	<b>20 773 408</b>	<b>20 773 208</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>20 773 408</b>	<b>20 773 208</b>
<b>Commission de la fonction publique</b>												
Programmes de dotation	54 646 312	49 419 909	543 000	2 040 139	...	...	...	...	...	...	55 189 312	51 460 048
Programmes des cadres de direction	6 322 949	5 792 993	95 000	107 992	...	...	...	...	...	...	6 417 949	5 900 985
Vérification et revue	4 067 670	3 895 236	41 000	58 925	...	...	...	...	...	...	4 108 670	3 954 161
Appels et enquêtes	5 464 922	5 380 198	50 000	120 308	...	...	...	...	...	...	5 514 922	5 500 506
Programmes de formation	53 662 907	45 431 443	800 000	284 527	...	...	16 819 000	14 444 256	...	...	37 643 907	31 271 714
Administration	25 396 794	23 809 270	305 000	1 215 701	...	...	...	...	...	...	25 701 794	25 024 971
Sous-total	149 561 554	133 729 049	1 834 000	3 827 592	...	...	16 819 000	14 444 256	...	...	134 576 554	123 112 385
Recettes affectées aux dépenses	(16 819 000)	(14 444 256)	...	...	...	...	(16 819 000)	(14 444 256)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>132 742 554</b>	<b>119 284 793</b>	<b>1 834 000</b>	<b>3 827 592</b>	...	...	...	...	...	...	<b>134 576 554</b>	<b>123 112 385</b>
<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>												
Bureau de la coordonnatrice	7 814 180	7 808 898	...	...	8 599 000	8 599 000	...	...	...	...	16 413 180	16 407 898
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>7 814 180</b>	<b>7 808 898</b>	...	...	<b>8 599 000</b>	<b>8 599 000</b>	...	...	...	...	<b>16 413 180</b>	<b>16 407 898</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>												
	<b>2 389 929 835</b>	<b>2 359 016 644</b>	<b>143 796 870</b>	<b>142 729 095</b>	<b>487 650 605</b>	<b>487 504 538</b>	...	...	...	...	<b>3 021 377 310</b>	<b>2 989 250 277</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>8 490 000</b>	<b>2 480 450</b>	<b>8 490 000</b>	<b>2 480 450</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère (Communications)</b>									
Programme des services de gestion ministériels									
<b>Contributions</b>									
Coordination									
...	...	...	...	...	...	...	...	...	50 928
...	...	...	...	...	<b>Total du programme</b>				<b>50 928</b>
Programme de l'identité canadienne									
<b>Subventions</b>									
Participation									
Subventions aux organismes à but non lucratif, aux institutions canadiennes, aux particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres niveaux de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et célébrer la fête du Canada									
...	5 528 000	2 908 263	(4 645 851)	3 790 412	3 790 392	20	...	...	6 878 399
Subventions aux organismes à but non lucratif, aux universités, aux institutions et aux particuliers pour promouvoir le multiculturalisme									
...	20 342 000	...	(2 234 796)	18 107 204	18 064 061	43 143	...	...	19 799 299
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale :									
...	24 200	...	298	24 498	24 200	298	...	...	25 389
...	14 550	...	...	14 550	14 550	...	...	...	15 234
...	16 100	...	...	16 100	16 100	...	...	...	16 926
...	16 100	...	...	16 100	16 100	...	...	...	16 926
...	24 200	...	...	24 200	24 200	...	...	...	25 389
...	24 200	...	...	24 200	24 200	...	...	...	25 389
...	20 150	...	...	20 150	20 150	...	...	...	21 158
...	20 150	...	...	20 150	20 150	...	...	...	21 158
...	20 150	...	...	20 150	20 150	...	...	...	21 158
...	24 200	...	...	24 200	24 200	...	...	...	25 389
Subventions aux centres d'accueil, aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones et sociétés de communications autochtones									
...	22 138 000	...	(4 175 872)	17 962 128	17 962 126	2	...	...	19 588 818
(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>									
...	315 000	...	91 760	406 760	406 760	...	...	...	385 658
(S) Prestations de retraite supplémentaires — Anciens lieutenants-gouverneurs									
...	121 000	...	12 723	133 723	133 723	...	...	...	134 167
...	48 648 000	2 908 263	(10 951 738)	40 604 525	40 561 062	43 463	...	...	47 000 457

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	28 501 000	8 000 000	1 530 272	38 031 272	38 024 422	6 850	...	33 278 415	
<b>Appui aux langues officielles</b>					<b>Subventions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles</b>				
...	752 480	...	(99 582)	652 898	652 898	...	...	911 350	
<b>Développement culturel et patrimoine</b>					<b>Subventions aux institutions muséales à but non lucratif, aux associations muséales nationales et internationales et aux institutions du patrimoine dans le but de favoriser l'accès au patrimoine canadien :</b>				
...	7 741 000	109 000	(2 701 680)	5 148 320	5 148 320	...	...	8 665 037	
...	1 400 000	...	...	1 400 000	1 400 000	...	...	1 431 650	
...	...	...	...	...	...	...	...	430 000	
...	9 893 480	109 000	(2 801 262)	7 201 218	7 201 218	...	...	11 438 037	
...	<b>87 042 480</b>	<b>11 017 263</b>	<b>(12 222 728)</b>	<b>85 837 015</b>	<b>85 786 702</b>	<b>50 313</b>	...	<b>91 716 909</b>	
<b>Total—Subventions</b>					<b>85 786 702</b>	<b>50 313</b>	...	<b>91 716 909</b>	
<b>Contributions</b>									
<b>Participation</b>									
...	3 041 000	620 425	997 577	4 659 002	4 644 000	15 002	...	4 913 244	
...	...	...	230 500	230 500	230 500	...	...	...	
...	567 000	...	1 195 986	1 762 986	1 762 926	60	...	2 557 933	
...	11 849 000	3 395 000	4 547 319	19 791 319	19 791 291	28	...	21 097 776	



...	31 280 000	...	(143 940)	31 136 060	Contributions aux organismes nationaux de sport amateur	31 130 905	5 155	...	38 622 556
...	2 560 000	...	(60 000)	2 500 000	Contributions au Centre canadien du sport et de la condition physique	2 500 000	...	...	3 711 184
...	5 000 000	...	1 840 000	6 840 000	Contributions aux athlètes amateurs d'élite	6 838 185	1 815	...	5 004 080
...	9 725 000	1 535 000	(3 977 038)	7 282 962	Contributions aux organismes commanditaires de jeux omni-sports régionaux, nationaux et internationaux	7 282 962	...	...	16 282 049
...	64 022 000	5 550 425	4 630 404	74 202 829		74 180 769	22 060	...	92 188 822
<hr/>									
Appui aux langues officielles									
...	210 515 000	7 100 000	(2 193 156)	215 421 844	Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale et territoriale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	215 421 844	...	...	249 613 238
...	8 704 000	1 500 000	4 411 809	14 615 809	Contributions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles	14 577 814	37 995	...	13 882 708
...	219 219 000	8 600 000	2 218 653	230 037 653		229 999 658	37 995	...	263 495 946
<hr/>									
Développement culturel et patrimoine									
...	2 426 600	...	1 000 565	3 427 165	Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales de même qu'à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine du Canada :				
...	335 200	...	(20 950)	314 250	Contributions aux musées canadiens pour appuyer leurs activités destinées au public	3 427 165	...	...	2 673 375
...		...			Contribution à l'Association des musées canadiens	314 250	...	...	356 150
...	10 593 320	...	(1 564 792)	9 028 528	Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et appuyer le développement culturel :				
...	5 700 000	...	321 544	6 021 544	Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	9 028 526	2	...	12 943 666
...	2 550 000	...	801 650	3 351 650	Contribution à la salle de concert d'Edmonton	6 021 544	...	...	2 540 153
...		...			Contributions à des projets d'infrastructure culturelle	3 351 650	...	...	4 561 737
...	16 280 000	...	(999 997)	15 280 003	Contributions à des organismes de publication et d'enregistrement sonore pour améliorer leur développement et leur distribution :				
...	6 054 500	...	(1 069 302)	4 985 198	Contributions au Programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne	15 280 003	...	...	22 669 252
...	4 200 000	...	...	4 200 000	Contributions au Programme d'aide à la distribution des publications (livres)	4 982 376	2 822	...	13 934 238
...	5 325 000	...	174 100	5 499 100	Contributions au Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore	4 200 000	...	...	4 200 000
...	2 910 325	...	147 569	3 057 894	Contributions à l'appui de la distribution de la radiodiffusion	5 499 100	...	...	5 222 747
...		...			Contributions aux termes d'ententes fédérales-provinciales pour appuyer le développement culturel régional	3 057 894	...	...	3 316 420

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	550 500	...	465 375	1 015 875	Contributions aux organismes de service nationaux dans les domaines des arts, de la culture, du film, de la vidéo et de l'enregistrement sonore en vue d'appuyer leurs services et des projets spéciaux	1 015 875	...	...	1 192 975
...	475 000	...	...	475 000	Contribution à la Fondation canadienne des arts autochtones	475 000	...	...	475 000
...	...	1 000 000	(417 055)	582 945	Contributions aux instituts canadiens du film pour des initiatives de formation professionnelle dans le domaine culturel	582 945	...	...	654 500
...	...	...	986 684	986 684	Contribution pour le régime d'accroissement des pouvoirs et des responsabilités ministériels	986 684	...	...	3 085 791
...	...	...	1 244 500	1 244 500	Contributions faites sous autorité spéciale	1 244 500	...	...	...
...	...	...	300 000	300 000	Contribution en vertu des modalités de l'entente Canada-France dans le domaine des musées	300 000	...	...	...
...	...	...	5 200 000	5 200 000	Contributions à l'École nationale de ballet, à l'École nationale de théâtre et à l'École nationale de cirque	5 200 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	70 277
...	57 400 445	1 000 000	6 569 891	64 970 336		64 967 512	2 824	...	77 896 281
...	<b>340 641 445</b>	<b>15 150 425</b>	<b>13 418 948</b>	<b>369 210 818</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>369 147 939</b>	<b>62 879</b>	...	<b>433 581 049</b>
					<b>Sommaire du programme par activité</b>				
...	112 670 000	8 458 688	(6 321 334)	114 807 354	Participation	114 741 831	65 523	...	139 189 279
...	247 720 000	16 600 000	3 748 925	268 068 925	Appui aux langues officielles	268 024 080	44 845	...	296 774 361
...	67 293 925	1 109 000	3 768 629	72 171 554	Développement culturel et patrimoine	72 168 730	2 824	...	89 334 318
...	<b>427 683 925</b>	<b>26 167 688</b>	<b>1 196 220</b>	<b>455 047 833</b>	<b>Total du programme</b>	<b>454 934 641</b>	<b>113 192</b>	...	<b>525 297 958</b>
					Programme Parcs Canada				
					<b>Subventions</b>				
					Aménagement				
...	24 138	...	...	24 138	Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba	24 138	...	...	25 569
...	16 092	...	...	16 092	Subvention à la Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada	16 000	92	...	17 000
...	...	5 000 000	...	5 000 000	Subvention à la province de l'Ontario pour appuyer la conservation de la vallée de la Rouge	5 000 000	...	...	3 500 000
...	...	1 800 000	...	1 800 000	Subvention à la province de Colombie-Britannique pour l'héritage patrimonial maritime du Pacifique	1 800 000	...	...	...
...	<b>40 230</b>	<b>6 800 000</b>	...	<b>6 840 230</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>6 840 138</b>	<b>92</b>	...	<b>3 542 569</b>

					<b>Contributions</b>				
					<b>Exploitation</b>				
...	12 552	...	...	12 552	Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper	12 552	...	...	13 296
...	201 150	...	...	201 150	Contributions aux associations coopérantes des activités de Parcs	193 132	8 018	...	191 787
...	53 104	...	...	53 104	Contribution à la Compagnie Franche de la Marine	53 104	...	...	56 252
...	5 029	...	...	5 029	Contribution au Conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine	5 029	...	...	5 327
...	24 460	...	...	24 460	Contribution au Musée de l'armée	24 460	...	...	25 800
...	4 828	...	...	4 828	Comité consultatif du Lac Louise	4 828	...	...	5 114
...	...	...	30 000	30 000	Université du Nouveau-Brunswick	30 000	...	...	65 000
...	...	...	49 500	49 500	Université de Colombie-Britannique —Étude des ours grizzly	49 500	...	...	47 500
...	...	...	50 000	50 000	Contribution au Plan B Stratégies	50 000	...	...	150 000
...	...	...	135 000	135 000	Contributions faites sous autorité spéciale	135 000	...	...	...
...	...	...	12 622	12 622	Contribution à la Société canadienne d'archéologie	10 267	2 355	...	...
...	...	...	1 750 000	1 750 000	Contributions à South Moresby Compensation	1 750 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	112 000
...	301 123	...	2 027 122	2 328 245		2 317 872	10 373	...	672 076
					<b>Aménagement</b>				
...	128 000	...	6 600	134 600	Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial	134 600	...	...	262 399
...	15 000	...	(15 000)	...	Contribution au Programme sur l'homme et la biosphère	...	...	...	15 000
...	2 174 147	...	388 600	2 562 747	Contributions à des accords de partage des frais pour la rénovation de lieux et de monuments d'importance historique nationale	2 562 516	231	...	2 029 982
...	...	7 650 100	1 315 000	8 965 100	Contribution à la province de Colombie-Britannique pour l'héritage patrimonial maritime du Pacifique	8 946 552	18 548	...	...
...	...	...	135 000	135 000	Contributions faites sous autorité spéciale	135 000	...	...	...
...	...	...	50 000	50 000	Contribution à la Ville de Québec —CD-ROM	50 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	329 731
...	2 317 147	7 650 100	1 880 200	11 847 447		11 828 668	18 779	...	2 637 112
...	<b>2 618 270</b>	<b>7 650 100</b>	<b>3 907 322</b>	<b>14 175 692</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>14 146 540</b>	<b>29 152</b>	...	<b>3 309 188</b>
					<b>Sommaire du programme par activité</b>				
...	301 123	...	2 027 122	2 328 245	Exploitation	2 317 872	10 373	...	672 076
...	2 357 377	14 450 100	1 880 200	18 687 677	Aménagement	18 668 806	18 871	...	6 179 681
...	<b>2 658 500</b>	<b>14 450 100</b>	<b>3 907 322</b>	<b>21 015 922</b>	<b>Total du programme</b>	<b>20 986 678</b>	<b>29 244</b>	...	<b>6 851 757</b>
...	<b>430 342 425</b>	<b>40 617 788</b>	<b>5 103 542</b>	<b>476 063 755</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>475 921 319</b>	<b>142 436</b>	...	<b>532 200 643</b>
					<b>Archives nationales du Canada</b>				
					<b>Subventions</b>				
...	<b>600 000</b>	...	...	<b>600 000</b>	Services, sensibilisation et appui Conseil canadien des archives	<b>600 000</b>	...	...	<b>600 000</b>

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Contributions</b>									
Services, sensibilisation et appui									
...	863 000	...	...	863 000	862 848	152	...	999 977	
La communauté archivistique canadienne, pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services					La communauté archivistique canadienne, pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation				
...	685 000	...	...	685 000	685 093	(93)	...	794 000	
...	<b>1 548 000</b>	...	...	<b>1 548 000</b>	<b>1 547 941</b>	<b>59</b>	...	<b>1 793 977</b>	
...	<b>2 148 000</b>	...	...	<b>2 148 000</b>	<b>2 147 941</b>	<b>59</b>	...	<b>2 393 977</b>	
<b>Office national du film</b>									
<b>Subventions</b>									
Opérations de l'Office national du film									
...	17 000	...	...	17 000	7 500	9 500	...	8 012	
Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration									
<b>Contributions</b>									
Opérations de l'Office national du film									
...	322 000	...	48 850	370 850	376 778	(5 928)	...	353 599	
Pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne									
...	<b>339 000</b>	...	<b>48 850</b>	<b>387 850</b>	<b>384 278</b>	<b>3 572</b>	...	<b>361 611</b>	
...	<b>339 000</b>	...	<b>48 850</b>	<b>387 850</b>	<b>384 278</b>	<b>3 572</b>	...	<b>361 611</b>	
<b>Bibliothèque nationale</b>									
<b>Subventions</b>									
...	11 000	...	...	11 000	11 000	...	...	11 000	
...	61 000	...	...	61 000	61 000	...	...	61 000	
Fédération internationale des associations de bibliothécaires					Système international de données sur les publications en série				
...	<b>72 000</b>	...	...	<b>72 000</b>	<b>72 000</b>	...	...	<b>72 000</b>	
<b>Total—Subventions</b>					<b>Total—Subventions</b>				

(S) Paiement de transfert législatif.

**Détail des montants disponibles pour être dépensés**

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère (Communications)</b>			
Programme de l'identité canadienne			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Développement culturel et patrimoine	1 185 000	1 262 192	1 168 506
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 185 000</b>	<b>1 262 192</b>	<b>1 168 506</b>
Programme Parcs Canada			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Exploitation	49 900 000	49 910 439	40 037 276
Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada	3 668 000	2 934 882	2 845 361
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>53 568 000</b>	<b>52 845 321</b>	<b>42 882 637</b>
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>54 753 000</b>	<b>54 107 513</b>	<b>44 051 143</b>
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Télécommunications	7 813 000	7 813 000	7 052 000
Haute direction	2 992 000	2 992 000	2 749 000
Soutien de l'organisation	2 654 000	2 654 000	3 026 000
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>13 459 000</b>	<b>13 459 000</b>	<b>12 827 000</b>
<b>Office national du film</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Opérations de l'Office national du film	8 800 000	11 097 906	9 815 689
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>8 800 000</b>	<b>11 097 906</b>	<b>9 815 689</b>

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Commission de la fonction publique</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Programmes de formation			
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	16 819 000	14 444 256	14 797 861
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>16 819 000</b>	<b>14 444 256</b>	<b>14 797 861</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>93 831 000</b>	<b>93 108 675</b>	<b>81 491 693</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère (Communications)</b>			<b>Programme Parcs Canada</b>		
Programme des services de gestion ministériels			<b>Recettes fiscales—</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>			Taxe sur les produits et services		
Taxe sur les produits et services	1 777 774	54 042		1 586 248	2 608 738
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>1 777 774</b>	<b>54 042</b>	<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>1 586 248</b>	<b>2 608 738</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>			<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrement de traitements	...	495 737	Recouvrements de paiements de transfert	...	5 245
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	790 744	1 843 501	Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	41 855	249 205
Recouvrements de dépenses de fonctionnement	282 586	...	Remboursement de dépenses en capital	...	14 834
Recouvrements de paiements de transfert	677 602	...	Divers	...	74 644
Divers	190 801	2 319 053		41 855	343 928
	1 941 733	4 658 291	Privilèges, licences et permis —		
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	542 126	577 043	Permis de chasse et de pêche	...	6 747
Diverses recettes non fiscales	93 041	6 948	Divers	7 841	600
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>2 576 900</b>	<b>5 242 282</b>		7 841	7 347
<b>Total du programme</b>	<b>4 354 674</b>	<b>5 296 324</b>	Produits des ventes	...	6 626
Programme de l'identité canadienne			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne		
<b>Recettes non fiscales—</b>			Diverses recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Intérêt sur les comptes échus	...	49 805
Recouvrement de traitements	...	2 852	Divers	371 773	145 405
Divers	7 892	62 413		371 773	195 210
	7 892	65 265	<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>955 502</b>	<b>553 111</b>
Frais de services —			<b>Total du programme</b>	<b>2 541 750</b>	<b>3 161 849</b>
Certification de film canadien et de bande magnétique	367 024	241 598	<b>Total du ministère</b>	<b>57 936 390</b>	<b>58 131 283</b>
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 553	...	<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>		
Diverses recettes non fiscales —			<b>Recettes non fiscales—</b>		
Produits des loteries fédérales/provinciales	50 614 070	49 317 588	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Divers	49 427	48 659	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	19 329	15 657
	50 663 497	49 366 247	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	185 329	...
<b>Total du programme</b>	<b>51 039 966</b>	<b>49 673 110</b>		204 658	15 657

**Recettes—Suite**

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Privilèges, licences et permis —			Diverses recettes non fiscales	271 028	129 640
Frais de licences en radiodiffusion	74 235 044	68 280 223	<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>272 872</b>	<b>135 057</b>
Frais de télécommunications	...	1 139 871	<b>Total du programme</b>	<b>275 234</b>	<b>135 834</b>
	74 235 044	69 420 094			
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	2 687	8 170	<b>Office national du film</b>		
Diverses recettes non fiscales	1 236	53 462	<b>Recettes fiscales—</b>		
<b>Total du programme</b>	<b>74 443 625</b>	<b>69 497 383</b>	Taxe sur les produits et services	361 810	324 000
			<b>Total du programme</b>	<b>361 810</b>	<b>324 000</b>
<b>Archives nationales du Canada</b>					
<b>Recettes fiscales—</b>			<b>Bibliothèque nationale</b>		
Taxe sur les produits et services	5 447	5 872	<b>Recettes fiscales—</b>		
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>5 447</b>	<b>5 872</b>	Taxe sur les produits et services	23 430	27 449
			<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>23 430</b>	<b>27 449</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	39 001	19 739	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 576	29 647
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	56 667	13 307	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	24 404	27 327
	95 668	33 046		39 980	56 974
Frais de services —					
Reçus des services de photoduplication	123 208	121 016	Frais de services —		
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	229 869	89 013	Services automatisés de bibliothèque	756 040	1 076 149
Diverses recettes non fiscales	2 052	3 081	Programme des thèses canadiennes de l'université	74	769
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>450 797</b>	<b>246 156</b>	Service de livraison de bibliothèque	97 668	79 139
<b>Total du programme</b>	<b>456 244</b>	<b>252 028</b>	Services de duplication	23 921	21 771
				877 703	1 177 828
			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	5 123	4 253
<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>					
<b>Recettes fiscales—</b>			Diverses recettes non fiscales	10 105	6 808
Taxe sur les produits et services	2 362	777	<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>932 911</b>	<b>1 245 863</b>
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>2 362</b>	<b>777</b>	<b>Total du programme</b>	<b>956 341</b>	<b>1 273 312</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>			<b>Commission de la fonction publique</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			<b>Recettes fiscales—</b>		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	23	74	Taxe sur les produits et services	20 345	33 624
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 821	5 343	<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>20 345</b>	<b>33 624</b>



## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	48 302	104 554
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	290 854	271 921
	339 156	376 475
Frais de services	1 093 627	1 346 973
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	16 590	12 566
Diverses recettes non fiscales	62 732	65 216
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>1 512 105</b>	<b>1 801 230</b>
<b>Total du programme</b>	<b>1 532 450</b>	<b>1 834 854</b>
<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Dépense de services	4 305	16 381
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	9 577	68 572
	13 882	84 953
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	12 754	795
<b>Total du programme</b>	<b>26 636</b>	<b>85 748</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	3 777 416	3 054 502
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>3 777 416</b>	<b>3 054 502</b>
Recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 684 847	5 634 663
Privilèges, licences et permis	74 242 885	69 427 441
Frais de services	2 461 562	2 887 415
Produits des ventes	...	6 626
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 346 556	697 183
Diverses recettes non fiscales	51 475 464	49 826 612
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>132 211 314</b>	<b>128 479 940</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>135 988 730</b>	<b>131 534 442</b>

# SECTION 20

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Pêches et Océans**

**Ministère**

**Office canadien du poisson salé**

**Office de commercialisation du poisson  
d'eau douce**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	20.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	20.4
Programmes par activité . . . . .	20.6
Paievements de transfert . . . . .	20.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	20.10
Recettes . . . . .	20.11

## Ministère

### Objectif

Réaliser des politiques et des programmes à l'appui des intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les eaux marines et intérieures, et prendre des mesures pour la conservation, le développement et l'utilisation économique soutenue des ressources halieutiques du Canada dans les eaux marines et intérieures, à l'intention de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources; et coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada en ce qui a trait aux océans.

### Description des activités

#### *Sciences*

Recherche et prestation de conseils scientifiques dignes de foi aux fins de la gestion des pêches et de l'habitat du poisson; recherches sur le climat océanique, sa description et son incidence sur les stocks de poisson et sur l'atmosphère; description, quantification et communication de facteurs environnementaux marins relatifs au transport et au génie maritimes; établissement de levés hydrographiques et de la cartographie des eaux canadiennes pour assurer la sécurité de la navigation; élaboration et amélioration des méthodes et techniques nécessaires à l'exercice du rôle scientifique du ministère et au transfert des techniques à l'industrie canadienne; coordination du programme de science marine du gouvernement du Canada.

#### *Opérations des pêches*

Toutes les fonctions du gouvernement fédéral relatives à la gestion et à la mise en valeur de l'habitat dans les provinces et territoires du Canada, à l'intérieur de la zone de pêche de 200 milles adjacente à ses côtes et dans les réseaux hydrographiques et

les lacs des provinces, sauf de celles qui se sont vues déléguer les pouvoirs de gestion des pêches intérieures; la gestion de la partie canadienne des rivières transfrontalières, des pêches d'interception dans les eaux internationales et des pêches récréative, commerciale et autochtone; la planification et l'exécution des fonctions au moyen desquelles le ministère gère les ressources halieutiques et l'industrie de la pêche.

#### *Services d'inspection*

Les services d'inspection ont notamment pour responsabilité l'élaboration, la formulation et l'application de politiques, de règlements et de programmes nationaux visant à garantir que le poisson et les produits de poisson canadiens répondent aux normes pertinentes en matière de catégorie, de manutention, d'étiquetage, de transformation, de qualité et de salubrité; et que le poisson et les produits de poisson importés répondent à des normes minimales en matière d'étiquetage, de qualité et de salubrité.

#### *Affaires internationales*

Conclusion d'ententes internationales pour faire avancer les intérêts canadiens en matière de conservation et de commerce, en collaboration avec d'autres ministères de l'État; négociation et application de traités et d'accords internationaux touchant les relations bilatérales et multilatérales avec d'autres pays dans le secteur des pêches; formulation et représentation des positions canadiennes dans le cadre du commerce international des pêches.

#### *Politiques intégrées et soutien de programmes*

Assurer la direction administrative du programme des services intégrés et régionaux de gestion et la gestion des immobilisations, et fournir des services au titre des politiques et de l'administration; assurer la coordination globale des politiques et des programmes fédéraux relatifs aux océans; élaborer et promulguer des règlements de portée nationale du ministère et diriger des activités concernant l'application des règlements du ministère.

#### *Garde côtière canadienne*

Les activités de transport maritime englobent la prestation de services de navigation maritime dont les aides à la navigation de courte et de longue portée, les voies navigables, la gestion du trafic maritime, les services de communication radio et les messages de sécurité, la prestation d'aide dans les eaux recouvertes de glace; la surveillance et le contrôle des conditions de glace pouvant être dangereuses; la fourniture d'installations et de services à d'autres ministères et organismes; la coordination du réapprovisionnement des localités du Nord; l'aide à la recherche et au développement des transports dans l'Arctique, des services directs à la suite de l'engagement du gouvernement fédéral envers la recherche et le sauvetage maritimes qui sont appuyés par le recours aux organismes canadiens auxiliaires de sauvetage maritime; la promotion de la sécurité de la navigation de plaisance; l'élaboration, la promulgation et l'application de politiques, de règlements et de normes ayant trait au transport maritime; et la planification d'urgence et le nettoyage de la pollution.

### **Office canadien du poisson salé**

#### **Objectif**

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson salé.

### **Office de commercialisation du poisson d'eau douce**

#### **Objectif**

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	508 437 000	...	...	508 437 000					
...	...	1	...	1	1				
...	...	1	...	1					
...	...	...	419 202 000	419 202 000					
...	...	...	1 658 300	1 658 300					
...	...	...	55 415 235	55 415 235					
...	508 437 000	2	476 275 535	984 712 537					
...	84 783 000	...	...	84 783 000	5				
...	...	1	...	1	5b				
...	...	...	90 787 999	90 787 999					
...	...	...	(1 658 300)	(1 658 300)					
...	84 783 000	1	89 129 699	173 912 700					
...	266 113 700	...	...	266 113 700	10				
...	...	...	(55 415 235)	(55 415 235)					
...	266 113 700	...	(55 415 235)	210 698 465					
...	48 645	...	(2 223)	46 422	(S)	46 422	...	...	48 645
...	200 000	...	(200 000)	...	(S)	...	...	...	22 757
...	36 922 000	...	32 499 144	69 421 144	(S)	69 421 144	...	...	75 097 000
...	...	...	16 969	16 969	(S)	16 969	...	...	18 114
...	...	...	99 605	99 605	(S)	99 605	...	...	79 521
645 600	...	...	...	645 600	(S)				
...	...	...	1 114 713	1 114 713					
...	...	...	89 500	89 500					
645 600	...	...	1 204 213	1 849 813		974 139	393	875 281	699 911
...	...	...	...	...		...	...	...	400
645 600	896 504 345	3	543 607 707	1 440 757 655		1 253 580 340	186 302 034	875 281	1 312 831 307

150 000	...	...	...	150 000	L38b Avances au Régime d'assurance des bateaux de pêche afin d'aider les pêcheurs, crédit 540, <i>Loi des subsides n° 5 de 1955</i> . Limite 150 000 \$ (Net)	...	...	150 000	...
<b>645 600</b>	<b>896 504 345</b>	<b>3</b>	<b>543 607 707</b>	<b>1 440 757 655</b>	<b>Total du ministère--</b>	<b>1 253 580 340</b>	<b>186 302 034</b>	<b>875 281</b>	<b>1 312 831 307<sup>(1)</sup></b>
<b>150 000</b>	...	...	...	<b>150 000</b>	<b>Budgétaire</b>	...	...	<b>150 000</b>	...
					<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...
					<b>Office canadien du poisson salé<sup>(2)</sup></b>				
...	...	...	...	...	(Budgétaire) Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3 650 000
...	...	...	...	...	(Non budgétaire) Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(3 650 000)
					<b>Total du programme--</b>				
...	...	...	...	...	<b>Budgétaire</b>	...	...	...	<b>3 650 000</b>
...	...	...	...	...	<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	<b>(3 650 000)</b>
					<b>Office de commercialisation du poisson d'eau douce</b>				
27 200 000	...	...	...	27 200 000	L30b Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> . Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à 30 000 000 \$ (Net)	2 200 000	...	25 000 000	(950 000)
<b>27 200 000</b>	...	...	...	<b>27 200 000</b>	<b>Total du programme--Non budgétaire</b>	<b>2 200 000</b>	...	<b>25 000 000</b>	<b>(950 000)</b>
<b>645 600</b>	<b>896 504 345</b>	<b>3</b>	<b>543 607 707</b>	<b>1 440 757 655</b>	<b>Total du portefeuille ministériel--</b>	<b>1 253 580 340</b>	<b>186 302 034</b>	<b>875 281</b>	<b>1 316 481 307<sup>(1)</sup></b>
<b>27 350 000</b>	...	...	...	<b>27 350 000</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>2 200 000</b>	...	<b>25 150 000</b>	<b>(4 600 000)</b>
					<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, l'activité Garde côtière canadienne a été transférée du portefeuille ministériel de Transports. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 534 918 676 \$.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, l'Office canadien du poisson salé a été abrogé en vertu du Projet de loi C-6 5 en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 1995.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Sciences	172 125 937	180 845 697	8 657 900	8 890 055	599 500	593 462	...	...	...	...	181 383 337	190 329 214
Opérations des pêches	191 157 536	199 703 738	7 144 900	6 940 840	206 800 365	75 167 692	...	...	...	...	405 102 801	281 812 270
Services d'inspection	29 808 592	31 416 907	581 900	582 265	...	...	...	...	...	...	30 390 492	31 999 172
Affaires internationales	5 348 700	5 048 567	19 600	14 435	2 500	2 500	...	...	...	...	5 370 800	5 065 502
Politiques intégrées et soutien de programmes	211 294 635	168 213 586	66 953 400	51 965 172	1 568 100	1 478 412	1 095 509	1 095 509	...	...	278 720 626	220 561 661
Garde côtière canadienne	459 028 558	452 677 111	90 555 000	81 053 636	1 728 000	1 603 733	11 521 959	11 521 959	...	...	539 789 599	523 812 521
Régime d'assurance des bateaux de pêche	...	...	...	...	...	...	...	...	150 000	...	150 000	...
Sous-total—												
Budgétaire	1 068 763 958	1 037 905 606	173 912 700	149 446 403	210 698 465	78 845 799	12 617 468	12 617 468	...	...	1 440 757 655	1 253 580 340
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	150 000	...	150 000	...
Recettes affectées aux dépenses	(12 617 468)	(12 617 468)	...	...	...	...	(12 617 468)	(12 617 468)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 056 146 490</b>	<b>1 025 288 138</b>	<b>173 912 700</b>	<b>149 446 403</b>	<b>210 698 465</b>	<b>78 845 799</b>	...	...	...	...	<b>1 440 757 655</b>	<b>1 253 580 340</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>150 000</b>	...	<b>150 000</b>	...
<b>Office de commercialisation du poisson d'eau douce—</b>												
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>27 200 000</b>	<b>2 200 000</b>	<b>27 200 000</b>	<b>2 200 000</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 056 146 490</b>	<b>1 025 288 138</b>	<b>173 912 700</b>	<b>149 446 403</b>	<b>210 698 465</b>	<b>78 845 799</b>	...	...	...	...	<b>1 440 757 655</b>	<b>1 253 580 340</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>27 350 000</b>	<b>2 200 000</b>	<b>27 350 000</b>	<b>2 200 000</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Sciences									
...	533 900	...	49 900	583 800	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	580 460	3 340	...	563 330
...	...	...	...	...	Opérations des pêches	...	...	...	34 933 436
...	...	...	2 500	2 500	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...
...	...	...	2 500	2 500	Affaires internationales	2 500	...	...	...
...	161 500	...	(110 700)	50 800	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	30 000	20 800	...	122 023
...	<b>695 400</b>	...	<b>(58 300)</b>	<b>637 100</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>612 960</b>	<b>24 140</b>	...	<b>35 618 789</b>
<b>Contributions</b>									
Sciences									
...	5 700	...	10 000	15 700	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	13 002	2 698	...	2 300
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	176 545
...	5 700	...	10 000	15 700		13 002	2 698	...	178 845
Opérations des pêches									
...	368 600	...	(25 000)	343 600	Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec pour la mise en oeuvre d'un programme d'essai et d'expérimentation touchant les pêches et l'aquaculture	291 844	51 756	...	1 302 074
...	...	...	860 500	860 500	Contributions à des organismes pour venir en aide à l'industrie du phoque	860 328	172	...	...
...	...	...	28 244 300	28 244 300	Contributions pour appuyer la participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de cogestion des pêches et aux consultations relatives aux ententes sur les pêches autochtones	28 235 197	9 103	...	28 877 372
...	...	...	494 300	494 300	Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire sur les pêches pour le développement des pêches en Nouvelle-Écosse	490 947	3 353	...	560 846



## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	198 600	198 600	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	165 243	33 357	...	116 786
...	...	...	500 000	500 000	Contributions à des organismes qui réalisent des projets, des programmes ou des activités visant à soutenir la durabilité des pêches	472 684	27 316	...	771 725
...	2 004 500	...	(231 300)	1 773 200	Contributions en vertu de l'Entente de coopération Canada-Terre-Neuve pour l'amélioration et la conservation des salmonidés	1 769 387	3 813	...	1 197 734
...	1 035 500	...	745 000	1 780 500	Contributions en vertu de l'Entente Canada-Nouveau-Brunswick pour le développement de la pêche récréative	1 775 311	5 189	...	2 168 348
...	11 050 000	...	...	11 050 000	Contributions pour le versement de prestations de retraite anticipée aux pêcheurs, travailleurs d'usine et chalutiers âgés dont le gagne-pain a été largement supprimé par le moratoire sur la pêche à la morue du Nord	10 722 546	327 454	...	11 054 180
...	...	...	400 000	400 000	Contributions en vertu du programme d'adaptation des travailleurs d'usine	297 324	102 676	...	15 301 149
...	570 000	...	70 000	640 000	Contribution en vertu de l'Entente de coopération Canada-Terre-Neuve pour le développement de l'industrie de la pêche	639 759	241	...	337 980
...	650 000	...	...	650 000	Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	96 000	554 000	...	198 266
...	218 600 000	...	(66 920 635)	151 679 365	Contributions aux détenteurs de permis de pêche du poisson de fond actifs, admissibles selon les modalités du programme de retrait de permis de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique	28 944 122	122 735 243	...	...
...	5 000 000	...	2 779 000	7 779 000	Contributions aux pêcheurs de poisson de fond âgés qui satisfont aux modalités du programme de retraite anticipée de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique	...	7 779 000	...	...
...	407 000	...	...	407 000	Contributions en vertu de la convention définitive des Inuvialuit pour la protection de l'exploitation de la faune, de la gestion des ressources, et du développement économique et social	407 000	...	...	399 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 624 395
...	239 685 600	...	(32 885 235)	206 800 365		75 167 692	131 632 673	...	69 909 855
...	...	...	...	...	Services d'inspection	...	...	...	15 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Affaires internationales	...	...	...	2 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...

					Politiques intégrées et soutien de programmes				
...	242 300	...	(176 000)	66 300	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	59 000	7 300	...	119 000
...	...	...	795 000	795 000	Contributions aux administrations portuaires pour la gestion des ports de pêche commerciale inscrits conformément à la <i>Loi sur les ports de pêche et de plaisance</i> et au Règlement	795 000	...	...	223 400
...	24 914 700	...	(24 628 700)	286 000	Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	286 000	...	...	232 000
...	...	...	300 000	300 000	Contribution au projet de construction de quai à South Indian Lake	240 000	60 000	...	...
...	570 000	...	(500 000)	70 000	Contributions à des organismes qui réalisent des projets, des programmes ou des activités visant à soutenir la durabilité des pêches	68 412	1 588	...	83 000
...	200 000	...	(200 000)	...	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i>	...	...	...	22 757
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	110 493
...	25 927 000	...	(24 409 700)	1 517 300		1 448 412	68 888	...	790 650
					Garde côtière canadienne				
...	...	...	203 000	203 000	Contribution à la Croix-Rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique	203 000	...	...	213 700
...	...	...	1 500 000	1 500 000	Paiement aux associations régionales du service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes d'éducation et de prévention des accidents	1 375 733	124 267	...	1 319 073
...	...	...	25 000	25 000	Contribution aux conférences circumpolaires Inuit	25 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	36 400
...	...	...	1 728 000	1 728 000		1 603 733	124 267	...	1 569 173
...	<b>265 618 300</b>	...	<b>(55 556 935)</b>	<b>210 061 365</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>78 232 839</b>	<b>131 828 526</b>	...	<b>72 465 523</b>
					<b>Sommaire du ministère par activité</b>				
...	539 600	...	59 900	599 500	Sciences	593 462	6 038	...	742 175
...	239 685 600	...	(32 885 235)	206 800 365	Opérations des pêches	75 167 692	131 632 673	...	104 843 291
...	...	...	...	...	Services d'inspection	...	...	...	15 000
...	...	...	2 500	2 500	Affaires internationales	2 500	...	...	2 000
...	26 088 500	...	(24 520 400)	1 568 100	Politiques intégrées et soutien de programmes	1 478 412	89 688	...	912 673
...	...	...	1 728 000	1 728 000	Garde côtière canadienne	1 603 733	124 267	...	1 569 173
...	<b>266 313 700</b>	...	<b>(55 615 235)</b>	<b>210 698 465</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>78 845 799</b>	<b>131 852 666</b>	...	<b>108 084 312<sup>(1)</sup></b>
...	<b>266 313 700</b>	...	<b>(55 615 235)</b>	<b>210 698 465</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>78 845 799</b>	<b>131 852 666</b>	...	<b>108 084 312<sup>(1)</sup></b>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, l'activité Garde côtière canadienne a été transférée du portefeuille ministériel de Transports. Donc, les paiements de transfert de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 1 569 173 \$.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Politiques intégrées et soutien de programmes			
Produits des ventes	...	4 011	9 599
Revenus provenant de locations et de concessions	...	2 240	...
Revenus provenant de services optionnels	...	89 386	98 632
Recouvrements auprès d'autres ministères de l'État et autres	358 000	999 872	517 056
	<b>358 000</b>	<b>1 095 509</b>	<b>625 287</b>
Garde côtière canadienne			
Rapprovisionnement de l'Arctique	9 000 000	8 462 131	6 574 641
Déductions des employés pour la location de logements	470 000	384 871	422 735
Activités des ateliers de Prescott	90 000	46 426	75 355
Sommes recouvrées auprès du ministère de l'Environnement pour des services de télécommunications maritimes et services d'hélicoptères	26 000	5 554	64 871
Droits d'immatriculation et de sécurité des navires	...	...	50 795
Recettes du trafic radiomaritime	1 277 000	1 260 393	809 337
Divers	472 000	1 362 584	729 764
	<b>11 335 000</b>	<b>11 521 959</b>	<b>8 727 498</b>
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>11 693 000<sup>(2)</sup></b>	<b>12 617 468</b>	<b>9 352 785<sup>(1)</sup></b>

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Office canadien du poisson salé<sup>(3)</sup></b>			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Remboursements de prêts	...	...	7 300 000
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>7 300 000</b>
<b>Office de commercialisation du poisson d'eau douce</b>			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Remboursements de prêts	...	21 900 000	36 100 000
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>21 900 000</b>	<b>36 100 000</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>11 693 000<sup>(2)</sup></b>	<b>12 617 468</b>	<b>9 352 785<sup>(1)</sup></b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>21 900 000</b>	<b>43 400 000</b>

(1) Au cours de l'exercice, l'activité Garde côtière canadienne a été transférée du portefeuille ministériel de Transports. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 9 352 785 \$.

(2) Ce montant a été augmenté à 12 617 468 \$ au cours de l'exercice.

(3) Au cours de l'exercice, l'Office canadien du poisson salé a été abrogé en vertu du Projet de loi C-6 en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 1995.

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère</b>			Frais de services —		
<b>Recettes fiscales—</b>			Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	265 832	313 765
Taxe sur les produits et services	744 672	774 754	Divers	735 802	691 149
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>744 672</b>	<b>774 754</b>		<b>1 001 634</b>	<b>1 004 914</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>			Produits des ventes —		
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>			Produits des ventes de boettes	788 423	651 087
Prêts, placements et avances —			Produits des ventes de publications	1 762 803	1 777 648
Office canadien du poisson salé	...	55 275	Ventes diverses	537 598	521 150
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	122 924	136 193		<b>3 088 824</b>	<b>2 949 885</b>
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	12 500	2 310	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne —		
Entreprises de traitement de poissons de fond	12 500	33 989	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne (Transports)	89 500	...
	147 924	227 767	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 114 713	774 741
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —				<b>1 204 213</b>	<b>774 741</b>
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 417 288	2 090 074	Diverses recettes non fiscales —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent (Transports)	68	...	Saisies et confiscations	631 637	1 306 332
Divers	983 886	1 537 119	Amendes	1 479 320	2 361 888
	2 401 242	3 627 193	Divers	239 104	196 788
Privilèges, licences et permis —			Divers (Transports)	21 750	...
Frais	2 658 838	3 104 535		<b>2 371 811</b>	<b>3 865 008</b>
Licences	20 942 710	10 698 049	<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>40 463 306</b>	<b>32 069 080</b>
Baux huîtres	38 447	41 023	<b>Total du ministère</b>	<b>41 207 978</b>	<b>32 843 834</b>
Boette	13 530	18 540	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>41 207 978</b>	<b>32 843 834</b>
Divers	...	464			
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	2 629 772	1 668 073			
Ports pour petites embarcations —					
Postes, amarrage et baux	3 041 975	3 226 225			
Licences	548 012	484 161			
Autres recettes d'amarrage	374 374	378 502			
	30 247 658	19 619 572			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

# SECTION 21

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Ressources naturelles**

### **Ministère**

**Commission de contrôle de l'énergie  
atomique**

**Énergie atomique du Canada, Limitée**

**Société de développement du Cap-  
Breton**

**Office national de l'énergie**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	21.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	21.6
Programmes par activité . . . . .	21.10
Paiements de transfert . . . . .	21.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	21.17
Recettes . . . . .	21.17

**Ministère**

Programme de l'énergie, des mines et des ressources

**Objectif**

Contribuer à l'essor économique du Canada en harmonie avec les objectifs environnementaux et sociaux du gouvernement, en favorisant une utilisation et une mise en valeur efficaces et opportunes des ressources minérales et énergétiques du Canada et en enrichissant la connaissance et la compréhension de la masse continentale canadienne.

**Description des activités***Énergie*

Élaborer et mettre en oeuvre une approche intégrée d'élaboration et de planification de la politique énergétique; donner au ministre des conseils en matière de politiques relativement au régime fiscal canadien applicable au secteur de l'énergie, aux marchés, au transport et à l'entreposage de l'énergie; mener des analyses et des études sur les ressources énergétiques ainsi que sur les marchés énergétiques intérieurs et internationaux; analyser les aspects financiers et économiques des principaux projets énergétiques; négocier des ententes avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et l'industrie; faire valoir les intérêts canadiens du secteur énergétique au niveau international; élaborer et mettre à jour des plans en cas d'urgence pour l'approvisionnement énergétique; évaluer les sources d'énergie non classiques du Canada; élaborer des initiatives visant à favoriser le développement et l'utilisation durables de l'énergie au Canada; effectuer des analyses et donner des renseignements sur le rendement financier et

les investissements de l'industrie pétrolière canadienne; effectuer la localisation des sites d'élimination des déchets faiblement radioactifs; faire valoir les intérêts canadiens du secteur énergétique dans le domaine du changement climatique et donner au ministre des conseils au sujet des obligations statutaires et réglementaires relatives à l'administration des terres domaniales.

*Mines*

Élaborer et appliquer une formule intégrée de planification des programmes et de la politique sur les minéraux conformément au concept du développement durable; donner des conseils et un appui en matière de politiques au ministre, aux hauts fonctionnaires, aux autres ministères fédéraux, aux autres gouvernements et à l'industrie, sur les questions liées aux minéraux et sur les marchés, l'économie, la fiscalité et les incidences environnementales; négocier, coordonner et administrer les ententes sur l'exploitation minière conclues avec les provinces; gérer, en collaboration avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, les ententes conclues avec les territoires; élaborer, mettre en oeuvre, coordonner et gérer des initiatives et des programmes précis qui visent certains produits minéraux; faire progresser les intérêts canadiens liés aux minéraux et aux métaux à l'échelle internationale; surveiller et prévoir les niveaux d'activité des industries cibles ainsi que les répercussions de divers programmes sur ces dernières; fournir des données économiques, scientifiques et techniques exactes et opportunes au sujet des secteurs des minéraux et des métaux; et administrer la suppression progressive des programmes d'encouragement conçus pour favoriser l'exploration et la mise en valeur du pétrole, du gaz et des mines.

*Technologie des minéraux et de l'énergie*

Effectuer et parrainer, en association avec l'industrie, des universités et des instituts de recherche, des travaux de recherche et de développement (R-D) en ingénierie dans le domaine de la technologie des minéraux et de l'énergie et ce, dans le but de réaliser des transferts technologiques au secteur privé; y compris l'exploitation minière, l'extraction et le traitement des minéraux, la métallurgie, l'utilisation des métaux et des matériaux, l'approvisionnement en pétrole brut, en sables pétrolifères, en charbon, en uranium et en autres combustibles, leur transformation et leur utilisation; englobant aussi l'efficacité énergétique, la diversification et les combustibles de transport. Réglementer partout au pays la fabrication, l'importation, l'entreposage et la vente d'explosifs en inspectant les fabriques et les poudrières, en leur délivrant des licences, en mettant à l'essai et en autorisant des explosifs, en fournissant des conseils techniques à d'autres organismes gouvernementaux (au niveau provincial, fédéral et international) et en donnant des cours de formation sur la manipulation sécuritaire des explosifs. Élaborer des politiques fédérales en matière de R-D énergétique afin d'appuyer les options stratégiques nationales associées à l'énergie; planifier et coordonner la R-D énergétique au gouvernement fédéral, recueillir et diffuser des renseignements sur les activités de R-D et de démonstration dans les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, dans l'industrie et dans les universités et à l'échelle internationale et offrir des conseils sur la répartition des ressources fédérales destinées à la R-D énergétique.

### *Levés géologiques*

Effectuer de la recherche et des levés dans les domaines de la géologie, de la géophysique et de la géochimie; exploiter des réseaux nationaux et régionaux d'observatoires géophysiques; évaluer les ressources en minéraux et en énergie non renouvelable; étudier des phénomènes géologiques, géophysiques et géochimiques qui constituent une menace pour l'être humain et l'environnement; mettre au point des techniques géophysiques et géochimiques; établir des normes géoscientifiques nationales; favoriser l'essor des sciences de la Terre au Canada et encourager la participation canadienne à des activités géoscientifiques internationales; collaborer avec les provinces et diffuser, à l'intention de divers clients, des cartes, des rapports interprétatifs, des synthèses et des publications spéciales en sciences de la Terre; fournir un soutien logistique pour des programmes scientifiques et les autres programmes exécutés dans les régions arctiques.

### *Géomatique Canada*

Établir et entretenir un système de référence spatial canadien de repères planimétriques et altimétriques; réglementer et gérer l'arpentage des terres fédérales; entretenir la frontière canado-américaine; rassembler et mettre à jour des renseignements topographiques et géographiques concernant la masse continentale canadienne; préparer, publier et diffuser des cartes topographiques, des cartes et des publications aéronautiques, des photographies aériennes, des répertoires géographiques ainsi que l'Atlas national du Canada; revoir, traiter, constituer des archives et diffuser des données de télédétection par satellite; fournir des services de télédétection aérienne pour des projets de recherche et de démonstration; perfec-

tionner les diverses techniques liées à la télédétection par satellite et par voie aérienne, des capteurs aux analyseurs d'images; diffuser les techniques mises au point par l'industrie canadienne; soutenir les efforts de développement technologique et de R-D appliquée que déploient l'industrie, les universités et les organismes gouvernementaux; fournir de l'aide technique à ceux qui utilisent des moyens de télédétection pour la gestion des ressources et la surveillance de l'environnement; encourager et coordonner la mise au point de technologies applicables aux systèmes d'information géographique; favoriser le rayonnement de l'industrie canadienne de l'arpentage, de la cartographie et de la télédétection sur les marchés internationaux et, le cas échéant, aider leur mise en marché.

### *Administration*

Déterminer la politique et l'orientation générales du Programme de l'énergie, des mines et des ressources ainsi que du Programme des forêts et donner les directives voulues pour aligner les objectifs ministériels sur les priorités gouvernementales et ministérielles, fixer les buts à atteindre et suivre les progrès et gérer les ressources allouées de façon efficace et efficiente. Fournir la coordination et les directives en matière de gestion, l'administration des activités environnementales, les communications, la liaison avec le Cabinet et le Parlement, les services financiers, administratifs et des ressources humaines, la vérification interne, l'évaluation des programmes ainsi que la gestion de l'information/la technologie de l'information et les services de soutien de même que les communications et la coordination régionale en ce qui a trait aux opérations du ministère.

### Programme des forêts

#### **Objectif**

Promouvoir et accroître le développement durable des ressources forestières du Canada par un aménagement forestier qui respecte l'environnement et augmenter les retombées économiques et sociales des forêts publiques et privées ainsi que des activités relatives aux forêts du Canada.

#### **Description de l'activité**

##### *Forêts*

Améliore les forêts et le secteur forestier du Canada grâce à la découverte, à la mise au point, à la démonstration et au transfert des innovations pour promouvoir le développement durable et la compétitivité, effectue des recherches dans les domaines des ressources forestières, de la protection, de l'environnement forestier, et de l'utilisation du bois, et publie les résultats de ces recherches; offre des conseils techniques et des renseignements scientifiques aux clients; administre des programmes spéciaux de recherche coopérative, fournit un appui financier aux organismes externes de recherche, assure la surveillance des forêts et fournit des services spécialisés aux clients; y compris le soutien administratif, financier et matériel pour l'opération des installations de recherche; favorise directement le développement régional dans le secteur forestier, négocie, met en oeuvre et administre les ententes fédérale-provinciales/ territoriales sur la mise en valeur des ressources forestières, et fournit directement des programmes aux clients; assure également des services de financement et des services spécialisés pour l'aménagement forestier

sur les terres fédérales et indiennes, et fait la promotion de la formation des travailleurs du secteur forestier; y compris le bureau du sous-ministre adjoint; assure le leadership, la direction, l'élaboration de politiques, la planification stratégique et opérationnelle, les communications liées à l'activité «Forêts», la coordination de programmes, et les services communs tels que les services des ressources humaines, et les services administratifs et financiers; produit des données, des statistiques et des conseils économiques fiables et traite des dossiers, des préoccupations et des possibilités de l'industrie et du commerce ainsi que d'ordre général au niveau international; détermine les priorités, répartit les ressources et assume la responsabilité globale de l'activité «Forêts».

### Commission de contrôle de l'énergie atomique

#### Objectif

S'assurer que l'énergie nucléaire au Canada n'est utilisée qu'en tenant compte de la santé, de la sécurité, de la sécurité matérielle et de l'environnement, et appuyer la participation du Canada aux activités internationales de non prolifération des armes nucléaires.

#### Description de l'activité

*Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique*

L'élaboration de la réglementation portant sur l'exploitation, le contrôle, la surveillance et l'autorisation de la production, de l'application et de l'utilisation de l'énergie atomique; la réglementation de l'extraction, de l'affinage, de la produc-

tion, du traitement, de l'importation, de l'exportation, du transport, de la possession, du droit de propriété, de l'utilisation ou de la vente de substances prescrites; l'établissement des normes à respecter, l'évaluation des requérants de permis pour savoir s'ils sont capables de respecter ces normes et de les maintenir, et l'inspection pour s'assurer de la conformité; la conduite de travaux dirigés de recherche et de développement pour obtenir les renseignements essentiels à la bonne exécution des activités de délivrance de permis et de conformité; et la désignation, en vertu de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*, des installations nucléaires et la prescription de l'assurance de base que doivent posséder les exploitants de ces installations; la mise au point de techniques et d'appareils spécialisés de garanties d'utilisation pacifique des réacteurs CANDU au Canada et à l'étranger, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au Traité sur la non prolifération des armements nucléaires.

### Énergie atomique du Canada, Limitée

#### Objectif

Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

### Société de développement du Cap-Breton

#### Objectif

Relever et réorganiser l'industrie houillère de l'Île du Cap-Breton afin de la rendre économiquement viable.

### Office national de l'énergie

#### Objectif

Réglementer, conformément à l'intérêt public, les domaines des secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité liés :

- i) à la construction et à l'exploitation de pipelines et de lignes internationales de transport d'électricité,
- ii) aux activités de transport, aux droits et aux tarifs des pipe-lines,
- iii) aux exportations de pétrole, de gaz et d'électricité, ainsi qu'aux importations de gaz et de pétrole,
- iv) assurer la réglementation des activités liées au gaz et au pétrole des terres domaniales non autrement régies par des commissions mixtes, et conseiller le ministre des Ressources naturelles Canada sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques.

#### Description de l'activité

*Réglementation et consultation en matière d'énergie*

- Consultation et enquête : Les connaissances et bases de données de l'ONÉ servent à effectuer des analyses et à renseigner sur le contrôle, l'économie, l'utilisation, le transport, la commercialisation et l'exploitation du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité, y compris sur les ressources pétrolières des terres domaniales; il est important, pour le maintien de l'avenir énergétique et du bien-être économique du Canada, de faire enquête sur les aspects de la situation énergétique en Amérique du Nord.



- Réglementation des installations : Veiller à ce que la construction et l'exploitation des gazoducs, des oléoducs et des lignes de transport d'électricité relevant de la compétence fédérale se déroulent de façon rapide, sûre et saine du point de vue environnemental.
- Réglementation du transport, des droits et des tarifs : Veiller à ce que les droits exigibles par les sociétés pipelinières relevant de la compétence fédérale soient justes et raisonnables et que les services pipeliniers soient fournis sur une base continue, sans distinction injuste et d'une manière économique.
- Commerce de l'énergie : Veiller à ce que les intérêts canadiens soient protégés grâce à une participation dans le commerce nord-américain en expansion de l'électricité, du gaz et du pétrole.
- Réglementation du pétrole et du gaz des terres domaniales : Élaborer et assurer l'application d'un système de réglementation des terres domaniales.
- Gestion du programme et des services : Fournir un appui efficace et des avis aux membres de l'Office, aux gestionnaires ministériels, aux employés et aux tiers de sorte que les objectifs du programme soient atteints.



...	1 950 000	...	(109 200)	1 840 800	(S) Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers ( <i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i> )	1 840 800	...	...	1 950 000
...	722 000	...	37 217	759 217	(S) Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers ( <i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i> )	759 217	...	...	750 338
...	4 950 000	...	(234 949)	4 715 051	(S) Paiements au compte des recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse	4 715 051	...	...	4 921 828
...	...	24 000 000	(47 453)	23 952 547	(S) Paiement au fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures	23 952 547	...	...	...
6 652 640	402 000	...	(402 000)	6 652 640	(S) Fonds renouvelable de Géomatique Canada	1 995 218	...	4 657 422	1 347 360
...	...	...	188 564	188 564	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	188 564	...	...	230 450
115 009	...	...	243 017	358 026	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	200 877	26 075	131 074	217 612
...	...	...	3 411	3 411	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	3 411	...	...	13 976
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	512 613 586
60 016 960	663 117 745	27 789 460	(46 133 580)	704 790 585	Total budgétaire	636 847 953	20 210 734	47 731 898	1 467 533 623
...	66 000 000	...	...	66 000 000	L15 Prêts conformément au Projet de développement Hibernia (Brut)	66 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 593 500
...	66 000 000	...	...	66 000 000	Total non budgétaire	66 000 000	...	...	2 593 500
<b>60 016 960</b>	<b>663 117 745</b>	<b>27 789 460</b>	<b>(46 133 580)</b>	<b>704 790 585</b>	<b>Total du programme—</b>	<b>636 847 953</b>	<b>20 210 734</b>	<b>47 731 898</b>	<b>1 467 533 623</b>
...	<b>66 000 000</b>	...	...	<b>66 000 000</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>66 000 000</b>	...	...	<b>2 593 500</b>
					<b>Non budgétaire</b>				
...	89 493 000	...	...	89 493 000	Programme des forêts				
...	...	3 261 065	...	3 261 065	20 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	...	...	20a Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	20b Virement de 1 204 000 \$ du crédit 25 (Ressources naturelles) et de 3 368 000 \$ du crédit 30 (Ressources naturelles)				
...	...	...	1 204 999	1 204 999	Virement du : crédit 25				
...	...	...	3 368 000	3 368 000	crédit 30				
...	...	...	6 300 000	6 300 000	CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	89 493 000	3 261 066	10 872 999	103 627 065	Total—Crédit 20	102 039 030	1 588 035	...	104 651 222
...	10 591 000	...	...	10 591 000	25 Dépenses en capital				
...	...	...	(1 204 999)	(1 204 999)	Virement au : crédit 20				
...	...	...	(60 000)	(60 000)	crédit 30				
...	10 591 000	...	(1 264 999)	9 326 001	Total—Crédit 25	6 305 177	3 020 824	...	7 023 478
...	70 261 000	...	...	70 261 000	30 Subventions et contributions				
...	...	5 761 000	...	5 761 000	30a Virement de 60 000 \$ du crédit 25 (Ressources naturelles)				
...	...	...	60 000	60 000	Virement du crédit 25				
...	...	...	(3 368 000)	(3 368 000)	Virement au crédit 20				
...	70 261 000	5 761 000	(3 308 000)	72 714 000	Total—Crédit 30	72 452 049	261 951	...	98 258 866

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$	
28 810	...	...	173 378	202 188	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	89 642	34 620	77 926	147 361
...	8 010 000	...	401 000	8 411 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 411 000	...	...	8 782 000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 826
<b>28 810</b>	<b>178 355 000</b>	<b>9 022 066</b>	<b>6 874 378</b>	<b>194 280 254</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>189 296 898</b>	<b>4 905 430</b>	<b>77 926</b>	<b>218 870 753</b>
<b>60 045 770</b>	<b>841 472 745</b>	<b>36 811 526</b>	<b>(39 259 202)</b>	<b>899 070 839</b>		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>826 144 851</b>	<b>25 116 164</b>	<b>47 809 824</b>	<b>1 686 404 376</b>
...	<b>66 000 000</b>	...	...	<b>66 000 000</b>		<b>Non budgétaire</b>	<b>66 000 000</b>	...	...	<b>2 593 500</b>
...	38 726 000	...	...	38 726 000	35	<b>Commission de contrôle de l'énergie atomique</b>				
...	...	1 868 000	...	1 868 000	35a	Dépenses du programme				
...	...	2 600 000	...	2 600 000	35b	Dépenses du programme				
...	38 726 000	4 468 000	...	43 194 000		Total—Crédit 35	39 088 221	4 105 779	...	37 805 912
4 456	...	...	18 199	22 655	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	4 456	18 199	...
...	3 248 000	...	163 000	3 411 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 411 000	...	...	3 287 000
<b>4 456</b>	<b>41 974 000</b>	<b>4 468 000</b>	<b>181 199</b>	<b>46 627 655</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>42 499 221</b>	<b>4 110 235</b>	<b>18 199</b>	<b>41 092 912</b>
...	172 494 000	...	...	172 494 000	40	<b>Énergie atomique du Canada, Limitée</b>				
...	...	2 100 000	...	2 100 000	40b	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	172 494 000	2 100 000	...	174 594 000		Total—Crédit 40	174 594 000	...	...	180 020 000
...	<b>172 494 000</b>	<b>2 100 000</b>	...	<b>174 594 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>174 594 000</b>	...	...	<b>180 020 000</b>
...	...	...	...	...		<b>Société de développement du Cap-Breton<sup>(2)</sup></b>				
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25 430 000

...	...	...	45 000 000	45 000 000	L40a	Avances à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19(3). Limite 50 000 000 \$ (Net)	10 000 000	...	35 000 000	...
...	...	...	...	...		<b>Total du programme—</b>	...	...	...	<b>25 430 000<sup>(2)</sup></b>
...	...	...	<b>45 000 000</b>	<b>45 000 000</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>10 000 000</b>	...	<b>35 000 000</b>	...
...	...	...	...	...		<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...
...	27 725 000	...	...	27 725 000	45	<b>Office national de l'énergie</b>	23 232 072	4 492 928	...	24 748 369
...	2 546 000	...	127 000	2 673 000	(S)	Dépenses du programme	2 673 000	...	...	2 620 000
10 662	...	...	14 168	24 830	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 894	4 768	14 168	3 850
...	...	...	...	...		Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	...	...	4 366
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...
<b>10 662</b>	<b>30 271 000</b>	...	<b>141 168</b>	<b>30 422 830</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>25 910 966</b>	<b>4 497 696</b>	<b>14 168</b>	<b>27 376 585</b>
...	235 000	...	(235 000)	...	50	<b>Administration du pipe-line du Nord<sup>(3)</sup></b>	...	...	...	...
...	15 000	...	(15 000)	...	(S)	Dépenses du programme	...	...	...	...
...	...	...	...	...		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
...	<b>250 000</b>	...	<b>(250 000)</b>	...		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	...	...	...
<b>60 060 888</b>	<b>1 086 461 745</b>	<b>43 379 526</b>	<b>(39 186 835)</b>	<b>1 150 715 324</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—</b>	<b>1 069 149 038</b>	<b>33 724 095</b>	<b>47 842 191</b>	<b>1 960 323 873<sup>(2)</sup></b>
...	<b>66 000 000</b>	...	<b>45 000 000</b>	<b>111 000 000</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>76 000 000</b>	...	<b>35 000 000</b>	<b>2 593 500</b>
...	...	...	...	...		<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Au cours de l'exercice, la Société de développement du Cap-Breton a été transférée du portefeuille ministériel de Industrie. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 25 430 000 \$.

(3) En 1994-1995, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée au portefeuille ministériel des Affaires étrangères et du Commerce international.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Programme de l'énergie, des mines et des ressources												
Énergie—												
Budgétaire	41 400 200	41 023 177	900 500	628 300	229 745 999	185 981 968	...	...	...	...	272 046 699	227 633 445
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	66 000 000	66 000 000	66 000 000	66 000 000
Mines	16 600 100	16 169 000	350 800	189 599	10 193 382	10 193 379	...	...	...	...	27 144 282	26 551 978
Technologie des minéraux et de l'énergie												
Levés géologiques	98 467 544	98 295 067	9 425 549	7 253 167	9 696 758	9 293 338	...	...	...	...	117 589 851	114 841 572
Géomatique Canada	95 318 034	95 147 229	9 140 474	6 326 820	944 850	928 241	...	...	...	...	105 403 358	102 402 290
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	81 759 498	79 739 944	7 740 566	6 663 997	175 850	159 653	...	...	...	...	89 675 914	86 563 594
Administration	24 359 640	14 704 962	...	397 258	...	...	17 707 000	13 107 002	...	...	6 652 640	1 995 218
	65 734 380	63 002 024	20 493 461	13 816 832	50 000	41 000	...	...	...	...	86 277 841	76 859 856
Sous-total—												
Budgétaire	423 639 396	408 081 403	48 051 350	35 275 973	250 806 839	206 597 579	17 707 000	13 107 002	...	...	704 790 585	636 847 953
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	66 000 000	66 000 000	66 000 000	66 000 000
Recettes affectées aux dépenses	(17 707 000)	(13 107 002)	...	...	...	...	(17 707 000)	(13 107 002)	...	...	...	...
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>405 932 396</b>	<b>394 974 401</b>	<b>48 051 350</b>	<b>35 275 973</b>	<b>250 806 839</b>	<b>206 597 579</b>	...	...	...	...	<b>704 790 585</b>	<b>636 847 953</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>66 000 000</b>	<b>66 000 000</b>	<b>66 000 000</b>	<b>66 000 000</b>
Programme des forêts												
Forêts	112 385 693	110 705 845	9 346 734	6 305 177	72 714 000	72 452 049	166 173	166 173	...	...	194 280 254	189 296 898
Recettes affectées aux dépenses	(166 173)	(166 173)	...	...	...	...	(166 173)	(166 173)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>112 219 520</b>	<b>110 539 672</b>	<b>9 346 734</b>	<b>6 305 177</b>	<b>72 714 000</b>	<b>72 452 049</b>	...	...	...	...	<b>194 280 254</b>	<b>189 296 898</b>
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>518 151 916</b>	<b>505 514 073</b>	<b>57 398 084</b>	<b>41 581 150</b>	<b>323 520 839</b>	<b>279 049 628</b>	...	...	...	...	<b>899 070 839</b>	<b>826 144 851</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>66 000 000</b>	<b>66 000 000</b>	<b>66 000 000</b>	<b>66 000 000</b>
<b>Commission de contrôle de l'énergie atomique</b>												
Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique												
	45 947 655	41 859 631	...	...	680 000	639 590	...	...	...	...	46 627 655	42 499 221
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>45 947 655</b>	<b>41 859 631</b>	...	...	<b>680 000</b>	<b>639 590</b>	...	...	...	...	<b>46 627 655</b>	<b>42 499 221</b>

Énergie atomique du Canada,  
Limitée—

Budgétaire	167 035 000	167 035 000	7 559 000	7 559 000	...	...	...	...	...	...	174 594 000	174 594 000
<hr/>												
Société de développement du Cap-Breton—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	45 000 000	10 000 000	45 000 000	10 000 000
<hr/>												
Office national de l'énergie												
Réglementation et consultation en matière d'énergie	30 422 830	25 910 966	...	...	...	...	...	...	...	...	30 422 830	25 910 966
<hr/>												
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>30 422 830</b>	<b>25 910 966</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>30 422 830</b>	<b>25 910 966</b>
<hr/>												
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	761 557 401	740 319 670	64 957 084	49 140 150	324 200 839	279 689 218	...	...	...	...	1 150 715 324	1 069 149 038
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	111 000 000	76 000 000	111 000 000	76 000 000
<hr/>												

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
Programme de l'énergie, des mines et des ressources									
<b>Subventions</b>									
Énergie									
...	205 000	...	(75 000)	130 000	130 000	...	...	205 000	
...	20 000	...	(5 950)	14 050	6 000	8 050	...	...	
...	225 000	...	(80 950)	144 050	136 000	8 050	...	205 000	
Mines									
...	...	...	...	...	...	...	...	5 000	
Technologie des minéraux et de l'énergie									
...	154 000	...	(47 247)	106 753	106 753	...	...	68 370	
Levés géologiques									
...	156 500	...	(69 000)	87 500	73 660	13 840	...	103 560	
Géomatique Canada									
...	75 000	...	(22 750)	52 250	46 800	5 450	...	55 000	
Administration									
...	...	...	45 000	45 000	36 000	9 000	...	12 500	
...	<b>610 500</b>	...	<b>(174 947)</b>	<b>435 553</b>	<b>399 213</b>	<b>36 340</b>	...	<b>449 430</b>	
<b>Contributions</b>									
Énergie									
...	190 000	...	...	190 000	190 000	...	...	175 000	
...	967 000	...	358 000	1 325 000	1 325 000	...	...	1 565 000	



...	26 000 000	(20 000 000)	...	6 000 000	(S) Paiements à Pipeline Interprovincial Incorporée relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de pipe-line interprovincial	6 000 000	...	...	5 738 854
...	250 000	...	...	250 000	Contribution à l'appui des investissements économiques en vue de réduire les coûts énergétiques dans le cadre du Programme des initiatives en matière de bâtiments fédéraux	197 665	52 335	...	109 734
...	227 000	...	(51 450)	175 550	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	153 000	22 550	...	178 000
...	171 574 000	...	(40 417 675)	131 156 325	Contributions à l'appui du projet de développement Hibernia	131 154 097	2 228	...	329 852 085
...	1 150 000	...	(445 732)	704 268	Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	702 467	1 801	...	807 296
...	5 935 000	...	(776 120)	5 158 880	Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement dans le cadre des initiatives du Plan vert	4 471 199	687 681	...	4 167 235
19 317 520	5 400 000	2 100 000	(7 500 000)	19 317 520	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	5 075 920	...	14 241 600	...
33 931 791	8 250 000	(1 750 000)	(6 500 000)	33 931 791	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve	5 229 989	...	28 701 802	17 592 073
...	125 000	...	...	125 000	Contribution à l'appui des activités du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	79 016	45 984	...	53 058
...	1 950 000	...	(109 200)	1 840 800	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	1 840 800	...	...	1 950 000
...	722 000	...	37 217	759 217	(S) Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	759 217	...	...	750 338
...	4 950 000	...	(234 949)	4 715 051	(S) Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	4 715 051	...	...	4 921 828
...	...	24 000 000	(47 453)	23 952 547	(S) Paiement au fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures	23 952 547	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	125 034 038
53 249 311	227 690 000	4 350 000	(55 687 362)	229 601 949		185 845 968	812 579	42 943 402	492 894 539
<hr/>									
Mines									
...	196 000	...	...	196 000	Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources	196 000	...	...	196 000
...	200 000	...	(200 000)	...	Contributions à l'industrie aux termes des ententes sur le développement minéral :	...	...	...	204 776
...	237 000	...	6 622	243 622	Terre-Neuve	...	...	...	165 414
...	6 452 000	...	2 374 327	8 826 327	Nouvelle-Écosse III	243 621	1	...	6 831 800
...	...	...	179 039	179 039	Québec	8 826 327	...	...	...
...	789 000	...	(454 983)	334 017	Prolongement de l'Entente sur le développement minéral de Terre-Neuve	179 038	1	...	50 000
...	...	...	394 377	394 377	Programme prospection minière de l'Est du Québec	334 016	1	...	695 310
...	14 000	...	6 000	20 000	Entente Chapais-Chibougamau sur les minéraux	394 377	...	...	1 970 074
...	...	...	...	...	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	20 000	...	...	57 891
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	114 950
...	7 888 000	...	2 305 382	10 193 382		10 193 379	3	...	10 286 215

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	2 958 000	...	(1 281 471)	1 676 529	Technologie des minéraux et de l'énergie				
					Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	1 676 529	...	...	2 021 115
...	4 665 000	...	(272 574)	4 392 426	Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	4 250 317	142 109	...	4 050 572
...	2 181 000	...	...	2 181 000	Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement dans le cadre des initiatives du Plan vert	1 939 589	241 411	...	2 120 642
...	679 000	...	201 685	880 685	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	860 785	19 900	...	807 547
...	244 000	...	43 124	287 124	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	287 124	...	...	186 500
...	...	...	172 241	172 241	Entente sur le développement minéral du Québec	172 241	...	...	232 125
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	682 000
...	10 727 000	...	(1 136 995)	9 590 005		9 186 585	403 420	...	10 100 501
...	500 000	...	186 773	686 773	Levés géologiques				
...	62 000	...	108 577	170 577	Programme de sondage des fonds marins	686 773	...	...	533 385
...	562 000	...	295 350	857 350	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	167 808	2 769	...	174 690
...	126 600	...	(3 000)	123 600	Géomatique Canada				
...	...	...	...	...	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	112 853	10 747	...	79 720
...	126 600	...	(3 000)	123 600	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	110 000
...	...	...	5 000	5 000	Administration				
...	...	...	...	...	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	5 000	...	...	...
...	...	...	5 000	5 000	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50 000
...	...	...	5 000	5 000		5 000	...	...	50 000
<b>53 249 311</b>	<b>246 993 600</b>	<b>4 350 000</b>	<b>(54 221 625)</b>	<b>250 371 286</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>206 198 366</b>	<b>1 229 518</b>	<b>42 943 402</b>	<b>514 229 050</b>

					<b>Sommaire du programme par activité</b>				
53 249 311	227 915 000	4 350 000	(55 768 312)	229 745 999	Énergie	185 981 968	820 629	42 943 402	493 099 539
...	7 888 000	...	2 305 382	10 193 382	Mines	10 193 379	3	...	10 291 215
...	10 881 000	...	(1 184 242)	9 696 758	Technologie des minéraux et de l'énergie	9 293 338	403 420	...	10 168 871
...	718 500	...	226 350	944 850	Levés géologiques	928 241	16 609	...	811 635
...	201 600	...	(25 750)	175 850	Géomatique Canada	159 653	16 197	...	244 720
...	...	...	50 000	50 000	Administration	41 000	9 000	...	62 500
<b>53 249 311<sup>(1)</sup></b>	<b>247 604 100</b>	<b>4 350 000</b>	<b>(54 396 572)</b>	<b>250 806 839</b>	<b>Total du programme</b>	<b>206 597 579</b>	<b>1 265 858</b>	<b>42 943 402</b>	<b>514 678 480</b>
					Programme des forêts				
					<b>Subventions</b>				
					Forêts				
...	12 506	...	(1 000)	11 506	Subventions pour la recherche forestière et le développement du secteur forestier	10 000	1 506	...	9 277
...	39 006	...	...	39 006	Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts	...	39 006	...	30 000
...	25 000	...	...	25 000	Subvention au Conseil de la recherche forestière du Québec	23 000	2 000	...	21 750
...	<b>76 512</b>	...	<b>(1 000)</b>	<b>75 512</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>33 000</b>	<b>42 512</b>	...	<b>61 027</b>
					<b>Contributions</b>				
					Forêts				
...	20 800	...	479 215	500 015	Contributions pour la recherche forestière et le développement du secteur forestier	464 016	35 999	...	142 608
...	80 000	...	(20 000)	60 000	Association forestière du Canada	60 000	...	...	80 000
...	2 038 434	...	...	2 038 434	Institut canadien de recherches en génie forestier	2 038 434	...	...	2 052 000
...	110 295	...	140	110 435	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	110 433	2	...	110 295
...	4 968 684	...	36 000	5 004 684	Contribution à la société Forintek du Canada	5 004 643	41	...	7 908 250
...	47 025	...	103 225	150 250	Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada	91 349	58 901	...	82 358
...	300 800	...	800	301 600	Contribution à l'Université de Moncton	301 600	...	...	320 000
...	40 967 914	5 761 000	(2 328 188)	44 400 726	Contributions en vertu du plan pour l'Est du Québec et en vertu des ententes auxiliaires conclues conformément aux ententes pour le développement économique et régional aux fins du rajustement économique et socio-économique	44 324 005	76 721	...	65 651 668
...	8 000 000	...	(1 250 000)	6 750 000	Contribution à la Fondation nationale communautaire de l'arbre	6 750 000	...	...	7 600 000
...	175 000	...	(75 000)	100 000	Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	100 000	...	...	175 000
...	13 475 536	...	(253 192)	13 222 344	Contribution globale pour les partenaires du développement durable des forêts	13 174 569	47 775	...	12 773 330
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 302 330
...	<b>70 184 488</b>	<b>5 761 000</b>	<b>(3 307 000)</b>	<b>72 638 488</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>72 419 049</b>	<b>219 439</b>	...	<b>98 197 839</b>
...	<b>70 261 000</b>	<b>5 761 000</b>	<b>(3 308 000)</b>	<b>72 714 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>72 452 049</b>	<b>261 951</b>	...	<b>98 258 866</b>
<b>53 249 311<sup>(1)</sup></b>	<b>317 865 100</b>	<b>10 111 000</b>	<b>(57 704 572)</b>	<b>323 520 839</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>279 049 628</b>	<b>1 527 809</b>	<b>42 943 402</b>	<b>612 937 346</b>

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Commission de contrôle de l'énergie atomique</b>									
<b>Subventions</b>									
Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique									
Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire									
...	15 000	...	...	15 000	14 500	500	...	19 000	
...	<b>15 000</b>	...	...	<b>15 000</b>	<b>14 500</b>	<b>500</b>	...	<b>19 000</b>	
<b>Contributions</b>									
Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique									
Contributions pour le Programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique									
...	500 000	...	...	500 000	497 850	2 150	...	502 770	
...	80 000	...	...	80 000	77 240	2 760	...	73 120	
...	40 000	...	...	40 000	40 000	...	...	40 000	
...	...	...	35 000	35 000	...	35 000	...	...	
...	...	...	10 000	10 000	10 000	...	...	...	
...	<b>620 000</b>	...	<b>45 000</b>	<b>665 000</b>	<b>625 090</b>	<b>39 910</b>	...	<b>615 890</b>	
...	<b>635 000</b>	...	<b>45 000</b>	<b>680 000</b>	<b>639 590</b>	<b>40 410</b>	...	<b>634 890</b>	
<b>53 249 311</b> <sup>(1)</sup>	<b>318 500 100</b>	<b>10 111 000</b>	<b>(57 659 572)</b>	<b>324 200 839</b>	<b>279 689 218</b>	<b>1 568 219</b>	<b>42 943 402</b>	<b>613 572 236</b>	

(S) Paiement de transfert législatif

<sup>(1)</sup> Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
Programme de l'énergie, des mines et des ressources			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Géomatique Canada			
Frais de services—			
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	17 707 000	13 107 002	11 836 516
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>17 707 000</b>	<b>13 107 002</b>	<b>11 836 516</b>
Programme des forêts			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Forêts	617 000	166 173	425 788
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>617 000<sup>(1)</sup></b>	<b>166 173</b>	<b>425 788</b>
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>18 324 000</b>	<b>13 273 175</b>	<b>12 262 304</b>
<b>Société de développement du Cap-Breton<sup>(2)</sup></b>			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Remboursement d'avances de la Société	...	...	10 000 000
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>10 000 000<sup>(2)</sup></b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>18 324 000</b>	<b>13 273 175</b>	<b>12 262 304</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>10 000 000<sup>(2)</sup></b>

(1) Ce montant a été diminué à 166 173 \$ au cours de l'exercice.

(2) Au cours de l'exercice, la Société de développement du Cap-Breton a été transférée du portefeuille ministériel de Industrie. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 10 000 000 \$.

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
Programme de l'énergie, des mines et des ressources		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxes sur les produits et services	1 001 927	890 807
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>1 001 927</b>	<b>890 807</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances —		
Énergie atomique du Canada, Limitée	997 457	868 636
Société de développement du Cap-Breton	304 731	164 312
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité—		
Nouveau-Brunswick	528 791	539 060
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	1 374 633	738 997
	3 205 612	2 311 005
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses —Achat de biens et de services	1 060 722	577 473
Recouvrements de dépenses —Achat de capital	6 623	2 778
Recouvrements de paiements de transfert —Subventions et assistance en capital	61 970	406
Recouvrements de paiements de transfert au programme de stimulation de l'exploration minière au Canada et au programme d'encouragement du secteur pétrolier	535 059	549 767
Recouvrements des autres paiements de transfert	1 106 970	378 511
Recouvrements de paiements de transfert pour les provinces et territoires	125 166	9 182
Divers	300	18 548
Redressements des crédettes de l'exercice précédent —		
Redressements—Biens et services	2 243 886	850 613
Redressements—Paiements de transfert	330 264	716 424
	5 470 960	3 103 702
Privilèges, licences et permis —		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	6 013 161	7 282 954
Licences et permis	7 505 976	4 140 467
Frais d'inspection et d'examen	656 735	317 725
Divers	291 855	...
	14 467 727	11 741 146

## Recettes—Suite

	Exercice en cours		Exercice précédent			Exercice en cours		Exercice précédent	
	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Frais de services—									
Services techniques et scientifiques	10 380 802	10 183 894			Programme des forêts				
Autres frais	32 975	30 926			<b>Recettes non fiscales—</b>				
Frais de conférences, séminaires et ateliers	415 600	67 077			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —				
Services de consultants	126 773	410 143			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	230 815	103 587		
Frais de réception de Satellite pour Observation de la Terre et de l'Agence spatiale européenne	...	282 156			Recouvrements de dépenses	266 791	318 264		
	10 956 150	10 974 196				497 606	421 851		
Produits des ventes—					Privilèges, licences et permis	9 938	22 263		
Données de levés, gazetiers, etc.	17 875	38 750			Produits des ventes	...	5		
Revue et publications	245 370	189 995			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	173 378	123 983		
Graphiques, cartes et plans	605 629	1 205 767			Diverses recettes non fiscales	38 387	5 899		
Ensembles de roches et de minéraux	17 985	25 216			<b>Total du programme</b>	<b>719 309</b>	<b>574 001</b>		
Information cartographique	5 442	112 176							
Photographies aériennes et impressions	...	31 135			<b>Total du ministère</b>	<b>41 026 355</b>	<b>35 616 774<sup>(2)</sup></b>		
Produits ERS	13 802	20 120			<b>Commission de contrôle de l'énergie atomique</b>				
Essais certifiés	380 397	339 079			<b>Recettes non fiscales—</b>				
Données aéromagnétiques	154 042	187 900			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —				
Ouverture de dossiers	124 015	103 571			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	138 391	85 201		
Produits d'informatique	27 240	27 658			Divers	25 658	14 387		
Divers	2 647	1 793				164 049	99 588		
	1 594 444	2 283 160			Privilèges, licences et permis —				
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne —					Amendes	4 229	10 670		
Produits du centre de distribution des biens de la Couronne	231 899	175 809			Frais de services—				
Produits du projet pilote	11 118	...			Recouvrement des frais	30 274 308	28 967 348		
	243 017	175 809			Formation	589 470	1 363 725		
Diverses recettes non fiscales —						30 863 778	30 331 073		
Retrocessions extracôtées	823 663	2 206 942			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	18 199	4 456		
Frais généraux du Fonds renouvelable de Géomatique Canada	1 963 428	753 975			Diverses recettes non fiscales —				
Location de bâtiments	123 960	64 253			Accès à l'information	9 807	1 838		
Location de travaux, de machines et de matériel	390 779	429 044			Pertes et bénéfices de change	27	...		
Intérêt sur paiements en trop	...	48 393			Divers	1 126	964		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	7 974	11 580				10 960	2 802		
Divers	57 405	48 761			<b>Total du programme</b>	<b>31 061 215</b>	<b>30 448 589</b>		
	3 367 209	3 562 948							
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>39 305 119</b>	<b>34 151 966</b>							
<b>Total du programme</b>	<b>40 307 046</b>	<b>35 042 773</b>							

## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Office national de l'énergie</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	76 585	41 039
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	22 702	163 255
	99 287	204 294
Privilèges, licences et permis	475	450
Frais de services	25	35
Produits des ventes	6 990	4 603
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	14 168	10 662
Diverses recettes non fiscales	23 454 690	22 046 160
<b>Total du programme</b>	<b>23 575 635</b>	<b>22 266 204</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales —		
Taxes sur les produits et services	1 001 927	890 807
Total des recettes fiscales	1 001 927	890 807
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	3 205 612	2 311 005
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 231 902	3 829 435
Privilèges, licences et permis	14 482 369	11 774 529
Frais de services	41 819 953	41 305 304
Produits des ventes	1 601 434	2 287 768
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	448 762	314 910
Diverses recettes non fiscales	26 871 246	25 617 809
Total des recettes non fiscales	94 661 278	87 440 760
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>95 663 205</b>	<b>88 331 567<sup>(2)</sup></b>

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, la Société de développement du Cap-Breton a été transférée du portefeuille ministériel de Industrie. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 164 312 \$.

# SECTION 22

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Revenu national**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif du programme et description des activités . . . .	22.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	22.3
Programme par activité . . . . .	22.4
Paielements de transfert . . . . .	22.5
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	22.5
Recettes . . . . .	22.6



## Objectif

Faire en sorte que tous les droits, toutes les taxes et tous les autres frais et prélèvements connexes soient, de façon équitable et en temps voulu, imposés, perçus et, s'il y a lieu, remboursés; accroître la compétitivité des entreprises canadiennes en appliquant des instruments très divers de la politique commerciale du gouvernement ainsi qu'en facilitant le tourisme, le commerce et les échanges internationaux; faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières, et protéger la société canadienne en général, notamment les entreprises et les particuliers, contre l'entrée des personnes et des marchandises dangereuses ou non admissibles; appuyer les programmes et les objectifs sociaux et économiques du gouvernement en appliquant de façon juste et équitable la législation pertinente, notamment les accords et traités internationaux ainsi que les lois et règlements fédéraux et provinciaux.

## Description des activités

### *Aide aux clients et établissement des cotisations*

Afin de sensibiliser les clients à leurs droits et obligations; établir et maintenir à jour une liste d'enregistrement des clients; leur fournir les formulaires et les renseignements nécessaires pour la production de déclarations exactes dans les délais prescrits; répondre aux demandes de renseignements des clients; traiter leur déclaration et établir leur cotisation dès la réception; reporter aux comptes des clients toutes les cotisations et tous les versements; faire part des résultats aux clients par l'envoi d'avis de cotisation; et faire une vérification limitée d'éléments qui ont été acceptés au stade de la cotisation. L'activité comprend aussi un rôle consultatif auprès des autres ministères de l'État à l'égard de la faisabilité administrative de nouvelles mesures législatives et de nouvelles

conventions fiscales en voie de négociation; des activités relatives à l'enregistrement des organismes de bienfaisance, et à l'agrément des régimes de pension et de revenu différé et de la prestation de décisions anticipées sur les conséquences fiscales de transactions éventuelles.

### *Services frontaliers des douanes et application des politiques commerciales*

Faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières, et assurer la prestation des services des douanes à la frontière et au secteur commercial conçus pour faire valoir et appuyer les objectifs du gouvernement en matière de politique étrangère et socio-économique du pays, et de ce fait, protéger l'industrie et la société canadiennes en contrôlant la circulation des gens, des marchandises et des biens qui entrent au Canada ou qui en sortent; favoriser la compétitivité de l'industrie canadienne en assurant que lui soient accordés tous les avantages prévus dans les divers accords internationaux et autres instruments des politiques commerciales du gouvernement; et appuyer la politique économique intérieure, tel que le développement industriel, en appliquant des mesures de dégrèvement tarifaire sur l'importation de certaines marchandises exemptes de l'application des politiques commerciales du gouvernement.

### *Vérification et exécution*

Afin d'assurer l'équité du régime d'autocotisation, cette activité s'occupe d'effectuer divers examens, vérifications et enquêtes afin de déterminer les faits et de réévaluer les clients selon les résultats.

### *Recouvrements et acomptes provisionnels*

Dans le but de percevoir les impôts et autres montants, et de traiter et déposer tous les versements reçus, y compris le recouvrement des sommes re-

tenues à la source par les employeurs au nom des employés; les sommes versées en faveur des non résidents, des travailleurs indépendants et des sociétés selon des estimations de leur impôt à payer; et les soldes impayés qui restent après l'établissement de la cotisation ou de la nouvelle cotisation de la TPS et des revenus ainsi que les montants de prélèvements et de droits impayés. Cette activité comprend aussi la comptabilisation de toutes les cotisations et de tous les versements en inscrivant aux comptes des clients les détails relatifs au *Régime de pensions du Canada (loi)*, à l'assurance-chômage, aux produits et services, aux prélèvements, aux droits et aux différents comptes fédéraux ou provinciaux, selon le cas.

### *Appels*

Afin de procurer aux clients une voie de recours, y compris la résolution des avis d'opposition et les appels en effectuant un examen indépendant des cotisations ou des nouvelles cotisations contestées par un client; y compris aussi le traitement des demandes de détermination de l'admissibilité présentées par les employeurs ou les employés en vertu des dispositions du *Régime de pensions du Canada (loi)* et de la *Loi sur l'assurance-chômage*.

### *Administration et technologie de l'information*

Assurer une direction administrative et une gamme de services d'appui et de services centralisés qui ne sont pas attribués aux autres activités. Ces services comprennent les services de traitement électronique des données et la technologie de l'information, la vérification interne et l'évaluation des programmes, la gestion financière, la gestion des ressources, les systèmes et services de bureau, la sécurité, les services des ressources humaines, la formation et les services, les services de laboratoires et les services juridiques.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
...	1 779 862 000	...	...	1 779 862 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	41 925 154	...	41 925 154	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	31 831 374	...	31 831 374	1b	Dépenses de fonctionnement			
...	1 779 862 000	73 756 528	...	1 853 618 528		Total—Crédit 1	1 817 933 206	35 685 322	... 1 913 243 251
...	63 074 000	...	...	63 074 000	5	Dépenses en capital			
...	...	601 063	...	601 063	5b	Dépenses en capital			
...	63 074 000	601 063	...	63 675 063		Total—Crédit 5	61 275 135	2 399 928	... 67 396 713
...	94 417 000	...	...	94 417 000	10	Contributions	91 763 435	2 653 565	... 101 162 000
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre du Revenu national —Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	... 48 645
...	199 596 000	...	9 987 000	209 583 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	209 583 000	...	... 202 699 000
152 200	...	...	320 226	472 426	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	277 414	42 812	152 200 357 410
...	...	...	520 292	520 292	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	520 292	...	... ..
...	...	...	40 134 823	40 134 823	(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants (Loi sur les prestations spéciales pour enfants )	40 134 823	...	... 38 569 203 <sup>(1)</sup>
...	...	...	361 671	361 671	(S)	Montants adjugés par une cour	361 671	...	... 1 326 231
<b>152 200</b>	<b>2 136 997 645</b>	<b>74 357 591</b>	<b>51 324 012</b>	<b>2 262 831 448</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 221 897 621</b>	<b>40 781 627</b>	<b>152 200 2 324 802 453<sup>(1)</sup></b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

<sup>(1)</sup> Les versements d'allocations spéciales pour enfants ont été transférés du portefeuille ministériel de Développement des ressources humaines. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 38 569 203 \$.

## Programme par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Aide aux clients et établissement des cotisations	500 719 374	515 394 593	731 463	704 696	134 551 823	131 898 258	...	...	...	...	636 002 660	647 997 547
Services frontaliers des douanes et application des politiques commerciales	391 646 000	381 930 510	11 848 000	7 089 034	...	...	...	...	...	...	403 494 000	389 019 544
Vérification et exécution	453 957 000	444 868 806	5 513 000	7 758 047	...	...	...	...	...	...	459 470 000	452 626 853
Recouvrements et acomptes provisionnels	209 391 000	200 569 729	1 346 000	491 316	...	...	...	...	...	...	210 737 000	201 061 045
Appels	57 667 671	56 093 040	191 000	92 132	...	...	...	...	...	...	57 858 671	56 185 172
Administration et technologie de l'information	565 978 254	544 817 299	44 426 863	45 326 161	...	...	...	...	...	...	610 405 117	590 143 460
Recettes affectées aux dépenses	...	...	...	...	...	...	115 136 000	115 136 000	...	...	(115 136 000)	(115 136 000)
Sous-total	2 179 359 299	2 143 673 977	64 056 326	61 461 386	134 551 823	131 898 258	115 136 000	115 136 000	...	...	2 262 831 448	2 221 897 621
Recettes affectées aux dépenses	(115 136 000)	(115 136 000)	...	...	...	...	(115 136 000)	(115 136 000)	...	...	...	...
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>2 064 223 299</b>	<b>2 028 537 977</b>	<b>64 056 326</b>	<b>61 461 386</b>	<b>134 551 823</b>	<b>131 898 258</b>	...	...	...	...	<b>2 262 831 448</b>	<b>2 221 897 621</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des	Indiquées dans		Redressements	Total		Employées au cours		Disponibles pour emploi dans	Employées
	Budget des	Budgets des							
					<b>Contributions</b>				
					Aide aux clients et établissement des cotisations				
					Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale	91 763 435	2 653 565	...	101 162 000
...	94 417 000	...	...	94 417 000	(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants	40 134 823	...	...	38 569 203
...	...	...	40 134 823	40 134 823					
...	<b>94 417 000</b>	...	<b>40 134 823</b>	<b>134 551 823</b>	<b>Total du programme</b>	<b>131 898 258</b>	<b>2 653 565</b>	...	<b>139 731 203</b>
...	<b>94 417 000</b>	...	<b>40 134 823</b>	<b>134 551 823</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>131 898 258</b>	<b>2 653 565</b>	...	<b>139 731 203<sup>(1)(2)</sup></b>

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Recettes affectées aux dépenses			
Régime de pensions du Canada	50 499 000	50 005 000	55 829 322
Assurance-chômage	63 792 000	65 131 000	46 465 710
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>114 291 000<sup>(1)</sup></b>	<b>115 136 000</b>	<b>102 295 032</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Recettes fiscales—</b>			<b>Droits d'accise—</b>		
Impôt sur le revenu —			Spiritueux parvenus à maturité	367 618 188	362 768 917
Des particuliers —			Spiritueux non parvenus à maturité	3 746 437	3 265 087
Retenues à la source	39 790 495 803	37 565 213 076	Bière	542 939 158	566 250 032
Autres perceptions	20 376 539 277	18 763 569 685	Spiritueux rafraîchissants	2 410 543	3 011 423
	<i>60 167 035 080</i>	<i>56 328 782 761</i>	Cigarettes	1 245 891 305	1 329 062 312
Des sociétés	14 739 120 578	12 432 222 254	Cigares	1 933 678	2 190 040
Des non résidents	1 610 874 349	1 439 407 690	Tabac manufacturé	56 509 270	66 376 852
Autres	493 002 779	329 554 614	Tabac canadien naturel en feuilles	339 006	503 556
			Licences et divers	1 535 758	1 210 198
	<i>77 010 032 786</i>	<i>70 529 967 319</i>		<i>2 222 923 343</i>	<i>2 334 638 417</i>
Taxe sur les produits et services (TPS)	37 990 171 682	36 660 470 921	Moins : remboursements	12 185	308 049
TPS sur facturation de biens et services	330 873	362 188		<i>2 222 911 158</i>	<i>2 334 330 368</i>
Crédit aux particuliers	(2 798 940 905)	(2 815 611 735)			
	<i>35 191 561 650</i>	<i>33 845 221 374</i>	<b>Impôt sur les revenus pétroliers —</b>		
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale	861 487 818	878 761 821	Pétrolier	...	(25 425)
remboursements/escomptes et intérêt payé	18 013 320 710	16 234 856 832	Redevance relative aux ressources	6 511 209	4 282 304
	<i>18 874 808 528</i>	<i>17 113 618 653</i>		<i>6 511 209</i>	<i>4 256 879</i>
	<i>16 316 753 122</i>	<i>16 731 602 721</i>	Taxe d'accise—Carburants moteurs—Essence	3 963 602 830	3 405 150 110
			Moins : remboursements	906 597	930 020
Taxe de vente—				<i>3 962 696 233</i>	<i>3 404 220 090</i>
Produits domestiques	693 211	685 216	Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel —		
Produits importés	4 611	591 021	Essence d'aviation	69 034 700	66 519 059
	<i>697 822</i>	<i>1 276 237</i>	Combustible diesel	362 841 493	345 815 452
Moins : prélèvements	17 942	39 223		<i>431 876 193</i>	<i>412 334 511</i>
remboursements	140 622 490	75 162 761	Moins : escomptes	(2 859 362)	(2 957 279)
escomptes	2 232 529	14 262 612		<i>434 735 555</i>	<i>415 291 790</i>
	<i>142 872 961</i>	<i>89 464 596</i>	Autres taxes et droits d'accise —		
Services de télécommunications	345	436	Taxes à la fabrication —		
	<i>(142 174 794)</i>	<i>(88 187 923)</i>	Cigarettes	581 925 157	458 455 377
Taxe de vente—Ristourne sur stock	(54 681)	3 963 566	Cigares	14 457 305	13 977 997
	<i>(142 120 113)</i>	<i>(92 151 489)</i>	Tabac	39 978 826	43 784 485
Droits de douane à l'importation	3 676 900 668	4 289 814 049	Remboursements transitoires sur les produits du tabac	15 910	8 230
Impôt aux provinces	9 017 933	8 704 602	Bijoux	52 038 172	59 085 399
	<i>3 685 918 601</i>	<i>4 298 518 651</i>	Briquets	695 877	4 001
Moins : prélèvements	435 529 103	420 266 779	Automobiles	3 375 746	2 643 861
remboursements	270 304 629	292 774 393	Allumettes	14	176
virements aux provinces	9 120 031	9 297 362	Jeux de cartes	849	46
	<i>714 953 763</i>	<i>722 338 534</i>	Machines à sous	5 067	2 307
	<i>2 970 964 838</i>	<i>3 576 180 117</i>	Accessoires pour fumeurs	4 018 243	3 695 478
			Climatiseurs pour automobiles	94 659 588	93 532 092
			Vins	108 874 412	109 608 955
			Divers	12 278 630	4 209 427
				<i>912 323 796</i>	<i>789 007 831</i>

## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre	75 863	110 241	Produits des ventes —		
Moins : prélèvements	799 540	866 059	Produits des ventes	175 604	166 416
autres remboursements et intérêt payé	136 266 774	126 248 760	Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	563 215	1 315 834
	<i>137 066 314</i>	<i>127 114 819</i>	Étiquettes de spiritueux (année)	36 000	78 524
			Autres	28 769	54 861
	775 333 345	662 003 253		803 588	1 615 635
Taxe sur le transport aérien	680 292 053	588 408 454	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	320 226	541 087
Pénalité	783 013	177 399	Diverses recettes non fiscales —		
Intérêt	1 647 826	221 560	Amendes —		
	682 722 892	588 807 413	Taxe sur les produits et services	67 384 665	66 679 882
Moins : virement au ministère des Transports pour un crédit aux dépenses	682 722 892	588 807 413	Autres	3 033 509	7 467 043
	...	...	Intérêt —		
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>103 557 818 133</b>	<b>97 565 701 048</b>	Taxe sur les produits et services	67 559 527	62 668 593
<b>Recettes non fiscales —</b>			Autres	9 714 346	8 375 318
Revenus de placements —			Saisies (douanes)	238 605	(110 636)
Autres comptes —			Services de saisies (enquête)	2 023 194	2 244 217
Bâtiments et terrains publics —Location	339 268	355 262	Saisies (ports)	8 192 989	10 314 055
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Boutiques hors taxe	3 341 097	2 895 594
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 287 826	2 228 907	Amendes et confiscations	9 563 357	4 685 533
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 400 854	20 942 768	Accès à l'information	30 786	22 122
	2 688 680	23 171 675	Frais d'arrêts légaux	4 063	1 218
Privilèges, licences et permis —			Frais d'usage divers	22 045	147 429
Licences de courtiers en douane	407 417	584 712	Ententes anticipées (prix de transfert)	155 605	113 306
Frais de services —			Location d'espace de stationnement	224 922	216 382
Frais réglés	1 206 592	1 636 297	Recouvrement d'avantages sociaux des employés	16 743 698	...
Frais de photocopies pour déclarations d'organismes de charité	103	5 978	Autres	17 502 799	6 726 652
Rapport spécial sur statistique d'impôt	34 281	52 995		205 735 207	172 446 708
Voyage à l'étranger	94 343	73 644	<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>215 345 542</b>	<b>211 219 862</b>
Frais d'inspection	3 100	2 715	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>103 773 163 675</b>	<b>97 776 920 910</b>
Frais de recouvrement pour conférence et séminaire	1 866	8 064			
Frais d'entrepôt de douane	754 640	915 957			
Frais de services spéciaux	1 417 124	1 636 125			
Autres frais	1 539 107	8 173 008			
	5 051 156	12 504 783			

# SECTION 23

## *COMPTES PUBLICS DU CANADA* **1995-1996**

### **Santé**

#### **Ministère (Santé nationale et Bien-être social)**

#### **Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses**

#### **Conseil de recherches médicales**

#### **Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés**

#### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	23.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	23.5
Programmes par activité . . . . .	23.7
Paielements de transfert . . . . .	23.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	23.13
Recettes . . . . .	23.13

**Ministère (Santé nationale et Bien-être social)**

Programme de santé

**Objectif**

Le Programme de santé vise à protéger, à préserver et à améliorer tous les aspects de la santé des Canadiens.

**Description des activités***Innocuité et qualité des aliments et nutrition*

Définit, évalue et gère les risques et les avantages que les aliments présentent pour la santé humaine pour s'assurer que les aliments au Canada sont sains, nutritifs et de haute qualité; donne son avis à ces égards.

*Innocuité, qualité et efficacité des médicaments*

Définit, évalue et gère les risques et les avantages pour la santé humaine associés à la fabrication, à la vente et à l'utilisation des médicaments et des cosmétiques; donne son avis à ces égards.

*Qualité et risques environnementaux*

Définit, évalue et gère les risques et les avantages pour la santé et la sécurité que présentent les milieux naturels et technologiques, les matériels médicaux et les dispositifs émettant des radiations, ainsi que les produits chimiques et autres produits de consommation; donne son avis à ces égards.

*Surveillance de la santé nationale*

Assure la direction et la coordination nationales des activités de définition, de surveillance, d'enregistrement et de prévention des maladies humaines, et d'enquête sur ces maladies, dans le cadre de programmes nationaux de surveillance et de lutte

contre la maladie, y compris la surveillance de l'apparition et de la cause de maladies transmissibles et non transmissibles.

*Programmes et services*

Applique des programmes et joue un rôle d'orientation nationale en matière de promotion de la santé, de prévention de maladies et de condition physique, contribue à la recherche et au développement de compétences spécialisées dans les domaines de la santé physique et mentale, des services sociaux et de la condition physique, donne une orientation nationale et des services professionnels et consultatifs pour favoriser la mise au point, l'application et la révision de programmes de santé et de programmes sociaux, et mène des activités liées au SIDA, à l'abus des drogues, à la violence familiale, aux femmes, aux aînés et aux enfants, particulièrement ceux qui sont exposés.

*Services de santé des Indiens et des populations du Nord*

Aide les Inuit, les Indiens inscrits et les habitants du Yukon à atteindre un niveau de santé comparable à celui des autres Canadiens qui vivent dans des endroits similaires en dispensant elle-même ou en faisant dispenser à cette population des biens et des services de santé qui ne sont prévus ni dans les programmes ou régimes d'assurance-maladie provinciaux ou territoriaux, ni dans d'autres régimes d'assurance de tiers.

*Santé des fonctionnaires fédéraux*

Protège et préserve la santé des fonctionnaires fédéraux en milieu de travail en appliquant un programme de services de santé au travail et d'hygiène du milieu en vertu des pouvoirs délégués par le Conseil du Trésor.

*Services de consultation et d'évaluation en matière de santé*

Aide les Canadiens et les voyageurs à protéger et à préserver leur santé ou détermine si, du point de vue médical, ils ont droit à certains avantages ou types de permis, en donnant des avis professionnels et de l'aide en matière de médecine aéronautique civile, de services d'urgence, de services consultatifs médicaux et de services de quarantaine et de réglementation.

*Politique et consultation*

Favorise la mise sur pied et l'application de programmes de santé, fait des recherches et des analyses axées sur la politique de la santé; met au point et coordonne le processus de planification stratégique au sein du ministère; gère les stratégies de consultation et coordonne les consultations fédérales-provinciales-territoriales; gère le Bureau sur la santé des femmes; coordonne l'application des lois sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels au ministère; définit la position du Canada sur les questions de santé internationales; donne son avis sur les relations bilatérales avec les gouvernements étrangers; se tient au courant des questions de santé internationales; gère l'évaluation des programmes; coordonne les activités de communication du ministère; et fournit des services techniques pour aider le ministère à s'acquitter de ses responsabilités de communication.

*Assurance-santé*

Applique la *Loi canadienne sur la santé*, surveille et évalue la conformité des régimes provinciaux et territoriaux d'assurance-maladie à la *Loi canadienne sur la santé*, verse des paiements de transfert aux provinces et aux territoires pour les services de santé assurés et certains services complémentaires de soins de santé, approfondit les



connaissances sur les régimes et les programmes d'assurance-maladie, assiste ces régimes et programmes et fournit des conseils en matière de politiques au sujet de la *Loi canadienne sur la santé*.

#### *Gestion du programme*

Conseille et appuie le ministre, le sous-ministre et le sous-ministre délégué; donne aux associations et organismes professionnels connexes, aux groupes d'intérêt et au public de l'aide et des renseignements dans les domaines visés; est le point central de liaison et de coordination avec les ministres provinciaux et territoriaux de la santé, et de suivi des travaux des groupes de travail et des comités consultatifs fédéraux-provinciaux; fournit au ministère des services de planification et d'administration financière, de ressources humaines, de gestion de l'information, de vérification interne et de gestion des biens.

### **Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses**

#### **Objectif**

Permettre aux fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou aux employeurs qui les utilisent de protéger les renseignements commerciaux confidentiels relatifs à leurs produits, tout en assurant aux travailleurs des renseignements exacts sur ces produits en ce qui concerne la sécurité et la santé.

#### **Description de l'activité**

*Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*

Le Conseil est un organisme indépendant chargé de prendre une décision au sujet des demandes de

dérogation aux exigences de divulgation du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), demandes formulées par les fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou par les employeurs qui les utilisent, et fondées sur le fait que la divulgation révélerait des renseignements commerciaux confidentiels. S'appuyant sur les avis des toxicologues de Santé Canada, le personnel du Conseil établit également si les fiches signalétiques et les étiquettes des matières dangereuses sont conformes aux dispositions de la *Loi sur les produits dangereux*, du *Code canadien du travail* (loi), et des diverses lois provinciales et territoriales s'appliquant à la santé et la sécurité au travail. La durée de l'exemption accordée est de trois ans, après quoi le demandeur peut présenter à nouveau une demande. Les parties touchées ont le droit d'appeler de la décision ou de l'ordre d'un agent de contrôle auprès d'une instance tripartite d'appel créée dans la province d'appel et administrée par le Conseil. En outre, le Conseil est responsable de la protection des renseignements commerciaux confidentiels, et ne peut les divulguer qu'à des fins d'exécution et d'application de la Loi ou en cas d'urgence médicale, à des personnes tenues au secret.

### **Conseil de recherches médicales**

#### **Objectif**

Améliorer la santé des Canadiens par la promotion et l'appui de l'excellence en recherche fondamentale, clinique et appliquée dans le domaine des sciences de la santé.

### **Description des activités**

#### *Subventions et bourses*

Subventions pour permettre la mise en oeuvre de travaux de recherche et l'achat de l'équipement nécessaire; soutien direct d'un nombre restreint de chercheurs et de stagiaires en recherche; subventions spéciales pour encourager le progrès de la recherche dans des domaines particulièrement fertiles où l'on prévoit des résultats d'importance ou dans des domaines ou régions où la recherche est encore peu avancée; soutien de la collaboration entre les universités et le secteur privé en matière de recherche; subventions en vue de l'échange de scientifiques, l'organisation de symposiums et la participation à des activités scientifiques à l'échelle internationale.

#### *Administration*

Soutien administratif, scientifique et technique.

### **Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés**

#### **Objectif**

Veiller à ce que les prix demandés par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés vendus au Canada ne soient pas, selon l'opinion du Conseil, excessifs; et faire le suivi de l'évolution des prix de tous les médicaments et du volume des travaux de recherche et de développement sur les produits pharmaceutiques effectués par les titulaires de brevets au Canada et en faire rapport au Parlement annuellement.

### **Description de l'activité**

#### *Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés*

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés recueille des renseignements sur les prix demandés au Canada par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés, analyse ces données et prend des mesures afin que soient réduits les prix jugés excessifs; il obtient ces résultats soit de façon informelle grâce à la conformité volontaire, soit de façon officielle au moyen d'audiences et de l'émission d'ordonnances correctives. Le Conseil fait également rapport annuellement au Parlement sur l'évolution des prix de tous les médicaments et sur la recherche et le développement dans l'industrie pharmaceutique au Canada.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>									
Programme de santé									
...	986 179 000	...	...	986 179 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	37 497 066	...	37 497 066	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	(28 099 651)	(28 099 651)		Virement au crédit 10			
...	986 179 000	37 497 066	(28 099 651)	995 576 415		Total—Crédit 1	983 182 031	12 394 384	... 964 086 940
...	59 279 000	...	...	59 279 000	5	Dépenses en capital			
...	...	952 800	...	952 800	5a	Dépenses en capital			
...	...	...	(9 142 900)	(9 142 900)		Virement au crédit 10			
...	59 279 000	952 800	(9 142 900)	51 088 900		Total—Crédit 5	50 842 101	246 799	... 84 743 274
...	523 327 000	...	...	523 327 000	10	Subventions et contributions			
...	...	5 169 000	...	5 169 000	10a	Subventions et contributions			
...	...	636 949	...	636 949	10b	Virement de 28 099 651 \$ du crédit 1 (Santé) et de 9 142 900 \$ du crédit 5 (Santé)			
...	...	...	28 099 651	28 099 651		Virement du : crédit 1			
...	...	...	9 142 900	9 142 900		crédit 5			
...	523 327 000	5 805 949	37 242 551	566 375 500		Total—Crédit 10	565 038 383	1 337 117	... 459 934 483
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	... 48 645
...	6 891 000 000	313 000 000	36 526 000	7 240 526 000	(S)	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	7 240 526 000	...	... 7 566 089 000
...	39 943 000	...	2 003 610	41 946 610	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41 946 610	...	... 39 608 000
53 712	...	...	568 824	622 536	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	578 088	...	44 448 398 975
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	... 18 919
<b>53 712</b>	<b>8 499 776 645</b>	<b>357 255 815</b>	<b>39 098 434</b>	<b>8 896 184 606</b>		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>8 882 161 858</b>	<b>13 978 300</b>	<b>44 448 9 114 928 236</b>
<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>									
...	1 240 000	...	...	1 240 000	15	Dépenses du programme			
...	...	158 621	...	158 621	15b	Dépenses du programme			
...	1 240 000	158 621	...	1 398 621		Total—Crédit 15	1 259 413	139 208	... 1 052 333
...	113 000	...	...	113 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 000	...	... 113 000

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$	
...	...	...	14 890	14 890	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	14 890	...	...	4 872
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	601
...	<b>1 353 000</b>	<b>158 621</b>	<b>14 890</b>	<b>1 526 511</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 387 303</b>	<b>139 208</b>	...	<b>1 170 806</b>
<b>Conseil de recherches médicales</b>										
...	7 367 000	...	...	7 367 000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	360 250	...	360 250	20a	Dépenses de fonctionnement				
...	7 367 000	360 250	...	7 727 250		Total—Crédit 20	7 577 324	149 926	...	7 050 270
...	242 182 000	...	...	242 182 000	25	Subventions				
...	...	1 050 000	...	1 050 000	25a	Subventions				
...	242 182 000	1 050 000	...	243 232 000		Total—Crédit 25	243 186 879	45 121	...	257 633 570
1 209	...	...	391	1 600	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	1 209	391	...
...	485 000	...	...	485 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	485 000	...	...	483 000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	792
<b>1 209</b>	<b>250 034 000</b>	<b>1 410 250</b>	<b>391</b>	<b>251 445 850</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>251 249 203</b>	<b>196 256</b>	<b>391</b>	<b>265 167 632</b>
<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>										
...	2 879 000	...	...	2 879 000	30	Dépenses du programme				
...	...	189 500	...	189 500	30b	Dépenses du programme				
...	2 879 000	189 500	...	3 068 500		Total—Crédit 30	2 895 129	173 371	...	2 755 015
44	...	...	81	125	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	81	...	44	44
...	259 000	...	...	259 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	259 000	...	...	261 000
<b>44</b>	<b>3 138 000</b>	<b>189 500</b>	<b>81</b>	<b>3 327 625</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 154 210</b>	<b>173 371</b>	<b>44</b>	<b>3 016 059</b>
<b>54 965</b>	<b>8 754 301 645</b>	<b>359 014 186</b>	<b>39 113 796</b>	<b>9 152 484 592</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>9 137 952 574</b>	<b>14 487 135</b>	<b>44 883</b>	<b>9 384 282 733</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>												
Programme de santé												
Innocuité et qualité des aliments et nutrition	67 271 034	65 623 252	4 114 100	4 114 085	7 000	7 000	231 000	231 000	...	...	71 161 134	69 513 337
Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	71 610 136	69 741 714	2 030 500	2 030 452	514 100	514 070	11 808 415	10 626 000	...	...	62 346 321	61 660 236
Qualité et risques environnementaux	48 316 106	47 703 124	2 769 300	2 769 276	1 655 000	1 654 980	3 125 800	2 746 086	...	...	49 614 606	49 381 294
Surveillance de la santé nationale	34 738 294	34 525 979	1 314 200	1 314 183	134 900	90 000	...	...	...	...	36 187 394	35 930 162
Programmes et services	78 780 966	76 872 385	1 449 800	1 302 808	161 050 800	159 763 560	...	...	...	...	241 281 566	237 938 753
Services de santé des Indiens et des populations du Nord	625 436 958	618 920 792	12 253 300	12 253 204	398 962 200	398 962 140	16 300 000	14 955 618	...	...	1 020 352 458	1 015 180 518
Santé des fonctionnaires fédéraux	22 869 236	22 248 168	345 300	345 250	...	...	...	...	...	...	23 214 536	22 593 418
Services de consultation et d'évaluation en matière de santé	5 856 177	5 028 505	103 300	57 464	...	...	125 000	85 125	...	...	5 834 477	5 000 844
Politique et consultation	18 581 036	18 534 075	225 700	172 025	4 051 500	4 046 633	...	...	...	...	22 858 236	22 752 733
Assurance-santé	1 657 117	1 466 929	12 300	12 289	7 240 526 000	7 240 526 000	...	...	...	...	7 242 195 417	7 242 005 218
Gestion du programme	95 229 946	94 296 865	26 471 100	26 471 065	...	...	562 585	562 585	...	...	121 138 461	120 205 345
Sous-total	1 070 347 006	1 054 961 788	51 088 900	50 842 101	7 806 901 500	7 805 564 383	32 152 800	29 206 414	...	...	8 896 184 606	8 882 161 858
Recettes affectées aux dépenses	(32 152 800)	(29 206 414)	...	...	...	...	(32 152 800)	(29 206 414)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>1 038 194 206</b>	<b>1 025 755 374</b>	<b>51 088 900</b>	<b>50 842 101</b>	<b>7 806 901 500</b>	<b>7 805 564 383</b>	...	...	...	...	<b>8 896 184 606</b>	<b>8 882 161 858</b>
<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 526 511</b>	<b>1 387 303</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>1 526 511</b>	<b>1 387 303</b>
<b>Conseil de recherches médicales</b>												
Subventions et bourses	...	...	...	...	243 232 000	243 186 879	...	...	...	...	243 232 000	243 186 879
Administration	7 860 850	7 960 851	353 000	101 473	...	...	...	...	...	...	8 213 850	8 062 324
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>7 860 850</b>	<b>7 960 851</b>	<b>353 000</b>	<b>101 473</b>	<b>243 232 000</b>	<b>243 186 879</b>	...	...	...	...	<b>251 445 850</b>	<b>251 249 203</b>
<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>3 138 125</b>	<b>3 057 516</b>	<b>189 500</b>	<b>96 694</b>	...	...	...	...	...	...	<b>3 327 625</b>	<b>3 154 210</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>	<b>1 050 719 692</b>	<b>1 038 161 044</b>	<b>51 631 400</b>	<b>51 040 268</b>	<b>8 050 133 500</b>	<b>8 048 751 262</b>	...	...	...	...	<b>9 152 484 592</b>	<b>9 137 952 574</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>									
Programme de santé									
<b>Subventions</b>									
Innocuité et qualité des aliments et nutrition									
...	15 000	...	(15 000)	...	...	...	...	...	...
Centre national de distribution des denrées alimentaires									
...	100 000	...	...	100 000	100 000	...	...	...	100 000
...	5 000	...	...	5 000	5 000	...	...	...	5 000
...	105 000	...	...	105 000	105 000	...	...	...	105 000
Qualité et risques environnementaux									
Organisation mondiale de la santé									
Commission internationale de protection contre les radiations									
...	...	...	...	...	100 000	...	...	...	100 000
...	...	...	...	...	5 000	...	...	...	5 000
...	...	...	...	...	105 000	...	...	...	105 000
Programmes et services									
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts de fonctionnement des bureaux nationaux									
...	2 749 000	...	(86 825)	2 662 175	2 662 175	...	...	...	2 298 250
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche									
...	13 024 000	...	(6 110 486)	6 913 514	6 913 514	...	...	...	7 306 232
Subvention au Centre canadien de lutte contre les toxicomanies pour continuer ses activités de prévention, d'éducation publique, de traitement et de réadaptation dans le domaine de l'abus de l'alcool et des drogues									
...	1 420 000	...	...	1 420 000	1 420 000	...	...	...	1 420 000
Subvention à l'Institut national du cancer du Canada afin de permettre l'octroi de subventions de recherche dans le cadre du Défi à la recherche sur le cancer du sein									
...	2 000 000	...	...	2 000 000	2 000 000	...	...	...	2 000 000
Subventions aux organisations et institutions autochtones locales ou régionales qui sont sans but lucratif et constituées en société dans le but de mener des évaluations communautaires ou d'élaborer des propositions sur l'exécution des programmes d'intervention précoce à l'intention des enfants autochtones d'âge préscolaire et de leurs familles									
...	...	2 905 000	(1 140 577)	1 764 423	1 764 423	...	...	...	...
...	19 193 000	2 905 000	(7 337 888)	14 760 112	14 760 112	...	...	...	13 024 482
Services de santé des Indiens et des populations du Nord									
Subventions sous forme de bourses à des particuliers d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans leurs études débouchant sur des carrières dans le domaine de la santé									
...	300 000	...	(35 690)	264 310	264 250	60	...	...	246 655

...	97 000	...	(4 000)	93 000	Politique et consultation				
					Droits d'affiliation à des organismes internationaux	93 000	...	...	75 000
...	700 000	...	(185 000)	515 000	Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif, admissibles pour soutenir des projets ou programme sur la santé	515 000	...	...	500 000
...	1 100 000	350 000	(90 700)	1 359 300	Subvention au Centre international de recherche sur le cancer	1 359 291	9	...	1 281 451
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	80 000
...	1 897 000	350 000	(279 700)	1 967 300		1 967 291	9	...	1 936 451
...	<b>21 510 000</b>	<b>3 255 000</b>	<b>(7 668 278)</b>	<b>17 096 722</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>17 096 653</b>	<b>69</b>	...	<b>15 312 588</b>
<b>Contributions</b>									
Innocuité et qualité des aliments et nutrition									
...	...	...	7 000	7 000	Contributions à des organismes à but non lucratif oeuvrant dans des activités concernant la protection de la santé	7 000	...	...	10 000
Innocuité, qualité et efficacité des médicaments									
...	...	...	514 100	514 100	Contributions à des organismes à but non lucratif oeuvrant dans des activités concernant la protection de la santé	514 070	30	...	305 875
Qualité et risques environnementaux									
...	...	...	1 550 000	1 550 000	Contributions à des organismes à but non lucratif oeuvrant dans des activités concernant la protection de la santé	1 549 980	20	...	317 789
Surveillance de la santé nationale									
...	...	...	134 900	134 900	Contributions à des organismes à but non lucratif oeuvrant dans des activités concernant la protection de la santé	90 000	44 900	...	...
Programmes et services									
...	30 012 000	...	5 162 139	35 174 139	Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique	35 174 139	...	...	30 510 226
...	25 724 000	...	(3 078 427)	22 645 573	Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	22 645 573	...	...	15 958 472
...	800 000	...	...	800 000	Contributions à des organismes pour la recherche, l'élaboration et la réalisation de programmes améliorés d'éducation, de traitement et de prévention dans le domaine de l'abus de l'alcool et des autres drogues	800 000	...	...	800 000
...	12 438 000	...	(15 757)	12 422 243	Contributions à toutes les institutions, les corporations, les sociétés (à l'exception des ministères, des organismes et des sociétés du gouvernement du Canada), y compris les universités et les hôpitaux canadiens, les ministères et organismes provinciaux et municipaux et les sociétés de professionnels de la santé ainsi que les citoyens canadiens et les immigrants reçus, à l'appui du Programme national sur le SIDA	12 422 243	...	...	13 512 646
					Contributions aux groupes ou organismes bénévoles non gouvernementaux, et à but non lucratif, aux associations professionnelles, aux établissements d'enseignement et aux services des gouvernements provinciaux et des administrations municipales				

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							\$
...	3 567 000	...	(2 256 316)	1 310 684	1 310 684	...	...	7 010 980	
...	18 000 000	...	(5 850 922)	12 149 078	10 861 838	1 287 240	...	...	
...	4 502 000	...	1 064 114	5 566 114	5 566 114	...	...	4 451 748	
...	46 797 000	...	(2 131 787)	44 665 213	44 665 213	...	...	35 255 345	
...	7 597 000	...	(938 192)	6 658 808	6 658 808	...	...	7 237 243	
...	900 000	...	350 000	1 250 000	1 250 000	...	...	1 423 000	

afin d'appuyer les efforts visant à réduire l'incidence ainsi que les conséquences négatives de la violence familiale et de finances des activités d'envergure nationale qui améliorent considérablement la capacité des collectivités, des établissements, des systèmes et des gouvernements de réagir face aux problèmes de la violence familiale. Les priorités incluent des projets qui favorisent la collaboration des gouvernements, des secteurs non gouvernementaux et du secteur des bénévoles et des activités de sensibilisation du public, de prévention, de traitement, de formation et de recherche en rapport avec la violence familiale

Contributions aux groupes d'aînés, aux organisations sans but lucratif, aux associations professionnelles, aux institutions d'enseignement, aux organismes de services de la santé ou sociaux, aux autres organismes parapublics, au monde des affaires, au monde du travail, aux gouvernements provinciaux et territoriaux et aux administrations locales pour : améliorer la santé, le bien-être, et l'autonomie des aînés vivant des situations de risque et prévenir les situations de risque; appuyer des projets innovateurs qui intègrent un plan d'évaluation et de partage des résultats; et favoriser la création de nouveaux partenariats entre les aînés, les entreprises, les gouvernements et les organismes non gouvernementaux

Contributions aux groupes ou organismes bénévoles, non gouvernementaux, à but non lucratif, associations professionnelles et établissements d'enseignement, pour venir en aide à des projets qui soulignent l'engagement continu du Canada à poursuivre l'action dans le respect des recommandations du Sommet mondial pour les enfants

Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement d'enfants vulnérables d'âge préscolaire au Canada

Contributions pour les frais administratifs et les coûts des projets que différents organismes nationaux engagent pour offrir des programmes et des services visant à encourager la pratique d'activités physiques

Contributions réservées aux frais administratifs et liées à des projets se rattachant à la campagne publicitaire d'intérêt public de ParticipACTION dont le but est de mieux faire connaître et comprendre aux Canadiens les bienfaits de l'activité physique



					Contributions aux organisations et institutions autochtones locales ou régionales qui sont sans but lucratif et constituées en société, dans le but d'élaborer des programmes d'intervention précoce à l'intention des enfants autochtones d'âge préscolaire et de leurs familles	3 648 836	...	...	...
...	...	2 464 000	1 184 836	3 648 836	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15 002 867
...	150 337 000	2 464 000	(6 510 312)	146 290 688		145 003 448	1 287 240	...	131 162 527
					Services de santé des Indiens et des populations du Nord				
...	169 655 000	86 949	11 187 472	180 929 421	Contributions pour services intégrés de soins de santé communautaire aux communautés indiennes et inuit	180 929 421	...	...	173 492 922
...	62 606 000	...	12 318 827	74 924 827	Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé	74 924 827	...	...	51 260 635
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé non assurés	...	...	...	...
...	65 125 000	...	1 699 176	66 824 176	Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales et aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour la prestation de services de santé non assurés	66 824 176	...	...	55 995 133
...	11 993 000	...	24 484 010	36 477 010	Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de prestation des soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	36 477 010	...	...	18 793 291
...	10 070 000	...	11 451 011	21 521 011	Contributions pour des initiatives nationales spéciales de durée limitée pour les Indiens et les Inuit	21 521 011	...	...	...
...	2 426 000	...	(225 074)	2 200 926	Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	2 200 926	...	...	2 163 035
...	907 000	...	...	907 000	Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de la prestation des soins aux communautés indiennes et inuit	907 000	...	...	901 988
...	1 027 000	...	(83 481)	943 519	Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	943 519	...	...	1 055 045
...	13 970 000	...	...	13 970 000	Contribution au gouvernement du Yukon pour la construction de l'Hôpital général de Whitehorse	13 970 000	...	...	7 700 000
...	347 779 000	86 949	50 831 941	398 697 890		398 697 890	...	...	311 362 049
					Politique et consultation				
...	1 028 600	...	(726 000)	302 600	Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de bien-être social ou de santé	297 742	4 858	...	389 396
...	2 672 400	...	(890 800)	1 781 600	Contribution à l'Institut canadien d'information en matière de santé	1 781 600	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 074 259
...	3 701 000	...	(1 616 800)	2 084 200		2 079 342	4 858	...	1 463 655



## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>			
Programme de santé			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Innocuité et qualité des aliments et nutrition	231 000	231 000	...
Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	11 808 415	10 626 000	...
Qualité et risques environnementaux	3 125 800	2 746 086	2 654 979
Services de santé des Indiens et des populations du Nord	16 300 000	14 955 618	15 873 490
Services de consultation et d'évaluation en matière de santé	125 000	85 125	...
Gestion du programme	562 585	562 585	...
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>32 152 800</b>	<b>29 206 414</b>	<b>18 528 469</b>

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>		
Programme de santé		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	31 497	20 521
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>31 497</b>	<b>20 521</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	8 342 360	8 329 339
Remboursements des achats de biens et de services	1 718 143	1 475 954
Recouvrements des dépenses en capital	5 643	34 394
Recouvrements des paiements de transfert	2 217 260	1 508 981
	12 283 406	11 348 668
Privilèges, licences et permis —		
Frais—Analyses des aliments et des médicaments	11 081	2 490 187
Frais de services —		
Services pour patients internes	4 198	12 952
Services pour patients externes	1 626 823	1 075 412
Accords à frais partagés	3 080 325	3 925 585
Logement du personnel	906 026	1 003 846
Concessions	69 171	142 932
Services de la dosimétrie et de la radiation	...	2 988
Divers	246 294	90 999
	5 932 837	6 254 714
Produits des ventes —		
Recettes diététiques	115 757	114 229
Recettes pharmaceutiques	207 193	136 732
Divers	703	1 137
	323 653	252 098
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	568 824	354 866
Diverses recettes non fiscales —		
Amendes : aliments et drogues	130 727	111 344
Saisies : aliments et drogues	48	3
Amendes : opium et narcotiques	3 443 379	3 566 546
Saisies : opium et narcotiques	(26 337)	48 765

**Recettes—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Rajustement des recouvrements d'exercices antérieurs —		
Régime de pensions du Canada	...	188 000
Divers	213 866	1 832 617
	3 761 683	5 747 275
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>22 881 484</b>	<b>26 447 808</b>
<b>Total du ministère</b>	<b>22 912 981</b>	<b>26 468 329</b>
<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	266	44
Frais de services	379 783	485 697
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	...	601
<b>Total du programme</b>	<b>380 049</b>	<b>486 342</b>
<b>Conseil de recherches médicales</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de bourses d'exercices antérieurs	577 520	637 361
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	6 869	7 799
	584 389	645 160
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	391	1 209
Diverses recettes non fiscales —		
Divers	10	7
<b>Total du programme</b>	<b>584 790</b>	<b>646 376</b>

**Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés****Recettes non fiscales—**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	883	6 685
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	3 108
	883	9 793
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	81	44
Diverses recettes non fiscales —		
Amendes	87 014	...
Divers	...	3 624 284
	87 014	3 624 284
<b>Total du programme</b>	<b>87 978</b>	<b>3 634 121</b>

**Sommaire du portefeuille ministériel**

<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	31 497	20 521
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>31 497</b>	<b>20 521</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 868 944	12 003 665
Privilèges, licences et permis	11 081	2 490 187
Frais de services	6 312 620	6 740 411
Produits des ventes	323 653	252 098
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	569 296	356 720
Diverses recettes non fiscales	3 848 707	9 371 566
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>23 934 301</b>	<b>31 214 647</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>23 965 798</b>	<b>31 235 168</b>

# SECTION 24

## *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

1995-1996

### **Solliciteur général**

#### **Ministère**

**Service canadien du renseignement de sécurité**

**Service correctionnel**

**Commission nationale des libérations conditionnelles**

**Bureau de l'enquêteur correctionnel**

**Gendarmerie royale du Canada**

**Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**

**Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada**

#### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	24.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	24.5
Programmes par activité . . . . .	24.9
Paievements de transfert . . . . .	24.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	24.14
Recettes . . . . .	24.14

**Ministère****Objectif**

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour les programmes du ministère et exercer des fonctions d'examen ayant rapport aux organismes ministériels.

**Description des activités***Secrétariat du ministère*

Le Secrétariat conseille le solliciteur général et le sous-solliciteur général en matière de stratégies et de planification centrale; il élabore une politique et prépare des conseils en ce qui concerne la police et la sécurité; il met au point la politique d'antiterrorisme, ce qui comprend notamment l'élaboration, la coordination et la mise en oeuvre du Plan national de lutte contre le terrorisme, et il élabore une politique visant le secteur correctionnel et donne des conseils à ce sujet; il fournit des services à la haute direction, des services de communications, de planification et de gestion des ressources ainsi que des services judiciaires, financiers et administratifs.

*Bureau de l'inspecteur général du Service canadien du renseignement de sécurité*

Le Bureau de l'inspecteur général du SCRS s'assure que le SCRS respecte les politiques opérationnelles du service; examine les activités opérationnelles, présente au solliciteur général un certificat annuel sur les opérations du service et entreprend sur demande des révisions d'activités spécifiques requises.

**Service canadien du renseignement de sécurité****Objectif**

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

**Description de l'activité***Service canadien du renseignement de sécurité*

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

**Service correctionnel****Objectif**

Contribuer, en tant que composante du système de justice pénale, à la protection de la société en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois tout en exerçant un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humanitaire.

**Description des activités***Opérations correctionnelles*

Prestation de services essentiels liés à chaque étape de la peine du délinquant, y compris toute période de liberté sous condition. Parmi ces services, on retrouve la prestation de soins de santé physique aux détenus ainsi que des soins de santé mentale tant aux détenus qu'aux délinquants en liberté sous condition; la surveillance et le

contrôle des détenus de pair avec la sécurité physique et périmétrique; les opérations de gestion des cas; la surveillance dans la collectivité et l'assistance post-pénale.

*Programmes correctionnels*

Prestation d'une gamme de programmes conçus pour promouvoir la réintégration des délinquants, y compris la formation académique et professionnelle; l'emploi et le perfectionnement professionnel; des services et des programmes d'aumônerie; ainsi que d'autres programmes conçus pour répondre à divers besoins culturels, sociaux, spirituels et de perfectionnement personnel.

*Services techniques et services aux détenus*

Prestation de fonctions liées directement aux services d'alimentation, de vêtements et de logement des détenus ainsi qu'à la construction, à l'entretien et au fonctionnement des établissements correctionnels. Parmi ceux-ci on retrouve les biens et services qui contribuent au soutien des activités pénitentiaires; l'ingénierie et le maintien des usines, des installations de programmes et du transport; services de gestion des programmes d'immobilisation.

*Gestion et administration*

Prestation de services intégrés tels la planification stratégique, les politiques intégrées, la recherche, les communications, l'évaluation des programmes, la vérification, les services juridiques et les services à la haute direction. De plus, cette activité renferme les services de gestion tels le personnel, les finances, les systèmes, l'administration et la coordination de la planification des opérations et des ressources.

## *CORCAN*

Prestation d'activités de formation de main-d'oeuvre, d'expérience du travail et de services d'emploi conformes aux besoins des délinquants pour faciliter la réinsertion socio-professionnelle du délinquant.

## **Commission nationale des libérations conditionnelles**

### **Objectif**

Exercer des pouvoirs légaux et des pouvoirs de réglementation pour accorder et contrôler la mise en liberté sous condition des personnes qui purgent des peines d'emprisonnement et présenter des recommandations en vue de l'octroi de pardons et de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

### **Description de l'activité**

#### *Opérations de la Commission*

Conformément aux dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et d'autres lois pertinentes, la Commission nationale des libérations conditionnelles est un organisme administratif autonome qui octroie, refuse et dirige la mise en liberté sous condition accordée à des détenus incarcérés dans les pénitenciers fédéraux, et elle recommande l'exercice de la prérogative royale de clémence ainsi que l'octroi de pardons. En outre, la Commission nationale des libérations conditionnelles exerce les mêmes pouvoirs et responsabilités, à l'exception

de l'octroi d'absences temporaires, aux détenus sous juridiction provinciale incarcérés dans les provinces qui n'ont pas de commission provinciale de libération conditionnelle.

## **Bureau de l'enquêteur correctionnel**

### **Objectif**

L'objectif du programme est d'agir en tant qu'ombudsman pour toute question correctionnelle de compétence fédérale en révisant de façon indépendante les plaintes des délinquants liées aux décisions, recommandations, actes ou omissions du commissaire du Service correctionnel, ses préposés ou agents par rapport à l'application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et en menant des enquêtes à leur sujet, afin de contribuer à la gestion efficace, juste et humaine des peines des délinquants pour lesquels le solliciteur général est responsable.

### **Description de l'activité**

#### *Bureau de l'enquêteur correctionnel*

Le Bureau maintient un processus d'enquête indépendant, objectif, approfondi et opportun afin de répondre aux problèmes soulevés par les délinquants qui relèvent de la juridiction fédérale et le personnel des services correctionnels afin de faciliter le règlement des préoccupations individuelles et collectives des délinquants; formule des recommandations au commissaire du Service correctionnel et au solliciteur général sur les résultats des enquêtes, y compris les mesures de

redressement; par l'entremise du solliciteur général, présente un rapport annuel aux deux Chambres du Parlement et comparait, le cas échéant, devant le Sénat et les Comités permanents de la Chambre sur la justice et le solliciteur général.

## **Gendarmerie royale du Canada**

### **Objectif**

Faire respecter les lois, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

### **Description des activités**

#### *Police opérationnelle*

Englobe divers programmes d'application de la Loi offerts aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Elle collabore avec les services de police accrédités et fournit des services au public.

#### *Police de protection*

Assure les services de protection et de sécurité aux dignitaires canadiens et étrangers, aux biens de l'État, aux événements d'envergure ainsi qu'aux aéroports désignés et s'occupe de la recherche, de la conception et de l'évaluation de méthodes et d'équipement de sécurité.

#### *Services judiciaires*

Appuient les services de police canadiens en leur fournissant des cours de techniques policières spécialisés ainsi que des services de laboratoire judiciaire, d'identité judiciaire et d'information.

### *Gestion générale*

Assure l'interaction de la planification stratégique et générale, l'établissement des politiques, de la planification financière et de l'évaluation des programmes. Elle assume le contrôle des activités en coordonnant les secteurs des communications, des affaires publiques, de l'accès à l'information, des liaisons ministérielles, des examens externes et des appels.

### *Administration*

Chargée de l'organisation et de la gestion des ressources humaines du ministère, des programmes de formation, de la dotation en personnel, des services de santé et des services linguistiques, de l'administration de la gestion du matériel et des programmes et des services de biens immobiliers.

### **Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**

#### **Objectif**

Assurer l'examen externe des appels de certains types de griefs, des cas de discipline graves, de renvoie et de rétrogradation soumis devant le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.

### **Description de l'activité**

#### *Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada*

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, qui doit rendre compte annuel - lement de ses activités au Parlement, se définit en une tierce partie impartiale qui révisé équitable - ment les cas portés devant lui. Le Comité peut tenir des audiences, appeler des témoins à com - paraître, faire prêter serment, recevoir et accepter en preuve tous documents ou autres renseignements qu'il trouve acceptables. Les conclusions et recommandations du président, ou du Comité, sont envoyées aux parties et au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada.

### **Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada**

#### **Objectif**

Permettre au public de déposer des plaintes en ce qui a trait à la conduite de membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et de faire examiner ces plaintes de manière impartiale par un organisme externe indépendant.

### **Description de l'activité**

#### *Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada*

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme indépendant et impartial qui reçoit et examine les plaintes dont elle est saisie. Elle peut effectuer des enquêtes, tenir des audiences publiques, sommer des témoins à com - paraître, faire prêter serment, admettre les preuves qu'elle juge recevables et transmettre ses conclusions et recommandations au commissaire de la GRC et au solliciteur général du Canada. Le président de la Commission présente chaque an - née au solliciteur général un rapport où figurent un résumé des activités et une liste des recom - mandations de l'année, pour qu'il soit déposé devant chaque Chambre du Parlement.



## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	21 426 000	...	...	21 426 000	<b>Ministère</b>				
...	...	1 268 910	...	1 268 910	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1a Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	9 999 999	9 999 999	1b Virement de 9 999 999 \$ du crédit 5 (Solliciteur général)				
...	21 426 000	1 268 911	9 999 999	32 694 910	Virement du crédit 5				
...	51 068 700	...	...	51 068 700	Total—Crédit 1	31 507 636	1 187 274	...	32 048 120
...	...	...	(9 999 999)	(9 999 999)	5 Subventions et contributions				
...	51 068 700	...	(9 999 999)	41 068 701	Virement au crédit 1				
...	48 645	...	...	48 645	Total—Crédit 5	39 744 319	1 324 382	...	32 254 914
2 890	...	...	4 621	7 511	(S) Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
...	1 757 000	...	88 000	1 845 000	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	7 511	...	...	2 890
<b>2 890</b>	<b>74 300 345</b>	<b>1 268 911</b>	<b>92 621</b>	<b>75 664 767</b>	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 845 000	...	...	1 984 000
					<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>73 153 111</b>	<b>2 511 656</b>	<b>...</b>	<b>66 338 569</b>
					<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>				
...	182 753 000	...	...	182 753 000	10 Dépenses du programme				
...	...	4 216 456	...	4 216 456	10a Dépenses du programme				
...	182 753 000	4 216 456	...	186 969 456	Total—Crédit 10	184 154 499	2 814 957	...	205 676 712
21 113	...	...	120 083	141 196	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	97 103	19 093	25 000	128 099
<b>21 113</b>	<b>182 753 000</b>	<b>4 216 456</b>	<b>120 083</b>	<b>187 110 652</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>184 251 602</b>	<b>2 834 050</b>	<b>25 000</b>	<b>205 804 811</b>
					<b>Service correctionnel</b>				
...	831 819 000	...	...	831 819 000	15 Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	...	22 815 000	...	22 815 000	15a Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	15b Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Subventions				
...	...	...	30 300 000	30 300 000	Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	(1 924 645)	(1 924 645)	Virement au crédit 20				
...	831 819 000	22 815 001	28 375 355	883 009 356	Total—Crédit 15	856 228 325	26 781 031	...	825 114 145



**Bureau de l'enquêteur correctionnel**

...	1 137 000	...	...	1 137 000	30	Dépenses du programme				
...	...	57 400	...	57 400	30a	Dépenses du programme				
...	1 137 000	57 400	...	1 194 400		Total—Crédit 30	1 185 141	9 259	...	1 101 053
...	125 000	...	...	125 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 000	...	...	126 000
...	<b>1 262 000</b>	<b>57 400</b>	...	<b>1 319 400</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 310 141</b>	<b>9 259</b>	...	<b>1 227 053</b>

**Gendarmerie royale du Canada**

...	839 647 000	...	...	839 647 000	35	Application de la Loi—Dépenses de fonctionnement				
...	...	52 589 000	...	52 589 000	35b	Application de la Loi—Dépenses de fonctionnement				
...	839 647 000	52 589 000	...	892 236 000		Total—Crédit 35	873 433 158	18 802 842	...	879 558 617
...	140 504 000	...	...	140 504 000	40	Application de la Loi—Dépenses en capital				
...	...	42 440 000	...	42 440 000	40b	Application de la Loi—Dépenses en capital				
...	140 504 000	42 440 000	...	182 944 000		Total—Crédit 40	177 310 224	5 633 776	...	171 600 561
...	213 234 000	...	(13 325 588)	199 908 412	(S)	Pensions et autres prestations des employés —Membres de la Gendarmerie royale du Canada	199 908 412	...	...	211 088 867
2 754 400	...	...	5 407 046	8 161 446	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	5 796 045	...	2 365 401	4 513 519
...	13 971 000	...	699 000	14 670 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 670 000	...	...	13 661 000
<b>2 754 400</b>	<b>1 207 356 000</b>	<b>95 029 000</b>	<b>(7 219 542)</b>	<b>1 297 919 858</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 271 117 839</b>	<b>24 436 618</b>	<b>2 365 401</b>	<b>1 280 422 564</b>

**Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**

...	753 000	...	...	753 000	45	Dépenses du programme				
...	...	33 100	...	33 100	45a	Dépenses du programme				
...	753 000	33 100	...	786 100		Total—Crédit 45	631 743	154 357	...	604 057
...	39 000	...	...	39 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 000	...	...	39 000
...	<b>792 000</b>	<b>33 100</b>	...	<b>825 100</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>670 743</b>	<b>154 357</b>	...	<b>643 057</b>

**Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada**

...	3 298 000	...	...	3 298 000	50	Dépenses du programme				
...	...	60 000	...	60 000	50b	Dépenses du programme				
...	...	...	21 094	21 094		Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	3 298 000	60 000	21 094	3 379 094		Total—Crédit 50	3 319 308	59 786	...	3 340 228

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	229 000	...	...	229 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	229 000	...	...	229 000
...	<b>3 527 000</b>	<b>60 000</b>	<b>21 094</b>	<b>3 608 094</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 548 308</b>	<b>59 786</b>	...	<b>3 569 228</b>
<b>19 790 679</b>	<b>2 571 623 345</b>	<b>124 462 619</b>	<b>24 221 516</b>	<b>2 740 098 159</b>	<b>Total du portefeuille ministériel—</b>	<b>2 659 173 655</b>	<b>60 149 285</b>	<b>20 775 219</b>	<b>2 622 785 238</b>
<b>25 474</b>	...	...	...	<b>25 474</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>(6 569)</b>	...	<b>32 043</b>	<b>(5 162)</b>
					<b>Non budgétaire</b>				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Secrétariat du ministère	33 200 518	31 807 397	535 350	893 524	41 068 701	39 744 319	...	...	...	...	74 804 569	72 445 240
Bureau de l'inspecteur général du Service canadien du renseignement de sécurité	836 290	690 927	23 908	16 944	...	...	...	...	...	...	860 198	707 871
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>34 036 808</b>	<b>32 498 324</b>	<b>559 258</b>	<b>910 468</b>	<b>41 068 701</b>	<b>39 744 319</b>	...	...	...	...	<b>75 664 767</b>	<b>73 153 111</b>
<b>Service canadien du renseignement de sécurité—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>187 110 652</b>	<b>184 251 602</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>187 110 652</b>	<b>184 251 602</b>
<b>Service correctionnel</b>												
Opérations correctionnelles —												
Budgétaire	546 650 986	527 066 933	1 034 324	856 585	584 001	637 538	...	...	...	...	548 269 311	528 561 056
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	25 474	(6 569)	25 474	(6 569)
Programmes correctionnels	106 505 129	106 745 622	786 970	737 515	500 968	408 440	...	...	...	...	107 793 067	107 891 577
Services techniques et services aux détenus	154 301 495	155 174 811	155 281 363	153 307 986	350 856	350 856	...	...	...	...	309 933 714	308 833 653
Gestion et administration	142 018 482	133 731 115	21 974 134	21 066 283	120 566	136 137	...	...	...	...	164 113 182	154 933 535
CORCAN	66 980 837	53 545 412	1 194 427	1 194 427	...	...	50 900 000	55 674 115	...	...	17 275 264	(934 276)
Sous-total—												
Budgétaire	1 016 456 929	976 263 893	180 271 218	177 162 796	1 556 391	1 532 971	50 900 000	55 674 115	...	...	1 147 384 538	1 099 285 545
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	25 474	(6 569)	25 474	(6 569)
Recettes affectées aux dépenses	(50 900 000)	(55 674 115)	...	...	...	...	(50 900 000)	(55 674 115)	...	...	...	...
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>965 556 929</b>	<b>920 589 778</b>	<b>180 271 218</b>	<b>177 162 796</b>	<b>1 556 391</b>	<b>1 532 971</b>	...	...	...	...	<b>1 147 384 538</b>	<b>1 099 285 545</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>25 474</b>	<b>(6 569)</b>	<b>25 474</b>	<b>(6 569)</b>
<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>												
Opérations de la Commission	26 103 750	24 986 398	162 000	849 968	...	...	...	...	...	...	26 265 750	25 836 366
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>26 103 750</b>	<b>24 986 398</b>	<b>162 000</b>	<b>849 968</b>	...	...	...	...	...	...	<b>26 265 750</b>	<b>25 836 366</b>
<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 303 400</b>	<b>1 266 686</b>	<b>16 000</b>	<b>43 455</b>	...	...	...	...	...	...	<b>1 319 400</b>	<b>1 310 141</b>

## Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>												
Police opérationnelle	1 099 095 364	1 089 797 934	86 708 904	83 995 619	...	...	728 451 698	730 017 945	...	...	457 352 570	443 775 608
Police de protection	137 008 009	135 534 602	5 695 711	5 440 429	...	...	...	...	...	...	142 703 720	140 975 031
Services judiciaires	247 579 511	244 315 648	46 021 731	43 966 920	410 210	290 533	3 461 000	2 534 753	...	...	290 550 452	286 038 348
Gestion générale	49 165 759	48 680 670	5 247 358	5 137 892	...	...	40 000	...	...	...	54 373 117	53 818 562
Administration	270 347 086	265 668 242	44 352 721	42 378 879	38 840 192	38 463 169	600 000	...	...	...	352 939 999	346 510 290
Sous-total	1 803 195 729	1 783 997 096	188 026 425	180 919 739	39 250 402	38 753 702	732 552 698	732 552 698	...	...	1 297 919 858	1 271 117 839
Recettes affectées aux dépenses	(732 552 698)	(732 552 698)	...	...	...	...	(732 552 698)	(732 552 698)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 070 643 031</b>	<b>1 051 444 398</b>	<b>188 026 425</b>	<b>180 919 739</b>	<b>39 250 402</b>	<b>38 753 702</b>	...	...	...	...	<b>1 297 919 858</b>	<b>1 271 117 839</b>
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada— Budgétaire</b>	<b>795 100</b>	<b>670 743</b>	<b>30 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	<b>825 100</b>	<b>670 743</b>
<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada— Budgétaire</b>	<b>3 580 094</b>	<b>3 459 262</b>	<b>28 000</b>	<b>89 046</b>	...	...	...	...	...	...	<b>3 608 094</b>	<b>3 548 308</b>
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>2 289 129 764</b>	<b>2 219 167 191</b>	<b>369 092 901</b>	<b>359 975 472</b>	<b>81 875 494</b>	<b>80 030 992</b>	...	...	...	...	<b>2 740 098 159</b>	<b>2 659 173 655</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>25 474</b>	<b>(6 569)</b>	<b>25 474</b>	<b>(6 569)</b>

## Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Secrétariat du ministère									
...	40 000	...	...	40 000		39 690	310	...	41 895
...	100 150	...	...	100 150		99 225	925	...	104 738
...	40 860	...	...	40 860		40 500	360	...	42 750
...	1 456 696	...	...	1 456 696		1 443 946	12 750	...	1 524 163
...	<b>1 637 706</b>	...	...	<b>1 637 706</b>		<b>1 623 361</b>	<b>14 345</b>	...	<b>1 713 546</b>
<b>Contributions</b>									
Secrétariat du ministère									
Paievements aux provinces, territoires, municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Indiens vivant dans les réserves, aux collectivités indiennes établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuit conformément au programme du maintien de l'ordre dans les réserves									
...	48 140 000	...	(9 999 999)	38 140 001		36 940 976	1 199 025	...	28 444 377
Paievements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du solliciteur général									
...	1 004 994	...	...	1 004 994		901 544	103 450	...	1 803 085
...	286 000	...	...	286 000		278 438	7 562	...	293 906
...	<b>49 430 994</b>	...	<b>(9 999 999)</b>	<b>39 430 995</b>		<b>38 120 958</b>	<b>1 310 037</b>	...	<b>30 541 368</b>
...	<b>51 068 700</b>	...	<b>(9 999 999)</b>	<b>41 068 701</b>		<b>39 744 319</b>	<b>1 324 382</b>	...	<b>32 254 914</b>
<b>Service correctionnel</b>									
<b>Subventions</b>									
Opérations correctionnelles									
Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie									
...	48 000	1	3 000	51 001		47 876	3 125	...	46 185
Gestion et administration									
Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents									
...	70 000	...	35 000	105 000		120 571	(15 571)	...	85 282
...	201 000	...	(185 434)	15 566		15 566	...	...	34 297
...	271 000	...	(150 434)	120 566		136 137	(15 571)	...	119 579
...	<b>319 000</b>	<b>1</b>	<b>(147 434)</b>	<b>171 567</b>		<b>184 013</b>	<b>(12 446)</b>	...	<b>165 764</b>

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Contributions</b>									
Opérations correctionnelles									
...	203 000	...	330 000	533 000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires				
					589 662	(56 662)	...	394 862	
-----									
Programmes correctionnels									
...	568 000	...	(67 032)	500 968	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires				
					408 440	92 528	...	504 445	
-----									
Services techniques et services aux détenus									
...	...	...	350 856	350 856	Contributions pour la construction effectuée par les provinces ou municipalités				
					350 856	...	...	1 184 669	
...	<b>771 000</b>	...	<b>613 824</b>	<b>1 384 824</b>	<b>1 348 958</b>	<b>35 866</b>	...	<b>2 083 976</b>	
-----									
<b>Sommaire du programme par activité</b>									
...	251 000	1	333 000	584 001	Opérations correctionnelles				
					637 538	(53 537)	...	441 047	
...	568 000	...	(67 032)	500 968	Programmes correctionnels				
					408 440	92 528	...	504 445	
...	...	...	350 856	350 856	Services techniques et services aux détenus				
					350 856	...	...	1 184 669	
...	271 000	...	(150 434)	120 566	Gestion et administration				
					136 137	(15 571)	...	119 579	
...	<b>1 090 000</b>	<b>1</b>	<b>466 390</b>	<b>1 556 391</b>	<b>1 532 971</b>	<b>23 420</b>	...	<b>2 249 740</b>	
-----									
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>									
<b>Subventions</b>									
Administration									
...	2 019	...	...	2 019	Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada				
					...	2 019	...	4 224	
...	2 019	...	...	2 019	Association internationale des chefs de police				
					2 207	(188)	...	472	
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions				
					624 808	375 192	...	614 410	
...	31 000 000	...	(2 486 856)	28 513 144	(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>				
					28 513 144	...	...	29 251 020	
...	8 000 000	...	1 242 788	9 242 788	(S) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions				
					9 242 788	...	...	7 694 094	



...	100 000	...	(19 778)	80 222	(S) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	80 222	...	...	79 534
...	<b>40 104 038</b>	...	<b>(1 263 846)</b>	<b>38 840 192</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>38 463 169</b>	<b>377 023</b>	...	<b>37 643 754</b>
<b>Contributions</b>									
Services judiciaires									
...	<b>410 210</b>	...	...	<b>410 210</b>	Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police	<b>290 533</b>	<b>119 677</b>	...	<b>306 529</b>
<b>Sommaire du programme par activité</b>									
...	410 210	...	...	410 210	Services judiciaires	290 533	119 677	...	306 529
...	40 104 038	...	(1 263 846)	38 840 192	Administration	38 463 169	377 023	...	37 643 754
...	<b>40 514 248</b>	...	<b>(1 263 846)</b>	<b>39 250 402</b>	<b>Total du programme</b>	<b>38 753 702</b>	<b>496 700</b>	...	<b>37 950 283</b>
...	<b>92 672 948</b>	<b>1</b>	<b>(10 797 455)</b>	<b>81 875 494</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>80 030 992</b>	<b>1 844 502</b>	...	<b>72 454 937</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Service correctionnel</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
CORCAN	50 900 000	55 674 115	52 223 016
Total budgétaire	50 900 000	55 674 115	52 223 016
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Compte des prêts aux libérés conditionnels	...	21 424	16 600
Total non budgétaire	...	21 424	16 600
<b>Total du programme—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>50 900 000</b>	<b>55 674 115</b>	<b>52 223 016</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>21 424</b>	<b>16 600</b>
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Police opérationnelle			
Police socio-préventive contractuelle	709 291 000	704 275 568	707 384 307
Police des Autochtones	...	25 742 377	12 550 663
	709 291 000	730 017 945	719 934 970
Services judiciaires			
Système de récupération de renseignements judiciaires	3 461 000	2 534 753	3 788 921
Gestion générale			
Divers	40 000	...	...
Administration			
Divers	600 000	...	41 963
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>713 392 000<sup>(1)</sup></b>	<b>732 552 698</b>	<b>723 765 854</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>764 292 000</b>	<b>788 226 813</b>	<b>775 988 870</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>21 424</b>	<b>16 600</b>

(1) Ce montant a été augmenté à 732 552 698 \$ au cours de l'exercice.

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	42	33
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>42</b>	<b>33</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	19 343	195 087
Autres ministères de l'État	...	979
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	352 430	2 338 397
	371 773	2 534 463
Frais de services	1 175	254
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	4 621	2 890
Diverses recettes non fiscales	595	474
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>378 164</b>	<b>2 538 081</b>
<b>Total du ministère</b>	<b>378 206</b>	<b>2 538 114</b>
<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	204 174	847 272
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	654 924	244 408
	859 098	1 091 680
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	120 083	125 969
Diverses recettes non fiscales	36 374	22 393
<b>Total du programme</b>	<b>1 015 555</b>	<b>1 240 042</b>
<b>Service correctionnel</b>		
<b>Recettes fiscales—</b>		
Taxe sur les produits et services	785 391	752 548
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>785 391</b>	<b>752 548</b>
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 597 249	438 711
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 154 073	1 500 089
	5 751 322	1 938 800

## Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Privilèges, licences et permis —			<b>Gendarmerie royale du Canada</b>		
Locations	166 506	427 951	<b>Recettes fiscales—</b>		
Chambre et pension—Détenus	456 067	225 408	Taxe sur les produits et services	239 748	279 272
	622 573	653 359	<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>239 748</b>	<b>279 272</b>
Frais de services —			<b>Recettes non fiscales—</b>		
Service de blanchisserie	2 405	741	Revenus de placements —		
Entretien des détenus—Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	126 804	58 114	Autres comptes —		
Services psychiatriques—Contrat	974 702	943 957	Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger —		
Frais d'accès à l'information	1 263	564	Intérêt	1 075	13 247
	1 105 174	1 003 376	Virement des bénéfices	12 998	19 090
Produits des ventes —				14 073	32 337
Vente de cantine—Détenus	8 852 942	8 871 940	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Vente de produits manufacturés	52 994	25 504	Remboursement par les provinces pour diverses enquêtes	10 548	23 787
	8 905 936	8 897 444	Remboursement pour services rendus à d'autres ministères de l'État	262 505	330 869
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	391 804	519 684	Remboursement pour réparation aux véhicules automobiles	248 191	274 142
Diverses recettes non fiscales —			Recouvrements de firmes privées	1 284 175	1 764 883
Amendes et confiscations	182 950	190 311	Divers	24 532	12 266
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	2 947	798		1 829 951	2 405 947
Réclamations de l'État	28 764	21 839	Privilèges, licences et permis —		
Pertes et bénéfices de change	60	3 464	Location de bâtiments et terrains publics	6 337 814	6 414 332
Vente de repas	83 255	41 621	Stationnement payé	40 313	33 001
Divers	77 423	113 708		6 378 127	6 447 333
	375 399	371 741	Frais de services —		
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>17 152 208</b>	<b>13 384 404</b>	Accès à l'information	3 117	2 715
<b>Total du programme</b>	<b>17 937 599</b>	<b>14 136 952</b>	Produits des ventes —		
<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>			Vente de matériel aux manufacturiers	771 712	1 009 132
<b>Recettes non fiscales—</b>			Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	343 539	359 618
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Vente de vêtements et d'équipements légers aux provinces pour des membres auxiliaires	188 837	267 765
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	153	5 641	Mess de la Gendarmerie royale du Canada —Repas —		
Redressements des crédettes de l'exercice précédent	8 212	24 432	Déductions sur la liste de paye	1 269 282	426 765
	8 365	30 073	Récépissés de caisse imposables	609 730	692 726
Frais de services —			Récépissés de caisse non imposables	741 390	837 617
Droits des demandeurs de réhabilitation	615 650	...	Versements de pension quotidienne aux Mess	486 297	454 372
Divers	246	122	Vente de munitions aux membres	10 174	674
	615 896	122 <sup>(1)</sup>	Vente de fournitures d'alco test	12 211	3 623
<b>Total du programme</b>	<b>624 261</b>	<b>30 195</b>	Vente—Rapport d'accident/photo	122 058	113 987
			Frais—Abonnement trimestriel	49 463	77 626
			Ventes diverses	81 548	28 562
				4 686 241	4 272 467

## Recettes

Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	5 407 046	4 749 706
Diverses recettes non fiscales —		
Paiement au fonds de pension des officiers de la Gendarmerie royale du Canada	17 563	19 269
Paiement pour représentations du Carrousel	67 290	38 985
Réparations de dommages imposés à des membres —Véhicules automobiles	8 355	9 782
Paiement pour services de formation au Dépôt	125 362	68 828
Indemnisation provenant de l'impôt provincial sur les ventes	90	13 077
Remboursement d'assurance —Membres accidentés, blessés	133	398
Divers	77 753	178 378
	296 546	328 717
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>18 615 101</b>	<b>18 239 222</b>
<b>Total du programme</b>	<b>18 854 849</b>	<b>18 518 494</b>
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	42	...
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 046	...
<b>Total du programme</b>	<b>2 088</b>	<b>...</b>

# SECTION 25

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Transports**

### **Ministère**

**Tribunal de l'aviation civile**

**Administrateur de l'Office du  
transport du grain**

**Office national des transports**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	25.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	25.5
Programmes par activité . . . . .	25.9
Paievements de transfert . . . . .	25.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	25.15
Recettes . . . . .	25.16

## Ministère

### Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux et exploiter des éléments précis du système.

### Description des activités

#### *Politiques et coordination*

L'activité, politiques et coordination, est chargée des fonctions suivantes : coordonner la politique sur les transports, qui comprend les modes de transport maritime, aérien et de surface et les sociétés d'État; fournir des services de secrétariat; faire respecter la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi canadienne sur les droits de la personne*; planifier et élaborer les politiques stratégiques à court et à long terme; effectuer les analyses économiques; veiller à la recherche et au développement; gérer l'aide financière pour les systèmes de transport maritime, aérien et de surface, y compris VIA Rail, le programme des wagons-trémies, les ententes de développement économique et régional (EDÉR), les services de traversiers comprenant Marine Atlantique, d'exploitants privés et d'autorités provinciales, la Société canadienne des ports et l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (y compris les Ponts Jacques-Cartier et Champlain).

#### *Marine*

L'activité, Marine, englobe l'élaboration, la promulgation et l'application de politiques, de règlements et de normes ayant trait au transport

maritime commercial; la planification d'urgence; l'aménagement, l'administration et l'entretien des havres et des ports publics; et la prévention de la pollution.

D'autres activités sont également assurées par des sociétés d'État et d'autres entités des services de pilotage dans les eaux canadiennes; l'élaboration, l'exploitation et l'entretien de neuf commissions de port et l'exploitation du navire N.M. Arctique.

#### *Aviation*

L'activité, aviation, est chargée de l'élaboration et de l'exploitation des installations et des services essentiels de navigation aérienne dont la formulation de politiques, de plans et de procédures, les services d'inspection et d'étalonnage en vol et d'information aéronautique; de la fourniture d'installations, d'équipement et de systèmes électroniques fiables de navigation aérienne; du maintien du débit sûr, ordonné et rapide du trafic aérien au moyen du contrôle et du guidage des mouvements d'aéronefs dans l'espace aérien et les aires de manœuvre d'aéroport; de la réglementation et du contrôle des activités de l'aviation civile dont la détection des conditions dangereuses; de la promotion de la sécurité et de la prestation de services de vol à Transports Canada et à d'autres organismes et ministères fédéraux.

#### *Aéroports*

L'activité, aéroports, est chargée d'élaborer, de maintenir et d'exploiter les services et les installations des aéroports civils du Canada, en appliquant une gestion commerciale pour atteindre éventuellement l'autonomie. Les opérations aéroportuaires portent sur la prestation de services aux passagers et aux aéronefs comme les services d'intervention d'urgence et la maintenance et l'entretien des ins-

tallations aéroportuaires dont les aérogares, les installations de stationnement, les pistes, les routes et l'équipement mécanique et électrique. Transports Canada continue à s'occuper de huit grands aéroports internationaux et de 130 autres aéroports nationaux, régionaux et locaux en agissant comme propriétaire, en les exploitant, en les subventionnant, ou par une combinaison quelconque de ces modes de fonctionnement. L'exploitation de quatre de ces huit aéroports internationaux (Vancouver, Edmonton, Calgary, Montréal) a été transférée aux administrations aéroportuaires locales en 1992.

#### *Surface*

Le groupe de la surface est chargé des tâches suivantes : l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle des politiques et des programmes concernant la réglementation de la sécurité routière et ferroviaire et des véhicules automobiles, le transport des marchandises dangereuses ainsi que l'élaboration, la préparation et le maintien des pratiques et des plans d'urgence pour les modes de transport de surface durant les urgences nationales.

#### *Administration du ministère*

L'activité, administration du ministère, fournit orientation et gestion au ministère et aux sociétés d'État par l'intermédiaire des bureaux des adjoints principaux et des cabinets du ministre et du sous-ministre. Le sous-ministre adjoint (SMA) des finances et de l'administration contrôle et dessert le ministère, de façon centralisée, au chapitre des finances, de la planification et de la programmation, du recouvrement des coûts et de l'évaluation économique, des services administratifs généraux, des systèmes de gestion, des communications et de l'informatique et de la gestion des biens et des services des marchés. Le SMA du

personnel contrôle et fournit de façon centralisée les services de personnel et de formation au ministère. Citons, parmi les autres services, la vérification interne, l'examen et l'évaluation des programmes, les affaires publiques, le contentieux, ainsi que la sûreté et la planification d'urgence.

## **Tribunal de l'aviation civile**

### **Objectif**

Pourvoir au milieu de l'aviation un processus indépendant permettant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

### **Description de l'activité**

#### *Révisions et appels*

Assure le fonctionnement d'un Tribunal de l'aviation civile indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu de l'aviation concernant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de la *Loi sur l'aéronautique*; et tenir des audiences pour les appels. À la fin d'une audience, le Tribunal peut confirmer la décision du ministre, substituer sa décision à celle rendue par le ministre ou renvoyer l'affaire au ministre pour réexamen.

## **Administrateur de l'Office du transport du grain**

### **Objectif**

Assurer, en ce qui a trait à des aspects précis du système de manutention et de transport des céréales, le transport rapide, efficace et organisé à

destination des céréales produites dans l'Ouest canadien à l'intérieur du pays et aux divers points d'exportation.

### **Description de l'activité**

#### *Administrateur de l'Office du transport du grain*

Coordination et gestion de la manutention et du transport des céréales afin d'assurer le transport rapide, efficace et organisé des céréales pour servir le mieux possible les intérêts des céréaliculteurs. Ces activités comprennent notamment : l'affectation de wagons aux expéditeurs de céréales; la définition, l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures visant à assurer l'efficacité du système; l'élaboration et la mise en oeuvre d'un système conceptuel d'évaluation des objectifs de rendement pour les participants au système; la gestion de la flotte de wagons-trémies du gouvernement; l'administration des ententes sur le transport routier; la prestation de fonctions de secrétariat, de services de recherche et de soutien au Comité supérieur du transport du grain; la mise sur pied d'un programme d'information publique à l'intention des céréaliculteurs et d'autres parties intéressées en ce qui a trait à l'évaluation et à la performance du système.

## **Office national des transports**

### **Objectif**

L'Office a pour but de contribuer, par la réglementation économique des transporteurs et des modes de transport de compétence fédérale, à la mise en place d'un réseau de transport national efficace et qui sert les besoins des expéditeurs, des transporteurs et des voyageurs.

## **Description des activités**

### *Transport ferroviaire*

Les activités comprennent l'évaluation des projets de rationalisation du réseau ferroviaire, notamment les avis de cession de lignes ferroviaires et le règlement des demandes de modifications de l'infrastructure ferroviaire. Elles comprennent également le règlement des différends, des plaintes et des demandes des expéditeurs, des transporteurs, des voyageurs et autres parties intéressées par la tenue d'enquêtes non officielles et officielles, par la médiation et le recours à des mécanismes d'arbitrage des propositions finales, le dépôt de contrats confidentiels, l'examen et le dépôt de divers documents tarifaires et autres documents connexes conformément aux lois et aux règlements pertinents du gouvernement fédéral ainsi que l'examen, suite à une objection, concernant des projets d'acquisition et de fusion d'entreprises de transport ferroviaire canadiennes et l'octroi de certificats ferroviaires. Ces activités comprennent en outre le paiement de subventions en guise de soutien aux services de transport et la détermination des coûts et des pertes ferroviaires, des tarifs de marchandises et le calcul des prix compensatoires conformément à la législation, la vérification des frais facturés à VIA, et des pertes encourues à l'égard de l'exploitation de trains de voyageurs autres que ceux de VIA et d'embranchements, ainsi que la réglementation des pratiques comptables des chemins de fer.

### *Transport aérien et transports accessibles*

Cette activité comprend l'octroi de licences aux transporteurs aériens canadiens et étrangers pour l'exploitation de services au Canada, l'application des exigences découlant des règlements et des licences de l'Office ainsi que des accords inter-

nationaux, la participation à la négociation et à la mise en oeuvre d'accords internationaux de services aériens, le règlement rapide et peu coûteux, conformément à la législation pertinente, des différends entre expéditeurs, voyageurs, transporteurs et autres parties intéressées, la tenue d'enquêtes, dans les cas d'opposition, sur les projets d'acquisition et de fusion impliquant des transporteurs aériens, la tenue d'enquêtes relativement aux plaintes et l'élaboration de règlements pour veiller à ce que les conditions de transport ne constituent pas un obstacle indu à la mobilité des personnes handicapées.

#### *Transport maritime et routier*

L'activité «transport maritime et routier» comprend l'octroi de licences à certains type de transporteurs maritimes canadiens et étrangers pour l'exploitation de services intérieurs et l'application des exigences découlant des règlements et des licences de l'Office, le règlement des différends et l'enquête sur les différends opposant les expéditeurs, les voyageurs, les transporteurs et autres parties intéressées, la tenue d'enquêtes, dans les cas d'oppo-

sition, sur les projets d'acquisition et de fusion des transporteurs maritimes et d'entreprises de camionnage, l'administration de la *Loi dérogatoire de 1987 sur les conférences maritimes*, le traitement des demandes d'un permis d'exploitation d'un produit, l'examen des propositions tarifaires concernant le pilotage contre lesquelles une opposition a été déposée, et l'administration de la *Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique* et de la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes*.

#### *Membres et soutien de la réglementation*

Cette activité comprend les membres de l'Office, les services juridiques et les services de soutien de la réglementation à l'appui des activités de réglementation de l'Office. Elle comprend également les fonctions reliées à l'examen annuel du suivi et de l'analyse de l'industrie visant les répercussions de l'approche de réglementation économique du gouvernement sur le réseau de transport canadien.

#### *Administration*

Cette activité comprend la Direction générale des services de gestion ainsi que les directions de la vérification interne et des communications, lesquelles fournissent une gamme complète de processus de gestion et de services administratifs conformément à la politique administrative du gouvernement, de la façon la plus efficace et la plus économique possible.



## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	397 741 000	...	...	397 741 000	1				
...	...	27 266 269	...	27 266 269	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	2 555 001	2 555 001		Virement de 2 555 001 \$ du crédit 45 (Transports)			
...	...	...	(419 202 000)	(419 202 000)		Virement du crédit 45			
...	...	...	(8 360 269)	(8 360 269)		Virement au : crédit 1 (Pêches et Océans)			
...	...	...				crédit 10			
...	397 741 000	27 266 269	(425 007 268)	1		Total—Crédit 1	(84 720 805)	84 720 806	...
...	506 785 000	...	...	506 785 000	5	Dépenses en capital			
...	...	1	...	1	5a	Virement de 2 040 999 \$ du crédit 45 (Transports)			
...	...	...	2 040 999	2 040 999		Virement du crédit 45			
...	...	...	(90 787 999)	(90 787 999)		Virement au : crédit 5 (Pêches et Océans)			
...	...	...	(28 555 730)	(28 555 730)		crédit 10			
...	...	...	(3 489 999)	(3 489 999)		crédit 25			
...	506 785 000	1	(120 792 729)	385 992 272		Total—Crédit 5	296 943 953	89 048 319	...
...	329 139 000	...	...	329 139 000	10	Subventions et contributions			
...	...	24 304 000	...	24 304 000	10a	Virement de 5 400 000 \$ du crédit 20 (Transports) et de 3 143 000 \$ du crédit 45 (Transports)			
...	...	1	...	1	10b	Virement de 8 360 269 \$ du crédit 1 (Transports) et de 28 555 730 \$ du crédit 5 (Transports)			
...	...	...	8 360 269	8 360 269		Virement du : crédit 1			
...	...	...	28 555 730	28 555 730		crédit 5			
...	...	...	5 400 000	5 400 000		crédit 20			
...	...	...	3 143 000	3 143 000		crédit 45			
...	329 139 000	24 304 001	45 458 999	398 902 000		Total—Crédit 10	390 885 802	8 016 198	...
...	33 822 000	...	...	33 822 000	15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée			
...	...	...	(4 000 000)	(4 000 000)		Virement au crédit 25			
...	33 822 000	...	(4 000 000)	29 822 000		Total—Crédit 15	28 540 280	1 281 720	...
...	111 910 000	...	...	111 910 000	20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.			
...	...	...	(5 400 000)	(5 400 000)		Virement au : crédit 10			
...	...	...	(5 510 000)	(5 510 000)		crédit 25			
...	...	...	(993 999)	(993 999)		crédit 35			
...	111 910 000	...	(11 903 999)	100 006 001		Total—Crédit 20	99 984 298	21 703	...

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	287 977 000	...	...	287 977 000	25	Paiements à VIA Rail Canada Inc.				
					25b	Virement de 3 489 999 \$ du crédit 5 (Transports), 4 000 000 \$ du crédit 15 (Transports) et de 5 510 000 \$ du crédit 20 (Transports)				
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 5				
...	...	...	3 489 999	3 489 999		crédit 15				
...	...	...	4 000 000	4 000 000		crédit 20				
...	...	...	5 510 000	5 510 000						
...	287 977 000	1	12 999 999	300 977 000		Total—Crédit 25	300 977 000	...	...	301 021 166
...	2 000 000	...	...	2 000 000	30	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour le pont de Valleyfield				
...	...	...	(1 921 410)	(1 921 410)		Virement au crédit 36b				
...	2 000 000	...	(1 921 410)	78 590		Total—Crédit 30	...	78 590	...	...
...	4 340 000	...	...	4 340 000	35	Paiements à l'Administration de pilotage des Lauren- tides				
...	...	1	...	1	35b	Virement de 993 999 \$ du crédit 20 (Transports)				
...	...	...	993 999	993 999		Virement du crédit 20				
...	4 340 000	1	993 999	5 334 000		Total—Crédit 35	5 070 340	263 660	...	3 643 223
...	...	1	...	1	36b	Paiements à la Société canadienne des ports — Virement de 1 921 410 \$ du crédit 30 (Transports)				
...	...	...	1 921 410	1 921 410		Virement du crédit 30				
...	...	1	1 921 410	1 921 411		Total—Crédit 36b	1 921 410	1	...	875 000
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
...	6 664 000	...	(1 619 772)	5 044 228	(S)	Abolition des péages sur le pont Victoria (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> )	5 044 228	...	...	2 652 792
...	124 765 000	...	(24 216 144)	100 548 856	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	100 548 856	...	...	94 515 000
...	...	1 100 927 774	89 234	1 101 017 008	(S)	Ajustement aux Comptes du Canada conformément à <i>la Loi sur la commercialisation du CN</i>	1 101 017 008	...	...	...
...	...	...	352 718	352 718	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	352 718	...	...	229 857
...	...	...	16 684	16 684	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	16 684	...	...	9 919

2 108 197	...	...	...	2 108 197	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne :				
...	...	...	2 705 415	2 705 415		Produits non employés de l'exercice précédent				
...	...	...	(89 500)	(89 500)		Produits reçus au cours de l'exercice				
2 108 197	...	...	2 615 915	4 724 112		Virement à Pêches et Océans (Garde côtière canadienne)				
...	...	...	...	...		Total—Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	2 600 000	16 112	2 108 000	8 150 000
2 108 197	1 805 191 645	1 152 498 048	(525 012 364)	2 434 785 526		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	646 302
...	...	...	...	...		Total budgétaire	2 249 230 417	183 447 109	2 108 000	1 452 130 986
...	...	900 000 000	99 785 340	999 785 340	(S)	(L) Paiement aux termes d'une entente prise conformément à l'article 12 de la <i>Loi sur la commercialisation du CN</i> (Brut)	999 785 340	...	...	...
10 000 000	...	...	...	10 000 000	(S)	(L) Prêts à la Société canadienne des ports pour fonds de roulement en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des ports</i> , articles 26 et 52. Limite 10 000 000 \$ (Net)	...	...	10 000 000	...
10 000 000	...	...	...	10 000 000	(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent</i> , article 28. Limite 10 000 000 \$ (Net)	...	...	10 000 000	...
20 000 000	...	900 000 000	99 785 340	1 019 785 340		Total non budgétaire	999 785 340	...	20 000 000	...
<b>2 108 197</b>	<b>1 805 191 645</b>	<b>1 152 498 048</b>	<b>(525 012 364)</b>	<b>2 434 785 526</b>		<b>Total du ministère—</b>	<b>2 249 230 417</b>	<b>183 447 109</b>	<b>2 108 000</b>	<b>1 452 130 986<sup>(2)(3)</sup></b>
<b>20 000 000</b>	...	<b>900 000 000</b>	<b>99 785 340</b>	<b>1 019 785 340</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>999 785 340</b>	...	<b>20 000 000</b>	...
						<b>Non budgétaire</b>				
...	843 000	...	...	843 000	40	<b>Tribunal de l'aviation civile</b>				
...	62 000	...	...	62 000	(S)	Dépenses du programme	777 168	65 832	...	874 446
...	<b>905 000</b>	...	...	<b>905 000</b>		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 000	...	...	63 000
						<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>839 168</b>	<b>65 832</b>	...	<b>937 446</b>
...	7 739 000	...	...	7 739 000	45	<b>Administrateur de l'Office du transport du grain<sup>(2)</sup></b>				
...	...	...	(2 555 001)	(2 555 001)		Dépenses du programme				
...	...	...	(2 040 999)	(2 040 999)		Virement au : crédit 1				
...	...	...	(3 143 000)	(3 143 000)		crédit 5				
...	7 739 000	...	(7 739 000)	...		crédit 10				
...	193 000	...	(193 000)	...	(S)	Total—Crédit 45	...	...	...	...
...	<b>7 932 000</b>	...	<b>(7 932 000)</b>	...		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
						<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	...	...	...

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Office national des transports</b>									
...	27 407 000	...	...	27 407 000	50				
...	...	...	226 468	226 468					
...	27 407 000	...	226 468	27 633 468		27 633 468	...	...	28 635 210
...	559 300 000	(349 300 000)	(198 349)	209 801 651	(S)	209 801 651	...	...	644 028 378
...	7 472 000	...	2 234 680	9 706 680	(S)	9 706 680	...	...	9 863 234
...	13 055 000	...	(3 378 786)	9 676 214	(S)	9 676 214	...	...	17 413 143
...	90 433 000	(55 950 000)	930 309	35 413 309	(S)	35 413 309	...	...	97 751 501
...	9 100 000	(6 870 000)	(60 896)	2 169 104	(S)	2 169 104	...	...	9 328 341
...	2 873 000	...	144 000	3 017 000	(S)	3 017 000	...	...	3 097 000
207	...	...	14 290	14 497	(S)	...	207	14 290	4 806
<b>207</b>	<b>709 640 000</b>	<b>(412 120 000)</b>	<b>(88 284)</b>	<b>297 431 923</b>		<b>297 417 426</b>	<b>207</b>	<b>14 290</b>	<b>810 121 613</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>									
<b>2 108 404</b>	<b>2 523 668 645</b>	<b>740 378 048</b>	<b>(533 032 648)</b>	<b>2 733 122 449</b>		<b>2 547 487 011</b>	<b>183 513 148</b>	<b>2 122 290</b>	<b>2 263 190 045<sup>(3)</sup></b>
<b>20 000 000</b>	...	<b>900 000 000</b>	<b>99 785 340</b>	<b>1 019 785 340</b>		<b>999 785 340</b>	...	<b>20 000 000</b>	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5 —Éventualités du gouvernement.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, l'Administrateur de l'Office du transport du grain a été transféré au ministère des Transports. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 12 820 236 \$.

<sup>(3)</sup> Au cours de l'exercice, l'activité Garde côtière canadienne a été transférée au portefeuille ministériel de Pêches et Océans. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 534 918 676 \$.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Politiques et coordination —												
Budgétaire	1 570 926 607	1 567 524 832	626 000	607 944	345 046 378	340 023 007	18 600	35 520	...	...	1 916 580 385	1 908 120 263
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 019 785 340	999 785 340	1 019 785 340	999 785 340
Marine	70 821 829	70 397 596	17 052 000	12 614 710	11 795 050	10 067 493	19 634 000	20 980 932	...	...	80 034 879	72 098 867
Aviation	654 616 261	647 924 962	202 295 072	120 768 057	431 900	330 244	784 167 600	778 943 701	...	...	73 175 633	(9 920 438)
Aéroports	289 261 127	255 300 715	138 321 500	135 701 672	35 260 000	35 152 579	324 853 951	367 930 325	...	...	137 988 676	58 224 641
Surface	37 010 553	36 801 757	3 894 000	3 472 212	8 495 350	8 463 297	410 000	598 746	...	...	48 989 903	48 138 520
Administration du ministère	181 627 800	176 894 735	23 803 700	23 779 358	23 550	23 550	30 333 000	29 998 940	...	...	175 122 050	170 698 703
Administrateur de l'office du transport du grain	...	...	...	...	2 894 000	1 869 861	...	...	...	...	2 894 000	1 869 861
-----												
Sous-total—												
Budgétaire	2 804 264 177	2 754 844 597	385 992 272	296 943 953	403 946 228	395 930 031	1 159 417 151	1 198 488 164	...	...	2 434 785 526	2 249 230 417
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 019 785 340	999 785 340	1 019 785 340	999 785 340
Recettes affectées aux dépenses	(1 159 417 151)	(1 198 488 164)	...	...	...	...	(1 159 417 151)	(1 198 488 164)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 644 847 026</b>	<b>1 556 356 433</b>	<b>385 992 272</b>	<b>296 943 953</b>	<b>403 946 228</b>	<b>395 930 031</b>	...	...	...	...	<b>2 434 785 526</b>	<b>2 249 230 417</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>1 019 785 340</b>	<b>999 785 340</b>	<b>1 019 785 340</b>	<b>999 785 340</b>
<b>Tribunal de l'aviation civile</b>												
Révisions et appels	905 000	839 168	...	...	...	...	...	...	...	...	905 000	839 168
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>905 000</b>	<b>839 168</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>905 000</b>	<b>839 168</b>
<b>Office national des transports</b>												
Transport ferroviaire	7 642 504	7 911 763	103 000	7 246	229 184 545	229 184 545	...	...	...	...	236 930 049	237 103 554
Transport aérien et transports accessibles	6 681 187	6 369 829	93 000	50 496	...	...	...	...	...	...	6 774 187	6 420 325
Transport maritime et routier	2 131 027	3 584 068	35 000	2 955	37 582 412	37 582 412	...	...	...	...	39 748 439	41 169 435
Membres et soutien de la réglementation	6 779 552	5 821 337	74 000	6 220	...	...	...	...	...	...	6 853 552	5 827 557
Administration	6 882 696	6 763 906	243 000	132 649	...	...	...	...	...	...	7 125 696	6 896 555
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>30 116 966</b>	<b>30 450 903</b>	<b>548 000</b>	<b>199 566</b>	<b>266 766 957</b>	<b>266 766 957</b>	...	...	...	...	<b>297 431 923</b>	<b>297 417 426</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 675 868 992</b>	<b>1 587 646 504</b>	<b>386 540 272</b>	<b>297 143 519</b>	<b>670 713 185</b>	<b>662 696 988</b>	...	...	...	...	<b>2 733 122 449</b>	<b>2 547 487 011</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>1 019 785 340</b>	<b>999 785 340</b>	<b>1 019 785 340</b>	<b>999 785 340</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère<sup>(1) (2)</sup></b>									
<b>Subventions</b>									
Politiques et coordination									
...	21 363 800	...	(41 600)	21 322 200	Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	21 322 197	3	...	22 750 792
...	...	...	19 000 000	19 000 000	Subvention à la province de Terre-Neuve concernant les services de traversier	19 000 000	...	...	31 000 000
...	21 363 800	...	18 958 400	40 322 200		40 322 197	3	...	53 750 792
Marine									
...	...	...	10 000 000	10 000 000	Subvention à la province de Terre-Neuve concernant les services portuaires	10 000 000	...	...	...
...	...	...	67 000	67 000	Subvention à l'Organisation maritime internationale	67 493	(493)	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 400
...	...	...	10 067 000	10 067 000		10 067 493	(493)	...	1 400
Aviation									
...	13 050	...	...	13 050	Aéro Club du Canada (antérieurement Association royale canadienne des aéroclubs)	13 050	...	...	13 047
...	15 700	...	...	15 700	Administration du ministère	15 700	...	...	16 500
...	21 392 550	...	29 025 400	50 417 950	Comité de la Semaine nationale des transports	15 700	...	...	16 500
					<b>Total—Subventions</b>	<b>50 418 440</b>	<b>(490)</b>	...	<b>53 781 739</b>
<b>Contributions</b>									
Politiques et coordination									
...	415 000	...	26 050	441 050	Association du transport du Canada	441 013	37	...	460 013
...	11 822 000	...	(2 274 100)	9 547 900	Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	9 547 820	80	...	10 324 189
...	14 725 200	...	3 482 000	18 207 200	Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagon-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	18 207 173	27	...	19 114 699
...	5 772 000	...	(1 811 000)	3 961 000	Stratégie nationale pour l'intégration des personnes handicapées	3 960 967	33	...	3 264 879
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme :									
...	3 520 000	...	(3 505 000)	15 000	Nouvelle-Écosse	15 000	...	...	581 809
...	14 250 000	...	18 450 000	32 700 000	Nouveau-Brunswick	32 700 000	...	...	10 900 000

...	21 000 000	...	...	21 000 000	Terre-Neuve—Routes régionales	20 999 999	1	...	25 126 816
...	30 000 000	...	...	30 000 000	Accord sur l'autoroute transcanadienne —Terre-Neuve	29 999 999	1	...	33 932 416
...	400 000	...	...	400 000	L'Institut canadien de recherche sur le camionnage	400 000	...	...	650 000
...	6 664 000	...	(1 619 772)	5 044 228	(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal	5 044 228	...	...	2 652 792
...	1 500 400	...	(167 100)	1 333 300	Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1 333 266	34	...	1 389 844
...	110 715 000	...	4 751 300	115 466 300	Initiative stratégique d'investissement en capital — Routes	115 466 217	83	...	126 964 511
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	Voies ferrées	...	...	...	...
...	800 000	...	(154 300)	645 700	Havres et quais	645 660	40	...	356 000
...	18 000	...	...	18 000	Contribution au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé afin de maintenir et améliorer le Système inter-provincial d'échange de registre	17 777	223	...	22 331
...	2 610 000	...	(2 610 000)	...	Contributions aux termes des conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique et régional : Province de Québec (Entente sur le développement économique et régional)	...	...	...	5 746 541
...	14 050 000	...	(7 027 250)	7 022 750	Entente d'amélioration routière associée au lien routier permanent— Nouveau-Brunswick	2 000 000	5 022 750	...	...
...	7 340 000	...	(845 950)	6 494 050	Île-du-Prince-Édouard	6 494 011	39	...	6 500 000
...	...	24 304 001	24 387 199	48 691 200	Augmentation des contributions aux provinces en vertu du programme de transition d'aide aux subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	48 691 200	...	...	...
...	...	...	3 716 500	3 716 500	Contribution au Code canadien de sécurité afin de soutenir l'uniformité des normes à l'échelle nationale	3 716 480	20	...	...
...	...	...	20 000	20 000	Contribution à la Fondation Paul Gérin-Lajoie pour une dictée dans les écoles primaires francophones et les classes d'immersion française du Canada	20 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 271 058
...	255 601 600	24 304 001	24 818 577	304 724 178		299 700 810	5 023 368	...	249 257 898
<hr/>									
Marine									
...	203 050	...	...	203 050	Contribution à la Croix-Rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique	...	203 050	...	...
...	1 500 000	...	...	1 500 000	Paiement aux associations régionales du service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes d'éducation et de prévention des accidents	...	1 500 000	...	...
...	...	...	25 000	25 000	Contribution aux conférences circumpolaires Inuit	...	25 000	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	246 635
...	1 703 050	...	25 000	1 728 050		...	1 728 050	...	246 635
<hr/>									
Aviation									
...	121 100	...	54 650	175 750	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	74 132	101 618	...	161 932

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	64 800	...	(64 800)	...	Contributions aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage	...	...	...	...
...	13 050	...	50	13 100	Ligue des cadets de l'air du Canada —Bourse de formation en pilotage	13 062	38	...	13 062
...	...	...	230 000	230 000	Contribution à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	230 000	...	...	...
...	198 950	...	219 900	418 850		317 194	101 656	...	174 994
-----									
Aéroports									
...	12 176 800	...	6 857 200	19 034 000	Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports	19 032 566	1 434	...	12 024 612
...	19 000 000	...	(17 305 000)	1 695 000	Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	1 692 748	2 252	...	...
...	450 100	...	(19 100)	431 000	Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres aéroports et des installations connexes — Principales contributions — Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville, Hopedale et Williams Harbour)	430 851	149	...	474 300
...	11 000 000	...	(1 370 000)	9 630 000	Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres aéroports, et des installations connexes	9 564 535	65 465	...	8 016 900
...	6 026 000	...	(1 556 000)	4 470 000	Initiative stratégique d'investissement en capital —Aéroports	4 431 879	38 121	...	4 453 612
...	48 652 900	...	(13 392 900)	35 260 000		35 152 579	107 421	...	24 969 424
-----									
Surface									
...	8 050 500	...	198 000	8 248 500	Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	8 216 835	31 665	...	8 048 167
...	45 850	...	1 000	46 850	Contributions à des organismes de recherche choisis pour les aider à entreprendre des travaux de recherche et des études dans le cadre du programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers	46 462	388	...	43 913
...	150 000	...	50 000	200 000	Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du programme Opération Gareautrain	200 000	...	...	150 000
...	8 246 350	...	249 000	8 495 350		8 463 297	32 053	...	8 242 080



...	7 850	...	...	7 850	Administration du ministère Contribution à la décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles	7 850	...	...	7 850
...	...	...	2 894 000	2 894 000	Administrateur de l'office du transport du grain Contributions dans le cadre de la Réserve pour l'amélioration du réseau	1 869 861	1 024 139	...	2 251 042
...	<b>314 410 700</b>	<b>24 304 001</b>	<b>14 813 577</b>	<b>353 528 278</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>345 511 591</b>	<b>8 016 687</b>	...	<b>285 149 923</b>
<b>Sommaire du ministère par activité</b>									
...	276 965 400	24 304 001	43 776 977	345 046 378	Politiques et coordination	340 023 007	5 023 371	...	303 008 690
...	1 703 050	...	10 092 000	11 795 050	Marine	10 067 493	1 727 557	...	248 035
...	212 000	...	219 900	431 900	Aviation	330 244	101 656	...	188 041
...	48 652 900	...	(13 392 900)	35 260 000	Aéroports	35 152 579	107 421	...	24 969 424
...	8 246 350	...	249 000	8 495 350	Surface	8 463 297	32 053	...	8 242 080
...	23 550	...	...	23 550	Administration du ministère	23 550	...	...	24 350
...	...	...	2 894 000	2 894 000	Administrateur de l'office du transport du grain	1 869 861	1 024 139	...	2 251 042
...	<b>335 803 250</b>	<b>24 304 001</b>	<b>43 838 977</b>	<b>403 946 228</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>395 930 031</b>	<b>8 016 197</b>	...	<b>338 931 662<sup>(1)(2)</sup></b>
<b>Administrateur de l'Office du transport du grain<sup>(2)</sup></b>									
<b>Contributions</b>									
...	3 143 000	...	(3 143 000)	...	Contributions dans le cadre de la Réserve pour l'amélioration du réseau	...	...	...	...
...	<b>3 143 000</b>	...	<b>(3 143 000)</b>	...	<b>Total du programme</b>	...	...	...	... <sup>(2)</sup>
<b>Office national des transports</b>									
<b>Contributions</b>									
Transport ferroviaire									
...	559 300 000	(349 300 000)	(198 349)	209 801 651	(S) Paiements aux compagnies de chemin de fer de montants établis selon les dispositions de la <i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i>	209 801 651	...	...	644 028 378
...	7 472 000	...	2 234 680	9 706 680	(S) Paiements aux compagnies de chemin de fer et de transport de montants établis selon les dispositions de l'article 270 de la <i>Loi sur les chemins de fer</i>	9 706 680	...	...	9 863 234
...	13 055 000	...	(3 378 786)	9 676 214	(S) Paiements aux compagnies de chemin de fer en vertu de la <i>Loi de 1987 sur les transports nationaux</i>	9 676 214	...	...	17 413 143
...	579 827 000	(349 300 000)	(1 342 455)	229 184 545		229 184 545	...	...	671 304 755
Transport maritime et routier									
...	90 433 000	(55 950 000)	930 308	35 413 308	(S) Paiements versés aux compagnies de chemin de fer, mariti- mes et de camionnage en vertu de la <i>Loi sur les subven- tions au transport des marchandises dans la Région atlantique</i>	35 413 308	...	...	97 751 501
...	9 100 000	(6 870 000)	(60 896)	2 169 104	(S) Paiements versés aux compagnies de chemin de fer en vertu de la <i>Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes</i>	2 169 104	...	...	9 328 341
...	99 533 000	(62 820 000)	869 412	37 582 412		37 582 412	...	...	107 079 842

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	4 000	...	(4 000)	...	Membres et soutien de la réglementation Paiements au groupe de recherche sur les transports au Canada	...	...	...	3 497
...	<b>679 364 000</b>	<b>(412 120 000)</b>	<b>(477 043)</b>	<b>266 766 957</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>266 766 957</b>	...	...	<b>778 388 094</b>
<b>Sommaire du programme par activité</b>									
...	579 827 000	(349 300 000)	(1 342 455)	229 184 545	Transport ferroviaire	229 184 545	...	...	671 304 755
...	99 533 000	(62 820 000)	869 412	37 582 412	Transport maritime et routier	37 582 412	...	...	107 079 842
...	4 000	...	(4 000)	...	Membres et soutien de la réglementation	...	...	...	3 497
...	<b>679 364 000</b>	<b>(412 120 000)</b>	<b>(477 043)</b>	<b>266 766 957</b>	<b>Total du programme</b>	<b>266 766 957</b>	...	...	<b>778 388 094</b>
...	<b>1 018 310 250</b>	<b>(387 815 999)</b>	<b>40 218 934</b>	<b>670 713 185</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>662 696 988</b>	<b>8 016 197</b>	...	<b>1 117 319 756<sup>(1)</sup></b>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, l'activité Garde côtière canadienne a été transférée au portefeuille ministériel de Pêches et Océans. Donc, les paiements de transfert de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 1 569 173 \$.<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, l'Administrateur de l'Office du transport du grain a été transféré au ministère des Transports. Donc, les paiements de transfert de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 2 251 042 \$.



## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère<sup>(1)</sup></b>			Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	2 705 415	8 163 703
<b>Recettes fiscales—</b>			Moins : montant transféré à Pêches et Océans	89 500	...
Taxe sur les produits et services	29 062 228	23 612 856		2 615 915	8 163 703
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>29 062 228</b>	<b>23 612 856</b>	Diverses recettes non fiscales —		
<b>Recettes non fiscales—</b>			Amendes	1 579 996	1 585 063
Revenus de placements —			Permis	41 788	38 112
Prêts, placements et avances —			Paielement reçu de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'entretien des voies navigables	...	633 645
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada —			Divers	7 896 244	7 984 669
Intérêt	6 617 644	8 311 696		9 518 028	10 241 489
Autres ventes d'actions du CN	700 000	...	<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>51 683 626</b>	<b>62 904 757</b>
Société canadienne des ports —			<b>Total du ministère</b>	<b>80 745 854</b>	<b>86 517 613<sup>(1)</sup></b>
Intérêt	33 021	37 419	<b>Office national des transports</b>		
Dividendes	316 239	171 254	<b>Recettes fiscales—</b>		
Fonds de prêts interportuaire —			Taxe sur les produits et services	1 421	130
Virement des bénéficiaires	5 326 411	4 878 953	<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>1 421</b>	<b>130</b>
Société du port de Montréal —			<b>Recettes non fiscales—</b>		
Intérêt	256 925	291 374	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Dividendes	2 442 349	2 253 211	Redressements des créanciers de l'exercice précédent	7 580 462	2 627 560
Société du port d'Halifax —			Recouvrements d'avances de voyage	187	559
Dividendes	178 577	...	Recouvrements des comptes de fournisseurs	116 338	22 167
Société du port de Prince Rupert —			Recouvrement pour frais de cours	...	621
Intérêt	1 617 984	1 659 228	Recouvrements—Autres ministères de l'État	...	865
Dividendes	15 662	27 886	Salaires à payer	...	1 890
Société du port de Saint John —				7 696 987	2 653 662
Intérêt	2 125 208	2 125 208	Frais de services —		
Société du port de Vancouver, La —			Frais pour services rendus à des compagnies	571	1 542
Intérêt	179 703	202 780	Accès à l'information	15	50
Dividendes	3 262 900	4 353 400		586	1 592
Commissaires du port de Hamilton —			Produits des ventes —		
Intérêt	10 828	12 891	Produits des ventes des manuels de Classification uniforme des comptes	...	325
	23 083 451	24 325 300	Produits des ventes des ordres et décisions	22 809	4 177
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —				22 809	4 502
Autres	3 880 338	7 395 588			
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	12 392 746	5 716 112			
	16 273 084	13 111 700			
Privilèges, licences et permis —					
Amendes—Règlement sur la circulation aérienne et <i>Loi sur l'aéronautique</i>	19 991	7 058 154			
Produits des ventes	173 157	4 411			

**Recettes—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	14 290	1 108
Diverses recettes non fiscales — Divers	132	65
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>7 734 804</b>	<b>2 660 929</b>
<b>Total du programme</b>	<b>7 736 225</b>	<b>2 661 059</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales — Taxe sur les produits et services	29 063 649	23 612 986
Total des recettes fiscales	29 063 649	23 612 986
Recettes non fiscales — Revenus de placements	23 083 451	24 325 300
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	23 970 071	15 765 362
Privilèges, licences et permis	19 991	7 058 154
Frais de services	586	1 592
Produits des ventes	195 966	8 913
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	2 630 205	8 164 811
Diverses recettes non fiscales	9 518 160	10 241 554
Total des recettes non fiscales	59 418 430	65 565 686
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>88 482 079</b>	<b>89 178 672</b>

(1) Au cours de l'exercice, l'Administrateur de l'Office du transport du grain a été transféré au ministère des Transports. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 7 294 943 \$.

# SECTION 26

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**1995-1996**

## **Travaux publics et Services gouvernementaux**

**Ministère (Travaux publics et Approvi-  
sionnements et Services)**

**Société canadienne d'hypothèques et de  
logement**

**Société canadienne des postes**

**Monnaie royale canadienne**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectif des programmes et description des activités . .	26.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	26.5
Programmes par activité . . . . .	26.11
Paievements de transfert . . . . .	26.13
Déetail des montants disponibles pour être dépensés . . .	26.15
Recettes . . . . .	26.16

**Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)**

Programme des services

**Objectif**

Offrir des services dans les domaines de l'immobilier, de l'architecture et du génie aux tarifs du marché, qui répondent aux besoins des clients en matière d'acquisition, de gestion, de fonctionnement et d'aliénation de biens immobiliers fédéraux.

**Description des activités***Services de l'immobilier*

Fournir, aux prix du marché, les services immobiliers relatifs à l'acquisition, à la location, au louage, à l'aménagement, à l'arpentage, à la gestion, à l'exploitation, à l'entretien, à la réparation et à l'aliénation des biens immobiliers.

*Services d'architecture et de génie*

Fournir, aux prix du marché, les services d'architecture et de génie relatifs aux biens immobiliers requis pour la construction et la rénovation, des services conseils spécialisés, des services d'élaboration de nouvelles technologies, des services environnementaux, des services de dragage et d'autres travaux maritimes ainsi que des levés hydrographiques pour les besoins du Programme des biens immobiliers de TPSGC et des autres ministères de l'État.

*Services ministériels et administratifs*

Imputer les frais des services administratifs et exécutifs offerts par l'entremise du Programme des

approvisionnements et services et qui sont nécessaires dans le cadre des activités des services immobiliers et des services d'architecture et de génie.

Programme des biens immobiliers

**Objectif**

Gérer un portefeuille diversifié d'immeubles à bureaux et d'autres biens immobiliers à vocation générale afin de procurer aux locataires fédéraux des locaux et de rentabiliser au maximum les immobilisations.

**Description des activités***Coordination du programme*

Conseiller le ministre et la haute direction ministérielle sur les politiques et les activités.

*Locaux à bureaux*

Gérer la fourniture de locaux à bureaux de manière à fournir aux locataires fédéraux des installations appropriées et sûres, à instaurer des milieux de travail productifs et à optimiser les investissements immobiliers du gouvernement fédéral.

*Installations fédérales*

Gérer les activités d'investissement et de dessaisissement d'un portefeuille diversifié d'installations fédérales sous la garde du ministre.

*Subventions aux municipalités*

Gérer le versement des subventions fédérales tenant lieu de taxes municipales ou provinciales.

Programme des approvisionnements et services

**Objectif**

Contribuer à optimiser les ressources, à faire respecter les principes d'équité et d'intégrité dans la gestion des affaires publiques et à soutenir les objectifs gouvernementaux en assurant ou en facilitant la prestation d'une vaste gamme de services essentiels de qualité supérieure dans les domaines des approvisionnements, des ressources humaines, des finances, de la traduction, des services gouvernementaux, des télécommunications et d'informatique de même que d'autres services gouvernementaux centraux pour permettre aux ministères et organismes de l'État canadien d'atteindre leurs objectifs.

Dans le cadre du Programme des approvisionnements et services, on assure onze services centraux du gouvernement et de gestion ministérielle répartis en sous-activités gérées et dispensées dans l'ensemble du ministère. Il s'agit de services intégrés mis sur pied à l'administration centrale afin de répondre aux besoins variés des clients, conformément aux normes établies par les clients en matière de services et d'affectation de ressources.

Le programme se divise en trois activités : les services centraux et communs du gouvernement, la gestion ministérielle et les organismes de service spéciaux. Ces activités comportent des ressources spécialisées, de même que des ressources affectées en région. Toutefois, dans le cas des services du receveur général, de la rémunération de la fonction publique de même que des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique, on trouve des ressources spécialisées à l'administration centrale et en région.

- L'activité des services centraux et communs du gouvernement se divise en sept sous-activités : services du receveur général, rémunération de la fonction publique, approvisionnement, relations publiques et marchés de services d'imprimerie, distribution des biens de la Couronne, services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique et, enfin, les autres services centraux du gouvernement.
- L'activité de la gestion ministérielle se divise en trois sous-activités : services exécutifs et de gestion ministérielle, ressources humaines et soutien régional.
- L'activité de services spéciaux comprend le Groupe Communication Canada, Conseils et Vérification Canada, l'Office des normes générales du Canada et le Bureau de la traduction.

## Description des activités

### *Services centraux et communs du gouvernement*

Cette activité offre des services centraux et communs du gouvernement à divers clients afin de répondre à des besoins variés. Ces services sont offerts à plus de cent ministères et organismes au Canada, en Europe et aux États-Unis. Les services centraux et communs du gouvernement offerts dans le cadre de cette activité se divisent en sous-activités. Chaque sous-activité regroupe une série de tâches connexes de gestion et de services assumées pour l'ensemble du ministère. Il s'agit de services intégrés mis sur pied à l'administration centrale afin de répondre aux besoins variés des clients, conformément aux normes qu'ont établies ces clients en matière de service et d'affectation des ressources. Des ressources spécialisées à l'administration centrale sont affectées à chaque sous-activité, ainsi qu'une partie des ressources dans les directions régionales. Les services (sous-activité)

suivants sont fournis dans le cadre de la présente activité :

- services du receveur général;
- rémunération de la fonction publique;
- approvisionnements;
- relations publiques et marchés de services d'imprimerie;
- distribution des biens de la Couronne;
- services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique;
- autres services centraux du gouvernement.

### *Gestion ministérielle*

Cette activité offre une vaste gamme de services de soutien et de gestion à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Cette activité se divise en trois sous-activités : les services exécutifs et de gestion ministérielle, les ressources humaines et le soutien régional. Voici les exemples de domaines dans lesquels on offre des services : finances, gestion des ressources humaines, gestion des locaux, des immobilisations et du matériel, sécurité, politique ministérielle et planification, accès à l'information, vérification et évaluation, communication et services juridiques. C'est également dans le cadre de cette activité qu'on offre des services de secrétariat général et qu'on offre un soutien régional en matière de gestion. L'activité comprend également le règlement des différends contractuels et la publicité et recherche sur l'opinion publique.

### *Organismes de services spéciaux*

Cette activité fournit des services efficaces et efficaces axés sur les pratiques du secteur privé et ce afin de satisfaire aux besoins des clients.

Cette activité comprend les quatre différents organismes de services spéciaux (OSS) de TPSGC qui offrent, contre une rémunération à l'acte, une vaste gamme de services facultatifs aux ministères et organismes qui en font la demande. Les OSS offrent également certains services obligatoires, tandis que d'autres services sont financés par crédit. Les services offerts par ces organismes comprennent, entre autres, des services d'imprimerie, d'édition ainsi qu'une vaste gamme de services de communications, l'élaboration de normes applicables à la gestion de la qualité et les listes d'homologation et de certification des produits, ainsi que des services de traduction, de consultation, de vérification et des services connexes. Parmi les OSS, nous retrouvons notamment :

- Groupe Communication Canada;
- Conseils et Vérification Canada;
- Office des normes générales du Canada; et
- Bureau de la traduction.

Programme des sociétés d'État

## Objectif

Autoriser et effectuer des paiements à certaines sociétés d'État conformément aux ententes approuvées par le gouverneur en conseil.

## Description de l'activité

### *Société du Vieux-Port de Montréal Inc.*

Promouvoir la mise en valeur des terrains du Vieux-Port de Montréal grâce à la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services.



**Société canadienne d'hypothèques et de logement**

**Objectif**

Favoriser la construction de nouvelles maisons, la réparation et la modernisation de maisons existantes, ainsi que l'amélioration des conditions de logement et de vie.

**Société canadienne des postes**

**Objectif**

L'objectif de la Société est de mettre sur pied et d'exploiter un service postal.

**Monnaie royale canadienne**

**Objectifs**

- Fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;
- fabriquer des pièces de monnaie de pays étrangers;
- fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et
- fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans				Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi						
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>										
Programme des services										
...	464 000	...	...	464 000	1	Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier—Déficit de fonctionnement	464 000	...	...	18 722 000
...	2 589 000	...	...	2 589 000	5	Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier—Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement	2 589 000	...	...	2 574 000
432 311 709	(2 125 000)	24 504 000	(22 379 000)	432 311 709	(S)	Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier	37 363 985	...	394 947 724	(16 214 887)
432 311 709	928 000	24 504 000	(22 379 000)	435 364 709		Total—Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier	40 416 985	...	394 947 724	5 081 113
68 545	...	...	...	68 545	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne :				
...	...	...	98 062	98 062		Produits non utilisés de l'exercice précédent				
...	...	...	112 687	112 687		Produits reçus au cours de l'exercice				
68 545	...	...	210 749	279 294		Virement du Programme des biens immobiliers				
...	...	...	...	...		Total—Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	279 294	...	...	33 962
432 380 254	928 000	24 504 000	(22 168 251)	435 644 003		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	19
						<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>40 696 279</b>	...	<b>394 947 724</b>	<b>5 115 094</b>
Programme des biens immobiliers										
...	...	1	...	1	2b	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (en vigueur le 1 <sup>er</sup> avril 1995)	...	1	...	...
...	966 853 000	...	...	966 853 000	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	10 500 642	...	10 500 642	10b	Virement de 9 393 762 \$ du crédit 25 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	9 393 762	9 393 762		Virement du crédit 25				
...	...	...	(125 000)	(125 000)		Virement au : crédit 20				
...	...	...	(5 500 000)	(5 500 000)		Virement au : crédit 31a				
...	966 853 000	10 500 642	3 768 762	981 122 404		Total—Crédit 10	919 557 624	61 564 780	...	905 382 860
...	273 068 000	...	...	273 068 000	15	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	15b	Virement de 2 449 499 \$ du crédit 25 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	2 449 499	2 449 499		Virement du crédit 25				
...	...	...	(26 894 000)	(26 894 000)		Virement au crédit 20				
...	273 068 000	1	(24 444 501)	248 623 500		Total—Crédit 15	228 807 297	19 816 203	...	234 215 524

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans					Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi		\$	\$	\$	\$
...	426 257 000	...	(28 307 056)	397 949 944	(S) Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	397 949 944	...	...	408 207 169
...	1 416 000	...	71 000	1 487 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 487 000	...	...	1 641 000
...	...	...	1 409	1 409	(S) Arrêts de cour	1 409	...	...	...
...	...	...	317	317	(S) Honoraires—Agence de recouvrement du secteur privé	317	...	...	111
...	...	...	31 540	31 540	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	31 540	...	...	83 185
...	...	...	5 000 000	5 000 000	(S) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers Limite autorisée par le crédit 2b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>	...	...	5 000 000	...
394 332	...	...	...	394 332	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne :	...	...	...	...
...	...	...	200 770	200 770	Produits non utilisés de l'exercice précédent	...	...	...	...
...	...	...	(112 687)	(112 687)	Produits reçus au cours de l'exercice	...	...	...	...
394 332	...	...	88 083	482 415	Virement au Programme des services	...	...	482 415	133 624
<b>394 332</b>	<b>1 667 594 000</b>	<b>10 500 644</b>	<b>(43 790 446)</b>	<b>1 634 698 530</b>	<b>Total—Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>482 415</b>	<b>133 624</b>
					<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 547 835 131</b>	<b>81 380 984</b>	<b>5 482 415</b>	<b>1 549 663 473</b>
...	458 681 000	...	...	458 681 000	Programme des approvisionnements et services				
...	...	197 742	...	197 742	20 Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	20a Virement de 125 000 \$ du crédit 10 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et 26 894 000 \$ du crédit 15 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	125 000	125 000	20b Virement de 14 612 139 \$ du crédit 25 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	26 894 000	26 894 000	Virement du : crédit 10				
...	...	...	14 612 139	14 612 139	crédit 15				
...	458 681 000	197 743	41 631 139	500 509 882	crédit 25				
					Total—Crédit 20	461 676 503	38 833 379	...	532 309 551
...	...	1 724 008	...	1 724 008	21a Dettes et obligations s'élevant à 1 724 007 \$ représentant des rajustements au solde principal dû par CAE Aircraft Ltd.	1 724 007	1	...	...
...	...	1	...	1	22b Bureau de la traduction—Autoriser le Ministre à radier des comptes du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance	...	1	...	...
					23b Groupe Communication Canada—Autoriser le ministre à radier des comptes du Fonds renouvelable				

...	...	1	...	1
...	24 359 000	...	...	24 359 000
...	...	16 628 000	...	16 628 000
...	...	...	(9 393 762)	(9 393 762)
...	...	...	(2 449 499)	(2 449 499)
...	...	...	(14 612 139)	(14 612 139)
...	24 359 000	16 628 000	(26 455 400)	14 531 600
...	48 645	...	...	48 645
...	37 507 000	...	1 891 958	39 398 958
156 047 714	67 000	12 700 000	(12 767 000)	156 047 714
71 586 129	(1 004 000)	3 999 000	(2 995 000)	71 586 129
...	...	...	37 045 443	37 045 443
...	...	...	935 714	935 714
71 586 129	(1 004 000)	3 999 000	34 986 157	109 567 286
8 180 947	(2 196 000)	1 709 000	487 000	8 180 947
67 297 487	(1 788 000)	3 169 000	(1 381 000)	67 297 487
...	...	...	(2 617 972)	(2 617 972)
67 297 487	(1 788 000)	3 169 000	(3 998 972)	64 679 515
...	...	...	75 000 000	75 000 000
...	...	...	(2 066 000)	(2 066 000)
...	...	...	13 606 000	13 606 000
...	...	...	86 540 000	86 540 000
98 275 993	...	...	...	98 275 993
...	...	...	1 724 007	1 724 007
98 275 993	...	...	1 724 007	100 000 000
282 246	...	...	...	282 246
...	...	...	1 258 403	1 258 403
282 246	...	...	1 258 403	1 540 649

	du Groupe Communication Canada un montant de 37 045 443 \$ représentant des postes extraordinaires en raison de la restructuration	...	1	...	...
25	Dépenses en capital				
25a	Dépenses en capital				
	Virement au : crédit 10				
	crédit 15				
	crédit 20				
	Total—Crédit 25	8 296 562	6 235 038	...	13 193 307
(S)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 398 958	...	...	45 858 343
(S)	Fonds renouvelable des services optionnels	333 159	...	155 714 555	21 334 320
(S)	Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada Autorisation de radier des postes extraordinaires en raison de la restructuration en vertu du crédit 23b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
	Total—Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada	29 586 032	...	79 981 254	34 781 394
(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	2 175 290	...	6 005 657	1 709 138
(S)	Fonds renouvelable des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique Actifs nets assumés				
	Total—Fonds renouvelable des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	(23 154 864)	...	87 834 379	5 060 849
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction Limite autorisée par le crédit 23d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Actifs nets assumés Autorisation de radier les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans en vertu du crédit 22b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>				
	Total—Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	9 622 240	...	76 917 760	...
(S)	Fonds renouvelable de la production de défense Virement de l'autorisation du Compte de prêts pour la production de défense				
	Total—Fonds renouvelable de la production de défense	...	...	100 000 000	...
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne : Produits non utilisés de l'exercice précédent Produits reçus au cours de l'exercice				
	Total—Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 150 344	...	390 305	151 277

## Sommaire du portefeuille ministériel — Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans				Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi					
...	...	...	...	...		...	...	...	10 603
401 670 516	515 674 645	40 126 753	125 297 292	1 082 769 206		530 856 876	45 068 420	506 843 910	654 457 427
7 196 694	...	...	...	7 196 694	L15b	(610 592)	...	7 807 286	5 111 477
48 616 368	...	...	...	48 616 368	(S)	(689 496)	...	49 305 864	1 073 391
...	...	...	(1 724 007)	(1 724 007)	(S)	(1 724 007) <sup>(2)</sup>	...	...	...
55 813 062	...	...	(1 724 007)	54 089 055		(3 024 095)	...	57 113 150	6 184 868
<b>401 670 516</b>	<b>515 674 645</b>	<b>40 126 753</b>	<b>125 297 292</b>	<b>1 082 769 206</b>	<b>Total du programme—</b>	<b>530 856 876</b>	<b>45 068 420</b>	<b>506 843 910</b>	<b>654 457 427</b>
<b>55 813 062</b>	...	...	<b>(1 724 007)</b>	<b>54 089 055</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>(3 024 095)</b>	...	<b>57 113 150</b>	<b>6 184 868</b>
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Programme des sociétés d'État				
...	...	500 000	...	500 000	30 Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.				
...	3 000 000	500 000	...	3 500 000	30b Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.				
...	...	2 000 000	...	2 000 000	Total—Crédit 30	3 500 000	...	...	3 000 000
...	...	...	5 500 000	5 500 000	31a Paiements à la Queens Quay West Land Corporation —				
...	...	2 000 000	5 500 000	7 500 000	Virement de 5 500 000 \$ du crédit 10 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	...	...	Virement du crédit 10				
...	3 000 000	2 500 000	5 500 000	11 000 000	Total—Crédit 31a	7 500 000	...	...	9 800 000
<b>834 445 102</b>	<b>2 187 196 645</b>	<b>77 631 397</b>	<b>64 838 595</b>	<b>3 164 111 739</b>	<b>Total du programme—</b>	<b>11 000 000</b>	...	...	<b>12 800 000</b>
<b>55 813 062</b>	...	...	<b>(1 724 007)</b>	<b>54 089 055</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>(3 024 095)</b>	...	<b>57 113 150</b>	<b>6 184 868</b>
...	2 025 649 000	...	...	2 025 649 000	<b>Total du ministère—</b>	<b>2 130 388 286</b>	<b>126 449 404</b>	<b>907 274 049</b>	<b>2 222 035 994</b>
...	...	...	...	...	<b>Budgétaire</b>	<b>(3 024 095)</b>	...	<b>57 113 150</b>	<b>6 184 868</b>
...	2 025 649 000	...	...	2 025 649 000	<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b>				
...	...	...	...	...	35 Dépenses de fonctionnement	1 939 524 020	86 124 980	...	1 987 495 417
...	...	...	...	...	(S) (L) Prêts ou garanties par la Société en vertu de la				
...	...	...	...	...	<i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> , article 21, de la <i>Loi nationale</i>				

*de l'habitation*, article 24, sont les suivants :

Article 19. Compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et d'hypothèques. Limite 100 000 000 \$ moins le solde du Fonds (Net)  
 Paragraphe 26(3). Avances pour le réaménagement urbain provincial et municipal. Limite 351 000 000 \$ (Brut)  
 Paragraphe 27.6(2). Avances pour l'amélioration des quartiers. Limite 302 000 000 \$ (Brut)  
 Paragraphe 34(a). Avances pour prêts directs en vertu des parties II, IV.2, VI et VI.1 et de l'article

100 000 000	...	...	...	100 000 000
286 000 000	...	...	...	286 000 000
249 500 000	...	...	...	249 500 000

...	100 000 000	...	...
...	286 000 000	...	...
...	249 500 000	...	...

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans				Total disponible pour emploi		Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements							
	\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	1	...	1	41a	Autoriser la Société canadienne des postes à emprunter, d'autres sources que l'État, un montant ne dépassant pas 300 000 000 \$ pour l'exercice financier 1996-1997	...	1	...	...
...	14 000 000	1	...	14 000 001		Total budgétaire	14 000 000	1	...	14 000 000
420 000 000	...	...	...	420 000 000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net)	...	...	420 000 000	...
...	<b>14 000 000</b>	<b>1</b>	...	<b>14 000 001</b>		<b>Total du programme—</b>	<b>14 000 000</b>	<b>1</b>	...	<b>14 000 000</b>
<b>420 000 000</b>	...	...	...	<b>420 000 000</b>		<b>Budgétaire</b>	...	...	<b>420 000 000</b>	...
						<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...
...	11 859 000	...	(11 859 000)	...		<b>Corporation commerciale canadienne<sup>(3)</sup></b>				
10 000 000	...	...	(10 000 000)	...	45	Dépenses du programme	...	...	...	...
...	...	...	(10 000 000)	...	(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11. Limite 10 000 000 \$ (Net)	...	...	...	...
<b>10 000 000</b>	<b>11 859 000</b>	...	<b>(11 859 000)</b>	...		<b>Total du programme—</b>	...	...	...	...
...	...	...	<b>(10 000 000)</b>	...		<b>Budgétaire</b>	...	...	...	...
...	...	...	...	...		<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...
						<b>Monnaie royale canadienne</b>				
47 152 440	...	...	...	47 152 440	(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 17(1) soit le montant global maximal de 50 000 000 \$, novembre 1987 (Net)	(2 673 065)	...	49 825 505	(22 265)
<b>47 152 440</b>	...	...	...	<b>47 152 440</b>		<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>(2 673 065)</b>	...	<b>49 825 505</b>	<b>(22 265)</b>
<b>834 445 102</b>	<b>4 238 704 645</b>	<b>77 631 398</b>	<b>52 979 595</b>	<b>5 203 760 740</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—</b>	<b>4 083 912 306</b>	<b>212 574 385</b>	<b>907 274 049</b>	<b>4 223 531 411<sup>(3)</sup></b>
<b>4 043 234 090</b>	<b>(142 300 000)</b>	...	<b>130 575 993</b>	<b>4 031 510 083</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>(5 697 160)</b>	<b>3 510 268 588</b>	<b>526 938 655</b>	<b>6 162 603</b>
						<b>Non budgétaire</b>				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Ce montant représente un montant renoncé et non du revenu.

(3) Au cours de l'exercice, la Corporation commerciale canadienne a été transférée au portefeuille ministériel des Affaires étrangères et du Commerce international. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 13 148 286 \$.

## Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)</b>												
Programme des services	2 976 231 591	2 899 146 919	5 671 000	3 860 957	35 555 412	35 555 412	2 581 814 000	2 897 867 009	...	...	435 644 003	40 696 279
Sous-total	2 976 231 591	2 899 146 919	5 671 000	3 860 957	35 555 412	35 555 412	2 581 814 000	2 897 867 009	...	...	435 644 003	40 696 279
Recettes affectées aux dépenses	(2 581 814 000)	(2 897 867 009)	...	...	...	...	(2 581 814 000)	(2 897 867 009)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>394 417 591</b>	<b>1 279 910</b>	<b>5 671 000</b>	<b>3 860 957</b>	<b>35 555 412</b>	<b>35 555 412</b>	...	...	...	...	<b>435 644 003</b>	<b>40 696 279</b>
Programme des biens immobiliers												
Coordination du programme	45 336 470	41 978 025	660 000	616 942	24 000	...	1 675 648	1 675 648	...	...	44 344 822	40 919 319
Locaux à bureaux	944 933 942	950 509 548	135 436 000	77 542 128	...	...	217 731 131	217 731 131	...	...	862 638 811	810 320 545
Installations fédérales	280 009 400	210 176 975	112 527 500	150 648 227	4 000 000	4 000 000	71 369 947	71 369 947	...	...	325 166 953	293 455 255
Subventions aux municipalités	4 598 000	5 190 068	...	...	397 949 944	397 949 944	...	...	...	...	402 547 944	403 140 012
Sous-total	1 274 877 812	1 207 854 616	248 623 500	228 807 297	401 973 944	401 949 944	290 776 726	290 776 726	...	...	1 634 698 530	1 547 835 131
Recettes affectées aux dépenses	(290 776 726)	(290 776 726)	...	...	...	...	(290 776 726)	(290 776 726)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>984 101 086</b>	<b>917 077 890</b>	<b>248 623 500</b>	<b>228 807 297</b>	<b>401 973 944</b>	<b>401 949 944</b>	...	...	...	...	<b>1 634 698 530</b>	<b>1 547 835 131</b>
Programme des approvisionnements et services												
Services centraux et communs												
communs du gouvernement	1 203 079 223	927 178 952	14 024 200	13 983 818	1 308 048	1 308 048	587 850 183	570 491 776	...	...	630 561 288	371 979 042
Gestion ministérielle	214 641 502	215 871 866	7 088 400	5 899 474	...	...	114 539 517	116 238 988	...	...	107 190 385	105 532 352
Organismes de services spéciaux	447 515 533	288 602 366	6 239 000	2 951 680	...	...	208 737 000	238 208 564	...	...	245 017 533	53 345 482
Fonds renouvelable de la production de défense	100 000 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100 000 000	...
Étendre la portée du crédit L29g de Finances	...	...	...	...	...	...	...	...	7 196 694	(610 592)	7 196 694	(610 592)
Compte de prêts pour la production de défense	...	...	...	...	...	...	...	...	(1 724 007)	(1 724 007)	(1 724 007)	(1 724 007)
Administration des biens saisis	...	...	...	...	...	...	...	...	48 616 368	(689 496)	48 616 368	(689 496)
Sous-total—												
Budgétaire	1 965 236 258	1 431 653 184	27 351 600	22 834 972	1 308 048	1 308 048	911 126 700	924 939 328	...	...	1 082 769 206	530 856 876
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	54 089 055	(3 024 095)	54 089 055	(3 024 095)
Recettes affectées aux dépenses	(911 126 700)	(924 939 328)	...	...	...	...	(911 126 700)	(924 939 328)	...	...	...	...
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 054 109 558</b>	<b>506 713 856</b>	<b>27 351 600</b>	<b>22 834 972</b>	<b>1 308 048</b>	<b>1 308 048</b>	...	...	...	...	<b>1 082 769 206</b>	<b>530 856 876</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>54 089 055</b>	<b>(3 024 095)</b>	<b>54 089 055</b>	<b>(3 024 095)</b>



## Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paievements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total		
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Programme des sociétés d'État													
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	3 500 000	3 500 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 500 000	3 500 000
Queens Quay West Land	7 500 000	7 500 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7 500 000	7 500 000
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>11 000 000</b>	<b>11 000 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>11 000 000</b>	<b>11 000 000</b>
<b>Total du ministère—</b>													
<b>Budgétaire</b>	<b>2 443 628 235</b>	<b>1 436 071 656</b>	<b>281 646 100</b>	<b>255 503 226</b>	<b>438 837 404</b>	<b>438 813 404</b>	...	...	...	...	...	<b>3 164 111 739</b>	<b>2 130 388 286</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>54 089 055</b>	<b>(3 024 095)</b>	...	<b>54 089 055</b>	<b>(3 024 095)</b>
Société canadienne d'hypothèques et de logement—													
<b>Budgétaire</b>	<b>2 025 649 000</b>	<b>1 939 524 020</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 025 649 000</b>	<b>1 939 524 020</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>3 510 268 588</b>	...	...	<b>3 510 268 588</b>	...
Société canadienne des postes—													
<b>Budgétaire</b>	<b>14 000 001</b>	<b>14 000 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>14 000 001</b>	<b>14 000 000</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>420 000 000</b>	...	...	<b>420 000 000</b>	...
Monnaie royale canadienne—													
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>47 152 440</b>	<b>(2 673 065)</b>	...	<b>47 152 440</b>	<b>(2 673 065)</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>													
<b>Budgétaire</b>	<b>4 483 277 236</b>	<b>3 389 595 676</b>	<b>281 646 100</b>	<b>255 503 226</b>	<b>438 837 404</b>	<b>438 813 404</b>	...	...	...	...	...	<b>5 203 760 740</b>	<b>4 083 912 306</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>4 031 510 083</b>	<b>(5 697 160)</b>	...	<b>4 031 510 083</b>	<b>(5 697 160)</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>									
Programme des services									
<b>Subventions</b>									
...	...	...	471 565	471 565	471 565	...	...	4 657 159	
...	...	...	35 049 917	35 049 917	35 049 917	...	...	27 738 958	
...	...	...	<b>35 521 482</b>	<b>35 521 482</b>	<b>35 521 482</b>	...	...	<b>32 396 117</b>	
<b>Contributions</b>									
...	...	...	21 930	21 930	21 930	...	...	453 380	
...	...	...	12 000	12 000	12 000	...	...	12 000	
...	...	...	<b>33 930</b>	<b>33 930</b>	<b>33 930</b>	...	...	<b>465 380</b>	
...	...	...	<b>35 555 412</b>	<b>35 555 412</b>	<b>35 555 412</b>	...	...	<b>32 861 497</b>	
Programme des biens immobiliers									
<b>Subventions</b>									
...	<b>426 257 000</b>	...	<b>(28 307 056)</b>	<b>397 949 944</b>	<b>397 949 944</b>	...	...	<b>408 207 169</b>	
<b>Contributions</b>									
...	12 000	...	(12 000)	...	...	...	...	...	
...	24 000	...	...	24 000	...	24 000	...	...	
...	36 000	...	(12 000)	24 000	...	24 000	...	...	
...	...	...	4 000 000	4 000 000	4 000 000	...	...	...	
...	<b>36 000</b>	...	<b>3 988 000</b>	<b>4 024 000</b>	<b>4 000 000</b>	<b>24 000</b>	...	...	
<b>Sommaire du programme par activité</b>									
...	36 000	...	(12 000)	24 000	...	24 000	...	...	
...	...	...	4 000 000	4 000 000	4 000 000	...	...	...	
...	426 257 000	...	(28 307 056)	397 949 944	397 949 944	...	...	408 207 169	
...	<b>426 293 000</b>	...	<b>(24 319 056)</b>	<b>401 973 944</b>	<b>401 949 944</b>	<b>24 000</b>	...	<b>408 207 169</b>	

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employés au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Programme des approvisionnements et services				
					<b>Contributions</b>				
					Services centraux et communs du gouvernement				
					Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers relativement à des projets visant à éduquer le grand public et à le sensibiliser à la science et à la technologie				
...	...	...	1 308 048	1 308 048		1 308 048	...	...	672 529
...	...	...	<b>1 308 048</b>	<b>1 308 048</b>	<b>Total du programme</b>	<b>1 308 048</b>	...	...	<b>672 529</b>
...	<b>426 293 000</b>	...	<b>12 544 404</b>	<b>438 837 404</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>438 813 404</b>	<b>24 000</b>	...	<b>441 741 195</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>			
Programme des services			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier	2 581 814 000	2 897 867 009	3 184 827 080
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>2 581 814 000</b>	<b>2 897 867 009</b>	<b>3 184 827 080</b>
Programme des biens immobiliers			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Coordination du programme	...	1 675 648	...
Locaux à bureaux	196 042 000	217 731 131	221 873 258
Installations fédérales	69 100 000	71 369 947	68 436 598
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>265 142 000<sup>(1)</sup></b>	<b>290 776 726</b>	<b>290 309 856</b>
Programme des approvisionnements et services			
<b>Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)</b>			
Services centraux et communs du gouvernement			
Sommes recouvrées d'acquisitions, de livraison, de provision et/ou de disposition de biens et services	585 496 000	570 491 776	668 952 505
Gestion ministérielle			
Les sommes recouvrées de la provision des services pour l'appui aux fonctions de receveur général ainsi que dans les domaines de la rémunération, la dotation, les finances et les services de conseil	109 320 000	116 238 988	82 626 158
Organismes de services spéciaux			
Sommes recouvrées de la provision des ventes de biens et services à d'autres ministères de l'État et organismes, la consultation et la vérification	210 910 000	238 208 564	191 342 928
<b>Total budgétaire</b>	<b>905 726 000</b>	<b>924 939 328</b>	<b>942 921 591</b>

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
<b>Non budgétaires (rentées disponibles pour être dépensées)</b>			
Recouvrement—Caisse d'avance fixe	...	1 773 010	1 819 881
Recouvrement—Biens saisis	...	10 523 746	6 668 689
Compte de prêts pour la production de défense	...	1 724 000	...
<b>Total non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>14 020 756</b>	<b>8 488 570</b>
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>905 726 000<sup>(2)</sup></b>	<b>924 939 328</b>	<b>942 921 591</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>14 020 756</b>	<b>8 488 570</b>
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>3 752 682 000</b>	<b>4 113 583 063</b>	<b>4 418 058 527</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>14 020 756</b>	<b>8 488 570</b>
<b>Monnaie royale canadienne</b>			
<b>Non budgétaires (rentées disponibles pour être dépensées)</b>			
Recouvrement des prêts	...	2 673 065	22 265
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>2 673 065</b>	<b>22 265</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>3 752 682 000</b>	<b>4 113 583 063</b>	<b>4 418 058 527</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>16 693 821</b>	<b>8 510 835</b>

(1) Ce montant a été augmenté à 290 776 726 \$ au cours de l'exercice.

(2) Ce montant a été augmenté à 911 126 700 \$ au cours de l'exercice.

## Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>					
Programme des services			Produits des ventes —		
<b>Recettes fiscales—</b>			Ventes de biens de surplus à d'autres que la Corporation de		
Taxe sur les produits et services	7 440 684	12 343 592	disposition des biens de l'État	1 416	3 425
<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>7 440 684</b>	<b>12 343 592</b>	Vente d'immeubles	23 585 466	33 154 344
<b>Recettes non fiscales—</b>				23 586 882	33 157 769
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	98 062	68 545	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	200 770	409 894
Diverses recettes non fiscales	410	91 281	Diverses recettes non fiscales —		
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>98 472</b>	<b>159 826</b>	Remboursement de subventions compensatoires en impôts		
<b>Total du programme</b>	<b>7 539 156</b>	<b>12 503 418</b>	fonciers—Aéroports privés	11 442 589	20 850 442
Programme des biens immobiliers			Divers	18 652 389	727 836
<b>Recettes non fiscales—</b>				30 094 978	21 578 278
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>			<b>Total du programme</b>	<b>68 667 363</b>	<b>75 563 113</b>
Prêts, placements et avances —			Programme des approvisionnements et services		
Queens Quay West Land Corporation	...	631	<b>Recettes fiscales—</b>		
Autres comptes —			Taxe sur les produits et services	4 004 726	3 089 084
Viking Rideau Corporation	195 537	195 537	<b>Total des recettes fiscales</b>	<b>4 004 726</b>	<b>3 089 084</b>
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	132 081	66 041	<b>Recettes non fiscales—</b>		
Intérêt sur prêts et hypothèques	...	76 867	Revenus de placements — <sup>(1)</sup>		
Revenu de location de propriétés —			Prêts, placements et avances —		
Location d'aire de stationnements	32 214	28 572	Monnaie royale canadienne —		
Location de terrain vacant	4 998	4 586	Intérêt	16 166	304 257
Bâtiments résidentiels	701 291	60 058	Dividendes	...	5 000 000
	1 066 121	432 292	Société canadienne des postes	7 764 000	7 764 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —				7 780 166	13 068 257
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 338 754	12 078 235	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 282 475	5 810 299	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	(1 278 841)	22 505 340
	11 621 229	17 888 534	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	716 124	2 456 522
Privilèges, licences et permis —				(562 717)	24 961 862
Bénéfices de bassins de radoub	2 134 534	2 096 346	Frais de services —		
Bénéfices du New Westminster Railway Bridge	(37 151)	...	Frais—Accès à l'information	21 888	15 493
	2 097 383	2 096 346	Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 258 403	303 799

## Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Diverses recettes non fiscales —		
Dons à l'État	263 647	462 234
Dons à l'État—Martens	650	1 100
Secteur des services de gestion et services opérationnels —		
Recettes provenant du Trésor	...	5 912 409
Divers	8 281 587	3 400 029
	<hr/>	<hr/>
	8 545 884	9 775 772
	<hr/>	<hr/>
<b>Total des recettes non fiscales</b>	<b>17 043 624</b>	<b>48 125 183</b>
<b>Total du programme</b>	<b>21 048 350</b>	<b>51 214 267</b>
<b>Total du ministère</b>	<b>97 254 869</b>	<b>139 280 798</b>
<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b>		
<b>Recettes non fiscales—</b>		
Revenus de placements — <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances —		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	680 107 292	706 309 835
	<hr/>	<hr/>
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements—Rénovation urbaine	187 712	315 258
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	...	24 946 638
	<hr/>	<hr/>
	187 712	25 261 896
	<hr/>	<hr/>
Diverses recettes non fiscales	16 166 066	34 267 987
	<hr/>	<hr/>
<b>Total du programme</b>	<b>696 461 070</b>	<b>765 839 718</b>

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	11 445 410	15 432 676
	<hr/>	<hr/>
Total des recettes fiscales	11 445 410	15 432 676
	<hr/>	<hr/>
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	688 953 579	719 810 384
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 246 224	68 112 292
Privilèges, licences et permis	2 097 383	2 096 346
Frais de services	21 888	15 493
Produits des ventes	23 586 882	33 157 769
Produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne	1 557 235	782 238
Diverses recettes non fiscales	54 807 338	65 713 318
	<hr/>	<hr/>
Total des recettes non fiscales	782 270 529	889 687 840
	<hr/>	<hr/>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>793 715 939</b>	<b>905 120 516</b>

<sup>(1)</sup> Intérêt sauf indication contraire.

# SECTION 27

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
1995-1996

**Index**

REMARQUE—LES CHIFFRES EN **CARACTÈRES GRAS**  
RENVOIENT AUX SECTIONS DE CE VOLUME

**A**

ACTIF À COURT TERME, *voir volume I, section 7*

Administrateur de l'Office du transport du grain, **25**

Administration, Programme d', (Affaires indiennes et du Nord canadien), **3**

Administration centrale de la fonction publique, Programme relatif à l', **8**

Administration du pipe-line du Nord, **2**

Affaires du Nord, Programme des, **3**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE  
INTERNATIONAL, **2**

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, **3**

Affaires indiennes et inuit, Programme des, **3**

Agence canadienne de développement international, **2**

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA  
ATLANTIQUE, **4**

Agence spatiale canadienne, **16**

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, **5**

ANCIENS COMBATTANTS, **6**

Anciens combattants, Programme des, **6**

Approvisionnements et services, Programme des, **26**

Archives nationales du Canada, **19**

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, **1.44**

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, **1.70**

Autorisations disponibles des exercices antérieurs, **1.82**

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, **1.92**

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne, **1.95**

AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, *voir volume II (partie II), section 13*

**A—Fin**

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE  
DU GOUVERNEMENT, *voir volume II (partie II), section 12*

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AUX ÉTATS  
FINANCIERS, *voir volume I, section 10*

**B**

Banque de développement du Canada, **16**

Bibliothèque du Parlement, **18**

Bibliothèque nationale, **19**

Biens immobiliers, Programme des, **26**

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, **9**

Bureau de l'enquêteur correctionnel, **24**

Bureau de services juridiques des pensions, Programme du, **6**

Bureau du surintendant des institutions financières, **14**

Bureau fédéral de développement régional (Québec), **16**

**C**

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, **11**

Centre canadien de gestion, **9**

Centre de recherches pour le développement international, **2**

Chambre des communes, **18**

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, **7**

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, **9**

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, **24**

Commissaire à la magistrature fédérale, **17**

Commissaire aux langues officielles, **9**

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, **17**

Commission canadienne des affaires polaires, **3**

Commission canadienne des droits de la personne, **17**

**C—Suite**

Commission canadienne des pensions, Programme de la, **6**

Commission canadienne du lait, **5**

Commission de contrôle de l'énergie atomique, **21**

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, **7**

Commission de la Capitale nationale, **19**

Commission de la fonction publique, **19**

Commission des champs de bataille nationaux, **19**

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, **24**

Commission des relations de travail dans la fonction publique, **9**

Commission du droit d'auteur, **16**

Commission mixte internationale, **2**

Commission nationale des libérations conditionnelles, **24**

COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, **19**

Conseil canadien des normes, **16**

Conseil canadien des relations du travail, **11**

Conseil consultatif sur la situation de la femme, **19**

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, **23**

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, **23**

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, **19**

Conseil de recherches en sciences humaines, **16**

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **16**

Conseil de recherches médicales, **23**

Conseil des Arts du Canada, **19**

CONSEIL DU TRÉSOR, **8**

Conseil national de recherches du Canada, **16**



**C—Fin****CONSEIL PRIVÉ, 9****CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, voir volume II (partie II), section 7****CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, voir volume II (partie II), section 6**Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance, Programme de, **8**Corporation commerciale canadienne, **2**Cour canadienne de l'impôt, **17**Cour fédérale du Canada, **17**Cour suprême du Canada, **17****D****DÉBITEURS, voir volume II (partie II), section 4****DÉFENSE NATIONALE, 10**Dépenses ministérielles par article courant, **1.13**Dépenses ministérielles par catégorie, **1.4**Description des activités, Objectifs des programmes et—*Voir section ministérielle appropriée*Détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels, **1.12**Détail des autres paiements de transfert, **1.11**Détail des montants disponibles pour être dépensés—*Voir section ministérielle appropriée***DETTE PORTANT INTÉRÊT, voir volume I, section 6**Développement de l'industrie et des sciences, Programme du, **16****DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, 11**Développement social et de l'éducation, Programme du, **11**Directeur général des élections, **9****DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, 12****E**Emploi et d'assurance, Programme d', **11**Énergie, des mines et des ressources, Programme de l', **21**Énergie atomique du Canada, Limitée, **21****ENVIRONNEMENT, 13**État des recettes et dépenses, **1.3****ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET D'AUTRES ENTITÉS, voir volume II (partie II), section 2****ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, voir volume II (partie II), section 1****ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET OPINIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL, voir volume I, section 1**Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale, Programme des, **8****F****FINANCES, 14**Forêts, Programme des, **21****FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, voir volume II (partie II), section 9****G**Gendarmerie royale du Canada, **24****GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 15****I**Identité canadienne, Programme de l', **19****INDUSTRIE, 16****INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES, voir volume I, section 2****INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, voir volume II (partie II), section 3****J****JUSTICE, 17****M**Monnaie royale canadienne, **26**Musée canadien de la nature, **19**Musée canadien des civilisations, **19**Musée des beaux-arts du Canada, **19**Musée national des sciences et de la technologie, **19****O**Objectifs des programmes et description des activités—*Voir section ministérielle appropriée*Office canadien du poisson salé, **20**Office de commercialisation du poisson d'eau douce, **20**Office national de l'énergie, **21**Office national des transports, **25**Office national du film, **19****P****PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, voir volume II (partie II), section 10****PAIEMENTS DE TRANSFERT, voir volume II (partie II), section 8**Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée*Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux, Programme des, **3**Paiements de transfert fiscal, Programme des, **14**Parcs Canada, Programme, **19****PARLEMENT, 18****PASSIF À COURT TERME ET PROVISIONS, voir volume I, section 5**

**P —Fin**PATRIMOINE CANADIEN, **19**PÊCHES ET OCÉANS, **20**Politiques financières et économiques, Programme des, **14**PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, *voir volume II (partie II), section 11*Programmes par activité—*Voir section ministérielle appropriée*Protection civile Canada, **10**Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, **1.29**Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, **1.35**Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), **1.38****R**Récapitulation des dépenses externes par article courant, **1.20**Récapitulation des dépenses externes par catégorie, **1.10**Récapitulation des recettes externes par catégorie principale, **1.27**Recettes—*Voir section ministérielle appropriée*RECETTES, DÉPENSES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir volume I, section 3*Recettes ministérielles par catégorie principale, **1.21**RESSOURCES NATURELLES, **21**REVENU NATIONAL, **22****S**Santé, Programme de, **23**SANTÉ, **23**Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, **2**Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, **9**Sécurité du revenu, Programme de la, **11**Sénat, **18**Service canadien du renseignement de sécurité, **24**Service correctionnel, **24**Service de la dette publique, Programme du, **14**Services, Programme des, **26**Services axés sur le marché, Programme des, **16**Services généraux, Programme des, **11**Services de gestion ministériels, Programme des, **19**SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, *voir volume II (partie II), section 5*Société canadienne d'hypothèques et de logement, **26**Société canadienne des postes, **26**Société d'assurance-dépôts du Canada, **14**Société d'expansion du Cap-Breton, **4**Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, **19**Société de développement du Cap-Breton, **21**Société du Centre national des Arts, **19**Société du crédit agricole, **5**Société pour l'expansion des exportations, **2****S —Fin**Société Radio-Canada, **19**Sociétés d'État, Programme des, **26**SOLLICITEUR GÉNÉRAL, **24**Sommaire du portefeuille ministériel—*Voir section ministérielle appropriée*Spécial, Programme (Finances), **14**Statistique Canada, **16****T**TABLEAUX SOMMAIRES, **1**Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, **9**TRANSPORTS, **25**Travail, Programme du, **11**TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, **26**Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, **11**Tribunal canadien du commerce extérieur, **14**Tribunal d'appel des anciens combattants, Programme du, **6**Tribunal de l'aviation civile, **25**Tribunal de la concurrence, **16**Tribunal des anciens combattants (révision et appel), Programme du, **6****V**Vérificateur général, **14**